Henry George

PROGRÈS ET PAUVRETÉ

ENQUÊTE

SUR LA CAUSE DES CRISES INDUSTRIELLES

ET DE L'ACCROISSEMENT DE LA MISÈRE

AU MILIEU DE L'ACCROISSEMENT DE LA RICHESSE

LE REMÈDE

•

Traduit de l'anglais

PAR

P.-L. LE MONNIER

HENRY GEORGE

PROGRÈS ET PAUVRETÉ

ENQUÊTE

SUR LA CAUSE DES CRISES INDUSTRIELLES
ET DE L'ACCROISSEMENT DE LA MISÈRE
AU MILIEU DE L'ACCROISSEMENT DE LA RICHESSE
ET
LE REMÈDE

Traduit de l'anglais sur l'édition de 1880

PAR

P.-L. LE MONNIER

PARIS
LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET Cie
Éditeurs du *Journal des Économistes*, de la *Collection des principaux Économistes*,
du *Dictionnaire de l'Économie politique*,
du *Dictionnaire du Commerce et de la Navigation*, etc.
RUE RICHELIEU, 14

1887

[1879]

Dépôt Légal
Seine
N° [illegible]
1887

TABLE

Pages.

PRÉFACE.... VII

INTRODUCTION

LE PROBLÈME.... 1

LIVRE I

SALAIRE ET CAPITAL.

I. — La théorie courante. — Son insuffisance 13
II. — La signification des termes..... 26
III. — Les salaires ne sont pas tirés du capital, mais sont produits par le travail 45
IV. — Ce n'est pas le capital qui pourvoit à l'entretien des ouvriers... 65
V. — Les fonctions réelles du capital..... 74

LIVRE II

POPULATION ET SUBSISTANCE.

I. — La théorie de Malthus, sa genèse, ses appuis..... 84
II. — Étude des faits..... 96
III. — Études des analogies 122
IV. — Réfutation de la théorie de Malthus..... 133

LIVRE III

LES LOIS DE LA DISTRIBUTION.

I. — L'enquête limitée aux lois de la distribution — la relation nécessaire de ces lois..... 145
II. — La rente et la loi de la rente 157

Pages.
III. — L'intérêt et la cause de l'intérêt..... 165
IV. — Le faux capital et les profits confondus avec l'intérêt 181
V. — La loi de l'intérêt 187
VI. — Les salaires et la loi des salaires..... 195
VII. — Corrélation et coordination de ces lois..... 209
VIII. — Les données du problème ainsi expliquées..... 211

LIVRE IV

EFFET DU PROGRÈS MATÉRIEL SUR LA DISTRIBUTION DE LA RICHESSE.

I. — Les facteurs du problème encore à chercher..... 215
II. — Effet de l'accroissement de population sur la distribution de la richesse..... 218
III. — Effet des progrès dans les arts sur la distribution de la richesse. 231
IV. — Effet de l'espérance née du progrès matériel..... 242

LIVRE V

RÉSOLUTION DU PROBLÈME.

I. — Cause première des paroxysmes périodiques de paralysie industrielle..... 249
II. — Persistance de la pauvreté au milieu de l'accroissement de la richesse..... 268

LIVRE VI

LE REMÈDE.

I. — Inefficacité des remèdes ordinairement proposés..... 283
II. — Le vrai remède..... 312

LIVRE VII

JUSTICE DU REMÈDE.

I. — Injustice de la propriété privée de la terre..... 315
II. — L'asservissement des travailleurs est le résultat dernier de la propriété de la terre..... 329
III. — Droit des propriétaires à une compensation..... 340
IV. — La propriété privée de la terre au point de vue historique..... 343
V. — De la propriété foncière aux États-Unis..... 365

LIVRE VIII

APPLICATION DU REMÈDE.

Pages.

I. — La propriété privée de la terre est incompatible avec le meilleur usage de terre 376
II. — Comment les droits égaux à la terre peuvent être affirmés et garantis 382
III. — Épreuve de la proposition par des règles de l'impôt 387
IV. — Le pour et le contre 400

LIVRE IX

LES EFFETS DU REMÈDE

I. — L'effet sur la production de la richesse 409
II. — L'effet sur la distribution et sur la production 416
III. — L'effet sur les individus et les classes 423
IV. — Des changements qui surviendraient dans l'organisation et la vie sociales 429

LIVRE X

LA LOI DU PROGRÈS HUMAIN.

I. — La théorie courante du progrès humain — son insuffisance 448
II. — Des différences de civilisation — leurs causes 462
III. — La loi du progrès humain 478
IV. — Comment la civilisation moderne peut décliner 499
V. — La vérité primordiale 516

CONCLUSION

LE PROBLÈME DE LA VIE INDIVIDUELLE 526

FIN DE LA TABLE.

Saint-Denis. — Imprimerie Ch. Lahure, 20 bis, rue de Paris.

A CEUX QUI,

VOYANT LE VICE ET LA MISÈRE

NAITRE DE L'INÉGALE DISTRIBUTION DE LA RICHESSE ET DES PRIVILÈGES,

SENTENT LA POSSIBILITÉ D'UN ÉTAT SUPÉRIEUR,

ET VOUDRAIENT LUTTER POUR L'OBTENIR.

*
* *

« *Fais-toi une définition ou une description de la chose qui t'est présentée, de façon à voir* distinctement quelle sorte de chose elle est dans sa substance, sa nudité, sa totalité; nomme toi-même cette chose de son nom propre, dis-toi les noms des choses qui la composent, et ceux *des choses dans lesquelles elle se résoudra. Car rien ne donne une plus grande élévation d'esprit* que d'être capable d'examiner méthodiquement et sincèrement chaque objet qui se présente dans la vie, que de considérer toujours les choses de façon à voir en même temps quel genre d'univers est celui-ci, à quel genre d'usage est *destinée chaque chose en lui, quelle valeur* a chaque chose par rapport au tout et par rapport à l'homme qui est le citoyen de la plus noble cité pour laquelle toutes les autres cités sont comme des familles; et que de savoir ce qu'est chaque chose, de quoi elle est composée, et combien de temps *il* est dans sa nature de durer. » MARC-AURÈLE.

Il doit y avoir un remède! Les vents glacés de
L'hiver faisaient périr les hommes, lorsque l'un d'eux
Tira des pierres, qui cachaient froidement ce qu'elles renfermaient,
L'étincelle brillante arrachée au soleil enflammé;
Les hommes se gorgeaient de viande comme les loups lorsque
L'un d'eux sema le grain considéré jusqu'alors
Comme une mauvaise herbe, et qui fit vivre l'homme;
Ils balbutiaient, avant que l'un d'eux leur eut appris
A prononcer des discours, et eut de ses doigts patients
Assemblé des lettres. Quel est l'heureux don de
Mes frères qui ne leur vienne pas de la recherche patiente,
De la lutte, du sacrifice ou de l'amour?

EDWIN ARNOLD.

*
* *

Jamais jusqu'ici on n'a déposé
En vain une parcelle de la vérité dans la
Grande jachère du monde; il se trouve
Toujours des mains pour couvrir la semence
Et, sur la colline et dans la vallée,
D'autres mains pour cueillir les moissons jaunes

WHITTIER.

PRÉFACE

Les idées ici exposées l'ont déjà été brièvement dans un pamphlet intitulé : *Our Land and Land Policy*, publié à San-Francisco en 1871. Dès cette époque, j'avais l'intention de les exprimer d'une façon plus complète; mais l'occasion de le faire ne se présenta pas de longtemps. Pendant ce temps, je me convainquais de plus en plus de leur vérité, je discernais de plus en plus clairement leurs rapports; je voyais aussi combien d'idées fausses et d'habitudes erronées de pensée empêchaient leur admission, et combien il était nécessaire de déblayer le terrain devant elles.

C'est ce que j'ai essayé de faire ici même, aussi complètement que l'espace disponible le permettait. J'ai été obligé de faire table rase avant de construire, et d'écrire à la fois pour ceux qui n'ont fait aucune étude antérieure sur de tels sujets, et pour ceux qui ont l'habitude des raisonnements économiques; et mon sujet est si vaste qu'il m'a été impossible de traiter plusieurs des questions soulevées aussi complètement qu'elles le méritaient. Ce qu'avant tout j'ai tenté de faire,

c'est d'établir des principes généraux; je confie à mes lecteurs le soin d'en tirer des applications là où cela est nécessaire.

Sous certains rapports, ce livre sera mieux apprécié par ceux qui ont quelque connaissance de la littérature économique; mais aucune lecture préalable n'est nécessaire pour comprendre la discussion et juger de l'excellence des conclusions. Les faits sur lesquels je me suis appuyé ne sont pas de ces faits qui ne peuvent être contrôlés que par des recherches dans les bibliothèques. Ce sont des faits du domaine de l'observation ordinaire, du savoir ordinaire, que chaque lecteur peut vérifier par lui-même, comme il peut décider si les arguments qu'on en tire sont bons ou mauvais.

J'ai commencé par exposer brièvement les faits qui m'ont engagé à faire ces recherches, par examiner la raison qu'on donne couramment, au nom de l'économie politique, de ce fait : pourquoi, en dépit de l'accroissement de la puissance de production, les salaires tendent-ils à devenir le minimum de ce qu'il faut pour vivre? Cet examen montre que la théorie courante du salaire est fondée sur une idée fausse; et que, en réalité, le salaire est produit par le travail pour lequel on le donne, et devrait, toutes choses restant égales, augmenter avec le nombre des travailleurs. Ici on rencontre une doctrine qui est le fondement et le centre de bien des théories économiques importantes, et qui a exercé une grande influence dans toutes les directions, la doctrine de Malthus : la population tend à augmenter plus vite que les moyens de subsistance. L'étude des faits montre cependant que cette théorie ne peut réellement s'appuyer ni sur les faits ni sur l'analogie,

et que, lorsqu'on veut la mettre à l'épreuve, elle se ruine d'elle-même de fond en comble.

Jusqu'ici les résultats de l'enquête, quoique extrêmement importants, sont surtout négatifs. Ils montrent que les théories courantes n'expliquent pas d'une façon satisfaisante le rapport qu'il y a entre la pauvreté et le progrès matériel, mais ne jettent aucune lumière sur le problème lui-même, prouvant seulement qu'il faut en chercher la solution dans les lois qui gouvernent la répartition de la richesse. Il devient donc nécessaire de porter les recherches de ce côté. Une étude préliminaire montre que les trois lois de répartition doivent nécessairement correspondre entre elles; c'est ce qu'elles ne font pas d'après l'économie politique courante, un examen de la terminologie en usage révèle la confusion de pensée qui cache cette contradiction. Examinant alors les lois de répartition, j'ai commencé par la loi de la rente. L'économie politique en a donné une définition correcte, on le voit rapidement. Mais elle n'a pas apprécié toute l'étendue de son champ d'application, n'a pas compris qu'elle avait pour corollaires les lois du salaire et de l'intérêt — les causes qui déterminent quelle part du produit doit revenir au propriétaire foncier, déterminant nécessairement quelle part doit être laissée au travail et au capital. Sans en rester là, j'en suis arrivé à formuler une déduction indépendante des lois de l'intérêt et du salaire. Je me suis arrêté pour déterminer la cause réelle et la justification de l'intérêt, et dévoiler la source de bien des notions erronées — la confusion entre ce qui est réellement les profits du monopole, et les revenus légitimes du capital. Revenant alors à mon principal sujet d'étude, j'ai démontré que l'intérêt doit

s'élever et tomber avec les salaires, qu'il dépend en dernier ressort, de même que la rente, de la limite de culture, ou point de la production où la rente commence. Une étude semblable, mais indépendante, des lois du salaire, donne des résultats harmonieux semblables. Ainsi les trois lois de répartition se trouvent liées harmonieusement entre elles, et l'on arrive à voir que le fait que la rente s'élève partout avec le progrès matériel, explique le fait que les salaires et l'intérêt ne s'élèvent pas.

Quelle cause détermine ce progrès de la rente, voilà la première question qui s'élève maintenant; elle nécessite un examen de l'effet du progrès matériel sur la répartition de la richesse. Divisant les facteurs du progrès matériel en accroissement de population, et en perfectionnement des arts, on voit d'abord que l'accroissement de population tend constamment à augmenter la proportion du produit total qui est pris pour rente, et à diminuer celui qui devient salaire et intérêt, et cela non seulement parce que la limite de culture est abaisée, mais encore parce que les économies et les forces de la population s'accroissant, se localisent. Éliminant alors l'accroissement de population, on voit que les perfectionnements apportés dans les méthodes et les forces de production tendent au même but, et que, la terre étant tenue comme propriété privée, ces améliorations produiraient, dans une population stationnaire, tous les effets attribués par Malthus à l'excès de population. A considérer les effets de l'accroissement continu des valeurs foncières qui naît ainsi du progrès matériel, on découvre dans la hausse spéculative inévitable quand la terre est propriété privée une cause dérivée, mais des plus puissantes,

de l'augmentation de la rente et de l'abaissement des salaires. La déduction prouve que cette cause doit nécessairement produire des stagnations industrielles périodiques, et l'induction justifie cette conclusion ; pendant que l'analyse que l'on vient de faire montre que le résultat nécessaire du progrès matériel est, la terre étant propriété privée, et indépendamment de l'accroissement de population, de forcer les travailleurs à accepter des salaires à peine suffisants pour vivre.

Cette identification de la cause qui associe la pauvreté au progrès indique le remède, mais ce remède est si radical que j'ai cru nécessaire de chercher s'il n'en existait pas quelque autre. Reprenant mon enquête en partant d'un autre point, j'ai passé en revue les mesures qu'on propose généralement comme devant améliorer la condition des masses ouvrières. Cette nouvelle enquête a eu pour résultat de confirmer la précédente, en ce qu'elle montre aussi qu'il n'y a rien de mieux que de rendre la terre propriété commune pour relever d'une manière durable la propriété et réprimer la tendance des salaires à descendre jusqu'au point où ils n'empêchent même pas l'ouvrier de mourir de faim.

Mais nous soulevons ici une question de justice et entrons dans le domaine de la morale. Une étude de la nature et du fondement de la propriété nous prouve alors qu'il y a une différence fondamentale et indestructible entre la propriété des choses qui sont le produit du travail et la propriété de la terre ; que l'une a une base naturelle et une sanction et que l'autre n'en a pas, et que, reconnaître la propriété exclusive du sol, c'est nécessairement nier le droit de propriété sur les produits du travail. En approfondissant la question, on trouve que la

propriété privée de la terre a toujours conduit, et doit toujours conduire à l'asservissement de la classe ouvrière; que les propriétaires fonciers ne peuvent réclamer justement aucune compensation si la société juge à propos de reprendre ses droits; que la propriété privée de la terre est si loin d'être en accord avec les perceptions naturelles des hommes, que le contraire seul est vrai; et qu'enfin dans les États-Unis nous commençons à ressentir les effets de l'admission de ce principe faux et destructeur.

L'enquête se poursuit ensuite dans le domaine de la politique pratique. On voit que la propriété privée de la terre, au lieu d'être nécessaire à son amélioration et à son usage, barre le chemin à l'amélioration et à l'usage, et cause une déperdition énorme de forces productives; que la reconnaissance du droit commun à la terre n'implique ni combat, ni dépouillement, mais doit être amenée par une méthode simple et facile, par l'abolition de tous les impôts sauf ceux sur la terre. Car ce sont les valeurs foncières qu'une étude des principes de l'imposition prouve être les meilleures qu'on puisse taxer.

Un examen des effets du changement proposé montre alors qu'il augmenterait énormément la production, assurerait la justice dans la distribution, profiterait à toutes les classes, et rendrait possible le mouvement en avant vers une civilisation plus haute et plus noble.

Ici le champ de l'enquête s'élargit; elle recommence, prenant un nouveau point de départ. Car non seulement les espérances qu'elle a fait naître entrent en lutte avec l'idée très répandue que le progrès social n'est possible que par une lente amélioration de la race, mais encore les conclusions que nous

avons atteintes affirment certaines lois qui, si elles sont vraiment naturelles, doivent manifester leur présence dans l'histoire universelle. En dernier ressort il devient donc nécessaire d'étudier les lois du progrès humain, car certains grands faits qui forcent l'attention sitôt qu'on examine notre sujet d'étude, semblent complètement en désaccord avec ce qui est maintenant la théorie courante. Cette nouvelle enquête montre que les différences de civilisations ne sont pas dues à des différences dans les individus, mais plutôt à la différence d'organisation sociale; que le progrès, toujours produit par l'association, se change toujours en mouvement rétrograde aussitôt que se développe l'inégalité, et que même aujourd'hui, dans notre moderne civilisation, les causes qui ont détruit toutes les civilisations antérieures commencent à faire sentir leur action, et que la démocratie politique pure court vers l'anarchie et le despotisme.

En même temps, notre enquête prouve qu'il faut identifier la loi de la vie sociale avec la grande loi morale de la justice, et montre, confirmant ainsi les conclusions antérieures, comment on peut prévenir ce mouvement rétrograde, et commencer le mouvement en avant. Ceci termine l'enquête. Le chapitre final s'expliquera de lui-même.

Il est évident que ces recherches ont une grande importance. Si elles ont été soigneusement et logiquement menées, leurs conclusions changent le caractère de l'économie politique, lui donnent la cohérence et la certitude d'une science véritable, la mettent en harmonie avec les aspirations de la masse des hommes auxquelles elle a été si longtemps étrangère. Ce que j'ai fait dans ce livre, si j'ai correctement résolu

le grand problème étudié, c'est d'unir la vérité perçue par l'école de Smith et Ricardo, à la vérité perçue par l'école de Proudhon et Lasselle; c'est de montrer que le *laissez-faire* (avec sa véritable et complète signification) ouvre la voie à la réalisation des nobles rêves du socialisme; c'est d'identifier la loi sociale avec la loi morale, de réfuter les idées qui dans bien des esprits voilent les perceptions grandes et élevées.

Cet ouvrage a été écrit entre le mois d'août 1877 et le mois de mars 1879; il a été fini d'imprimer en septembre 1879. Depuis cette époque, j'ai recueilli de nouvelles preuves de la justesse des opinions ici exposées; la marche des événements, et surtout le grand mouvement qui a commencé en Angleterre à la suite des troubles en Irlande, montre plus clairement encore la nature pressante du problème que j'ai cherché à résoudre. Mais rien dans les critiques qui ont accueilli mes observations ne m'a engagé à changer ou à modifier mes conclusions; en réalité, il ne m'a pas encore été fait une objection qui n'eût d'avance sa réponse dans ce livre. Et c'est ainsi que sauf quelques erreurs matérielles qui ont été corrigées, sauf la préface que j'ai ajoutée, cette édition est la même que les précédentes.

HENRY GEORGE.

PROGRÈS ET PAUVRETÉ

INTRODUCTION

Bâtissez, bâtissez! Vous n'y entrerez pas, vous
Semblables aux tribus que le désert dévore;
Loin de la terre promise vous vous flétrissez et mourez,
Avant que sa verdure brille devant vos yeux fatigués.

Mrs Sigourney.

LE PROBLÈME

Le XIX^e^ siècle a été marqué par un accroissement prodigieux de puissance productrice de richesse. L'utilisation de la vapeur et de l'électricité, les progrès apportés dans les moyens de produire économiquement le travail, la grande subdivision et la grande échelle de production, les facilités énormes apportées aux échanges, ont multiplié l'efficacité du travail.

Au début de cette ère merveilleuse, il était naturel de s'attendre, et on s'attendait, à ce que des inventions économisant le travail diminueraient la peine et amélioreraient la condition de l'ouvrier; à ce que l'énorme accroissement de puissance productrice de richesse ferait de la vraie pauvreté une chose de l'ancien temps. Si un homme du siècle dernier, un Franklin ou un Priestley, avait vu, dans une vision, le bateau à vapeur prenant la place du bateau à voile, la locomotive celle de la voiture, la moissonneuse celle de la faucille, la batteuse celle du fléau; s'il avait entendu le bruit des machines qui, obéissant à la volonté humaine et satisfaisant les *désirs humains, ont une puissance* plus grande que celle de tous les hommes et les bêtes de somme réunis; s'il avait vu les arbres des forêts transformés en bois travaillés, en portes, châssis, volets, boîtes ou barils,

presque sans que la main de l'homme y ait contribué; des machines fabriquer des bottes et des souliers en moins de temps qu'il n'en fallait à un savetier pour remettre une semelle; s'il avait vu marteler à la vapeur les arbres énormes des machines, les ancres puissantes des vaisseaux, ou découper délicatement des ressorts de montre; s'il avait vu le foret en diamant creusant dans le cœur des rochers, et les huiles minérales remplacer l'huile de baleine; s'il avait pu concevoir l'énorme économie de travail résultant des améliorations apportées dans les moyens de communication et d'échange, voir les moutons tués en Australie et mangés frais en Angleterre, l'ordre donné dans l'après-midi par le banquier de Londres exécuté à San-Francisco dans la matinée du même jour; s'il avait enfin entrevu les centaines de milliers de progrès dont ceux-ci ne font que suggérer l'idée, quelle conclusion en aurait-il tiré sur la condition sociale de l'humanité?

Ce n'est pas par déduction qu'il aurait pu connaître cette condition; à mesure que la vision se serait développée, il lui aurait semblé voir cette condition même; et son cœur aurait palpité, et ses nerfs auraient tressailli; il aurait été comme celui qui, d'un sommet, considère au delà de la caravane altérée les couleurs vives des bois frissonnants et les reflets des eaux riantes. Certainement, dans cette vision de l'imagination, il aurait considéré ces nouvelles puissances élevant la société au-dessus de sa base, mettant le plus pauvre à l'abri du besoin, exemptant le plus humble de tous les soucis matériels de la vie; il aurait vu ces esclaves du savoir prenant sur eux la malédiction traditionnelle, et ces muscles de fer, et ces nerfs d'acier faire de la vie du plus pauvre ouvrier un jour de fête, dans lequel chaque grande qualité, chaque noble tendance se développait librement.

Et de ces heureuses conditions matérielles il aurait vu naître, comme conséquences nécessaires, des conditions morales réalisant l'âge d'or dont l'humanité a toujours rêvé : la jeunesse libre

de grandir et de manger à sa faim ; la vieillesse sans pensées d'avarice; les enfants jouant avec les tigres! Les vilaines choses disparues, les choses difficiles devenues faciles; la discorde devenue harmonie! Car comment les passions mauvaises pourraient-elles exister dans un monde où tous ont assez? Comment le vice, le crime, l'ignorance, la brutalité qui naissent de la pauvreté, existeraient-ils là où il n'y a plus de pauvreté? Comment ramperait-on là où il n'y a que des hommes libres; qui donc serait oppresseur là où tous sont égaux?

Voilà les rêves plus ou moins nets ou vagues, les espérances qu'ont fait naître les progrès de notre siècle. Ces espérances sont si profondément entrées dans l'esprit populaire qu'elles ont radicalement changé les courants de la pensée, transformé les croyances, et déplacé les centres les plus fondamentaux de nos idées. Les visions obsédantes de possibilités plus hautes ne parlent pas seulement de splendeur et de force, leur direction a changé : au lieu d'entrevoir derrière soi les faibles lueurs du coucher du soleil, c'est l'aurore qu'on voit couvrir tout le ciel, devant soi, de ses couleurs éblouissantes.

Il est vrai qu'on a éprouvé désappointement sur désappointement; et que découverte après découverte, invention après invention, n'ont pas allégé le fardeau de ceux qui ont besoin de repos, n'ont pas apporté l'abondance aux malheureux. Mais il y avait tant de choses, semblait-il, auxquelles on pouvait attribuer cet échec, que, jusqu'à notre époque, la nouvelle foi n'en a pas semblé atteinte. Nous apprécions mieux les difficultés qu'il faut surmonter, mais nous croyons toujours que la tendance de notre époque c'est de les surmonter.

Maintenant, cependant, voilà que nous nous trouvons en face de faits sur la signification desquels on ne peut se méprendre. De tous les points du monde civilisé s'élèvent des plaintes sur la crise industrielle, sur la situation malheureuse de l'ouvrier condamné à une oisiveté involontaire, sur le capital amassé et gaspillé, sur la détresse pécuniaire des hommes d'affaires, sur les

besoins et les souffrances de la classe ouvrière. Tout ce que ces mots « des temps difficiles » expriment de tristesse, de souffrance sourde, d'angoisse aiguë et violente, pour de grandes masses d'hommes, semble affliger le monde aujourd'hui. Cet état de chose commun à des sociétés différant complètement de situation, d'institutions politiques, d'organisation fiscale et financière, de densité de population, ne peut guère être expliqué par des causes locales. Il y a de la misère dans les pays qui entretiennent de grandes armées effectives; mais il en existe de même dans les pays où ces masses armées ne sont que nominales. Il y a de la misère dans les contrées où des tarifs protecteurs entravent stupidement et ruinent le commerce; mais il en est de même là où le commerce est presque libre; dans les pays où le gouvernement est encore autocratique, la misère est grande, mais elle est égale dans ceux où le pouvoir politique est entièrement aux mains du peuple; dans les contrées où l'argent est du papier, comme dans celles où l'or et l'argent ont seuls cours, toujours on retrouve la même misère. Évidemment à cet état général des choses nous devons découvrir une cause commune.

On fait plus que supposer qu'il y a là une cause commune, qu'il faut chercher soit dans ce que nous appelons le progrès matériel, soit dans quelque chose d'intimement lié avec le progrès matériel, quand on observe que les phénomènes que nous classons ensemble et dont nous parlons comme d'une crise industrielle, ne sont que les phénomènes portés à l'extrême, qui accompagnent toujours le progrès matériel, et qui se dévoilent plus nettement à mesure que le progrès matériel augmente. Là où les conditions auxquelles tend toujours et partout le progrès matériel, se réalisent le mieux, — c'est-à-dire là où la population est la plus dense, où la richesse est la plus grande, où les moyens de production et d'échange sont le plus développés, — nous trouvons aussi la pauvreté la plus extrême, la lutte pour l'existence sous sa forme la plus rude, et l'oisiveté forcée la plus grande.

C'est vers les pays nouveaux, — c'est-à-dire vers ceux où le progrès matériel en est encore à ses premiers essais de développement, — que le travail émigre pour chercher un salaire élevé, que le capital vole pour trouver des intérêts plus élevés. C'est dans les vieux pays, — c'est-à-dire dans ceux où le progrès matériel a atteint les derniers degrés de développement, — qu'on trouve la misère la plus répandue au milieu de la plus grande abondance. Allez dans une de ces jeunes communautés où la race vigoureuse des Anglo-Saxons entre à peine dans la voie du progrès, où le mécanisme de la production et de l'échange est encore grossier et insuffisant, où la richesse n'est pas encore assez grande pour permettre à une classe de vivre dans l'aisance et le luxe, où les meilleures maisons ne sont que des chaumières faites de troncs d'arbres ou des tentes de toile, où l'homme le plus riche est obligé de travailler tous les jours, et bien que vous ne voyez ni richesse ni tout ce qui s'ensuit, vous n'y trouverez pas non plus de mendiants. Là, il n'y a pas de luxe, mais aussi pas de misère. Personne n'y a la vie facile ni large; mais chacun *peut* y vivre, et pourvu qu'on soit capable de travailler et qu'on en ait la volonté, on ne connaît pas la crainte de manquer du nécessaire.

Mais juste au moment où cette communauté réalise les conditions que toutes les sociétés civilisées cherchent à atteindre, au moment où un accord plus exact, plus intime avec le reste du monde, une meilleure utilisation du travail, rendent possible de réaliser de grandes économies dans la production et l'échange, par conséquent augmentent la richesse, non seulement dans l'ensemble, mais en proportion de la population, c'est alors que la pauvreté prend un aspect plus sombre. Quelques-uns gagnent une vie infiniment plus facile et meilleure, mais d'autres arrivent à trouver qu'il est difficile de gagner seulement de quoi vivre. Le vagabond a suivi la locomotive, et les maisons de refuge et les prisons sont des marques aussi sûres de « progrès matériel » que les demeures coûteuses, les riches magasins, les

églises splendides. Dans les rues éclairées par le gaz et surveillées par des sergents de ville, les mendiants attendent les passants, et à l'ombre du collège, de la bibliothèque, du musée, s'assemblent les Huns hideux et les farouches Vandales dont Macaulay a prophétisé la venue.

Ce fait, — ce grand fait que la pauvreté avec toutes ses conséquences apparait dans les communautés, au moment où se montrent les conditions que le progrès matériel tend à produire, — prouve que les difficultés sociales existant partout où a été atteint un certain degré de progrès, ne viennent pas de circonstances locales, mais sont, d'une façon ou d'une autre, engendrées par le progrès lui-même.

Et, quelque désagréable que ce soit à admettre, il devient à la fin évident que l'accroissement énorme de puissance productrice qui a marqué notre siècle, ne renferme en lui-même rien qui doive détruire la pauvreté, alléger les fardeaux de ceux qui sont forcés de travailler. Il a simplement élargi le golfe qui sépare le riche de Lazare et rendu plus intense la lutte pour l'existence. Les progrès de l'invention ont donné à l'humanité une puissance que l'imagination la plus hardie du siècle dernier n'a même pas pu concevoir. Mais dans les manufactures où les machines économisant le travail ont atteint le dernier degré de perfection, on voit travailler les petits enfants; partout où ces nouvelles forces sont complètement utilisées, des classes entières d'hommes vivent de charité ou sont dans le cas d'être obligées à un moment donné d'y recourir; au milieu des plus grandes accumulations de richesses, il y a des hommes qui meurent de faim et des enfants chétifs que leurs mères ne peuvent nourrir; et partout la passion du gain, le culte de la richesse prouvent la force de la crainte de manquer. La terre promise fuit devant nous comme un mirage. Les fruits de l'arbre de la science sont comme les pommes de Sodome qui tombent en poussière quand on les saisit.

Il est vrai que la richesse a considérablement augmenté, et

que la moyenne de bien-être, de loisir, de raffinement s'est élevée; mais ces gains ne sont pas généraux. Les classes les plus basses n'y participent pas [1]. Je ne veux pas dire pourtant que la condition du pauvre ne se soit en aucun pays ni en aucune façon améliorée; ce que je veux dire c'est que nulle part on ne peut attribuer une amélioration quelconque à l'accroissement de la puissance productive. Je veux dire que cette tendance que nous appelons le progrès matériel n'améliorera jamais la condition des classes inférieures, ne leur donnera pas ce qui fait la vie heureuse et saine; et qui plus est, qu'elle fera cette condition de plus en plus malheureuse. Les nouvelles forces, quelque utiles qu'elles soient en elles-mêmes, n'agissent pas sur la société en l'élevant de ses bas-fonds, comme on l'avait longtemps espéré et cru, mais l'amènent à un point intermédiaire. C'est comme si on enfonçait un énorme coin non sous la société, mais à travers la société. Ceux qui sont au-dessus du point de séparation sont élevés, mais ceux qui sont au-dessous sont précipités dans la ruine.

Cet effet d'abaissement ne se montre pas partout, car il n'est pas visible dans les pays où il existe depuis longtemps une classe tout juste capable de gagner sa vie. Là où la classe inférieure vit à peine, comme cela a longtemps eu lieu dans plusieurs parties de l'Europe, il lui est impossible de descendre plus bas, car faire un pas de plus dans ce cas c'est faire un pas hors de l'existence; dans ces conditions-là il ne peut se manifester aucune tendance vers une misère plus grande. Mais dans la marche du progrès qui fait passer une société jeune à l'état d'ancienne communauté, on peut voir clairement que non seulement le pro-

[1] Il est vrai que les plus pauvres peuvent maintenant, sous certains rapports, jouir de ce que les plus riches, il y a seulement un siècle, ne connaissaient même pas; mais ceci ne prouve pas qu'il y ait amélioration, tant que les moyens de gagner les choses nécessaires à la vie ne sont pas plus à la portée de tous. Le mendiant dans une ville peut jouir de choses que le fermier perdu dans les bois ne connaît pas, mais cela ne prouve pas que la condition du mendiant soit meilleure que celle du fermier indépendant.

grès matériel ne réduit pas la misère, mais encore qu'actuellement il la produit. Dans les États-Unis il est clair que la misère, et les crimes et les vices qui en découlent, augmentent partout où le village devient ville, quand la marche du progrès apporte les avantages des méthodes améliorées de production et d'échange. C'est dans les États les plus anciens et les plus riches de l'Union que le paupérisme et la misère parmi les classes ouvrières deviennent le plus péniblement apparents. Si la pauvreté est moins profonde à San-Francisco qu'à New-York, n'est-ce pas parce que San-Francisco est une ville neuve par rapport à New-York? Quand San-Francisco aura atteint le point de développement où est New-York en ce moment, qui met en doute qu'il y aura aussi dans ses rues des enfants déguenillés et pieds-nus?

L'association de la pauvreté avec le progrès est la grande énigme de notre temps. C'est le fait central d'où sortent les difficultés industrielles, sociales et politiques, qui embarrassent le monde et contre lesquelles luttent en vain la politique, la philanthropie et l'éducation. C'est lui qui met des nuages dans l'avenir des sociétés les plus progressives et les plus confiantes en elles-mêmes. C'est l'énigme que pose à notre civilisation le sphinx du Destin : ne pas y répondre c'est être détruit. Tant que l'accroissement de richesse que produit le progrès moderne, ne servira qu'à édifier de grandes fortunes, à augmenter le luxe, à rendre plus blessant le contraste entre la maison de l'Avoir et la maison du Besoin, le progrès n'est pas réel et ne peut durer. La réaction doit arriver. La tour branle sur ses fondations, chaque étage qu'on y ajoute ne fait que hâter l'approche de la catastrophe finale. Donner de l'éducation à des hommes qui doivent être condamnés à la pauvreté, c'est les rendre rétifs; fonder des institutions politiques d'après lesquelles les hommes sont théoriquement égaux, sur la plus choquante des inégalités sociales, c'est vouloir faire tenir une pyramide sur son sommet.

Bien que cette question soit de première importance, qu'elle

force péniblement l'attention de tous les côtés, elle n'a cependant pas reçu de solution expliquant tous les faits et indiquant un remède simple et clair. C'est ce que montrent les essais si variés qu'on a faits pour expliquer la crise actuelle. Ils n'accusent pas seulement une divergence entre les notions vulgaires et les théories scientifiques, mais prouvent que l'accord qui pourrait exister entre ceux qui professent les mêmes théories générales, fait absolument défaut sitôt qu'on aborde les questions pratiques, et se change en une véritable anarchie d'opinion. Une haute autorité économique nous a dit que la crise était due à un excès de consommation ; une autre autorité économique nous a dit qu'elle était due à un excès de production ; en même temps d'autres écrivains de réputation dénonçaient comme cause de la crise, tantôt les ravages de la guerre, tantôt l'extension des chemins de fer, tantôt les tentatives faites par les ouvriers pour maintenir les salaires élevés, ou bien encore la démonétisation de l'argent, l'émission du papier, l'augmentation du nombre des machines économiques, l'ouverture de nouvelles routes commerciales plus courtes, etc., etc.

Pendant que les professeurs sont ainsi en désaccord, les idées qu'il y a nécessairement conflit entre le capital et le travail, que les machines sont un mal, que la concurrence peut être restreinte et l'intérêt aboli, qu'on peut créer la richesse par l'émission de l'argent, qu'il est du devoir du gouvernement de fournir du capital ou de fournir du travail, sont en train de faire rapidement leur chemin parmi les masses qui souffrent vivement, et ont clairement conscience d'un tort qu'on leur fait. De telles idées mettent les grandes masses dépositaires du pouvoir politique suprême à la merci des charlatans et des démagogues, et sont grosses de danger ; mais on ne les combattra heureusement que lorsque l'économie politique pourra donner à la grande question une réponse en rapport avec ses enseignements, et s'imposant d'elle-même à la compréhension des grandes masses humaines.

Cela doit bien être dans le rôle de l'économie politique de donner cette réponse. Car l'économie politique n'est pas un composé de dogmes. C'est l'explication d'un certain ensemble de faits. C'est la science qui, dans la séquence de certains phénomènes, cherche à trouver des rapports mutuels et à identifier la cause et l'effet, exactement comme le font les sciences physiques pour un autre ensemble de faits. Ses fondations reposent sur un terrain solide. Les prémisses dont elle tire ses déductions sont des vérités, des axiomes que nous admettons tous, sur lesquels nous fondons en toute sécurité nos raisonnements et nos actes de la vie de tous les jours, et que l'on peut réduire à l'expression métaphysique de cette loi physique que le mouvement cherche toujours la ligne de la moindre résistance, c'est-à-dire que les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs en faisant le moins d'efforts possibles. Partant d'une base aussi sûre, ses procédés de raisonnement, qui consistent simplement dans l'emploi de l'identification et de l'analyse, ont la même certitude. Dans ce sens, l'économie politique est une science aussi exacte que la géométrie qui, d'après des vérités similaires, relatives à l'espace, tire ses conclusions par des moyens similaires, et ses conclusions quand elles sont valables, devraient être comme évidentes en elles-mêmes. Et, bien qu'en économie politique nous ne puissions éprouver l'excellence de nos théories par des conditions ou des combinaisons artificiellement produites, nous avons cependant une pierre de touche sûre dans l'emploi de la comparaison des diverses sociétés soumises à des conditions différentes; enfin nous pouvons encore, en idée, séparer, combiner, ajouter ou éliminer des forces où des facteurs d'un ordre connu.

Je me propose dans les pages suivantes de résoudre par les méthodes de l'économie politique le grand problème dont j'ai esquissé les lignes principales. Je me propose de chercher la loi qui associe la pauvreté au progrès, qui fait augmenter la misère avec la richesse; et je crois que dans l'explication de ce

paradoxe nous trouverons l'explication de ces phases à retour périodique de paralysie industrielle et commerciale qui, observées sans tenir compte de leurs relations avec des phénomènes plus généraux, semblent inexplicables. De telles recherches, convenablement commencées et menées avec soin, doivent aboutir à une conclusion résistant à toutes les épreuves, qui étant vraie, correspondra avec toute autre vérité. Car dans la séquence des phénomènes il n'y a pas d'accident. Chaque effet a une cause, et chaque fait implique un fait antérieur.

Si l'économie politique, telle qu'on l'enseigne aujourd'hui, n'explique pas la persistance de la pauvreté, au milieu de l'accroissement de la richesse, d'une façon claire et en accord avec les notions les plus profondément enracinées dans l'esprit des hommes; si les vérités incontestables qu'elle enseigne sont mal coordonnées ; si elle n'a pas réussi à faire faire à la vérité, quelque désagréable qu'elle soit parfois à connaître, le progrès qu'elle doit faire dans la pensée populaire; si, au contraire, après un siècle de culture, pendant lequel elle a occupé l'attention de quelques-uns des esprits les plus fins et les plus puissants, elle se trouve méprisée par l'homme d'État, raillée par les masses, reléguée dans l'opinion de bien des gens intelligents et instruits au rang de pseudo-science dans laquelle rien n'est fixé ou ne peut être fixé, cela doit provenir, à ce qu'il me semble, non de l'incapacité de la science elle-même, mais plutôt de quelque prémisse fausse, ou de quelque facteur oublié dans les estimations. Comme en général on cache de semblables méprises, par respect pour l'autorité, je me propose dans cette enquête de ne rien tenir pour accordé, de revoir, à la lumière des premiers principes, même les théories reconnues, et si elles ne me paraissent pas justes, d'interroger les faits à nouveau afin d'essayer de découvrir leur loi.

Je me propose de n'éviter aucune question, de ne reculer devant aucune conclusion, de suivre la vérité en quelque lieu qu'elle puisse me conduire. C'est à nous qu'incombe la respon-

sabilité de chercher la loi nous expliquant pourquoi, au sein même de notre civilisation, les femmes sont si faibles et les enfants pleurent. Cette loi prouvera une chose ou une autre, ce n'est pas notre affaire. Si les conclusions auxquelles nous arrivons vont contre nos préjugés, ne reculons pas devant elles; si elles accusent des institutions qui ont longtemps paru sages et naturelles, ne nous détournons pas.

LIVRE PREMIER

SALAIRE ET CAPITAL

« Celui qui veut être philosophe doit être un homme libre d'esprit. » PROUDHON.

CHAPITRE PREMIER.

LA THÉORIE COURANTE DU SALAIRE. — SON INSUFFISANCE.

Réduisant à sa forme la plus résumée le problème que nous nous proposons d'étudier, examinons, pas à pas, l'explication qu'en donne l'économie politique, et qu'acceptent les autorités les plus compétentes.

La cause qui produit la pauvreté, au milieu de l'accroissement de la richesse, est évidemment celle qui se révèle dans la tendance, partout constatée, qu'ont les salaires à descendre au minimum. Exprimons donc sous cette forme résumée la question qui nous occupe :

Pourquoi, en dépit de l'accroissement de puissance productive, les salaires tendent-ils à baisser au point de fournir à peine à ceux qui les touchent, le moyen de vivre?

La réponse de l'économie politique courante est celle-ci : les salaires sont déterminés par le rapport entre le nombre des travailleurs et la somme du capital consacrée à l'emploi du travail; ils tendent constamment à baisser jusqu'au minimum de ce qu'il faut à l'ouvrier pour vivre, parce que l'accroisse-

ment du nombre des travailleurs tend naturellement à suivre et à dépasser tout accroissement du capital. L'accroissement du diviseur n'étant ainsi entravé que par les possibilités du quotient, le dividende peut augmenter à l'infini sans donner pour cela un résultat plus grand.

Cette doctrine, dans la pensée de tous, a une autorité indiscutable. Les noms les plus célèbres parmi les économistes, y acquiessent, et bien qu'on l'ait parfois attaquée, ces attaques ont été, en général, plus de forme que de fond[1]. Buckle la prend pour base de ses généralisations sur l'histoire universelle. On l'enseigne dans toutes, ou presque toutes, les grandes universités anglaises et américaines, on l'expose dans tous les traités qui ont pour but d'amener les masses à raisonner correctement sur les affaires pratiques; enfin elle semble s'harmoniser avec la nouvelle philosophie qui, en peu d'années, a conquis presque tout le monde scientifique, et pénètre rapidement aujourd'hui l'esprit des masses.

Cette doctrine ainsi retranchée dans les régions supérieures de la pensée, est, sous une forme plus grossière, encore mieux enracinée dans ce qu'on peut appeler les régions inférieures. Ce qui donne aux fausses idées de protection une telle prise sur les esprits, en dépit des inconséquences et des absurdités qu'elles renferment, c'est ceci : on se figure que la somme qui doit être distribuée sous forme de salaires, est, dans chaque communauté, une somme fixe que la concurrence du « travail

[1] Cela me paraît vrai des objections de M. Thornton, car pendant qu'il nie l'existence d'un fonds prédéterminé de salaires, consistant en une portion du capital mis à part pour l'achat du travail, il affirme cependant (ce qui est essentiel) que les salaires sont tirés du capital, et que à l'accroissement ou à la diminution du capital *correspond l'accroissement ou la diminution de fonds destiné au paiement des* salaires. L'attaque la plus sérieuse que je connaisse, faite à la théorie du fonds réservé aux salaires, est celle portée par le professeur A. Walker (*La question des salaires*, New-York, 1876); et cependant il admet que les *salaires sont en grande* partie avancés sur le capital — c'est tout ce que peut demander le partisan le plus résolu de la théorie des fonds réservés aux salaires — pendant qu'il accepte complètement la théorie de Malthus. Donc ses conclusions pratiques ne diffèrent en aucune manière de celles que donnent les interprètes de la théorie courante.

étranger » subdivise de plus en plus. La même idée est au fond des théories qui réclament l'abolition de l'intérêt et la restriction de la concurrence comme moyen d'augmenter la part du travailleur dans la richesse générale ; et elle se répand parmi tous ceux qui ne sont pas assez sérieux pour se faire une théorie quelconque ; c'est ce que nous prouvent les colonnes des journaux et les débats des corps législatifs.

Et cependant, quelque généralement acceptée, quelque profondément enracinée qu'elle soit, cette théorie ne me semble pas répondre aux faits. Car, si les salaires dépendent du rapport entre la quantité de travail cherchant un emploi, et la quantité de capital consacrée à cet emploi, la rareté ou l'abondance relative de l'un des facteurs doit correspondre à l'abondance ou à la rareté relative de l'autre. Ainsi, le capital doit être relativement abondant là où les salaires sont élevés, et relativement rare où les salaires sont bas. Comme le capital employé à payer les salaires doit être en grande partie formé du capital cherchant un placement, le taux courant de l'intérêt doit être la mesure de son abondance ou de sa rareté comparative. Ainsi, s'il est vrai que les salaires dépendent du rapport entre la somme de travail cherchant un emploi, et le capital consacré à cet emploi, les salaires élevés (qui sont la marque d'une rareté comparative de travail) doivent concorder avec un intérêt peu élevé (ce qui est la marque d'une abondance relative de capital), *et vice versa*, des salaires bas doivent concorder avec un intérêt élevé.

Les faits prouvent que c'est tout le contraire qui arrive. Éliminons de l'intérêt l'élément de l'assurance, et considérons seulement l'intérêt proprement dit, ou argent donné en retour de l'emploi du capital ; n'est-ce pas une vérité générale que l'intérêt est élevé, là où et quand les salaires sont élevés, et bas, là où et quand les salaires sont bas? Les salaires et l'intérêt ont été plus élevés dans les États-Unis qu'en Angleterre, dans les États du Pacifique que dans ceux de l'Atlantique. N'est-il pas

notoire que là où va le travail cherchant des salaires élevés, le capital va aussi pour avoir un intérêt plus élevé? En Californie par exemple, quand les salaires étaient plus élevés que dans n'importe quelle autre partie du monde, l'intérêt était également très élevé. Les salaires et l'intérêt ont baissé ensemble en Californie. Quand un ouvrier y gagnait 5 dollars par jour, le taux de l'intérêt était généralement 24 p. 100 par an. Maintenant l'ouvrier ne gagne que 2 dollars ou 2 dollars 50 par jour, et le taux de l'intérêt n'est guère que 10 ou 12 p. 100.

Ce fait général, que les salaires sont plus élevés dans les pays nouveaux, où le capital est relativement rare, que dans les vieux pays, où le capital est relativement abondant, est trop évident pour être ignoré. Et bien qu'à peine étudié, il est cependant signalé par tous les interprètes de l'économie politique courante. La manière dont on en parle prouve bien ce que je viens de dire, qu'il contredit absolument la théorie, généralement acceptée, du salaire. Car en l'expliquant, des écrivains comme Mill, Fawcett et Price abandonnent virtuellement cette théorie des salaires sur laquelle ils insistent formellement dans le même ouvrage. Bien qu'ils déclarent que les salaires sont fixés par le rapport entre le capital et le nombre des travailleurs, ils expliquent l'élévation des salaires et de l'intérêt dans les nouveaux pays, par une production relative plus grande de richesse. Je montrerai bientôt que ceci n'est pas une explication réelle, et qu'au contraire la production est relativement plus grande dans les pays plus vieux et plus peuplés que dans les pays nouveaux où la population est clair-semée. Je ne veux en ce moment que signaler la contradiction. Car dire que les salaires élevés des pays nouveaux sont dus à une plus grande production proportionnelle, c'est faire nettement du rapport avec la production, et non du rapport avec le capital, ce qui détermine la hausse ou la baisse des salaires.

Bien que cette contradiction ne semble pas avoir frappé la

classe d'écrivains que je viens de citer, elle a cependant été signalée par un des interprètes les plus logiques des théories courantes d'économie politique. Le professeur Cairnes [1] essaye d'une manière très ingénieuse de mettre d'accord les faits et la théorie, en supposant que, dans les pays nouveaux où l'industrie est généralement tournée vers la production des objets alimentaires ou des matières premières de fabrication, une plus grande partie proportionnelle du capital employé pour produire, est consacrée au paiement des salaires, que dans les pays les plus vieux où il faut dépenser en achat de machines et de matériel une grande partie du capital; et c'est ainsi que dans un pays nouveau, bien que le capital soit plus rare (et l'intérêt plus élevé), la partie réservée au paiement des salaires est en réalité plus importante, et les salaires plus élevés. Par exemple, dans un vieux pays, sur 100,000 dollars consacrés à la création d'une manufacture, on en dépenserait probablement 80,000 pour les constructions, les machines, le matériel, et on en réserverait seulement 20,000 pour le paiement des salaires, tandis que dans un pays nouveau, sur 30,000 dollars consacrés à une entreprise agricole, on ne prendrait pas plus de 5,000 dollars pour payer les outils et on réserverait 25,000 dollars pour les salaires. De cette façon s'explique pourquoi le fonds réservé aux salaires peut être comparativement important là où le capital est comparativement rare, et pourquoi les salaires élevés peuvent accompagner un intérêt élevé.

Dans la suite j'espère pouvoir montrer que cette explication est fondée sur une appréciation complètement fausse des relations du travail et du capital, et de la manière dont il faut envisager le fonds servant au paiement des salaires; pour le moment il suffit de faire remarquer que la liaison entre les fluctuations des salaires et celles du taux de l'intérêt dans les mêmes pays et dans les mêmes branches industrielles, ne

[1] *Nouvelle exposition de quelques principes importants d'Économie politique*, chap. I, partie II.

peuvent s'expliquer ainsi. Dans ces alternatives de « bons temps » et de « temps durs, » une demande animée de travail et de salaires élevés est toujours accompagnée d'une demande animée de capital et de taux élevés d'intérêt. Tandis que lorsque les travailleurs ne peuvent trouver à s'employer et que les salaires baissent, il y a toujours accumulation de capitaux cherchant un placement à des taux très faibles[1]. La crise actuelle n'est pas moins remarquable par le manque d'occupation et la misère des classes ouvrières que par l'accumulation des capitaux inoccupés dans tous les grands centres ; et ainsi, dans des conditions qui ne permettent pas d'accepter comme explication la théorie courante, nous voyons un intérêt élevé coïncider avec des salaires élevés, et un intérêt peu élevé coïncider avec des salaires bas, le capital en apparence rare lorsque le travail est rare, et abondant lorsque le travail l'est aussi.

Tous ces faits bien connus, qui coïncident les uns avec les autres, prouvent un rapport entre les salaires et l'intérêt, mais un rapport d'union et non d'opposition. Évidemment ils ne sont pas d'accord avec la théorie courante : les salaires sont déterminés par le rapport entre le travail et le capital ou une partie quelconque du capital.

Comment alors, demandera-t-on, une semblable théorie a-t-elle pu se former? Comment une série d'économistes l'a-t-elle acceptée depuis Adam Smith jusqu'à nos jours?

Si nous examinons les arguments à l'aide desquels on soutient dans les traités cette théorie du salaire, nous voyons dès l'abord que cette théorie ne consiste pas en une induction résultant de l'observation des faits, mais en une déduction tirée d'une autre théorie présumée vraie antérieurement : les salaires sont distraits du capital. Puisqu'on affirme que le capital est la source des salaires, il s'ensuit naturellement que la somme totale des

[1] Les époques de panique commerciale sont marquées par une élévation du taux de l'escompte, ce qui n'est pas assurément un taux élevé d'intérêt proprement dit, mais un taux élevé d'assurance contre les risques.

salaires doit être limitée par la somme de capital consacrée à l'emploi du travail, et que par conséquent la somme que doivent recevoir individuellement les travailleurs, doit être déterminée par le rapport entre leur nombre et la somme du capital consacrée à leur paiement[1]. Ce raisonnement est juste, et cependant, ainsi que nous l'avons vu, sa conclusion n'est pas d'accord avec les faits. La faute en est donc aux prémisses. Examinons-les.

Je sais bien que la théorie qui fait sortir le salaire du capital, est une des plus fondamentales, une de celles qui semblent les plus solides, de l'économie politique, et que les grands penseurs qui se sont voués à l'éclaircissement de cette science, l'acceptent comme un axiome. Je crois néanmoins qu'on peut démontrer qu'elle est une erreur fondamentale, l'ancêtre fécond d'une longue suite d'erreurs qui rendent vicieuses bien des conclusions pratiques importantes. Je vais essayer de faire cette démonstration. Il est nécessaire qu'elle soit claire et concluante, car ce n'est pas en un seul paragraphe qu'on peut combattre une doctrine sur laquelle sont fondés tant d'arguments importants, qu'acceptent des autorités incontestées, qui est si plausible en elle-même, et qu'on est exposé à voir se reproduire sous différentes formes.

La proposition que je vais essayer de prouver est celle-ci :

Les salaires, au lieu d'être tirés du capital, sont en réalité pris sur le produit du travail pour lequel on les paie[2].

[1] Par exemple, Mac Culloch (note VI, *Richesse des nations*) dit : « Cette portion du capital ou richesse d'un pays que ceux qui font travailler ont l'intention de payer en échange du travail, peut être beaucoup plus considérable à une époque qu'à une autre. Mais quelque puisse être son importance absolue, elle forme évidemment la seule source d'où l'on puisse tirer une portion quelconque du salaire du travail. Il n'existe pas d'autre fonds d'où le travailleur, en tant que travailleur, puisse tirer un seul shelling. Il s'ensuit donc, que la moyenne des salaires, ou portion du capital national consacrée au paiement du travail, qui échoit à chaque travailleur doit entièrement dépendre de la somme totale comparée au nombre de ceux parmi lesquels il faut la diviser. » On pourrait prendre dans tous les économistes en renom de semblables citations.

[2] Nous parlons du travail dépensé en production ; pour plus de simplicité, il vaut

Mais comme l'économie politique qui enseigne que les salaires sont pris sur le capital, soutient aussi que le capital est remboursé sur la production, il semble à première vue que je veuille établir une distinction qui ne repose pas sur une différence, un simple changement dans l'emploi des termes, dont la discussion ne ferait qu'augmenter le nombre des disputes sans profits qui rendent les écrits politico-économiques aussi nuls que les controverses des différentes sociétés savantes sur la vraie signification de l'inscription trouvée par M. Pickwick. Mais on verra que la distinction est plus que formelle quand on considère que c'est sur la différence entre les deux propositions que sont construites toutes les théories sur les relations du capital et du travail; que c'est d'elle que sont tirées des doctrines qui, considérées en elles-mêmes comme des axiomes, lient, dirigent, gouvernent dans la discussion des questions les plus importantes, les esprits les plus capables. Car, c'est sur la supposition que les salaires sont pris sur le capital et non sur le produit du travail, qu'est fondée non seulement la doctrine qui fait dépendre le salaire du rapport entre le capital et le travail, mais encore la théorie qui limite l'industrie par le capital, qui enseigne qu'il faut que le capital soit accumulé avant que le travail soit occupé et que le travail ne peut être employé que lorsque le capital est accumulé; la théorie qui enseigne que chaque augmentation de capital donne, ou peut donner, un accroissement d'occupation à l'industrie; que la conversion du capital circulant en capital fixe diminue le fonds applicable à l'entretien du travail; qu'on emploie plus de travailleurs quand les salaires sont bas que quand ils sont élevés; que le capital appliqué à l'agriculture entretient plus d'ouvriers que s'il était consacré à l'industrie; que les profits sont gros ou petits suivant que les salaires sont bas ou élevés, ou que les profits dépendent de ce que coûte la subsistance des

mieux ne s'occuper que de celui-là. Toute question que pourrait se faire le lecteur sur le salaire du travail improductif, doit donc être ajournée.

ouvriers; que la demande des marchandises n'est pas une demande de travail, qu'on peut augmenter le prix de certaines marchandises en réduisant les salaires, ou diminuer leur prix en augmentant les salaires.

En résumé, sur les points les plus vastes et les plus importants, les enseignements de l'économie politique courante sont fondés plus ou moins directement sur cette pétition de principe: le travail est entretenu et payé par le capital existant avant que son produit soit réalisé. Si l'on prouve que ceci est une erreur, et qu'au contraire l'entretien et le paiement du travail ne retranchent rien, même temporairement, sur le capital, mais sont pris directement sur le produit du travail, alors toute la vaste superstructure n'étant plus soutenue doit s'écrouler. De même doivent s'abîmer les théories vulgaires qui ont aussi leur base dans la croyance que la somme qui doit être distribuée sous forme de salaires, est une somme fixe, dont les parts individuelles doivent nécessairement diminuer si le nombre des ouvriers s'accroît.

La différence entre la théorie courante et celle que je propose est, en réalité, semblable à celle qu'il y a entre la théorie mercantile des échanges internationaux et celle d'Adam Smith qui l'a supplantée. Entre la théorie qui enseigne que le commerce est l'échange des marchandises contre de l'argent, et la théorie qui enseigne que le commerce est l'échange des marchandises contre d'autres marchandises, il semble qu'il n'y ait pas de différence, surtout quand on se rappelle que les adhérents de l'ancienne théorie ne soutiennent pas que l'argent n'a d'emploi que lorsqu'on peut l'échanger contre des marchandises. Néanmoins, dans l'application pratique de ces deux théories, il y a autant de différence qu'entre le protectionnisme gouvernemental rigoureux et le libre échange.

Si j'en ai dit assez pour montrer au lecteur l'importance dernière des raisonnements que je lui demande de suivre avec moi, il est inutile que j'excuse leur simplicité ou prolixité. En atta-

quant une doctrine si importante et si bien défendue, il est nécessaire d'être à la fois clair et complet.

N'était cela, je serais tenté de détruire avec une seule phrase la théorie qui fait sortir les salaires du capital. Car toute la vaste superstructure que l'économie politique a construite sur cette théorie, est en réalité appuyée sur une doctrine tout simplement admise par tous sans avoir fait le plus petit essai de distinguer l'apparence d'avec la réalité. De ce que les salaires sont ordinairement payés en argent, et dans beaucoup d'industries avant que le produit soit complétement réalisé, ou utilisé, on déduit que les salaires sont pris sur un capital pré-existant, et que par conséquent l'industrie est limitée par le capital, ce qui revient à dire qu'on ne peut faire travailler que quand on a accumulé du capital, et que la quantité de travail qu'on peut faire faire est limitée par l'étendue du capital accumulé.

Cependant, dans les traités mêmes où la limitation de l'industrie par le capital est acceptée sans restriction, et prise pour base des théories les plus importantes et les mieux élaborées, on nous dit que le capital est du travail emmagasiné, accumulé, « que c'est une portion de richesse qui est mise de côté pour aider à la production future. » Si nous substituons au mot « capital, » la définition ci-dessus, la proposition porte en elle-même sa propre réfutation; que le travail ne puisse être employé tant qu'on n'a pas mis de côté les résultats du travail, cela devient trop absurde pour être discuté.

Cependant, si nous voulions avec cette *reductio ad absurdum* clore la discussion, on nous répondrait sans doute, non pas que les premiers travailleurs ont été pourvus par la Providence du capital nécessaire pour se mettre à travailler, mais simplement que la proposition énoncée répond à un état de société dans lequel la production est devenue une opération complexe.

Mais la vérité fondamentale, celle qu'on ne doit jamais oublier en raisonnant économie politique, est que la société sous sa forme la plus développée n'est que le produit élaboré par la

société encore rudimentaire, et que les principes les plus évidents des plus simples des relations humaines ne sont que déguisés, et non détruits ou changés, par les relations les plus compliquées qui résultent de la division du travail et de l'usage d'outils et de méthodes compliqués. Le moulin mû par la vapeur, avec son mécanisme produisant tous les genres de mouvement, est pour nous ce qu'a été pour nos ancêtres le grossier mortier de pierre déterré dans l'ancien lit d'une rivière, un instrument pour broyer le grain. Et chaque homme occupé à faire marcher le moulin perfectionné, qu'il empile du bois dans le fourneau, surveille la machine, dresse les meules, marque les sacs ou tienne les livres, travaille en réalité en vue du même but que le faisait le sauvage des temps préhistoriques, il prépare du grain qui servira à la nourriture des hommes.

Ainsi, si nous réduisons à leur forme la plus simple toutes les opérations complexes de la production moderne, nous voyons que chaque individu qui prend part au travail infiniment subdivisé et compliqué de production et d'échange, fait en réalité ce que l'homme primitif faisait quand il grimpait sur les arbres pour y chercher des fruits, ou suivait la marée descendante pour trouver des coquillages, essayant d'obtenir de la nature par l'exercice de ses facultés, la satisfaction de ses désirs. Si nous conservons fermement cette idée dans notre esprit, si nous considérons la production comme un tout, comme la coopération de tous ceux que comprend chacun de ses grands groupes, pour satisfaire les désirs variés de chacun, nous voyons nettement que la récompense qu'obtient chacun pour ses efforts, lui vient aussi vraiment et aussi directement de la nature comme résultat de son effort, que cela arrivait pour le premier homme.

Prenons un exemple : dans l'état le plus simple où nous puissions concevoir l'homme, il cherche son propre appât et pêche son poisson. Bientôt on voit apparaître la division du travail avec ses avantages, et les uns cherchent les appâts pendant que les autres pêchent. Cependant il est évident que celui

qui cherche l'appât travaille autant en vue de la pêche du poisson que celui qui prend le poisson. De même lorsqu'on découvrit l'avantage du canot, au lieu de partir tous pour la pêche, les uns restèrent pour faire et réparer les canots, et ceux-ci travaillèrent autant en vue de la pêche que les pêcheurs eux-mêmes, et les poissons qu'ils mangèrent le soir quand les pêcheurs rentrèrent chez eux, étaient vraiment aussi bien le produit du travail des constructeurs de canots que des pêcheurs de poissons. Ainsi quand la division du travail est complètement organisée, et que chacun ne cherche plus à satisfaire tous ses besoins en recourant directement à la nature, les uns pêchent, les autres chassent, les uns ramassent des baies, les autres des fruits, les uns font des outils, les autres élèvent des huttes ou préparent des vêtements; et chacun, tant qu'il échange le produit direct de son travail contre le produit direct du travail des autres, applique réellement son travail à la production des choses dont il use, satisfait en effet, des désirs particuliers par l'exercice de ses facultés particulières; c'est-à-dire que ce qu'il reçoit, il le produit réellement. S'il déterre des racines pour les échanger contre de la venaison, il se procure en réalité de la venaison comme s'il avait été à la chasse au daim, et que le chasseur soit resté à bêcher des racines. L'expression « j'ai fait tant, » signifiant « j'ai gagné tant » ou « j'ai gagné de l'argent avec lequel j'ai acheté ceci ou cela » est littéralement vraie au point de vue économique. Gagner c'est faire.

Si nous suivons ces principes, évidents dans un état très simple de société, à travers les complexités d'un état que nous appelons civilisé, nous verrons nettement que dans tous les cas dans lesquels le travail est échangé contre des marchandises, la production précède en réalité la jouissance; que les salaires sont les gages, c'est-à-dire les produits du travail, et non les avances du capital; et que le travailleur qui reçoit son salaire en argent (qui peut être monnayé ou imprimé avant qu'il ait commencé de travailler) reçoit en réalité en retour de l'addition de travail

qu'il apporte au stock général de richesse, une traite sur le stock général, qu'il peut utiliser sous la forme particulière de richesse qui satisfait le mieux ses désirs ; et que ni l'argent, qui n'est que la traite, ni la forme particulière de richesse qu'il acquiert avec l'argent, ne représentent les avances du capital, mais au contraire représentent la richesse ou une portion de richesse que son travail avait déjà ajoutée au stock général.

En ayant toujours ces principes présents à la mémoire, nous voyons que le dessinateur enfermé dans un des sombres bureaux situés sur les bords de la Tamise, et qui dessine les plans de quelque grande machine pour la marine, consacre en réalité son travail à la production du pain et de la viande comme s'il rentrait du grain dans des greniers en Californie, ou relançait un troupeau dans les pampas de La Plata ; qu'il fait aussi réellement ses propres habits que s'il tondait des moutons en Australie ou tissait de la laine à Paisley, qu'il produit le claret qu'il boit à son dîner aussi réellement que s'il cueillait les grappes de raisin sur les rives de la Garonne. Le mineur enfoncé à deux mille pieds sous terre au cœur du Comstock, qui déterre le minerai d'argent, se trouve en vertu d'un millier d'échanges, fauchant les moissons dans des vallées plus rapprochées de cinq mille pieds du centre de la terre ; chassant la baleine à travers les champs de glace arctiques, cueillant des feuilles de tabac en Virginie, épluchant les baies du caféier dans l'Honduras, coupant la canne à sucre dans les îles Hawaiennes, récoltant le coton en Géorgie ou le tissant à Manchester ou à Lowell ; faisant de jolis joujoux de bois pour ses enfants dans les montagnes du Hartz ; ou cueillant dans ses vergers verts et jaunes de Los Angeles les oranges qu'il portera à sa femme malade quand il rentrera chez lui. Le salaire qu'il reçoit le samedi soir à la sortie de la mine, qu'est-ce, sinon le certificat qu'il a fait tout cela, sinon l'échange primitif dans la longue série qui change son travail en choses pour lesquelles il a réellement travaillé ?

Tout cela est clair quand on l'envisage de cette façon ; mais

pour détruire toute idée fausse à ce sujet, nous devons changer la forme de notre raisonnement et passer de la déduction à l'induction. Voyons donc si, en commençant par les faits et en cherchant leurs relations, nous arrivons aux mêmes conclusions que celles qui s'imposent à nous lorsque, débutant par les premiers principes, nous retrouvons leur trace dans les faits complexes.

CHAPITRE II.

SIGNIFICATION DES TERMES.

Avant de continuer nos recherches, fixons la signification des termes que nous aurons à employer, car la confusion des mots produit nécessairement de l'ambiguïté et de l'indécision dans le raisonnement. Non seulement il faut en économie politique donner aux mots : *richesse*, *capital*, *rente*, *salaire*, un sens mieux défini que dans le langage ordinaire, mais encore se rappeler que, même en économie politique, quelques-uns de ces mots n'ont pas de signification certaine, fixée de l'assentiment général, puisque différents auteurs donnent au même terme des sens différents, et que les mêmes écrivains emploient souvent le même mot dans des sens différents. Rien ne peut ajouter plus à la force de ce qui a été dit par des écrivains éminents sur l'importance des définitions claires et précises, que ce fait : ces mêmes écrivains tombent dans de graves erreurs (et cela souvent) par la cause même qu'ils signalent. Rien ne montre mieux l'importance du langage par rapport à la pensée, que le spectacle de penseurs émérites fondant leurs conclusions principales sur l'emploi d'un mot pris dans des sens différents. J'essaierai d'éviter les mêmes dangers. Je ferai tous mes efforts, à mesure que je rencontrerai un terme important, pour établir clairement quel sens je lui donne, et pour l'em-

ployer dans ce sens et non dans un autre. Qu'il me soit permis de prier le lecteur de noter les définitions ainsi données, car autrement je ne pourrais espérer être compris. Je n'essaierai pas d'attacher aux mots des significations arbitraires, ou d'inventer des termes, même quand cela pourrait être utile; je me conformerai autant que possible à l'usage, cherchant seulement à fixer la signification des mots de manière à ce qu'ils expriment clairement la pensée.

Ce que nous avons d'abord à faire, c'est de découvrir si, en fait, les salaires sont tirés oui ou non du capital. Déterminons avant tout ce que nous voulons dire par salaire et par capital. Le premier de ces mots a été assez bien défini par les économistes, mais le second a toujours été entouré de tant d'ambiguïté qu'il demande un examen détaillé.

Tel qu'on l'emploie dans le langage ordinaire le mot *salaire* signifie compensation payée pour ses services à une personne louée; et nous parlons d'un homme qui « travaille pour un salaire » par opposition avec un homme qui « travaille pour lui-même. » L'usage de ce terme est encore restreint par l'habitude que nous avons de ne l'appliquer qu'à la compensation du travail manuel. Nous ne parlons pas du salaire d'un homme ayant une profession libérale, d'un administrateur, d'un ecclésiastique, mais bien de leurs honoraires, commissions, traitements. Ainsi, dans le langage courant, le salaire est la compensation donnée à une personne engagée, pour son travail manuel. Mais en économie politique le mot salaire a une signification plus large et indique tout paiement fait en retour d'un effort. Car, ainsi que l'expliquent les économistes, les trois agents ou facteurs de production sont la terre, le travail et le capital, et cette partie du produit qui revient au second de ces facteurs est appelée salaire.

Ainsi le mot travail comprend tout effort humain fait en vue de la production de la richesse, et le mot salaire, — les salaires étant la part du produit qui revient au travail, — toute récom-

pense donnée en retour de cet effort. Il n'y a donc, au sens économique du terme salaire, aucune distinction faite quant au genre de travail et à la manière dont la récompense est distribuée par un patron ou non ; le mot salaire signifie seulement paiement en retour de l'effort de travail, ce qui le distingue du paiement en retour de l'usage du capital, et du paiement en retour de l'usage de la terre. L'homme qui cultive la terre pour lui-même reçoit son salaire dans le produit que lui donne son champ, de même que s'il emploie lui-même son capital ou possède sa propre terre il pourra encore recevoir l'intérêt et la rente ; le salaire du chasseur est le gibier qu'il tue ; le salaire du pêcheur est le poisson qu'il prend. L'or lavé par le chercheur d'or indépendant est son salaire aussi bien que l'argent payé au mineur embauché, par l'acheteur de son travail [1], et, comme le prouve Adam Smith, les profits élevés des détaillants ayant de grands stocks de marchandises, sont en grande partie encore des salaires, puisqu'ils sont la récompense de leur travail et non de leurs capitaux. En résumé tout ce qui est reçu comme le résultat ou la récompense d'un effort, est un *salaire*.

Voilà tout ce qu'il est nécessaire de noter sur les *salaires*, mais il est important de se le rappeler. Car dans les ouvrages économiques qui font loi cette signification du mot salaire n'est admise d'une façon plus ou moins claire que pour être oubliée ensuite.

Il est plus difficile de dégager l'idée de capital des ambiguïtés qui l'encombrent, et de fixer l'emploi scientifique de ce terme. En général on parle vaguement de tout ce qui a une valeur ou peut rapporter quelque chose, comme d'un capital, tandis que les économistes varient tellement dans l'emploi du mot capital qu'on peut à peine dire qu'il a une signification fixe. Comparons entre elles quelques-unes des définitions de quelques écrivains :

[1] C'est ce qu'indique le langage courant en Californie où les mineurs appellent leurs gains leurs *salaires* et parlent de salaires élevés et de salaires bas suivant la quantité d'or qu'ils trouvent.

« Cette part du fonds d'un homme, dont il espère toucher un revenu, est appelée son capital (Adam Smith, livre II, chap. I), » et le capital d'un pays ou d'une société, continue l'auteur, consiste : 1° en machines et instruments industriels qui facilitent et diminuent le travail; 2° en constructions, non pas en simples habitations, mais en bâtiments qui peuvent être considérés comme des instruments de commerce, boutiques, maisons de ferme, etc.; 3° en améliorations de la terre lui permettant d'être mieux labourée et cultivée; 4° en capacités acquises et utiles de tous les habitants; 5° en argent; 6° en provisions qui sont entre les mains des producteurs et des négociants, et par la vente desquelles ils espèrent réaliser des profits; 7° en articles complètement ou incomplètement fabriqués et encore entre les mains des producteurs ou des marchands; 8° en articles finis, encore entre les mains des producteurs et des marchands. Adam Smith appelle les quatre premiers de ces éléments du capital, le capital fixe, et les quatre derniers le capital en circulation, distinction dont nous n'avons pas besoin de tenir compte.

La définition de Ricardo est celle-ci :

« Le capital est cette partie de la richesse d'un pays, qui est employée dans la production et qui consiste en nourriture, habillements, outils, matériel, machines, etc., nécessaires pour que le travail soit effectif. » *Principes d'économie politique*, chapitre V.

On voit que cette définition est très différente de celle d'Adam Smith, puisqu'elle exclut plusieurs choses qu'il y comprenait, les talents acquis, les articles de goût ou de luxe en possession des producteurs ou des négociants; et qu'elle comprend plusieurs choses qu'il exclut, la nourriture, les vêtements, etc., en possession du consommateur.

Voilà la définition de Mc Culloch :

« Le capital d'une nation comprend réellement toutes ces

portions du produit de l'industrie qui existent et qui *peuvent être* employées soit à entretenir la vie humaine, soit à faciliter la production. » *Notes sur la richesse des nations*, livre II, chap. Ier.

Cette définition est du même genre que celle de Ricardo, elle est seulement plus large. Pendant qu'elle exclut tout ce qui ne peut aider à la production, elle renferme tout ce qui peut y aider, que l'usage soit immédiat, utile, ou non : car, suivant ce que dit expressément Mc Culloch, le cheval qui tire une voiture de luxe est aussi bien un capital que le cheval qui tire une charrue, parce qu'il peut, si cela est nécessaire, être employé à tirer la charrue.

John Stuart Mill, suivant dans leurs lignes principales les théories de Ricardo et de Mc Culloch, fait de la détermination de l'usage, et non de l'usage, le caractère distinctif du capital. Il dit :

« Toutes les choses qui sont destinées à fournir au travail productif, l'abri, la protection, les outils et les matériaux que nécessite l'ouvrage, et à nourrir et à soutenir d'une façon quelconque l'ouvrier pendant son travail, sont du capital. » — *Principes d'économie politique*, livre I, chap. IV.

Ces citations prouvent assez quelles divergences il y a entre les maîtres. Parmi les auteurs moins importants, les différences sont encore plus grandes et quelques exemples suffiront à le montrer.

Le professeur Wayland, dont les *Éléments d'Économie politique* ont été longtemps le manuel favori des institutions américaines d'éducation, où l'on avait la prétention d'enseigner l'économie politique, donne cette définition lucide :

« Le mot capital est employé dans deux sens. En relation avec le produit il signifie toute substance sur laquelle peut s'exercer l'industrie. En relation avec l'industrie il signifie la matière à laquelle l'industrie va donner de la valeur et celle à laquelle l'industrie en a donnée ; les instruments qui servent

pour donner cette valeur, aussi bien que les moyens de subsistance qui soutiennent l'être qui accomplit l'opération. » — *Éléments d'Économie politique*, livre I, chap. I.

Henry C. Carey, l'apôtre américain du protectionnisme, définit le capital « un instrument à l'aide duquel l'homme se rend le maître de la nature, et qui renferme en lui-même les forces physiques et mentales de l'homme lui-même. » Le professeur Perry, un libre échangiste du Massachusetts, fait très justement à cette définition le reproche de confondre complètement les limites du capital et du travail; mais lui-même confond ensuite les limites du capital et de la terre en définissant le capital « toute chose précieuse en dehors de l'homme lui-même, et de l'emploi de laquelle résulte un accroissement ou un profit pécuniaire. »

Un économiste anglais de grande valeur, M. Wm. Thornton, commence une étude approfondie des relations du travail et du capital (*Sur le travail*) en disant qu'il comprendra la terre dans le capital, ce qui est à peu près comme si quelqu'un qui veut enseigner l'algèbre commençait par déclarer qu'il considérera les signes plus et moins comme voulant dire la même chose et ayant la même valeur. Un écrivain américain, également de grande valeur, le professeur Francis A. Walker, fait la même déclaration dans son livre très étudié sur *La question des salaires*. Un autre écrivain anglais, N.-A. Nicholson (*La Science des Échanges*, Londres, 1873), semble vouloir renchérir sur l'absurdité des autres en déclarant dans un paragraphe que « le capital doit naturellement être accumulé par l'épargne, » et dans le paragraphe suivant que « la terre qui produit une moisson, la charrue qui retourne le sol, le travail qui assure la récolte, et la récolte elle-même, si l'on peut tirer un profit matériel de son emploi, sont également du capital. » Mais, comment on doit accumuler par l'épargne la terre et le travail, voilà ce qu'il ne condescend pas à nous expliquer. De même, un auteur américain, le professeur Amasa Walker

(*Science de la Richesse*, p. 66) déclare d'abord que le capital sort de l'épargne net du travail, puis immédiatement après déclare que la terre est du capital.

Je puis continuer ainsi longtemps, citant des définitions se contredisant les unes les autres ou renfermant elles-mêmes des contradictions. Mais cela ne ferait que fatiguer le lecteur. Il est inutile de multiplier les citations. Celles que je viens de faire suffisent pour montrer combien sont grandes les différences entre les manières de comprendre le terme capital. Quiconque désire connaître plus à fond la confusion qui existe à ce sujet parmi les professeurs d'économie politique, n'a qu'à chercher dans une bibliothèque où les ouvrages de ces professeurs sont rangés côte à côte.

Le nom que nous donnons aux choses est de peu d'importance si lorsque nous nous servons de ce nom nous avons toujours en vue les mêmes choses et non d'autres. Mais la difficulté qui nait dans les raisonnements économiques du vague et de la variété de ces définitions du capital, vient de ce que c'est seulement dans les prémisses du raisonnement que le terme est employé dans le sens particulier assigné par la définition, tandis que lorsqu'on arrive aux conclusions pratiques on l'emploie toujours, ou du moins on le comprend toujours, ayant son sens général et défini. Quand, par exemple, on dit que les salaires sont pris sur le capital, le mot capital est pris dans le même sens que lorsque nous parlons de la rareté ou de l'abondance, de l'accroissement ou de la décroissance, de la destruction ou de la formation du capital, sens compris de tous et défini, qui sépare le capital des autres facteurs de production, terre et travail, et des choses semblables dont on ne se sert que pour son plaisir. En réalité bien des gens comprennent assez bien ce que c'est que le capital jusqu'au moment où ils commencent à le définir, et je crois que leurs œuvres montreraient que les économistes qui donnent des définitions si variées, emploient le terme capital dans son sens le plus généralement admis, dans tous les cas,

excepté dans leurs définitions et les raisonnements qui sont fondés sur elles.

Cette signification commune fait du capital une richesse consacrée à procurer plus de richesse. Le docteur Adam Smith exprime correctement cette idée très répandue lorsqu'il dit : « Cette partie du stock de l'homme dont il attend un revenu est appelée son capital. » Et le capital d'une communauté est nécessairement la somme de ces fonds individuels, ou cette partie du fonds total qui doit procurer une richesse plus grande. C'est là aussi le sens dérivé du mot. Le mot capital, ainsi que nous l'expliquent les philologues, nous vient du temps où la richesse était toute dans les troupeaux, et où le revenu d'un homme dépendait du nombre de têtes qu'il pouvait garder et faire prospérer.

Les difficultés que rencontre l'emploi du mot capital, comme terme exact, et qui sont plus frappantes encore dans les discussions politiques et sociales ordinaires que dans les définitions des économistes, naissent de deux faits : le premier c'est que certaines classes de choses dont la possession pour les individus est l'équivalent exact de la possession du capital, ne font pas parties du capital de la communauté ; le second c'est que des choses de même espèce peuvent être ou ne pas être du capital, suivant l'emploi auquel on les destine.

En donnant à ceci un peu d'attention, il ne serait pas difficile d'obtenir une idée suffisamment claire et fixe de ce que veut dire le terme capital tel qu'il est employé en général ; cette idée nette nous permettra de dire quelles sont les choses qui sont un capital et quelles sont celles qui n'en sont pas un, et de nous servir du mot sans craindre l'ambiguïté ou les erreurs.

La terre, le travail et le capital sont les trois facteurs de la production. Si nous nous rappelons que le mot capital est un mot employé avec un sens en contradiction avec le sens des mots terre et travail, nous voyons que rien de ce qui est compris dans l'un ou l'autre de ces termes, ne peut être classé sous le nom de

capital. Le mot terre comprend nécessairement non seulement la surface de la terre distincte de l'eau et de l'air, mais l'univers matériel tout entier, en dehors de l'homme lui-même, car ce n'est qu'en étant sur la terre dont son corps même est tiré, que l'homme peut entrer en relation avec la nature et s'en servir. Le mot terre renferme, en résumé, toutes les matières, forces, et opportunités naturelles, et par conséquent rien de ce qui est gratuitement donné par la nature ne peut être appelé capital. Un champ fertile, une riche veine de minerai, une chute d'eau qui fournit de la force, peuvent donner à leur possesseur des avantages équivalents à la possession d'un capital, mais classer ces choses comme capital, ce serait détruire la distinction entre la terre et le capital, et, en ce qui concerne les rapports des deux choses, enlever toute signification aux deux termes. Le mot travail renferme de même tout effort humain, et par cela même, les facultés humaines qu'elles soient naturelles ou acquises, ne peuvent jamais être classées comme capital. Dans le langage courant, nous disons souvent que le savoir, l'adresse ou l'habileté d'un homme constituent son capital; mais c'est évidemment une manière métaphorique de parler que l'on doit éviter dans toute argumentation qui vise à l'exactitude. La supériorité dans ces qualités peut augmenter le revenu d'un individu comme le ferait le capital; et une augmentation dans la science, l'adresse ou l'habileté d'une communauté peut avoir pour effet d'augmenter sa production comme le ferait un accroissement de capital; mais cet effet est dû à l'accroissement de puissance du travail et non au capital. Un accroissement de vitesse donné à un projectile peut produire le même résultat destructeur qu'une augmentation de poids, et cependant le poids et la vitesse sont deux choses différentes.

Ainsi nous devons exclure de la catégorie qui porte l'étiquette capital tout ce qui peut se mettre sous l'inscription terre ou travail. En agissant ainsi, il ne reste plus que les choses qui ne sont ni terre ni travail, mais qui sont le résultat de l'union de ces

deux facteurs primitifs de production ; ces choses seulement constituent le capital proprement dit; ce qui revient à dire que rien ne peut être capital qui n'est pas richesse.

Mais c'est de toute l'incertitude qui entoure l'emploi du terme général richesse que sont dérivées bien des ambiguïtés dans l'usage du mot capital.

Tel qu'on l'emploie généralement le mot *richesse* se dit de toute chose ayant une valeur au point de vue de l'échange. Mais au point de vue économique on doit donner à ce mot une signification plus nette, car on parle communément comme de richesses, de choses qui par rapport à la richesse collective ou générale, ne sont plus du tout des richesses. Ces choses ont une valeur au point de vue de l'échange, et on les tient pour de la richesse, si bien qu'elles représentent entre les individus ou entre les communautés le pouvoir d'obtenir la richesse; mais elles ne sont réellement pas de la richesse, puisque leur augmentation ou leur diminution n'affecte pas la somme de richesse. Telles sont les obligations, hypothèques, promesses, billets de banque, et autres stipulations pour le transfert de la richesse. Tels sont les esclaves, dont la valeur représente simplement le pouvoir qu'a une classe de s'approprier les gains d'une autre. Telles sont les terres, ou autres sources naturelles de richesse, dont la valeur résulte seulement de la reconnaissance en faveur de certaines personnes, d'un droit exclusif de s'en servir, et qui représentent simplement le pouvoir ainsi donné aux propriétaires de demander une part de la richesse produite à ceux qui s'en servent. Une augmentation dans le nombre des obligations, hypothèques, promesses ou billets de banque ne peut pas augmenter la richesse de la communauté qui comprend aussi bien ceux qui ont promis de payer que ceux qui ont droit de recevoir. L'asservissement d'une partie d'un peuple n'accroîtrait pas la richesse du peuple, car ce que gagneraient les asservisseurs, les asservis le perdraient. Une hausse dans la valeur de la terre ne représente pas une augmentation de richesse générale, car ce

que gagnent les propriétaires fonciers, les tenanciers ou les acquéreurs qui paieront, le perdront. Toute cette richesse relative qui, dans la pensée et le langage ordinaires, dans la législation et la loi, n'est pas distincte de la richesse réelle, pourrait, sans autre dépense que celle de quelques gouttes d'encre et d'un morceau de papier, être complètement anéantie. Par une ordonnance de la puissance politique souveraine, les dettes pourraient être effacées, les esclaves émancipés, la terre reprise comme propriété commune de tout le peuple, sans que la richesse commune en soit diminuée de la valeur d'une pincée de tabac à priser, car ce que quelques-uns perdraient, d'autres le gagneraient. Il n'y aurait pas plus de destruction de richesse qu'il n'y a eu création de richesse quand Elisabeth Tudor enrichissait ses courtisans favoris en leur concédant des monopoles, ou quand Boris Godoonof faisait des paysans russes une propriété marchande.

Tout ce qui a une valeur, au point de vue de l'échange, n'est donc pas de la richesse, le mot étant pris avec le sens qu'admet seule l'économie politique. Les choses dont la production augmente, et la destruction amoindrit la richesse générale, sont seules des richesses. Si nous considérons ce que sont ces choses, et qu'elle est leur nature, il ne nous sera pas difficile de définir la richesse.

Quand nous parlons d'une communauté croissant en richesse, comme lorsque nous disons que l'Angleterre est plus riche depuis l'accession de Victoria, ou que la Californie est plus riche aujourd'hui qu'à l'époque où elle faisait partie du Mexique, nous ne voulons pas dire que le pays est plus grand, ou que les forces naturelles du pays sont plus grandes, ou que le nombre des habitants est plus grand (car pour exprimer cette idée nous parlerions d'un accroissement de population), ou que les dettes ou les sommes dues par quelques-uns à d'autres ont augmenté; nous voulons dire qu'il y accroissement de certaines choses tangibles ayant une valeur réelle et non pas seulement relative, comme

les constructions, le bétail, les outils, les machines, les produits agricoles et minéraux, les marchandises finies, les vaisseaux, les voitures, meubles et ainsi de suite. Une augmentation dans le nombre de choses semblables constitue un accroissement de richesse; une diminution dans ce nombre, une diminution de richesse; et la communauté qui, proportionnellement à ses membres, a le plus de ces choses, est aussi la plus riche. Le caractère commun de ces choses est qu'elles sont des substances ou des produits naturels adaptés par le travail humain à l'usage ou au plaisir humain, leur valeur dépendant de la somme de travail qui, en moyenne, serait nécessaire pour produire des choses du même genre.

Donc la richesse, le mot étant pris avec son sens économique, consiste en produits naturels amassés, transformés, combinés, séparés, ou, en d'autres termes, modifiés par l'effort de l'homme, pour la satisfaction des désirs humains. C'est le travail empreint sur la matière, de façon à emmagasiner, comme la chaleur du soleil est emmagasinée dans le charbon de terre, la puissance du travail humain pour servir les désirs humains. La richesse n'est pas le seul objet du travail, car on dépense aussi du travail pour servir directement le désir; mais c'est l'objet et le résultat de ce que nous appelons le travail productif, c'est-à-dire du travail qui donne de la valeur aux choses matérielles. Rien de ce que la nature fournit à l'homme sans son travail ne peut être appelé richesse; aucune dépense de travail ne peut avoir la richesse pour résultat, à moins qu'il n'y ait un produit tangible, qui a et conserve le pouvoir de satisfaire les désirs.

Maintenant, puisque le capital c'est la richesse consacrée à un certain emploi, rien ne peut être appelé capital qui n'a pas sa place dans la définition de la richesse. En admettant cela et en s'en souvenant, nous nous débarrassons de toutes les idées fausses qui vicient tous les raisonnements où elles se glissent; obscurcissent la pensée populaire, et conduisent les penseurs les plus distingués dans un labyrinthe de contradictions.

Mais bien que tout capital soit richesse, toute richesse n'est pas capital. Le capital est seulement une partie de la richesse, c'est la partie qui est consacrée à aider la production. C'est en détruisant cette ligne qui sépare la richesse qui est capital de celle qui ne l'est pas qu'on peut tomber dans un nouveau genre d'erreurs.

Les erreurs que j'ai déjà signalées, et qui proviennent de la confusion de la richesse et du capital avec des choses entièrement distinctes ou qui n'ont qu'une existence relative, ne sont plus maintenant que des erreurs vulgaires. Elles sont, il est vrai, très répandues et profondément enracinées parce qu'elles sont partagées non seulement par les classes les moins instruites, mais encore par la grande majorité de ceux qui, dans des pays aussi avancés que l'Angleterre et les États-Unis, modèlent et dirigent l'opinion publique, font les lois au Parlement ou au Congrès, et les appliquent ensuite. On les rencontre dans les recherches de ces écrivains flasques qui fatiguent les presses, obscurcissent les idées par de nombreux volumes qualifiés de livres d'économie politique qui passent pour des traités classiques aux yeux des ignorants, et pour des autorités auprès de ceux qui ne pensent pas par eux-mêmes. Néanmoins, ce ne sont que des erreurs vulgaires tant qu'elles ne reçoivent aucun appui des meilleurs économistes. Par une de ces fautes qui déparent sa grande œuvre et prouvent l'imperfection du talent le plus élevé, Adam Smith range comme capital certaines qualités personnelles, ce qui n'est pas d'accord avec sa définition première du capital : le fonds dont on attend un revenu. Mais cette erreur a été évitée par ses successeurs les plus éminents, et dans les définitions (déjà citées) de Ricardo, Mc Culloch et Mill, on ne la rencontre pas. Ni ces définitions, ni celle de Smith, ne renferment l'erreur vulgaire qui fait considérer comme capital réel des choses qui ne sont que du capital relatif, comme les pièces justificatives de dettes, les valeurs foncières, etc. Mais par rapport aux choses qui sont

réellement de la richesse, leurs définitions diffèrent entre elles, et surtout avec celle de Smith, pour ce qui doit ou ne doit pas être considéré comme capital. Par exemple, d'après la définition de Smith, le fonds d'un joaillier serait classé comme capital, et les aliments ou les vêtements en possession de l'ouvrier ne le seraient pas; tandis que les définitions de Ricardo et de Mc Culloch mettraient de côté le fonds du joaillier, comme le ferait aussi celle de Mill, si l'on comprenait les mots que j'ai cités, comme le font beaucoup de personnes. Mais, ainsi qu'il les explique, ce n'est ni la nature ni la destination des choses elles-mêmes qui détermine si elles sont ou ne sont pas capital, mais bien l'intention du possesseur de consacrer les choses ou l'argent retiré de leur vente, à fournir au travail productif des outils, des matériaux, des moyens d'existence. Cependant toutes ces définitions s'accordent pour comprendre dans le capital les aliments et les vêtements des ouvriers, qu'en excluait Smith.

Examinons ces trois définitions qui représentent les meilleurs enseignements de l'économie politique courante :

On peut faire des objections bien nettes à la définition du capital par Mc Culloch : « le capital représente toutes les portions du produit de l'industrie qui peuvent être directement employées soit à soutenir l'existence de l'homme, soit à faciliter la production. » Quand on passe dans les rues principales d'une cité prospère, on peut voir des magasins remplis de toutes sortes de choses de valeur, qui, bien qu'elles ne puissent être employées ni à aider l'homme à vivre, ni à faciliter la production, constituent cependant sans aucun doute une partie du capital des marchands et de la communauté. On peut voir encore les produits de l'industrie qui pourraient servir à faire vivre l'homme ou à faciliter la production, consommés par ostentation ou par luxe inutile. Il est sûr que ces choses *ne constituent pas* une partie du capital, bien qu'elles le pourraient.

Ricardo dans sa définition échappe au danger d'appeler capital les choses qui pourraient être, mais ne sont pas em-

ployées en production, en ne parlant que de celles qui sont employées. Mais on peut toujours lui faire la même objection qu'à Mc Culloch ; si c'est seulement la richesse qui peut être, ou qui est, ou qui est destinée à être, employée à soutenir les producteurs, ou à faciliter la production, qui constitue le capital, alors les fonds de joailliers, marchands de jouets, marchands de tabac, marchands de vêtements, marchands de tableaux, etc., et tous les fonds d'articles de luxe ou d'articles devenus de luxe, ne font pas partie du capital.

Si Mill, en remettant la distinction à faire à l'esprit du capitaliste, a évité cette difficulté (ce qui ne me semble pas clair), c'est en rendant cette distinction si vague qu'il faudrait posséder l'omniscience pour pouvoir dire, dans un pays donné et dans un temps donné, ce qui est et ce qui n'est pas capital.

Le grand défaut qu'ont en commun ces définitions c'est qu'elles enclavent ce qui, évidemment, ne peut être considéré comme capital, si l'on fait une distinction entre le travailleur et le capitaliste. Car elles rangent dans la catégorie du capital la nourriture, les vêtements, etc., que possède le travailleur, qu'il emploiera, qu'il travaille ou non, aussi bien que les fonds qu'a entre les mains le capitaliste et avec lesquels il se propose de payer l'ouvrier de son travail.

Cependant il est évident que le mot capital n'est pas employé dans ce sens par ces écrivains, quand ils parlent du travail et du capital comme prenant chacun leur part distincte dans l'œuvre de la production, et recevant aussi leur part distincte du produit; quand ils parlent des salaires comme tirés du capital ou dépendant du rapport entre le travail et le capital, ou donnent au mot salaire un des nombreux sens qu'ils emploient souvent. Dans tous ces cas le terme capital est pris dans son sens le plus répandu, il signifie une portion de richesse que les possesseurs n'ont pas l'intention de dépenser directement pour leur propre jouissance, mais bien pour obtenir une richesse plus grande. En résumé les économistes, excepté dans leurs défi-

nitions et premiers principes, entendent comme tout le monde par capital, suivant la définition de Smith, « cette portion du fonds accumulé par chaque homme dont il espère tirer un revenu. » C'est dans ce sens seulement que le mot capital exprime une idée nette, qui nous permet de le distinguer de la richesse et de l'opposer au travail. Car si nous devons considérer comme capital tout ce qui fournit au travailleur des aliments, des vêtements, un abri, etc., pour trouver un ouvrier qui ne soit pas capitaliste il nous faudra chercher un homme absolument nu, n'ayant pas même su se tailler un bâton ou se creuser un terrier, situation ou, à moins peut-être de circonstances exceptionnelles, on n'a pas encore trouvé des êtres humains.

Il me semble que l'inexactitude de ces définitions, les différences qu'elles présentent, viennent de ce fait : l'idée de ce qu'est le capital a été déduite de l'idée préconçue sur la manière dont le capital aide la production. Au lieu de déterminer ce qu'est le capital et ce qu'il doit être, on a supposé ce que devaient être les fonctions du capital, et alors on a donné du capital une définition renfermant toutes les choses qui accomplissaient ou pouvaient accomplir ces fonctions. Renversons cette manière de faire, et adoptant l'ordre naturel, cherchons ce qu'est la chose avant de dire ce qu'elle doit être. Tout ce que nous essayons de faire, tout ce qu'il est nécessaire de faire, c'est de fixer les limites du terme, ce qui est déjà fait pour les lignes principales, c'est de fixer nettement les contours d'une idée commune.

Si l'on présentait *in situ*, des articles de richesse réelle, existant dans un temps donné, dans une communauté donnée, à une douzaine d'hommes intelligents qui n'auraient jamais lu une ligne d'économie politique, il est plus que probable qu'ils ne différeraient en rien d'opinion sur la question de savoir si ces articles doivent ou ne doivent pas être classés comme capital. L'argent que son possesseur emploie dans ses affaires ou en spéculations serait tout de suite considéré comme capital;

l'argent mis de côté pour les dépenses de la maison ou les dépenses personnelles ne le serait pas. Les chevaux et les voitures d'un loueur seraient déclarés capital, mais un équipage entretenu pour le plaisir du propriétaire, ne le serait pas. De même personne n'aurait l'idée de considérer comme un capital les faux cheveux qui ornent la tête d'une femme, le cigare qu'a à la bouche un fumeur, ou le jouet avec lequel s'amuse un enfant; mais le fonds d'un perruquier, celui d'un marchand de tabac ou d'un marchand de jouets, seraient sans hésitation considérés comme un capital. On dira que l'habit que fait un tailleur pour le vendre est un capital, et on ne le dira pas de l'habit qu'il fait pour lui-même. On regardera les aliments emmagasinés par un hôtelier ou un restaurateur comme un capital, et non les aliments enfermés dans le garde-manger d'une ménagère, ou dans le panier de l'ouvrier. Entre les mains du fondeur ou du marchand, un morceau de fonte sera du capital, mais ce n'en sera pas, employé comme lest dans la cale d'un navire. Les soufflets du forgeron, les métiers d'une fabrique seront du capital, mais non la machine à coudre d'une femme qui ne fait que de l'ouvrage pour elle; une habitation qu'on loue ou une construction faite en vue d'un but productif seront un capital mais le château qu'on habite ne sera pas un capital. En résumé, je pense que nous trouverions aujourd'hui comme lorsque Adam Smith écrivait « que cette portion du fonds possédée par un homme qui doit lui fournir un revenu, c'est ce qu'on appelle son capital. » Et en omettant sa malheureuse idée fausse sur les qualités personnelles, en changeant quelque peu son énumération de l'argent, il serait difficile de faire une meilleure liste des différents articles du capital que ne l'a fait Adam Smith dans le passage que j'ai résumé dans la première partie de ce chapitre.

Maintenant, si après avoir ainsi séparé la richesse qui est un capital de celle qui n'en est pas un, nous cherchons à étudier qu'est-ce qui fait la distinction entre les deux classes, nous

voyons qu'elle ne consiste ni dans le caractère, ni dans la destination des choses elles-mêmes, comme on a essayé de le prouver, mais dans cette considération : les choses sont ou ne sont pas en la possession du consommateur[1]. Telle portion de richesse considérée en elle-même, ou dans ses usages, ou dans ses produits, peut être échangée et est un capital; la même entre les mains du consommateur peut ne pas être un capital. Donc, si nous définissons le capital la *richesse en cours d'échange*, le mot échange voulant non seulement dire le passage d'une chose d'une main dans une autre, mais encore toutes les transmutations qui arrivent lorsque les forces productives ou transformatrices de la nature sont utilisées pour augmenter la richesse, nous comprendrons alors, je crois, toutes les choses que renferme justement l'idée générale de capital, et exclurons tout ce qu'elle ne renferme pas. Par exemple, il me semble que cette définition comprendra tous les outils qui sont réellement du capital. Car ce qui fait d'un outil un article de capital ou un article de richesse, c'est que ses services et ses usages peuvent être échangés ou non. Ainsi le tour d'un fabricant employé à faire des choses qui seront échangées est un capital, tandis que le tour qui ne sert qu'à l'amusement d'un gentleman n'en est pas. Ainsi la richesse employée à construire un chemin de fer, une ligne télégraphique publique, une diligence, un théâtre, un hôtel, etc., est placée sur la voie de l'échange. L'échange n'est pas effectué tout d'un coup, mais petit à petit, et avec un nombre indéfini d'individus. Cependant il y a là un échange et les « consommateurs » du chemin de fer, de la ligne télégraphique, de la diligence, du théâtre ou de l'hôtel ne sont pas les proprié-

[1] On peut dire que l'argent est entre les mains des consommateurs quand il est consacré à procurer des jouissances, parce qu'il représente, tout en n'étant pas en lui-même consacré à la consommation, une richesse qui est; ainsi, ce que j'ai donné dans le paragraphe précédent comme classification commune serait couvert par cette distinction et deviendrait sérieusement correct. En parlant de l'argent sous ce rapport, je parle naturellement de l'argent monnayé; car bien que le papier puisse remplir toutes les fonctions de l'argent monnayé, cependant ce n'est pas de la richesse et ne peut par conséquent être un capital.

taires de ces choses, mais les personnes qui de temps en temps en usent.

Cette définition n'est pas non plus en contradiction avec l'idée que le capital est cette partie de la richesse consacrée à la production. C'est comprendre d'une façon trop étroite la signification du mot production que de la limiter à la fabrication des choses. La production ne comprend pas seulement la fabrication des choses, mais encore leur mise entre les mains des consommateurs. Le marchand, l'entrepositaire, sont donc aussi réellement des producteurs que le fabricant ou le fermier, et leur fonds ou capital est aussi bien consacré à la production que le leur. Il n'est pas maintenant nécessaire d'appuyer sur les fonctions du capital, nous serons mieux à même plus tard de les déterminer. La définition du capital que je viens de proposer n'a pas elle-même grande importance. Je n'écris pas en ce moment un manuel; j'essaie seulement de découvrir les lois qui régissent un grand problème social, et si le lecteur a maintenant une idée nette de ce que je veux dire quand je parle de capital, mon but est atteint.

Mais avant de clore cette digression, qu'il me soit permis d'attirer l'attention sur une chose qu'on oublie souvent, c'est que les termes « richesse, » « capital, » « salaires, » et d'autres semblables, sont, en économie politique, des termes abstraits, et qu'on ne peut rien affirmer ou nier de l'un d'eux qu'on ne puisse affirmer ou nier de toute la classe de choses qu'ils représentent. C'est l'oubli de ceci qui a produit bien de la confusion dans la pensée, et a permis à bien des choses fausses, qui auraient paru telles sans cet oubli, de passer pour des vérités évidentes. La richesse étant un terme abstrait, on doit se rappeler que l'idée de richesse implique l'idée d'échange. La possession d'un certain total de richesse est, potentiellement, la possession de n'importe quelle autre espèce ou de toutes les autres espèces de richesse ayant la même valeur échangeable. Et en conséquence il en est de même du capital.

CHAPITRE III.

LES SALAIRES NE SONT PAS TIRÉS DU CAPITAL, MAIS SONT PRODUITS PAR LE TRAVAIL.

A mesure que nous avancerons dans notre enquête on verra de mieux en mieux l'importance de cette digression; mais nous devons constater dès maintenant son rapport avec la partie que nous étudions.

Il est évident au premier coup d'œil que la signification économique du mot salaire est perdue de vue, et que l'attention se concentre sur le sens étroit et ordinaire du mot, quand on affirme que les salaires sont tirés du capital. Car dans tous les cas où le travailleur est son propre patron et prend directement le produit du travail pour sa récompense, il est assez clair que le salaire n'est pas tiré du capital, mais est pris directement sur le produit du travail. Si par exemple je fais mon travail de chercher des œufs d'oiseaux ou de ramasser des baies sauvages, les œufs et les baies que j'amasserai ainsi seront mon salaire. Il est bien sûr que personne dans ce cas n'affirmera que ce salaire est pris sur le capital. Car ici il n'y a pas de capital. Un homme absolument nu, jeté sur une île où aucun être humain n'a jamais mis le pied, peut chercher des œufs d'oiseaux ou ramasser des baies.

Si je prends un morceau de cuir, et si je le travaille pour en faire des souliers, les souliers seront mon salaire, la récompense de mon travail. Ces souliers ne sont sûrement pas tirés d'un capital, que ce soit mon capital ou celui d'un autre, mais ils ont été créés par mon travail dont ils sont le salaire; en obtenant cette paire de souliers comme salaire de mon travail, le capital n'en est pas amoindri d'un iota même momentanément. Car si nous faisons appel à l'idée de capital, mon capital, en

commençant, consiste en un morceau de cuir, en fil, etc. A mesure que mon travail avance, j'ajoute à la valeur de ce que je fais, et lorsque mon travail a pour résultat une paire de souliers finis, j'ai mon capital plus la différence de valeur qu'il y a entre la matière première et les souliers. En obtenant cette valeur additionnelle, qui est mon salaire, comment prendrais-je à un moment quelconque sur le capital ?

Adam Smith, qui a donné à la pensée économique la direction qui a conduit à formuler les théories courantes sur la relation du salaire et du capital, admet que dans les cas simples comme ceux que j'ai cités, les salaires sont le produit du travail, et commence ainsi son chapitre sur le salaire du travail (chap. VIII) :

« *Le produit du travail constitue la récompense naturelle ou le salaire du travail*. Dans cet état primitif qui précède l'appropriation des terres et l'accumulation des capitaux, le produit entier du travail appartient à l'ouvrier. Il n'a ni propriétaire ni maître avec qui il doive partager. »

Si le grand Écossais avait pris ceci comme point de départ de son argumentation, et continué à considérer le produit du travail comme le salaire naturel du travail, et le propriétaire et le patron comme ceux avec lesquels on partage ce produit, ses conclusions auraient été bien différentes, et l'économie politique ne renfermerait pas aujourd'hui une aussi grande quantité de contradictions et d'absurdités ; mais au lieu de suivre la vérité évidente dans les modes les plus simples de production comme un fil d'Ariane à travers l'embarras des formes plus compliquées, il l'a reconnu momentanément, pour l'oublier immédiatement ; et, établissant que « dans toutes les parties de l'Europe il y a vingt ouvriers servant un maître contre un indépendant, » il recommença son enquête en partant de ce point de vue que le patron tire de son capital les salaires de ses ouvriers.

Il est évident qu'en disant que la proportion des ouvriers indépendants n'était que de un contre vingt, Adam Smith n'avait

en vue que les arts mécaniques et que, en comprenant tous les travailleurs, la proportion de ceux qui touchent directement leurs salaires sans l'intervention d'un patron, devait être beaucoup plus élevée, même dans l'Europe d'il y a cent ans. Car à côté des ouvriers indépendants qui existent très nombreux dans chaque communauté, l'agriculture dans de grandes contrées de l'Europe, est depuis l'époque romaine, soumise au régime du *métayage dans lequel* c'est le capitaliste qui reçoit un revenu du travailleur, au lieu que ce soit le travailleur qui reçoive un salaire du capitaliste. Aux États-Unis, où n'importe quelle loi générale des salaires doit s'appliquer aussi bien qu'en Europe, et où, en dépit des progrès des manufactures, il y a encore beaucoup de gens qui sont leurs propres fermiers, la proportion des ouvriers qui reçoivent leurs salaires par l'intermédiaire d'un patron, doit être comparativement peu considérable.

Mais il n'est pas nécessaire de discuter quelle est la proportion des ouvriers indépendants par rapport aux ouvriers embauchés, ni de multiplier les exemples de cette vérité évidente que là où l'ouvrier reçoit directement son salaire, ce salaire est le produit de son travail, car du moment qu'il est démontré que le mot salaire comprend toutes les récompenses du travail, qu'elles soient prises directement par l'ouvrier sur les résultats de son travail, ou qu'elles soient reçues de la main du patron, il est évident que la supposition que les salaires sont tirés du capital, sur la vérité de laquelle a été construite sans hésitation une vaste superstructure dans les traités d'économie politique faisant autorité, est fausse au moins en grande partie, et que tout ce qu'on peut affirmer avec quelque plausibilité, c'est que quelques genres de salaires (par exemple ceux que l'ouvrier reçoit de son patron) sont tirés du capital. Cette restriction apportée à la majeure invalide de suite toutes les déductions ; mais sans en rester là, voyons si même avec ce sens restreint elle est d'accord avec les faits. Ramassons le fil d'Ariane là où Adam Smith l'a laissé tomber, et, avançant pas à pas, voyons si la relation

des faits, évidente dans les formes les plus simples de production, ne se retrouve pas à travers les plus complexes.

Sous le rapport de la simplicité, l'état le plus voisin de « cet état primitif de choses » dont on peut donner bien des exemples et dans lequel tout le produit du travail appartenait à l'ouvrier, c'est celui où l'ouvrier, bien que travaillant pour une autre personne, ou avec le capital d'une autre personne, reçoit son salaire en nature, c'est-à-dire en choses produites par son travail. Dans ce cas comme dans celui de l'ouvrier indépendant, il est clair que les salaires sont pris sur le produit du travail et non sur le capital. Si j'embauche un homme pour ramasser des œufs ou des baies, ou pour faire des souliers, et que je le paie avec des œufs, des baies ou des souliers produits de son travail, on ne peut pas mettre en doute que la source de son salaire soit le travail pour lequel on le donne. Cette forme de louage se retrouve encore dans le mode de fermage des peuples pasteurs, étudié avec tant de perspicacité par sir Henry Maine dans son *Histoire primitive des Institutions* et qui implique si nettement la relation de celui qui emploie et de celui qui est employé, de façon à rendre celui qui accepte le bétail, l'homme ou le vassal du capitaliste qui l'emploie ainsi. C'est dans ces conditions que Jacob travailla pour Laban, et même de nos jours dans des pays civilisés, ce mode d'emploi du travail est assez fréquent. Qu'est-ce que la culture en participation qui domine dans les états du Sud de l'Union et en Californie, le métayage de l'Europe, et tous les autres cas où les surveillants, les courtiers, ont une commission sur les profits, si ce n'est l'emploi du travail dont le paiement consiste en une part du produit?

Quand les salaires bien qu'estimés en espèce sont payés en quelque chose d'autre de valeur équivalente, il y a un pas de plus de fait de la simplicité vers la complexité. Par exemple, sur les baleiniers américains la coutume est de ne pas payer de salaires fixes, mais de donner une part en proportion de la prise, qui varie d'un seizième ou d'un douzième pour le capi-

taine, jusqu'à un trois-centième pour le mousse. Ainsi quand un baleinier arrive à New-Bedfort ou à San-Francisco, après un heureux voyage, il porte dans ses flancs les salaires de son équipage, aussi bien que les profits de ses propriétaires, et un équivalent qui les remboursera de toutes les provisions usées pendant le voyage. Il est bien clair que ces salaires, cette huile, ces baleines qu'a pris l'équipage, ne sont pas tirés du capital, mais qu'ils sont bien réellement une part du produit de son travail. Le fait n'est nullement changé quand pour plus de commodité, au lieu de distribuer à l'équipage ce qui lui revient d'huile et de baleines, on estime au prix du marché la valeur de la part de chaque homme et qu'on lui donne de l'argent à la place. L'argent n'est que l'équivalent du salaire réel, huile et baleines. Il n'y a dans ce paiement aucune avance du capital. L'obligation de payer les salaires n'existe que lorsque la valeur sur laquelle on doit prendre pour les payer, entre dans le port. Au moment où l'armateur prend à son capital de l'argent pour payer l'équipage, il ajoute à son capital de l'huile et des baleines.

Jusqu'ici rien ne donne lieu à discussion. Faisons un nouveau pas en avant, et arrivons à la manière ordinaire d'employer le travail et de payer les salaires.

Les îles Farallone, au large de la baie de San-Francisco, sont très fréquentées par les oiseaux de mer qui viennent y couver leurs œufs; une compagnie qui possède ces îles emploie des hommes, dans la saison voulue, à chercher les œufs. Ces hommes pourraient être payés par un nombre d'œufs proportionnel au nombre d'œufs trouvés par eux, et probablement il en serait ainsi s'il y avait plus d'incertitude dans ce genre de travail; mais les oiseaux sont si nombreux et si peu sauvages qu'on peut récolter un grand nombre d'œufs avec un travail fixe, de sorte que la compagnie trouve plus simple de donner aux hommes qu'elle emploie des salaires fixes. Les hommes se rendent dans les îles, y restent, récoltent les œufs et les portent en un endroit où, à des intervalles rapprochés un petit vaisseau

les prend, les emmène à San-Francisco où ils sont vendus. Quand la saison est passée les hommes s'en vont et on leur paie alors en argent leurs gages convenus d'avance. Cette transaction n'a-t-elle pas en somme le même résultat que si les salaires fixés au lieu d'être payés en argent, l'étaient avec une quantité d'œufs ramassés ayant une valeur équivalente? Est-ce que l'argent ne représente pas les œufs par la vente desquels il a été obtenu, et les salaires ne sont-ils pas aussi bien le produit du travail pour lequel on les paie, que le seraient les œufs appartenant à un homme qui les aurait ramassés pour lui-même, sans l'intervention d'aucun maître.

Prenons un autre exemple qui montre par réversion l'identité des salaires en argent et des salaires en nature. A Saint-Bonaventure, vit un homme qui se fait un excellent revenu en tuant, pour leur huile et leurs peaux, les veaux-marins communs qui fréquentent les îles formant le canal de Santa-Barbara. Quand dans les expéditions il enmenait deux ou trois Chinois, il les payait en argent. Mais les Chinois semblent trouver une grande valeur à quelques organes du veau-marin, qu'ils sèchent et pulvérisent pour en faire quelque remède, ainsi qu'aux longs poils et aux moustaches des mâles surtout quand ils dépassent une certaine longueur et qu'on peut les employer dans un but qui n'est pas bien clair pour les barbares étrangers. L'homme découvrit bien vite que les Chinois préféraient prendre, au lieu d'argent, ces parties des veaux-marins tués, et à partir de ce moment les leur donna pour salaire.

Pourquoi ce que nous constatons être vrai dans tous ces cas, — l'identité des salaires en argent et des salaires en nature, — ne le serait-il pas aussi dans tous les cas où l'on paie un salaire pour un travail productif? Le fonds créé par le travail n'est-il pas réellement le fonds où l'on prend les salaires à payer?

On dira peut-être: « Il y a cette différence: quand un homme travaille pour lui-même ou quand, travaillant pour un autre, il reçoit son salaire en nature, son salaire dépend du résultat

de son travail; que celui-ci, par une malchance quelconque, soit nul, il ne reçoit rien. Quand il travaille pour un maître il reçoit toujours son salaire parce qu'il dépend de l'accomplissement du travail et non du résultat du travail. » Cette distinction n'est évidemment pas réelle. Car en moyenne le travail fourni pour un salaire fixe produit non seulement le montant du salaire, mais plus encore: s'il en était autrement les patrons ne pourraient pas réaliser de bénéfices. Quand les salaires sont fixes, le patron prend pour lui tous les risques, et il y a compensation pour cette assurance, car les salaires fixes sont toujours un peu moindres que les salaires proportionnels. Mais, bien que, lorsque la somme fixée des salaires est stipulée, l'ouvrier qui a rempli le rôle que lui imposait le contrat, ait un recours légal contre son patron, il arrive souvent, sinon généralement, que le désastre qui empêche le patron de tirer un bénéfice du travail, l'empêche aussi de payer les salaires. Dans des industries importantes, le patron est légalement exempt en cas de désastre, bien que dans le contrat les salaires soient certains et non proportionnels. Car il est dit dans la loi de l'amirauté « la cargaison est la mère des salaires, » et bien que le matelot ait accompli sa tâche, le désastre qui empêche le navire de rapporter une cargaison le prive de ses droits à un salaire.

Dans cette maxime est enfermée la vérite que je veux démontrer. La production est toujours la mère des salaires. Sans la production les salaires ne seraient et ne pourraient pas être. C'est du produit du travail, et non d'avances du capital que viennent les salaires. .

Partout où nous analyserons les faits, on trouvera que c'est vrai. Car le travail précède toujours le salaire. C'est universellement vrai des salaires reçus d'un patron par les ouvriers, comme des salaires pris directement par l'ouvrier qui est son propre patron. Dans l'un comme dans l'autre cas la récompense dépend du travail. Le paiement des salaires par le patron aux ouvriers, qu'il se fasse à la fin de la journée, ou à la fin de la

semaine ou du mois, à la fin de l'année ce qui est plus rare, ou à la pièce comme cela a lieu dans bien des branches d'industrie, implique toujours un travail préalable fait par l'ouvrier et dont bénéficie le patron, car les cas peu nombreux où les paiements sont faits d'avance, pour des services personnels, ne sont attribuables qu'à la charité, ou à un désir de garantie. Le nom d' « arrhes » donné par les légistes aux avances faites sur le paiement, montre le vrai caractère de la transaction, de même pour le nom de « argent de sang » donné dans les expéditions très lointaines, au paiement qui, nominalement, est une avance sur les salaires des matelots, mais qui, en réalité, est un argent d'achat, la loi anglaise et américaine considérant comme un objet mobilier un matelot aussi bien qu'un porc.

J'ai appuyé sur ce fait évident que le travail précède toujours le salaire, parce que pour bien comprendre les phénomènes les plus compliqués des salaires, il est nécessaire d'avoir toujours ce fait présent à l'esprit. Evident comme il l'est, ou comme je l'ai rendu, on comprend que la proposition que les salaires sont tirés du capital, proposition qui a servi de point de départ à tant de déductions importantes, n'ait pu être acceptée que parce qu'on ignorait ou qu'on détournait les yeux de cette vérité, qu'on partait de ce principe que le travail ne peut être productif que soutenu par le capital[1]. Le lecteur irréfléchi, admet tout de suite ce fait que le travailleur doit avoir des aliments, des vêtements, etc., afin de pouvoir accomplir son travail; et comme on lui a dit que les aliments, les vêtements employés par les ouvriers sont du capital, il admet la conclusion que la consom-

[1] « L'industrie est limitée par le capital : il ne peut y avoir plus d'industrie qu'il n'y a de matières à travailler ou d'aliments à manger. Quelque évident que cela soit, on oublie souvent que le peuple d'un pays est soutenu et nourri non pas par le produit du travail présent, mais par celui du passé. Il consomme ce qui a été produit et non ce qui va être produit. Dans ce qui a été produit, une part seulement est consacrée à entretenir le travail productif, et ce travail ne sera et ne pourra être plus grand que cette portion (qui est le capital du pays) ne peut procurer de la nourriture ou des matériaux et instruments de production. » — John Stuart Mill : *Principes d'Économie Politique*. Livre I, chap. v, sect. 1.

mation du capital est nécessaire à l'application du travail, et en déduit tout naturellement que l'industrie est limitée par le capital, que la demande de travail dépend de l'approvisionnement de capital, et que par conséquent les salaires dépendent du rapport entre le nombre des ouvriers cherchant de l'ouvrage, et la somme de capital consacrée à leur embauchage.

J'espère que le précédent chapitre a rendu chacun capable d'apercevoir l'idée fausse renfermée dans ce raisonnement, idée fausse qui a embarrassé les esprits les plus perspicaces dans les filets qu'ils se tressaient eux-mêmes. L'emploi du mot capital dans deux sens différents a fait tout le mal. Quand on dit que le capital est nécessaire à l'exercice du travail productif, on comprend dans le mot « capital » les aliments, les vêtements, l'abri, etc.; quand ensuite on tire de ceci des déductions, on emploie le mot avec son sens commun et légitime de richesse consacrée, non à la satisfaction immédiate du désir, mais à l'accroissement de la richesse, de la richesse aux mains des patrons par opposition à celle entre les mains des ouvriers. La conclusion n'est pas plus valide qu'elle le serait si l'on acceptait cette proposition : un ouvrier ne peut pas aller à son travail sans avoir déjeuné, et sans avoir quelques vêtements, donc le nombre d'ouvriers pouvant travailler est limité par le nombre de ceux auxquels leurs patrons ont fourni un déjeuner et des habits. En fait les ouvriers fournissent en général leur propre repas et les vêtements avec lesquels ils vont au travail; de plus, le capital (le mot pris dans le sens qui le distingue du travail) peut, dans quelques cas exceptionnels, faire des avances au travail, mais il n'est jamais forcé de le faire, avant que le travail commence. Si l'on proposait à ce nombre énorme d'ouvriers inoccupés en ce moment dans le monde civilisé, de travailler sans recevoir aucune avance de salaire, on n'en trouverait probablement pas un, parmi ceux qui désirent vraiment travailler, qui refuserait la proposition. La plus grande partie d'entre eux travailleraient avec joie quand même on ne leur promet-

trait le paiement de leurs salaires que pour la fin du mois ; il y en aurait probablement bien peu refusant de travailler et d'attendre les salaires jusqu'à la fin de la semaine comme le font bien des ouvriers ; il n'y en aurait certainement aucun qui ne voudrait pas attendre sa paie jusqu'à la fin de sa journée, ou au moins jusqu'à l'heure de son prochain repas. Le moment précis du paiement est indifférent ; le point essentiel, le fait sur lequel j'appuie, c'est que ce paiement se fait *après* l'accomplissement du travail.

Donc le paiement des salaires implique toujours un travail préalable. Mais qu'implique dans la production ce travail ? Évidemment la production de la richesse qui, si elle est échangée ou remise dans la production, est du capital. Donc le paiement du capital en salaires présuppose une production de capital par le travail, travail pour lequel on paie les salaires. Et comme le patron a généralement un profit, le paiement des gages n'est, pour ce qui le concerne, que la remise au travailleur d'une portion du capital produit par le travail. Pour l'ouvrier, c'est seulement la réception d'une portion du capital que son travail a déjà produit. Comme la valeur payée en salaires est ainsi échangée pour une valeur amenée à l'existence par le travail, comment peut-on dire que les salaires sont tirés du capital ou avancés par le capital ? Comme dans l'échange du travail pour les salaires le patron gagne toujours le capital créé par le travail avant de payer les salaires, comment le capital serait-il amoindri même temporairement [1] ?

Que les faits soient juges de la question. Prenons par exemple

[1] Je parle du travail produisant du capital pour plus de clarté. Ce que produit toujours le travail c'est, soit de la richesse (qui peut être ou ne pas être du capital), soit des services, les cas où il ne produit rien étant exceptionnels. Là où l'objet du travail est simplement la satisfaction du maître, quand je prends un homme pour cirer mes souliers, par exemple, je ne paie pas le salaire sur le capital, mais sur la richesse que j'ai consacrée non à des usages productifs, mais à la satisfaction de mes désirs. Même si l'on considère de semblables salaires comme pris sur le capital, par l'effet de l'acte lui-même, ils passent de la catégorie du capital à celle de la richesse consacrée à la satisfaction des désirs du possesseur ; c'est comme si un marchand de tabac prenait sur son fonds une douzaine de cigares et les mettait dans sa poche pour son usage personnel, au lieu de les vendre.

un chef de manufacture qui est en train de transformer des matières premières en articles finis, du coton en vêtements, du fer en quincaillerie, du cuir en souliers, etc., et qui paie une fois par semaine les ouvriers qu'il emploie, comme c'est généralement le cas. Faisons un inventaire exact de son capital le lundi matin avant que le travail commence; ce capital comprendra ses constructions, ses machines, ses matières premières, son argent en caisse, et ses produits finis en magasin. Supposons, pour plus de simplicité, qu'il n'achètera ni ne vendra, pendant cette semaine; et après que le travail sera arrêté, qu'il aura payé ses ouvriers le samedi soir, faisons un nouvel inventaire de son capital. La somme d'argent en caisse sera moindre, car elle aura passé en salaires; il y aura moins de matières premières, moins de charbon, etc., il faudra déduire de la valeur des constructions et des machines une somme égale aux dégâts et aux fatigues de la semaine. Mais s'il fait des affaires rémunératrices, ce qui en moyenne est le cas, la quantité de produits finis sera assez grande pour compenser toutes ces pertes, et pour se résumer par un accroissement de capital. Évidemment donc, la somme qu'il a payée pour la main-d'œuvre en salaires, n'a pas été prise sur son capital ou sur le capital de quelqu'un d'autre. Elle ne vient pas du capital, mais de la valeur créée par le travail lui-même. Il n'y a pas plus ici avance du capital que si ce patron louait des hommes pour déterrer la mye des sables, puis les payait avec les coquillages qu'ils auraient déterrés. Leurs salaires sont aussi réellement le produit de leur travail que l'étaient les salaires de l'homme primitif quand, « longtemps avant l'appropriation des terres et l'accumulation du capital, » il obtenait une huître en la détachant des rochers avec une pierre.

Comme l'ouvrier qui travaille pour un maître ne reçoit son salaire que lorsqu'il a accompli son travail, son cas est semblable à celui de l'homme qui dépose de l'argent dans une banque et qui ne peut en retirer de l'argent que lorsqu'il en a

déposé auparavant. Et de même qu'en retirant ce qu'il avait d'abord déposé, le dépositaire n'amoindrit pas le capital de la banque, de même l'ouvrier en recevant son salaire ne peut amoindrir même temporairement soit le capital de son patron, soit le capital réuni de la communauté. Son salaire ne vient pas plus du capital que les chèques du dépositaire ne sont tirés sur le capital de la banque. Il est vrai que les ouvriers en recevant leurs salaires ne reçoivent généralement pas la richesse sous la forme qu'ils ont produite, pas plus que les dépositaires dans une banque ne reçoivent exactement les mêmes pièces de monnaie ou les mêmes billets, mais ils les reçoivent sous une forme équivalente, et de même que nous avons le droit de dire que le dépositaire reçoit de la banque ce qu'il lui a donné, de même nous avons le droit de dire que l'ouvrier reçoit comme salaire la richesse qu'il a produite par son travail.

Si cette vérité universelle est si souvent méconnue, il faut l'attribuer à cette source féconde d'obscurité économique, à la confusion si souvent faite entre la richesse et l'argent; et il est curieux de voir ceux qui, depuis que le docteur Adam Smith a fait tenir l'œuf sur sa pointe, ont pleinement démontré les illusions du système mercantile, tomber dans des erreurs du même genre en traitant des relations du capital et du travail. L'argent étant le médium général des échanges, le courant commun par lequel se font toutes les transformations de richesse d'une forme dans une autre, si un échange offre certaines difficultés, on le verra immédiatement quand il s'agira de faire la réduction en argent; et c'est ainsi qu'il est parfois plus facile d'échanger de l'argent contre une autre forme de richesse, que d'échanger de la richesse contre une forme particulière d'argent, par la raison qu'il y a plus de gens ayant des richesses et voulant faire quelque échange, qu'il n'y a de gens qui désirent faire un un échange particulier. C'est ainsi qu'un producteur qui a donné son argent en salaires peut parfois trouver difficilement à changer en argent la valeur accrue pour laquelle il a réel-

lement échangé son argent, et qu'on est amené à dire qu'il a épuisé ou avancé son capital en payant les salaires de ses ouvriers. Cependant, à moins que la nouvelle valeur créée par le travail soit moindre que les salaires payés (ce qui n'a lieu que dans des cas exceptionnels), il a maintenant en marchandises le capital qu'il avait avant en argent; ce capital a changé de forme, mais il n'est pas amoindri.

Il y a une branche de production pour laquelle les confusions de pensée qui naissent de l'habitude de confondre le capital et l'argent, doivent se produire moins souvent parce que son produit est la matière générale, et le type de l'argent. Il se trouve que cette branche de travail nous fournit, presque en même temps des exemples de la production passant des formes les plus simples aux plus complexes.

Dans les premiers temps de la découverte de l'or en Californie, et plus tard en Australie, le chercheur d'or qui trouvait dans le lit d'une rivière ou dans un dépôt superficiel, les parcelles brillantes que les lents procédés naturels y avaient accumulées, ramassait ou lavait ses « gages » (car c'est ainsi qu'il les appelait) et s'en servait comme d'argent, car l'argent monnayé étant rare, la poussière d'or passait comme valeur courante au poids, et à la fin de la journée il serrait son salaire en argent dans un sac de peau de daim. Il ne peut ici y avoir discussion si ce salaire venait ou non du capital. Il était manifestement le produit du travail. Il en serait de même si le possesseur d'un riche placer louait des hommes pour travailler pour lui, et les payait avec une monnaie identique à celle que leur travail leur aurait fait trouver dans un placer quelconque. A mesure que l'argent monnayé devenait plus abondant, sa grande commodité fit qu'il remplaça la poussière d'or qu'il était ennuyeux de faire peser et dont on perdait toujours une partie pour l'opération; et c'est avec de l'argent monnayé obtenu par la vente de la poussière obtenue par le travail, que les patrons payèrent les ouvriers qu'ils employaient. Quand ils avaient assez d'argent pour le

faire, au lieu de vendre leur or au dépôt le plus proche, et de payer les profits du marchand, ils l'amassaient pour l'emporter ou l'envoyer à San-Francisco où on le leur changeait, sans perte, contre de l'argent monnayé. En accumulant ainsi de la poussière d'or ils diminuaient leur stock d'argent monnayé : de même le manufacturier en accumulant un stock de marchandises, amoindrit son stock d'argent. Et cependant personne n'aura l'esprit assez obtus pour se figurer qu'en amassant ainsi de la poussière d'or, et en payant avec de l'argent monnayé, le mineur amoindrit son capital.

Mais les dépôts qu'on pouvait exploiter sans travail préliminaire, furent bientôt épuisés, et l'exploitation de l'or prit alors un caractère plus sérieux. Avant de trouver des placers pouvant rendre quelque chose, il fallut ouvrir de profonds puits de mine, construire de grandes écluses, creuser dans le roc le plus dur de longues galeries, amener l'eau de très loin par dessus les montagnes et à travers les vallées, acheter de coûteuses machines. On ne pouvait faire tout cela sans capital. Parfois ces travaux demandaient des années pendant lesquelles il ne fallait espérer aucun rendement, il fallait payer chaque semaine ou chaque mois les salaires des hommes employés. On dira sûrement que dans des cas semblables, si ce n'est dans les autres, les salaires sont bien pris sur le capital ; ils sont bien avancés par le capital ; leur paiement doit nécessairement amoindrir le capital ; ici au moins l'industrie est limitée par le capital, car sans le capital on ne pourrait pas entreprendre de semblables travaux. Examinons les faits.

Ce sont des cas de cette espèce qu'on cite toujours pour prouver que les salaires viennent du capital. Car là où les salaires doivent être payés avant que le travail ait atteint son objet, comme dans l'agriculture où le labourage et l'ensemençage doivent précéder de plusieurs mois la récolte de la moisson, comme dans les constructions de maisons, de vaisseaux, de chemins de fer, de canaux, etc., il est clair que les possesseurs du capital distribué

ou salaires ne peuvent espérer un revenu immédiat, mais doivent, comme le dit la phrase consacrée « débourser » ou « en être pour leurs frais » pendant un certain temps, parfois pendant des années. Et alors, si l'on n'a pas présents à l'esprit les premiers principes, on est facilement entraîné à admettre la conclusion que les salaires sont avancés par le capital.

Mais de semblables cas n'embarrasseront pas le lecteur qui a saisi ce que je voulais faire comprendre dans ce qui précède. Une analyse facile montrera que ces exemples dans lesquels les salaires sont payés avant que le produit soit achevé ou même commencé, ne sont pas des exceptions à la règle, qui est si nette quand le produit est fini avant que les salaires soient payés.

Si je vais chez un changeur transformer mon argent en or, je donne mon argent qu'il compte et met de côté, puis je reçois l'équivalent en or moins sa commission. Est-ce que le changeur m'a avancé un capital quelconque ? Évidemment non. Ce qu'il avait avant en or, il l'a maintenant en argent plus son profit. Et comme il a pris l'argent avant de donner l'or, il n'y a de sa part aucune avance, même momentanée, de capital.

Cette opération du changeur est tout à fait analogue à celle que fait le capitaliste quand, dans des cas semblables à ceux que nous examinons, il distribue son capital en salaires. Comme l'exécution du travail précède le paiement des salaires, et comme l'exécution du travail dans la production implique la création d'une valeur, le patron reçoit cette valeur avant d'en débourser une autre, il ne fait qu'échanger du capital sous une forme pour du capital sous une autre forme. Car la création d'une valeur ne dépend pas du fini du produit; elle se développe à chaque progrès de la production, elle est le résultat immédiat de l'application du travail; et par conséquent, quelques longs que soient les procédés de production, le travail ajoute toujours au capital par son exécution, avant de prendre ses salaires sur le capital.

Voilà un forgeron à sa forge qui fait des pioches. Il est clair qu'il produit du capital, il ajoute des pioches au capital de son

patron, avant d'en tirer de l'argent sous forme de salaires. Voici un machiniste, ou un fabricant de chaudières, occupés dans la quille d'un Great Eastern quelconque. Ne créent-ils pas aussi une valeur, un capital? Le vapeur géant, comme la pioche, est un article de richesse, un instrument de production, et bien que l'un ne puisse être terminé que dans plusieurs années, tandis que l'autre l'est en quelques minutes, le travail de chaque jour, dans un cas comme dans l'autre, est évidemment une production de richesse, une addition faite au capital. Ce n'est pas le dernier coup de marteau, pas plus que le premier, qui crée la valeur du produit fini; la création de la valeur est continue, elle résulte immédiatement de l'exécution du travail.

Tout ceci nous apparaît très clairement là où la division du travail fait que l'exécution complète du produit est confiée à différents producteurs, c'est-à-dire là où nous avons l'habitude d'estimer la valeur qu'a créée le travail, à quelque degré d'avancement qu'en soit la production. Un moment de réflexion montrera que c'est justement le cas pour la grande majorité des produits. Prenons un vaisseau, une bâtisse, un couteau de poche, un livre, un dé à coudre ou un morceau de pain; ce sont des produits finis, mais ils n'ont pas été produits par une seule opération ou par un seul genre de producteurs. Et ceci admis, nous distinguons rapidement différents points ou degrés dans la création de la valeur qu'ils représentent comme articles finis. Quand nous ne distinguons pas différents degrés dans l'opération finale de la production, nous distinguons la valeur des matières. On peut souvent décomposer plusieurs fois la valeur de ces matières, de façon à voir clairement les différents points de la création de la valeur finale. A chacun de ces degrés nous constatons habituellement une création de valeur, une addition au capital. La fournée de pain que le boulanger retire du four a une certaine valeur. Mais elle est composée en partie de la valeur de la farine dont la pâte a été faite. Celle-ci est encore composée de la valeur du froment, de la valeur don-

née par la mouture, etc. Le fer sous forme de fonte est loin d'être un produit complet. Il doit passer par plusieurs et peut-être par beaucoup de phases de production avant de devenir les articles finis qui étaient les objets derniers pour lesquels on extrayait le minerai de fer de la mine. Cependant le fer fondu n'est-il pas du capital? Et de même le travail de la production n'est réellement pas complet quand la récolte du coton est faite, ni quand il est épluché, foulé, ni même quand il arrive à Lowell ou à Manchester, ni lorsqu'il est filé, ou qu'il est converti en vêtements; mais seulement quand finalement il arrive dans les mains du consommateur. A chaque phase de ce progrès il y a sûrement création de valeur, addition au capital. Pourquoi donc, bien que nous ne le voyons pas ordinairement et ne l'estimions pas, n'y a-t-il pas aussi une création de valeur, une addition au capital, quand le terrain est labouré pour recevoir la semence? Est-ce parce qu'il pourrait arriver une mauvaise saison qui compromettrait la réussite de la récolte? Évidemment *non*: car une semblable possibilité de malheur menace chaque phase de la production de l'article fini. En moyenne on est sûr de récolter la semence qu'on a plantée, et tant de labourage et de semence produira en moyenne tant de coton dans la capsule, aussi sûrement que tant de coton filé donnera tant de mètres de toile.

En résumé, comme le paiement des salaires dépend toujours de l'exécution du travail, le paiement des salaires dans la production, quelque longue que soit l'exécution, n'implique jamais une avance du capital, ou même un amoindrissement temporaire du capital. La construction d'un vaisseau peut durer un an ou plusieurs années, mais la création de valeur dont le vaisseau fini sera la somme a lieu de jour en jour, d'heure en heure, depuis le moment où la quille est mise en place, ou même depuis celui où cette place est préparée. En payant les salaires avant que le vaisseau soit terminé, le constructeur ne diminue pas son capital ni celui de la communauté, car la valeur du vais-

seau partiellement achevé prend la place de la valeur distribuée en salaires. Il n'y a nulle avance du capital dans ce paiement des salaires, car le travail des ouvriers pendant la semaine ou le mois crée ou rend au constructeur plus de capital qu'il n'en est payé à la fin de la semaine ou du mois; c'est ce que prouve le fait que si on demandait au constructeur de vendre un vaisseau partiellement achevé, il voudrait en retirer un bénéfice.

Et c'est ainsi que lorsque l'on creuse un tunnel comme ceux de Sutro ou du St-Gothard, ou un canal comme celui de Suez, il n'y a pas d'avance du capital. Le tunnel ou le canal, une fois creusé, devient un capital équivalent à l'argent dépensé pour le percement, ou si l'on aime mieux, équivalent à la poudre, aux forets, etc., employés pour le travail, ou aux aliments et vêtements employés par les ouvriers; comme le montre ce fait que la valeur du capital de la compagnie n'est pas diminuée, à mesure que ce capital sous formes diverses, est changé en capital sous forme de tunnel ou de canal. Au contraire il augmente le plus souvent à mesure que le travail avance, de même que le capital employé dans un mode plus rapide de production, aurait, en général, augmenté.

Ceci est également évident en agriculture. La création de la valeur n'a pas lieu tout d'un coup quand la moisson est récoltée, mais petit à petit pendant tout le temps que dure la croissance jusqu'au moment, moment compris, de la moisson; pendant toute cette période le paiement des salaires n'affaiblit pas le capital du fermier; ceci est tangible quand la terre est vendue ou louée pendant ce temps de croissance, un champ labouré rapportera plus qu'un qui ne l'est pas, et un champ ensemencé plus qu'un champ labouré. C'est encore tangible quand les moissons sont vendues sur pied comme cela arrive quelquefois, où quand le fermier ne moissonne pas lui-même mais passe un contract avec le possesseur d'instruments de moisson. C'est tangible pour les vergers et les vignobles qui, bien que n'étant

pas encore en rapport, se vendent suivant leur âge. Cela l'est encore pour les chevaux, les vaches, les moutons, qui augmentent de valeur à mesure qu'ils approchent de leur maturité. Et si ce n'est pas toujours tangible entre ce qu'on peut appeler les points d'échange usuel en production, cette augmentation de valeur se fait cependant avec chaque nouvel effort de travail. Donc là où le travail est exécuté avant que les salaires soient payés, l'avance de capital est réellement faite par le travail, et par l'ouvrier au patron, et non par le patron à l'ouvrier.

« Cependant » dira-t-on, « dans des cas semblables à ceux que nous venons d'examiner, le capital *est* indispensable. » Certainement; je ne le nie pas. Mais ce n'est pas pour faire des avances au travail qu'il est nécessaire. C'est pour autre chose, pourquoi, c'est ce que nous pouvons facilement déterminer.

Quand les salaires sont payés en espèce, c'est-à-dire en richesse de même nature que celle produite par le travail, quand, par exemple, je loue des hommes pour couper du bois en convenant que je leur donnerai pour salaires une portion du bois qu'ils auront coupé (méthode parfois adoptée par le possesseur ou fermier de forêts), il est évident qu'il n'y a pas besoin de capital pour payer leurs salaires. Ni même lorsque, ceci convenant mieux à tout le monde, parce que une grande quantité de bois peut être plus facilement et plus avantageusement échangée qu'un nombre de petites quantités, je paie les salaires en argent au lieu de le faire en bois, pourvu toutefois que je puisse faire l'échange du bois contre de l'argent avant que les salaires soient dus. C'est seulement quand je ne peux pas faire cet échange, ou un échange aussi avantageux que je le désire, moins d'avoir amassé une grande quantité de bois, que j'ai besoin de capital. Même alors je puis ne pas avoir besoin de capital si je parviens à faire un échange partiel ou d'essai en empruntant sur mon bois. Si je ne peux pas ou ne veux pas soit vendre mon bois, soit emprunter sur lui, et cependant si je désire continuer à accumuler un grand stock de bois, alors j'aurai

besoin de capital. Mais il est évident que j'ai besoin de capital non pour payer les salaires des ouvriers, mais pour accumuler une grande quantité de bois. Il en est de même lorsqu'on creuse un tunnel. Si les ouvriers étaient payés en tunnel (ce qui pourrait facilement se faire en les payant avec les actions de la compagnie), aucun capital ne serait nécessaire pour le paiement des salaires. C'est seulement lorsque les entrepreneurs désirent accumuler du capital sous forme de tunnel, qu'ils ont besoin de capital. Pour en revenir à notre premier exemple : le changeur auquel je vends mon argent ne peut entreprendre son genre d'affaires sans capital. Mais ce n'est pas pour me faire une avance de capital quand il reçoit mon argent et me rend de l'or, qu'il a besoin de capital. Il en a besoin parce que le genre de ses affaires demande qu'il ait sous la main une certaine somme de capital, afin que lorsque vient un chaland il puisse faire l'échange que celui-ci désire.

Et nous retrouverons ceci dans chaque branche de production. On n'a jamais besoin de mettre de côté du capital pour payer les salaires quand le produit du travail pour lequel on paie les salaires, est échangé aussitôt qu'exécuté ; cela est seulement nécessaire quand le produit est emmagasiné ou, ce qui est la même chose pour l'individu, est placé dans le courant général des échanges, sans en être immédiatement retiré, c'est-à-dire vendu à crédit. Mais le capital qui est alors nécessaire ne l'est pas pour payer les salaires, ni pour faire des avances au travail, comme on le dit toujours à propos du produit du travail. Ce n'est jamais parce qu'il fait travailler que le producteur a besoin de capital; mais bien parce que, non seulement il occupe des ouvriers, mais parce qu'il vend ou accumule les produits du travail ou spécule dessus. C'est en général le cas pour tous les patrons.

Récapitulons : l'homme qui travaille pour lui-même reçoit son salaire dans les choses qu'il produit, telles qu'il les produit, et échange cette valeur contre une autre toutes les fois qu'il vend le produit. L'homme qui travaille pour un autre, pour un

salaire stipulé, payé en argent, travaille sous un contrat d'échange. Il crée également son salaire à mesure qu'il exécute son travail, mais il ne le reçoit pas, excepté en des temps fixés, en une somme fixée et sous une forme différente. A mesure qu'il accomplit son travail, il avance l'échange; quand il reçoit son salaire, l'échange est achevé. Pendant tout le temps qu'il gagne son salaire, il avance du capital à son patron, mais en aucun moment, à moins que le salaire soit payé avant le commencement du travail, le patron ne lui avance du capital. Que le patron qui reçoit le produit en échange du salaire, l'échange à nouveau immédiatement, ou qu'il le garde un certain temps, cela n'altère pas plus le caractère de la transaction, que ne le fait l'emploi final du produit fait par celui qui s'en sert en dernier, emploi qui peut être fait dans une autre partie du globe, et à la fin d'une série de centaines d'échanges.

CHAPITRE IV.

CE N'EST PAS LE CAPITAL QUI POURVOIT A L'ENTRETIEN DES OUVRIERS.

Mais le lecteur peut encore rencontrer sur sa route une pierre d'achoppement.

Comme le laboureur ne peut pas manger le sillon qu'il creuse, ni la machine à vapeur partiellement achevée aider en aucune façon à produire les vêtements que porte le machiniste, n'ai-je pas, comme le dit John Stuart Mill, « oublié que les habitants d'un pays sont entretenus, voient leurs besoins satisfaits, non par le produit du travail présent, mais par celui du passé? » Ou, pour employer les mots dont se sert mistress Fawcett dans un traité élémentaire et populaire, n'ai-je pas « oublié que bien des mois doivent s'écouler entre le moment où l'on sème et celui

où le produit de la semence est converti en un morceau de pain, » et que « il est donc évident que les ouvriers ne peuvent pas vivre sur ce que leur travail aide à produire, mais sont soutenus par la richesse que leur travail, ou le travail des autres, a précédemment produite, richesse qui est du capital[1] ? »

La supposition faite dans ces passages, et d'après laquelle il est si évident que le travail doit être soutenu par le capital qu'il suffit d'énoncer la proposition pour qu'elle soit admise, se retrouve dans l'édifice entier de l'économie politique courante. Et on croit avec tant de confiance que le travail est entretenu par le capital que la proposition : « La population se règle elle-même d'après les fonds consacrés à la faire travailler, et, par conséquent, augmente ou diminue avec l'augmentation ou la diminution du capital[2], » est également regardée comme un axiome, et devient à son tour la base d'argumentations importantes.

Cependant, quand on examine ces propositions, on voit que loin d'être évidentes en elles-mêmes, elles sont au contraire absurdes ; car elles impliquent l'idée que le travail ne peut être exécuté que lorsque l'on a économisé les produits du travail, et placent ainsi le produit avant le producteur.

Et l'examen prouve que leur apparente plausibilité vient d'une confusion de pensée.

J'ai déjà signalé l'erreur, cachée par une définition fausse, que renferme la proposition que la nourriture, l'habillement et l'abri étant nécessaires au travail productif, l'industrie était limitée par le capital. Dire qu'un homme doit avoir déjeuné avant d'aller à son ouvrage, ce n'est pas dire qu'il ne peut pas travailler à moins qu'un capitaliste lui fournisse un déjeuner, car ce déjeuner peut venir et vient, même dans les pays où il n'y

[1] *Économie politique pour les commençants*, par Millicent Garrett Fawcett, chapitre III, p. 25.

[2] Les mots cités sont de Ricardo (chap. II); mais on retrouve l'idée dans tous les traités classiques.

a pas de famine, non de la richesse mise de côté pour aider à la production, mais de la richesse mise de côté pour fournir les moyens de subsistance. Et, ainsi qu'il a déjà été prouvé, les aliments, les vêtements, et tous les articles de richesse, ne sont du capital que tant qu'ils sont en la possession de celui qui se propose, non de les consommer, mais de les échanger contre d'autres articles, ou contre des services productifs, et cessent d'être du capital quand ils passent entre les mains de ceux qui veulent les consommer; car dans cette transaction ils passent du stock de richesse formé pour se procurer un autre genre de richesse, dans le stock de richesse formé pour satisfaire ses désirs, sans s'occuper de savoir si leur consommation aidera ou non à la production de la richesse. Si l'on ne conserve pas cette distinction, il est impossible de tracer une ligne entre la richesse qui est capital et la richesse qui n'est pas capital, même en remettant cette distinction à « l'esprit du possesseur, » comme le fait John Stuart Mill. Car les hommes ne mangent pas ou ne s'abstiennent pas de manger, ne se vêtissent pas ou ne s'abstiennent pas de se vêtir suivant qu'ils ont ou non en vue le travail productif. Ils mangent parce qu'ils ont faim, et portent des vêtements parce qu'ils ne seraient pas à l'aise sans eux. Prenons la nourriture qui se trouve sur la table d'un ouvrier qui travaillera ou ne travaillera pas dans la journée, suivant l'occasion qui se présentera : si la distinction entre la richesse qui est capital et celle qui ne l'est pas réside dans la question de savoir si elle aidera ou non au travail productif, comment dire que cette nourriture est ou n'est pas du capital? Il est impossible à l'ouvrier comme au philosophe de l'école de Ricardo et de Mill de le dire, et cela n'est possible ni lorsque la nourriture arrive dans l'estomac, ni lorsqu'elle a passé dans le sang et les tissus, si l'on suppose que l'ouvrier ne trouve pas tout de suite du travail et continue ses recherches. Et cependant l'homme mangera quand même son repas.

Bien que logiquement nous puissions en rester là, il est difficile de laisser cette discussion pour retourner à la distinction de

la richesse et du capital. Cela n'est pas nécessaire. Il me semble que la proposition qui affirme que le travail présent doit être soutenu par le produit du travail du passé, n'est vraie que dans ce sens que le travail de l'après-midi doit être accompli avec l'aide du repas de midi, ou que, avant de manger du lièvre, il faut en prendre un et le faire cuire. Et il est bien évident que ce n'est pas ce sens là qu'on donne à la proposition quand on en fait dépendre une suite de raisonnements importants. Le sens employé est alors celui-ci : avant qu'un travail qui n'aura pas pour résultat immédiat une richesse employable pour vivre, ne soit complètement achevé, il faut que les ouvriers aient un stock de moyens de subsistance qui les soutiennent pendant toute la durée du travail. Voyons si cela est vrai.

Le canot que Robinson Crusoé fit avec tant de peine, était une production qui ne pouvait donner à son travail une récompense immédiate. Mais avant de le commencer était-il nécessaire qu'il accumulât une provision d'aliments suffisante pour se soutenir pendant qu'il abattait l'arbre, taillait le canot, et finalement le lançait à la mer ? Nullement. Il était seulement nécessaire qu'il pût consacrer une partie de son temps à se procurer des aliments pendant qu'il vouait le reste de son temps à la construction et au lancement du canot. Supposons maintenant qu'une centaine d'hommes abordent sans provisions, sur une terre inconnue. Est-ce qu'ils devront nécessairement accumuler une provision d'aliments avant de commencer à cultiver le sol? Nullement. Il sera seulement nécessaire que les poissons, le gibier, les fruits sauvages, soient assez abondants pour que le travail d'une partie des cent hommes soit suffisant pour fournir à tous, journellement, de quoi se nourrir, et que ces hommes aient assez le sens de leur intérêt mutuel, ou qu'il existe parmi eux une telle corrélation de désirs, que ceux qui cherchent la nourriture la partagent (l'échangent) avec ceux dont les efforts n'auront qu'une récompense future. Ce qui est vrai dans ce cas, l'est dans tous les autres. Il n'est pas nécessaire à la production des choses

qui ne peuvent aider à la subsistance de l'homme, ou ne peuvent être immédiatement utilisées, qu'une production de richesse servant à soutenir les ouvriers pendant le travail, ait eu lieu antérieurement. Il faut seulement qu'il y ait quelque part dans le cercle d'échange, une production contemporaine suffisante pour assurer la subsistance des ouvriers, et la bonne volonté d'échanger ces moyens de subsistance pour les choses à la production desquelles le travail est consacré.

Et en fait, n'est-il pas vrai que, toutes choses étant dans des conditions normales, la consommation est alimentée par la production contemporaine?

Voici un oisif dont la tête ni la main ne font un travail productif quelconque, mais qui vit, disons-nous, sur l'argent que son père lui a laissé sûrement placé en rentes sur l'État. Est-ce qu'en fait, il est soutenu, entretenu, nourri, par la richesse accumulée dans le passé, ou par le travail productif qui se fait autour de lui? Sur sa table, il y a des œufs frais pondus, du beurre qui vient d'être battu, du lait tiré du matin, du poisson qui vingt-quatre heures auparavant nageait dans l'Océan, de la viande que le garçon boucher a apportée juste au moment voulu pour qu'on la fasse cuire, des légumes frais qui viennent du jardin, et des fruits du verger, en résumé il n'y a rien qui ne sorte presque à l'instant de la main du travailleur producteur, (car il faut comprendre dans cette catégorie les porteurs et les distributeurs aussi bien que ceux qui sont placés aux premiers degrés de l'échelle de la production), rien qui ait été produit longtemps auparavant, sauf peut-être quelques bouteilles de vin vieux. Ce dont cet homme a hérité de son père, ce sur quoi nous disons qu'il vit, n'est pas, actuellement, de la richesse, mais seulement le pouvoir de se servir de la richesse que produisent les autres. Et c'est de cette production contemporaine qu'il vit.

Les cinquante milles carrés de Londres contiennent sans doute plus de richesse que le même espace dans n'importe quel autre lieu. Cependant si tout à coup le travail productif cessait

absolument à Londres, en peu de temps, les gens commenceraient à mourir comme des moutons atteints de la clavelée, et en peu de semaines ou en peu de mois, il ne resterait personne en vie. Car une entière suspension du travail productif serait un malheur plus épouvantable que n'en a jamais connu ville assiégée. Cela n'équivaudrait pas au simple mur extérieur de circonvallation que Titus éleva autour de Jérusalem pour empêcher l'entrée incessante des provisions dont vit une grande ville, mais bien à un mur semblable entourant chaque maison. Imaginez une pareille suspension de travril productif dans une communauté quelconque, et vous verrez combien il est vrai que l'humanité vit de ses mains; que c'est le travail de chaque jour de la communauté qui fournit à la communauté son pain de chaque jour.

De même que la nourriture des ouvriers qui construisirent les Pyramides n'était pas tirée d'un stock de provisions précédemment amassées, mais bien des moissons sans cesse renaissantes de la vallée du Nil; de même qu'un gouvernement moderne quand il entreprend un grand travail qui doit durer plusieurs années, n'y consacre pas une richesse déjà produite mais une richesse encore à produire, qui est prise sur les producteurs par des impôts, à mesure que le travail progresse; de même la nourriture des ouvriers qui font un travail productif mais qui ne donne pas directement des moyens de subsistance, est produite simultanément par des autres ouvriers.

Si nous suivons le cercle d'échanges par lequel le travail fait dans la production d'une grande machine à vapeur, assure à l'ouvrier du pain, des vêtements, un abri, nous trouvons que bien qu'entre l'ouvrier mécanicien et le producteur de pain, de vêtements, etc., il puisse y avoir un millier d'échanges intermédiaires, la transaction se réduit cependant à un échange de travail entre eux. La cause qui produit cette dépense de travail à propos d'une machine à vapeur, est évidemment le besoin qu'éprouve quelqu'un qui possède le pouvoir de donner à l'ou-

vrier mécanicien ce qu'il désire, d'avoir en échange une machine à vapeur; c'est-à-dire qu'il y a demande d'une machine à vapeur de la part de ceux qui produisent ce que désirent les producteurs de pain, viande, etc. C'est cette demande qui engage le travail du mécanicien à s'appliquer à la production de la machine, et par conséquent, la demande de viande, de pain, etc., du mécanicien engage réellement une somme équivalente de travail à s'appliquer à la production de ces choses; et c'est ainsi que le travail actuellement fait en vue de la production d'une machine, produit virtuellement les choses pour lesquelles le mécanicien dépensera son salaire.

Ou, pour réduire ce principe en formule :

La demande de consommation détermine la direction dans laquelle le travail sera dépensé en production.

Ce principe est si simple, si évident, qu'il n'est pas nécessaire d'en donner d'autres exemples, et cependant c'est grâce à la lumière qu'il produit, que disparaissent toutes les complexités de notre sujet d'étude, et que nous avons au milieu des complications de la production moderne, cette vision nette des objets réels et des récompenses du travail que nous avons déjà eue en observant dans les commencements de la société, les formes plus simples de la production et de l'échange. Nous voyons que maintenant comme alors, chaque travailleur essaie d'obtenir par ses efforts la satisfaction de ses désirs; nous voyons que bien que l'extrême division du travail assigne seulement à chaque producteur la production d'une petite partie de la chose qu'il veut gagner par son travail, ou ne lui laisse prendre aucune part dans cette production, cependant, en aidant à la production de ce que désirent d'autres producteurs, il commande à un autre travail la production des choses dont il a besoin, et de fait les produit lui-même. Ainsi s'il fabrique des couteaux de poche et qu'il mange du froment, le froment est aussi réellement le produit de son travail que s'il l'avait lui-même fait pousser, et s'il avait laissé les producteurs de blé faire leurs couteaux eux-mêmes.

Nous voyons combien il est absolument vrai que quelque soit la chose que prennent ou consomment les travailleurs en retour du travail qu'ils exécutent, jamais le capital ne fait des avances aux ouvriers. Si j'ai fait des couteaux et si j'ai acheté du blé avec le salaire que j'ai reçu, j'ai simplement échangé des couteaux pour du blé, ajouté des couteaux au stock existant de richesse et enlevé du blé de ce stock. Et comme la demande pour la consommation détermine la direction dans laquelle s'exercera le travail productif, je ne puis même pas dire, tant que les limites de la production du blé n'ont pas été atteintes, que j'ai diminué le stock de blé, car en plaçant des couteaux dans le stock échangeable de la richesse et en y prenant du blé, j'ai dirigé le travail, à un autre bout de la série des échanges, vers la production du blé, de même que le producteur de blé en plaçant du blé dans ce stock et en demandant des couteaux, dirige le travail vers la production des couteaux, comme le moyen le plus facile d'obtenir du blé.

Et c'est ainsi que l'homme qui dirige la charrue, bien que la récolte pour laquelle il ouvre la terre ne soit pas encore semée et demande des mois pour arriver à maturité, produit virtuellement par le travail qu'il accomplit la nourriture qu'il mange et le salaire qu'il reçoit. Car bien que le labourage ne soit qu'une des opérations qui concourent à produire une moisson, c'*est* une partie, et une partie nécessaire de la culture du blé. L'accomplissement de cette opération est un pas franchi vers la récolte, est une assurance qu'il y aura une récolte, qui a pour équivalent la nourriture et le salaire que le laboureur retire du stock constamment renouvelé.

Ceci n'est pas seulement théoriquement vrai, c'est pratiquement et littéralement vrai. Qu'il arrive au moment propice pour le labourage, qu'on cesse tout labour. Est-ce que des symptômes de rareté ne se manifesteront pas tout de suite, bien avant le temps de la récolte ? Est-ce que l'effet de cette cessation ne se sentira pas immédiatement dans le comptoir, dans le magasin de

machines agricoles, dans la fabrique? Est-ce que le métier et le fuseau ne seront pas bientôt aussi oisifs que la charrue? Cela serait; les effets immédiats d'une mauvaise saison nous le prouvent. Et si cela est, l'homme qui laboure ne produit-il pas réellement sa nourriture et son salaire comme si, pendant le jour ou la semaine qu'il labouro, son travail avait pour résultat actuel les choses qu'il échange pour son travail?

En fait, là où il y a du travail demandant un emploi, le manque de capital n'empêche pas le possesseur de la terre qui promet une récolte pour laquelle il y une demande, de la louer. Ou bien il fait un arrangement pour cultiver en participation, méthode suivie dans quelques partie des États-Unis, au quel cas les ouvriers, s'ils sont sans moyens de subsistance, obtiendrout sur le travail qu'ils accomplissent un crédit dans le magasin le plus proche; ou bien il préfère payer des gages, et c'est le fermier qui obtiendra un crédit, et ainsi le travail fait en culture est immédiatement utilisé et échangé, à mesure qu'il est fait. Si l'on emploie quelque chose en plus de ce que l'on aurait employé si les ouvriers étaient forcés de mendier au lieu de travailler (car dans tous les pays civilisés, les choses étant dans une condition normale, on doit assister les ouvriers en quelque manière), ce qu'on emploiera en plus ce sera le capital de réserve amassé en vue d'un remplacement, et qui, de fait, est remplacé par le travail à mesure qu'il se fait. Par exemple, dans les districts purement agricoles de la Californie du Sud, la moisson manqua complètement en 1877, et de millions de moutons il ne resta que leurs os. Dans la grande vallée de San-Joaquin beaucoup de fermiers n'avaient seulement pas de quoi nourrir leurs familles jusqu'au temps de la moisson suivante, et refusaient d'entretenir quelques domestiques. Mais les pluies arrivèrent au moment voulu, et ces mêmes fermiers commencèrent à louer des bras, à labourer et semer. Car çà et là il y avait un fermier qui avait mis de côté une partie de sa récolte. Aussitôt qu'arrivèrent les pluies, il se montra désireux de vendre sa réserve avant que la

moisson prochaine fît baisser les prix, et le grain ainsi mis en réserve, par l'opération des échanges et des avances, passa entre les mains des cultivateurs, remplacé, et de fait produit, par le travail fait en vue de la moisson prochaine.

La série des échanges qui unit la production à la consommation peut être comparée à ce qui se passe dans un tuyau courbé rempli d'eau. Si l'on verse une certaine quantité d'eau à un bout, une quantité semblable sort par l'autre bout. Ce n'est pas identiquement la même eau, mais c'est son équivalent. Et de même ceux qui font un travail productif introduisent dans la production l'équivalent de ce qu'ils en retirent, ils ne reçoivent en nourriture et en salaires que le produit de leur travail.

CHAPITRE V.

LES FONCTIONS RÉELLES DU CAPITAL.

Nous pouvons maintenant nous demander, quelles sont donc les fonctions du capital, s'il n'est pas nécessaire pour le paiement des salaires et l'entretien du travail pendant la production?

La réponse nous est toute indiquée par nos études antérieures. Nous avons vu que le capital était la richesse employée à procurer une richesse plus grande encore, ce qui le distingue de la richesse employée pour la satisfaction directe du désir ; ou, comme je crois qu'on peut le définir, le capital c'est la richesse placée dans le courant des échanges.

Donc le capital augmente la puissance du travail pour produire la richesse : 1° En permettant au travail d'être exécuté par des moyens plus effectifs, par exemple en cherchant la mye des sables avec une bêche au lieu de la déterrer à la main, en faisant marcher un vaisseau en jetant du charbon dans un fourneau au lieu de le diriger péniblement à la rame. 2° En permet-

tant au travail de se servir des forces reproductives de la nature, en obtenant du grain en le semant, ou des animaux en les croisant. 3° En permettant la division du travail, ce qui d'un côté augmente l'efficacité du facteur humain de la richesse par l'utilisation des capacités spéciales, l'acquisition de l'habileté, la réduction des pertes ; et de l'autre met en jeu les forces du facteur naturel poussées à leur plus haute puissance, par l'utilisation des avantages que donnent les diversités de sol, de climat, de situation pour obtenir chaque espèce particulière de richesse là où la nature est la plus favorable à sa production.

Le capital ne fournit pas les matières que le travail transforme en richesse, comme on l'enseigne faussement ; les matières premières de la richesse sont fournies par la nature. Mais ces matières partiellement transformées par le travail, et mises dans le courant des échanges, sont du capital.

Le capital ne fournit pas ou n'avance pas les salaires, comme on l'enseigne faussement. Les salaires sont cette part du produit du travail obtenue par le travailleur.

Le capital ne fournit pas aux ouvriers les moyens de subsistance pendant l'exécution de leur travail, comme on l'enseigne à tort. Les ouvriers vivent de leur travail, l'homme qui produit, en tout ou en partie, une chose quelconque pouvant s'échanger contre des articles indispensables à l'existence, nourriture, habillement, etc., produit virtuellement ces articles.

Donc le capital ne limite pas l'industrie, comme on l'enseigne à tort, la seule limite à l'industrie étant l'étendue des matières premières disponibles. Mais le capital peut limiter le genre de l'industrie, la nature productive de l'industrie, en limitant l'usage des outils et la division du travail.

Il est clair que le capital peut limiter la forme de l'industrie. Sans fabrique il ne pourrait y avoir d'ouvriers ; sans la machine à coudre, de machine cousant ; sans la charrue, de laboureur ; et sans un capital considérable engagé dans les échanges, l'industrie ne pourrait pas prendre les nombreuses formes spé-

ciales que demandent les opérations d'échange. Il est également clair que le manque d'outils doit grandement limiter la productivité de l'industrie. Si le fermier doit se servir de la bêche parce qu'il n'a pas assez de capital pour acheter une charrue, de la faucille au lieu de la moissonneuse, du fléau au lieu de la batteuse; si le mécanicien doit se servir du ciseau pour couper le fer; le tisseur du métier à bras, et ainsi de suite, la production de l'industrie ne peut être qu'à peine le dixième de ce qu'elle serait si elle était aidée par le capital sous forme d'outils les plus perfectionnés. La division du travail serait dans l'enfance, et les échanges qui la rendent possible ne se feraient qu'entre voisins proches, si l'on ne mettait pas en stock, ou en circulation, une partie des choses produites. Un individu ne pourrait pas même faire sa spécialité de la chasse, ou de la pêche, ou de la cueillette des noix, ou de la fabrication des armes, tant que tous n'auraient pas soustrait à la consommation immédiate une part de ce qu'ils produisaient, afin que celui qui se consacrait à la production d'une chose, pût obtenir les autres choses dont il manquait, et faire que le gain d'un jour pût suppléer au manque d'occupation du jour suivant. Pour permettre la grande division du travail qui est nécessaire à une civilisation développée, et son trait caractéristique, il faut constamment qu'il y ait en stock ou en circulation une grande somme de richesse de tous genres. Pour permettre à l'habitant d'un pays civilisé d'échanger son travail au choix avec le travail de ceux qui l'entourent et avec le travail des autres hommes dans les parties les plus éloignées du globe, il faut qu'il existe des stocks de marchandises dans les magasins, les entrepôts, à fond de cale des vaisseaux, dans les wagons de chemin de fer; de même que pour que les citoyens d'une grande ville puissent tirer à volonté de l'eau de quoi remplir une coupe, il faut que des milliers de gallons d'eau soient emmagasinés dans des réservoirs et traversent des tuyaux pendant plusieurs milles.

Mais dire que le capital peut limiter la forme de l'industrie

ou la productivité de l'industrie, ce n'est pas dire que le capital limite l'industrie. Car la formule de l'économie politique courante, « le capital limite l'industrie, » ne veut pas dire que le capital limite la forme du travail ou la productivité du travail, mais qu'il limite l'exercice du travail. Cette proposition tire sa plausibilité de la supposition que le capital fournit au travail les matières premières et les moyens de subsistance, supposition qui, ainsi que nous l'avons vu, n'est pas fondée, et qui est même évidemment absurde du moment qu'on se rappelle que le capital est créé par le travail, et que par conséquent il faut que le travail existe avant que le capital puisse naître. Le capital peut limiter la forme et la productivité de l'industrie ; mais cela ne veut pas dire qu'il ne pourrait pas y avoir d'industrie sans capital ; pas plus qu'on ne peut dire que sans le métier mécanique il n'y aurait pas de tisssage ; sans la machine à coudre pas de couture ; sans la charrue pas de culture ; ou que dans une communauté composée d'un seul membre, comme dans celle de Robinson Crusoé, il ne pourrait y avoir de travail parce qu'il n'y aurait pas d'échange.

Et dire que le capital *peut* limiter la forme et la productivité de l'industrie c'est encore très différent que de dire qu'il le *fait*. Car les cas où l'on peut vraiment dire que la forme ou la productivité de l'industrie d'une communauté sont limitées par le capital, sont je crois plus théoriques que réels, ainsi que le prouverait l'étude des faits. Il est évident que dans un pays comme Mexico ou Tunis, l'emploi plus général et plus considérable du capital, changerait beaucoup les formes de l'industrie et augmenterait dans des proportions énormes ses capacités productives ; et l'on dit souvent en parlant de ces pays, qu'ils manquent de capital pour développer toutes leurs ressources. Mais n'y a-t-il pas quelque chose derrière cela, un manque de quelque chose qui implique le manque de capital ? N'est-ce pas la rapacité et les abus du gouvernement, le peu de sécurité de la propriété, l'ignorance et les préventions du peuple, qui em-

pèchent l'accumulation et l'emploi des capitaux? La vraie limitation ne vient-elle pas de là, et non du manque de capital dont on ne pourrait pas se servir même s'il y en avait? Nous pouvons, naturellement, imaginer une communauté dans laquelle le manque de capital serait le seul obstacle à l'accroissement de la productivité du travail, mais ce serait en imaginant une réunion de conditions qui doit exister rarement ou même jamais, sauf accidentellement et pendant peu de temps. Une communauté dans laquelle le capital a été balayé par la guerre, par une conflagration ou un tremblement naturel, ou, peut-être, une communauté composée d'hommes civilisés à l'instant jetés dans un pays nouveau, me paraissent seules fournir des exemples. Et l'on a souvent remarqué la rapidité avec laquelle le capital d'un emploi courant, se reforme dans une communauté qui a été éprouvée par la guerre, ainsi que la rapide production du capital dont usera habituellement une nouvelle communauté.

Je ne vois que de semblables conditions, rares et passagères, dans lesquelles la productivité du travail puisse être réellement limitée par le manque de capital. Car, bien que dans une communauté il puisse y avoir des individus qui, manquant de capital, ne peuvent appliquer leur travail aussi efficacement qu'ils le voudraient; cependant, tant qu'il y aura dans la communauté en général, un capital suffisant, la limitation réelle ne viendra pas du manque de capital, mais du manque de bonne distribution. Si un mauvais gouvernement enlève au travailleur son capital, si des lois injustes prennent au producteur la richesse avec laquelle il aiderait la production, et la mettent entre les mains de ceux qui ne sont que les pensionnaires de l'industrie, la limitation réelle de l'efficacité du travail, vient de ce que le gouvernement est mauvais, et non du manque de capital. Et il en est de même de l'ignorance, de la routine, qui empêchent l'usage du capital. Ce sont elles et non le manque de capital qui constituent réellement la limitation. Donner une scie circulaire à un Fuégien, ou une locomotive à un Bédouin,

ou une machine à coudre à la squaw d'une Tête-Plate, ce ne serait pas ajouter à l'efficacité de leur travail. Qu'on leur donne n'importe quelle autre chose et on n'ajoutera pas plus à leur capital, car toute richesse autre que celle qu'ils sont habitués à employer comme capital, sera consommée ou dissipée sans profit. Ce n'est pas le manque de semences et d'outils qui empêche l'Apache et le Sioux de cultiver le sol. Si on leur en fournissait, pour que cela produise quelque chose, il faudrait en même temps les empêcher de vagabonder, et leur apprendre à cultiver la terre. Si, dans la condition où ils sont actuellement, on leur donnait tout le capital d'une ville comme Londres, ce capital cesserait simplement d'être capital, car ils n'en emploieraient qu'une partie infinitésimale à s'équiper pour la chasse, et ne chasseraient même pas, tant que la partie bonne à manger du capital répandu sur eux, ne serait pas consommée. Le capital dont ils ont besoin, ils s'arrangent pour l'acquérir, et parfois malgré les plus grandes difficultés. Ces tribus sauvages chassent et combattent avec les meilleures armes que peuvent leur fournir les factories anglaises et américaines, elles sont au courant des dernières améliorations. C'est seulement si elles se civilisaient qu'elles chercheraient à acquérir d'autres genres de capital employés par les nations civilisées, ou que ces genres leur seraient d'un usage quelconque.

Pendant le règne de George IV, quelques missionnaires ramenèrent de la Nouvelle-Zélande en Angleterre, un chef nommé Hongi. Son extérieur noble, ses beaux tatouages attirèrent l'attention, et quand il repartit pour son pays, le monarque et quelques sociétés religieuses lui donnèrent une quantité considérable d'outils, d'instruments agricoles et de semences. Le chef reconnaissant employa ce capital à produire de la nourriture, mais il s'y prit d'une manière à laquelle n'avaient guère songé ses hôtes anglais. A Sydney, à son passage, il changea tous les présents contre des armes et des munitions, et arrivé chez lui il commença contre une autre tribu une guerre si heu-

reuse que sur le premier champ de bataille furent cuits et mangés trois cents prisonniers; Hongi préluda au principal repas en enlevant et en avalant les yeux, en suçant le sang chaud de son adversaire mortellement blessé, le chef de la tribu ennemie [1]. Mais aujourd'hui que leurs guerres autrefois constantes ont cessé, et que les descendants des Maoris ont adopté les habitudes européennes, il y en a parmi eux qui ont et emploient des capitaux considérables.

Ce serait également une erreur que d'attribuer les modes simples de production et d'échange, qui existent dans les nouvelles communautés, simplement à un manque de capital. Ces modes qui demandent de petits capitaux sont en eux-mêmes grossiers et inefficaces, mais quand on considère dans quelles conditions se trouvent ces communautés, ces modes se trouvent en réalité les plus efficaces. Une grande manufacture avec tous les perfectionnements nouveaux, est l'instrument le plus efficace qu'on ait jamais inventé pour transformer la laine ou le coton en étoffe, mais seulement là où il faut fabriquer de grandes quantités. Les vêtements nécessaires à un petit village seront faits avec bien moins de peine par le rouet et le métier à bras. Une presse perfectionnée imprimera, en n'occupant qu'un homme, plusieurs milliers d'exemplaires alors qu'un homme et un enfant n'en imprimeraient qu'une centaine avec une presse Stanhope ou Franklin; et cependant pour faire une petite édition d'un journal de province, la vieille presse sera la machine la plus convenable. Pour transporter de temps en temps deux ou trois passagers, un canot est un instrument meilleur qu'un bateau à vapeur; un cheval de somme transportera quelques sacs de farine avec une moins grande dépense de travail qu'un train; mettre un grand stock de marchandises dans un petit magasin sur une route de traverse menant aux grandes forêts non défrichées, ce serait gaspiller le capital. E

[1] *La Nouvelle-Zélande et ses habitants*, par le Rév. Richard Taylor. Londres, 183 Chap. xxi.

en général on trouvera que les moyens grossiers de production et d'échange qui naissent parmi les populations éparses des nouveaux pays, sont le résultat non pas tant du manque de capital, que de l'incapacité où l'on serait de l'employer d'une manière profitable.

Et de même que, quelque soit la quantité d'eau qu'on verse dans un seau il n'y entre que ce qu'il peut contenir, de même on n'emploie pas comme capital une quantité de richesse plus grande que ce que nécessitent les moyens de production et d'échange qui, étant données certaines conditions, intelligence, habitudes, sécurité, densité de population, etc., conviennent le mieux au peuple. Et je suis porté à penser que, règle générale, ce capital s'obtient toujours, que l'organisme social secrète la somme nécessaire de capital comme l'organisme humain dans des conditions de santé secrète la graisse nécessaire.

Mais si la quantité de capital limite jamais les forces productives de l'industrie et fixe ainsi un maximum que les salaires ne peuvent dépasser, il est évident que la pauvreté des masses dans les pays civilisés ne vient pas de la rareté du capital. Car non seulement les salaires n'atteignent nulle part la limite fixée par les forces productives de l'industrie, mais les salaires sont relativement les plus bas là où le capital est le plus abondant.

Les instruments de production excèdent évidemment dans les pays les plus progressifs, l'usage qu'on en fait, et une perspective quelconque d'emploi rémunérateur attire plus de capitaux qu'on n'en demande. Non seulement le seau est rempli, mais encore il déborde. Cela est si évident que non seulement les ignorants mais encore les économistes de réputation, attribuent la crise industrielle à l'abondance des instruments de production et à l'accumulation du capital; et l'on regarde la guerre destructrice du capital, comme une cause de réveil du commerce et d'élévation des salaires, idée qui indique une grande confusion de pensée à ce sujet, et que soutiennent, ce

qui est assez étrange, que soutiennent beaucoup de ceux qui croient que le capital occupe le travail et paie les salaires.

Notre but est de résoudre le problème auquel on a donné tant de réponses contradictoires. En établissant clairement ce qu'est réellement le capital, et à quoi il sert, nous avons franchi une première et importante difficulté. Mais ce n'est qu'un premier pas. Récapitulons et continuons.

Nous avons vu que la théorie courante qui fait dépendre les salaires du rapport entre le nombre des travailleurs et la somme de capital consacrée à l'emploi du travail ne s'accordait pas avec ce fait que les salaires et l'intérêt ne s'élèvent pas et ne baissent pas inversement, mais conjointement.

Cette contradiction nous ayant conduits à examiner les fondements de la théorie, nous avons vu qu'au contraire de l'idée courante, les salaires ne sont pas pris sur le capital mais viennent directement du produit du travail pour lequel on les paie. Nous avons vu que le capital n'avance pas les salaires, ne soutient pas les ouvriers, mais que ses fonctions sont d'aider le travail engagé dans la production en lui fournissant des outils, des semences, etc., et la richesse nécessaire pour poursuivre des échanges.

Nous sommes donc irrésistiblement conduits à des conclusions pratiques assez importantes pour justifier la peine prise pour les rendre sûres.

Car si les salaires sont pris, non sur le capital, mais sur le produit du travail, les théories courantes sur les rapports du capital et du travail sont invalidées, et tous les remèdes proposés soit par des professeurs d'économie politique, soit par des hommes travaillant, pour diminuer la pauvreté en augmentant le capital, ou en diminuant le nombre des ouvriers, ou en réduisant la production, doivent être condamnés.

Si chaque ouvrier en accomplissant son travail crée réellement le fonds dont est tiré son salaire, les salaires ne peuvent

être diminués par l'accroissement du nombre des ouvriers, mais comme au contraire l'efficacité du travail augmente d'une façon manifeste avec le nombre des ouvriers, plus il y a d'ouvriers, plus, toutes choses étant égales, les salaires devraient être élevés.

Mais la stipulation nécessaire « toutes choses étant égales, » soulève une question qui doit être abordée et résolue avant d'aller plus loin. Cette question est celle-ci : les forces productives de la nature tendent-elles à diminuer à mesure qu'augmentent les traites que tire sur elles la population s'accroissant ?

LIVRE II

POPULATION ET SUBSISTANCE

Dieu et la nature sont-ils donc en lutte
Pour que la nature donne des rêves si affreux ?
Elle paraît si soucieuse du type,
Et si indifférente à la vie individuelle.
TENNYSON.

CHAPITRE PREMIER.

LA THÉORIE DE MALTHUS, SA GENÈSE, SES APPUIS.

Derrière la théorie que nous venons d'étudier s'en trouve une autre qu'il nous faut maintenant considérer. La théorie courante des salaires a son plus ferme appui dans une doctrine acceptée également assez généralement, doctrine à laquelle Malthus a donné son nom, et d'après laquelle la population tendrait à s'accroître plus que ne le permettent les moyens de subsistance. Ces deux doctrines, qui vont l'une avec l'autre, règlent la réponse que l'économie politique courante donne au grand problème que nous essayons de résoudre.

J'espère que, grâce à ce qui précède, on est convaincu que la théorie qui fait dépendre les salaires du rapport entre le capital et les ouvriers, ne repose sur aucun fondement, et qu'on est surpris qu'elle ait pu être acceptée et conservée aussi longtemps. Il n'est pourtant pas étonnant que cette théorie soit née dans un état de société où le grand corps des travailleurs semblait dépendre, pour l'emploi et les salaires, d'une classe distincte de capitalistes, ni que, dans ces conditions, cette théorie se soit

maintenue parmi la masse des hommes qui prennent rarement la peine de distinguer la réalité de l'apparence. Ce qui est surprenant, c'est qu'une théorie que l'examen montre n'être pas fondée, ait été successivement acceptée par les penseurs distingués qui pendant le siècle actuel ont consacré leur intelligence à l'élucidation et au développement de la science de l'économie politique.

La seule explication possible de ce fait est dans l'acceptation générale de la théorie de Malthus. On n'a jamais mis à l'épreuve la théorie courante des salaires parce qu'elle paraissait aux économistes une vérité évidente par elle-même, appuyée qu'elle était sur la théorie de Malthus. Ces deux théories se mêlaient, se renforçaient et se défendaient l'une l'autre, et toutes deux trouvaient un appui additionnel dans un principe mis en avant dans les discussions de la théorie de la rente, et qui était celui-ci : passé un certain point, l'application du capital et du travail à la terre produit un revenu décroissant. Toutes deux donnaient, des phénomènes que présente une société organisée et progressant, une explication qui semblait convenir à tous les faits, et par là prévenait toute étude sérieuse.

Laquelle de ces deux théories est la plus ancienne, c'est ce qu'il est assez difficile de dire. La théorie de la population n'a été formulée de façon à avoir l'autorité d'un dogme scientifique que lorsque cela était déjà fait pour la théorie des salaires. Mais elles sont naturellement nées ensemble et elles se sont développées de même, elles ont existé sous une forme plus ou moins grossière longtemps avant qu'on ait essayé d'édifier un système d'économie politique. Il est évident, d'après plusieurs passages, que la théorie de Malthus, bien qu'il ne l'ait jamais développée, existait à l'état rudimentaire dans l'esprit d'Adam Smith ; et, à mon avis, c'est à cela qu'il faut attribuer, en grande partie, la fausse direction que prirent ses spéculations au sujet des salaires. Mais que cela soit, ou non, les deux théories sont si intimement liées l'une avec l'autre, elles se complètent si bien l'une

l'autre, que Buckle passant en revue l'histoire du développement de l'économie politique, dans son « Examen de l'intellect écossais pendant le XVIII^e^ siècle, » attribue à Malthus l'honneur d'avoir « prouvé d'une manière décisive » la théorie courante des salaires en formulant la théorie courante de la pression de la population sur la subsistance. Il dit dans son *Histoire de la civilisation en Angleterre*, vol. III, chap. V :

« A peine le XVIII^e^ siècle était-il terminé quand il fut prouvé d'une façon définitive que la récompense du travail dépend uniquement de deux choses : l'étendue du fonds sur lequel on paie tout travail, et le nombre des ouvriers entre lesquels on divise le fonds. Cet important degré ajouté à notre savoir l'a été surtout, mais pas entièrement, par Malthus dont l'ouvrage sur la population, outre qu'il marque une époque dans l'histoire de la pensée spéculative, a déjà produit des résultats pratiques considérables, et en fera probablement naître de plus grands encore. Cet ouvrage a été publié en 1798; Adam Smith était mort en 1790; il n'eût donc pas le plaisir, qui aurait été si grand pour lui, de voir comment ses propres idées étaient étendues plutôt que corrigées. En réalité il est certain que sans Smith il n'y aurait pas eu de Malthus; c'est-à-dire que si Smith n'avait pas édifié les fondations, Malthus n'aurait pas pu élever la superstructure. »

La fameuse doctrine qui a si profondément influencé la pensée, non seulement dans la sphère économique, mais encore dans les régions de la spéculation la plus haute, fut formulée par Malthus à peu près en ces termes : la tendance naturelle de la population (ainsi que le montre la croissance des colonies de l'Amérique du Nord) est de se doubler elle-même à peu près tous les vingt-cinq ans, s'accroissant ainsi suivant un rapport géométrique, tandis que les moyens de subsistance qu'on peut tirer de la terre « dans les circonstances les plus favorables à l'industrie humaine ne peuvent jque croître suivant un rapport arithmétique, c'est-à-dire ne peuvent tous les vingt-cinq ans

que s'augmenter d'une quantité égale à ce qu'ils sont aujourd'hui. » « Les effets nécessaires de ces deux rapports d'accroissement, produits ensemble, seront très frappants, » ajoute naïvement M. Malthus. Il les produit donc ensemble (chap. I) :

« Disons que la population de cette île est de onze millions d'habitants; et supposons le produit actuel égal à ce qu'il faut pour nourrir facilement ce nombre d'habitants. Dans les premiers vingt-cinq ans la population atteindrait vingt-deux millions, et la nourriture ayant aussi doublé, les moyens de subsistance seront égaux à cet accroissement. Dans les vingt-cinq ans qui suivront, la population serait de quarante-quatre millions, et les moyens de subsistance ne seraient suffisants que pour trente-trois millions d'individus. Dans la période suivante, la population atteindrait le chiffre de quatre-vingt-huit millions, et les moyens de subsistance ne pourraient suffire qu'à la moitié juste de ce nombre. A la fin du premier siècle, la population atteindrait le chiffre de cent soixante-seize millions, et les moyens de subsistance ne pourraient faire vivre que cinquante-cinq millions d'habitants : il y aurait donc cent vingt et un millions d'hommes qui manqueraient absolument du nécessaire pour vivre.

« Prenons la terre entière au lieu de cette île, en ne tenant naturellement pas compte de l'émigration; en supposant qu'il y ait mille millions d'habitants sur la terre, l'espèce humaine croîtra comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, et les moyens de subsistance comme les nombres 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. En deux siècles, la population serait aux moyens de subsistance comme 256 est à 9; en trois siècles, comme 4,096 est à 13, et en deux mille ans, la différence serait presque incalculable. »

Le fait physique qu'il n'y a pas plus d'hommes qu'il n'y a de moyens de subsistance, empêche naturellement un semblable résultat; et la conclusion de Malthus est que cette tendance de la population à s'accroître indéfiniment, doit être contrariée

soit par un frein moral imposé à la faculté reproductive, ou par les causes diverses qui augmentent la mortalité, causes qu'il résume en celles-ci, le vice et la misère. Il appelle les causes qui préviennent la propagation, un frein préventif; il appelle les causes qui accroissent la mortalité, un frein positif. Voilà la fameuse théorie, telle que Malthus l'a lui-même promulguée dans son *Essai sur la population*.

Il est tout à fait inutile d'appuyer sur l'erreur que renferme la supposition de rapports géométriques et arithmétiques d'accroissement; c'est un jeu sur les proportions qui atteint à peine la hauteur du jeu familier du lièvre et de la tortue, dans lequel un lièvre donne la chasse à une tortue pendant toute l'éternité sans jamais l'attraper. Cette supposition n'est nullement nécessaire à la doctrine de Malthus et a été complètement répudiée par quelques-uns de ceux qui ont pleinement accepté la doctrine, par exemple, par John Stuart Mill, qui en parle comme d' « une malheureuse tentative de donner de la précision à des choses qui ne l'admettent pas, et que toute personne capable de raisonner, doit regarder comme superflue dans l'argumentation [1]. » La population tend à augmenter plus vite que les moyens de subsistance, voilà dans son essence la doctrine de Malthus; et qu'on exprime cette différence par un rapport géométrique pour la population et un rapport arithmétique pour la subsistance, comme le fait Malthus; ou par un rapport constant pour la population et un rapport décroissant pour la subsistance, comme le fait Mill, ce n'est qu'une manière de changer l'exposition des choses sans changer les choses elles-mêmes. Le point important sur lequel tous deux sont d'accord, c'est, pour employer les mots mêmes de Malthus, « c'est qu'il y a une

[1] *Principes d'économie politique*, livre II, chap. IX, sect, 6. Quoiqu'en dise Mill, il est clair que Malthus lui-même attachait une grande importance à ses rapports géométriques et arithmétiques, et c'est probablement à eux aussi que Malthus doit une grande partie de sa renommée, parce qu'ils forment une de ces formules ronflantes qui, auprès de beaucoup de gens, ont plus de poids que les raisonnements les plus clairs.

tendance naturelle et un effort constant de la population à croître au delà des moyens de subsistance. »

La doctrine de Malthus, telle qu'on la présente aujourd'hui, peut être résumée ainsi, sous la forme où elle est la plus forte et la moins discutable :

La population, tendant constamment à augmenter, doit, quand on n'y apporte aucun frein, être refoulée par les limites de la subsistance, barrière non pas fixe, mais élastique en quelque sorte, qui rend progressivement toute recherche des moyens de subsistance de plus en plus difficile. Donc, partout où la reproduction a eu le temps d'affirmer son pouvoir, et n'a pas été réprimée par la prudence, il doit exister ce degré de besoin qui tiendra la population dans les limites des moyens de subsistance.

Bien qu'en réalité cette théorie ne soit pas plus incompatible avec le sentiment d'une adaptation harmonieuse faite par la sagesse et la bienfaisance créatrice, que la croyance commode qui jette la responsabilité de la pauvreté et de ce qui s'ensuit sur les décrets inscrutables de la Providence sans essayer de les découvrir, cependant, en faisant ouvertement du vice et de la souffrance les résultats nécessaires d'un instinct naturel auquel sont liées les affections les plus douces et les plus pures, elle entre rudement en lutte avec des idées profondément enracinées dans l'esprit humain, et a été combattue, sitôt son apparition, avec une amertume dans laquelle il y avait souvent plus de zèle que de logique. Mais elle a triomphalement résisté à l'épreuve, et malgré les réfutations de Godwin, les dénonciations de Cobbett et tous les traits qu'ont pu lui lancer le raisonnement, le sarcasme, le ridicule et le sentiment, elle est aujourd'hui reconnue dans le monde de la pensée comme une vérité acceptée, et par ceux-là même qui volontiers la repousseraient.

Les causes de son triomphe, les sources de sa force ne sont pas obscures. Appuyée, semblait-il, sur une vérité arithmé-

tique indiscutable, — la population augmentant continuellement doit finir par dépasser ce que la terre peut fournir de nourriture et même d'espace — la théorie de Malthus est encore soutenue par des analogies existant dans le règne animal et végétal, où la vie lutte partout contre les barrières qui tiennent en échec les différentes espèces, analogies auxquelles la pensée moderne, en détruisant les distinctions entre les différentes formes de la vie, a donné une valeur de plus en plus grande; de plus bien des faits saillants semblent la confirmer : par exemple la prédominance de la pauvreté, du vice, de la misère parmi les populations denses; l'effet général du progrès matériel qui augmente la population sans soulager la pauvreté; la croissance rapide du nombre des habitants dans les pays nouvellement exploités, et l'évident retard apporté à cette augmentation, dans les pays plus peuplés, par la mortalité observée dans les classes condamnées au besoin.

La théorie de Malthus fournit un principe général qui explique ces faits et d'autres semblables, et cette explication s'harmonise avec la doctrine qui enseigne que les salaires sont tirés du capital, et avec tous les principes qu'on en a déduits. Suivant la théorie courante des salaires, les salaires diminuent à mesure qu'une augmentation dans le nombre des ouvriers nécessite une plus grande division du capital; suivant la théorie de Malthus la pauvreté apparaît quand un accroissement de population nécessite une plus grande division des moyens de subsistance. Il n'y a plus qu'à identifier le capital à la subsistance, et le nombre des ouvriers à la population, identification que l'on trouve dans les traités connus d'économie politique, où les termes sont souvent convertis, pour rendre les deux propositions aussi identiques formellement qu'elles le sont substantiellement [1]. Et c'est ainsi, comme l'a établi Buckle dans le pas-

[1] On verra les effets de la doctrine de Malthus sur les définitions du capital en comparant (voyez pages 29, 30, 31) la définition de Smith, qui écrivit avant Malthus, avec les définitions de Ricardo, Mac Culloch et Mill, qui écrivirent après.

sage précédemment cité, que la théorie de la population exposée par Malthus est apparue pour donner une preuve décisive de la théorie des salaires formulée par Smith.

Ricardo, qui peu d'années après la publication de l'*Essai sur la population* corrigeait l'erreur dans laquelle était tombé Smith sur la nature et la cause de la rente, fournit à la théorie de Malthus un nouvel appui en appelant l'attention sur ce fait que la rente devrait augmenter à mesure que les besoins d'une population s'accroissant, forceraient à cultiver des terres de moins en moins productives, ou des points de moins en moins productifs de ces mêmes terres, ce qui expliquerait la hausse de la rente. C'est ainsi que se forma la triple combinaison dans laquelle la théorie de Malthus se trouva étayée de deux côtés, — par la théorie des salaires antérieurement acceptée, et par la théorie plus récente de la rente, qui toutes deux offraient des exemples spéciaux de l'opération du principe général auquel est attaché le nom de Malthus, — la baisse des salaires et la hausse des rentes qui suivent l'accroissement de population n'étant que des modes différents où se manifeste la pression de la population sur la subsistance.

Ayant ainsi pris sa place dans la charpente même de l'économie politique (car cette science n'a subi aucun changement ou amélioration matériels depuis Ricardo, bien qu'elle ait été éclaircie dans quelques points secondaires), la théorie de Malthus, bien qu'incompatible avec les sentiments déjà cités, ne l'est pas avec d'autres idées qui, dans les pays anciens au moins, dominent en général dans les classes ouvrières; au contraire elle s'harmonise avec elles comme le fait la théorie des salaires qui lui sert d'appui, et qu'elle supporte à son tour. Pour l'artisan la cause des salaires bas, et de l'impossibilité de trouver du travail, c'est évidemment la compétition causée par la pression du nombre, et dans les demeures malpropres de la pauvreté qu'est-ce qui paraît plus clair que le trop grand nombre d'individus?

Mais la grande cause du triomphe de cette théorie c'est qu'au lieu de menacer quelque droit établi, ou d'aller contre quelque intérêt puissant, elle est éminemment agréable et rassurante pour les classes qui, ayant en main la force que donne la richesse, dominent la pensée. Dans un temps où les vieux appuis s'écroulaient, elle vint à la rescousse des privilèges spéciaux par lesquels un petit nombre monopolise la plus grande partie des bonnes choses de ce monde, donnant une cause naturelle au besoin et à la misère qui, si on les avait attribués aux institutions politiques, auraient condamné tout gouvernement sous lequel on les aurait trouvés. L'*Essai sur la Population* était ouvertement une réponse à l'*Enquête sur la Justice politique* de William Godwin, ouvrage qui affirmait le principe de l'égalité humaine ; et son but était de justifier l'inégalité existante en en attribuant la responsabilité non aux institutions humaines, mais aux lois du Créateur. Il n'y avait rien de neuf là-dedans, car Wallace, près de quarante ans auparavant avait signalé le danger d'une multiplication excessive comme étant la réponse aux demandes de justice et de distribution égale de la richesse; mais les circonstances firent que la même idée, présentée par Malthus, fut particulièrement agréable à la classe influente chez laquelle l'explosion de la Révolution française avait fait naître une crainte excessive de toute mise en question de l'état actuel des choses.

Aujourd'hui comme alors, la doctrine de Malthus prévient toute demande de réforme, et met l'égoïsme à l'abri de toute question de la conscience, en proclamant l'existence d'une nécessité inévitable. Elle fournit une philosophie grâce à laquelle le riche peut quand il dîne chasser l'image de Lazare qui meurt de faim devant sa porte ; grâce à laquelle le riche peut, la conscience tranquille, boutonner ses poches quand le pauvre demande une aumône, et le chrétien opulent s'incliner le dimanche sur son banc confortable pour implorer les dons du Père universel, sans se sentir aucunement responsable de la misère

malpropre qui s'envenime dans un coin près de là. Car d'après cette théorie il ne faut attribuer la pauvreté, le besoin, la faim, ni à l'avidité individuelle, ni aux mauvais arrangements sociaux ; ces malheurs sont les résultats inévitables de lois universelles, avec lesquelles il est aussi impossible, ou du moins aussi inutile de vouloir lutter qu'avec la loi de la gravitation. De cette façon, celui qui, au milieu du besoin, a amassé des richesses, n'a fait que se garantir, dans une petite oasis, du sable qui sans cela l'aurait englouti. Il a gagné pour lui l'aisance, mais n'a fait de mal à personne. Et même si le riche obéissait littéralement aux injonctions du Christ et partageait ses biens avec les pauvres, il n'y aurait rien de gagné. La population augmenterait pour se trouver de nouveau pressée dans les limites de la subsistance ou du capital, et l'égalité produite ne serait que l'égalité d'une misère commune. C'est ainsi que toute réforme heurtant les intérêts d'une classe puissante a été repoussée comme inutile. Comme la loi morale défend de s'emparer des méthodes par lesquelles la loi naturelle se débarrasse du surplus de population, et réprime une tendance d'accroissement assez puissante pour presser sur la surface du globe des êtres humains, comme des sardines sont pressées dans une boîte, il n'y a réellement rien à faire, soit par un effort individuel ou par des efforts collectifs, pour extirper la pauvreté, rien qu'à avoir confiance en l'efficacité de l'éducation, et à prêcher la nécessité de la prudence.

Une théorie qui rentrait dans les habitudes de pensée des classes pauvres, qui justifiait l'avidité du riche et l'égoïsme du puissant, devait se répandre rapidement, et prendre racine profondément. Tel a été le cas de la théorie de Malthus.

Depuis quelques années le changement rapide qui s'est opéré dans les idées sur l'origine de l'homme et la genèse des espèces a apporté un nouveau renfort à la doctrine de Malthus. On peut facilement montrer que Buckle avait raison quand il disait que la promulgation de la théorie de Malthus marque une époque dans l'histoire de la pensée spéculative ; mais retracer son in-

fluence dans les domaines les plus élevés de la philosophie (et le propre ouvrage de Buckle en serait un exemple), cela dépasserait les limites de notre étude, malgré l'intérêt que cela présenterait. Mais dans cette revue des ressources dont la théorie tire sa force actuelle, il ne faut pas oublier l'appui bien plus original et plus sérieux qu'apporta à la théorie de Malthus la nouvelle philosophie de l'évolution aujourd'hui répandue dans toutes les directions. De même qu'en économie politique l'appui donné par la théorie des salaires et par la théorie de la rente aida à élever la théorie de Malthus au rang de vérité centrale, de même l'extension d'idées semblables au développement de la vie sous toutes ses formes, eut pour effet de la placer dans une position plus haute et moins attaquable. Agassiz, qui, jusqu'à sa mort, fut un adversaire zélé de la nouvelle philosophie, parlait du Darwinisme comme du « Malthus en grand [1], » et Darwin lui-même disait que la lutte pour l'existence « est la doctrine de Malthus appliquée avec une force multiple au règne animal et végétal tout entier [2]. »

Il ne me semble pourtant pas absolument correct de dire que la théorie du développement par la sélection naturelle ou survivance du plus fort est du Malthus étendu, car la doctrine de Malthus n'impliquait pas à l'origine, et n'implique pas nécessairement l'idée de progression. Mais on l'y a bientôt ajoutée. Mac Culloch [3] attribue au « principe d'accroissement » le progrès social et artistique, et déclare que la pauvreté qu'il engendre agit comme un stimulus puissant sur le développement de l'industrie, l'extension de la science et l'accumulation de la richesse par les classes supérieures et moyennes, stimulus sans lequel la société tomberait bientôt dans l'apathie et la décadence. Qu'est-ce ceci, sinon notre acceptation pour ce qui concerne la

[1] Discours prononcé devant le Conseil d'Agriculture du Massachussetts, 1872. — Rapport au Ministère de l'Agriculture aux États-Unis, 1873.

[2] *Origine des espèces*, chap. III.

[3] Note IV à la *Richesse des nations*.

société humaine, des effets heureux de la « lutte pour l'existence » et de la « survivance des plus forts, » qui, nous dit-on en s'appuyant sur la science naturelle, ont été les moyens employés par la nature pour produire les formes infiniment diversifiées et merveilleusement adaptées que présente la vie sur le globe? Qu'est-ce, si ce n'est la reconnaissance de la force qui, en apparence cruelle et sans remords, a cependant dans le cours d'âges innombrables développé la myo des sables d'un type inférieur; le singe, de la myo; l'homme, du singe, et le XIX^e^ siècle de l'âge de pierre?

Ainsi recommandée et prouvée en apparence, ainsi rattachée et appuyée, la théorie de Malthus, — la théorie qui enseigne que la pauvreté est due à l'excès de la population par rapport aux moyens de subsistance, ou, pour mettre la même chose sous une autre forme, que la tendance à l'accroissement du nombre des ouvriers doit toujours tendre à réduire les salaires au minimum avec lequel les ouvriers peuvent vivre et se reproduire, — est maintenant généralement acceptée comme une vérité indiscutable, à la lumière de laquelle on peut expliquer les phénomènes sociaux, comme pendant des siècles on a expliqué les phénomènes du monde sidéral en supposant que la terre était fixe, ou les faits géologiques en s'appuyant sur le récit mosaïque. Si l'autorité était la seule chose qui fût à considérer, il faudrait presque autant d'audace pour nier formellement cette théorie qu'il en a fallu à ce prédicateur de couleur qui récemment est parti en guerre contre l'opinion que la terre tourne autour du soleil; car, sous une forme ou sous une autre, la doctrine de Malthus a reçu un tel accueil du monde intellectuel qu'on la retrouve dans la meilleure littérature comme dans la plus ordinaire. Elle a été acceptée par les économistes, les hommes politiques, les historiens, les naturalistes; par les congrès s'occupant de science sociale, et par les trades-unions; par les ecclésiastiques et par les matérialistes; par les conservateurs les plus stricts et par les radicaux les plus absolus. Et ceux qui n'ont jamais entendu par-

ler de Malthus et ceux qui n'ont pas la moindre idée de sa théorie, la professent et en raisonnent.

Néanmoins, comme la théorie courante des salaires a dû s'évanouir devant un examen sérieux, de même je crois que sa jumelle, la théorie de Malthus, doit disparaître devant l'étude des faits. En prouvant que les salaires ne sont pas tirés du capital, nous avons soulevé de terre cet Antée.

CHAPITRE II.

ÉTUDE DES FAITS.

L'acceptation de la théorie de Malthus et la haute autorité dont elle a été revêtue font qu'il m'a semblé nécessaire de revoir les causes qui ont contribué à lui donner une si grande influence dans la discussion des questions sociales.

Mais quand nous soumettrons la théorie elle-même à l'épreuve d'une analyse approfondie, je crois que nous la trouverons aussi insoutenable que la théorie courante des salaires.

D'abord les faits qui sont cités à l'appui de cette théorie ne sont pas concluants, et les analogies invoquées ne lui apportent aucun soutien.

En second lieu, il y a des faits qui la réfutent complètement.

Je vais au cœur de la question en disant que rien ne justifie, par expérience ou par analogie, la supposition qu'il y a une tendance de la population à augmenter plus vite que les moyens de subsistance. Les faits cités pour prouver cette tendance montrent simplement que là où, par l'effet de l'éparpillement de la population, comme dans les pays nouveaux, là où par l'effet de la distribution inégale de la richesse, comme parmi les classes pauvres des pays anciens, la vie humaine est occupée par les nécessités physiques de l'existence, la tendance de la reproduc-

tion est parfois, lorsqu'elle n'est pas réfrenée, trop développée par rapport aux moyens de subsistance. Mais il n'est pas légitime d'inférer de ceci que cette tendance aurait la même force si la population était suffisamment dense, et la richesse distribuée avec une égalité suffisante, pour élever une communauté entière au-dessus de la nécessité de consacrer toutes ses forces à lutter seulement pour vivre. On ne peut pas non plus supposer que cette tendance, en causant la pauvreté, doive empêcher l'existence d'une semblable communauté; car ce serait supposer le point en question et tourner dans un cercle. Et même en admettant que cette tendance doive en fin de compte produire la pauvreté, on ne peut pas dire que la pauvreté existante est entièrement due à cette cause, à moins qu'on ne prouve qu'il n'y a pas d'autre cause à laquelle on puisse attribuer la pauvreté, chose absolument impossible dans l'état actuel du gouvernement, des lois et des coutumes.

C'est ce que montre l'*Essai sur la Population* lui-même. Ce livre fameux, dont on parle plus souvent qu'on ne le lit, mérite cependant bien une lecture, ne serait-ce que par curiosité littéraire. Le contraste entre les mérites du livre lui-même et l'effet qu'il a produit ou qu'on lui attribue (car bien que Sir James Stewart, M. Townsend, et d'autres, partagent avec Malthus la gloire d'avoir découvert le « principe de population, » c'est l'*Essai sur la Population* qui l'a mis en avant), est, à ce qu'il me semble, une des choses les plus remarquables dans l'histoire de la littérature; et il est aisé de comprendre pourquoi Godwin, dont la *Justice Politique* avait provoqué l'*Essai sur la Population*, a, jusque dans sa vieillesse, dédaigné de répondre. Malthus commence par supposer que la population tend à augmenter suivant une progression géométrique, tandis que la subsistance, en mettant les choses au mieux, n'augmente que suivant une progression arithmétique, supposition aussi valable, et pas plus, que celle qu'on tirerait de ce fait : un petit chien double la longueur de sa queue pendant qu'il ajoute autant de livres à son

poids, affirmons donc une progression géométrique de queue et une progression arithmétique de poids. Et la déduction tirée de la supposition ressemble à celle que Swift dans une satire aurait pu attribuer aux savants d'une île auparavant sans chiens; ces savants en rapprochant les deux progressions auraient pu en déduire cette « conséquence frappante » que, en même temps que le chien atteint un poids de cinquante livres, sa queue doit dépasser un mille de long et devenir très difficile à remuer, qu'il faut donc, si on ne veut pas en venir aux amputations constantes comme remède positif, prévenir le mal par un bandage. Après avoir commencé par une semblable absurdité, l'essai renferme une longue argumentation en faveur de l'imposition d'un droit sur l'importation, et le paiement d'une prime sur l'exportation des grains, idée qu'on a depuis longtemps renvoyée aux limbes des erreurs condamnées. Et dans tout le cours de l'ouvrage on trouve des passages qui prouvent de la part du vénérable gentleman l'incapacité la plus ridicule de pensée logique, comme par exemple quand il dit que, si les salaires étaient augmentés par jour de dix-huit pence ou deux shellings à cinq shellings, la viande augmenterait nécessairement de prix de huit ou neuf pence par livre à deux ou trois shellings, et que par conséquent la condition des classes ouvrières ne serait pas améliorée; c'est une manière de présenter les faits que je ne peux mettre en parallèle qu'avec ce que me soutint une fois très gravement un certain imprimeur : parce qu'un auteur qu'il avait connu avait quarante ans quand lui en avait vingt, il déclarait que l'auteur devait maintenant avoir quatre-vingts ans puisque lui (l'imprimeur) en avait quarante. Cette confusion de pensée ne perce pas seulement de temps en temps, elle caractérise l'ouvrage entier[1]. Le corps du livre est occupé par ce qui est en réalité une

[1] Les autres ouvrages de Malthus, bien qu'écrits après qu'il fût devenu célèbre, n'ont aucune importance, et sont traités avec dédain même par ceux qui trouvent que l'*Essai* est une grande découverte. L'*Encyclopédie Britannique*, par exemple, bien qu'acceptant pleinement la théorie de Malthus, dit de son *Économie politique* : « C'est un ouvrage mal composé qui n'expose ni pratiquement ni scientifiquement

réfutation de ce qu'avance le livre, car la revue de ce que Malthus appelle les freins positifs à l'excès de population, prouve simplement que les résultats qu'il attribue à l'excès de population ont actuellement d'autres causes. De tous les cas cités, et à ce sujet le monde entier, ou à peu près, est passé en revue, dans lesquels le vice et la misère arrêtent l'accroissement, soit en limitant le nombre des mariages, soit en abrégeant la longueur de la vie humaine, il n'y en a pas un seul dans lequel on puisse attribuer au vice et à la misère l'accroissement actuel du nombre de bouches dépassant la force des mains qui les accompagnent pour les nourrir; mais dans chaque cas on voit le vice et la misère naître soit de l'ignorance et de la rapacité, soit d'un mauvais gouvernement, de lois injustes, ou d'une guerre destructive.

Et ce que Malthus n'a pas su prouver, personne ne l'a su depuis lui. On peut inspecter le globe entier, fouiller dans l'histoire, et chercher vainement un exemple d'un grand pays [1] où la pauvreté et le besoin soient uniquement attribuables à l'excès de population. Quelque soient les dangers possibles renfermés dans la puissance d'accroissement de l'humanité, ils n'ont encore jamais éclaté. Quelqu'ils puissent être parfois, ce n'est pas encore là le mal dont a souffert l'humanité. La population tendant toujours à dépasser les limites que lui imposent les moyens de subsistance! Comment se fait-il alors que notre globe, depuis les milliers ou les millions d'années que l'homme y habite, ait encore une population si clairsemée? Comment se fait-il

le sujet. Il est en grande partie rempli par un examen de certaines doctrines de M. Ricardo, et d'une étude sur la nature et les causes de la valeur. Rien n'est moins satisfaisant que ces discussions. En réalité, jamais M. Malthus n'a eu une idée claire des théories de M. Ricardo, ou des principes qui déterminent la valeur en échange de différents articles. »

[1] Je dis un grand pays parce qu'il peut y avoir de petites îles, comme les îles Pitcairn, privées de communications avec le reste du monde, ne connaissant par conséquent aucun des échanges nécessaires aux modes perfectionnés de production naissant à mesure que la population augmente de densité, qui peuvent sembler offrir de semblables exemples. Un moment de réflexion montrera que ce sont des cas exceptionnels et hors de cause.

alors que tant de ruches de la vie humaine soient aujourd'hui désertes, que des champs jadis cultivés soient aujourd'hui couverts de broussailles, et que les bêtes sauvages lèchent leurs petits là où s'agitaient autrefois des foules humaines affairées!

Il est de fait que pendant que nous comptons des millions d'hommes comme accroissement de population, nous perdons de vue — bien que ceci soit un fait — que dans ce que nous connaissons de l'histoire du monde, la décroissance de population est aussi commune que l'augmentation. Quant à savoir si aujourd'hui la population entière du globe est plus considérable qu'à une période antérieure quelconque, nous ne pouvons là-dessus faire que des conjectures. Depuis que Montesquieu, au commencement du siècle dernier, affirmait (et cela devait être alors l'impression dominante) que la population de la terre a beaucoup diminué depuis l'ère chrétienne, l'opinion a complètement changé. Mais des recherches et explorations nouvelles ont donné du crédit à ce qu'on avait d'abord considéré comme des récits exagérés des historiens et voyageurs anciens, elles ont révélé des indices de populations plus denses et de civilisations plus avancées qu'on ne le soupçonnait, et d'une antiquité plus haute de la race humaine. Et en fondant notre estimation de la population sur le développement du commerce, sur le développement des arts, sur la grandeur des villes, nous serons plutôt conduits à estimer trop bas la densité de la population que la culture intensive, caractéristique des civilisations primitives, pouvait soutenir, particulièrement là où l'on avait recours aux irrigations. Comme nous pouvons le voir dans les districts très cultivés de la Chine et de l'Europe, une population très considérable, ayant des habitudes simples, peut exister alors même que le commerce est peu développé, que les arts dans lesquels le progrès moderne a été le plus marqué sont encore en enfance, et que la tendance que montrent les populations modernes à se concentrer dans la ville, n'existe pas[1].

[1] Comme le prouve la carte des *Races natives* de H. H. Bancroft, l'État de Ver-

Le seul continent qui compte assurément un plus grand nombre d'habitants qu'autrefois, c'est l'Europe. Mais ceci n'est pas vrai de toutes les parties de l'Europe. Il est certain que la Grèce, les îles de la Méditerranée, la Turquie d'Europe, probablement l'Italie et peut-être l'Espagne, ont été plus peuplées qu'aujourd'hui, et cela peut encore être vrai de certaines parties du nord-ouest, est, et centrales de l'Europe.

L'Amérique aussi a augmenté de population pendant le temps où nous savons quelque chose d'elle; mais cette augmentation n'est pas aussi considérable qu'on le suppose en général, quelques estimations donnant au Pérou seul, lors de la découverte, une population plus nombreuse que celle qui existe aujourd'hui dans toute l'Amérique du sud. Tout porte à croire que la population a été déclinant en Amérique avant la découverte. Quelles grandes nations ont rempli leur carrière, quels empires se sont élevés puis sont tombés, dans « ce nouveau monde qui est l'ancien, » c'est ce que nous pouvons seulement imaginer. Mais des fragments de ruines considérables attestent l'existence d'une civilisation et d'une grandeur disparues; au milieu des forêts tropicales du Yucatan et de l'Amérique centrale on trouve les restes de grandes cités oubliées déjà lors de la conquête espagnole; Mexico, lorsque Cortez y arriva, montrait la superposition d'un état de barbarie à un développement social supérieur, et dans une grande partie de ce qui est aujourd'hui les États-Unis, on trouve des remparts disséminés qui prouvent l'existence d'une population relativement dense, et çà et là, comme dans les mines de cuivre du lac supérieur, des traces

Cruz n'est pas une partie du Mexique remarquable par ses antiquités. Cependant Hugo Fink, de Cordova, écrivant au *Smithsonian Institute* (Rapports, 1870), dit qu'il n'y a pas dans tout le pays un pied de terrain où l'on ne trouve, en creusant, un morceau de couteau en silex ou des débris de poterie; que tout le pays est traversé de lignes parallèles de pierres destinées à retenir la terre dans la saison des pluies, ce qui prouve que la terre la plus pauvre elle-même a été employée, et qu'il est impossible de ne pas arriver à accepter cette conclusion que la population y était au moins aussi dense qu'elle l'est à présent dans les parties les plus peuplées de l'Europe.

d'un art supérieur à celui que connaissaient les Indiens quand les blancs entrèrent en relation avec eux.

Quant à l'Afrique, il ne peut y avoir de doute. Le nord de l'Afrique ne contient qu'une fraction de la population qu'elle a eue dans les anciens temps; la vallée du Nil a renfermé jadis une population énorme en comparaison de celle d'aujourd'hui, tandis que dans le sud du Sahara rien ne prouve qu'il y ait eu un accroissement depuis les temps historiques, et là, la traite des noirs a certainement amené la dépopulation.

Pour l'Asie, qui même aujourd'hui, renferme plus de la moitié de la race humaine, bien qu'au point de vue de la densité, elle soit moitié moins peuplée que l'Europe, nous avons des indications qui montrent que l'Inde et la Chine ont été beaucoup plus peuplées que maintenant, et que ce grand terrain producteur d'hommes d'où sont partis des essaims entiers pour l'Inde et la Chine puis pour l'Europe, a dû être bien plus populeux. Là où le changement est le plus marqué, c'est en Asie Mineure, en Syrie, en Babylonie, en Perse, dans tout le pays en un mot qu'avaient soumis les armées conquérantes d'Alexandre. Là où furent jadis de grandes cités et des foules immenses, on trouve aujourd'hui des villages malpropres et des déserts stériles.

Parmi toutes les théories qui ont été énoncées, il est étrange qu'on n'ait pas répandu l'idée qu'il y a sur la terre une quantité fixée de vie humaine. Cela s'accorderait en tous cas mieux avec les faits historiques, que ne le fait l'idée d'une tendance excessive de population. Il est clair qu'ici la population diminue et que là elle augmente; ses centres ont changé; de nouvelles nations sont nées, de vieilles nations ont décliné; des pays à peine connus sont devenus populeux, et les pays populeux, déserts; mais aussi loin que nous pouvons remonter sans tomber dans l'âge des suppositions, rien ne nous prouve un accroissement continu de population, ou même un accroissement périodique. Autant que nous pouvons nous en rendre compte, jamais les

pionniers des peuples n'ont avancé dans des terres complètement inhabitées, leur marche a toujours été une bataille contre quelque autre peuple possédant antérieurement la terre; derrière des empires que nous connaissons obscurément, apparaissent dans le lointain les fantômes d'empires plus vaguement entrevus encore. Que la population du monde ait commencé par être très peu de chose, c'est ce que nous affirmons hardiment, car nous savons que pendant une certaine époque géologique la vie humaine ne pouvait exister, et nous ne pouvons croire que les hommes soient nés tous ensemble comme des dents de dragon semées par Cadmus; cependant à travers les échappées de vue où l'histoire, la tradition, les antiquités jettent une lumière qui se perd vite en faibles rayons, nous pouvons discerner de grandes populations. Et pendant ces longues périodes le principe de population n'a pas été assez fort pour remplir le monde, ou même autant que nous pouvons en juger, pour augmenter matériellement sa population totale. Étant données ses capacités pour entretenir la vie humaine, la terre dans son ensemble est encore peu peuplée.

Il y a un autre fait très général qui ne peut manquer de frapper quiconque regarde au delà de la société moderne. Malthus enseigne comme loi universelle que la tendance naturelle de la population est de dépasser les moyens de subsistance. Si cette loi est vraie, elle doit se manifester partout où la population atteint une certaine densité, comme le font les grandes lois naturelles. Comment se fait-il alors que ni dans les croyances et les codes classiques, ni dans ceux des Juifs, des Égyptiens, des Hindous, des Chinois, ni parmi les peuples qui ont formé des associations étroites, des croyances et des codes, nous ne trouvions aucun encouragement à la pratique de ces contraintes prudentes que conseille Malthus; mais qu'au contraire la sagesse des siècles, les religions du monde, aient toujours enseigné comme un devoir civique et religieux, l'opposé de ce que l'économie politique courante conseille, de ce que Annie

Rosant essaie en ce moment de populariser en Angleterre?

Et l'on doit se rappeler que des sociétés ont existé où la communauté garantissait à chaque membre un emploi et des moyens de subsistance. John Stuart Mill dit (livre II, chap. XII, section II) que, accorder cette garantie sans régler les mariages et les naissances, c'est produire un état général de misère et de dégradation. « Ces conséquences, » dit-il, « ont été si souvent et si clairement signalées par des auteurs connus, qu'il est impardonnable aux personnes instruites de les ignorer. » Cependant à Sparte, au Pérou, dans le Paraguay, et dans les communautés industrielles qui semblent, presque partout, avoir constitué l'organisation agricole primitive, on paraît avoir été dans l'ignorance profonde de ces terribles conséquences d'une tendance naturelle.

A côté de ces faits très généraux, il y a des faits qui ressortent de l'expérience de chacun, et qui semblent absolument en désaccord avec cette tendance excessive à la multiplication. Si la tendance à la reproduction est aussi puissante que le suppose Mathus, comment se fait-il que si souvent des familles s'éteignent, et des familles qui ne connaissent pas le besoin! Comment se fait-il donc, lorsque toute prime est offerte par des titres héréditaires et des possessions héréditaires, non seulement au principe d'accroissement, mais à la conservation de la science généalogique, et à la preuve de la descendance, que dans une aristocratie comme celle de l'Angleterre, tant de pairies tombent, et que de siècle en siècle on soit obligé de faire des créations nouvelles de pairs pour conserver la Chambre haute?

Pour trouver un exemple solitaire d'une famille ayant duré très longtemps, bien qu'ayant sa subsistance assurée, et étant comblée d'honneurs, il faut que nous le cherchions dans la Chine immuable. Là existent encore les descendants de Confucius, et ils jouissent de privilèges particuliers et d'une grande considération, si bien qu'ils forment en réalité la seule aristo-

cratie héréditaire. D'après la supposition que la population tend à doubler tous les vingt-cinq ans, ils devraient être, 2,150 ans après la mort de Confucius, 859,559,193,106,709,670,198, 710, 528. Au lieu de ce nombre inimaginable, les descendants de Confucius, 2,150 ans après sa mort, sous le règne de Kanghi, étaient 11,000 mâles, ou disons 22,000 âmes. Cela fait une grande différence, d'autant plus frappante si l'on se rappelle que la considération en laquelle on tient cette famille à cause de son ancêtre « le plus saint des anciens maîtres, » a dû empêcher toute application du frein positif, et que les maximes de Confucius sont loin d'enseigner la pratique du frein de prudence.

Cependant on peut dire que même cet accroissement est très considérable. Vingt-deux mille personnes descendant d'un seul couple en 2,150 ans, voilà qui est loin de la progression de Malthus, et qui cependant suggère l'idée d'un encombrement possible.

Examinons la chose. Un accroissement de descendants ne prouve pas un accroissement de population. Smith et sa femme ont un fils et une fille qui respectivement épousent la fille et le fils de quelqu'un d'autre, et ont chacun deux enfants. Smith et sa femme auront ainsi quatre petits-enfants; mais cela ne fera pas une génération plus nombreuse que l'autre; chaque enfant ayant quatre grands-parents. En supposant que cela se renouvelle, les descendants finiront par être des centaines, des milliers, des millions; mais dans chaque génération de descendants il n'y aura pas plus d'individus qu'il n'y en avait dans une génération quelconque d'ancêtres. Le tissu des générations est comme une toile où les fils sont en treillis ou en diagonales. En commençant à un point quelconque du sommet, les yeux suivent des lignes qui à la fin divergent considérablement; mais en commençant à un point quelconque de la fin, les yeux suivent des lignes qui divergent de la même façon vers le sommet. Combien un homme peut-il avoir d'enfants, c'est problé-

matique, mais qu'il a deux parents voilà qui est certain, et que ceux-ci ont également eu chacun deux parents, voilà qui est encore certain. En suivant cette progression géométrique à travers quelques générations n'arrivons-nous pas à des « conséquences aussi frappantes » que celles de M. Malthus peuplant les systèmes solaires?

Que ces considérations nous conduisent à une étude plus sérieuse. J'affirme que les cas cités communément comme des exemples de population excessive, ne supportent pas l'examen. C'est dans l'Inde, la Chine, l'Irlande que l'on prend les plus forts de ces cas. Dans chacun de ces pays de grands nombres d'hommes sont morts de faim, ou sont réduits à la misère la plus abjecte, ou à l'émigration. Est-ce réellement le résultat d'un excès de population?

En comparant la population totale à la surface totale, l'Inde et la Chine sont loin d'être les pays du monde où la population est la plus dense. Suivant les estimations de MM. Behm et Wagner, l'Inde n'a que 132 habitants par mille carré, la Chine 119; tandis que la Saxe a 442 habitants par mille carré, la Belgique 441, l'Angleterre 422, les Pays-Bas 291, l'Italie 234, et le Japon 233 [1]. Il y a donc dans ces deux pays de grands espaces inoccupés ou incomplètement occupés, et même leurs parties les plus peuplées pourraient, sans aucun doute, faire vivre une population plus nombreuse, dans de meilleures conditions, car dans ces deux pays le travail est appliqué à la production d'une façon aussi grossière et aussi peu productive que possible, pendant que de grandes ressources naturelles sont absolument négligées. Cela ne tient nullement à une inca-

[1] Je prends ces chiffres dans le *Smithsonian Report* de 1873, en laissant de côté les décimales. MM. Behm et Wagner portent la population de la Chine à 446,500,000 habitants, tandis que d'autres la réduisent au chiffre de 150,000,000. Ils portent la population de l'Inde au chiffre de 206,225,580, ce qui fait 132.29 habitants par mille carré; celle de Ceylan à 2,405,287, ou 97.36 au mille carré; ils estiment que la population du monde est de 1,377,000,000 âmes, ce qui fait une moyenne de 26.64 par mille carré.

pacité innée chez le peuple, car les Hindous, ainsi que l'a montré la philologie comparée, sont de notre sang, et la Chine possédait une civilisation très développée, et les rudiments des inventions modernes les plus importantes alors que nos ancêtres étaient des sauvages errants. Cela vient de la forme qu'a revêtue dans ces deux pays l'organisation sociale, qui a enchaîné la puissance productive, et privé l'industrie de sa récompense.

Depuis un temps immémorial les classes ouvrières dans l'Inde ont été refoulées par les exactions et l'oppression dans un état de dégradation sans remède et sans espoir. Pendant des siècles et des siècles le cultivateur du sol s'est estimé heureux quand un bras plus fort que le sien lui laissait sur le produit de son travail, de quoi se nourrir et semer l'année suivante ; là, nulle part on ne pouvait accumuler en sûreté du capital et surtout l'employer un peu largement à aider la production ; toute richesse qu'on pouvait arracher au peuple était en la possession de princes qui ne valaient guère mieux que des chefs de voleurs disséminés dans le pays, ou entre les mains de leurs fermiers ou de leurs favoris; et elle était gaspillée en un luxe inutile ou pire qu'inutile, pendant que la religion qui s'était transformée en une superstition terrible et compliquée, tyrannisait les esprits comme la force physique tyrannisait les corps. Dans de semblables conditions, les seuls arts qui pussent prospérer étaient ceux qui servaient l'ostentation et le luxe des puissants. Les éléphants du rajah brillaient sous l'or merveilleusement travaillé, et les parasols, symboles de sa puissance royale, étincelaient de pierres précieuses ; mais la charrue du ryot n'était qu'un bâton dégrossi. Les femmes du rajah s'enveloppaient de mousselines si fines qu'on les appelait un souffle tissé, mais les instruments des artisans étaient tout ce qu'il y a de plus pauvre et de plus grossier, et tout commerce ne pouvait se faire qu'à la dérobée.

N'est-il pas évident que cette tyrannie et cette insécurité ont produit la misère et la famine dans l'Inde; et que ce n'est pas, comme le dit Buckle, l'excès de population par rapport aux

moyens de subsistance, qui a produit la misère, et la misère la tyrannie[1]. Le Rév. William Tennant, chapelain au service de la Compagnie des Indes orientales, qui écrivait en 1796, deux ans avant la publication de l'*Essai sur la Population*, disait :

« Quand on pense à la grande fertilité de l'Hindoustan, on s'étonne de la fréquence des famines. Elles ne viennent évidemment pas de la stérilité du sol ou du climat ; le mal doit être attribué à quelque cause politique, et il ne faut pas beaucoup de perspicacité pour découvrir qu'il vient de l'avarice et des extorsions des différents gouvernements. Le grand aiguillon de l'industrie, la sécurité, manque. Il s'ensuit que personne ne fait pousser plus de grain qu'il n'en faut pour soi-même, et que la première saison défavorable à la culture produit la famine.

« A aucune période le gouvernement mongol n'offrit pleine sécurité au prince, encore moins à ses vassaux ; pour les paysans, la protection était illusoire. C'était un tissu continuel de violences et d'insurrections, de trahisons et de punitions, avec lesquelles ni le commerce ni les arts ne pouvaient prospérer, et l'agriculture se pratiquer d'une façon systématique. Sa chute donna naissance à un état de choses encore plus malheureux, puisque l'anarchie est pire que la tyrannie. Le gouvernement mahométan était si méprisable que les nations européennes n'eurent même pas le mérite de le renverser. Il tomba sous le poids de sa propre corruption et il a été remplacé par la tyrannie variée de petits chefs dont les droits au commandement consistaient en leur trahison envers l'État, et dont les exactions sur les paysans n'avaient pas plus de limites que leur avarice. Les impôts du gouvernement étaient levés, et le sont encore là où les natifs règnent, deux fois par an par des bandits impi-

[1] *Histoire de la Civilisation*, vol. I, chap. II. Dans ce chapitre, Buckle a réuni un grand nombre de faits prouvant l'oppression et la dégradation du peuple dans l'Inde depuis les temps les plus reculés ; mais Buckle, aveuglé par la théorie de Malthus, qu'il avait acceptée et dont il avait fait la pierre angulaire de sa théorie du développement de la civilisation, attribue cette condition malheureuse des Hindous à la facilité avec laquelle on produit sa nourriture dans l'Inde.

loyables formant un semblant d'armée, qui, de gaieté de cœur détruisaient ou emportaient la part du produit que réclamait leur caprice ou leur avidité, après avoir chassé les paysans infortunés des villages dans les bois. Toute tentative faite pour défendre leurs personnes ou leurs propriétés dans les murs de boue de leurs villages, ne faisait qu'attirer sur les utiles, mais malheureux paysans, une vengeance terrible. Ils étaient alors enveloppés, attaqués avec de la mousqueterie et des pièces de campagne, jusqu'à cessation de résistance; les survivants étaient vendus, leurs habitations brûlées et rasées. Ainsi vous rencontrerez fréquemment les ryots ramassant les restes dispersés de ce qui était hier leurs habitations, si la peur les a laissés y revenir; mais plus souvent vous verrez les ruines fumant, après une seconde visite de ce genre, sans qu'une créature humaine trouble le silence imposant de la désolation. Cette description s'applique non seulement aux chefs mahométans, mais encore aux rajahs des districts hindous [1]. »

A cette rapacité impitoyable qui aurait produit le besoin et la famine, y aurait-il eu seulement un habitant par mille carré, et la terre aurait-elle été un jardin d'Éden, succéda au début de la domination anglaise dans l'Inde, une nouvelle rapacité impitoyable, appuyée sur une puissance irrésistible. Macaulay dans son essai sur Lord Clive, dit :

« D'énormes fortunes s'entassèrent rapidement à Calcutta, pendant que des millions de créatures humaines étaient réduites à la dernière misère. Elles avaient été accoutumées à vivre sous la tyrannie, mais pas sous une pareille tyrannie. Elles trouvaient le petit doigt de la Compagnie plus pesant que les reins de Surajah Dowlah.... C'était le gouvernement de génies du mal plutôt que celui de tyrans humains. Parfois les Hindous se soumettaient, patients dans leur misère. Parfois ils fuyaient devant l'homme blanc comme leurs pères avaient fui devant le Maha-

[1] *Récréations Indiennes*, par le Rév. William Tennant. Londres, 1804. Vol. I, sect. XXXIX.

ratte, et souvent le palanquin du voyageur anglais traversait des villes et des villages silencieux que la nouvelle de son approche avait rendus déserts. »

Sur ces horreurs que Macaulay ne fait que signaler, l'éloquence vive de Buckle jette une lumière plus éclatante, et montre des districts entiers livrés à la cupidité de ce qu'il y a de pire dans l'espèce humaine, des paysans frappés par la pauvreté, torturés pour leur arracher leurs petits trésors, et des régions populeuses changées en désert.

Mais la licence sans frein du premier gouvernement anglais fut bientôt réprimée. La main ferme de l'Angleterre a donné à toute une grande population plus que la paix romaine; les principes équitables de la loi anglaise ont été répandus par un ensemble très étudié de codes, et des magistrats ont été institués pour assurer au plus humble de ces peuples abjects les droits d'un anglo-saxon libre; on a coupé la péninsule de lignes de chemins de fer, et construit de grands travaux d'irrigation. Et cependant, redoublant de fréquence, les famines se sont succédées, se développant avec une plus grande intensité sur des surfaces plus grandes.

Ceci n'est-il pas une démonstration de la théorie de Malthus? Cela ne prouve-t-il pas que quelque augmentés que soient les moyens de subsistance la population ne continue pas moins à être excessive par rapport à eux? Cela ne montre-t-il pas, comme le soutenait Malthus, que fermer les écluses par lesquelles était emporté le trop-plein de population, c'est forcer la nature à en ouvrir d'autres, et que, à moins que les sources de l'accroissement de population ne soient prudemment enrayées, il n'y a d'autre alternative que la guerre ou la famine? C'est là l'explication orthodoxe. Mais, d'après les faits mis en lumière par les journaux anglais à la suite des récentes discussions sur les affaires de l'Inde, la vérité c'est que ces famines qui ont détruit et détruisent encore des millions d'hommes, ne sont pas plus causées par l'excès de population sur les moyens

de subsistance, que ne l'était la ruine du Karnatic, quand les cavaliers d'Hyder-Ali y avaient passé comme un tourbillon destructeur.

Les millions d'habitants de l'Inde ont courbé le cou sous le joug de bien des conquérants, mais le pire de tous c'est celui de la domination anglaise constante et écrasante, dont le poids pousse positivement hors de l'existence des millions d'hommes et qui, ainsi que le montrent les écrivains anglais, tend inévitablement à une catastrophe effrayante et énorme. D'autres conquérants ont habité le pays, et bien que mauvais et tyranniques, ont compris le peuple et ont été compris de lui; mais aujourd'hui l'Inde est comme un grand domaine possédé par un propriétaire étranger et toujours absent. Une administration civile et militaire très considérable est entretenue et remplie par les Anglais qui regardent l'Inde comme un lieu d'exil temporaire; et une somme énorme, estimée à 20,000,000 de livres au moins, annuellement levée sur une population où les ouvriers sont, dans bien des endroits et lorsque les temps sont bons, heureux de travailler en recevant de 1 dime (environ 0,50 centimes) ou 1 dime 1/2, à 4 dimes par jour, s'en va en Angleterre sous forme de remises, de pensions, de charges du gouvernement, etc., sans qu'il y ait jamais compensation. Les sommes immenses dépensées en chemins de fer ont été, au point de vue économique, improductives ainsi que le montrent les revenus; les grands travaux d'irrigation ont été pour la plupart de coûteux insuccès. Dans plusieurs régions importantes de l'Inde, les Anglais, dans leur désir de créer une classe de propriétaires terriens, ont mis le sol en la possession absolue des récolteurs héréditaires d'impôts, qui l'affermèrent sans merci aux cultivateurs, aux taux les plus élevés. Dans d'autres régions où l'État perçoit lui-même l'impôt sous forme de taxe sur la terre, le taux en est si élevé et il est recueilli avec tant de dureté, que les ryots, qui, dans les bonnes saisons, ne récoltent que juste ce qu'il leur faut pour vivre, tombent

forcément entre les griffes des usuriers plus rapaces encore, si c'est possible, que les zémindars. Sur le sel, article de première nécessité, surtout quand la nourriture est entièrement végétale, il y a un impôt de près de douze pour cent, ce qui empêche tout emploi industriel du sel, et fait que beaucoup de gens ne peuvent même pas en acheter assez pour conserver en bonne santé eux ou leurs bestiaux. En dessous des employés anglais il y a une horde d'employés nés dans le pays qui oppriment et extorquent. L'effet de la législation anglaise, avec ses règlements rigides, et sa procédure qui paraissait mystérieuse aux indigènes, fut de mettre un instrument puissant de pillage entre les mains des prêteurs d'argent du pays auxquels les paysans étaient forcés d'emprunter à des taux extravagants pour payer leurs impôts, et envers lesquels ils s'engageaient facilement par des bons dont ils ne connaissaient pas la signification. « Nous ne nous soucions pas du peuple de l'Inde » écrit Florence Nightingale, comme avec un sanglot. « Ce qu'on peut voir de plus triste en Orient, et probablement dans le monde entier, c'est le paysan de notre Empire oriental. » Et elle prouve que les causes des terribles famines sont les taxes qui enlèvent aux paysans les moyens de culture, et l'esclavage où sont réduits les ryots; « conséquences de nos lois » qui font que dans « le plus fertile pays du monde, règne une demi-famine chronique là où ne règne pas une famine absolue[1]. » « Les famines qui ont dévasté l'Inde » dit H.-M. Hyndman[2]

[1] Miss Nightingale (*Le Peuple de l'Inde*, dans le *Nineteenth Century* d'août 1878) donne des exemples qui, dit-elle, représentent des millions de cas, de l'état d'abjection auquel ont été réduits les cultivateurs du sud de l'Inde à cause des facilités accordées par les cours civiles aux fraudes et à l'oppression des usuriers et des employés natifs inférieurs. « Nos cours civiles sont considérées comme des institutions favorisant le riche pour opprimer les pauvres dont beaucoup s'enfuient dans les territoires encore hindous pour échapper à la juridiction anglaise, » dit Sir David Wedderburn dans un article sur les princes soumis au protectorat, article paru dans la même revue en juillet, et dans lequel il donnait un État hindou, où les impôts sont comparativement légers, comme un exemple de population prospère dans l'Inde.

[2] Voyez les articles dans le *Nineteenth Century*, octobre 1878 et mars 1879.

« sont avant tout des famines financières. Les hommes et les femmes ne peuvent gagner leur nourriture parce qu'ils ne peuvent amasser de l'argent pour l'acheter. Cependant nous sommes forcés, disons-nous, d'imposer davantage ce peuple. » Et il montre comment, des pays frappés par la famine eux-mêmes, on exporte la nourriture comme paiement des impôts, comment l'Inde entière est soumise à des saignées continuelles et épuisantes qui, combinées avec les énormes dépenses du gouvernement, rendent d'année en année le pays plus pauvre. Les exportations de l'Inde sont presque exclusivement composées de produits agricoles. Pour au moins un tiers de ceux-ci il ne rentre rien dans le pays, car ces produits représentent le tribut, les lettres de change tirées par les Anglais sur les Indes, ou les dépenses de la branche anglaise du gouvernement de l'Inde[1]. Ce qui, pour le reste, retourne dans l'Inde consiste en munitions pour le gouvernement, ou en articles de luxe employés par les maîtres anglais de l'Inde. M. Hyndman montre que les dépenses du gouvernement ont considérablement augmenté sous la domination impériale; que les impôts qui pèsent sur une population si pauvre que les masses ne sont qu'à moitié nourries, lui enlèvent ses derniers moyens de cultiver le sol; que le nombre des jeunes bœufs (l'animal de trait des Hindous) diminue, et que les rares instruments de culture sont engagés chez les usuriers, car « nous, un peuple d'affaires, nous forçons les cultivateurs à emprunter à 12, 24, 60 pour cent[2] pour construire et payer l'intérêt de la dépense, de grands travaux publics qui n'ont jamais rendu cinq pour cent. » M. Hyndman écrit: « La vérité est que la société hin-

[1] Dans un article récent sur les emprunts proposés à l'Inde, le professeur Fawcett appelle l'attention sur des articles comme ceux-ci : 1,200 livres sterling pour l'équipement et la traversée d'un membre du Conseil du Gouverneur général ; 2,450 livres *pour* l'équipement et la traversée des *evêques* de Calcutta et de Bombay.

[2] Florence Nightingale dit que le taux de 100 pour 100 est commun et que même alors le cultivateur est pillé de la façon qu'elle indique. Il est à peine nécessaire de dire que ces taux, comme ceux du prêteur sur gages, ne sont pas de l'intérêt, au sens économique du mot.

doue dans son ensemble a été appauvrie d'une façon épouvantable sous notre domination, et que cela continue avec une rapidité effrayante; » voilà un exposé des choses dont la vérité ne peut être mise en doute, vu les faits présentés non seulement par les écrivains que j'ai cités, mais par des employés de l'administration de l'Inde. Les efforts faits par le gouvernement pour diminuer les famines n'ont fait que rendre plus intense et plus générale leur cause réelle, puisque ces efforts se sont traduits par une augmentation d'impôts. Bien que dans la récente famine de l'Inde du sud, on estime qu'il ait péri six millions d'hommes et que les survivants soient entièrement dépouillés, cependant les taxes n'ont pas été diminuées ou remises, et l'impôt sur le sel qui empêchait déjà les pauvres gens de se servir de cet utile aliment, fut augmenté de 40 p. 0/0, de même qu'après la terrible famine du Bengale en 1770 les revenus s'accrurent parce qu'on augmenta les impôts sur les survivants, et qu'on s'y prit d'une façon plus sévère pour les recueillir.

Dans l'Inde d'aujourd'hui comme dans celle d'autrefois, c'est seulement en n'ayant qu'une vue superficielle des choses qu'on peut attribuer le besoin et la famine à l'excès de population et à l'incapacité du sol de produire assez. Si les cultivateurs pouvaient conserver leur petit capital, s'ils pouvaient échapper à cette saignée qui, même dans les années moyennes, réduit de grandes masses d'entre eux à vivre avec moins qu'il n'en faut aux cipayes, moins que n'en donne aux prisonniers l'humanité anglaise, l'industrie se réveillerait, prendrait des formes plus productives, et suffirait certainement à nourrir une population plus considérable. Il y a encore dans l'Inde de grands espaces incultes, de grandes ressources minérales non employées, et il est certain que la population de l'Inde n'a pas atteint et n'a jamais atteint, dans les temps historiques, la limite réelle que lui imposent les ressources du sol pourvoyant à sa subsistance, ni même le point où ces ressources diminuent avec l'accroissement

des emprunts qu'on y fait. La cause réelle de la misère dans l'Inde a été et est encore la rapacité de l'homme et non l'avarice de la nature.

Ce qui est vrai de l'Inde l'est aussi de la Chine. Quelque dense que soit la population dans certaines parties, les faits prouvent que l'extrême pauvreté des basses classes doit être attribuée à des causes semblables à celles qui ont agi dans l'Inde, et non à l'excès de population. L'insécurité est complète, la production se fait dans des conditions extrêmement désavantageuses, le commerce est entravé. Là où le gouvernement est une succession d'actes oppressifs, et où il faut acheter à un mandarin la sécurité pour un capital quelconque; où les épaules de l'homme sont les grands moyens de transport par terre; où la jonque est fortement construite de façon à ne pas tenir la mer; où la piraterie est un commerce régulier; où les voleurs marchent en régiments, la pauvreté doit prévaloir, et la non-réussite de la moisson, avoir pour résultat la famine, quelque soit l'éparpillement ou la densité de la population [1]. La Chine est capable de nourrir une population beaucoup plus grande, c'est ce que montrent les grandes étendues incultes dont tous les voyageurs attestent l'existence, et les immenses dépôts minéraux qu'on sait y exister. Ainsi, par exemple, on dit que la Chine renferme les mines de charbon les plus riches du globe. On peut facilement imaginer combien l'exploitation de ce charbon aiderait à faire vivre une population plus considérable. Le charbon n'est pas un aliment, c'est vrai; mais sa production équivaut à une production de nourriture. Car non seulement on peut échanger le charbon pour des aliments, comme cela se fait dans tous les districts houillers, mais encore la force développée par sa combustion peut être employée dans la production des aliments, ou peut permettre au travail de s'appliquer librement à la production des aliments.

[1] Le siége de la récente famine en Chine n'était pas dans les provinces les plus peuplées.

Donc ni en Chine, ni dans l'Inde, on ne peut attribuer la pauvreté et la famine à l'excès de la population par rapport aux moyens de subsistance. Ce n'est pas la densité de la population, mais les causes qui empêchent l'organisation sociale de prendre son développement naturel, et le travail de recevoir sa pleine récompense, qui tiennent des millions d'individus sur les limites de la famine, et parfois en précipitent des millions dans des conditions où il n'y a plus qu'a mourir de faim. Si l'Hindou pauvre se trouve heureux quand il peut gagner une poignée de riz, si le Chinois mange des rats et des petits chiens, ce n'est pas parce que la population est trop considérable, pas plus que ce n'est à cause de cela que l'Indien Diggor vit de sauterelles, ou les Aborigènes de l'Australie de vers trouvés dans les bois pourris.

Qu'on me comprenne bien. Je ne veux pas simplement dire que l'Inde ou la Chine pourraient, avec une civilisation supérieure, entretenir une population plus considérable, car à ceci accéderait tout partisan de Malthus. La doctrine de Malthus ne nie pas qu'un progrès dans les arts productifs permettrait à un plus grand nombre d'individus de vivre. Mais elle affirme, et c'est là son essence, que, quelque soit la capacité de production, la tendance naturelle de la population est de la dépasser, et, en essayant de la dépasser, de produire, suivant l'expression de Malthus, ce degré de vice et de misère qui est nécessaire pour empêcher un plus grand accroissement; de sorte que si les forces productives augmentent, la population augmentera d'une quantité correspondante, et, en peu de temps, les mêmes résultats qu'auparavant se reproduiront. Ce que je veux dire, c'est ceci: on ne peut pas trouver, en quelque endroit que ce soit, un seul exemple à l'appui de cette théorie; nulle part on ne peut attribuer la misère uniquement à l'excès de population par rapport aux moyens de subsistance, dans l'état actuel du savoir humain; partout le vice et la misère, attribués à l'excès de population, peuvent l'être à la guerre, à la tyrannie, à l'oppression, qui empêchent les découvertes scientifiques d'être utilisées, et sup-

priment la sécurité essentielle à la production. La raison pour laquelle l'accroissement naturel de la population ne produit pas la misère, nous la découvrirons tout à l'heure. Le fait lui-même est la seule chose que nous ayons à constater en ce moment. Et ce fait est évident dans l'Inde et dans la Chine. Il le sera partout où nous chercherons les causes des résultats qu'une vue superficielle des choses attribue souvent à l'excès de population.

De tous les pays de l'Europe, c'est l'Irlande qui fournit le plus grand nombre d'exemples d'excès de population. L'extrême pauvreté des paysans et le taux très bas des salaires existant dans ce pays, font qu'on parle toujours de la famine irlandaise, de l'émigration irlandaise, comme démontrant, sous les yeux du monde civilisé, la théorie de Malthus. Je ne sais pas si on peut citer un exemple plus frappant du pouvoir d'une théorie acceptée d'avance pour aveugler les hommes sur les relations véritables des faits. En réalité, et cela se voit du premier coup d'œil, l'Irlande n'a jamais encore eu une population que les forces naturelles du pays, vu l'état actuel des arts productifs, n'auraient pu faire subsister avec confort. Au moment où elle a été le plus peuplée (1840-45), l'Irlande renfermait un peu plus de huit millions d'habitants. Mais une grande partie d'entre eux s'arrangeait seulement pour vivre, logeait dans de misérables huttes, était vêtue de haillons, et ne mangeait que des pommes de terre. Quand vint la maladie des pommes de terre, les Irlandais moururent par milliers. Mais était-ce l'incapacité du sol à nourrir une aussi grande population, qui forçait tant d'hommes à vivre misérablement et les exposait à mourir de faim par la non-réussite d'une seule récolte de pommes de terre? Non, c'était cette même rapacité impitoyable qui enlevait au ryot hindou les fruits de la terre et le laissait mourir de faim là où la nature donne généreusement. Des bandes de récolteurs d'impôts ne traversaient pas le pays pillant et torturant les habitants, mais le laboureur était également spolié par une horde impitoyable de propriétaires, entre lesquels on avait partagé le

sol, qui en avaient l'entière possession, et qui étaient sans égard pour les droits de ceux qui y vivaient.

Considérons les conditions de production avec lesquelles ces huit millions d'hommes arrivaient à vivre avant la maladie de la pomme de terre. On peut reproduire à ce propos les mots employés par M. Tennant pour l'Inde « le grand aiguillon de l'industrie, la sécurité, n'existait plus. » La culture était, pour la plus grande partie, entreprise par des fermiers sans bail qui, si les fermages excessifs qu'ils payaient le leur avait permis, n'osaient pas faire des améliorations qui n'auraient été que le signal d'une augmentation de fermage. Le travail se faisait donc dans les conditions les plus improductives et les plus ruineuses; il était remplacé par une oisiveté sans but, alors que si un peu de sécurité avait protégé ses résultats, il aurait produit sans relâche. Étant données ces mauvaises conditions, il est encore prouvé que l'Irlande faisait plus qu'il ne fallait pour nourrir ses huit millions d'habitants. Car alors qu'elle était le plus peuplée, l'Irlande exportait des matières alimentaires. Même pendant la famine on charriait pour l'exportation le grain, la viande, le beurre, le fromage, pendant que le long des routes on empilait dans des tranchées les victimes de la faim. En retour de ces exportations rien ou presque rien n'entrait en Irlande. Pour le peuple lui-même les matières exportées auraient tout aussi bien pu être brûlées, jetées à la mer, ou jamais produites. Elles n'étaient pas échangées, elles formaient un tribut, une rente payée aux propriétaires absents; un impôt arraché aux producteurs par ceux qui ne contribuent en rien à la production.

Si cette nourriture avait été laissée à ceux qui l'avaient produite; si les cultivateurs du sol avaient pu conserver et employer le capital produit par leur travail; si la sécurité avait stimulé l'industrie et permis l'adoption de méthodes économiques, les moyens de subsistance auraient été bien suffisants pour entretenir dans une condition aisée, la population la plus considérable que l'Irlande ait jamais eue; et la maladie aurait pu aller

et venir sur les pommes de terre sans limiter d'un repas un seul homme. Car ce n'est pas l'imprudence des « paysans irlandais » comme disent froidement les économistes anglais, qui les a conduits à faire des pommes de terre le fonds de leur nourriture. Les émigrants irlandais, quand ils peuvent gagner autre chose, ne vivent pas de pommes de terre, et certainement dans les États-Unis la prudence de l'Irlandais qui essaie de mettre quelque chose de côté pour les mauvais jours est remarquable. Ils vivent de pommes de terre parce que les loyers trop élevés leur enlèvent toute autre nourriture. La vérité est que la pauvreté et la misère en Irlande n'ont jamais été légitimement attribuables à l'excès de population.

Mac Culloch, écrivant en 1838, dit dans la note IV à la *Richesse des Nations* :

« L'étonnante densité de la population en Irlande est la cause immédiate de la pauvreté abjecte, et de la malheureuse condition de la plus grande partie du peuple. Ce n'est pas trop dire que d'affirmer qu'il y a aujourd'hui en Irlande plus du double du nombre de personnes que ce pays, avec ses moyens actuels de production, peut occuper ou faire vivre dans une condition moyenne d'aisance. »

Comme en 1841 on estimait la population de l'Irlande à 8,175,124 habitants, nous pouvons l'évaluer en 1838 à environ huit millions. Donc, pour changer la proposition négative de Mc Culloch en affirmative, l'Irlande aurait pu, suivant la théorie de l'excès de population, employer et entretenir dans un état d'aisance moyenne, un peu moins de quatre millions d'habitants. Et bien dans la première partie du siècle dernier, quand le doyen Swift écrivait son *Modest Proposal*, la population de l'Irlande ne montait qu'à deux millions. Comme ni les moyens ni les industries de production n'ont fait de progrès perceptibles pendant cet intervalle en Irlande, si l'abjecte pauvreté et la misérable condition des Irlandais en 1838 étaient attribuables à l'excès de population, en 1727 les deux millions d'habitants

devaient être occupés et vivre dans un état d'aisance moyenne, suivant la théorie de Mac Culloch. Au lieu de cela l'abjecte pauvreté était telle en Irlande en 1727, qu'avec une ironie brûlante Swift proposait de soulager la population en développant le goût pour les enfants rôtis, en amenant tous les ans à la boucherie, comme nourriture délicate pour les riches, 100,000 enfants Irlandais.

Il est difficile à quelqu'un qui vient, comme moi, de parcourir tout ce qui a été écrit sur la misère irlandaise, de parler en termes convenables de l'attribution du besoin et de la souffrance des Irlandais à l'excès de population, que l'on trouve dans les ouvrages d'hommes aussi distingués que Mill et Buckle. Je ne connais rien de mieux calculé pour vous mettre en ébullition que ces froids comptes rendus de la tyrannie écrasante à laquelle a été soumis le peuple irlandais, et à laquelle il faut attribuer le paupérisme et les famines qui désolent l'Irlande; et si l'on ne connaissait pas l'histoire du monde, l'énervement que produit partout l'excès de pauvreté, il serait difficile de ne pas ressentir comme un certain mépris pour une race qui, pour tous les torts qu'on lui a faits, n'a que par occasion assassiné quelque propriétaire!

L'excès de population a-t-il jamais été la cause du paupérisme et de la famine, c'est une question qu'on peut poser; mais on ne peut pas plus attribuer le paupérisme et la famine de l'Irlande à cette cause, qu'on ne peut attribuer la traite des esclaves à l'excessive population de l'Afrique, ou la destruction de Jérusalem à l'infériorité des moyens de subsistance par rapport à la reproduction. Si la nature avait fait de l'Irlande un pays couvert de bananiers et d'arbres à pain, aux côtes bordées des dépôts de guano des Chinchas; si le soleil des latitudes plus basses avait échauffé et rendu plus fécond son sol humide, les conditions sociales qui ont prévalu dans cette île auraient encore produit la pauvreté et la famine. Comment ces deux fléaux ne tomberaient-ils pas sur un pays où le taux exagéré des fer-

mages enlève au cultivateur tout le produit de son travail sauf juste ce qu'il lui faut pour ne pas mourir de faim dans les bonnes années; où le fermage sans baux prévient toute amélioration et ne pousse qu'à la culture la plus improductive et la plus grossière; où le tenancier n'oserait pas accumuler de capital, même s'il le pouvait, de crainte que le propriétaire ne le réclame; où, de fait, il est un esclave abject qui, sur le signe d'un homme comme lui, peut être chassé de sa misérable cabanne de boue, et devenir un être sans foyer, un mendiant mourant de faim, auquel il est défendu d'arracher les fruits naturels de la terre, ou d'attraper un lièvre sauvage pour apaiser sa faim? Quelque rare que soit la population, quelles que soient les ressources naturelles, le paupérisme et la famine doivent nécessairement exister dans un pays où les producteurs de la richesse sont forcés de travailler dans des conditions qui les privent de toute espérance, de respect de soi-même, d'énergie, de profit; où les propriétaires absents enlèvent sans retour un quart au moins du produit net du sol; où les propriétaires résidents se font entretenir, eux, leurs chevaux, leurs chiens, leurs agents, leurs domestiques, leurs baillis; où une église étrangère et officielle, insulte aux préjugés religieux; et où une armée d'agents de police, et de soldats empêche toute opposition faite à un système inique? N'est-ce pas une impiété pire que l'athéisme que de charger les lois naturelles de la misère ainsi causée?

Ce qui est vrai des trois cas que nous venons d'étudier, l'est également de tous les cas, si on les examine bien. Autant que nous le permet l'état actuel de notre connaissance des faits, nous pouvons nier en toute sécurité que l'excès de population par rapport aux moyens de subsistance ait jamais été tel qu'il ait produit le vice et la misère; que l'accroissement du nombre ait jamais amoindri la production relative de la nourriture. Les famines de l'Inde, de la Chine, de l'Irlande ne peuvent pas être attribuées à l'excès de population, pas plus que les famines du Brésil où les habitants sont très éparpillés. Le vice et la misère

qui viennent du besoin ne peuvent pas plus être attribués à l'avarice de la nature que les six millions d'hommes tués par Genghis Khan, la pyramide de crânes de Tamerlan, ou l'extermination des anciens Bretons, ou les habitants aborigènes des Indes occidentales.

CHAPITRE III.

ÉTUDE DES ANALOGIES.

Si de l'examen des faits que l'on cite à l'appui de la théorie de Malthus, nous passons à celui des analogies également citées à l'appui, nous découvrirons que les uns ne sont pas plus concluants que les autres.

La force de la puissance de reproduction du règne animal et du règne végétal — un couple de saumons pourrait, s'il était défendu contre ses ennemis naturels pendant quelques années, remplir l'Océan; un couple de lapins, dans les mêmes conditions, peuplerait un continent; beaucoup de plantes produisent des centaines de graines; quelques insectes pondent des milliers d'œufs; partout dans chacun de ces règnes, les espèces tendent à pulluler, et lorsqu'elles ne sont pas arrêtées par leurs ennemis, pullulent en réalité au delà des limites imposées par la somme des moyens de subsistance — est constamment citée, depuis Malthus jusque dans les manuels de nos jours, comme prouvant que cette population aussi tend à dépasser les moyens de subsistance, et lorsqu'elle n'est pas entravée par d'autres moyens, son accroissement naturel doit avoir pour résultat nécessaire, l'abaissement des salaires, la misère ou (si cela ne suffit pas et que l'augmentation continue) la famine qui fera rentrer la population dans les barrières imposées par la subsistance.

Cette analogie est-elle valide? C'est du règne animal et du règne végétal que l'homme tire sa nourriture, et par conséquent si la force de la puissance de reproduction dans le règne animal et végétal est plus grande que chez l'homme, cela prouve simplement que les moyens de subsistance ont la faculté de croître plus vite que la population. Le fait que toutes les choses qui fournissent à l'homme sa nourriture ont la faculté de se multiplier par cent, par mille, parfois par des millions ou des billions, alors que l'homme ne fait que doubler son nombre, ne montre-t-il pas que, laissât-on les créatures humaines se reproduire sans aucune entrave, jamais l'augmentation de population n'excédera les moyens de subsistance? Ceci est parfaitement clair quand on se rappelle que, bien que dans le règne animal et végétal, chaque espèce, en vertu de sa force reproductive, arrive nécessairement et naturellement à se trouver dans les conditions qui limitent son accroissement ultérieur, cependant ces conditions ne sont nulle part fixes et immuables. Aucune espèce n'atteint les dernières limites de sol, d'eau, d'air, de chaleur solaire; mais la limite actuelle pour chacune, c'est l'existence d'autres espèces, ses rivales, ses ennemies, ou sa nourriture. Donc l'homme peut élargir les conditions qui limitent l'existence de telle de ces espèces qui lui fournissent un aliment (dans quelques cas son apparition seule les élargira); ainsi les forces reproductives des espèces qui fournissent sa nourriture au lieu de s'user en luttant contre les limites primitives, les dépassent pour lui, et si rapidement que sa puissance d'accroissement ne peut pas rivaliser. Si l'homme tue les faucons, les oiseaux bons à manger augmenteront; s'il prend des renards les lapins de garenne se multiplieront; le bourdon avance avec le pionnier, et de la matière organique dont l'homme remplit les rivières, les poissons se nourrissent.

Même si l'on écarte toute considération des causes finales; même si l'on ne se permet pas de supposer que la force de reproduction constante et très grande chez les végétaux et les

animaux leur a été donnée pour qu'ils puissent servir aux besoins de l'homme, et que par conséquent la lutte des formes inférieures de la vie contre les limites de la subsistance ne tend pas à prouver qu'il en doit être de même pour l'homme, « le sommet et le couronnement de toutes choses; » il subsiste cependant entre l'homme et toutes les autres formes de la vie une distinction qui détruit toute analogie. De tous les êtres vivants, l'homme est le seul qui puisse lâcher la bride à des forces de reproductions plus puissantes que la sienne, et qui lui fournissent sa nourriture. Les bêtes, les insectes, les oiseaux, les poissons ne prennent que ce qu'ils trouvent. Ils s'accroissent aux dépens de leur nourriture, et lorsqu'ils ont atteint les limites que leur imposent les moyens de subsistance, leur nourriture doit augmenter avant qu'ils n'augmentent. Contrairement à ce qui a lieu pour les autres êtres vivants, l'accroissement de l'homme implique l'accroissement de sa nourriture. Si des ours au lieu d'hommes avaient débarqué de l'Europe dans l'Amérique du Nord, il n'y aurait pas là aujourd'hui plus d'ours qu'au temps de Colomb, peut-être y en aurait-il moins, car ni le genre de nourriture convenant aux ours, ni les conditions de la vie des ours, ne se seraient davantage répandus par l'émigration des ours, au contraire. Mais aux États-Unis seulement il y a maintenant quarante-cinq millions d'habitants, là où il n'y en avait jadis que quelques centaines de mille, et cependant il y a maintenant dans ce pays une quantité plus grande de nourriture par tête, qu'il n'y en avait autrefois pour les quelques milliers d'habitants. Ce n'est pas l'augmentation de nourriture qui a causé l'augmentation du nombre des hommes, mais l'augmentation du nombre des hommes qui a amené l'augmentation de nourriture. Il y a plus d'aliments simplement parce qu'il y a plus d'hommes.

Là est la différence entre l'animal et l'homme. Le geai et l'homme mangent les poulets; mais plus il y a de geais, moins il y a de poulets, tandis que plus il y a d'hommes, plus il y a de poulets. Le veau marin et l'homme mangent le saumon; mais quand

le veau marin prend un saumon cela fait un saumon de moins, et là où le nombre des veaux marins dépasse un certain point, le nombre des saumons doit diminuer; tandis qu'en plaçant le frai du saumon dans des conditions favorables, l'homme peut accroître le nombre des saumons de façon à compenser et au delà les prises qu'il peut faire; de sorte que, de quelque quantité que s'accroisse le nombre des hommes, leurs besoins ne dépasseront jamais ce qu'il faut de saumons pour y subvenir.

En résumé pendant que, pour le règne animal et végétal, la limite de la subsistance est indépendante de la chose qui subsiste, pour l'homme la limite de la subsistance est, tant qu'il s'agit de terre, d'air, d'eau, de chaleur solaire, dans la dépendance de l'homme lui-même. Ceci étant vrai, l'analogie qu'on a voulu trouver entre les formes inférieures de la vie et l'homme, se trouve évidemment fausse. Pendant que les végétaux et les animaux luttent contre les limites de la subsistance, l'homme ne peut les atteindre tant qu'il n'a pas atteint les limites du globe. Ceci n'est pas seulement vrai de l'ensemble, mais encore de toutes les parties. De même que nous ne pouvons pas abaisser le niveau de la plus petite baie, de la plus petite crique sans abaisser le niveau non seulement de l'Océan avec lequel elle communique, mais encore celui de toutes les mers et de tous les océans du monde, de même la limite de la subsistance dans un endroit n'est pas la limite physique de cette place, mais la limite physique du globe. Dans l'état actuel des industries productives, cinquante milles carrés de terrain ne fourniront la nourriture qu'à quelques milliers d'individus, et cependant sur cette surface, qui est celle de la ville de Londres, trois millions et demi d'hommes sont nourris, et leurs moyens de subsistance augmentent à mesure que la population augmente aussi. Pour ce qui regarde la limite de la subsistance, Londres peut arriver à avoir cent millions, cinq cent millions, ou mille millions d'habitants, car elle tire sa subsistance du monde entier, et la limite que les moyens de subsistance opposent à sa croissance en po-

pulation, est la limite du globe fournissant la nourriture de ses habitants.

Nous nous rencontrons ici avec une autre idée d'où la théorie de Malthus tire un grand appui, celle que la force de production de la terre diminue. Pour prouver la loi de la diminution de force productive on dit que, alors même qu'il ne serait pas vrai qu'au delà d'un certain point la terre rapporte de moins en moins aux applications additionnelles du travail et du capital, l'accroissement de population ne causerait aucune extension de culture, mais que tous les suppléments d'approvisionnements nécessaires pourraient être obtenus et le seraient sans qu'on mette en culture aucune terre nouvelle. Donner son assentiment à ceci, c'est le donner, semble-t-il à la doctrine qui enseigne que la difficulté d'obtenir sa nourriture doit augmenter avec l'accroissement de population.

Mais je crois que cette nécessité n'est qu'apparente. Si l'on analyse la proposition, on voit que sa validité dépend d'une qualification impliquée ou suggérée, d'une vérité relative qui prise absolument n'est plus une vérité. Car, que l'homme ne puisse épuiser ou amoindrir les forces de la nature, cela va de soi étant données l'indestructibilité de la matière et la persistance des forces. Production et consommation ne sont que des termes relatifs. Absolument parlant, l'homme ne produit ni ne consomme. La race humaine entière, dût-elle travailler à l'infini, ne peut pas faire que cette sphère roulante soit d'un atome plus lourde ou plus légère, ne peut pas ajouter ou soustraire un iota à la somme des forces dont l'éternité sans fin produit tout mouvement et entretient toute vie. De même que l'eau que nous prenons à l'Océan doit retourner à l'Océan, de même la nourriture que nous prenons dans les réservoirs de la nature est, depuis le moment même où nous la prenons, sur le chemin du retour à ces réservoirs. Ce que nous enlevons à une étendue limitée de terrain peut temporairement réduire la production de ce terrain, parce que le paiement en retour peut être fait à un autre pays,

ou divisé entre ce terrain et un autre, ou peut-être entre tous les pays; mais cette possibilité diminue quand la surface considérée est plus grande, et disparaît quand le globe entier est en jeu. La terre peut nourrir mille billions d'individus aussi facilement que mille millions, c'est la déduction nécessaire de ces vérités manifestes que, au moins pour ce qui concerne notre champ d'action, la matière est éternelle et que la force doit éternellement agir. La vie n'use pas les forces qui entretiennent la vie. Nous arrivons dans l'univers matériel sans rien apporter avec nous; nous le quittons sans rien emporter. L'être humain, considéré physiquement, n'est qu'une forme passagère de la matière, un mode changeant de mouvement. La matière reste et la force persiste. Rien n'est amoindri, rien n'est affaibli. Il s'ensuit que la limite de la population du globe peut seulement être la limite de l'espace.

Cette limitation de l'espace, ce danger pour la race humaine de s'accroître tellement que chacun n'ait plus ses coudées franches, n'a pour nous pas plus d'intérêt pratique que le retour de la période glaciaire, ou l'extinction finale du soleil. Cependant quelque vague et éloignée que soit cette possibilité, c'est elle qui donne à la doctrine de Malthus son caractère d'évidence à priori. Mais si nous poursuivons notre étude ce vague disparaîtra également. Car il naît aussi d'une fausse analogie. Que la vie animale et végétale tende à lutter contre les limites de l'espace, cela ne prouve pas que la vie humaine ait la même tendance.

Prenons pour accordé que l'homme n'est qu'un animal supérieurement développé; que le singe est un parent éloigné qui a graduellement développé ses tendances acrobatiques, et la baleine au dos bossu un parent plus éloigné encore, qui au commencement prit pour royaume la mer; que par delà ces animaux, l'homme est apparenté aux végétaux, et qu'il est encore soumis aux mêmes lois que les plantes, les poissons, les oiseaux et les bêtes qui vivent sur la terre. Cependant il y a encore cette différence entre l'homme et les autres animaux : il est le seul

animal dont les désirs augmentent quand ils sont satisfaits; le seul animal qui ne soit jamais rassasié. Les besoins des autres êtres vivants sont uniformes et fixes. Le bœuf de nos jours n'aspire pas à autre chose que le premier bœuf que l'homme mit sous le joug. La mouette qui se pose sur les rapides steamers du Canal Anglais n'a pas besoin d'une meilleure nourriture ou d'un plus beau nid que la mouette qui tournait en rond autour des galères de César abordant pour la première fois sur une plage bretonne. De tout ce que la nature offre aux êtres vivants, ils ne prennent, l'homme excepté, que ce qu'il leur faut pour satisfaire leurs besoins qui sont définis et fixes. La seule manière dont ils puissent consommer des quantités supplémentaires, c'est de multiplier.

Il n'en est pas de même de l'homme. Ses besoins animaux ne sont pas plutôt satisfaits que naissent chez lui d'autres besoins. Il lui faut d'abord de la nourriture comme aux bêtes; puis un abri, comme aux bêtes; ensuite ses instincts reproducteurs affirment leur empire, comme ceux des bêtes. Mais ici l'homme et la bête se séparent. La bête ne va pas au delà; l'homme n'a fait que mettre le pied sur le premier degré d'une progression infinie, progression que ne connaît jamais la bête; progression en dehors et au-dessus de ce que peut connaître la bête.

Après avoir trouvé la quantité, l'homme cherche la qualité. Les désirs qu'il partage avec la bête, il les étend, les raffine, les élève. Ce n'est plus simplement pour satisfaire sa faim, mais encore pour satisfaire son goût qu'il cherche sa nourriture; il veut que ses vêtements le couvrent et le parent; la hutte grossière devient une maison; l'attrait sexuel aveugle se change en influences subtiles; et la tendance commune et grossière de la vie animale à fleurir et à fructifier revêt des formes d'une délicate beauté. A mesure qu'augmente la puissance de satisfaire ses besoins, les aspirations de l'homme croissent aussi. En s'en tenant aux niveaux inférieurs du désir, on voit Lucullus soupant avec Lucullus; douze porcs mis à la broche pour qu'Antony puisse

prendre une bouchée de viande à son goût ; tous les règnes de la nature mis à contribution pour ajouter aux charmes de Cléopâtre, et des colonnades de marbre, et des jardins suspendus, et des pyramides élevées pour rivaliser avec les collines. En passant à des formes supérieures du désir, nous en trouvons chez l'homme qui sommeillent chez la plante et se retrouvent peut-être vaguement chez la bête. Les yeux de l'esprit s'ouvrent et l'homme a soif de savoir. Il brave la chaleur desséchante du désert, et le souffle glacé de la mer polaire, et ce n'est pas pour trouver de la nourriture ; il veille des nuits entières pour suivre les mouvements des étoiles éternelles. Il ajoute fatigue sur fatigue, pour satisfaire une faim qu'aucun animal n'a ressentie, pour étancher une soif que jamais bête n'a connue.

En dehors de la nature, en l'homme lui-même, naissent, à propos du brouillard qui enveloppe le passé et de l'ombre qui plane sur l'avenir, des désirs qui ne lui laissent pas de repos, alors que les désirs des animaux sont endormis dans la satisfaction. Derrière les choses, il cherche la loi qui les régit ; il veut savoir comment a été formé le monde, comment sont suspendues les étoiles, et découvrir les sources de la vie. Alors, quand l'homme a développé la noblesse de sa nature, naît un désir supérieur encore, la passion des passions, l'espérance des espérances, le désir que lui, homme, puisse aider en quelque sorte à rendre la vie meilleure et plus belle, en détruisant le besoin et la faute, le chagrin et la honte. Il maîtrise et soumet l'animal, il tourne le dos au festin et renonce au pouvoir, il laisse à d'autres le soin d'accumuler des richesses, de satisfaire des goûts agréables, de se chauffer au soleil de ce jour si court. Il travaille pour ceux qu'il n'a jamais vus et ne verra jamais, pour acquérir de la gloire, ou simplement pour qu'on lui rende justice, longtemps après que les mottes de terre sont tombées avec fracas sur son tombeau. Il travaille au progrès, là où il fait froid, sans recevoir d'encouragement des hommes, et les pierres

sont pointues, et les ronces piquantes. Au milieu des railleries du présent et des rires moqueurs qui frappent comme des coups de couteau, il construit pour l'avenir; il trace le sentier que l'humanité, en progressant, transformera plus tard en une grande route. Dans une sphère plus haute et plus large, le désir monte, et une étoile, qui s'est levée à l'est, le guide. Le pouls de l'homme bat avec le cœur du Dieu; il voudrait aider à diriger les soleils!

L'analogie n'est-elle pas incapable de combler le golfe qui sépare l'homme de la bête? Donnez plus de nourriture, rendez plus faciles les conditions de la vie, les végétaux et les animaux ne feront que multiplier. L'homme se développera. Les uns ne donneront, pour résultat de l'extension des moyens d'existence, qu'une augmentation de nombre; l'autre tendra inévitablement à vivre sous une forme supérieure, à étendre ses forces. L'homme est un animal; mais il est un animal, plus quelque chose d'autre. Il est l'arbre terrestre mythique, dont les racines s'enfoncent dans le sol, mais dont les branches supérieures peuvent fleurir dans les cieux!

De quelque façon qu'on le retourne, le raisonnement, sur lequel s'appuie la théorie que la population tend constamment à dépasser les moyens de subsistance, se trouve toujours reposer sur une supposition purement gratuite. Les faits ne sont pas d'accord avec la théorie, elle ne peut tirer aucun appui de l'analogie. C'est une pure chimère de l'imagination, semblable à ces autres chimères qui ont longtemps empêché les hommes de reconnaître la rotondité et le mouvement de la terre. C'est une théorie semblable à celle qui enseignait que, aux antipodes, tout ce qui n'est pas fixé à la terre doit tomber, que la balle jetée du haut du mât d'un navire en mouvement doit tomber derrière le mât, qu'un poisson vivant placé dans un vaisseau plein d'eau ne déplacera pas d'eau. Elle est aussi peu fondée, et même aussi grotesque, qu'une supposition que nous pourrions faire dans le genre de celle-ci : si Adam avait eu un esprit calculateur, que se serait-il imaginé en voyant la croissance de son premier en-

fant, dans les premiers mois de son existence? Du fait qu'à sa naissance l'enfant posait dix livres, et huit mois après vingt livres, Adam aurait pu, avec les connaissances arithmétiques que lui supposent quelques sages, chiffrer un résultat aussi frappant que celui de M. Malthus, c'est-à-dire qu'à dix ans son enfant devra peser autant qu'un bœuf, à douze autant qu'un éléphant, et à trente dans les environs de 175,716,339,548 tonnes.

Le fait est que nous n'avons pas plus besoin de nous tourmenter à propos de l'excès de population par rapport aux moyens de subsistance, qu'Adam n'avait besoin de se tourmenter de la croissance rapide de son enfant. S'il est une déduction réellement tirée des faits et suggérée par l'analogie, c'est celle-ci : la loi de la population renferme d'aussi belles adaptations que celles révélées dans les autres lois naturelles, et nous n'avons pas plus de raison de supposer que l'instinct de la reproduction, dans le développement naturel de la société, tend à produire la misère et le vice, que nous n'en aurions de supposer que la force de la gravitation doit précipiter la lune sur la terre, et la terre sur le soleil, ou de supposer, d'après la contraction de l'eau qui se produit avec l'abaissement de température au-dessous de 32 degrés, que les rivières et les lacs doivent geler jusqu'au fond à la moindre gelée, et qu'à cause de cela les régions tempérées de la terre sont inhabitables, même pendant les hivers modérés. Bien des faits connus prouvent qu'à côté du frein positif et du frein de prudence de Malthus, il y en a un troisième qui entre en jeu à mesure que s'élève l'étalon du confort, et le développement de l'intelligence. La proportion des naissances est plus grande dans les nouveaux établissements où la lutte avec la nature laisse peu de temps pour la vie intellectuelle, et parmi les classes pauvres des vieux pays qui, au milieu de la richesse, sont privées de tous les avantages qu'elle procure et réduites à une vie animale, que parmi les classes auxquelles l'accroissement de la richesse a apporté l'indépendance, les loisirs, l'aisance et une vie plus complète et plus variée. Ce fait,

consigné depuis longtemps dans le proverbe « le bonheur au riche, les enfants au pauvre, » a été signalé par Adam Smith, qui dit qu'il n'est pas rare de voir dans le Highland une pauvre femme à moitié morte de faim, avoir été la mère de vingt-trois ou vingt-quatre enfants; il est partout si nettement visible qu'on doit seulement le rappeler en passant.

Si la loi réelle de la population se trouve ainsi toute indiquée, comme je crois qu'elle doit l'être, la tendance à l'accroissement, au lieu d'être toujours uniforme, est forte là où un accroissement de population donnerait un accroissement de bien-être, et là où la perpétuité de la race est menacée par une mortalité produite par des conditions adverses, et faible lorsque le développement supérieur de l'individu devient possible et que la perpétuité de la race est assurée. En d'autres termes, la loi de population s'harmonise avec et est subordonnée à la loi du développement intellectuel, et tout danger pour les hommes de se trouver dans un monde ne pouvant pas les nourrir, au lieu de provenir des arrangements de la nature, est au contraire produit par la mauvaise organisation sociale qui, au milieu de la richesse, condamne les hommes au besoin. La vérité de ceci sera j'espère prouvée d'une façon décisive quand, après avoir déblayé le terrain, nous chercherons les vraies lois du développement social. En parler maintenant, ce serait rompre l'ordre naturel du raisonnement. Si j'ai réussi à faire admettre une proposition négative — en montrant que la théorie de Malthus n'est pas prouvée par le raisonnement sur lequel elle s'appuie — c'est suffisant pour l'instant. Je me propose, dans le prochain chapitre, de prouver l'affirmative et de montrer que la théorie a les faits contre elle.

CHAPITRE IV.

RÉFUTATION DE LA THÉORIE DE MALTHUS.

Cette théorie que l'accroissement de population tend à faire baisser les salaires et à produire la pauvreté, est si profondément enracinée, si bien enlacée à d'autres théories professées par l'économie politique courante, elle s'harmonise si bien avec certaines notions populaires, elle peut se présenter sous des formes si différentes, que j'ai pensé qu'il était nécessaire de l'examiner sérieusement, de montrer avec détail l'insuffisance des arguments qui l'appuient, avant de lui faire subir l'épreuve des faits; car l'acceptation générale de cette théorie ajoute un exemple frappant à tous ceux qu'offre l'histoire de la pensée, pour nous prouver combien les hommes ignorent les faits quand ils sont aveuglés par une théorie pré-acceptée.

Il est facile de faire subir à la théorie l'épreuve suprême, de la mettre en présence des faits. Il est évident que se demander si l'accroissement de population tend nécessairement à abaisser les salaires et produire la pauvreté, c'est simplement se demander si cet accroissement tend à réduire la somme de richesse qui peut être produite par une somme donnée de travail.

Voilà ce que soutient la doctrine courante. La théorie acceptée est que, plus on demande à la nature, moins elle donne généreusement, de sorte que doubler l'application du travail ce n'est pas doubler le produit; donc l'accroissement de population doit tendre à réduire les salaires et à augmenter la pauvreté, ou, suivant la phrase de Malthus, doit produire le vice et la misère. Voici ce que dit John Stuart Mill à ce sujet :

« Un nombre considérable d'individus ne peuvent pas, dans un état donné quelconque de civilisation, être collectivement aussi bien pourvus qu'un petit nombre. C'est l'avarice de la na-

ture et non l'injustice de la société qui est la cause de la punition attachée à l'excès de population. Une injuste distribution de la richesse n'aggrave pas le mal, mais le fait, peut-être, sentir plus tôt. Il est inutile de dire que toutes les bouches créées par l'accroissement de l'humanité ont des mains pour les servir. Les nouvelles bouches demandent autant de nourriture que les anciennes et les mains ne produisent pas autant. Si tous les instruments de production étaient mis en commun par le peuple tout entier, et si le produit était partagé avec une égalité parfaite, et si dans une telle société l'industrie était aussi développée, et le produit aussi considérable que dans le temps présent, la population existante entière pourrait vivre dans l'aisance; mais lorsque cette population aura doublé comme cela aurait inévitablement lieu au bout d'un peu plus de vingt ans, étant données les habitudes existantes du peuple stimulées par un tel encouragement, quelle sera alors la condition de cette population doublée? A moins que les moyens de production ne soient, pendant ce temps, améliorés à un degré dont on n'a pas d'exemple, la mise en culture des terrains de qualité inférieure, et l'application d'une culture plus difficile et moins rémunératrice aux sols de qualité supérieure, pour procurer de la nourriture à la population doublée, rendraient, par une nécessité insurmontable, chaque individu plus pauvre qu'auparavant. Si la population continuait à augmenter dans les mêmes proportions, un temps viendrait où chacun en serait réduit à l'indispensable, et la mort arrêterait tout accroissement subséquent[1]. »

Je nie tout cela. J'affirme que le contraire même de ces propositions est vrai. J'affirme que dans un état donné quelconque de civilisation, un plus grand nombre d'individus peuvent collectivement être mieux nourris qu'un plus petit. J'affirme que c'est l'injustice de la société, et non l'avarice de la nature, qui est la cause du besoin et de la misère que la théorie courante

[1] *Principes d'Économie politique*, livre I, chap. XIII, sect. 11.

attribue à l'excès de population. J'affirme que les nouvelles bouches qu'un accroissement de population appelle à l'existence ne demandent pas plus de nourriture que les anciennes, et que les mains qui les accompagnent peuvent, dans l'ordre naturel des choses, produire davantage. J'affirme que, les autres circonstances étant égales, plus grande est la population, plus grande serait l'aisance qu'une distribution équitable de la richesse donnerait à chacun. J'affirme que dans un état d'égalité, l'accroissement naturel de population tendrait constamment à rendre les individus plus riches et non plus pauvres.

J'engage nettement la discussion, et soumets la question à l'épreuve des faits.

Mais n'oublions pas (car au risque de me répéter je veux mettre avant tout le lecteur en garde contre une confusion qu'ont faite les auteurs les plus réputés), n'oublions pas, dis-je, que la question de fait dans laquelle se résout la discussion n'est pas celle-ci : à quel moment du progrès de la population y a-t-il le plus de nourriture produite ? mais celle-ci : à quel moment du progrès de la population la plus grande force de production de richesse s'est-elle montrée. Car la force de production de richesse renferme toutes les formes de la force de production de subsistance, et la consommation de la richesse sous une forme quelconque, ou de la puissance productive de richesse, équivaut à la consommation de la subsistance. J'ai par exemple quelque argent dans ma poche. Je peux acheter avec, ou des aliments, ou des cigares, ou des bijoux, ou des billets de théâtre, et en dépensant mon argent je détermine le travail à produire des aliments, des cigares, des bijoux, des représentations théâtrales. Une parure de diamants a une valeur égale à celle de tant de sacs de farine, c'est-à-dire qu'il faut en moyenne autant de travail pour produire les diamants qu'il en faudrait pour produire autant de farine. Si je charge ma femme de diamants, c'est aussi bien l'exercice de la puissance productrice de subsistance que si dans un but d'ostentation, j'avais dépensé une valeur égale de nour-

riture. Si je prends un valet de pied j'enlève à la charrue un laboureur, ou du moins cela est dans les possibilités. Pour élever et conserver un cheval de race il faut autant de soin et de travail que pour élever et conserver beaucoup de chevaux de travail.

La destruction de richesse que comporte une grande illumination, ou les coups de canons qui saluent un événement heureux, équivaut à la combustion d'aliments pour une valeur égale ; l'entretien d'un régiment de soldats, ou d'un navire de guerre et de son équipage, est comme l'application à des usages improductifs d'un travail qui aurait pu produire la subsistance de plusieurs milliers d'individus. Donc la puissance qu'a un peuple de produire les nécessités de la vie ne doit pas être mesurée par les nécessités de la vie actuellement produites, mais par la dépense de force sous toutes les formes.

Les raisonnements abstraits sont inutiles ici. La question est une question de fait. La force relative de production de richesse décroît-elle à mesure que la population s'accroît ?

Les faits sont si clairs qu'il suffit d'appeler sur eux l'attention. Nous avons vu dans les temps modernes des communautés dans lesquelles la population augmentait. N'ont-elles pas en même temps progressé, et même plus rapidement, en richesse ! Nous voyons aujourd'hui beaucoup de communautés où la population augmente encore. Leur richesse n'augmente-t-elle pas encore plus vite ? Met-on en doute que pendant que l'Angleterre augmentait sa population de deux pour cent par an, sa richesse croissait dans une proportion beaucoup plus considérable ! N'est-il pas vrai que pendant que les États-Unis ont doublé de population tous les vingt-neuf ans, leur richesse a doublé beaucoup plus vite ? N'est-il pas vrai que dans des conditions semblables, c'est-à-dire dans des communautés peuplées de races semblables, et civilisées au même degré, la communauté dont la population est la plus dense est aussi la plus riche ? Les États très peuplés de l'Est ne sont-ils pas plus riches en proportion de la population que les états moins peuplés de l'Ouest ou du

Sud ? L'Angleterre, où la population est encore plus dense que dans les États Est de l'Union, n'est-elle pas aussi plus riche en proportion ? Où trouverez-vous la richesse consacrée avec autant de prodigalité à des usages improductifs, constructions coûteuses, ameublements somptueux, équipages luxueux, statues, peintures, jardins d'agrément, yachts de plaisir ? N'est-ce pas là où la population est la plus dense, et non là où elle est la plus éparpillée ? Où trouverez-vous en plus grand nombre ceux que la production générale fait vivre sans qu'il y ait de leur part travail productif, rentiers, hommes vivant dans une oisiveté élégante, voleurs, agents de police, serviteurs domestiques, hommes de loi, hommes de lettres, et autres ? N'est-ce pas là où la population est la plus dense et non là où elle est éparpillée ? D'où sortent les capitaux considérables cherchant un placement rémunérateur ? N'est-ce pas des pays à population dense, pour se répandre dans les pays à population éparpillée. Il me semble que tout ceci prouve d'une façon concluante que la richesse est plus grande là où la population est plus dense ; que la production de la richesse par une somme donnée de travail augmente à mesure que la population augmente. Le fait est apparent, de quelque côté que nous tournions les yeux. Le degré de civilisation étant le même, les industries productives, le gouvernement, etc., étant pareillement développés, ce sont les pays les plus peuplés qui sont toujours les plus riches.

Prenons un cas particulier, un cas qui, au premier abord semble être en faveur de la théorie que nous attaquons, celui d'une communauté où pendant que la population augmentait considérablement, les salaires diminuaient beaucoup, et où il est évident que la générosité de la nature a diminué. Cette communauté c'est celle de la Californie. Quand, à la nouvelle de la découverte de l'or, une bande d'émigrants s'élancèrent en Californie pour la première fois, ils trouvèrent un pays où la nature était de l'humeur la plus généreuse. Sur les bords des

rivières ou dans leur lit on pouvait ramasser les dépôts de milliers d'années avec les moyens les plus primitifs, et considérer une once d'or par jour comme un salaire ordinaire. Les plaines, couvertes d'une herbe nourrissante, renfermaient d'énormes troupeaux de chevaux et de bœufs, si bien que le voyageur pouvait en toute liberté y choisir un cheval frais, ou, s'il avait besoin de nourriture, tuer un jeune bœuf en laissant seulement au propriétaire la seule chose ayant de la valeur, la peau. Dans le riche terrain qu'on cultiva d'abord, il suffisait de labourer et de semer pour obtenir des récoltes comme on n'en aurait obtenu dans un vieux pays, qu'à force de culture et de travail, si même cela eut été possible. Au commencement de l'histoire de la Californie, nous voyons donc au milieu de la profusion de richesse offerte par la nature, les salaires et l'intérêt être plus élevés que dans n'importe quelle autre partie du monde.

Cette profusion de la nature vierge, diminua rapidement avec les emprunts de plus en plus grands que faisait une population toujours croissante. On cultiva des terres labourables de plus en plus pauvres jusqu'au jour où il n'en resta plus valant la peine d'en parler; pour exploiter les mines d'or il fallait des capitaux, beaucoup d'habileté, des machines compliquées, et courir de grands risques. « Les chevaux coûtèrent de l'argent » et le chemin de fer amena à travers les montagnes le bétail nourri dans les plaines de la Nevada et tué dans les boucheries de San-Francisco, pendant que les fermiers commençaient à économiser la paille, à chercher des engrais et que la terre ne rapportait guère que trois récoltes sur quatre ans de culture sans irrigation. En même temps, les salaires et l'intérêt avaient baissé. Bien des gens étaient heureux de recevoir pour une semaine de travail ce qu'ils demandaient jadis pour un jour; on prêtait de l'argent pour un an à un taux qui aurait paru jadis plus que raisonnable pour un mois. Est-ce que le rapport entre la moins grande force de production de la nature et le

taux moins élevé des salaires, est celui de la cause et de l'effet? Est-il vrai que les salaires sont plus bas parce que le travail produit moins de richesse?

Au contraire! Au lieu d'être moindre en 1879 qu'en 1849, je suis convaincu que la puissance de production du travail en Californie a été plus considérable. Et personne, me semble-t-il, considérant de combien l'efficacité du travail a été augmentée en Californie par les routes, les quais, les canaux, les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les télégraphes, et toutes les inventions mécaniques, par des relations plus intimes avec le reste du monde, par les économies sans nombre résultant de l'accroissement de population, ne doutera que la récompense que le travail reçoit de la nature en Californie, est en somme beaucoup plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était aux jours des placers non épuisés et du sol vierge; l'accroissement de puissance du facteur humain ayant plus que compensé le déclin de la puissance du facteur naturel. Cette conclusion est la seule correcte; c'est ce que prouvent bien des faits qui montrent que la consommation de richesse est maintenant beaucoup plus grande, comparée au nombre des travailleurs, qu'elle ne l'était alors. Au lieu d'une population presque uniquement composée d'hommes dans la force de l'âge, il y a maintenant des femmes et des enfants dans la population, et le nombre des non-producteurs a grandi dans une plus grande proportion que la population; le luxe a plus augmenté que les salaires n'ont baissé; là où les meilleures maisons étaient de toile et de papier, il y a aujourd'hui des maisons qui rivalisent en magnificence avec les palais d'Europe; il y a des voitures armoiriées dans les rues de San-Francisco, et des yachts de plaisir dans la baie; les classes qui peuvent vivre somptueusement de leurs revenus sont rapidement nées; il y a des hommes riches auprès desquels les plus riches des premiers jours paraîtraient pauvres; en résumé, on trouve partout les preuves les plus frappantes et les plus concluantes que la production et la consom-

mation de la richesse ont augmenté avec encore plus de rapidité que la population, et que si une classe est moins pourvue, c'est seulement à cause de la plus grande inégalité de distribution.

Ce qui est évident dans ce cas particulier, l'est également partout où l'on porte les yeux. Les pays les plus riches ne sont pas ceux où la nature est la plus prodigue, mais ceux où le travail est le plus productif, ce n'est pas le Mexique, mais le Massachussets, ce n'est pas le Brésil, mais l'Angleterre. Les pays où la population est la plus dense et demande le plus à la nature, sont, les autres circonstances étant égales, les pays où l'on peut consacrer la plus grande partie du produit au luxe, à l'entretien des non-producteurs; les pays où le capital abonde, et où, lorsqu'une nécessité se présente, en cas de guerre par exemple, on peut pratiquer la plus forte saignée. La production de richesse doit, en proportion du travail fait, être plus considérable dans un pays très peuplé comme l'Angleterre, que dans les pays nouveaux où les salaires et le taux de l'intérêt sont élevés, c'est ce que prouve le fait que, bien qu'une plus petite proportion de la population soit occupée à un travail producteur, il existe un surplus plus considérable applicable à d'autres desseins qu'à la satisfaction des besoins physiques. Dans un pays nouveau toutes les forces de la communauté sont consacrées à la production, il n'y a pas d'homme bien portant qui ne fasse un travail productif quelconque, pas de femme qui n'accomplisse sa tâche domestique. Il n'y a pas de pauvres ni de mendiants, pas de riches oisifs, pas de classe travaillant à satisfaire les goûts ou les caprices du riche, pas de classe purement scientifique ou littéraire, pas de classe criminelle vivant de vols faits à la société, pas de classe nombreuse entretenue pour garder la société contre cette dernière. Cependant, lorsque toutes les forces de la communauté sont ainsi consacrées à la production, il n'y a pas en proportion de toute la population, une consommation de richesse égale à celle que font les vieux pays; car bien que la condition de la classe infé-

rieure soit meilleure, et qu'il n'y ait personne qui ne puisse gagner de quoi vivre, il n'y a personne gagnant beaucoup plus, personne ou presque personne pouvant vivre dans une condition qu'*on* qualifierait de luxueuse ou de confortable dans un vieux pays. Ce qui revient à dire que dans les vieux pays la consommation de la richesse est, en proportion de la population, plus grande, bien que la proportion de travail consacrée à la *production* de la richesse soit moindre, ou que moins de travailleurs produisent plus de richesse ; car la richesse doit être produite avant d'être consommée.

On peut cependant dire que la richesse supérieure des vieux pays est due *non* à la supériorité de puissance productive, mais aux accumulations de richesse que les pays nouveaux n'ont pas encore eu le temps de faire.

Il est convenable d'examiner un instant cette idée d'accumulation de richesse. La vérité est que la richesse ne peut être accumulée que jusqu'à un certain degré peu considérable, et que la communauté vit réellement, comme le fait la grande majorité des individus, de la main qui récolte la nourriture pour la bouche. La richesse ne souffre pas les grandes accumulations, sauf peut-être sous quelques formes peu importantes qu'elle ne garde pas. La matière de l'univers qui, lorsque le travail lui a fait prendre des formes désirables, constitue la richesse, tend constamment à revenir à son état primitif. Quelques formes de la richesse dureront quelques heures, ou quelques jours, ou quelques mois, ou quelques années ; il y a quelques formes rares de la richesse qui peuvent se transmettre d'une génération à une autre. Prenons la richesse sous quelques-unes de ses formes les plus utiles et les plus durables, vaisseaux, maisons, chemins de fer, machines. A moins qu'on ne travaille sans cesse à les réparer, à les renouveler, elles sont presque immédiatement hors d'usage. Arrêtez le travail dans une *communauté quelconque*, et la richesse disparaîtra comme s'arrête le jet d'une fontaine quand on empêche l'eau d'y arriver. Que le

travail recommence et la richesse reparaîtra presque immédiatement. C'est ce qu'on a toujours remarqué là où la guerre, ou une autre calamité quelconque avait détruit toute richesse en laissant intacte la population. Il n'y a pas aujourd'hui à Londres moins de richesse qu'autrefois à cause du grand incendie de 1666; ni à Chicago à cause du grand incendie de 1870. Sur les terrains balayés par le feu, la main du travail a élevé des constructions plus magnifiques, rempli de plus de marchandises des magasins plus grands; et l'étranger qui, ignorant l'histoire de cette ville, parcourt ses larges avenues, ne pourrait jamais supposer que quelques années auparavant tout cela était nu et noir. Le même principe — la richesse est constamment créée à nouveau — se montre clairement dans chaque nouvelle ville. Étant données la même population et la même efficacité de travail, la ville fondée d'hier possédera les mêmes choses et en jouira de même que la cité fondée par les Romains. Quiconque a vu Melbourne ou San-Francisco croit sûrement que, si l'on transportait dans la Nouvelle-Zélande toute la population de l'Angleterre sans capital accumulé, la Nouvelle-Zélande serait bientôt aussi riche que l'est l'Angleterre aujourd'hui; et inversement, que si l'on réduisait la population de l'Angleterre comme l'est celle de la Nouvelle-Zélande, l'Angleterre malgré sa richesse accumulée, serait bientôt aussi pauvre. La richesse accumulée semble jouer par rapport à l'organisme social, le rôle que joue dans l'organisme physique la nourriture accumulée. Un peu de richesse accumulée est nécessaire, et jusqu'à un certain point, peut être employée dans des circonstances embarrassantes; mais la richesse produite par les générations passées ne peut pas plus servir dans la consommation actuelle, que les dîners mangés l'année dernière ne donnent actuellement de la force à un homme.

Mais sans même s'occuper de toutes ces considérations auxquelles j'ai fait allusion plus pour leur portée générale que pour leur portée particulière, il est évident que les grandes accumula-

tions de richesse ne peuvent expliquer une grande consommation de richesse que si la richesse accumulée décroît, et que partout où la somme de richesse accumulée se maintient égale, ou encore s'accroît, la grande consommation de richesse doit impliquer une grande production de richesse. De plus, que nous comparions plusieurs communautés entre elles, ou l'état d'une même communauté à différentes époques, il est évident que l'état progressif qui est marqué par un accroissement de population l'est aussi par un accroissement de richesse accumulée, non seulement pour l'ensemble, mais par tête. Donc, accroissement de population, pour ce que nous connaissons jusqu'à présent du moins, ne signifie pas réduction, mais accroissement dans la production moyenne de richesse.

La raison de ceci est évidente. Car même si l'accroissement de population réduit la puissance du facteur naturel de la richesse, en forçant d'avoir recours aux sols pauvres, etc., il augmente tellement la puissance du facteur humain que la perte est plus que compensée. Vingt hommes travaillant ensemble là où la nature se montre avare, produiront plus de vingt fois plus que la richesse produite par un homme là où la nature est prodigue. Plus la population est dense, plus le travail est subdivisé, et les économies de production et de distribution grandes; donc le contraire même de la théorie de Malthus est vrai; et, dans les limites où nous avons quelque raison de supposer que l'accroissement se fera dans un état donné quelconque de civilisation, un nombre plus grand d'individus produira toujours une somme proportionnée plus grande de richesse, et fournira de quoi satisfaire plus complètement à leurs besoins, que ne le ferait un plus petit nombre.

Considérons simplement les faits. Y a-t-il rien de plus clair que ceci: la cause de la pauvreté qui existe dans les centres de civilisation n'est pas la faiblesse des forces productives? Dans les pays où la pauvreté est la plus grande, les forces productives sont évidemment assez fortes, si elles étaient complètement

employées, pour fournir au plus pauvre non seulement l'aisance, mais le luxe. La paralysie industrielle, la crise commerciale qui sévit aujourd'hui sur le monde civilisé, ne naissent évidemment pas d'un manque de puissance productive. Quelque soit le mal, il ne vient certainement pas du manque de moyens producteurs de richesse.

C'est ce fait même — le besoin apparaît là où la puissance productive est la plus grande et la production de la richesse la plus considérable — qui constitue l'énigme qui rend perplexe le monde civilisé, et que nous essayons de résoudre. Evidemment la théorie de Malthus qui attribue le besoin à la décadence de la puissance productive ne l'expliquera pas. Cette théorie est absolument en désaccord avec tous les faits. Elle attribue gratuitement aux lois de Dieu des résultats qui, d'après le simple examen que nous venons de faire, doivent réellement provenir des mauvais arrangements humains; ce que nous achèverons bientôt de démontrer. Car nous avons encore à trouver ce qui *doit* produire la pauvreté au milieu du progrès de la richesse.

LIVRE III

LES LOIS DE LA DISTRIBUTION

Les machines inventées en premier lieu pour accomplir quelque mouvement particulier, sont toujours les plus complexes; ensuite les artistes découvrent qu'avec moins de roues, avec moins de principes de mouvement qu'on en avait d'abord employé, les mêmes effets sont plus facilement produits. De même les premiers systèmes philosophiques sont toujours les plus complexes, et on pense généralement qu'un lien particulier, ou principe, est nécessaire pour unir chaque couple d'apparences qui semblent désunies; mais il arrive souvent qu'on trouve ensuite un seul grand principe suffisant pour relier entre eux tous les phénomènes séparés que l'on trouve dans une espèce entière de choses. — Adam Smith, *Essai sur les principes qui dirigent les Recherches philosophiques*, avec des exemples tirés de l'*Histoire de l'Astronomie*.

CHAPITRE PREMIER.

L'ÉTUDE LIMITÉE AUX LOIS DE DISTRIBUTION. — LA RELATION NÉCESSAIRE DE CES LOIS.

Les chapitres précédents auront j'espère prouvé d'une manière concluante, que l'explication courante donnée au nom de l'économie politique, du problème que nous essayons de résoudre, n'est nullement une explication.

Pourquoi, avec le progrès matériel, les salaires au lieu d'augmenter tendent-ils à baisser, c'est ce que ne peut pas expliquer la théorie d'après laquelle l'accroissement des travailleurs tend constamment à diviser en parts plus petites la somme de capital avec laquelle sont payés les salaires. Car, ainsi que nous l'avons vu, les salaires ne viennent pas du capital, mais sont le produit direct du travail. Chaque travailleur producteur, crée son salaire à mesure qu'il travaille, et avec chaque travailleur

additionnel, quelque chose s'ajoute au véritable fonds des salaires, addition au fonds commun de richesse qui, généralement parlant, est beaucoup plus considérable que la somme qu'il reçoit comme salaire.

La baisse des salaires ne peut pas non plus être expliquée par la théorie que la nature accorde moins à mesure qu'augmentent les emprunts que lui fait la population s'accroissant; car l'efficacité croissante du travail fait de l'état progressif un état de production s'accroissant continuellement par tête, et les pays où la population est la plus dense, toutes les autres choses étant égales, sont toujours les pays les plus riches.

Jusqu'à présent nous n'avons fait qu'accroître l'embarras qu'on éprouve en face du problème. Nous avons détruit une théorie, qui, d'une certaine manière adoptée par la mode, expliquait les faits existants; mais avec cela nous n'avons fait que rendre les faits existants plus inexplicables. C'est comme si, alors que le système de Ptolémée régnait en maître, on avait simplement prouvé que le soleil et les étoiles ne tournent pas autour de la terre. Les phénomènes du jour et de la nuit, et du mouvement apparent des corps célestes, seraient restés inexpliqués et la vieille théorie se serait inévitablement raffermie avant qu'une meilleure ne vint l'ébranler à nouveau et prendre sa place. Notre raisonnement nous a conduits à cette conclusion que chaque travailleur producteur produit son propre salaire, et qu'un accroissement dans le nombre des travailleurs augmenterait le salaire de chacun; au lieu que d'après les apparences il semble que les faits soient ceux-ci : il y a beaucoup de travailleurs qui ne peuvent obtenir un emploi rémunérateur, et un accroissement dans le nombre des travailleurs amène une diminution dans les salaires. En résumé nous avons prouvé que les salaires devraient être très élevés là où ils sont très bas.

Néanmoins, même en ne faisant que cela, nous avons fait quelque progrès. En découvrant qu'il est inutile de chercher à

un endroit ce qu'on désire, on est bien près de trouver ce qu'on cherche. Nous avons au moins limité le champ de notre étude. Une chose maintenant est pour nous bien claire : la cause qui, en dépit de l'énorme accroissement de la puissance productive, limite le grand corps des producteurs à la plus petite part du produit avec laquelle on puisse vivre, n'est pas la limitation du capital, ni la limitation des forces de la nature qui répondent au travail. Donc, puisqu'on ne trouve pas cette cause dans les lois qui limitent la production de la richesse, on doit la chercher dans les lois qui gouvernent la distribution. Étudions-les donc maintenant.

Il sera nécessaire de revoir dans ses principaux détails le sujet complet de la distribution de la richesse. Pour découvrir la cause qui, à mesure que la population augmente et que les arts productifs progressent, aggrave la pauvreté des basses classes, nous devons d'abord trouver la loi qui détermine quelle part du produit est distribuée au travail sous forme de salaire. Pour trouver la loi des salaires, ou du moins pour être certain de l'avoir trouvée, nous devons aussi chercher les lois qui fixent la part du produit allant au capital, et la part du produit allant aux propriétaires terriens, car comme la terre, le travail et le capital s'unissent pour produire la richesse, c'est entre eux trois que le produit doit être partagé.

Ce qu'on entend par le produit ou la production d'une communauté, c'est la somme de richesse produite par cette communauté, le fonds général d'où sont tirés (aussi longtemps que le stock existant antérieurement n'est pas amoindri) toute consommation et tous revenus. Comme je l'ai déjà expliqué, le mot production ne signifie pas simplement la fabrication des choses, mais encore la plus-value donnée aux choses qu'on transporte ou qu'on échange. Il y a production de richesse dans une communauté purement commerciale, comme il y en a dans une communauté purement agricole ou industrielle ; et dans un cas comme dans l'autre, une part de ce produit doit aller au

capital, une part au travail, et une part aux propriétaires de la terre, si la terre a une valeur. En fait, il y a une portion de la richesse produite qui constamment prend la place du capital, constamment consommé et remplacé. Mais il n'est pas nécessaire d'en tenir compte, si nous considérons le capital comme constant, ce que nous faisons ordinairement en parlant du capital ou en y pensant. Quand nous parlons du produit, nous voulons donc désigner cette part de la richesse produite, en plus de ce qui est nécessaire pour remplacer le capital consommé dans la production; et quand nous parlons d'intérêt ou de revenu du capital, nous désignons ce qui va au capital après le remplacement fait.

De plus, c'est un fait dans chaque communauté qui a dépassé les premiers degrés de développement, qu'une portion du produit soit prise sous forme d'impôts et consommée par le gouvernement. Il n'est pas besoin de tenir compte de cela en cherchant les lois de distribution. Nous pouvons considérer les impôts soit comme n'existant pas, soit comme réduisant d'autant le produit; de même pour ce qui est enlevé au produit par certaines formes de monopole, dont nous parlerons dans un chapitre subséquent (chap. IV) et qui ont des résultats analogues à ceux des impôts. Après avoir découvert les lois de distribution nous pourrons voir quelle influence ont sur elles, les impôts, si même ils en ont.

Il nous faut découvrir par nous-mêmes ces lois de distribution, ou au moins deux sur trois. Car on verra qu'elles n'ont pas été correctement exprimées (au moins dans leur ensemble) par l'économie politique courante, dans les traités les plus classiques.

La terminologie employée le prouve immédiatement. Dans tous les ouvrages d'économie politique on nous dit que les trois facteurs de production sont la terre, le travail et le capital, et que le produit complet est primitivement distribué en trois parts correspondantes. Trois termes sont donc nécessaires,

chacun d'eux représentant clairement une de ces parts à l'exclusion des autres. D'après sa définition, le mot rente exprime assez clairement la première de ces parts, celle qui va aux propriétaires de la terre. D'après sa définition, le mot salaire exprime assez clairement la seconde de ces parts, celle qui constitue la récompense du travail. Mais quant au troisième terme, celui qui devrait exprimer ce qui revient au capital, il règne à son propos dans les ouvrages classiques l'ambiguïté et la confusion la plus embarrassante.

De tous les mots en circulation, celui qui exprime le plus exclusivement l'idée de revenu pour l'emploi du capital, est celui d'intérêt, qui, tel qu'on s'en sert en général, implique l'idée de revenu pour l'emploi du capital, et exclut toute idée de travail dans son usage, de tout risque, excepté ceux qui peuvent être impliqués dans l'assurance. Le mot profit, tel qu'on l'emploie ordinairement, est presque synonyme de revenu; il signifie un gain, une somme reçue en plus d'une somme dépensée, et renferme souvent des recettes qui font à proprement parler partie de la rente; en même temps il signifie aussi presque toujours une recette qui, en réalité, est un salaire, et une compensation pour les risques particuliers attachés aux différents usages du capital. A moins de faire violence à la signification du mot, on ne peut donc pas s'en servir en économie politique pour signifier cette part du produit qui va au capital, en opposition aux parts qui vont au travail et à la terre.

Tout cela, les livres classiques d'économie politique le reconnaissent bien. Adam Smith montre bien comment le salaire et la compensation pour les risques courus entrent dans les profits, en rappelant que les profits considérables des pharmaciens et les gains médiocres des détaillants sont en réalité le salaire de leur travail et non l'intérêt de leur capital; et que les grands profits qu'on fait parfois dans des affaires où les risques sont nombreux, ne sont en réalité que la compensation de ces risques

qui, à la longue, réduisent le revenu du capital à un taux ordinaire ou même au-dessous de l'ordinaire. Dans les ouvrages qui ont paru depuis, on a donné des exemples semblables et appliqué formellement au mot profit son sens général, avec peut-être exclusion de la rente. Dans tous ces ouvrages, on dit au lecteur que les profits sont faits de trois éléments, le salaire pour la surveillance, la compensation pour les risques, et l'*intérêt* ou revenu pour le capital.

Ainsi, ni avec sa signification commune, ni avec la signification que lui donne l'économie politique, le mot profit ne peut trouver de place dans la discussion de la distribution de la richesse entre les trois facteurs de la production. Que l'on prenne le mot avec sa signification commune, ou avec celle qu'on lui a spécialement assignée, quand on parle de la distribution de la richesse en rente, salaires et profits, c'est comme si on parlait de la division de l'humanité en hommes, femmes et êtres humains. C'est cependant ce qu'on fait, au grand embarras du lecteur, dans les traités classiques. Après avoir nettement décomposé les profits en salaires de la surveillance, en compensation des risques, et en intérêt ou revenu net pour l'emploi du capital, on commence à traiter de la distribution de la richesse entre la rente de la terre, les salaires du travail, et les *profits* du capital.

Je suis persuadé qu'il y a des milliers d'hommes qui se sont battus la cervelle à propos de cette confusion de termes et qui ont abandonné la lutte de désespoir, en pensant que puisque la faute ne pouvait être attribuée à ces grands penseurs, ils devaient s'en prendre à leur propre stupidité. Si cela peut leur servir de consolation, qu'ils prennent l'*Histoire de la Civilisation* de Buckle, et ils verront comment un homme qui avait certainement une idée merveilleusement claire de ce qu'il avait lu, et qui avait lu les principaux économistes y compris Smith, a été égaré par cette confusion des profits et de l'intérêt. Car Buckle (vol. I, ch. II et notes), parle constamment de la

distribution de la richesse en rente, salaires, intérêt *et* profits.

Il ne faut pas s'en étonner. Car après avoir décomposé les profits en salaires, assurance et intérêt, ces économistes, en déterminant les causes qui fixent le taux général du profit, parlent de choses qui, évidemment, affectent seulement cette partie du profit qu'ils ont dénommée intérêt ; puis en parlant du taux de l'intérêt, ils donnent la formule qui ne veut rien dire de l'offre et de la demande, ou parlent des causes qui affectent la compensation pour les risques courus ; ils emploient donc le mot avec son sens commun, et non avec le sens économique qu'ils lui avaient assigné et d'où la compensation pour les risques courus était éliminée. Si l'on prend les *Principes d'Économie Politique* de John Stuart Mill, et qu'on compare le chapitre sur les Profits (livre II, chap. XV) avec le chapitre sur l'Intérêt (livre III, chap. XXIII) on aura un exemple de la confusion ainsi produite, et cela chez le plus logique des économistes anglais, exemple plus frappant que tous ceux que je pourrais donner.

Ce n'est pas sans cause que des hommes aussi distingués sont arrivés à faire cette confusion. Si l'un après l'autre ils ont suivi le docteur Adam Smith, comme des enfants jouent à « je suis mon conducteur, » sautant où il saute, tombant où il tombe, c'est qu'il y avait une haie qu'avait sauté Smith, un trou où il était tombé.

La confusion a été produite par la théorie pré-acceptée des salaires. Pour des raisons que j'ai déjà dites, il a semblé aux économistes qu'il était évidemment vrai que les salaires d'une certaine classe de travailleurs dépendaient du rapport entre le capital et le nombre des travailleurs. Mais il y a certaines espèces de récompense du travail auxquelles ne peut évidemment pas s'appliquer cette théorie ; de sorte que le terme salaire a été rétréci par l'usage, et a pris son sens le plus étroit et le plus commun. Ceci étant, si le terme intérêt était employé comme il aurait dû l'être suivant leurs définitions) comme re-

présentant la troisième partie de la division du produit, il aurait laissé de côté toutes les récompenses données au travail personnel, excepté celles données aux hommes qu'on appelle communément les salariés. Mais en divisant la richesse en rente, salaires et profits, au lieu d'en rente, salaires et intérêt, on tourne la difficulté, tous les salaires qui ne peuvent être compris dans la loi pré-acceptée des salaires, étant vaguement groupés parmi les profits comme salaires de surveillance.

En lisant soigneusement ce que disent les économistes de la distribution de la richesse, on voit que, bien qu'ils définissent correctement le mot salaire, ils s'en servent cependant dans le sens restreint, ne l'appliquent pas à tous les salaires, mais seulement au salaire du travail manuel payé par un patron. Les autres salaires sont mêlés au revenu du capital, désignés par le nom de profits, et l'on évite ainsi d'établir une distinction quelconque entre le revenu du capital et la rétribution du travail humain. C'est ainsi que l'économie politique manque à sa tâche en ne donnant pas un exposé net de la distribution de la richesse. La loi de la rente *est* clairement exposée, mais elle reste isolée. Le reste est confusion et incohérence.

La méthode même de ces ouvrages prouve la confusion et l'incertitude de la pensée. Je ne connais pas un traité d'économie politique où soient présentées ensemble ces lois de la distribution de façon que le lecteur puisse les embrasser d'un coup d'œil, avec leurs rapports mutuels; ce qui est dit de chacune d'elle est enveloppé d'une masse de réflexions et de dissertations morales et politiques. La raison ne doit pas en être cherchée bien loin. Il suffit de rassembler les trois lois de la distribution pour voir qu'elles manquent de relation nécessaire.

Les lois de la distribution de la richesse sont évidemment des lois de proportion, et doivent être liées les unes aux autres, de façon à ce que deux d'entre elles étant données, on doive en déduire la troisième. Car dire que l'une des trois parties d'un tout est augmentée ou diminuée, c'est dire que l'autre ou les deux

autres parties sont, inversement diminuées ou augmentées. Si Tom, Dick et Harry sont associés pour une affaire, la convention qui fixe la part de l'un dans les profits doit en même temps fixer les parts séparées ou réunies des deux autres. Fixer la part de Tom à 40 0/0, c'est ne laisser que 60 0/0 à diviser entre Dick et Harry. Fixer la part de Dick à 40 0/0, et celle de Harry à 35 0/0, c'est fixer la part de Tom à 25 0/0.

Mais entre les lois de la distribution, telles qu'elles sont exposées dans les livres classiques, il n'y a aucune relation de ce genre. Si nous cherchons à les rassembler, voilà ce que nous trouvons :

Les salaires sont fixés par le rapport entre la somme de capital consacrée à la rétribution et à l'entretien du travail, et le nombre des travailleurs cherchant un emploi.

La rente est fixée par la limite de culture; toutes les terres donnant sous forme de rente cette part de leur produit qui excède ce qu'une application égale de travail et de capital obtiendrait de la terre la plus pauvre.

L'intérêt est fixé par l'équation entre les demandes des emprunteurs, et l'offre de capital des prêteurs. Ou bien (si nous prenons ce qui est donné comme la loi des profits), il est déterminé par les salaires, — baisse quand les salaires baissent, monte quand ils montent, — ou, pour employer les mots de Mill, par le coût du travail pour le capitaliste.

La réunion de ces lois de la distribution telles qu'on les expose en général, montre immédiatement le manque de relation qu'il y a entre elles. Elles ne sont ni corrélatives ni égales.

Donc deux de ces lois au moins sont ou mal conçues, ou mal exposées. Ceci cadre avec ce que nous avons déjà vu, que la conception courante de la loi des salaires, et par conséquent, celle de la loi de l'intérêt, ne supporteront pas l'examen. Cherchons donc les vraies lois de la distribution du produit du travail en salaires, rente et intérêt. La preuve que nous les aurons trouvées sera dans leur corrélation, car elles doivent

coïncider, être liées entre elles, et se limiter l'une l'autre.

Cette enquête n'a rien à voir naturellement avec les profits. Nous avons besoin de savoir qu'est-ce qui détermine la division du produit réuni de la terre, du travail et du capital, entre ces trois choses, et le mot profit n'est pas un terme qui puisse se classer exclusivement dans l'une de ces trois divisions. Les économistes divisent les profits en trois parties : compensation pour les risques, salaire de la surveillance, revenu pour l'usage du capital; la dernière de ces parties rentre dans la division de l'intérêt qui renferme tous les revenus pour l'usage du capital, et exclut toute autre chose; le salaire pour la surveillance est compris dans le terme salaire qui renferme toutes les récompenses données à l'effort humain, et exclut toute autre chose; la compensation pour les risques n'a sa place nulle part; car les risques sont éliminés quand on considère dans leur ensemble toutes les transactions d'une communauté. Donc, d'accord avec les définitions des économistes, j'emploierai le mot intérêt comme signifiant cette partie du produit qui va au capital.

Récapitulons :

La terre, le travail et le capital sont les facteurs de la production. Le mot terre comprend toutes les forces ou richesses naturelles; le mot travail comprend tout effort humain; et le mot capital toute richesse servant à produire une richesse plus grande. Le produit total est distribué comme rétribution à ces trois facteurs. La part qui va aux propriétaires de la terre comme paiement de l'emploi des forces naturelles s'appelle rente; la part qui constitue la récompense de l'effort humain s'appelle salaire; et la part qui constitue le revenu pour l'emploi du capital s'appelle intérêt. Ces trois termes s'excluent mutuellement. Le revenu d'un individu peut être fait de l'une ou de deux ou de trois de ces sources; mais nous devons les conserver toutes trois séparées pour mener à bien notre recherche des lois de distribution.

Avant de commencer nos recherches, qu'il me soit permis de dire que si l'économie politique a fait fausse route, ce que j'ai suffisamment démontré je crois, c'est qu'elle avait adopté un mauvais point de départ. Vivant et faisant leurs observations dans un état de société où en général le capitaliste loue la terre et le travail, et semble ainsi être l'entrepreneur ou le premier moteur de la prodution, les grands économistes ont été conduits à regarder le capital comme le facteur le plus important de la production, la terre comme son instrument, et le travail comme son agent ou son outil. Cela apparaît à chaque page de leurs ouvrages, dans la forme et le cours de leur raisonnement, dans le caractère de leurs exemples, et même dans le choix de leurs termes. Partout le capital est le point départ, le capitaliste la figure centrale. Cela va si loin que Smith et Ricardo emploient les mots de « salaires naturels » pour exprimer le minimum avec lequel peut vivre le travailleur; au lieu que, à moins que l'injustice soit naturelle, c'est tout ce que produit le travailleur qu'on devrait plutôt appeler son salaire naturel. Cette habitude de regarder le capital comme le patron du travail, a conduit à formuler la théorie que les salaires dépendent de l'abondance relative du capital, et la théorie que l'intérêt varie en raison inverse des salaires, et à laisser de côté des vérités, qui sans cela auraient paru évidentes. En résumé, la faute qui a égaré l'économie politique a été commise par Adam Smith dans son premier ouvrage, lorsqu'au lieu de prendre le point de départ tout indiqué « le produit du travail constitue la récompense naturelle ou salaire du travail, » il en prit un autre, le capital emploie le travail et paie les salaires.

Mais quand nous considérons l'origine et la séquence naturelle des choses, cet ordre est renversé, et le capital au lieu d'occuper la première place occupe la dernière; au lieu d'employer le travail il se trouve en réalité être employé par le travail. La terre doit exister avant que le travail puisse avoir lieu, il faut que le travail existe avant que le capital soit produit. Le

capital est le résultat du travail, et est employé par le travail pour aider à la production future. Le travail est la force active et initiale, c'est donc le travail qui emploie le capital. Le travail ne peut s'exercer que sur la terre, et c'est de la terre que doit être tirée la matière qu'il transforme en richesse. Donc la terre est l'antécédent, le champ et la matière du travail. L'ordre naturel est celui-ci : terre, travail, capital, et au lieu de prendre le capital pour point de départ, nous prendrons la terre.

Nous devons encore observer une chose. Le capital n'est pas un facteur nécessaire de la production. Le travail accompli sur la terre peut produire de la richesse sans l'aide du capital, et dans la genèse nécessaire des choses, doit ainsi produire de la richesse avant que le capital puisse exister. Donc la loi de la rente et la loi des salaires doivent être corrélatives l'une de l'autre, et former un tout parfait en dehors de la loi du capital, car sans cela ces lois ne comprendraient pas les cas qu'on peut facilement imaginer, et qui existent actuellement jusqu'à un certain degré, et où le capital ne joue aucun rôle dans la production. Et comme le capital n'est, comme on le dit souvent, que du travail emmagasiné, il n'est aussi qu'une forme du travail, une subdivision de ce terme général, travail, et sa loi doit être subordonnée et liée d'une façon indépendante, à la loi des salaires, de façon à comprendre les cas où le produit entier est divisé entre le travail et le capital sans qu'il soit fait aucune déduction pour la rente. Pour en revenir à l'exemple déjà cité : la division du produit entre la terre, le travail et le capital, doit être comme si la division était faite entre Tom, Dick et Harry, Tom et Dick étant les associés primitifs, et Harry ne faisant qu'aider Dick et partager avec lui.

CHAPITRE II.

LA RENTE ET LA LOI DE LA RENTE.

Le mot rente, avec son sens économique, c'est-à-dire lorsqu'il représente cette part du produit qui revient aux propriétaires de la terre, a une signification différente du mot rente pris dans son acception ordinaire. Sous certains rapports, la signification économique est plus étroite que la signification commune; sous d'autres, elle est plus large.

Elle est plus étroite en ceci: dans le langage ordinaire, nous appliquons le mot de rente aux paiements pour usage des constructions, des machines, des immeubles, etc., aussi bien qu'aux paiements pour l'usage de la terre, et pour l'usage des biens naturels qu'elle renferme; et en parlant de la rente d'une maison ou de la rente d'une ferme, nous ne séparons pas l'argent donné pour l'usage des améliorations de l'argent donné pour l'usage de la terre seule. Mais de la signification économique sont exclus les paiements pour l'usage des produits quelconques de l'activité humaine, et les paiements pour l'usage des maisons, des fermes, etc., c'est seulement ce qui est payé pour l'usage de la terre qui prend le nom de rente, la part payée pour l'usage des bâtiments ou autres améliorations étant véritablement un intérêt, car c'est un paiement pour l'emploi du capital.

Elle est plus large en ceci: dans le langage ordinaire nous ne parlons de rente que lorsque le propriétaire et celui qui fait usage de la terre, sont des personnes distinctes. Mais pour l'économie politique, il y a aussi rente là où le propriétaire et celui qui fait usage de la terre sont une même personne. Là où

le propriétaire et celui qui fait usage de la terre sont ainsi la même personne, toute la part de son revenu qu'il pourrait obtenir en louant la terre à un autre est une rente, tandis que la part qui lui revient pour son travail et son capital, est cette part de revenu que lui donneraient le travail et le capital s'il louait la terre au lieu de la posséder. La rente est également exprimée dans un prix de vente. Quand on achète une terre, le paiement qu'on fait pour acquérir la propriété ou droit à un usage perpétuel, est une rente échangée ou capitalisée. Si j'achète une terre à bas prix et la garde jusqu'à ce que je puisse la vendre pour un prix élevé, je suis devenu riche non pas par les salaires payés pour mon travail, ou pour l'intérêt payé pour mon capital, mais par une augmentation de rente. En résumé, la rente est la part de la richesse produite que le droit exclusif à l'usage de la terre donne au propriétaire. Partout où la terre a une valeur au point de vue de l'échange, il y a rente au sens économique du mot. Partout où la terre ayant une valeur est cultivée soit par le propriétaire, soit par le locataire, il y a une rente actuelle; partout où elle n'est pas cultivée, mais a cependant une valeur, la rente est potentielle. C'est cette capacité de produire une rente qui donne de la valeur à la terre. Tant que sa propriété ne confère aucun avantage, la terre n'a pas de valeur [1].

Donc, la rente ou la valeur de la terre ne naissent pas de la productivité ou de l'utilité de la terre. Elle ne représente en aucune façon une aide ou un avantage donné à la production, mais simplement le pouvoir de s'assurer une partie des résultats de la production. Quelles que soient ses forces productives, la terre ne peut produire une rente et n'a aucune valeur, à moins que quelqu'un ne veuille donner du travail ou les résultats du travail pour acquérir le privilège d'en faire usage; et

[1] En parlant de la valeur de la terre, j'emploie et j'emploierai des mots se rapportant à la valeur de la terre nue. Quand je voudrai parler de la valeur de la terre et des améliorations, j'emploierai ces mots eux-mêmes.

ce que l'on donnera ainsi ne dépend pas de la force productive de la terre, mais de cette force comparée avec celle d'une terre qu'on peut acquérir pour rien. Je peux avoir une terre très riche, et cependant n'en recevoir aucune rente; cette terre n'a pas de valeur parce qu'on peut avoir une autre terre aussi bonne sans rien payer. Mais quand cette autre terre a trouvé un propriétaire, et que la meilleure qu'on puisse avoir pour rien est inférieure soit comme fertilité, soit comme situation, soit pour toute autre raison, alors ma terre commence à avoir de la valeur et à rapporter une rente. Et, bien que la fertilité de ma terre puisse diminuer, cependant, si la fertilité de la terre qu'on peut avoir pour rien décroit dans une plus grande proportion, la rente que je pourrai obtenir et par conséquent la valeur de ma terre, augmenteront rapidement. En résumé, la rente est donc le prix d'un monopole ayant pour origine la conquête par l'homme des éléments naturels qu'il ne peut ni produire, ni augmenter.

Si un homme possédait toute la terre accessible à une communauté, il pourrait naturellement demander, pour son usage, le prix ou la condition qu'il jugerait convenable; et, aussi longtemps que seraient reconnus ses droits de propriété, les autres membres de la communauté n'auraient d'autre alternative que de mourir et d'émigrer ou de se soumettre à ses conditions. Cela a été le cas pour bien des communautés; mais dans la société moderne, la terre, bien que généralement possédée individuellement, est entre les mains de trop de personnes différentes pour que le prix pouvant être obtenu pour son usage, soit fixé par un simple caprice ou désir.

Pendant que chaque propriétaire individuel essaie de retirer de la terre tout ce qu'il peut, il y a une limite à ce qu'il peut retirer, qui constitue le prix de marché ou rente du marché de la terre, qui varie suivant les terres et suivant les temps. La loi, ou relation, qui, dans ces conditions de libre compétition entre toutes les parties (conditions qu'on doit toujours supposer

exister quand on formule les principes de l'économie politique), détermine quelle rente, ou quel prix, peut être retirée par le propriétaire, est appelée la loi de la rente. Ceci fixé, nous avons mieux qu'un point de départ pour déterminer quelles sont les lois qui gouvernent les salaires et l'intérêt. Car, comme la distribution de la richesse est une division, en connaissant sûrement ce qui fixe la part du produit qui forme la rente, nous déterminons aussi ce qui fixe la part laissée pour les salaires, là où il n'y a pas coopération du capital, et ce qui fixe les parts laissées pour les salaires et l'intérêt là où le capital coopère à la production.

Heureusement que la loi de la rente ne donne lieu à aucune discussion. Ici les autorités sont d'accord avec le sens commun[1], et la formule acceptée par l'économie politique courante a le caractère d'évidence a priori d'un axiome de géométrie. Cette loi admise de la rente, que John Stuart Mill appelle le *pons asinorum* de l'économie politique, est aussi parfois nommée la « loi de la rente de Ricardo, » parce que, bien qu'il ne l'ait pas formulée, il a été le premier à l'exposer, de manière à la faire remarquer[2]. La voici :

La rente de la terre est déterminée par l'excès de son produit sur ce que la même culture produirait dans la moins productive des terres en usage.

La loi, qui naturellement s'applique aussi à la terre travaillée dans un autre but que l'agriculture, et à toutes les ressources

[1] Je ne veux pas dire que la loi acceptée de la rente n'ait jamais été discutée. Dans tout le fatras dépourvu de sens qu'on a publié depuis quelque temps sous le nom d'économie politique, il serait difficile de trouver quelque chose n'ayant pas été discuté. Mais je veux dire que cette loi a la sanction de tous les économistes faisant réellement autorité. Comme le dit John Stuart Mill (livre II, chap. xvi) « il y a peu de personnes qui lui aient refusé leur assentiment, excepté celles qui ne l'ont pas bien comprise. La manière vague et décousue avec laquelle l'attaquent ceux qui affectent de la réfuter est très remarquable. » Voilà une observation qui depuis a été bien souvent applicable à nouveau.

[2] Suivant Mac Culloch, la loi de la rente a été exposée pour la première fois dans un pamphlet par le Dr James Anderson d'Édimbourg, en 1777, et au commencement de ce siècle à la fois par Sir Edward West, Malthus et Ricardo.

naturelles, telles que mines, pêcheries, etc., a été complètement expliquée par tous les principaux économistes depuis Ricardo; mais son simple énoncé a toute la force d'une proposition évidente par elle-même, car il est clair que l'effet de la compétition est de faire que la récompense la plus basse pour laquelle le travail et le capital veulent s'engager dans la production, soit précisément la plus élevée qu'ils puissent demander; et, par conséquent, de permettre au propriétaire d'une terre plus productive de s'approprier, sous forme de rente, tout le revenu qui dépasse ce qu'il faut pour récompenser le travail et le capital suivant le taux ordinaire, c'est-à-dire suivant ce qu'ils peuvent obtenir sur la moins productive des terres employées (ou sur le point le moins productif) pour laquelle, naturellement, il n'est point payé de rente.

On comprendrait peut-être mieux la loi de la rente si on l'exposait sous cette forme : la propriété d'un agent naturel de production donnera le pouvoir de s'approprier autant de richesse produite par l'emploi du travail et du capital, qu'il y en aura en plus du revenu que le même emploi de travail et de capital pourrait tirer de l'occupation la moins productive entreprise librement.

Cependant ceci revient précisément au même, car il n'y a pas d'occupation entreprise par le travail et le capital qui ne nécessite pas l'usage de la terre; et de plus, la culture, ou usage quelconque de la terre, aura toujours une rémunération aussi basse, toutes choses étant considérées, que celle librement acceptée pour n'importe quelle autre entreprise. Supposons par exemple une communauté dans laquelle une part du travail et du capital est consacrée à l'agriculture, et une part aux manufactures. La terre cultivée la plus pauvre rapporte un revenu moyen que nous appellerons 20; le revenu moyen du travail et du capital sera donc 20, pour les manufactures comme pour l'agriculture. Supposons qu'une cause permanente réduise le revenu des manufactures à 15. Il est clair que le travail et le capital employés

dans les manufactures se tourneront vers l'agriculture, et cela jusqu'à ce que, — soit par l'extension de la culture aux terres inférieures ou aux points inférieurs des mêmes terres, soit par une augmentation de la valeur relative des produits manufacturés due à la réduction de production, soit par les deux causes réunies, — les revenus du travail et du capital dans les deux genres d'entreprise soient de nouveau au même niveau, de sorte que quelque soit le produit final des manufactures, qu'il donne 18, 17, ou 16, la culture rendra la même chose. Ainsi, dire que la rente est l'excès sur le produit le plus bas de la culture, c'est comme si l'on disait que c'est l'excès de produit sur ce que la même somme de travail et de capital obtiendrait dans l'entreprise la moins rémunératrice.

La loi de la rente n'est en fait qu'une déduction tirée de la loi de compétition, et se résume simplement en l'assertion que comme les salaires et l'intérêt tendent à s'élever et à baisser en même temps, toute cette part de la production générale de la richesse qui dépasse ce que le travail et le capital employés auraient pris pour eux-mêmes, s'ils avaient dû s'appliquer à l'agent naturel le plus pauvre, ira aux propriétaires sous forme de rente. Elle repose, en dernière analyse, sur ce principe fondamental qui est pour l'économie politique ce que l'attraction de la gravitation est pour la physique : les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs avec le moins d'effort possible.

Donc voici la loi de la rente. Bien que beaucoup de traités classiques suivent trop l'exemple de Ricardo qui semblait la considérer surtout dans son rapport avec l'agriculture, et parlait souvent de manufactures ne rapportant pas de rente (quand en réalité les manufactures et l'échange rapportent les rentes les plus élevées, comme le prouve la grande valeur de la terre dans les villes industrielles et commerçantes), cachant ainsi l'importance complète de la loi, cependant, depuis Ricardo, la loi a été clairement conçue, et pleinement reconnue. Mais il n'en est pas de même de ses corollaires. Quelques simples

que soient ces corollaires, la doctrine courante des salaires (appuyée et fortifiée non seulement par les raisons que nous avons déjà signalées, mais encore par des considérations dont nous mesurerons le poids quand nous atteindrons les conclusions que nous poursuivons) a empêché qu'on ne les reconnaisse[1]. Cependant n'est-ce pas aussi simple que la plus simple des démonstrations géométriques, que de dire que le corollaire de la loi de la rente est la loi des salaires, dans laquelle la division du produit est simplement entre la rente et les salaires, ou bien la loi des salaires et de l'intérêt pris ensemble, dans laquelle la division est entre la rente, les salaires et l'intérêt? En renversant les choses, la loi de la rente est nécessairement la loi des salaires et de l'intérêt pris ensemble; car elle affirme, quelle que soit la production qui résulte de l'application du travail et du capital, que ces deux facteurs recevront seulement en salaires et en intérêt une part du produit égale à ce qu'ils auraient pu produire sur une terre qui leur serait livrée sans obligation de payer une rente, et qui serait la moins productive des terres, ou le point le moins productif des terres cultivées. Car si tout ce qui, dans le produit, dépasse la somme que le travail et le capital pourraient retirer d'une terre pour laquelle aucune rente ne serait payée, doit aller aux propriétaires sous forme de rente, alors tout ce qui peut être réclamé par le travail et le capital comme salaire et intérêt, est la somme qu'ils auraient pu retirer d'une terre ne rapportant pas de rente.

Ou, pour mettre ceci sous une forme algébrique :

Comme le Produit = la Rente + les salaires + l'Intérêt,

Donc le Produit — la Rente = les Salaires + l'Intérêt.

Donc les salaires et l'intérêt ne dépendent pas du produit du travail et du capital, mais de ce qui reste après la rente prise; ou bien ils dépendent du produit qu'ils pourraient obtenir sans payer la rente, c'est-à-dire en cultivant la terre la plus pauvre

[1] Buckle (chap. II de l'*Histoire de la civilisation*) reconnait la relation nécessaire entre la rente, l'intérêt et les salaires, mais ne l'a évidemment jamais étudiée.

exploitée. Par conséquent, quel que puisse être l'accroissement de puissance productive, si l'accroissement de la rente se produit en même temps, ni les salaires, ni l'intérêt ne pourront augmenter.

Du moment que cette simple relation est admise, un flot de lumière en jaillit sur ce qui, auparavant, était inexplicable; et des faits en apparence contradictoires viennent d'eux-mêmes se ranger sous une loi évidente. L'accroissement de la rente qui a lieu dans des pays progressifs, est, on le voit tout de suite, la clef qui explique pourquoi les salaires et l'intérêt n'augmentent pas alors qu'augmente la puissance de production. Car la richesse produite dans chaque communauté est partagée en deux, parce qu'on peut appeler la ligne de la rente, ou par la rétribution que le travail et le capital peuvent obtenir d'agents naturels, tels qu'on leur laisse exploiter librement sans exiger de rente. C'est sur la part du produit qui est en dessous de cette ligne que sont payés le travail et le capital. Tout ce qui est au-dessus va aux propriétaires du sol. Donc, là où la valeur de la terre est basse, il peut y avoir une petite production de richesse et malgré cela un taux élevé de salaires et d'intérêt, comme nous le voyons dans les pays nouveaux. Et où la valeur de la terre est élevée, il peut y avoir une grande production de richesse, et malgré cela un taux bas de salaires et d'intérêt, comme nous le voyons dans les vieux pays. Là où la puissance productive augmente, comme cela a lieu dans tous les pays progressifs, les salaires et l'intérêt suivent non pas cet accroissement, mais les fluctuations de la rente. Si la valeur de la terre croît proportionnellement, toute l'augmentation de production sera absorbée par la rente, et les salaires et l'intérêt resteront comme devant. Si la valeur de la terre augmente suivant une progression plus forte que la puissance productive, la rente absorbera plus même que l'augmentation; et alors que le produit du travail et du capital sera beaucoup plus considérable, les salaires et l'intérêt baisseront. C'est seulement quand

la valeur de la terre ne croîtra pas aussi vite que la puissance productive, que les salaires et l'intérêt pourront augmenter avec l'accroissement de force productive. Tout ceci est bien prouvé par ce qui se passe actuellement.

CHAPITRE III.

DE L'INTÉRÊT ET DE LA CAUSE DE L'INTÉRÊT.

La loi de la rente étant sûrement trouvée, nous avons obtenu son corollaire nécessaire, la loi des salaires, où la division du produit se fait entre la rente et les salaires; et la loi des salaires et de l'intérêt pris ensemble, où la division se fait entre les trois facteurs. La proportion du produit prise comme rente doit déterminer quelle proportion est laissée aux salaires, s'il s'agit seulement de la terre et du travail; ou est divisée entre les salaires et l'intérêt, si le capital a aidé à la production.

Sans nous occuper de cette déduction, cherchons maintenant chacune de ces lois, séparément et indépendamment des autres. Si par ce moyen nous trouvons encore qu'elles sont corollaires, nos conclusions auront le plus haut degré possible de certitude.

Et puisque la découverte de la loi des salaires est le but final de notre enquête, prenons d'abord pour sujet l'intérêt.

J'ai déjà fait allusion à la différence de signification qui sépare les mots *profit* et *intérêt*. Il est peut-être utile de dire de plus que l'intérêt, employé comme terme abstrait dans la discussion de la distribution de la richesse, diffère comme signification du même mot employé dans le langage ordinaire; voici en quoi: il comprend toutes les rétributions pour l'usage du capital, et non pas simplement celles que donne celui qui emprunte à celui qui prête; il exclut toutes les compensations pour les risques courus, qui forment une si grande partie de ce qu'on

appelle communément intérêt. La compensation pour le risque est évidemment une égalisation de revenu entre différents emplois du capital. Ce que nous avons besoin de savoir, c'est qu'est-ce qui fixe le taux général de l'intérêt proprement dit? Les différents taux de compensation ajoutés à ceci donneront le taux courant de l'intérêt commercial.

Il est évident que les plus grandes différences dans ce qu'on appelle ordinairement intérêt sont dues à des différences dans les risques; mais il est également évident qu'entre les différents pays et les différents temps, il y a aussi de grandes variations dans le taux de l'intérêt proprement dit. Dans un temps, en Californie, le taux de 2 0/0 par mois n'était pas considéré comme un intérêt exagéré à cause des risques à courir, tandis qu'aujourd'hui le même emprunt se ferait à 7 ou 8 0/0 pour un an; et bien qu'on puisse en partie attribuer cette différence à l'accroissement du sentiment de stabilité générale, elle doit cependant tenir à quelque autre cause générale. En général, aux États-Unis, le taux de l'intérêt a été plus élevé qu'en Angleterre; et dans les États nouveaux plus que dans les anciens; et la tendance de l'intérêt à baisser à mesure que la société progresse, est très marquée et signalée depuis longtemps. Quelle est la loi qui unira toutes ces variations et montrera leur cause!

Il n'est pas nécessaire d'appuyer plus que cela n'a déjà été fait accidentellement sur ce qui a empêché l'économie politique courante de déterminer la vraie loi de l'intérêt. Ses spéculations à ce sujet n'ont pas la netteté et la cohérence qui ont permis à la théorie acceptée des salaires de subsister en dépit des faits, et ne demandent pas le même examen. Il est évident qu'elles vont contre les faits. L'intérêt ne dépend pas de la force de production du travail et du capital, c'est ce que prouve ce fait général que, là où le travail et le capital sont le plus productifs, l'intérêt est le plus bas. L'intérêt ne dépend pas non plus des salaires (ou coût du travail) baissant quand les salaires montent, montant quand les salaires baissent, car il est élevé là, où

quand les salaires sont élevés, et bas là, où et quand les salaires sont bas.

Commençons par le commencement. Nous avons déjà suffisamment vu quelles étaient la nature et les fonctions du capital, mais, au risque de faire une digression, essayons de déterminer la cause de l'intérêt avant d'en considérer la loi. Cette recherche nous aidera en nous donnant une idée plus ferme et plus nette du sujet, et pourra nous conduire à des conclusions dont l'importance pratique apparaîtra plus tard.

Quelle est la raison et la justification de l'intérêt? Pourquoi l'emprunteur doit-il rendre en paiement au prêteur plus qu'il n'a reçu? Ces questions méritent une réponse, non seulement à cause de leur importance théorique, mais au point de vue de la pratique. Le sentiment que l'intérêt vole l'industrie se répand des deux côtés de l'Atlantique et se fait de plus en plus jour dans la littérature et les mouvements populaires. Ceux qui exposent l'économie politique courante disent qu'il n'y a pas conflit entre le travail et le capital, et repoussent comme injurieux envers le travail comme envers le capital, tous les projets de restriction de la récompense qu'obtient le capital; cependant ils enseignent dans les mêmes ouvrages que les salaires et l'intérêt sont en relation inverse, et que l'intérêt sera bas ou élevé suivant que les salaires seront élevés ou bas[1]. Il est clair que si cette doctrine est correcte, la seule objection qu'en se plaçant au point de vue du travailleur, on puisse logiquement faire à tout projet de réduction de l'intérêt, est que ce projet ne serait pas applicable, ce qui évidemment n'est pas une bonne raison lorsque l'idée de l'omnipotence de la loi est encore si répandue; bien qu'une semblable objection puisse faire abandonner un projet particulier, elle n'empêchera pas d'en formuler d'autres.

Pourquoi l'intérêt existerait-il? L'intérêt nous dit-on dans tous les livres classiques est la récompense de l'abstinence.

[1] En réalité on dit cela des profits, mais en ayant évidemment en vue les revenus du capital.

Mais il est évident que cette explication n'est pas suffisante. L'abstinence est une qualité passive et non active. L'abstinence en elle-même ne produit rien. Pourquoi alors réclame-t-on pour elle une part quelconque du produit ? Si j'ai une somme d'argent que j'enferme pour un an, j'ai déployé autant d'abstinence que si je l'avais prêtée pour un an. Cependant, bien que dans ce dernier cas j'espère qu'on me la rendra avec une somme additionnelle comme intérêt, dans le premier cas je n'aurai que la même somme, sans augmentation. L'abstinence est la même pourtant. Si l'on dit qu'en la prêtant je rends un service à l'emprunteur, on peut dire que lui aussi me rend service en conservant la somme en sûreté, service qui dans certaines conditions pourrait avoir beaucoup de valeur, et pour lequel je donnerais volontiers quelque chose, plutôt que de recevoir: service, qui, pour certaines formes de capital, paraîtrait plus évident encore que pour de l'argent. Car il y a bien des formes de capital qui ne peuvent se conserver mais doivent être constamment renouvelées ; et beaucoup qui deviennent onéreuses à conserver si l'on en a pas l'emploi immédiat. Ainsi, si celui qui accumule le capital aide celui qui emploie le capital en le lui prêtant, l'emprunteur n'acquitte-t-il pas complètement sa dette quand il rend la somme prêtée ? La conservation assurée, le remplacement du capital, n'est-ce pas une compensation suffisante pour son emploi ? L'accumulation est la fin et le but de l'abstinence. L'abstinence ne peut rien faire de plus ; elle ne le peut même pas d'elle-même. Si nous nous abstenions seulement d'user de la richesse, quelle somme de richesse disparaîtrait en un an ? Que resterait-il au bout de deux ans ? Donc, si pour l'abstinence on demande plus que le capital prêté, le travail n'est-il pas lésé ? De telles idées se cachent derrière l'opinion très répandue que l'intérêt ne peut s'accroître qu'aux dépens du travail, qu'il est en fait un vol fait au travail, vol qui, dans une société fondée sur la justice, devrait être défendu.

Les essais de réfutation de ces idées ne me paraissent pas

toujours heureux. Prenons l'exemple si souvent cité de Bastiat. Un charpentier, Jacques, au prix de dix jours de travail, se fait un rabot qui durera pendant 290 jours sur les 300 jours ouvrables de l'année. Guillaume, un autre charpentier propose d'emprunter le rabot pour un an, offrant de donner en retour, à la fin du temps convenu, quand le rabot sera hors de service, un nouveau rabot également bon. Jacques objecte à cette proposition que si au bout du temps il ne doit recevoir qu'un nouveau rabot il n'aura rien pour compenser la perte de l'avantage que lui aurait donné l'usage du rabot pendant l'année. Guillaume admettant cela convient de rendre non seulement le rabot, mais en plus de donner une planche neuve. L'accord est conclu en ces termes à la satisfaction de chacun. Le rabot est usé dans l'année, mais à la fin Jacques en reçoit un neuf et une planche avec. Il prête le nouveau rabot, et ainsi de suite, jusqu'au jour où il laisse un rabot à son fils « qui continue à le prêter, » recevant chaque fois une planche. On dit que cette planche qui représente l'intérêt, est une rémunération naturelle et équitable, puisque en la donnant en rétribution de l'usage du rabot, Guillaume « obtient la faculté qui existe dans l'instrument, d'augmenter la productivité du travail » et n'est pas plus mal dans ses affaires que s'il n'avait pas emprunté le rabot; tandis que Jacques n'obtient pas plus que s'il avait conservé et employé le rabot au lieu de le prêter.

En est-il réellement ainsi? Il faut observer qu'on n'affirme pas que Jacques puisse faire le rabot et que Guillaume ne puisse pas, car ce serait faire de la planche la récompense d'une adresse supérieure. On dit seulement que Jacques s'est abstenu de consommer le résultat de son travail jusqu'au moment où il l'a eu accumulé sous forme de rabot, ce qui est l'idée essentielle du capital.

D'un autre côté, si Jacques n'avait pas prêté son rabot il s'en serait servi pendant 290 jours, l'aurait mis hors d'usage et aurait été obligé de prendre les dix jours restant de l'année ou-

vrable pour faire un nouveau rabot. Si Guillaume n'avait pas emprunté le rabot il aurait pris dix jours pour s'en faire un, dont il se serait servi pendant les 290 jours restant. Donc si nous prenons une planche pour représenter le fruit d'un jour de travail au rabot, si, à la fin de l'année, aucun emprunt n'avait eu lieu, chaque charpentier se trouverait par rapport au rabot, comme au commencement, Jacques avec un rabot, Guillaume sans rabot, et chacun aurait eu, comme résultat de l'année de travail, 290 planches. Si les conditions de l'emprunt avaient été celles d'abord proposées par Guillaume, la même situation relative aurait existé. Guillaume aurait travaillé 290 jours et employé dix jours à faire un rabot pour rendre à Jacques. Jacques aurait pris les premiers dix jours de l'année pour faire un autre rabot qui aurait duré 290 jours, et à la fin de ce temps il aurait reçu un nouveau rabot de Guillaume. Donc si le rabot avait simplement été rendu, les deux charpentiers se seraient trouvés à la fin de l'année dans la même position que si l'emprunt n'avait pas été fait. Jacques n'aurait rien perdu au gain de Guillaume, et Guillaume n'aurait rien gagné à la perte de Jacques. Chacun aurait reçu la rétribution qu'il devait en tout cas recevoir pour son travail, c'est-à-dire 290 planches et Jacques aurait l'avantage d'un nouveau rabot, avantage avec lequel il avait débuté.

Mais si, en plus du rabot, Jacques reçoit une planche, il se trouve à la fin de l'année dans une meilleure position que s'il n'y avait pas eu d'emprunt, et Guillaume dans une pire. Jacques a 291 planches et un rabot neuf, et Guillaume 289 planches et pas de rabot. Si maintenant Guillaume emprunte la planche aussi bien que le rabot, avec les mêmes conditions qu'auparavant, il devra à la fin de l'année rendre à Jacques un rabot, deux planches et une fraction de planche, et s'il emprunte encore cette différence, et ainsi de suite, n'est-il pas évident que le revenu de l'un décroîtra progressivement, que celui de l'autre augmentera progressivement, jusqu'au moment où, comme résultat du

prêt primitif du rabot, il se trouvera que Jacques obtiendra le résultat entier du travail de Guillaume, c'est-à-dire que Guillaume deviendra virtuellement son esclave?

L'intérêt, donc, est-il naturel et équitable? Rien dans cet exemple ne peut le prouver. Évidemment ce que Bastiat (et beaucoup d'autres) assignent comme base à l'intérêt, « la puissance qui existe dans l'outil d'augmenter la productivité du travail, » n'est pas réellement, et au point de vue de la justice, la base de l'intérêt. L'erreur qui fait que l'exemple de Bastiat passe pour concluant auprès de ceux qui ne s'arrêtent pas pour l'analyser comme nous l'avons fait, est qu'au prêt du rabot on associe le transfert de la puissance accrue de production qu'un rabot donne au travail. En réalité cette association n'existe pas. La chose essentielle que Jacques prête à Guillaume ce n'est pas l'augmentation de puissance qu'acquiert le travail en se servant d'un rabot. Pour supposer cela, il faudrait que nous supposions que la fabrication et l'usage des rabots fût un secret de commerce ou un droit patenté, et alors l'exemple aurait rapport au monopole et non au capital. La chose essentielle prêtée par Jacques à Guillaume n'est pas le privilège d'appliquer son travail d'une manière plus efficace, mais l'usage du résultat concret de dix jours de travail. Si « le pouvoir qui existe dans les outils, d'augmenter la force productive du travail » était la cause de l'intérêt, le taux de l'intérêt augmenterait avec le progrès de l'invention. Ceci n'est pas; on ne me demande pas de payer un intérêt plus fort si j'emprunte une machine à coudre de cinquante dollars, ou si j'emprunte des aiguilles pour une valeur de cinquante dollars, si j'emprunte une machine à vapeur ou des briques ayant une valeur égale. Le capital, comme la richesse est échangeable. Ce n'est pas une chose; c'est une chose quelconque de même valeur dans le cercle de l'échange. Le perfectionnement des outils n'ajoute pas à la puissance reproductive du capital; mais à la puissance productive du travail.

Je suis porté à croire que, si toute la richesse consistait en

choses du même genre que les rabots, et si toute la production était semblable à celle des charpentiers, c'est-à-dire si toute la richesse était seulement formée de la matière inerte de l'univers, et si la production était toute dans la transformation de cette matière inerte, alors l'intérêt serait bien un vol fait à l'industrie et ne pourrait exister longtemps. Je ne veux pas dire qu'il n'y aurait pas d'accumulation, car bien que l'espoir de l'accroissement soit un motif pour changer la richesse en capital, ce n'est pas le seul motif d'accumulation, ni le principal. Les enfants économisent leur argent pour Noël ; les pirates ajouteront à leur trésor caché ; les princes orientaux accumuleront des monceaux de monnaies ; des hommes comme Stewart ou Vanderbilt ayant été pris de la passion d'accumuler, continueront aussi longtemps que possible à accroître le nombre de leurs millions, même si cette accumulation n'apportait pas d'accroissement. Je ne veux pas non plus dire qu'il n'y aurait ni emprunt ni prêt, car, à la convenance de chacun il en existerait un grand nombre. Si Guillaume a un ouvrage à faire immédiatement, et Jacques un ne devant se faire que dans dix jours, le prêt d'un rabot peut être l'avantage de chacun, bien qu'aucune planche ne soit donnée en retour.

Mais toute richesse n'est pas de la nature des rabots ou des planches, ni toute production dans la transformation de la matière inerte de l'univers. Il est vrai que si je mets de côté de l'argent, il n'augmentera pas. Mais, si au lieu d'argent je mets du vin, à la fin de l'année j'aurai un accroissement de valeur, car la qualité du vin sera meilleure. Ou bien encore supposons que dans un pays convenant aux abeilles, j'en élève une certaine quantité ; au bout de l'année j'aurai de nouveaux essaims et le miel qu'ils auront produit. Ou bien encore, qu'ayant de la place, j'entretiens des moutons, ou des porcs, ou des vaches ; à la fin de l'année j'aurai, en moyenne, un plus grand nombre de têtes.

Ce qui donne cet accroissement est une chose qui, bien que le travail soit nécessaire pour l'utiliser, est cependant distincte et

séparable du travail; c'est la force active de la nature, le principe de croissance, de reproduction, qui caractérise toutes les formes de cette chose ou condition mystérieuse que nous appelons la vie. Et il me semble que là est la cause de l'intérêt, c'est-à-dire de l'accroissement du capital au delà de ce qui est dû au travail. Il y a, pour ainsi dire, dans les mouvements qui composent le flux éternel de la nature, certains courants vitaux qui, si nous les employons, nous aident, avec une force indépendante de nos propres efforts, à donner à la matière les formes que nous désirons, c'est-à-dire à la transformer en richesse.

On peut citer bien des choses qui, comme l'argent ou les rabots, les planches ou les machines, ou les vêtements, ne possèdent aucune puissance innée d'accroissement; cependant il y a d'autres choses comprises dans les termes de richesse et de capital qui, comme le vin, augmenteront elles-mêmes en qualité jusqu'à un certain point, ou en quantité comme les abeilles ou le bétail; et d'autres choses, telles que les semences qui, bien que les conditions qui leur permettent d'augmenter ne puissent se créer sans travail, augmentent cependant, une fois ces conditions existant, et donnent un revenu en plus de celui qui est attribuable au travail.

La possibilité d'échanger les richesses entre elles implique nécessairement une répartition proportionnelle, entre toutes les espèces de richesse, d'un avantage spécial quelconque provenant de la possession d'une espèce quelconque, car personne ne conserverait son capital sous une forme qui pourrait être changée contre une forme plus avantageuse. Par exemple, personne ne consentirait à faire moudre du froment et à garder la farine pour la commodité de ceux qui désirent de temps en temps changer du froment contre de la farine, à moins d'être assuré de gagner à cet échange un accroissement de richesse égal à celui qu'on aurait gagné, tout bien considéré, en plantant son froment. Personne ne voudrait, du moment que la place ne fait pas défaut, échanger un troupeau de moutons contre le même

poids net de viande de mouton à recevoir l'année prochaine; car, en gardant le troupeau, non seulement on aurait le même poids de mouton l'année suivante, mais encore les agneaux et les toisons. Personne ne creuserait un canal d'irrigation si ceux que ce canal doit aider à utiliser les forces reproductives de la nature ne donnaient pas une portion de l'augmentation ainsi créée, à celui qui a creusé le canal afin que son capital lui donne un revenu égal aux leurs. Ainsi, dans le cercle des échanges, la puissance d'accroissement que la force vitale ou reproductive de la nature donne à quelques espèces de capitaux doit se répartir sur toutes; et celui qui prête ou emploie en échange de l'argent, ou des rabots, ou des briques, ou des vêtements, n'est pas privé du pouvoir d'obtenir un accroissement, pas plus que s'il avait prêté ou employé dans un but de reproduction, autant de capital sous une forme capable d'accroissement.

Il y a aussi dans l'utilisation des différences dans les forces de la nature et dans les facultés de l'homme, qui est effectuée par l'échange, un accroissement qui parfois ressemble à celui produit par les forces vitales de la nature. Dans certains endroits, par exemple, une somme donnée de travail assurera 200 parties de nourriture végétale, et 100 de nourriture animale. Dans d'autres, ces conditions seront renversées, et la même somme de travail produira 100 parties de nourriture végétale et 200 d'animale. Dans les uns, la valeur relative de la nourriture végétale à l'animale sera comme deux est à un, et dans les autres comme un est à deux; et en supposant qu'il faille des deux nourritures des quantités égales, la même somme de travail procurera 150 parties de chacune dans les deux endroits. Mais en consacrant le travail dans un endroit à produire la nourriture végétale, et dans un autre à produire la nourriture animale, et en échangeant les quantités requises, les habitants de chaque endroit seraient capables de procurer, par la somme donnée de travail, 200 parties de chaque, moins les pertes et les frais de l'échange; de sorte que dans chaque endroit le produit qui est pris à l'usage et con-

sacré à l'échange, amène une augmentation. C'est ainsi que le chat de Whittington, envoyé dans un pays éloigné où les chats étaient rares et les rats abondants, rapporta des ballots de marchandises et des sacs d'or.

Naturellement, le travail est nécessaire pour l'échange, comme il l'est pour l'utilisation des forces productives de la nature, et le produit de l'échange, comme le produit de l'agriculture, est évidemment le produit du travail; mais cependant, dans un cas comme dans l'autre, il y a une force coopérative distincte de celle du travail, qui rend impossible de mesurer le résultat uniquement par la somme de travail dépensé, mais qui rend la somme de capital et le temps qu'il reste employé des parts intégrales dans la somme des forces. Le capital aide le travail dans tous les différents modes de production, mais il y a une différence, entre les relations des deux facteurs dans les modes de production consistant simplement à changer de forme ou de place la matière, comme le rabotage des planches ou l'extraction du charbon; et dans les modes de production qui se servent des forces reproductives de la nature, ou de la puissance d'accroissement naissant des différences dans la distribution des capacités humaines ou naturelles, comme la germination du grain ou l'échange de la glace pour le sucre. Dans les productions de la première espèce, le travail seul est la cause efficiente; quand le travail s'arrête, la production cesse. Quand le charpentier laisse son rabot, au coucher du soleil, l'accroissement de valeur qu'il produisait avec son rabot subit un temps d'arrêt jusqu'au moment où le lendemain matin il reprend son travail. Quand la cloche de la manufacture sonne la fermeture des ateliers, quand on ferme l'entrée de la mine, la production s'arrête jusqu'au moment ou le travail reprend. Ce temps d'arrêt pourrait, au point de vue de la production, être effacé. Le nombre des jours, les changements de saison, ne sont pas un élément de production; celle-ci ne dépend que de la somme de travail dépensé. Mais dans les autres modes de production que

j'ai cités, et dans lesquels la part du travail peut être comparée à l'opération des hommes qui jettent des troncs d'arbre dans un fleuve, laissant au courant le soin de les mener, plusieurs milles au-dessous, au port de la scierie, le temps *est* un élément. La semence dans le sol, germe et croît pendant que le fermier dort ou laboure de nouveaux champs, et les courants toujours en mouvement de l'air et de l'Océan portent le chat de Whittington vers les pays du roman dévastés par les rats.

Revenons à l'exemple de Bastiat. S'il y a une raison quelconque pour laquelle Guillaume doit rendre à Jacques plus qu'un rabot d'égale valeur, elle ne vient pas, comme le dit Bastiat, de l'accroissement de puissance que l'outil donne au travail, car ceci, ainsi que je l'ai montré, n'est pas un élément de production; elle vient de l'élément du temps, de la différence d'une année qu'il y a entre le prêt et le retour du rabot. Si l'on s'en tient à cet exemple, il n'est pas besoin de montrer comment opère cet élément, car un rabot à la fin de l'année n'a pas plus de valeur qu'au commencement. Mais si nous substituons au rabot un veau, on voit clairement que pour que Jacques soit dans une aussi bonne position que s'il n'avait rien prêté, il faut que Guillaume lui rende, à la fin de l'année, non un veau, mais une vache. Ou si nous supposons que les dix jours de travail ont été occupés à planter du blé, il est évident que Jacques ne serait pas complètement récompensé si, à la fin de l'année, il ne recevait que la quantité de blé plantée, car pendant l'année le blé aurait crû et multiplié; et ainsi si le rabot avait été consacré à l'échange, il aurait pu être rendu plusieurs fois, chaque échange apportant une augmentation à Jacques. Donc, comme le travail de Jacques aurait pu être appliqué de n'importe laquelle de ces manières, ou, ce qui revient au même, comme le travail consacré à faire des rabots aurait pu être ainsi transformé, Jacques ne voudra pas faire un rabot dont Guillaume usera toute l'année, à moins de recevoir comme rétribution

plus qu'un rabot. Et Guillaume peut offrir de rendre plus qu'un rabot, parce que la même répartition générale des avantages du travail appliqué de différentes manières, lui permettra d'obtenir de son travail un avantage tiré de l'élément du temps. C'est cette répartition générale des avantages qui, nécessairement, se produit là où les exigences de la société demandent qu'on mène de front différents modes de production, qui donne à la possession de la richesse, incapable d'accroissement par elle-même, un avantage semblable à celui qui est attaché à la richesse employée de façon à augmenter, grâce à l'élément du temps. Et, en dernière analyse, l'avantage donné par le temps, sort de la force génératrice de la nature, et des différentes capacités naturelles et humaines.

Si la qualité et la capacité de la matière, et la force productive de l'homme étaient partout semblables, il n'y aurait pas d'intérêt. L'avantage que donnent des outils supérieurs pourrait parfois être transféré à des conditions ressemblant au paiement de l'interêt, mais de pareilles transactions seraient irrégulières et intermittentes, elles formeraient l'exception et non la règle. Car la faculté d'obtenir de semblables rétributions ne serait pas, comme maintenant, inhérente à la possession du capital, et l'avantage du temps ne se ferait sentir que dans des circonstances particulières. Si, possédant 1,000 dollars, je suis sûr de trouver à les prêter moyennant intérêt, ce n'est pas parce qu'il y a d'autres personnes ne possédant pas 1,000 dollars, qui me paieront volontiers pour se servir de mon capital, si elles ne peuvent avoir de capital par un autre moyen; mais parce que le capital que représentent mes 1,000 dollars, a le pouvoir de produire un accroissement de richesse à quiconque le possède, fût-ce un millionnaire. Car, le prix que se vend une chose ne dépend pas tant de ce qu'en donnerait l'acheteur plutôt que de s'en aller sans elle, que de ce que le vendeur pourrait gagner d'une autre manière. Par exemple, un manufacturier qui désire se retirer des affaires a pour 100,000 dollars d'outillage.

S'il ne peut pas, en vendant, prendre ces 100,000 dollars et les placer de façon à ce qu'ils produisent un intérêt, cela lui sera égal, les risques étant éliminés, si on lui donne le prix en entier ou par paiements partiels; et du moment que l'acheteur a le capital nécessaire, ce que nous devons supposer, il sera indifférent qu'il paie immédiatement, ou au bout d'un certain temps. Si l'acheteur n'a pas le capital nécessaire, cela peut lui convenir que les paiements soient remis, mais ce ne serait que dans des circonstances exceptionnelles que le vendeur demanderait et que l'acheteur consentirait, qu'on paie, pour cette raison, une prime; dans ce cas, cette prime ne serait pas un intérêt proprement dit. Car l'intérêt n'est pas à proprement parler un paiement fait pour l'emploi du capital, mais un revenu résultant de l'accroissement du capital. Si le capital ne produisait pas un accroissement, il y aurait quelques cas rares et exceptionnels où le possesseur recevrait une prime. Guillaume découvrirait vite que s'il ne peut pas payer, il peut donner une planche pour obtenir le privilège de différer le paiement du rabot à Jacques.

En résumé, lorsque nous étudions la production, nous trouvons qu'elle se présente sous trois formes :

Elle *adapte* les produits naturels ou les change de forme ou de place, afin qu'ils puissent satisfaire les désirs humains.

Elle *augmente* ou utilise les forces vitales de la nature, en élevant des végétaux ou des animaux, par exemple.

Elle *échange* ou utilise, de façon à ajouter à la somme générale de richesse, ces forces naturelles qui varient avec les localités, ou ces forces humaines qui varient avec la situation, l'occupation ou le caractère.

Dans chacun de ces trois modes de production le capital peut aider au travail, ou, pour parler d'une façon plus précise, dans le premier le capital peut aider au travail, mais n'est pas absolument nécessaire; dans les autres le capital doit aider au travail, ou est nécessaire.

De plus, alors qu'en employant le capital sous la forme voulue nous pouvons augmenter la puissance effective du travail pour donner à la matière le caractère de richesse, quand par exemple nous donnons au bois et au fer la forme d'un rabot, ou au fer, au charbon, à l'eau, à l'huile, la forme et l'emploi d'une machine à vapeur, ou à la pierre, à l'argile, au bois de charpente celle d'une construction, cependant la caractéristique de cet usage du capital est que le bénéfice est dans l'usage. Quand pourtant nous employons le capital dans le second de ces modes, quand, par exemple, nous plantons du grain, ou que nous plaçons du bétail dans une ferme, ou réservons du vin pour qu'il s'améliore avec l'âge, alors les bénéfices naissent non de l'usage, mais de l'accroissement. Et ainsi, quand nous employons le capital dans le troisième de ces modes, et qu'au lieu de nous servir d'une chose nous l'échangeons, le bénéfice est dans la valeur augmentée ou plus grande des choses reçues en retour.

Primitivement les bénéfices qui naissent de l'usage vont au travail, et les bénéfices qui naissent de l'accroissement vont au capital. Mais, attendu que la division du travail et l'échange des richesses nécessitent et impliquent une répartition proportionnelle des bénéfices, les différents modes de production correspondant les uns avec les autres, les bénéfices qui naissent d'un mode de production formeront avec ceux qui naissent des autres modes, une moyenne, car ni le travail ni le capital ne seront consacrés à un mode spécial de production alors que d'autres modes faciles à atteindre leur procureront un revenu plus grand. C'est-à-dire que le travail dépensé dans le premier mode de production gagnera non pas le revenu entier, mais le revenu moins telle part qui est nécessaire pour donner au capital un accroissement égal à celui que lui aurait assuré un autre mode de production; et que le capital engagé dans le second et le troisième mode obtiendra non l'accroissement tout entier, mais l'accroissement moins ce qu'il faut pour donner au

travail une récompense égale à celle qu'il aurait reçu s'il avait été dépensé dans le premier mode.

Ainsi l'intérêt naît de la puissance d'accroissement que les forces reproductives de la nature, et la possibilité de l'échange, analogue comme effet, donnent au capital. Ce n'est pas une chose arbitraire, mais naturelle; ce n'est pas le résultat d'une organisation sociale particulière, mais des lois de l'univers qui soutiennent la société. Il est donc juste.

Ceux qui parlent d'abolir l'intérêt tombent dans une erreur semblable à celle qui donne une apparence de vérité à la théorie qui fait sortir les salaires du capital. Quand ils pensent à l'intérêt, ils n'ont en vue que celui qui est payé par l'homme qui emploie le capital, au possesseur du capital. Évidemment ceci n'est pas tout l'intérêt, ce n'est qu'un genre d'intérêt. Quiconque se sert de capital et obtient l'accroissement de richesse qu'il est capable de donner, reçoit un intérêt. Si je plante un arbre et le soigne jusqu'au moment où il rapporte, je reçois par ses fruits l'intérêt du capital accumulé qu'il représente, c'est-à-dire du travail dépensé. Si j'élève une vache, le lait qu'elle me donne matin et soir n'est pas simplement la récompense du travail actuellement fait, mais l'intérêt du capital que mon travail, dépensé en l'élevant, a accumulé sur la vache. Et de même, si j'emploie mon capital à aider directement la production en le transformant en machines, ou à l'aider indirectement par l'échange, je reçois un avantage spécial, distinct du caractère reproductif du capital, aussi réel, bien que peut-être moins clair, que celui que je recevrais si j'avais prêté mon capital à une autre personne qui me paierait un intérêt.

CHAPITRE IV.

LE FAUX CAPITAL ET LES PROFITS CONFONDUS AVEC L'INTÉRÊT.

La croyance que l'intérêt est un vol fait à l'industrie est je crois en grande partie due à ce qu'on ne sépare pas assez ce qui est réellement du capital de ce qui n'en est pas, ni les profits qui sont vraiment de l'intérêt des profits qui ont leur source ailleurs que dans l'emploi du capital. Dans le langage et la littérature actuelle, quiconque possède une chose qui, en dehors de son travail, produit un revenu, est appelé capitaliste, et le revenu ainsi reçu est appelé le gain, la prise du capital; et nous entendons partout parler du conflit du travail et du capital. Je ne demande pas encore au lecteur de répondre à la question : y a-t-il réellement oui ou non conflit entre le travail et le capital; mais il est utile d'éclaircir dès à présent certaines questions embrouillées qui mettent de la confusion dans le jugement.

Nous avons déjà fait remarquer que les valeurs foncières qui constituent une partie si considérable de ce qu'on appelle ordinairement le capital, ne constituent nullement un capital; et que la rente que l'on comprend communément dans les revenus du capital, qui prend une portion toujours croissante du produit d'une communauté progressive, n'est nullement le revenu du capital et doit être soigneusement séparée de l'intérêt. Il n'est pas nécessaire maintenant d'appuyer sur ce point. Nous avons aussi remarqué que les fonds, obligations, titres de créances, etc., qui constituent une autre grande portion de ce qu'on appelle communément capital, ne sont nullement un capital; mais sous quelques-unes de leurs formes, ces preuves de dettes ressemblent tellement au capital, et dans certains cas

remplissent ou semblent si bien remplir les fonctions du capital en rapportant à leurs possesseurs un revenu qui non seulement est appelé intérêt, mais a toute l'apparence de l'intérêt, qu'il est utile, avant de débarrasser l'idée de l'intérêt de quelques autres ambiguïtés qui l'enveloppent, de parler encore et plus longuement de celles-ci.

Qu'on se rappelle d'abord ceci : rien ne peut être capital qui n'est pas richesse; c'est-à-dire que rien ne peut être capital qui n'est pas composé de choses actuelles, tangibles, des offrandes spontanées de la nature qui ont en elles-mêmes, et non par procuration, le pouvoir de satisfaire directement ou indirectement le désir humain.

Ainsi une obligation gouvernementale n'est pas un capital, ne représente pas un capital. Le capital qu'a reçu le gouvernement a été consommé improductivement, craché par la bouche des canons, usé en navires de guerre, dépensé pour l'entretien des soldats, marchant, s'exerçant, tuant et détruisant. L'obligation ne peut pas représenter le capital qui a été détruit. Elle ne représente aucun capital. C'est simplement une déclaration solennelle, faite par le gouvernement, qu'il prendra de temps à autre, par le moyen d'impôts, dans le stock de richesse existant chez le peuple, tant de richesse qu'il remettra aux possesseurs de l'obligation ; et que, de temps en temps, il prendra de la même manière assez de richesse pour donner au possesseur le surplus que le capital que le gouvernement promet de rendre un jour, aurait produit s'il était actuellement en sa possession. Les sommes immenses qui sont ainsi prises sur le produit du travail de tout pays moderne, pour payer l'intérêt des dettes publiques, ne sont pas les gains, les accroissements du capital, ne sont pas de l'intérêt, au sens strict du mot, mais des taxes levées sur le produit du travail et du capital, laissant autant en moins pour les salaires et l'intérêt réel.

Mais supposons que les obligations aient été émises pour permettre de creuser davantage le lit d'une rivière, de construire

un phare, ou un marché public; ou bien encore, pour suivre la même idée en changeant de genre d'exemple, supposons qu'elles l'aient été par une compagnie de chemins de fer. Ici elles représenteront un capital existant et appliqué à des usages productifs, et, comme les actions d'une compagnie payant des dividendes, pourront être considérées comme les preuves de la propriété du capital. Mais elles ne doivent être considérées comme telles que lorsque elles représentent actuellement un capital, et non lorsqu'elles ont été émises en plus grand nombre que celui représentant le capital employé. Presque toutes nos compagnies de chemins de fer et autres compagnies ont des charges de ce genre. Là où l'on a réellement employé la valeur d'un dollar de capital, on a émis des certificats pour deux, trois, quatre, cinq et même dix, et sur cette somme fictive on paie avec plus ou moins de régularité un intérêt ou un dividende. Ce qui, en plus de la somme due comme intérêt du capital réel placé, est ainsi gagné et payé par ces compagnies, aussi bien que les sommes considérables absorbées par la réclame et dont on ne tient jamais compte, ne sont évidemment pas pris du produit réuni de la communauté à cause des services rendus par le capital, ce n'est pas de l'intérêt. Si nous nous en tenons à la terminologie des économistes qui décomposent les profits en intérêt, assurance et salaires de surveillance, nous rangerons ces profits sous le nom de salaires de surveillance.

Mais les salaires de la surveillance impliquent nécessairement les revenus dus à certaines qualités personnelles, l'adresse, le tact, l'esprit d'entreprise ou d'organisation, les facultés inventives, le caractère, etc., tandis que dans les profits dont nous parlons, entre un autre élément composant, qui ne peut qu'arbitrairement être placé à côté des éléments ci-dessus cités, l'élément du monopole.

Quand Jacques Ier accorda à son mignon le privilège exclusif de fabriquer du fil d'or et d'argent, et défendit, sous des peines sévères, à quiconque d'autre de faire du fil semblable, le revenu

que tira de ce fait Buckingham n'était pas l'intérêt du capital employé dans la fabrication, ni l'intérêt de l'adresse, etc., de ceux qui conduisaient réellement l'opération, mais de ce que lui avait donné le roi, c'est-à-dire d'un privilège exclusif, ou plutôt du pouvoir de lever pour lui-même un impôt sur tous ceux qui usent de ce fil. C'est d'une source du même genre que viennent une grande partie des profits qu'on confond généralement avec l'intérêt du capital. C'est encore de cette source que viennent les revenus produits par les brevets accordés pour un temps donné, pour encourager l'invention, ainsi que les revenus tirés des monopoles créés par les tarifs protecteurs dans le but prétendu d'encourager l'industrie d'un pays. Il y a une forme plus générale et plus dissimulée de monopole. Dans la réunion des grandes masses de capitaux sous une surveillance commune, se développe une puissance nouvelle et essentiellement différente de cette puissance d'accroissement qui est le trait caractéristique du capital et qui donne naissance à l'intérêt. Pendant que cette dernière force est en quelque sorte une force constructive, la puissance qui naît de la réunion des capitaux est destructive. C'est une puissance du même genre que celle que Jacques accordait à Buckingham, et elle est souvent exercée avec autant d'insouciance, avec aussi peu d'égards non seulement pour les droits industriels, mais encore pour les droits personnels des individus. Une compagnie de chemins de fer approche d'une petite ville comme un voleur de grand chemin approche de sa victime. La menace « Si vous n'acceptez pas nos conditions, nous laisserons votre ville à deux ou trois milles de distance » est aussi efficace que « Arrêtez, la bourse » prononcé en levant un pistolet. Car la menace de la compagnie, si elle se réalisait, non seulement priverait la petite ville des bénéfices que pourrait lui donner le chemin de fer, mais encore la mettrait dans une bien plus mauvaise position que si le chemin de fer n'était pas construit. Là où il y a des communications par eau, on crée un bateau rival, les tarifs sont baissés jusqu'à ce que le bateau pri-

mitif soit forcé de cesser son service; c'est alors que le public est forcé de payer ce qu'a coûté l'opération, comme les Rohillas furent forcés de payer les quarante lacs avec lesquels Sujah Dowlah loua à Warren Hastings des soldats anglais pour l'aider à désoler le pays et à décimer le peuple. Et de même que les voleurs s'unissent pour piller de concert et partager le butin, de même les différentes lignes de chemins de fer s'unissent pour élever les tarifs et égaliser leurs gains; de même le chemin de fer du Pacifique forme avec la Compagnie de navigation de l'Océan Pacifique une combinaison qui équivaut à l'établissement de barrières d'octroi sur terre et sur mer. Et de même que les créatures de Buckingham, sous prétexte de faire respecter la patente royale, opéraient des recherches dans les maisons privées et saisissaient les papiers et les personnes par convoitise, pour extorquer de l'argent, de même une grande compagnie télégraphique qui, grâce à la puissance du capital associé, prive le peuple des États-Unis des avantages complets d'une invention bienfaisante, accapare la correspondance et ruine les journaux qui l'incommodent.

Il n'est pas nécessaire d'appuyer sur ces choses, il suffit d'y faire allusion. Chacun connaît la tyrannie et la rapacité qui font que les capitaux réunis corrompent, volent et détruisent. Je veux seulement attirer l'attention des lecteurs sur ceci : les profits ainsi obtenus ne doivent pas être confondus avec les revenus légitimes du capital considéré comme agent de production. Ils doivent être attribués, pour la plus grande part, à la mauvaise organisation des forces du département législatif du gouvernement, à l'aveugle adhérence qu'on donne à d'anciennes et barbares coutumes, au respect superstitieux des hommes pour la compétence technique d'une fraction minime de l'administration des lois; alors que la cause générale qui, dans les communautés en progrès, tend, avec la concentration de la richesse, à la concentration du pouvoir, est la solution du grand problème que nous cherchons à résoudre sans avoir encore pu le faire.

Toute analyse prouvera que bien des profits qui, dans la pensée du plus grand nombre, sont confondus avec l'intérêt, viennent en réalité, non de la puissance du capital, mais de la puissance des capitaux concentrés, ou des capitaux concentrés agissant sur une mauvaise organisation sociale. Elle montrera aussi que les profits qui sont nettement et réellement les salaires de la surveillance, sont très fréquemment confondus avec les gains du capital.

De même on confond souvent avec l'intérêt les profits qu'amènent les risques à courir. Quelques personnes acquièrent des richesses en courant des chances qui, pour la majorité des gens, amèneraient des pertes. Quelques formes de spéculation sont de ce genre, surtout les jeux de bourse. La décision, le jugement, le savoir faire, la possession d'un capital, sont, dans les formes inférieures du jeu, pour l'escroc ou l'agioteur, des avantages individuels; mais il ne faut pas oublier qu'à la table de jeu, ce que l'un gagne, l'autre doit le perdre.

Et en examinant les grandes fortunes qu'on cite souvent comme des exemples de pouvoir d'accumulation du capital,—les ducs de Westminster, les marquis de Bute, les Rothschild, Astor, Stewart, Vanderbilt, Gould, Stanford, et Flood,—on voit de suite qu'elles ont été édifiées en plus ou moins grande partie, non sur l'intérêt, mais sur les genres de spéculation que nous venons de passer en revue.

Il était nécessaire d'appeler l'attention sur ces distinctions; les discussions courantes qui, suivant le point de départ, font les choses blanches ou noires, le prouvent bien. D'un côté on nous engage à voir dans l'existence de la pauvreté profonde à côté des grandes accumulations de richesses, l'hostilité du capital contre le travail; de l'autre on nous dit que le capital aide le travail, et on nous demande d'en conclure qu'il n'y a rien d'injuste, rien que de naturel dans le golfe si large qui sépare le riche du pauvre; que la richesse n'est que la récompense du travail, de l'intelligence, de l'économie; et que la pauvreté n'est

que la punition de la paresse, de l'ignorance et de l'imprudence.

CHAPITRE V.

LA LOI DE L'INTÉRÊT.

Revenons maintenant à la loi de l'intérêt, en conservant bien présentes à l'esprit les deux choses sur lesquelles l'attention a été appelée.

Premièrement. — Ce n'est pas le capital qui emploie le travail, c'est le travail qui emploie le capital.

Deuxièmement. — Le capital n'est pas une quantité fixe; il peut toujours augmenter ou diminuer 1° par la plus ou moins grande application du travail à la production du capital, 2° par la conversion de la richesse en capital ou du capital en richesse, car le capital n'étant que la richesse appliquée d'une certaine façon, richesse est le terme le plus large et le plus compréhensif.

Il est évident que dans des conditions de liberté, le maximum qu'on peut donner pour l'emploi du capital sera l'accroissement qu'il amènera, et le minimum ou zéro le remplacement du capital employé; car au-dessus de l'un l'emprunt du capital impliquerait une perte, et au-dessous de l'autre le capital ne serait pas remplacé.

Remarquons encore que ce n'est pas, comme le disent à la légère quelques écrivains, l'accroissement d'efficacité donné au travail par l'adaptation du capital à une forme ou à un usage spécial quelconque, qui fixe ce maximum, mais la puissance moyenne d'accroissement qui appartient au capital en général. La faculté de s'appliquer sous des formes avantageuses est une faculté du travail, que le capital en tant que capital ne peut ni réclamer ni partager. Un arc et des flèches permettront à un

Indien de tuer, disons un buffle tous les jours, alors qu'avec un bâton et des pierres il n'en tuerait pas un par semaine; mais le fabricant d'armes de la tribu ne pourra pas réclamer au chasseur six des sept buffles tués, comme rétribution de l'usage de l'arc et des flèches; le capital placé dans une fabrique de laine ne rapportera pas non plus au capitaliste la différence entre le produit de la fabrique, et ce que la même somme de travail aurait produit avec le rouet et le métier à bras. Guillaume, en empruntant un rabot à Jacques, n'obtient pas par cela l'avantage de l'augmentation d'efficacité du travail quand il se sert d'un rabot pour polir des planches, au lieu de se servir d'une coquille ou d'un caillou. Le progrès de la science a rendu l'avantage renfermé dans l'emploi du rabot, une propriété et une puissance commune du travail. Ce qu'il reçoit de Jacques, c'est seulement l'avantage que l'élément d'une année de temps donnerait à la possession du capital représenté par le rabot.

Si les forces vitales de la nature, qui font de l'élément du temps un avantage, sont la cause de l'intérêt, il semblerait s'ensuivre que le taux maximum de l'intérêt devrait être déterminé par l'intensité de ces forces et la part qu'elles prennent à la production. Mais, alors que la force reproductive de la nature semble varier considérablement, — par exemple entre le saumon qui pond des milliers d'œufs et la baleine qui n'élève qu'un petit à plusieurs années d'intervalle; entre le lapin et l'éléphant, — la manière dont est conservé l'équilibre naturel montre qu'il y a une équation entre les forces reproductives et les forces destructives de la nature et que le principe d'accroissement devient par là uniforme. L'homme a, dans des limites étroites, le pouvoir de troubler cet équilbre, et, en modifiant les conditions naturelles, il peut se servir à volonté de l'intensité différente de la force reproductive de la nature. Mais quand il le fait, un autre principe se fait jour dans le vaste champ de ses désirs, principe qui amène, dans l'accroissement de la richesse, une équation semblable, un équilibre pareil à celui qui

s'établit dans la nature entre les différentes formes de la vie. L'équation se montre dans les valeurs. Si dans un pays convenable pour cela j'élève des lapins, et vous des chevaux, mes lapins peuvent, jusqu'au moment où la limite naturelle est atteinte, augmenter plus rapidement que vos chevaux. Mais mon capital n'augmentera pas plus vite, car l'effet des différents taux d'accroissement sera d'amoindrir la valeur des lapins comparée à celle des chevaux, et d'augmenter la valeur des chevaux comparée à celle des lapins.

Bien que l'intensité différente des forces vitales de la nature se fonde ainsi dans l'uniformité, il peut y avoir dans les différents degrés du développement social une différence de proportion dans le concours que ces forces vitales prêtent à la production générale de la richesse. Il y a à ce propos, deux choses à remarquer. D'abord, bien que dans les pays comme l'Angleterre la part prise par les manufactures dans la production générale de la richesse se soit beaucoup accrue en comparaison de la part prise par l'agriculture, il faut cependant remarquer que, jusqu'à un certain point, ceci n'est vrai que de la division politique et géographique et non de la communauté industrielle. Car les communautés industrielles ne sont pas limitées par les divisions politiques ou par les mers ou les montagnes. Elles ne sont limitées que par l'étendue de leurs échanges, et le rôle que jouent, dans l'économie industrielle de l'Angleterre, l'agriculture et l'élevage par rapport à l'industrie, ne peut être déterminé qu'en faisant une moyenne comprenant Iowa et l'Illinois, le Texas et la Californie, le Canada et l'Inde, le Queensland et la Baltique, en un mot tous les pays avec lesquels le commerce anglais, si considérable, fait des échanges. Ensuite, il faut remarquer que, bien qu'avec le progrès de la civilisation les manufactures tendent à s'accroître, comparativement à l'agriculture, et par conséquent que la confiance en les forces reproductives de la nature soit comparativement moins grande, cependant cette tendance est accompagnée d'une extension cor-

respondante de l'échange, ce qui fait plus fortement appel à la puissance d'accroissement ainsi produite. Ainsi ces tendances se balancent complètement l'une l'autre, pouvons-nous dire d'après ce que nous connaissons, et maintiennent l'équilibre qui fixe l'accroissement moyen du capital, ou le taux normal de l'intérêt.

Ce taux normal de l'intérêt, qui doit être aussi éloigné du maximum nécessaire que du minimum nécessaire du revenu du capital, doit être tel que, tout étant considéré (le sentiment de la sécurité, par exemple, le désir de l'accumulation, etc.) que la récompense du capital et la récompense du travail soient égales, c'est-à-dire soient un résultat également attrayant pour l'effort ou le sacrifice fait. Il est peut-être impossible de formuler ce taux normal, parce que les salaires sont habituellement estimés par une quantité et l'intérêt par un rapport; mais si nous supposons qu'une quantité donnée de richesse est le produit d'une somme donnée de travail, coopérant pour un temps déterminé avec une certaine somme de capital, la proportion suivant laquelle serait divisé le produit entre le travail et le capital, nous offrirait un point de comparaison. Il doit exister un point que le taux de l'intérêt doit tendre à atteindre; puisque, à moins que l'équilibre ne soit établi, le travail n'accepterait pas l'emploi du capital, ou le capital ne serait pas mis à la disposition du travail. Car le travail et le capital ne sont que deux formes d'une même chose, l'activité humaine. Le capital est produit par le travail; c'est en réalité le travail imprimé sur la matière; c'est le travail enmagasiné, pour qu'on le trouve quand il en est besoin, comme la chaleur du soleil est enmagasinée dans le charbon dont on se sert pour allumer un fourneau. L'emploi du capital dans la production n'est donc qu'un mode de travail. Comme on ne peut employer le capital qu'en le dépensant, son emploi est une dépense de travail; et pour la conservation du capital, sa production doit être proportionnée à sa consommation faite pour aider le travail. Donc le principe qui, les circonstances permettant

la libre compétition, règle l'égalisation des salaires et des profits, — le principe d'après lequel les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs avec le moins d'effort possible, — opère de façon à établir et à maintenir cet équilibre entre les salaires et l'intérêt.

Cette relation naturelle entre les salaires et l'intérêt, cet équilibre d'après lequel chacun représente un revenu égal pour un effort égal, peut être exposée de façon à suggérer l'idée d'un rapport d'opposition; mais cette opposition n'est qu'apparente. Dans une association entre Frédéric et Henri, si l'on dit que Frédéric reçoit tant sur les profits, cela veut tout de suite dire que la part de Henri est plus ou moins forte que celle de Frédéric; mais si, comme dans ce cas, chacun reçoit seulement ce qu'il ajoute au fonds commun, l'augmentation de la part de l'un ne diminuera pas ce que reçoit l'autre.

Une fois cette relation fixée, il est évident que l'intérêt et les salaires doivent s'élever et tomber en même temps, et que l'intérêt ne peut s'accroître sans que les salaires augmentent; ni les salaires baisser sans que l'intérêt baisse. Car si les salaires baissent, l'intérêt doit baisser proportionnellement; autrement il deviendrait plus profitable de transformer le travail en capital que de l'appliquer directement; tandis que si l'intérêt baisse, les salaires doivent baisser proportionnellement, ou autrement l'accroissement du capital se trouverait enrayé.

Nous ne parlons naturellement pas des salaires ou de l'intérêt particuliers, mais du taux général du salaire et de l'intérêt (en voulant toujours dire par intérêt le revenu que peut assurer le capital, moins l'assurance et les salaires de la surveillance). Dans un cas particulier, dans un mode spécial d'emploi, la tendance des salaires, ou de l'intérêt, à l'équilibre peut être contrariée; mais entre le taux général des salaires, et le taux général de l'intérêt, nous devons trouver facilement cette tendance agissant. Car, bien que dans une branche particulière

de production la ligne puisse être nettement tracée entre ceux qui fournissent le travail et ceux qui fournissent le capital, cependant, même dans les communautés où la classe des travailleurs est très nettement séparée de la classe des capitalistes, ces deux classes se fondent l'une avec l'autre en passant par des degrés imperceptiblement différents, et aux points extrêmes, quand une même personne appartient aux deux classes, l'action et la réaction qui produisent l'équilibre, ou empêchent qu'il ne soit troublé, peuvent se manifester sans obstacle, quelles que soient les difficultés qui existent quand la séparation est absolue. De plus, on doit se rappeler, comme cela a déjà été dit, que le capital n'est qu'une portion de la richesse, distincte de la richesse en général par le but seul de son emploi, et que par conséquent la richesse en général a sur les relations du capital et du travail le même effet égalisant, qu'un volant sur le mouvement d'une machine, reprenant le capital quand il est en excès, le rendant lorsqu'il fait défaut; de même un joaillier donne à sa femme des diamants à porter quand il en a surabondamment dans son fonds, et les remet dans ses vitrines lorsque son fonds a diminué. Donc, toute tendance de la part de l'intérêt à s'élever au-dessus de l'équilibre formé avec les salaires, doit immédiatement rencontrer, non seulement une tendance à diriger le travail vers la production du capital, mais encore une application de la richesse aux emplois du capital; de même toute tendance des salaires à s'élever au dessus de l'équilibre formé avec l'intérêt doit rencontrer, non seulement une tendance à détourner le travail de la production du capital, mais aussi à amoindrir la proportion de capital, en détournant d'un usage productif vers un usage improductif quelques-uns des articles de richesse dont est composé le capital.

Récapitulons : il y a une certaine relation ou rapport entre les salaires et l'intérêt, rapport fixé par des causes qui, si elles ne sont pas absolument permanentes, changent lentement; ces causes font qu'il y a assez de travail changé en capital pour

fournir le capital demandé par la production, vu le degré de connaissance, l'état des arts, la densité de la population, le caractère des occupations, la variété, l'extension et la rapidité des échanges; et cette relation ou ce rapport, l'action réciproque du travail et du capital le maintiennent constamment; donc l'intérêt doit hausser et baisser avec la hausse et la baisse des salaires.

Par exemple : le prix de la farine est déterminé par le prix du blé et le coût de la mouture. Le coût de la mouture varie lentement et de très peu, la différence, même à de longs intervalles, est à peine perceptible; tandis que le prix du blé varie fréquemment et de beaucoup. Donc nous pouvons correctement dire que le prix de la farine varie suivant le prix du blé. Ou, pour mettre la proposition sous la même forme que la précédente : il y a une certaine relation, un certain rapport entre la valeur du blé et la valeur de la farine, fixé par le coût de la mouture; rapport que l'action et la réaction de la demande de farine et l'offre de blé, entretient constamment; donc le prix de la farine doit s'élever et baisser avec la hausse et la baisse du prix du blé.

Ou, déterminant par l'induction le rapport et le prix du blé, si nous disons que le prix de la farine dépend du caractère des saisons, de la guerre, etc., nous pouvons mettre la loi de l'intérêt sous une forme qui l'unit directement à la loi de la rente, et dire que le taux général de l'intérêt sera déterminé par le revenu du capital dans la terre la plus pauvre où soit librement appliqué le capital, c'est-à-dire dans la meilleure terre qui lui soit ouverte sans paiement de rente. C'est ainsi que nous donnons à la loi de l'intérêt une forme qui montre qu'elle est le corollaire de la loi de la rente.

Nous pouvons encore prouver ceci d'une autre manière : car nous pouvons clairement voir que l'intérêt doit décroître quand la rente augmente, si nous éliminons les salaires. Pour cela, il nous faut naturellement imaginer un univers organisé sur des

principes entièrement différents. Néanmoins nous pouvons imaginer ce que Carlyle aurait appelé le paradis d'un fou, où la production de la richesse aurait lieu sans l'aide du travail, et seulement par la force reproductive du capital, où les moutons porteraient des vêtements tout faits sur leur dos, où les vaches présenteraient du beurre et du fromage, et où les bœufs arrivés au point voulu d'engraissement, se découperaient eux-mêmes en beefsteaks et en côtelettes; où les maisons pousseraient toutes seules, et où un couteau jeté en terre prendrait racine, et au moment voulu porterait un assortiment de couteaux. Imaginons certains capitalistes, transportés dans un monde semblable, avec leurs capitaux ayant des formes appropriées aux circonstances. Il est évident qu'ils ne prendraient, comme revenu de leur capital, toute la somme de richesse produite par lui, que tant qu'on ne demanderait pas une part de ce produit comme rente. Quand naîtrait la rente, elle serait prise sur le produit du capital, et lorsqu'elle augmenterait, le revenu des possesseurs du capital diminuerait nécessairement. Si nous supposons que le lieu où le capital possède ce pouvoir de produire de la richesse sans l'aide du travail, est limité, que c'est une île par exemple, nous verrons que le capital ayant augmenté jusqu'à la limite de ce que permettent les ressources de l'île, le revenu du capital doit immédiatement baisser jusqu'à n'être presque rien en plus du minimum de simple remplacement, et les propriétaires du sol recevoir presque tout le produit sous forme de rente, car la seule alternative pour les capitalistes, serait de jeter leurs capitaux à la mer. Ou, si nous imaginons que cette île est en communication avec le reste du monde, le revenu du capital descendra au taux du revenu dans les autres pays. L'intérêt ne serait alors ni plus fort ni plus faible qu'en aucun autre lieu. La rente obtiendrait tout l'avantage, et la terre, dans une telle île, aurait une grande valeur.

Pour résumer, voici la loi de l'intérêt :

La relation entre les salaires et l'intérêt est déterminée par

la puissance moyenne d'accroissement qui est attachée au capital par son emploi dans des modes reproductifs. A mesure que la rente montera, l'intérêt, comme les salaires, devra baisser, ou sera déterminé par la limite de culture.

J'ai essayé jusqu'ici de déterminer la loi de l'intérêt, plus par égard pour la terminologie existante et les modes ordinaires de la pensée, que par nécessité pour notre enquête. En réalité les divisions primaires de la richesse dans la distribution sont au nombre de deux, et non de trois. Le capital n'est qu'une forme du travail, et sa distinction du travail n'est en réalité qu'une subdivision, semblable à la division qu'on ferait du travail en travail adroit et en maladroit. Nous avons atteint dans notre examen le même point où nous serions arrivés en traitant simplement le capital comme une forme du travail, et en cherchant la loi qui divise le produit entre la rente et les salaires, c'est-à-dire entre les possesseurs des deux facteurs — substances et forces naturelles, activité humaine — dont l'union produit la richesse.

CHAPITRE VI.

LES SALAIRES ET LA LOI DES SALAIRES.

Nous avons déjà obtenu par déduction la loi des salaires. Mais, pour vérifier notre déduction et débarrasser le sujet de toute ambiguïté, cherchons maintenant la loi en prenant un nouveau point de départ.

Il n'y a naturellement pas de taux commun des salaires, en ce sens qu'il n'y a en aucun temps et en aucun lieu un taux commun de l'intérêt. Les salaires, toutes les rétributions données au travail étant comprises dans ce terme, ne varient pas seulement suivant les différentes capacités des individus, mais,

à mesure que l'organisation de la société se complique, suivant les occupations. Néanmoins, il y a une certaine relation générale entre tous les salaires, et nous exprimons une idée claire et parfaitement comprise quand nous disons que les salaires sont plus élevés ou plus bas dans un lieu qu'en un autre. Dans leurs degrés, les salaires haussent ou baissent suivant une loi commune. Quelle est cette loi?

Le principe fondamental de l'activité humaine, la loi qui est à l'économie politique ce que la loi de gravitation est à la physique, est que l'homme cherche à satisfaire ses désirs avec le moins d'effort possible. Évidemment ce principe doit avoir pour effet, par la compétition qu'il crée, d'égaliser la récompense gagnée par des efforts semblables dans des circonstances semblables. Quand les hommes travaillent pour eux-mêmes, cette égalisation s'effectuera par l'équation des prix; entre ceux qui travaillent pour eux-mêmes et ceux qui travaillent pour les autres, la même tendance à l'égalisation doit opérer. Eh bien, avec ce principe, dans des conditions de liberté, quels seront les termes dans lesquels un homme pourra en louer d'autres pour travailler pour lui? Ces conditions seront évidemment fixées par ce que pourraient faire ces hommes en travaillant pour eux-mêmes. Le principe qui empêchera le patron de donner plus que ce qui est nécessaire pour déterminer le changement d'occupation, l'empêchera aussi de donner moins. Si les travailleurs demandent plus, la compétition d'autres ouvriers les empêchera d'avoir du travail. Si le patron offre moins, personne n'acceptera ses conditions puisque le résultat obtenu serait meilleur si on travaillait pour soi. Donc, bien que le patron désire payer le moins possible, et que les ouvriers désirent recevoir le plus possible, les salaires seront fixés par la valeur ou le produit de tel travail pour les ouvriers eux-mêmes. Si les salaires dépassent cette ligne, ou se tiennent en dessous, c'est temporairement; la tendance à les ramener à ce niveau se manifestant immédiatement.

Mais, le résultat ou le gain du travail, comme on le voit

dans ces occupations primitives et fondamentales où s'engage d'abord le travail, et qui, même dans les sociétés très développées, forment encore la base de la production, ne dépendent pas seulement de l'intensité ou de la qualité du travail lui-même. La richesse est le produit de deux facteurs, la terre et le travail, et ce qu'une somme de travail rapportera variera avec les substances et forces naturelles mises en œuvre. Ceci étant, le principe d'après lequel l'homme cherche à satisfaire ses désirs avec le moins d'effort possible, fixera les salaires suivant le produit de ce travail appliqué au point de plus haute puissance productive ouvert au travail. De plus, en vertu de ce même principe, le point le plus haut de puissance productive naturelle ouvert au travail dans les conditions existantes, sera le point le plus bas où se fasse la production, car les hommes, forcés par une loi suprême de l'esprit humain à chercher à satisfaire leurs désirs avec le moins d'effort possible, ne dépenseront pas leurs forces sur un point ou la production est faible, quand un point où elle est forte, leur est ouvert. Donc, les salaires qu'un patron doit payer seront déterminés par le point le plus bas de la productivité naturelle, qu'atteigne la production, et les salaires hausseront ou baisseront suivant que ce point se déplace.

Par exemple : dans un état primitif de société, chacun travaille pour soi-même, les uns chassant, les autres pêchant ou cultivant la terre. Supposons qu'on ne fait que commencer à cultiver la terre, et que les terres sont toutes de la même qualité, donnant le même revenu pour le même travail. Les salaires donc, car bien qu'il n'y ait ni patron ni ouvrier, il y a cependant des salaires, les salaires donc seront le produit complet du travail, et en faisant la part de la différence d'agrément, de risques, etc., entre les trois genres d'occupation, ils seront égaux en moyenne, c'est-à-dire que des efforts semblables donneront des résultats semblables. Alors, si un homme veut employer quelques-uns de ses compagnons à travailler pour lui au lieu de travailler pour eux-mêmes, il devra leur payer

des salaires fixés par ce produit moyen complet du travail.

Laissons s'écouler un certain temps. La culture s'est étendue, et est appliquée à des terres qui, au lieu d'être de même qualité, sont de différentes qualités. Les salaires ne seront donc plus comme auparavant, le produit moyen du travail. Ils seront le produit moyen du travail à la limite de la culture, ou au point où le revenu sera le plus bas. Car, comme les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs avec le moins d'effort possible, le point de culture où le revenu est le plus faible, doit donner au travail une rétribution équivalente à la rétribution moyenne de la chasse et de la pêche [1]. Le travail ne produira plus des revenus égaux pour des efforts égaux, mais ceux qui travailleront sur les meilleures terres obtiendront un produit plus grand pour le même travail, que ceux qui cultivent les terres inférieures. Les salaires, cependant, seront encore égaux, car cet excès que reçoivent les cultivateurs de la terre supérieure est en réalité la rente, et, si la terre est soumise au régime de la propriété individuelle, c'est là ce qui lui donnera une valeur. Enfin, les circonstances étant ainsi changées, si un membre de cette communauté désire louer d'autres membres pour qu'ils travaillent pour lui, il n'aura à leur payer que ce que le travail rapporte au point le plus bas de culture. Si plus tard les limites du point de culture sont reculées et finissent par renfermer des terres produisant de moins en moins, les salaires doivent aussi baisser; au contraire, si ces limites reviennent vers les terres supérieures, les salaires hausseront aussi; car, de même qu'un corps libre tend à prendre le chemin le plus court vers le centre de la terre, de même les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs de la manière la plus facile.

Nous venons de déduire la loi des salaires d'un principe évident et universel: Les salaires dépendent des limites de la culture; ils sont plus élevés ou plus bas suivant que le pro-

[1] Cette égalisation s'effectuera par l'équation des prix.

duit que le travail peut obtenir des substances et forces naturelles les plus généreuses à sa disposition, est plus ou moins considérable ; tout cela découle du principe d'après lequel les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs avec le moins d'effort possible.

Si maintenant nous passons des états primitifs de société aux phénomènes complexes des sociétés très civilisées, nous verrons qu'ils sont également soumis à cette loi.

Dans les sociétés civilisées les salaires diffèrent beaucoup, ils ont pourtant entre eux une relation plus ou moins définie, plus ou moins évidente. Cette relation n'est pas invariable; à une époque un philosophe célèbre gagnera par ses leçons bien des fois le salaire d'un excellent mécanicien; dans une autre il aura à peine le salaire d'un valet; dans une grande ville certaines occupations rapporteront des salaires relativement élevés, et dans un nouvel établissement, des salaires relativement bas; cependant ces variations entre les salaires peuvent, dans toutes les conditions et en dépit des divergences arbitraires causées par la coutume, la loi, etc., être attribuées à certaines circonstances. Dans un de ses chapitres les plus intéressants, Adam Smith énumère ainsi les principales circonstances « qui expliquent un gain pécuniaire faible pour certains emplois, et contre-balancent un gain élevé pour d'autres : Premièrement, l'agrément et le désagrément des emplois eux-mêmes. Deuxièmement, la facilité, le bon marché, ou la difficulté et la cherté de l'apprentissage. Troisièmement, la continuité ou l'irrégularité du travail dans ces emplois. Quatrièmement, le plus ou moins de confiance qu'on peut avoir en eux. Cinquièmement, la probabilité ou l'improbabilité du succès dans ces emplois [1]. » Il est inutile d'étudier en détail ces causes de différence dans les salaires entre les différents emplois. Elles ont été admirablement exposées et expliquées par Adam Smith et les écono-

[1] Ceci, qui est analogue à l'élément du risque dans les profits, explique les salaires élevés des avocats, médecins, entrepreneurs, acteurs, etc., ayant réussi.

mistes qui l'ont suivi; et si ces derniers n'ont pas toujours saisi la loi principale, ils en ont du moins bien étudié les détails.

L'effet de toutes les circonstances qui donnent naissance aux différences entre les salaires de différentes occupations, peut être compris dans la formule de l'offre et de la demande, et il est parfaitement correct de dire que les salaires de différentes occupations varient relativement, suivant les différences dans l'offre et la demande de travail, voulant dire par demande l'appel que la communauté dans son ensemble fait aux services d'une espèce particulière, et par offre la somme relative de travail qui, dans les circonstances existantes, peut rendre des services particuliers. Mais, bien que ceci soit vrai des différences relatives entre les salaires, quand on dit, comme on le fait généralement, que le taux général des salaires est déterminé par l'offre et la demande, alors ces mots n'ont plus de sens. Car l'offre et la demande ne sont que des termes relatifs. L'offre de travail ne peut que signifier le travail offert en échange du travail, ou du produit du travail, et la demande de travail ne peut que vouloir dire le travail ou le produit du travail offert en échange de travail. L'offre est donc la demande, et la demande l'offre, et dans une communauté entière les deux doivent avoir une extension égale. L'économie politique courante le comprend nettement ainsi lorsqu'elle parle de la vente, et les arguments de Ricardo, de Mill et d'autres, qui prouvent que des changements dans l'offre et la demande ne peuvent pas produire une hausse ou une baisse générale des valeurs, tout en pouvant causer une hausse ou une baisse dans la valeur d'une chose particulière, sont également applicables au travail. Ce qui cache l'absurdité de cette manière de parler de l'offre et de la demande à propos du travail, c'est l'habitude de considérer la demande de travail comme venant du capital, et comme une chose distincte du travail; mais l'analyse à laquelle cette idée a déjà été soumise prouve suffisamment qu'elle est fausse. Il est évident, d'après le simple exposé des faits, que les salaires

ne peuvent jamais, d'une façon permanente, excéder le produit du travail, et que par conséquent il n'y a pas de fonds d'où l'on puisse en aucun temps tirer les salaires, excepté le fonds que crée constamment le travail.

Mais, bien que toutes les circonstances qui produisent les différences entre les salaires des différentes occupations puissent être considérées comme opérant par l'intermédiaire de l'offre et de la demande, elles peuvent (elles, ou plutôt leurs effets, car parfois la même cause opère de différentes manières) être séparées en deux classes, selon qu'elles tendent seulement à élever des salaires apparents, où selon qu'elles tendent à élever des salaires réels, c'est-à-dire à augmenter la récompense moyenne qu'obtient une activité égale. Les gages élevés de certaines occupations ressemblent *beaucoup*, suivant la comparaison d'Adam Smith, aux lots d'une loterie, où le grand gain de l'un est fait des pertes de beaucoup d'autres. Ceci n'est pas seulement vrai des professions que cite le Dr Smith, c'est encore le plus souvent vrai des salaires de la surveillance, dans les opérations commerciales, ainsi que le prouve le fait que quatre-vingt-dix maisons de commerce sur cent qui se fondent, font faillite. Les gages élevés de ces occupations qui dépendent de certains états du temps, ou autrement sont intermittentes et incertaines, sont encore de la même classe; tandis que les différences qui viennent de la difficulté, du discrédit, de l'insalubrité, etc., de l'occupation, impliquent des différences de sacrifices qui reçoivent des compensations plus fortes et ne font que maintenir le niveau des rétributions égales pour des efforts égaux. Toutes ces différences ne sont en somme que des égalisations naissant de circonstances qui, suivant les paroles d'Adam Smith, « expliquent les petits gains de certaines positions, et contre-balancent les gains élevés des autres. » Mais à côté de ces différences apparentes, il y a des différences réelles de salaires qui sont causées par la plus ou moins grande rareté des qualités requises, les capacités ou l'adresse, naturelles ou ac-

quises, recevant en général des salaires plus élevés. Ces différences de qualités naturelles ou acquises sont essentiellement analogues aux différences de force et de rapidité dans le travail manuel; et de même que pour le travail manuel les gages élevés, payés à celui qui peut faire beaucoup, sont basés sur les gages payés à ceux qui donnent un travail moyen, de même les salaires, pour les occupations nécessitant des capacités supérieures, ou une adresse supérieure, doivent dépendre des salaires moyens payés pour des capacités et une adresse moyennes.

Il est évident, en pratique comme en théorie, que, quelles que soient les circonstances qui produisent la différence des salaires des différentes occupations, et bien que ces circonstances varient dans leurs relations, produisant entre une époque et une autre, un pays et un autre, de plus ou moins grandes différences relatives; cependant, le taux du salaire d'une occupation dépend toujours du taux du salaire d'une autre, et ainsi de suite jusqu'aux salaires les plus élevés comme jusqu'aux plus bas, pour les occupations ou la demande est la plus uniforme, et que l'on prend le plus en toute liberté.

Car, bien que des difficultés plus ou moins grandes formant limites puissent exister, la somme de travail devant être consacrée à une entreprise particulière n'est nulle part absolument fixée. Tout artisan pourrait devenir laboureur, et bien des laboureurs deviendraient facilement des artisans; tout entrepositaire pourrait devenir marchand, et beaucoup de marchands deviendraient facilement entrepositaires; bien des fermiers, s'ils avaient quelque raison de le faire, deviendraient chasseurs ou mineurs, pêcheurs ou marins, et bien des chasseurs, mineurs, pêcheurs et marins connaissent assez la culture pour y mettre les mains si cela est nécessaire. Dans chaque genre d'occupation il y a des hommes qui cultivent en même temps un autre genre, qui alternent entre deux occupations, pendant que les jeunes gens qui viennent sans cesse remplir les rangs des travailleurs prennent la direction la plus engageante, celle où

ils espèrent rencontrer des résistances moindres. De plus, toutes les gradations dans les salaires se fondent l'une avec l'autre par des degrés imperceptibles, au lieu d'être nettement séparées par des intervalles définis. Les salaires des artisans, même des moins payés, sont en général plus élevés que ceux des simples laboureurs; mais il y a toujours quelques artisans qui, dans l'ensemble, ne font pas autant que quelques laboureurs; le mieux payé des avocats reçoit plus que le mieux payé des clercs; mais le mieux payé des clercs fait plus que quelques avocats, et, de fait, le plus mal payé des clercs fait plus que le plus mal payé des avocats. Ainsi, sur la lisière de chaque occupation, se tiennent ceux dont les motifs de s'occuper d'une façon ou d'une autre se balancent si bien, que le plus petit changement suffit pour les déterminer à travailler dans une direction ou dans une autre. Donc toute augmentation ou toute diminution dans la demande d'un travail d'un certain genre ne peut, à moins que ce ne soit temporairement, élever les salaires de ce genre de travail, ni les faire baisser au-dessous du niveau relatif des salaires des autres occupations, niveau déterminé par les circonstances déjà citées, agrément relatif, continuité du travail, etc., etc. L'expérience prouve que, même où des barrières artificielles s'opposent à cette action des salaires les uns sur les autres, où il y a par exemple des lois, des règlements de corporations, des castes, ces entraves peuvent gêner, mais non empêcher l'établissement de l'équilibre. Elles opèrent comme les digues qui élèvent l'eau d'un fleuve au-dessus de son niveau, mais ne peuvent l'empêcher de déborder.

Ainsi, bien que les relations entre les salaires puissent changer de temps en temps, comme changent les circonstances qui déterminent les niveaux relatifs, il est pourtant évident que les salaires à tous les degrés doivent en dernier lieu dépendre des salaires les plus bas et les plus élevés, le taux général des salaires s'élevant ou baissant, suivant que ceux-ci haussent ou baissent.

Les occupations primitives et fondamentales sur lesquelles sont pour ainsi dire fondées toutes les autres, sont évidemment celles qui tirent directement la richesse de la nature; donc, la loi des salaires de ces occupations doit être la loi générale des salaires. Et comme dans ces occupations les salaires dépendent évidemment de ce que le travail peut produire sur le point le plus bas de production où il s'applique ordinairement, donc les salaires dépendent généralement des limites de la culture, ou, pour parler plus correctement, du point le plus haut de productivité naturelle auquel le travail est libre de s'appliquer lui-même sans être obligé de payer une rente.

Cette loi est si évidente qu'on l'exprime parfois sans l'admettre. On dit souvent que dans des pays comme la Californie ou le Nevada le travail bon marché aiderait beaucoup au développement du pays, parce qu'il permettrait d'exploiter les dépôts plus pauvres, mais plus étendus, de minerai. Ceux qui s'expriment ainsi perçoivent une relation entre les salaires bas et un point inférieur de production, mais ils intervertissent la cause et l'effet.

Ce n'est pas parce que les salaires baisseraient qu'on exploiterait les dépôts moins riches; c'est l'extension de la production aux dépôts inférieurs qui abaissera les salaires. Si l'on pouvait arbitrairement abaisser les salaires, comme cela a été fait parfois par des lois, on n'exploiterait pas les mines pauvres tant qu'il y en aurait de riches. Mais si l'on abaissait arbitrairement la limite de production, si les mines les plus riches étaient entre les mains d'individus aimant mieux attendre un accroissement futur de valeur que de les faire exploiter immédiatement, alors les salaires baisseraient nécessairement.

La démonstration est complète. Nous avons obtenu la loi des salaires comme corollaire de la loi de la rente et s'harmonisant parfaitement avec la loi de l'intérêt. La voici :

Les salaires dépendent de la limite de production, ou du produit que peut obtenir le travail au point le plus élevé de

productivité naturelle qui lui est ouvert sans qu'il ait une rente à payer.

Cette loi des salaires s'accorde avec les faits universels et les explique; sans elle ils semblent incohérents et contradictoires.

Elle montre que :

Là où la terre est libre et le travail non aidé par le capital, le produit entier va au travail comme salaire.

Là où la terre est libre et le travail aidé par le capital, le salaire sera formé du produit entier moins la part nécessaire pour engager l'accumulation du travail comme capital.

Là où la terre devient propriété et où naît la rente, les salaires seront fixés parce que le travail pourra réaliser sur les terres les meilleures qui lui seront laissées sans rente à payer.

Là où les forces et substances naturelles sont toutes propriétés de quelqu'un, les salaires seront forcés par la compétition entre les ouvriers, d'atteindre le minimum avec lequel les ouvriers consentiront à vivre.

Ce minimum nécessaire des salaires (ce que Smith et Ricardo appellent les « salaires naturels, » et qui, suivant Mill règle les salaires, qui seront plus élevés ou plus bas, suivant que la classe ouvrière consent à se reproduire dans un état plus ou moins grand d'aisance) est cependant compris dans la loi des salaires précédemment exposée, puisqu'il est évident que la limite de la production ne peut pas tomber plus bas que ce point où il sera laissé, sous forme de salaires, juste assez pour assurer l'entretien du travail.

La loi des salaires, comme la loi de la rente de Ricardo dont elle est corollaire, porte en elle-même sa propre preuve, et devient évidente par le seul fait de son exposition. Car elle n'est qu'une application de la vérité centrale qui est le fondement de tout raisonnement économique : l'homme cherche à satisfaire ses désirs avec le moins d'effort possible. En général un homme ne travaillera pas pour un autre lui donnant moins, tout bien considéré, qu'il ne gagnerait en travaillant pour lui-même;

il ne travaillera pas plus pour lui-même s'il peut gagner plus en travaillant pour un autre; par conséquent la rétribution que le travail peut tirer des substances naturelles qui lui sont ouvertes, doit fixer les salaires que reçoit partout le travail. C'est-à-dire que la ligne de la rente est la mesure nécessaire de la ligne des salaires. En fait, l'admission de la loi de la rente dépend de l'acceptation préalable (acceptation qui dans bien des cas semble inconsciente) de cette loi des salaires. Ce qui rend évident que la terre d'une certaine qualité rapportera sous forme de rente l'excès de son produit sur le produit de la terre la moins productive en usage, c'est l'intelligence de ce fait que le propriétaire d'une terre de qualité supérieure peut se procurer le travail nécessaire pour exploiter sa terre en payant ce que ce travail pourrait produire s'il était appliqué à la terre la plus pauvre.

Dans ses manifestations les plus simples, cette loi des salaires est reconnue par des gens qui ne s'occupent guère d'économie politique, de même que le fait qu'un corps pesant doit tomber sur la terre est depuis longtemps reconnu par des gens qui n'ont jamais pensé à la loi de la gravitation. Il n'est nullement besoin d'être philosophe pour voir que si dans tous les pays les capacités naturelles étaient accessibles à tous, et si les ouvriers pouvaient en travaillant pour eux-mêmes gagner des salaires plus élevés que les salaires les plus bas qu'on leur donne maintenant, le taux général des salaires monterait; le plus ignorant, le plus stupide des mineurs de la Californie primitive savait bien que du moment que les placers seraient monopolisés, les salaires devraient baisser. Il n'est pas besoin d'une théorie savante pour expliquer pourquoi les salaires sont si élevés relativement à la production dans les pays nouveaux où la terre n'est pas encore monopolisée. La cause est à la surface. Un homme ne voudra pas travailler pour un autre pour moins que ne lui rapporte réellement son travail, alors qu'il peut s'enfoncer un peu plus dans les terres et prendre une

ferme pour lui-même. C'est seulement lorsque la terre est monopolisée, et que les forces et substances naturelles sont fermées au travail, que les ouvriers sont obligés de se faire concurrence pour obtenir du travail, et que le fermier peut louer des bras pour faire son ouvrage, pendant qu'il vit lui-même sur la différence entre ce que produit leur travail et ce qu'il leur paie pour ce travail.

Adam Smith lui-même entrevit la cause des salaires élevés dans les pays où la terre est aux nouveaux occupants ; mais il n'apprécia pas l'importance du fait ni sa liaison avec d'autres. En traitant des causes de la prospérité dans les nouvelles colonies (chap. VII, livre IV, *Richesse des Nations*) il dit :

« Chaque colon obtient plus de terre qu'il ne peut en cultiver. Il n'a pas de rente, presque pas d'impôts à payer..... Il est donc pressé de réunir des ouvriers et les paie généreusement. Mais ces gages généreux, joints à l'abondance et au bon marché de la terre, font que ces ouvriers le quittent pour devenir propriétaires de terres eux-mêmes, et pour récompenser avec la même libéralité d'autres ouvriers qui les quitteront bientôt comme ils ont eux-mêmes quitté leurs premiers maîtres. »

Ce chapitre contient plusieurs passages qui, comme le commencement du chapitre sur les salaires du travail, prouvent qu'Adam Smith n'a été empêché d'apprécier les vraies lois de la distribution de la richesse que parce qu'au lieu de chercher ses premiers principes dans les sociétés primitives, il les prit dans les manifestations sociales complexes, où il était aveuglé par une théorie pré-acceptée des fonctions du capital, et à ce qu'il me semble, par une vague acceptation de la doctrine que Malthus formula deux ans après sa mort. Et il est impossible de lire les ouvrages des économistes qui depuis Smith ont essayé d'édifier et d'éclaircir la science de l'économie politique, sans voir combien de fois ils ont rencontré par hasard la loi des salaires, sans la formuler nettement une seule fois. Cependant « si c'était un chien il les aurait mordu ! » En réalité il est dif-

ficile de ne pas croire que quelques-uns ont nettement vu cette loi; mais, redoutant les conclusions pratiques auxquelles elle les aurait conduits, ils ont préféré l'ignorer, la voiler, plutôt que de s'en servir comme de la clef des problèmes qui les embarrassaient. Une grande vérité à dire à un siècle qui l'a rejetée et foulée aux pieds, n'est pas une parole de paix, mais une parole de guerre.

Il serait peut-être bon, avant de terminer ce chapitre, de rappeler au lecteur, ce que j'ai déjà dit, que j'emploie le mot salaire comme représentant non une quantité, mais une proportion. Quand je dis que les salaires baissent quand la rente monte, je ne veux pas dire que la quantité de richesse obtenue par les travailleurs sous forme de salaires est nécessairement moindre, mais que la proportion qu'elle représente par rapport à l'ensemble du produit est nécessairement moindre. La proportion peut diminuer alors que la quantité reste la même ou s'accroît. Si la limite de la culture descend d'un point productif que nous appellerons 25, à un point productif que nous appellerons 20, la rente de toutes les terres qui auparavant payaient une rente, augmentera de cette différence, et la proportion du produit entier qui allait comme salaire aux travailleurs, diminuera d'autant; mais si dans l'intervalle, les progrès de l'industrie, ou les économies que rend possible l'accroissement de population, ont tellement augmenté la force productive du travail que, au point 20, le même travail produit autant de richesse qu'autrefois au point 25, alors les ouvriers recevront comme salaires une quantité aussi grande qu'autrefois, et la baisse relative des salaires ne se fera sentir par aucune diminution des nécessités ou de l'aisance de la vie de l'ouvrier, mais se fera seulement sentir par un accroissement de la valeur de la terre, par les revenus plus grands et les dépenses plus fortes de la classe touchant les rentes.

CHAPITRE VII.

CORRÉLATION ET COORDINATION DE CES LOIS.

Les conclusions où nous a conduits notre examen des lois qui gouvernent la distribution de la richesse, changent une grande et très importante partie de la science de l'économie politique, telle qu'on l'enseigne aujourd'hui, renversant quelques-unes de ses théories les mieux élaborées, jetant une nouvelle lumière sur quelques-uns de ses plus graves problèmes. Et cependant, nous n'avons occupé dans notre marche aucun terrain disputé; nous n'avons pas avancé un seul principe fondamental qui ne fût déjà reconnu.

La loi de l'intérêt et la loi des salaires, que nous avons substituées à celles enseignées ordinairement, sont les déductions nécessaires de la grande loi qui seule rend possible l'existence d'une science de l'économie politique, de la loi toute puissante, inséparable de l'esprit humain, comme l'attraction est inséparable de la matière, et sans laquelle il serait impossible de prévoir une seule action humaine, de fonder des calculs dessus, cet acte fût-il très ordinaire ou de la plus haute importance. Cette loi fondamentale, — les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs avec le moins d'effort possible — devient, lorsqu'on l'envisage dans sa relation avec un des facteurs de production, la loi de la rente; en relation avec un autre facteur, la loi de l'intérêt; en relation avec un troisième, la loi des salaires. Et en acceptant la loi de la rente, qu'ont acceptée depuis Ricardo tous les économistes de marque, et qui, comme un axiome de géométrie, n'a besoin que d'être comprise pour être reconnue vraie, on accepte inférentiellement, comme séquences nécessaires, la loi de l'intérêt et la loi des salaires, telles que je les ai exposées. En fait, ce n'est que relativement qu'on peut

les appeler des séquences, parce qu'en admettant la loi de la rente on doit aussi les admettre. Car de quoi dépend l'admission de la loi de la rente? Évidemment de la constatation de ce fait, que l'effet de la compétition est d'empêcher le revenu du travail et du capital d'être nulle part plus grand que sur la terre la plus pauvre exploitée. C'est en voyant cela que nous constatons que le propriétaire de la terre pourra réclamer comme rente toute la partie du produit excédant ce que rapporterait une même somme de travail et de capital appliquée à la terre la plus pauvre en usage.

L'harmonie et la corrélation des lois de la distribution, telles que nous les concevons maintenant, forment un contraste frappant avec le défaut d'harmonie qui caractérise ces lois telles, que les représente l'économie politique courante. Exposons-les, les unes à côté des autres :

ÉNONCÉ COURANT.	ÉNONCÉ VRAI.
La *Rente* dépend de la limite de la culture, montant quand elle baisse, baissant quand elle monte.	La *Rente* dépend de la limite de la culture, montant quand elle baisse, baissant quand elle monte.
Les *Salaires* dépendent du rapport entre le nombre des travailleurs et la somme de capital consacrée à les employer.	Les *Salaires* dépendent de la limite de la culture, baissant quand elle baisse, montant quand elle monte.
L'*Intérêt* dépend de l'équation entre l'offre et la demande de capital; ou, comme cela est dit des profits, des salaires (ou coût du travail), montant quand les salaires baissent, et baissant quand les salaires montent.	L'*Intérêt* (son rapport avec les salaires étant fixé par la puissance nette d'accroissement attachée au capital) dépend de la limite de culture, baissant quand elle baisse, montant quand elle monte.

Dans l'exposé courant, les lois de la distribution n'ont pas de centre commun, pas de relation mutuelle; elles ne sont pas les divisions corrélatives d'un tout, mais les mesures de différentes qualités. Dans l'exposé que nous donnons, elles naissent d'un point unique, se soutiennent et se complètent l'une l'autre, et forment les divisions corrélatives d'un tout complet.

CHAPITRE VIII.

LES DONNÉES DU PROBLÈME AINSI EXPLIQUÉES.

Nous avons obtenu une théorie claire, simple, conséquente, de la distribution de la richesse; cette théorie est d'accord avec les premiers principes et les faits existants, et une fois comprise, est évidente en elle-même.

Avant d'exposer cette théorie, j'ai jugé nécessaire de prouver l'insuffisance des théories courantes; car, en pensée comme en action, la majorité des hommes ne fait que suivre ses chefs, et une théorie des salaires, qui, non seulement est appuyée sur l'assentiment d'économistes célèbres, mais encore est fermement enracinée dans les opinions et les préjugés généraux, empêchera toujours, à moins qu'on prouve qu'elle est insoutenable, de seulement examiner une autre théorie; de même, la théorie qui faisait de la terre le centre de l'univers, empêcha d'admettre la théorie qui faisait tourner la terre sur son axe, et autour du soleil, jusqu'au moment où il fut clairement prouvé que les mouvements apparents des corps célestes ne pouvaient être expliqués si l'on conservait la théorie de la fixité de la terre.

Il y a en réalité une grande ressemblance entre la science de l'économie politique, telle qu'on l'enseigne aujourd'hui, et la science de l'astronomie, telle qu'on l'enseignait avant l'adoption de la théorie de Copernic. Les moyens artificiels par lesquels l'économie politique courante essaie d'expliquer les phénomènes sociaux qui forcent aujourd'hui l'attention du monde civilisé, peuvent très bien être comparés au système compliqué de cycles et d'épicycles inventé par les savants pour expliquer les phénomènes célestes suivant les dogmes imposés par l'autorité et par les impressions grossières et les préjugés des ignorants. Et de même que les observations qui prouvaient que ce système

de cycles et d'épicycles n'expliquait pas tous les phénomènes célestes, préparaient la voie pour la prise en considération de la théorie plus simple qui supplanta l'ancienne, de même, en reconnaissant l'insuffisance des théories courantes à expliquer les phénomènes sociaux, on prépare la voie à la prise en considération d'une théorie qui donnera à l'économie politique toute la simplicité et toute l'harmonie que la théorie de Copernic a données à la science de l'astronomie.

Ici le parallèle cesse. Que « la terre fixe et solide » tourbillonne en réalité dans l'espace avec une inconcevable vélocité, cela devait aller contre toutes les idées des hommes dans n'importe quel état et quelle situation ; mais la vérité que je veux rendre évidente est perçue naturellement, elle a été reconnue dans l'enfance de tous les peuples, elle est seulement voilée par la complexité de l'état civilisé, les préventions des intérêts égoïstes, et la fausse direction qu'ont prise les spéculations des savants. Pour la trouver, nous n'avons qu'à revenir aux premiers principes et à observer les perceptions simples. Rien ne peut être plus clair que cette proposition : si les salaires n'ont pas augmenté avec l'accroissement de puissance productive, c'est que la rente a augmenté.

Trois choses s'unissent pour produire — le travail, le capital, la terre.

Trois parties divisent le produit — le travailleur, le capitaliste, le propriétaire foncier.

Si, avec un accroissement de production, le travailleur ne reçoit pas plus, le capitaliste non plus, il s'ensuit nécessairement que le propriétaire recueille le gain entier.

Les faits sont d'accord avec cette déduction. Quoique ni les salaires, ni l'intérêt ne s'accroissent en aucun lieu, avec le progrès matériel, cependant l'accompagnement invariable, la marque du progrès matériel, c'est l'accroissement de la rente — la hausse des valeurs foncières.

L'accroissement de la rente explique pourquoi les salaires et

l'intérêt n'augmentent pas. La cause qui donne un surplus au propriétaire terrien, est celle qui refuse ce surplus au travailleur et au capitaliste. Si les salaires et l'intérêt sont plus élevés dans les pays nouveaux que dans les anciens, ce n'est pas, comme le disent les économistes autorisés, parce que la nature donne une rétribution plus grande à l'application du travail et du capital, mais parce que la terre est meilleur marché, et qu'en conséquence, comme la rente prélève une plus petite part du produit, le travail et le capital peuvent garder pour leur part une plus grande portion de ce que donne la nature. Ce n'est pas le produit total, mais le produit net, celui qui reste après que la rente en a été enlevée, qui détermine ce qui peut être partagé en salaires et intérêt. Donc, le taux des salaires et celui de l'intérêt sont partout fixés, non pas tant par la puissance productive du travail que par la valeur de la terre. Partout où la valeur de la terre est relativement basse, les salaires et l'intérêt sont relativement hauts ; partout où la valeur de la terre est relativement haute, les salaires et l'intérêt sont relativement bas.

Si la production n'a pas dépassé cet état simple où tout le travail est directement appliqué à la terre, et où tous les salaires sont payés avec le produit, on ne peut pas perdre de vue ce fait : quand le propriétaire de la terre prend une plus grande portion du produit, le travailleur doit se contenter d'une portion plus petite.

Mais la complexité de la production dans l'état civilisé où l'échange joue un si grand rôle, où tant de travail opère sur des matériaux séparés de la terre, n'altère pas ce fait, bien qu'elle puisse le dissimuler à celui qui ne réfléchit pas : toute production est faite de l'union des deux facteurs, la terre et le travail ; et la rente (la part du propriétaire foncier) ne peut s'accroître qu'aux dépens des salaires (la part des travailleurs) et de l'intérêt (la part du capital). De même que la portion de la récolte que reçoit le propriétaire du sol comme rente à la fin de la mois-

son, dans les formes les plus simples d'organisation industrielle, amoindrit la quantité laissée au cultivateur comme salaire et intérêt, de même la rente de la terre sur laquelle est construite une cité manufacturière ou commerçante, amoindrit la somme qui peut être partagée en salaires et en intérêt entre le travail et le capital engagés dans la production et l'échange de la richesse.

En résumé, la valeur de la terre dépendant entièrement du pouvoir que sa propriété donne de s'approprier la richesse créée par le travail, l'accroissement de valeur de la terre se fait toujours aux dépens de la valeur du travail. Et par conséquent, si l'accroissement de la puissance productive n'augmente pas les salaires, c'est qu'il augmente la valeur de la terre. La rente absorbe tout le gain, et le paupérisme accompagne le progrès.

Il est inutile de citer des faits. Ils se présenteront d'eux-mêmes au lecteur. C'est un fait général, partout observable, que lorsque la valeur de la terre augmente, alors apparaît le contraste entre la richesse et le besoin. C'est un fait universel que là où la valeur de la terre est la plus considérable, la civilisation exhibe le plus grand luxe à côté de la pauvreté la plus complète. Pour voir des êtres humains dans la condition la plus abjecte, la plus irrémédiable et la plus désespérée, il ne faut pas aller dans les prairies sans fin, dans les cabanes formées de troncs d'arbres des défrichements des forêts vierges, où l'homme avec ses mains seulement, commence la lutte avec la nature, et où la terre n'a encore aucune valeur, mais bien dans les grandes cités où la propriété d'un petit morceau de terrain est une fortune.

LIVRE IV

EFFET DU PROGRÈS MATÉRIEL SUR LA DISTRIBUTION DE LA RICHESSE.

Jusqu'à présent, il est douteux que toutes les inventions mécaniques déjà faites, aient allégé la peine quotidienne d'aucun être humain. — John Stuart Mill.

Entendez-vous les enfants pleurer, ô mes frères,
Avant que le chagrin vienne avec les années?
Ils appuient leurs jeunes têtes contre leurs mères,
Et *cela* ne peut arrêter leurs larmes.
Les jeunes agneaux bêlent dans les prés,
Les petits oiseaux gazouillent dans le nid,
Les jeunes faons jouent avec leurs compagnons,
Les jeunes fleurs s'épanouissent au couchant,
Mais les petits, petits enfants, ô mes frères,
Pleurent amèrement!
Ils pleurent au temps où les autres jouent
Dans le pays de l'indépendance.

Mme Browning.

CHAPITRE PREMIER.

LES FACTEURS DU PROBLÈME ENCORE A CHERCHER.

En disant que la rente seule profite de l'accroissement de production que donne le progrès matériel, mais que le travail n'obtient rien; en voyant que l'antagonisme d'intérêt n'est pas entre le travail et le capital, comme on le croit souvent, mais, en réalité, entre le travail et le capital d'un côté, et la propriété terrienne de l'autre, nous avons formulé une conclusion qui a une portée pratique très importante. Il n'est pas encore temps de nous y arrêter, car nous n'avons pas encore complètement résolu le problème posé en commençant. Dire que les salaires

restent bas parce que la rente augmente, c'est dire qu'un bateau à vapeur se meut parce que ses roues tournent. La question, qu'est-ce qui fait augmenter la rente ? naît aussitôt. Quelle est la force ou la nécessité qui, lorsque la puissance productive augmente, distribue une part de plus en plus grande du produit comme rente?

La seule cause citée par Ricardo de ce progrès de la rente, est l'accroissement de population qui, en nécessitant de plus grandes provisions de nourriture, force l'application de la culture aux terres de qualité inférieure, ou aux points des terres déjà cultivées produisant moins; et dans les ouvrages d'autres auteurs, on appelle si exclusivement l'attention sur l'extension de la production des terres supérieures aux terres inférieures comme étant la cause du progrès de la rente, que M. Carey (suivi par le professeur Perry et par d'autres) s'est imaginé qu'il avait renversé la théorie de la rente de Ricardo en niant que la marche de l'agriculture soit un passage des terres les meilleures aux plus mauvaises [1].

Bien qu'il soit sans aucun doute vrai que l'accroissement de population, qui force à exploiter des points inférieurs de production, élèvera la rente et doit l'élever, je ne pense pas que toutes les déductions qu'on tire ordinairement de ce principe, soient valides, ni que le principe explique complètement l'accroissement de la rente qui se produit avec le progrès matériel.

[1] A propos de ceci, il est peut-être utile de dire : — 1° Que le fait général, tel qu'on le retrouve dans la marche de l'agriculture dans les nouveaux États de l'Union et dans le caractère des terres laissées de côté dans les anciens, prouve bien qu'on commence par cultiver les bonnes terres avant celles qui sont plus mauvaises. — 2° Que, la culture allant des terres absolument meilleures, aux terres absolument mauvaises, ou *vice versa* (et tout indique que les mots meilleurs ou pires sont ici simplement relatifs, vu l'état de la science, et que des progrès futurs pourront découvrir des qualités compensatrices dans des parties de terres estimées aujourd'hui stériles), il est dans la nature de l'esprit humain de tendre et on *tendra* toujours à commencer par cultiver les terres paraissant meilleures, dans les conditions existantes, avant de cultiver les terres les moins bonnes. — 3° Que la loi de Ricardo ne dépend pas de la direction dans laquelle se produit l'extension de culture, mais de cette proposition : si une terre d'une certaine qualité rapporte quelque chose, une terre de meilleure qualité rapportera plus.

Il y a évidemment d'autres causes qui conspirent à élever la rente, mais qui ont dû être entièrement ou partiellement voilées par les idées erronées sur les fonctions du capital et la genèse des salaires, qui jusqu'ici ont partout dominé. Pour découvrir quelles sont ces causes et comment elles opèrent, cherchons l'effet du progrès matériel sur la distribution de la richesse.

Les changements qui constituent le progrès matériel, ou y contribuent, sont au nombre de trois : 1° accroissement de population ; 2° améliorations dans les industries de production et d'échange ; 3° progrès dans le savoir, l'éducation, le gouvernement, la police, les mœurs, la morale, accroissant le pouvoir de produire la richesse. Le progrès matériel, tel qu'on l'entend ordinairement, est formé de ces trois éléments de progression, que renferment, à différents degrés, toutes les nations avançant en civilisation. Comme, au point de vue des forces ou des économies matérielles, l'augmentation de savoir, l'amélioration de gouvernement, etc., ont les mêmes effets que les progrès de l'industrie, il ne sera pas nécessaire de les considérer séparément. Quelle influence le progrès moral ou intellectuel, considéré seulement comme tel, a sur notre problème, c'est ce que nous verrons plus tard. Nous avons maintenant à nous occuper du progrès matériel auquel contribuent ces choses, seulement parce qu'elles augmentent la force productrice de richesse ; nous verrons leurs effets en voyant l'effet des progrès de l'industrie.

Donc, pour constater les effets du progrès matériel sur la distribution de la richesse, considérons les effets de l'accroissement de population en dehors des progrès de l'industrie, puis l'effet des progrès de l'industrie, séparément de l'accroissement de population.

CHAPITRE II.

EFFET DE L'ACCROISSEMENT DE POPULATION SUR LA DISTRIBUTION DE LA RICHESSE.

Les traités courants d'économie politique expliquent pourquoi l'accroissement de population a fait augmenter la rente, en disant que la demande de subsistance s'accroissant, il a fallu que la production s'attaque à un sol inférieur ou à des points inférieurs du sol cultivé. Donc si, avec une population donnée, la limite de la culture est à 30, toutes les terres ayant une force de production au-dessus de 30, paieront une rente. Si la population est doublée, il faut une provision additionnelle de subsistance, qui ne peut être obtenue qu'en étendant la culture de sorte que des terres qui ne rapportaient rien auparavant, rapporteront une rente. Si ces limites sont reculées jusqu'à 20, toutes les terres entre 20 et 30 rapporteront une rente et auront une valeur, et toutes les terres au-dessus de 30 produiront une rente plus forte, et auront une valeur plus grande.

C'est à ce propos que la doctrine de Malthus reçoit, des exposés courants de la théorie de la rente, l'appui dont j'ai parlé en énumérant les causes qui se sont combinées pour donner à cette doctrine une autorité presque indiscutable. Suivant la doctrine de Malthus, la lutte de la population contre les moyens de subsistance devient progressivement plus dure à mesure que la population augmente; et, bien que deux bras viennent au monde en même temps que chaque bouche nouvelle, il devient, pour employer les mots de John Stuart Mill, de plus en plus difficile aux bras nouveaux de nourrir les nouvelles bouches. Suivant la théorie de la rente donnée par Ricardo, la rente naît de la différence de productivité entre les terres exploitées; et suivant Ricardo et les économistes qui l'ont suivi, l'ac-

croissement de la rente qui accompagne invariablement l'accroissement de population, est causé par l'impossibilité de se procurer plus de nourriture, excepté à un plus grand prix, ce qui force la population à cultiver des points de moins en moins productifs, et augmente proportionnellement la rente. Les deux théories, comme je l'ai déjà expliqué, sont ainsi harmonisées et mêlées, la loi de la rente devenant simplement une application spéciale de la loi plus générale proposée par Malthus, et le progrès de la rente avec l'accroissement de population, une démonstration de son œuvre irrésistible. J'ai seulement fait incidemment allusion à ceci, me réservant d'examiner à cette place l'erreur qui a fait de la théorie de la rente l'appui d'une théorie à laquelle elle ne donne au contraire aucun soutien. Nous avons déjà vu combien était fausse la théorie de Malthus; nous en aurons une nouvelle preuve, définitivement concluante, quand nous verrons que les phénomènes qu'on attribue à l'excès de la population par rapport à la subsistance, se manifesteraient, dans les conditions existantes, quand bien même la population resterait stationnaire.

L'erreur à laquelle je fais allusion, et qu'il est nécessaire de détruire pour bien comprendre l'effet de l'accroissement de population sur la distribution de la richesse, est la supposition, exprimée ou impliquée dans tous les raisonnements habituels sur les rapports de la rente et de la population, que le recours aux points inférieurs de production implique un produit total plus petit par rapport au travail dépensé; ceci n'est pas toujours le cas, ainsi que le remarque Mill à propos des améliorations agricoles qui, dit-il, sont considérées « comme la détente partielle des liens qui arrêtent l'accroissement de population. » Mais ceci n'est pas compris même là où l'industrie ne progresse pas, et si l'on a recours aux points inférieurs de production, c'est évidemment parce que la demande augmente avec l'accroissement de population. Car, l'accroissement de population implique de lui-même, sans qu'il y ait aucun progrès dans l'industrie, un

accroissement de puissance productive du travail. Le travail de 100 hommes, les autres choses étant semblables, produira plus que cent fois autant que le travail d'un seul homme, et le travail de 1,000 hommes plus que dix fois autant que le travail de 100 hommes; et ainsi, avec chaque paire de bras qu'apporte la population augmentant, il y a une addition plus que proportionnelle de puissance productive du travail. Ainsi, la population augmentant, il peut se faire qu'on exploite les ressources productives naturelles inférieures, sans qu'il y ait diminution dans la production moyenne de la richesse comparée avec le travail consacré, sans qu'il y ait même diminution au point le plus bas. Si la population est doublée, la terre dont nous appelons la force productive 20, peut rapporter à la même somme de travail autant que rapportait auparavant la terre ayant une force productive nommée 30. Car, il ne faut pas oublier (ce qu'on *oublie* trop souvent) que la puissance productive de la terre ou du travail ne doit pas être mesurée d'après une seule chose désirée, mais d'après toutes les choses désirées. Un colon et sa famille peuvent faire pousser autant de blé sur une terre éloignée d'une centaine de milles de l'habitation la plus proche, que sur une terre placée au centre d'un district populeux. Mais dans un distric populeux ce colon obtiendrait avec le même travail un aussi bon revenu d'une terre plus pauvre, ou d'une terre de qualité égale, après avoir payé une rente élevée, parce qu'au milieu d'une population nombreuse son travail aurait été plus effectif; non pas peut-être pour la production du blé, mais pour la production de la richesse en général; il aurait obtenu plus facilement toutes les commodités, tous les services qui sont l'objet réel de son travail.

Mais, même lorsqu'il y a diminution de force productive du travail au point le plus bas, c'est-à-dire lorsque la demande augmentée de richesse a amené la production à un point de puissance productive naturelle inférieur à l'addition de puissance du travail que suffit à produire l'accroissement de population,

il ne s'ensuit pas que la production totale, comparée au travail total, soit diminuée.

Supposons des terres diminuant de qualité. Les meilleures seraient naturellement les premières occupées, et à mesure que la population augmenterait on passerait aux terres de moins en moins bonnes. Mais comme l'accroissement de population, en permettant de plus grandes économies, ajouterait à l'efficacité du travail, la cause qui ferait cultiver successivement chaque qualité de terre, augmenterait en même temps la somme de richesse que la même quantité de travail en pourrait tirer. Elle ferait même plus, elle augmenterait la puissance productive de richesse dans toutes les terres supérieures déjà cultivées. Si les rapports de quantité et de qualité étaient tels que l'accroissement de population ajoutât à l'efficacité du travail plus rapidement qu'il ne forcerait à recourir aux terres inférieures, bien que les limites de la culture soient reculées et la rente plus élevée, cependant la rétribution minimum du travail augmenterait. C'est-à-dire que les salaires considérés proportionnellement baisseraient, et les salaires considérés comme quantité monteraient. La production moyenne de richesse augmenterait. Si les rapports étaient tels que l'accroissement d'efficacité du travail compensât exactement la diminution de force productive du sol mis en œuvre, l'effet de l'accroissement de population serait d'augmenter la rente en abaissant la limite de culture sans réduire les salaires considérés comme une quantité, et d'augmenter la production moyenne. Si nous supposons maintenant la population augmentant toujours, et, entre la plus pauvre qualité de terre cultivée et la terre de qualité immédiatement inférieure, une différence si grande que l'accroissement de puissance du travail qui a lieu en même temps que l'accroissement de population, ne pourra compenser cette différence, alors la rétribution minimum du travail se trouvera réduite, la rente montera, et les salaires baisseront non seulement proportionnellement, mais encore en tant que quantité. Mais, à moins que

la décroissance de qualité dans la terre soit beaucoup plus rapide que nous ne pouvons l'imaginer, et qu'elle n'est en réalité je crois, la production moyenne sera encore augmentée, car l'accroissement d'efficacité, qui se produit en raison de l'accroissement de population forçant à exploiter des terres de qualité inférieure, s'attache à tout travail, et le gain dans les terres de qualité supérieure fera plus que compenser la diminution de production des terres inférieures mises en culture. La production totale de richesse sera plus grande, mais sa distribution sera plus inégale.

Ainsi, l'accroissement de population, en étendant à des niveaux naturels inférieurs la production, accroît la rente, réduit les salaires au point de vue proportionnel, les réduit ou ne les réduit pas au point de vue de la quantité; tandis qu'il ne réduit que rarement, ou plutôt jamais, la production totale de richesse comparée à la dépense totale de travail, mais au contraire l'augmente, et le plus souvent l'augmente beaucoup.

Mais, parce que l'accroissement de population augmente ainsi la rente en abaissant les limites de la culture, il n'est pas juste de considérer cela comme la seule manière par laquelle la rente augmente avec la population. La population croissant peut augmenter la rente sans abaisser les limites de la culture; et quoiqu'en disent les écrivains comme Mac Culloch qui soutiennent que la rente ne peut pas naître là où il y a une étendue illimitée de terres également bonnes, l'accroissement de population accroit la rente, sans tenir compte des qualités naturelles de la terre, car les forces plus grandes de la coopération et de l'échange, produites par cet accroissement de population, sont équivalentes à un accroissement de capacité de la terre, ou plutôt, pouvons-nous dire je crois sans métaphore, donnent réellement à la terre des capacités plus grandes.

Je ne veux pas simplement dire que, semblable a une amélioration des méthodes ou des outils de production, l'accroissement de puissance qui naît avec l'accroissement de population,

donne au même travail un résultat plus considérable, équivalant à un accroissement des capacités naturelles de la terre ; je veux dire qu'il produit une puissance supérieure de travail qui est localisée sur la terre, qui ne s'attache pas au travail en général, mais seulement au travail qui s'exerce sur une terre particulière, et qui, par conséquent, est inhérente à la terre aussi bien que les qualités du sol, le climat, les dépôts minéraux, la situation naturelle, et passe comme ceux-ci avec la possession du sol.

Une amélioration dans la méthode de culture, qui, avec le même déboursé, produira deux récoltes au lieu d'une, ou une amélioration dans les instruments ou les machines qui doublera le résultat du travail, aura manifestement, sur une pièce particulière de terrain, le même effet sur le produit que si l'on doublait la fertilité du sol. Mais la différence réside en ce que l'amélioration de méthode ou d'outils peut être utilisée sur n'importe quelle terre, tandis que l'augmentation de fertilité ne peut être utilisée que sur la terre particulière où on l'a produite. Enfin l'accroissement de force productive du travail qui naît de l'accroissement de population ne peut, en grande partie, être utilisé que sur une terre particulière, et, sur cette terre particulière, à des degrés très variables.

Supposons une savane sans limites, si étendue dans son uniformité, avec son herbe, ses fleurs, ses arbres, ses petits ruisseaux, que le voyageur se fatigue de cette monotonie. Le chariot du premier émigrant s'avance. Où campera-t-il ? le colon ne peut le dire, un acre semble aussi bon qu'un autre. Il n'y a absolument à faire aucun choix d'ombrage, d'eau, de fertilité, de situation ; il est embarrassé de cette richesse. Fatigué de chercher une place meilleure qu'une autre, il s'arrête n'importe où et se met à se construire une maison. Le sol est vierge et riche, le gibier abondant, les ruisseaux regorgent de truites. La nature est aussi généreuse que possible. Il a là ce qui, dans un pays peuplé, le ferait riche ; mais il est très pauvre. Pour ne rien dire de son état mén-

tal qui lui fait souhaiter la venue d'un étranger quel qu'il fût, il travaille avec tous les désavantages matériels de la solitude. Il ne peut recevoir aucune aide temporaire pour les travaux qui demandent une plus grande union de force que ne peut lui offrir sa propre famille, ou n'importe quel serviteur il a pu engager. Bien qu'il ait du bétail, il ne mange pas souvent de viande fraîche, car pour avoir un beefsteak il faut qu'il tue un bœuf. Il faut qu'il soit son propre forgeron, carrossier, charpentier, cordonnier; en résumé il est « un apprenti en tout, un maître en rien. » Il ne peut instruire ses enfants, car il lui faudrait pour cela payer et entretenir un maître exprès. Les choses qu'il ne peut pas produire lui-même, il faut qu'il en achète de grandes quantités et les conserve, ou s'en passe, car il ne peut pas constamment quitter son travail et faire un long voyage vers la lisière de la civilisation ; lorsqu'il est forcé de le faire, pour chercher une fiole de médecine, ou remplacer une tarière rompue, cela lui coûte son travail et celui de ses chevaux pendant peut-être plusieurs jours. Dans ces circonstances, la nature a beau être généreuse, l'homme est pauvre. Il lui est facile de récolter de quoi manger; mais en dehors de cela, c'est à peine si tout son travail suffit pour satisfaire ses besoins les plus simples, et de la façon la plus incomplète.

Bientôt arrive un autre émigrant. Bien que n'importe quelle partie de la plaine illimitée soit aussi bonne qu'une autre, il n'est pas embarrassé de choisir son lieu d'établissement. Bien que la terre soit la même, il y a un endroit qui évidemment est pour lui meilleur qu'aucun autre, c'est celui où il y a déjà un colon, où il pourra avoir un voisin. Il campe à côté du premier arrivé, dont la condition est immédiatement améliorée, et pour lequel bien des choses sont maintenant possibles, qui auparavant étaient impossibles, car deux hommes en s'aidant peuvent faire des choses que jamais un homme seul ne parviendrait à faire.

Arrive un autre émigrant: guidé par les mêmes considéra-

tions, il s'établit à côté des deux autres. Un autre, puis un autre arrive, si bien que le premier colon se trouve entouré de voisins. Le travail a maintenant une efficacité dont il ne pouvait approcher dans l'état solitaire. S'il y a un travail pesant à faire, à rouler des troncs d'arbres, les colons s'unissent et en un jour accomplissent ce qui aurait demandé des années à un seul homme. Quand l'un tue un bœuf, les autres prennent une part, de sorte qu'ils ont tous souvent de la viande fraiche. Ils se cotisent pour avoir un maître d'école et les enfants de chacun sont instruits pour une part fractionnelle de ce que le même enseignement aurait coûté au premier colon. Il devient comparativement facile d'envoyer à la ville voisine, car il y a toujours quelqu'un y allant. Mais ces voyages sont moins utiles. Un forgeron et un charron se sont bientôt établis, et notre colon peut faire réparer ses outils pour une petite partie du travail qu'ils lui coûtaient auparavant. Un magasin s'ouvre, et il peut y trouver ce dont il a besoin au moment voulu; puis une poste le met en communication avec le reste du monde. Puis viennent un charpentier, un bourrelier, un médecin; bientôt s'élève une petite église. Il peut se donner des jouissances qui étaient impossibles alors qu'il était solitaire. Au point de vue intellectuel et social, pour cette partie de l'homme qui l'élève au-dessus de l'animal, il trouve de quoi satisfaire ses désirs. La sympathie, le sentiment de l'association, l'émulation stimulée par la comparaison et le contraste, ouvrent et remplissent une vie plus variée. En se réjouissant, d'autres se réjouissent; dans le chagrin, les affligés ne pleurent pas solitairement. On organise à différentes époques des parties de plaisir. Bien que la salle de bal ait des murs sans tentures, et que l'orchestre ne soit composé que d'un violon, les notes du magicien sont encore d'accord, et Cupidon danse avec les danseurs. Au mariage des uns, les autres admirent et se réjouissent; dans la maison visitée par la mort, il y a des veilleurs; et devant la tombe ouverte, la sympathie humaine soutient les affligés. De temps en temps arrive

un professeur errant qui entrouve à ses auditeurs les mondes de la science, de la littérature, de l'art ; au moment des élections, viennent des orateurs, et le citoyen se sent grandir en dignité et en puissance quand on discute devant lui le sort des empires, quand John Doe et Richard Roe luttent pour obtenir sa voix. Puis, un jour, arrive le cirque dont on parlait depuis des mois, et qui ouvre aux enfants qui n'avaient eu d'autre horizon que la prairie, les royaumes de l'imagination où passent les princes et les princesses des contes de fées, les croisés couverts de leurs armures, les Maures au front ceint de turban, le char magique de Cendrillon, et les géants des contes de nourrices ; les lions semblables à ceux que subjugua Daniel, ou à ceux qui, dans l'amphithéâtre romain, déchirèrent les saints de Dieu ; les autruches qui rappellent les déserts de sable, les chameaux semblables à ceux qui étaient près du puits d'où les méchants frères retirèrent Joseph pour le vendre ; des éléphants pareils à ceux qui traversèrent les Alpes avec Annibal, ou sentirent l'épée des Macchabées ; et la musique enchanteresse qui vous tinte dans la tête alors que s'élève le dôme brillant comme le soleil de Kubla-Khan.

Allez maintenant trouver notre colon, et dites-lui : « Vous avez tant d'arbres fruitiers que vous avez plantés ; vous avez construit un puits, une grange, une maison, en résumé vous avez ajouté par votre travail, tant de valeur à cette ferme. La terre en elle-même n'est plus aussi bonne. Vous l'avez exploitée, et d'ici peu il faudra de l'engrais. Je vais vous donner la valeur complète de toutes vos améliorations, et vous me donnerez votre ferme ; et vous irez de nouveau avec votre famille, sur les lisières de la civilisation. » Il vous rira à la face. Sa terre ne lui rapporte pas plus de grain ou de pommes de terre qu'auparavant, mais elle lui rapporte bien plus de toutes les nécessités et commodités de la vie. Son travail dépensé sur la terre, ne produira plus, devons-nous supposer, d'épaisses moissons, mais il produira beaucoup plus de toutes ces autres choses pour lesquelles

l'homme travaille. La présence d'autres colons — l'accroissement de population — a ajouté sous ce rapport à l'efficacité productive de son travail appliqué à la terre, et cette augmentation d'efficacité productive donne à sa terre une supériorité sur les terres de qualité naturelle égale placées là où il n'y a pas encore de colons. S'il ne reste aucune terre à prendre, en dehors des terres aussi éloignées d'un centre de population que l'était la terre de notre colon lorsqu'il y arriva, la valeur ou la rente de sa terre sera mesurée par l'ensemble de cette augmentation de force productive. Si cependant, comme nous l'avons supposé, il y a une série continue de terres égales, sur lesquelles s'éparpillent maintenant les colons, il ne sera pas nécessaire pour le nouvel arrivant d'aller comme le premier en dehors de toute civilisation. Il s'établira immédiatement au delà des derniers arrivés et aura l'avantage du voisinage. La valeur ou la rente de la terre de notre colon, dépendra ainsi de l'avantage d'être dans un centre de population au lieu d'être sur le bord du désert. Dans le premier cas la limite de production restera la même ; dans le second elle sera élevée.

La population continue à augmenter, et avec elle les économies que permet de réaliser cet accroissement, et qui ajoute en effet à la force productive de la terre. La terre de notre premier colon étant le centre de la population, le magasin, la forge du maréchal ferrant, la boutique du charron, s'élèvent sur cette terre ou à côté, et bientôt naît un village, qui rapidement devient une ville, le centre des échanges pour toute la population du district. Sans pour cela produire plus qu'auparavant au point de vue agricole, la terre commence à produire d'une autre façon. Elle ne donnera au travail dépensé pour faire pousser du blé ou des pommes de terre, pas plus de blé et de pommes de terre, qu'auparavant, mais elle donnera de beaucoup plus gros revenus au travail dépensé dans les branches de la production que crée la proximité d'autres producteurs, et surtout au travail employé dans cette partie finale de la production, la dis-

tribution. Le fermier peut aller plus loin et trouver une terre où son travail produira autant de céréales, et presque autant de richesse ; mais l'artisan, le fabricant, le marchand, celui qui a une profession quelconque, trouveront que le travail dépensé là, au centre des échanges, rapporte beaucoup plus, que celui appliqué un peu plus loin ; et le propriétaire de terre peut aussi bien prétendre à un excès de production dans ces branches diverses, qu'à un excès de production de blé. Ainsi notre colon peut vendre comme lots à construire quelques acres de sa terre, à des prix qu'on ne paierait jamais pour une terre à blé, si fertilité fût-elle multipliée bien des fois. En agissant ainsi, il peut lui-même se construire une jolie maison et la meubler luxueusement. C'est-à-dire, pour réduire la transaction aux termes les plus simples, les gens qui désirent se servir de sa terre, lui construisent et lui meublent une maison, à condition qu'il les laisse se servir eux-mêmes de la force supérieure de production que l'accroissement de population a donnée à la terre.

La population augmentant toujours, la terre acquiert une utilité de plus en plus grande, et donne de plus en plus de richesse à son propriétaire. La ville est devenue considérable, un Saint-Louis, un Chicago, ou un San-Francisco, et croît toujours. On y produit sur une grande échelle, avec tous les instruments, toutes les facilités possibles ; la division du travail y est extrême, multipliant puissamment son efficacité ; les échanges se font sous de si grands volumes et avec une telle rapidité, que le frottement et la perte sont réduits au minimum. Là est le cœur, le cerveau du vaste organisme social qui est sorti du germe du premier campement ; ici s'est développé un des grands ganglions du monde humain. D'ici partent toutes les routes, tous les courants qui rayonnent dans la région environnante. Là est le marché, si vous avez quelque chose à vendre ; là est le magasin le mieux approvisionné, si vous avez quelque chose à acheter. L'activité intellectuelle a là son foyer, d'où part le stimulus né de la collision des esprits. Là sont les grandes

bibliothèques, les réservoirs de la science, les professeurs savants, les spécialistes fameux. Là on trouve les musées, les galeries artistiques, les collections curieuses, toutes les choses rares et choisies. Là, viennent de toutes les parties du monde les grands acteurs, les orateurs, les grands chanteurs. En résumé, il y a là un centre de vie humaine avec toutes ses diverses manifestations.

La terre offre maintenant de tels avantages pour l'application du travail, qu'au lieu d'un homme et d'une paire de chevaux travaillant sur plusieurs acres, on peut compter en certains endroits des milliers de travailleurs sur un seul acre, à côté les uns des autres, sur des étages élevés les uns au-dessus des autres, au nombre de cinq, six, sept, parfois huit, pendant que sous terre palpitent des machines à vapeur ayant la force de plusieurs milliers de chevaux.

Tous ces avantages sont attachés à la terre ; c'est sur cette terre, et non sur une autre, qu'ils sont utilisables, car là est le centre de population, le centre des échanges, le marché et l'atelier des formes les plus hautes de l'industrie. Les forces productives que la densité de population a attachées à cette terre, équivalent à la multiplication de sa fertilité première par cent ou par mille. Et la rente, qui est la mesure de la différence entre cette force productive ajoutée et la force productive de la terre la plus pauvre en usage, a grandi en conséquence. Notre colon, ou celui qui a hérité de son droit à la terre, est maintenant millionnaire. Comme un autre Rip Van Winkle, il peut s'être couché et avoir dormi longtemps ; il est riche maintenant non par ce qu'il a fait, mais parce que la population a augmenté. En certaines places, le propriétaire d'un terrain peut tirer de chaque pied de façade plus que gagnerait en un an un ouvrier ordinaire ; il y a des lots de terrain qui se vendent plus cher qu'il ne faudrait d'or pour les paver en pièces de monnaie. Dans les principales rues s'élèvent des constructions de granit, de marbre, de fer, ornées de glaces, bâties dans

le style le plus coûteux, aménagées de façon à prévenir tous les désirs. Et cependant elles n'ont pas autant de valeur que la terre sur laquelle elles sont, que la terre toujours pareille, qui lorsque notre premier colon vint s'y établir, n'avait aucune valeur.

Chacun peut voir par lui-même que c'est bien ainsi qu'agit l'accroissement de la population sur l'accroissement de la rente. C'est sous nos propres yeux que la chose se passe. La différence dans la puissance productrice du sol en usage qui va augmentant, et qui cause l'accroissement de la rente, ne résulte pas tant de la nécessité pour une population augmentant de s'attaquer aux terres inférieures, que de l'accroissement de puissance productive qui donne à la terre l'accroissement de population. Les terres ayant le plus de valeur sur le globe, les terres qui rapportent la rente la plus forte, ne sont pas les terres d'une fertilité naturelle supérieure, mais les terres auxquelles l'accroissement de population a donné une utilité supérieure.

L'accroissement de puissance productive ou d'utilité que l'accroissement de population donne à certaines terres, de la façon que je viens de rappeler, s'attache, telle qu'elle est, à la simple qualité de l'extension. La qualité ayant de la valeur dans une terre qui est devenue un centre de population, est sa capacité superficielle; que le sol soit fertile, soit un terrain d'alluvion, comme à Philadelphie, que ce soit un terrain profond comme à la Nouvelle-Orléans, un marais comme à Saint-Pétersbourg, un désert sablonneux comme à San-Francisco, cela importe peu.

Et là où cette valeur semble tenir à des qualités naturelles supérieures, par exemple là où l'eau est profonde et le mouillage bon, où l'on trouve de riches dépôts de charbon et de minerai, des forêts remplies de bois de charpente, l'observation prouve encore que ces qualités supérieures sont découvertes, rendues tangibles par la population. Les champs de charbon et de fer de la Pensylvanie, qui aujourd'hui valent des sommes

énormes, n'avaient aucune valeur il y a cinquante ans. Quelle est la cause efficiente de cette différence? Simplement la différence de population. Les couches de charbon et de fer de Wyoming et de Montana, qui aujourd'hui n'ont pas de valeur, vaudront dans cinquante ans des millions et des millions, simplement parce que d'ici là la population aura augmenté.

Le navire sur lequel nous voguons dans l'espace, est un navire bien approvisionné. Si, sur le pont, le pain et le bœuf semblent devenir rares, nous n'avons qu'à ouvrir une écoutille, et nous trouvons de nouvelles provisions auxquelles nous n'avions pas songé. Et ceux qui, lorsqu'on ouvre ainsi une écoutille, peuvent dire : « Ceci est à moi, » acquièrent une grande puissance sur les autres.

Récapitulons. L'effet de l'accroissement de population sur la distribution de la richesse est d'augmenter la rente (et par conséquent de diminuer la portion du produit qui va au capital et au travail), de deux manières : premièrement, en abaissant la limite de culture; deuxièmement, en révélant les capacités spéciales d'une terre, auparavant latentes, en attachant des capacités spéciales à des terres particulières.

Je suis disposé à penser que ce dernier mode, auquel les économistes n'ont accordé que peu d'attention, est en réalité le plus important. Mais ceci n'a pas à nous occuper.

CHAPITRE III.

EFFET DES PROGRÈS DANS LES ARTS SUR LA DISTRIBUTION DE LA RICHESSE.

En éliminant les progrès dans les arts, nous avons vu les effets de l'accroissement de population sur la distribution de la richesse. Éliminons maintenant l'accroissement de population, et

examinons quel effet les progrès dans les arts de production ont sur la distribution.

Nous avons vu que l'accroissement de population augmentait la rente plutôt en accroissant la productivité du travail qu'en la diminuant. Si maintenant il peut être prouvé que, en dehors de l'accroissement de population, l'effet des progrès dans les méthodes de production et d'échange est d'accroître la rente, la preuve de l'erreur de la théorie de Malthus, et de toutes les théories qui en dérivent, sera complète et définitive; car nous aurons expliqué la tendance du progrès matériel à abaisser les salaires et la condition des classes inférieures, sans avoir eu recours à la théorie de l'excès de la population sur les moyens de subsistance.

L'effet des inventions, des améliorations dans les arts productifs est d'économiser du travail, c'est-à-dire de rendre possible d'obtenir le même résultat avec moins de travail, ou d'obtenir un résultat plus considérable avec le même travail.

Dans un état de société où la puissance existante du travail sert à satisfaire tous les désirs matériels, et où il n'est pas possible que de nouveaux désirs naissent par la facilité de les satisfaire, l'effet des améliorations économisant le travail serait seulement de réduire la somme de travail dépensée. Mais un tel état de société, s'il peut être trouvé quelque part (ce que je ne crois pas), existe seulement là où l'homme se rapproche le plus de l'animal. Dans un état de société appelé civilisé, et dont nous avons seul à nous occuper, c'est le contraire même qui se passe. La demande n'est pas une quantité fixe qui n'augmente que lorsque la population augmente aussi. Elle naît dans chaque individu avec *son* pouvoir de se procurer les choses demandées. L'homme n'est pas un bœuf qui lorsqu'il a mangé est plein et se couche pour ruminer; il est comme la sangsue qui constamment demande davantage. « Quand j'aurai quelque argent, » dit Érasme, « j'achèterai quelques livres grecs, puis quelques vêtements. » La somme de richesse n'est jamais proportionnée au

désir de la richesse, et le désir grandit avec chaque nouvelle facilité de le satisfaire.

Ceci étant, l'effet des améliorations économisant le travail sera d'augmenter la production de la richesse. Pour produire la richesse il faut deux choses, le travail et la terre. Donc, l'effet des améliorations économisant le travail, sera d'augmenter la demande de terre, et, là où l'on aura atteint la limite des terres d'une certaine qualité, de faire cultiver des terres d'une productivité naturelle de moins en moins grande, ou d'étendre la culture aux points les moins productifs des terres déjà exploitées. Ainsi, pendant que l'effet primitif des améliorations économisant le travail est d'augmenter la puissance du travail, l'effet suivant est d'étendre la culture, et quand, à cause de cela, les limites de la culture se trouvent abaissées, d'augmenter la rente. Donc là où la terre entière est exploitée, comme en Angleterre, ou bien là où elle peut être exploitée aussi rapidement qu'elle l'est aux États-Unis, l'effet dernier des améliorations économisant le travail, est d'augmenter la rente, sans augmenter les salaires ni l'intérêt.

Il est important de bien comprendre cela, car cela montre que les effets attribués par les théories courantes à l'accroissement de population, sont en réalité dus aux progrès de l'invention, et explique ce fait qui autrement nous laisse perplexe, que les améliorations économisant le travail ne sont nullement faites au bénéfice du travailleur.

Mais pour étreindre la vérité complète, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit ce que j'ai déjà rappelé plusieurs fois, l'échangeabilité de la richesse. Je n'y reviens que parce que la plupart des économistes l'oublient ou l'ignorent avec persistance, en parlant de production agricole comme si l'on devait séparer ce genre de production de la production en général, et de nourriture et de subsistance comme si elles n'étaient pas comprises dans le terme richesse.

Qu'il me soit permis de rappeler au lecteur, ce qui a été déjà

suffisamment exposé, que la possession ou la production d'une forme quelconque de richesse est virtuellement la possession ou la production de n'importe quelle autre forme de richesse contre laquelle elle sera échangée; le lecteur verra ainsi clairement que ce ne sont pas seulement les améliorations ayant pour effet d'économiser le travail directement appliqué à la terre, qui tendent à accroitre la rente, mais toutes les améliorations qui, d'une façon quelconque, économisent du travail.

Que le travail de tout individu soit exclusivement appliqué à la production d'une forme de richesse, c'est là le résultat de la division du travail. L'individu ne travaille pas pour obtenir la richesse sous une forme particulière, mais pour obtenir la richesse sous toutes les formes qui répondent à ses désirs. Et par conséquent, une amélioration qui opère une économie dans le le travail nécessaire pour produire une des choses désirées, est de fait un accroissement de la puissance de production de toutes les autres choses désirées. Si la moitié du travail d'un homme lui procure sa nourriture, et l'autre moitié ses vêtements et sa demeure, une amélioration qui augmenterait le pouvoir qu'il a de produire sa nourriture, augmenterait aussi son pouvoir de produire ses vêtements et sa demeure. Si son désir d'une nourriture meilleure ou plus abondante est égal à son désir de vêtements meilleurs ou plus nombreux, de demeure plus confortable, un progrès dans une branche de son travail équivaudra précisément à un progrès semblable dans l'autre branche. Si ce progrès double la puissance de son travail pour produire la nourriture, il donnera un tiers de travail en moins à la production de la nourriture, et un tiers en plus à la production des vêtements et de la demeure. Si l'amélioration double la puissance de son travail pour produire des vêtements et un abri, il donnera un tiers de travail de moins à la production de ces choses, et un tiers de plus à la production de la nourriture. Dans les deux cas, le résultat serait le même, l'ouvrier pourrait,

avec le même travail, gagner un tiers en plus, en quantité ou en qualité, des choses qu'il désire.

Ainsi, quand la division du travail existe et que la production se fait par les mains d'une quantité d'individus, un accroissement dans la puissance de produire une des choses formant la production totale, ajoute à la facilité d'obtenir les autres choses, et augmente la production des autres, jusqu'à un certain point déterminé par la part qu'apporte l'économie de travail à la somme totale de travail dépensé, et par la force relative des désirs. Je ne peux pas concevoir une forme quelconque de richesse dont la demande ne serait pas plus forte à la suite d'une économie dans le travail nécessaire pour produire les autres formes. On a choisi, comme exemple de choses dont la demande est peu sujette à l'accroissement, les cercueils; mais l'exemple n'est bon que par rapport à la quantité. Personne ne doutera que l'accroissement de puissance de production, n'amène une extension dans la demande des cercueils, quand on se rappellera combien est puissant le désir de prouver son respect pour les morts en faisant des funérailles coûteuses.

La demande de nourriture n'est pas non plus limitée, comme on l'affirme souvent, mais à tort, dans les traités d'économie politique. On parle souvent de la subsistance comme si c'était une quantité fixe; mais elle n'est fixe qu'en ce sens qu'elle a un minimum défini. En dessous d'un certain point, l'homme ne peut pas vivre; et en dessous d'un point beaucoup moins bas, l'homme ne peut pas vivre en bonne santé. Mais au-dessus de ce minimum, la subsistance que peut employer un homme, peut être augmentée presque indéfiniment. Adam Smith dit, et Ricardo à sa suite, que le désir de nourriture est limité en chaque homme par la capacité étroite de l'estomac humain; mais évidemment cela n'est vrai qu'en ce sens que lorsque l'homme a le ventre plein, sa faim est satisfaite. Ses demandes de nourriture n'ont pas une semblable limite. L'estomac d'un Louis XIV, d'un Louis XV, ou d'un Louis XVI, ne pouvait contenir ou di-

gérer plus que l'estomac d'un paysan français de stature égale; cependant, alors que quelques mètres carrés de terrain auraient fourni le pain noir et les légumes qui constituaient la nourriture du paysan, il fallait des centaines, et des milliers d'acres pour répondre aux demandes du roi, qui, en plus des meilleures qualités d'aliments pour son usage, avait besoin d'immenses provisions pour nourrir ses serviteurs, ses chevaux et ses chiens. Et dans les faits ordinaires de la vie de chaque jour, dans les désirs non satisfaits, mais peut-être latents, que chacun a, nous pouvons voir comment chaque accroissement dans le pouvoir de produire une forme quelconque de richesse, doit avoir pour résultat une augmentation dans la demande de terre et des produits directs de la terre. L'homme, qui aujourd'hui se nourrit grossièrement et habite une petite maison, voudra, règle générale, si son revenu augmente, se nourrir d'une façon plus coûteuse, et se loger dans une maison plus grande. S'il devient de plus en plus riche, il aura des chevaux, des domestiques, des jardins, sa demande de terre augmentant avec sa richesse. Dans la ville où je demeure en ce moment, il y a un homme, — on trouvera son pareil partout, — qui jadis faisait lui-même bouillir ses fèves et rôtir son lard, et qui, maintenant qu'il est riche, a une maison énorme, consomme une bête entière par jour, a un train équivalent à peu près à celui d'un hôtel de première classe, a deux ou trois maisons de campagne entourées de grands parcs, un haras rempli de chevaux de race, une ferme modèle, un champ de courses privé, etc. Il faut certainement pour répondre aux demandes de cet homme mille fois, plusieurs milliers de fois, plus de terre qu'il n'en fallait lorsqu'il était pauvre.

Ainsi, toute amélioration ou toute invention, quelle qu'elle soit, qui donne au travail le pouvoir de produire plus de richesse, cause un accroissement de demande de terre et de ses produits, comme le causerait un accroissement de population. Ceci étant, chaque invention économisant le travail, que ce soit une charrue à vapeur, un télégraphe, un procédé nouveau pour

l'extraction des minerais, une presse perfectionnée, ou une machine à coudre, a une tendance à accroître la rente.

Ou, pour exprimer cette vérité d'une manière concise :

La richesse sous toutes ses formes étant le produit du travail appliqué à la terre ou aux produits de la terre, tout accroissement dans la puissance du travail, la demande de richesse n'étant pas satisfaite, sera utilisé en procurant plus de richesse, et augmentera ainsi la demande de terre.

Pour donner un exemple de l'effet de ces améliorations économisant le travail, supposons un pays où, comme dans tous les pays civilisés du monde, la terre est en la possession d'un petit nombre d'individus. Supposons qu'une barrière permanente empêche tout accroissement de population, soit qu'une loi hérodienne ait été promulguée et soit exécutée, soit que les mœurs aient changé comme cela pourrait arriver à la suite de l'adoption de théories semblables à celles d'Annie Besant. Représentons la limite de la culture ou de la production par le chiffre 20. Ainsi, la terre ou les autres substances naturelles qui, par l'application du travail et du capital, donnent un revenu de 20, nous donneront le taux ordinaire des salaires et de l'intérêt, sans rapporter aucune rente, tandis que toutes les terres qui, la même somme de travail et de capital y étant appliquée, rapporteront plus de 20, donneront le surplus sous forme de rente. La population restant fixe, qu'on fasse dans ce pays des inventions et des améliorations qui réduisent d'un dixième la dépense de travail et de capital nécessaire pour produire la somme de richesse : si un dixième du travail et du capital est affranchi de tout emploi, la production restera la même qu'auparavant, si on continue à employer la même somme de travail et de capital, la production augmentera d'une quantité correspondante. Mais l'organisation industrielle est telle, comme dans tous les pays civilisés, que le travail et le capital, le travail surtout, demandent à être employés à n'importe quelles conditions, elle est telle que les simples ouvriers ne sont pas dans une position à de-

mander leur juste part dans les nouveaux arrangements, et que toute réduction dans l'application du travail à la production aura pour résultat premier et dernier, non pas de donner à chaque travailleur la même somme de produit pour moins de travail, mais d'enlever de l'ouvrage à quelques ouvriers, et de ne leur rien donner du produit. De plus, vu l'accroissement d'efficacité donné au travail par de nouvelles améliorations, le point de productivité naturelle appelé 18 rapportera autant qu'auparavant le point 20. Ainsi, le désir non satisfait de la richesse, la compétition du travail et du capital pour trouver un emploi, assureraient l'extension de la limite de culture, disons au point 18, et la rente serait augmentée de la différence entre 18 et 20, tandis que les salaires et l'intérêt ne seraient pas moins considérables qu'auparavant en quantité, mais seraient moindres par rapport au produit total. Il y aurait une plus grande production de richesse, mais les propriétaires fonciers bénéficieraient de tout le profit (sujet à des déductions temporaires comme nous le verrons plus tard).

Si les inventions et les améliorations continuent d'augmenter, l'efficacité du travail en sera plus grande, et la somme de travail et de capital nécessaire pour donner un résultat fixé continuera à diminuer. Les mêmes causes conduiront à l'utilisation de ce nouveau gain en puissance productive pour la production de plus de richesse; la limite de culture baissera de nouveau, la rente augmentera proportionnellement et absolument, sans que les salaires ni l'intérêt suivent ce mouvement. Et ainsi, comme les inventions et les améliorations se continuent, ajoutant constamment à l'efficacité du travail, la limite de production baissera de plus en plus, et la rente augmentera constamment, bien que la population reste stationnaire.

Je ne veux pas dire que l'abaissement des limites de culture corresponde toujours exactement avec l'accroissement de la puissance productive, pas plus que je ne veux dire que la chose suive toujours une marche bien définie. Que, dans un cas particulier,

l'abaissement de la limite de production, reste en arrière ou excède l'accroissement de puissance productive, cela dépend, je crois, de ce qu'on peut appeler l'aire de productivité pouvant être utilisée avant que la culture soit forcée de passer au point suivant le plus bas. Par exemple, si la limite de la culture est à 20, les améliorations qui permettent d'obtenir le même produit avec un dixième en moins de capital et de travail, n'abaisseront pas cette limite à 18 si l'aire ayant une productivité de 19 est suffisante pour occuper tout le travail et tout le capital déplacés de la culture des terres supérieures. En ce cas, la limite restera à 19, et la rente augmentera de la différence entre 19 et 20, et les salaires et l'intérêt de la différence entre 18 et 19. Mais si, avec le même accroissement de puissance productive, l'aire de productivité entre 20 et 18 n'était pas suffisante pour employer tout le travail et tout le capital déplacés, la limite de culture devrait, si la même somme de travail et de capital réclame un emploi, être portée plus bas que 18. En ce cas, la rente gagnerait encore plus que l'accroissement dans le produit, et les salaires et l'intérêt seraient moindres qu'avant les améliorations qui auraient augmenté la puissance productive.

Il n'est pas précisément vrai que le travail libéré par chaque amélioration soit tout entier dirigé vers un nouvel emploi pour produire plus de richesse. L'accroissement de puissance de satisfaction, que chaque nouveau progrès donne à une certaine partie de la communauté, sera utilisé pour demander des loisirs ou des services, aussi bien que pour demander plus de richesse. Quelques travailleurs deviendront donc des oisifs, quelques-uns passeront du rang de travailleurs productifs au rang de travailleurs improductifs, dont la proportion, ainsi que le prouve l'observation, tend à s'accroître avec les progrès de la société.

Mais comme je dois maintenant parler d'une cause, encore non étudiée, qui tend constamment à abaisser la limite de culture, à assurer le progrès de la rente, et même à le porter au delà du point qui devrait être fixé par la limite actuelle de cul-

ture, il n'est pas nécessaire de tenir compte des perturbations dans le mouvement descendant de la limite de culture, et du mouvement ascendant de la rente. Ce que je veux rendre clair, c'est que, sans aucun accroissement de population, le progrès de l'invention tend constamment à donner une partie de plus en plus grande du produit aux propriétaires de la terre, et une partie de plus en plus petite au travail et au capital.

Et comme nous ne pouvons pas assigner de limites aux progrès de l'invention, nous ne pouvons pas non plus assigner de limites à l'accroissement de la rente, sauf celles du produit entier. Car, si les inventions économisant le travail se poursuivaient jusqu'à ce qu'on ait atteint la perfection, et si l'on avait complètement éliminé la nécessité du travail dans la production de la richesse, alors on pourrait obtenir toute chose que la terre peut rapporter, sans travail, et la limite de production serait étendue à zéro. Les salaires ne seraient rien, l'intérêt rien, la rente prendrait tout. Car les propriétaires de la terre pouvant obtenir sans travail toute la richesse que peut donner la nature, ni le travail, ni le capital n'auraient leur emploi, ni aucun moyen de réclamer une part de la richesse produite. Et quelque peu considérable que puisse être la population, si le corps des propriétaires continuait seul à exister, le reste de la population serait à la merci des propriétaires, elle ne subsisterait que pour l'amusement des propriétaires ou que par leur bonté, comme classe pauvre.

Ce point d'absolue perfection dans les inventions économisant le travail peut sembler bien éloigné, et même impossible à atteindre; mais c'est un point vers lequel tend chaque jour plus fortement le progrès de l'invention. Et dans l'éclaircissement de la population des comtés agricoles de la Grande-Bretagne, où les petites fermes sont converties en fermes plus grandes, et dans les grands champs travaillés mécaniquement de la Californie et du Dakota, où l'on peut parcourir des milles et des milles à travers les blés ondulants sans voir une habita-

tion humaine, on reçoit déjà l'impression que le but final vers lequel se hâte le monde civilisé, est en partie atteint. La charrue à vapeur, la moissonneuse mécanique, sont en train de créer dans le monde moderne des *latifundia* du genre de ceux que créèrent, dans l'ancienne Italie, les guerres étrangères qui donnèrent aux Romains de nombreux esclaves. Et il semble à beaucoup de ces pauvres gens qui sont chassés de l'endroit où ils avaient coutume de vivre, et forcés de s'éloigner — comme les fermiers romains étaient forcés de se joindre aux prolétaires de la grande cité ou de vendre leur sang pour du pain en s'engageant dans les légions — que ces inventions économisant le travail sont en elles-mêmes une malédiction, et nous entendons des gens parler du travail comme si la tension fatigante des muscles était, en elle-même, une chose désirable.

Dans ce qui précède, j'ai naturellement parlé des inventions et améliorations généralement répandues. Il est à peine nécessaire de dire qu'aussi longtemps qu'une invention ou une amélioration, est exploitée par un si petit nombre d'individus qu'ils en retirent un avantage spécial, cela n'affecte pas, en dehors de cet avantage spécial, la distribution générale de la richesse. Il en est de même des monopoles limités créés par les brevets, ou par les causes qui donnent le même caractère aux lignes de chemins de fer ou télégraphiques, etc. Bien qu'on les confonde souvent avec les profits du capital, les profits spéciaux ainsi créés sont en réalité les revenus du monopole, ainsi que je l'ai expliqué dans le chapitre précédent, et, pour ce qui est des bénéfices qu'ils retirent d'une amélioration, ils n'affectent pas primitivement la distribution générale. Par exemple, les bénéfices d'un chemin de fer, ou d'une invention quelconque pour le transport à bon marché, sont diffus ou monopolisés suivant que ses prix sont à un taux qui ne donnera qu'un intérêt ordinaire aux capitaux employés, ou que ses prix sont à un taux qui donnera un intérêt extraordinaire ou couvrira le vol des constructeurs ou des directeurs. Et, comme on le sait bien, la

hausse de la rente ou des valeurs foncières correspond à la réduction des charges.

Comme il a été dit auparavant, il ne faut pas seulement comprendre dans les améliorations qui augmentent la rente, les améliorations qui accroissent directement la puissance productive, mais encore les améliorations dans le gouvernement, les mœurs, la morale, qui l'accroissent indirectement. Considérées comme des forces matérielles, elles ont pour effet d'accroître la puissance productive et, comme les améliorations dans les arts productifs, produisent des bénéfices qui sont en dernier lieu monopolisés par les propriétaires de la terre. Nous avons un exemple remarquable de cet effet dans l'abolition de la protection en Angleterre. Le libre échange a considérablement augmenté la richesse de la Grande-Bretagne, sans diminuer le paupérisme. Il a simplement accru la rente. Et si les administrations corrompues de nos grandes cités américaines devenaient des modèles de pureté et d'économie, cette révolution aurait simplement pour effet d'augmenter la valeur de la propriété foncière, et non d'élever les salaires ou l'intérêt.

CHAPITRE IV.

EFFET DE L'ESPÉRANCE NÉE DU PROGRÈS MATÉRIEL.

Nous venons de voir que l'accroissement de population tendait à faire progresser la rente, et que toutes les causes qui, dans un état de société en voie de progrès, accroissent la puissance productive du travail, tendaient aussi à faire monter la rente, et non à élever les salaires ni l'intérêt. L'augmentation de production de richesse va en fin de compte aux propriétaires de la terre sous forme d'accroissement de rente; et, bien qu'à mesure que se font les améliorations, certains avantages puissent re-

venir à des individus qui ne sont pas propriétaires fonciers, qui concentrent en leurs mains des parties considérables du produit augmenté, cependant, il n'y a rien dans toutes ces améliorations qui tende à accroître le revenu général soit du travail, soit du capital.

Mais nous devons maintenant, pour bien expliquer l'influence du progrès matériel sur la distribution de la richesse, prendre en considération une cause jusqu'ici laissée de côté.

Cette cause est l'attente confiante du renchérissement futur des valeurs foncières qui naît dans tout pays progressif de l'accroissement constant de la rente, et qui produit la spéculation, ou élévation du prix de la terre au-dessus du point qu'elle aurait atteint autrement.

Nous avons déjà supposé, ce qu'on suppose généralement en faisant la théorie de la rente, que la limite actuelle de culture coïncide toujours avec ce qu'on peut appeler la limite nécessaire de culture; c'est-à-dire que nous avons supposé que la culture s'étend à des points moins productifs seulement parce que cela devient nécessaire, les forces et substances naturelles des points les plus productifs étant pleinement utilisées.

Ceci, probablement, est le cas des communautés stationnaires ou ne progressant que très lentement; mais dans les communautés progressant rapidement, où l'accroissement constant et prompt de la rente permet d'avoir confiance en un accroissement plus grand, ce n'est pas le cas. Dans ces communautés, l'attente confiante de prix plus élevés, produit, plus ou moins, l'effet d'une ligue entre les propriétaires fonciers, et tend à faire retirer des terres de la culture, dans l'attente de prix plus élevés, forçant ainsi la limite de culture à s'étendre plus que ne le demanderaient les nécessités de la production.

Cette cause doit avoir une certaine influence dans toutes les communautés progressives, bien que, dans des pays comme l'Angleterre, où le système du fermage prévaut dans l'agriculture, cette influence s'exerce plutôt sur les prix de vente de la terre,

que sur la limite actuelle de culture, ou sur la rente actuelle. Mais dans des communautés comme les États-Unis, où celui qui se sert de la terre préfère en général, s'il le peut, la posséder, et où il y a de grands espaces de terre à occuper, cette influence est énorme.

L'aire immense sur laquelle la population des États-Unis est dispersée, le prouve bien. L'homme qui part des côtes Est pour chercher la limite de culture, où il pourra avoir de la terre sans payer de rente, doit, comme celui qui traverse une rivière pour gagner une boisson, passer pendant longtemps par des fermes à moitié cultivées, traverser de grandes surfaces de terrain vierge, avant d'atteindre le point où la terre peut être obtenue sans payer de rente, c'est-à-dire par prise de possession première, ou par préemption. Il (et, avec lui, la limite de culture) est forcé d'aller beaucoup plus loin qu'il n'aurait été si la spéculation n'avait pas acheté ces terres inoccupées dans l'attente d'un accroissement de valeur dans l'avenir. Et quand il s'arrêtera, il prendra, s'il le peut, plus de terre qu'il ne pourra en cultiver, pensant que bientôt cette terre aura une valeur; ainsi ceux qui le suivent sont encore forcés d'aller plus loin que ne le demandent les nécessités de la production, portant la limite de culture à des points encore moins productifs parce qu'ils sont encore plus éloignés.

On peut voir la même chose dans chaque cité croissant rapidement. Si la terre de qualité supérieure pour la location, était toujours complètement occupée avant qu'on ait recours à la terre de qualité inférieure, à mesure que la cité augmenterait, il ne resterait pas de lots vacants, on ne verrait pas de misérables huttes encastrées dans des constructions coûteuses. Ces lots, dont quelques-uns ont une grande valeur, sont soustraits à l'usage qu'on pourrait en faire, parce que leurs propriétaires ne pouvant ou ne voulant les améliorer, préfèrent, dans l'attente d'une hausse dans les valeurs foncières, les conserver pour le moment où ceux qui désirent les améliorer, en donneront un

prix plus élevé que le prix actuel. Et, à cause de cette terre soustraite à l'usage complet ou partiel qu'on pourrait en faire, les limites de la cité sont repoussées plus loin du centre.

Mais quand nous atteignons les limites de la cité grandissante — la limite actuelle de construction qui correspond à la limite de culture en agriculture — nous ne trouvons pas la terre achetable à sa valeur pour un but agricole, comme cela serait si la rente était déterminée simplement par les nécessités actuelles; mais nous trouvons que, à une certaine distance au delà de la cité, la terre a une valeur de spéculation, basée sur la croyance qu'elle sera nécessaire, dans l'avenir, pour les besoins de la ville; et pour atteindre le point où la terre peut être achetée à un prix non basé sur la rente urbaine, nous devons aller bien au delà de la limite actuelle de l'usage urbain.

Ou, pour prendre un cas d'un genre différent, examinons un exemple que peut fournir chaque localité. Il y a dans le *Marin County*, dans un lieu facilement accessible de San-Francisco, une belle forêt dont les arbres donneraient du bois de charpente. Naturellement, cette forêt aurait dû être la première exploitée, avant que l'approvisionnement du marché de San-Francisco, obligeât de recourir aux pays éloignés. Et, cependant, elle n'est pas encore coupée, et des bois de charpente trouvés beaucoup plus loin la traversent chaque jour en wagons, parce que ses propriétaires préfèrent la conserver à cause du prix considérable qu'elle rapportera dans l'avenir. Ainsi, en empêchant d'exploiter cette forêt, on recule la limite de production des bois de charpente d'autant plus loin au nord et au sud de la côte. La terre renfermant de grandes richesses minérales, une fois devenue propriété individuelle, est souvent soustraite à l'exploitation, pendant qu'on travaille des dépôts beaucoup plus pauvres; on trouve souvent dans les nouveaux États des individus qu'on appelle des « pauvres de la terre » c'est-à-dire des individus qui restent pauvres, parfois jusqu'à la misère, parce qu'ils veulent garder la terre qu'ils ne peuvent eux-mêmes exploiter,

à des prix auxquels personne ne pourrait l'exploiter avec profit.

Pour revenir à l'exemple que nous avons cité dans notre précédent chapitre : avec la limite de culture fixée à 20, un accroissement de puissance productive se produit, et rend possible d'atteindre le même résultat avec un dixième de travail en moins. Pour des raisons déjà données, la limite de production doit baisser, et, si elle reste à 18, le revenu du travail et du capital sera le même qu'auparavant, quand la limite était à 20. Qu'elle reste à 18 ou soit forcée de descendre plus bas, cela dépend de ce que j'ai appelé l'aire de productivité qui sépare 20 de 18. Mais si l'attente confiante d'un accroissement futur de la rente conduit les propriétaires à demander comme rente 3 pour une terre appelée 20, 2 pour 19 et 1 pour 18, et à retirer leurs terres de la culture jusqu'à ce que ces conditions soient acceptées, l'aire de productivité peut être tellement réduite que la la limite de culture soit forcée de tomber à 17 ou même plus bas: ainsi l'augmentation d'efficacité du travail aurait pour résultat que les travailleurs gagneraient moins qu'auparavant, que l'intérêt serait proportionnellement réduit, et que la rente augmenterait suivant une progression plus forte que l'accroissement de la puissance productive.

Que nous l'appelions une extension de la limite de production, ou une extension de la ligne de la rente au delà de la limite de production, l'influence de la spéculation foncière sur l'accroissement de la rente est un grand fait que ne peut laisser de côté toute théorie complète de la distribution de la richesse dans les pays progressifs. C'est la force, développée par le progrès matériel, qui tend constamment à accroître la rente plus vite que le progrès n'augmente la production, et, par conséquent, à mesure qu'augmente le progrès matériel et la puissance productive, à réduire les salaires, non seulement relativement, mais absolument. C'est cette force expansive qui, opérant avec une grande intensité dans les pays nouveaux, leur apporte, longtemps avant le temps semble-t-il, les maladies sociales des vieux

pays, produit des vagabonds sur une terre vierge, et engendre des pauvres sur des terrains à moitié labourés.

En résumé, le progrès général et constant des valeurs foncières dans une communauté progressive produit nécessairement une tendance à la hausse, comme on le voit pour certaines marchandises quand aucune cause générale ou continue n'opère pour augmenter leur prix. De même que, pendant la rapide dépréciation des cours qui marqua les derniers jours de la Confédération du Sud, le fait que n'importe quelle chose apportée un jour sur le marché pouvait être vendue plus cher le lendemain, suffit pour maintenir les prix des marchandises plus élevés même que la dépréciation du cours, de même l'accroissement constant des valeurs foncières que produit le progrès matériel, a pour effet d'accélérer encore cet accroissement. Nous voyons cette cause secondaire complètement à l'œuvre dans ces manies de spéculation foncière qui marquent la croissance des nouvelles communautés; mais bien que ce ne soient que des manifestations anormales et occasionnelles de cette cause, il est indéniable qu'elle opère constamment, avec plus ou moins d'intensité dans toutes les sociétés progressives.

La cause qui limite la spéculation sur les marchandises, la tendance des prix augmentant à attirer des approvisionnements additionnels, ne peut limiter la spéculation sur la hausse des valeurs foncières, car la terre est une quantité fixe que l'activité humaine ne peut ni accroître ni diminuer ; il y a néanmoins une limite à la hausse du prix de la terre, dans le minimum demandé par le travail et le capital comme la condition de leur application à la production. S'il était possible de réduire continuellement les salaires jusqu'à ce qu'on ait atteint le zéro, il serait possible d'augmenter continuellement la rente jusqu'à ce qu'elle ait absorbé le produit total. Mais comme les salaires ne peuvent pas, d'une façon permanente, descendre plus bas que le point où les travailleurs consentent à travailler et à se reproduire, ni l'intérêt plus bas que le point où le capital veut bien

se consacrer à la production, il y a une limite qui empêche le progrès de spéculation de la rente. Donc la spéculation ne peut pas faire progresser la rente dans les pays où les salaires et l'intérêt sont déjà près du minimum, comme dans les pays où les salaires et l'intérêt sont encore considérablement plus élevés que ce point minimum. Cependant il y a dans tous les pays progressifs une tendance constante de la spéculation à faire progresser la rente au delà de la limite où cesserait la production; les retours périodiques de paralysie industrielle le prouvent bien. C'est un sujet que nous étudierons plus complètement dans le livre suivant.

LIVRE V

RÉSOLUTION DU PROBLÈME

Les fruits de la terre appartiennent à quiconque la possède en un temps quelconque. Les parasols blancs et les éléphants fous d'orgueil sont les fleurs d'une concession de terre. — *Traduction d'un acte de concession de terre, trouvé à Tanna.* — Par Sir Wm. Jones.

La veuve ramasse des orties pour le dîner de ses enfants; un seigneur parfumé flânant élégamment dans l'Œil de Bœuf, connaît une alchimie qui lui permet de tirer de la veuve le tiers de ses orties, et l'appelle rente. — Carlyle.

CHAPITRE PREMIER.

CAUSE PREMIÈRE DES PAROXYSMES PÉRIODIQUES DE PARALYSIE INDUSTRIELLE.

Notre longue enquête est terminée. Nous pouvons maintenant aligner les résultats.

Commençons par les crises industrielles, et expliquons pourquoi sont répandues tant de théories se contredisant elles-mêmes et entre elles.

Un examen de la manière dont la spéculation faisant monter les valeurs foncières, détruit les gains du travail et du capital et arrête la production, conduira je pense irrésistiblement à cette conclusion, que là est la véritable cause de ces crises industrielles périodiques auxquelles semblent de plus en plus soumises les nations civilisées, et toutes les nations civilisées ensemble.

Je ne veux pas dire qu'il n'y ait pas d'autres causes immé-

diates. La complexité et la dépendance croissantes du mécanisme de la production, qui font que chaque échec ou chaque arrêt se propage immédiatement en cercles s'élargissant; l'instabilité, défaut essentiel des cours; les variations effrayantes qui se produisent dans les formes les plus simples du crédit commercial constituant le médium le plus important des échanges; les tarifs protecteurs qui opposent des barrières artificielles au jeu réciproque des forces productives, et d'autres cause semblables, ont sans doute une part importante dans la production et la durée de ce qu'on appelle des temps difficiles. Mais, en considérant les principes et en observant les phénomènes, on voit clairement que la grande cause initiale doit être cherchée dans le progrès de spéculation des valeurs foncières.

Dans le chapitre précédent j'ai montré que le progrès dû à la spéculation sur les valeurs foncières, tendait à reculer la limite de culture ou de production, au delà du point normal, forçant le travail et le capital à accepter un revenu plus faible, ou (et c'est la seule manière dont ils puissent résister à cette tendance) de cesser de produire. Non seulement il est naturel que le travail et le capital résistent à l'abaissement des salaires et de l'intérêt, mais cela est nécessaire pour leur défense personnelle, attendu qu'il y a un minimum de revenu au-dessous duquel le travail ne peut exister, ni le capital se conserver. Donc, du fait de la spéculation sur la terre, nous pouvons inférer tous les phénomènes qui marquent ces retours périodiques de crises industrielles.

Étant donnée une communauté progressive, dans laquelle la population augmente, et les améliorations se succèdent, la terre doit constamment augmenter de valeur. Cet accroissement constant doit naturellement amener des spéculations qui anticipent sur l'accroissement futur, et fait que les valeurs foncières dépassent le point où, dans les conditions actuelles de production, leurs revenus habituels seraient laissés au travail et au capital. La production commence donc à s'arrêter. Non pas qu'il y ait

nécessairement, ou même probablement, une diminution absolue dans la production; mais il y a ce qui, dans une communauté progressive, équivaudrait à une diminution absolue de production dans une communauté stationnaire : la production ne croîtrait pas proportionnellement, parce que les nouveaux accroissements de travail et de capital ne trouveraient pas un emploi aux taux accoutumés.

Cet arrêt de production sur certains points doit nécessairement se montrer sur d'autres points du réseau industriel, par un arrêt dans la demande qui produit un arrêt dans la production, et ainsi la paralysie se communique dans toutes les industries, tous les commerces entrelacés, produisant partout une dislocation partielle de la production et de l'échange, et ayant pour résultat des phénomènes qui semblent prouver soit un excès de production, soit un excès de consommation, suivant le point de vue où l'on se place pour les envisager.

La période de marasme s'en suivant, continue jusqu'à ce que (1°) le progrès de la rente dû à la spéculation soit perdu; ou (2°) que l'accroissement dans l'efficacité du travail dû à l'accroissement de population, et les progrès de l'invention, permettent à la ligne normale de la rente de dépasser la ligne de spéculation de la rente; ou (3°) que le travail et le capital s'entendent pour produire en acceptant des revenus moindres. Ou, plus probablement, ces trois causes coopéreront pour produire un nouvel équilibre, et toutes les forces de production s'unissant, une période d'activité commencera; sur ces entrefaites, la rente recommencera à progresser, la spéculation la fera à nouveau avancer trop rapidement, la production devra encore s'arrêter, et on aura une fois de plus parcouru le même cercle.

Dans le système compliqué de production qui caractérise la civilisation moderne, où, de plus, il n'existe pas de communauté industrielle distincte et indépendante, mais des communautés géographiquement ou politiquement séparées dont les industries sont plus ou moins mêlées, entrelacées de manières différentes,

on ne peut pas s'attendre à voir l'effet suivre la cause aussi clairement que cela aurait lieu, le développement industriel étant le même, dans une communauté formant un tout industriel complet et distinct; néanmoins, les phénomènes actuellement présentés par ces retours périodiques d'activité et de marasme, correspondent nettement avec les phénomènes que nous avons inférés du progrès excessif de la rente.

La déduction nous montre donc les phénomènes actuels résultant d'un principe. Si nous renversons le procédé, il sera facile par induction d'atteindre le principe en étudiant les phénomènes.

Ces saisons de crise sont toujours précédées de saisons d'activité et de spéculation, et partout on admet le lien qui unit les deux choses — le marasme étant considéré comme la réaction de la spéculation, le mal de tête du matin comme la réaction de la débauche de la nuit. Mais sur la manière dont le marasme résulte de la spéculation, les avis sont partagés, deux écoles sont en présence, comme nous le montreront les essais faits des deux côtés de l'Atlantique pour expliquer la crise industrielle actuelle.

L'une des écoles dit que la spéculation produit le marasme en causant un excès de production, et montre les entrepôts remplis de marchandises qu'on ne peut pas vendre à des prix rémunérateurs, les moulins arrêtés ou ne travaillant que la moitié du temps, les mines fermées, les navires au port, l'argent reposant paresseusement dans les coffres des banquiers, et les ouvriers forcés à l'oisiveté et à la misère. Elle cite ces faits comme prouvant que la production a dépassé la demande de consommation, elle cite de plus ce fait que lorsque le gouvernement, pendant une guerre, joue le rôle de grand consommateur, alors naît une période d'activité, comme dans les États-Unis pendant la guerre civile, ou en Angleterre pendant les guerres avec Napoléon.

L'autre école dit que la spéculation a produit la crise en conduisant à un excès de consommation, et montre les entrepôts

remplis, les steamers se rouillant, les moulins arrêtés, les ouvriers oisifs, comme prouvant une cessation de demande effective, ce qui, dit-elle, résulte évidemment de ce fait que le peuple, affolé par une prospérité fictive, a vécu avec un luxe qui dépassait ses moyens, et est maintenant obligé de se réduire, c'est-à-dire de consommer moins de richesse. Elle cite de plus l'énorme consommation de richesse que fait la guerre, la construction des chemins de fer non rémunérateurs, les prêts aux gouvernements banqueroutiers, etc., disant que ce sont des folies qui, bien que non constatées sur le moment, doivent être contre-balancées par une saison de consommation réduite.

Il est évident que chacune de ces théories exprime un côté, ou une phase, d'une vérité générale, mais que ni l'une ni l'autre ne donnent l'intelligence complète de la vérité entière. Chacune ne donne qu'une explication absurde du phénomène.

Car, alors que la grande masse des hommes a besoin de plus de richesse qu'elle ne peut en gagner, et alors qu'elle consentirait à donner pour la gagner ce qui est la base et la matière première de la richesse — son travail — comment peut-il y avoir excès de production? Et alors que le mécanisme de production se détériore et que les producteurs sont condamnés à une oisiveté involontaire, comment peut-il y avoir excès de consommation?

Quand, avec le désir de consommer plus, existe la possibilité et la volonté de produire plus, on ne peut attribuer la paralysie commerciale et industrielle à l'excès de production ni à l'excès de consommation. Évidemment la crise vient de ce que la production et la consommation ne peuvent ni s'entendre, ni se satisfaire.

Comment naît cette impossibilité? Elle est évidemment, et de l'assentiment général, le résultat de la spéculation. Mais de la spéculation appliquée à quoi?

Certainement pas de la spéculation appliquée aux choses qui sont les produits du travail, aux productions minérales ou agri-

coles, aux marchandises manufacturées, car pour ces choses la spéculation a simplement pour effet, ainsi que l'expliquent très bien les traités classiques, d'égaliser l'offre et la demande, et de régulariser le jeu de la production et de la consommation, comme le volant régularise la marche d'une machine.

Donc, si la spéculation est la cause de ces crises, cela doit être la spéculation appliquée à des choses qui ne sont pas le résultat du travail, mais sont cependant nécessaires à l'exercice du travail dans la production de la richesse, à des choses en quantité fixe; c'est-à-dire que cela doit être la spéculation appliquée à la terre.

La spéculation foncière est la vraie cause de la crise industrielle aux États-Unis, cela est évident. Dans chaque période d'activité industrielle, les valeurs foncières se sont élevées constamment, poussées par la spéculation qui leur faisait franchir de grands intervalles. Ces périodes ont été invariablement suivies d'un arrêt partiel de production, d'une cessation partielle de demande effective, généralement accompagnée d'une débâcle commerciale; puis, après une certaine période de stagnation comparative, l'équilibre s'est lentement rétabli, et l'activité a régné de nouveau, jusqu'au moment où les mêmes cause reparaissant, ont été suivies des mêmes résultats. On peut voir la chose se passer dans tout le monde civilisé. Les périodes d'activité industrielle ont toujours eu pour point culminant un progrès excessif des valeurs foncières, suivi de symptômes d'arrêt de production, qui se montrent d'abord par la cessation de demande des pays nouveaux, où le progrès des valeurs foncières a été le plus considérable.

Nous verrons par l'analyse des faits que là doit être la véritable explication de ces périodes de paralysie industrielle.

Tout commerce, rappelons-le nous, est l'échange de marchandises contre d'autres marchandises, et, par là, la cessation de demande pour un genre de marchandise, qui marque la crise commerciale, est en réalité la cessation de l'offre d'autres mar-

chandises. Si les marchands trouvent qu'ils vendent moins, si les fabricants trouvent que les commandes diminuent, alors que les choses qu'ils vendent, ou sont prêts à faire, sont des choses désirées de tous côtés, cela montre simplement que l'offre des choses qui, dans le cours de l'échange, auraient été données contre ces choses désirées, a diminué. Dans le langage commun nous disons que les « acheteurs n'ont pas d'argent, » ou que « l'argent devient rare, » mais en parlant ainsi nous oublions que l'argent n'est que le moyen de l'échange. Ce qui manque à ceux qui pourraient être acheteurs, ce n'est pas l'argent, mais bien les marchandises qu'ils pourraient changer en argent; ce qui en réalité devient plus rare, c'est un produit d'une certaine espèce. La diminution de demande effective de la part des consommateurs n'est donc que le résultat de la diminution de production.

Les entrepositaires le voient clairement quand dans une ville industrielle les fabriques sont fermées, et les ouvriers sans travail. C'est l'arrêt de la production qui prive les ouvriers des moyens d'acheter ce qu'ils désirent, et laisse ainsi au marchand ce qui, par rapport à la demande amoindrie, est un stock surabondant, le force à congédier quelques-uns de ses commis et à réduire ses demandes. Et la cessation de demande (je parle, naturellement, des cas généraux, et non des changements dans la demande relative, dus à des causes comme le mouvement de la mode), qui laisse au fabricant un stock surabondant et le force à congédier ses ouvriers, doit se produire de la même façon. En un endroit quelconque (cela peut être à l'autre bout du monde) un arrêt dans la production a causé un arrêt dans la demande de la consommation. Cette demande diminue sans que le besoin soit satisfait, ce qui prouve que la production est arrêtée quelque part.

Le peuple a besoin des choses que fait le fabricant autant que jamais, de même que les ouvriers ont bseoin des choses que le marchand a à vendre. Mais il n'a pas assez pour les payer. La

production a été arrêtée en quelque endroit, et cette réduction dans l'offre de certaines choses a eu pour résultat la cessation de la demande pour d'autres, l'arrêt se propageant sur tout le terrain industriel et commercial. La pyramide industrielle s'appuie évidemment sur la terre. Les occupations primaires et fondamentales, qui créent la demande pour toutes les autres, sont évidemment celles qui ont pour but d'extraire de la nature la richesse; par conséquent, si nous étudions d'un point d'échange à un autre, et d'une occupation à une autre, cet arrêt de production qui se montre par une diminution dans les achats, nous devons finalement trouver sur la terre quelque obstacle arrêtant le travail. Il est clair que cet obstacle est le progrès excessif, dû à la spéculation, de la rente, ou des valeurs foncières, qui produit le même résultat que si les propriétaires fermaient la porte au travail et au capital. Cet arrêt de la production commençant à la base des industries entremêlées, se propage de point en point, la suppression de l'offre amenant la suppression de la demande, jusqu'à ce que, pour ainsi dire, la machine entière soit débrayée, et qu'on ait partout le spectacle du travail sans occupation et des travailleurs souffrant de la misère.

Ce spectacle étrange et peu naturel, d'un grand nombre d'hommes de bonne volonté qui ne peuvent trouver du travail, est suffisant pour suggérer la vraie cause à l'esprit de quiconque réfléchit avec suite. Car, bien que l'habitude nous ait rendus moins sensibles à ce spectacle, c'est une chose étrange, et peu naturelle que de voir des hommes qui désirent travailler afin de satisfaire leurs besoins, ne pouvant en trouver l'occasion; puisque le travail est ce qui produit la richesse, l'homme qui cherche à échanger le travail contre de la nourriture ou des vêtements, ou contre toute autre forme de richesse, est comme celui qui propose de donner de l'or en lingot pour avoir de l'argent monnayé, ou du blé pour avoir de la farine. Nous parlons d'offre et de demande à propos du travail, mais évidemment ce ne sont là que des termes relatifs. L'offre de travail est partout

la même — deux mains viennent toujours au monde avec une bouche, il y a toujours vingt et un garçons pour vingt filles; et la demande de travail existera aussi longtemps que les hommes désireront les choses que le travail seul peut procurer. Nous parlons de « manque d'ouvrage, » mais évidemment ce n'est pas l'ouvrage qui manque alors que les besoins sont les mêmes; évidemment, l'offre de travail ne peut pas être trop grande, ni la demande trop petite, quand le peuple souffre du manque des choses que le travail produit. La cause réelle de la crise doit être qu'en quelque lieu, quelque obstacle empêche l'offre de satisfaire la demande, et que cet obstacle empêche le travail de produire les choses dont a besoin le travailleur.

Prenons un individu parmi ces masses d'hommes inoccupés; bien qu'il n'ait pas lu Malthus, il lui semble aujourd'hui qu'il y a trop de gens dans le monde. Dans ses propres besoins, dans la misère de sa femme anxieuse, dans les pleurs de ses enfants grelottant, souvent affamés et à peine soignés, il y a bien une demande de travail suffisante, les Cieux le savent! L'offre est dans ses propres mains. Mettez-le dans une île déserte, et, bien que privé des avantages énormes que donnent aux forces productives de l'homme la coopération, et les machines d'une communauté civilisée, il saura avec ses deux mains remplir les bouches et couvrir les dos qui dépendent de lui. Et c'est ce qu'il ne peut pas faire là où la puissance productive est à son plus haut point de développement. Pourquoi? N'est-ce pas parce que dans un cas il a le libre accès des forces et des substances naturelles, tandis que dans l'autre on lui refuse cet accès?

N'est-ce pas ce fait seul, — le refus de l'accès à la nature, — qui peut expliquer l'état de choses qui force les hommes à être oisifs alors que bien volontiers ils travailleraient pour satisfaire leurs besoins? La cause prochaine de l'oisiveté forcée d'une masse d'hommes, peut être la cessation de la demande de la part d'autres hommes pour les choses particulières qu'ils produisent; mais remontez d'une cause à une autre, d'une occu-

pation à une autre, et vous trouverez que l'oisiveté forcée dans un genre de commerce est causée par l'oisiveté forcée dans un autre genre, et que la paralysie qui produit l'engourdissement de toutes les industries ne peut pas être attribuée à une trop grande offre de travail ou à une trop faible demande de travail, mais doit naître de ce fait, que l'offre ne peut pas satisfaire la demande en produisant les choses qui satisfont le besoin et sont les objets du travail.

Ce qui est nécessaire pour rendre le travail capable de produire ces choses, c'est la terre. Quand nous disons que le travail crée la richesse, nous parlons métaphoriquement. L'homme ne crée rien. La race humaine tout entière, dût-elle travailler éternellement, ne pourrait créer le plus petit des atômes flottant dans un rayon de soleil, ne pourrait en rien alourdir ou alléger notre sphère. En produisant de la richesse, le travail, avec l'aide des forces naturelles, ne fait que donner à la matière pré-existant la forme désirée; il ne peut donc produire de la richesse que si l'accès de cette matière et de ces forces, c'est-à-dire de la terre, est libre. La terre est la source de toute richesse. C'est la mine d'où sont tirés les matériaux que façonne le travail. C'est la substance à laquelle le travail donne la forme. Et par conséquent, quand le travail ne peut satisfaire ses désirs, ne pouvons-nous pas en conclure avec certitude que c'est parce que l'accès de la terre est fermé au travail ?

Quand dans tous les commerces il y a ce que nous appelons rareté de consommation; quand partout le travail est inoccupé et les désirs non satisfaits, l'obstacle qui empêche le travail de produire la richesse dont il a besoin, ne doit-il pas se trouver à la base même de l'échafaudage industriel ? Cette base, c'est la terre. Les modistes, les opticiens, les doreurs, les polisseurs ne sont pas les pionniers des nouveaux établissements. Les mineurs n'ont pas été en Californie ou en Australie parce qu'il s'y trouvait des cordonniers, des tailleurs, des machinistes et des imprimeurs. Ce sont ces corps de métier qui ont suivi les

mineurs, de même qu'ils suivent aujourd'hui ceux qui vont à la recherche de l'or dans les Black Hills ou des diamants dans l'Afrique du Sud. Ce n'est pas le marchand qui est la cause du fermier, mais le fermier qui est la cause du marchand. Ce n'est pas la croissance d'une ville qui développe une province, mais le développement d'une province qui fait croître une ville. Et par conséquent, quand dans tous les commerces, les hommes voulant travailler n'en trouvent pas l'occasion, la difficulté doit naître dans l'occupation qui crée la demande pour toutes les autres occupations, doit venir de ce que la terre est fermée au travail.

A Leeds ou à Lowell, à Philadelphie ou à Manchester, à Londres ou à New-York, il faut peut-être des premiers principes bien solides pour reconnaître cela; mais là où le développement industriel n'est pas aussi complet, ni les anneaux extrêmes de la chaîne aussi éloignés les uns des autres, il suffit de jeter un coup d'œil sur les faits évidents. Bien qu'à peine vieille de trente ans, la ville de San-Francisco est, par sa population et son importance commerciale, au nombre des grandes cités du monde; elle est, après New-York, la plus métropolitaine des cités américaines. Bien qu'elle n'ait pas trente ans d'existence, elle renferme, depuis quelques années, un nombre croissant d'hommes inoccupés. Il est clair que là c'est parce que les hommes ne trouvent pas un emploi dans le pays qu'ils sont en si grand nombre inoccupés dans la ville; car lorsque s'ouvre le temps des moissons, ils s'en vont par troupes, et lorsqu'il est fini, reviennent en troupes dans la ville. Si ces hommes, en ce moment inoccupés, tiraient de la richesse de la terre, non seulement ils s'emploiraient eux-mêmes, mais emploiraient tous les artisans de la ville, donnant des pratiques aux magasins, du commerce à faire aux marchands, des spectateurs aux théâtres, des souscripteurs aux journaux, créant une demande effective qui se sentirait dans la Nouvelle Angleterre, et la Vieille Angleterre, et partout dans le monde où viennent les

articles que consomme une population quand elle a le moyen de les payer.

Comment se fait-il que ce travail inoccupé ne puisse s'appliquer à la terre? Ce n'est pas parce que toutes les terres sont cultivées. Bien que tous les symptômes que l'on dit être dans les vieux pays les signes d'un excès de population, commencent à se montrer à San-Francisco, il est absurde de parler d'excès de population dans un État qui, avec des ressources naturelles plus grandes que celles de la France, n'a pas encore un million d'habitants. A quelques milles de San-Francisco, il y a des terres non cultivées en assez grande quantité pour donner du travail à quiconque en demande. Je ne veux pas dire que chaque homme inoccupé pourrait devenir fermier ou construire lui-même une maison s'il avait la terre; mais qu'assez d'hommes pourraient et voudraient le faire pour donner du travail au reste. Qu'est-ce qui empêche donc le travail de s'employer lui-même en cultivant la terre? Simplement parce que la terre a été monopolisée, qu'on la garde à des prix créés par la spéculation, basés non sur sa valeur présente, mais sur la valeur accrue que lui donnera dans l'avenir l'accroissement futur de la population.

Ce que l'on voit ainsi à San-Francisco quand on veut voir, peut l'être aussi clairement en d'autres lieux, je n'en doute pas.

La crise commerciale et industrielle actuelle qui a commencé à se manifester aux États-Unis en 1872, et s'est répandue avec plus ou moins d'intensité sur le monde civilisé, est en grande partie attribuée à l'extension excessive des voies ferrées, et plusieurs choses semblent autoriser l'établissement de cette relation entre la crise et le nombre des voies ferrées. Je suis parfaitement convaincu que la construction d'une voie ferrée inutile peut détourner le capital et le travail d'occupations plus productives, et rendre la communauté plus pauvre au lieu de la rendre plus riche; quand la manie de ce genre de construction était la plus forte, j'ai signalé cet inconvénient dans un

traité politique adressé à la Californie (*La question des subventions, et le parti démocratique*, 1871); mais attribuer à cette application infructueuse du capital une crise industrielle aussi générale, cela me paraît aussi insensé que de dire qu'une marée extraordinairement basse a eu lieu parce qu'on avait retiré de la mer quelques seaux pleins d'eau en plus de l'ordinaire. La consommation improductive de capital et de travail pendant la guerre civile a été bien plus considérable qu'elle ne pourrait l'être par la construction de voies ferrées inutiles, et n'a produit aucun résultat semblable. Et certainement il est insensé de dire que la dépense inutile de travail et de capital pour des chemins de fer a causé cette crise, quand le trait caractéristique de cette crise, c'est la surabondance de travail et de capital cherchant un emploi.

Cependant, on peut facilement voir qu'il y a un rapport entre la construction rapide des voies ferrées et la crise industrielle, quand on comprend quelle portée a l'accroissement des valeurs foncières, et quel effet a la construction des voies ferrées sur la spéculation foncière. Là où l'on construisait ou projetait un chemin de fer, la terre montait de valeur sous l'influence de la spéculation, et des milliers de millions de dollars s'ajoutaient aux valeurs nominales que le travail et le capital devaient payer sur-le-champ ou partiellement, pour avoir la permission de travailler et de produire de la richesse. Le résultat inévitable fut l'arrêt de production, et cet arrêt de production se propagea sous forme de cessation de demande, ce qui mit un frein à la production jusqu'aux limites les plus lointaines du vaste domaine des échanges, opérant avec une force accumulée dans les centres de grande richesse industrielle où se concentre le commerce du monde civilisé.

Les effets premiers de cette cause ne sont peut-être nulle part plus faciles à observer que dans la Californie qui, à cause de son isolement comparatif, forme une communauté particulièrement bien définie.

Presque jusqu'à sa clôture, la dernière décade a été marquée en Californie par la même activité industrielle que dans les États du Nord, et, de fait, dans tout le monde civilisé, — l'interruption des échanges et l'arrêt de l'industrie causés par la guerre et le blocus des ports du Sud, mis à part. On ne pourrait pas attribuer cette activité à la hausse des cours, ni aux dépenses immodérées du gouvernement général, comme on l'a fait à propos des États de l'Est; car en dépit des lois d'offre légale, la côte du Pacifique adhéra à un cours de l'argent, et le gouvernement fédéral enleva beaucoup plus qu'il ne rendit en dépenses. On ne devait l'attribuer qu'à des causes normales, car, bien que la décadence commençât pour les mines d'or, les mines d'argent du Nevada venaient d'être découvertes, le blé et la laine allaient compter, à la place de l'or, parmi les matières d'exportation, et l'accroissement de la population, et les progrès des méthodes de production et d'échange, ajoutaient constamment à l'efficacité du travail.

Avec le progrès matériel, vint naturellement la hausse constante des valeurs foncières. Cette hausse constante engendra une hausse fictive, qui, avec l'ère des voies ferrées, augmenta dans toutes les directions la valeur de la terre. Si la population de la Californie avait crû constamment alors que la route longue, coûteuse et dangereuse à cause des fièvres, de l'isthme de Panama, était le principal mode de communication avec les États de l'Atlantique, elle devait, semble-t-il, s'accroître énormément avec l'ouverture de la route qui mettait le havre de New-York à sept jours d'un voyage facile de la baie de San-Francisco, et avec l'ouverture des routes, qui, dans l'État lui-même, permettaient à la locomotive de remplacer les diligences et les voitures lourdement chargées. La hausse attendue des valeurs foncières était escomptée d'avance. Les lots des environs immédiats de San-Francisco montèrent de cent, de mille pour cent, et les terres cultivables atteignirent des prix élevés de quelque côté qu'auraient pu se tourner les émigrants.

Mais l'invasion attendue des émigrants ne se produisit pas. Le travail et le capital ne pouvaient pas payer la terre si cher et en tirer un revenu convenable. La production fut arrêtée, sinon absolument, du moins relativement. A mesure que le chemin de fer qui traversait le continent s'avançait, au lieu de voir l'activité augmenter, on constatait des symptômes de commencement de paralysie industrielle; et quand il fut terminé, à la période d'activité avait succédé une période de crise, qui n'est pas complètement traversée, et pendant laquelle les salaires et l'intérêt ont constamment décru. Ce que j'ai appelé la ligne actuelle de la rente, ou la limite de culture, s'approche ainsi (à cause encore de la marche constante du progrès de l'invention et de l'accroissement de population qui, bien que plus lents qu'ils n'auraient été autrement, se produisaient quand même) de la ligne de spéculation de la rente, mais on connaît avec quelle ténacité la spéculation maintient une augmentation produite par elle sur le prix de la terre, dans une communauté en voie de développement [1].

La même chose se passe dans toute partie progressant des États-Unis. Partout où l'on a construit ou projeté un chemin de fer, la terre a été monopolisée par anticipation, et le bénéfice de l'amélioration escompté par un accroissement des valeurs foncières. Le progrès spéculatif de la rente dépassant ainsi le progrès normal, la production s'est trouvée entravée, la demande a diminué, et le travail et le capital se sont détournés des occupations se rapportant directement à la terre, pour s'appliquer à celles où la valeur de la terre est un élément moins

[1] Il est étonnant de voir combien dans un pays neuf, donnant de grandes espérances, les prix créés par la spéculation sur la terre, se soutiennent. On en entend souvent dire : « Il n'y a pas de marché pour les biens immeubles; vous ne pourrez les vendre à aucun prix; » et cependant si vous voulez acheter une terre, à moins que vous ne trouviez quelqu'un absolument forcé de vendre, vous êtes obligé de payer le prix qui prévaut quand la spéculation est dans son plein. Car les propriétaires, croyant que les valeurs foncières doivent finir par monter, gardent leur bien aussi longtemps qu'ils le peuvent.

perceptible. C'est de cette façon que l'extension rapide des voies ferrées a un rapport avec la crise qui lui succède.

Et ce qui s'est passé aux États-Unis, a eu également lieu d'une façon plus ou moins évidente, dans tout le monde en voie de progrès. Partout la terre a grandi constamment en valeur, avec le progrès matériel, et partout cet accroissement a engendré un accroissement additionnel dû à la spéculation. L'impulsion donnée par la cause primitive s'est étendue non seulement des nouveaux États de l'Union aux anciens, mais des États-Unis à l'Europe, la cause première opérant partout. La crise industrielle générale a donc pour origine un progrès matériel général.

Il peut sembler que j'ai négligé quelque chose, en attr[illegible]ant ces crises industrielles à une cause première, le progrès de spéculation de la rente ou des valeurs foncières. L'œuvre d'une semblable cause, bien qu'elle puisse être rapide, doit être progressive, ressembler à une pression, non à un coup. Tandis que ces crises industrielles semblent venir tout à coup; elles ont, à leur début, le caractère d'un paroxysme, suivi d'une léthargie comparative, comme produite par l'épuisement. Tout semble aller comme d'habitude, le commerce et l'industrie être vigoureux et en passe de se développer, quand soudain arrive un choc, un coup de tonnerre dans un ciel bleu, une banque suspend ses paiements, un grand industriel ou commerçant fait faillite, et comme si le coup avait raisonné dans toute l'organisation industrielle, les faillites succèdent aux faillites, de tous côtés les travailleurs se trouvent sans emploi, et les capitaux se retirent dans une sécurité improductive.

Qu'il me soit permis d'expliquer quelle est pour moi la raison de ceci; pour trouver cette explication, nous devons tenir compte de la manière dont se font les échanges, car c'est par les échanges que sont liées toutes les formes de l'industrie en une organisation où toutes sont dépendantes les unes des autres. Pour que des échanges puissent avoir lieu entre des producteurs très éloi-

gués par l'espace et le temps, il faut que de grandes quantités de marchandises se trouvent en magasin et en circulation, et c'est là qu'est pour moi, ainsi que je l'ai déjà dit, la grande fonction du capital, en plus de celle qui consiste à fournir au travail les outils et les semences. Ces échanges sont faits, peut-être nécessairement, en grande partie à crédit, c'est-à-dire que l'avance d'un côté est faite avant que le retour soit reçu de l'autre.

Sans nous arrêter aux causes, il est évident que ce sont, en général, les industries les mieux organisées et les plus tardivement développées, qui font ces avances aux industries les plus fondamentales. La côte ouest de l'Afrique, par exemple, qui échange de l'huile de palmier et des noix de coco pour du calicot chamarré et des idoles de Birmingham, reçoit son paiement immédiatement; tandis que le marchand anglais avance longtemps ses marchandises avant de rien recevoir en retour. Le fermier peut vendre sa moisson aussitôt que la récolte est faite, et pour de l'argent; le grand fabricant doit avoir un stock considérable, envoyer ses marchandises à de longues distances à ses agents, et généralement vendre à terme. Donc, comme les avances et le crédit viennent en général de ce que nous pouvons appeler les industries secondaires à ce que nous pouvons appeler les industries premières, il s'ensuit que tout arrêt dans la production de ces dernières, ne se communique pas immédiatement aux premières. Le système des avances et du crédit constitue, tel qu'il existe, un lien élastique, qui prête beaucoup avant de se rompre, mais qui, lorsqu'il se rompt, le fait avec bruit.

Ou, pour faire comprendre d'une autre façon ce que je veux dire : la grande pyramide de Gizeh est composée de couches de maçonnerie, la première couche supportant naturellement toutes les autres. Si nous pouvions, par quelque moyen, réduire graduellement cette première couche, la partie supérieure de la pyramide conserverait quelque temps sa forme, puis, quand la gravitation serait plus forte que l'adhérence des matériaux, la pyramide ne diminuerait pas graduellement et régulièrement,

mais se briserait tout à coup en morceaux. L'organisation industrielle peut être assimilée à cette pyramide. Dans quelle proportion, dans un état donné de développement social, sont par rapport les unes aux autres les diverses industries, c'est difficile et même impossible à déterminer; mais il est évident que cette proportion existe, de même que dans la fonte de caractère d'un imprimeur il y a proportion entre les lettres. Chaque forme de l'industrie, comme elle est développée par la division du travail, sort des autres, et toutes reposent en dernier lieu sur la terre; car, sans la terre, le travail est aussi impuissant que le serait un homme lancé dans l'espace. Pour mieux approprier l'exemple à la condition d'un pays en progrès, imaginons une pyramide composée de couches superposées, le tout grandissant et s'étendant constamment. Supposons que l'accroissement de la couche la plus près du sol soit entravée. Les autres continueront à s'étendre pendant un certain temps, — et de fait, pendant un moment, il y aura tendance à ce que l'accroissement soit plus rapide, car la force vitale qui ne peut opérer sur la couche fondamentale, essaiera d'opérer sur les couches supérieures, — jusqu'à ce que, à la fin, l'équilibre n'existant plus, l'édifice s'écroule de tous côtés.

Je crois qu'il est maintenant clair que là est la cause principale, et la marche habituelle, de ces paroxysmes périodiques de paralysie industrielle qui deviennent un des traits marqués de la vie sociale moderne. Et que le lecteur se rappelle que nous ne faisons que chercher les causes principales et la marche générale de tels phénomènes, afin, ce qui est possible, de les décrire exactement. L'économie politique ne peut et ne doit s'occuper que des tendances générales. Les forces dérivées ont des formes si multiples, une action et une réaction si variées, qu'on ne peut pas prédire quel sera le caractère exact d'un phénomène. Nous savons qu'un arbre coupé doit tomber, mais l'endroit précis où il tombera sera déterminé par l'inclinaison du tronc, la longueur des branches, la direction des coups, la force et la direction du

vent; et l'oiseau perché sur une brindille, et l'écureuil effaré sautant de branche en branche, ne seront pas sans influence. Nous savons qu'une insulte éveille dans le cœur de l'homme un sentiment de colère, mais pour dire avec quelle force et de quelle manière il se manifestera, il faudrait avoir une connaissance approfondie de l'homme entier, avec tous ses environnants, passés et présents.

La manière dont j'ai essayé de retrouver la cause suffisante expliquant les principaux traits de ces crises industrielles, forme un contraste frappant avec les essais contradictoires et incohérents qui ont été faits pour les expliquer suivant les théories courantes de la distribution de la richesse. On voit partout nettement qu'une hausse, due à la spéculation, de la rente et des valeurs foncières précède invariablement ces saisons de crise industrielle. Les deux choses ont entre elles un rapport de cause et d'effet, c'est évident pour quiconque considère la relation nécessaire entre la terre et le travail.

Nous pouvons également voir aux États-Unis que la crise actuelle suit son cours, et que, de la manière qui a été précédemment dite, il s'établit peu à peu un nouvel équilibre qui aura pour résultat une autre période d'activité comparative. La ligne normale de la rente et la ligne créée par la spéculation sont en train de se rejoindre : — 1° Par la baisse des valeurs foncières de spéculation, qui se manifeste par la réduction des rentes et par la baisse des valeurs foncières dans les principales cités. — 2° Par l'accroissement d'efficacité du travail, naissant de l'accroissement de population et de l'utilisation de nouvelles inventions et découvertes dont quelques-unes, que nous sommes sur le point de faire, sont aussi importantes que la découverte de la vapeur. — 3° Par l'abaissement du taux habituel de l'intérêt et des salaires que prouvent, d'un côté pour l'intérêt, la négociation d'un emprunt gouvernemental à quatre pour cent, de l'autre pour les salaires, un abaissement trop évident pour qu'il soit nécessaire d'en donner des exemples. Quand l'équilibre est

ainsi rétabli, une période d'activité nouvelle se produit, et la spéculation recommence à faire monter rapidement les valeurs foncières [1]. Mais les salaires et l'intérêt ne regagneront pas le terrain perdu. Le résultat net de toutes ces perturbations, de tous ces mouvements de va et vient, c'est de forcer graduellement les salaires et l'intérêt à atteindre leur minimum. Ces crises temporaires et périodiques ne font, de fait, comme je l'ai fait remarquer dans le premier chapitre de ce volume, que rendre plus intense le mouvement général qui accompagne le progrès matériel.

CHAPITRE II.

PERSISTANCE DE LA PAUVRETÉ AU MILIEU DE L'ACCROISSEMENT DE LA RICHESSE.

Le grand problème, dont ces crises industrielles périodiques ne sont que les manifestations particulières, est maintenant, il me semble, complètement résolu, et les phénomènes sociaux, qui, dans tout le monde civilisé, épouvantent les philanthropes et rendent perplexe l'homme d'État, qui voilent de nuages l'avenir des races les plus avancées, et suggèrent des doutes sur la réalité et le but final de ce que nous avons follement appelé progrès, sont maintenant expliqués.

La raison pour laquelle, en dépit de l'accroissement de la puissance productive, les salaires tendent à devenir le minimum de ce qu'il faut pour vivre, c'est qu'avec l'accroissement de la puissance productive, la rente tend toujours à augmenter, produisant ainsi une tendance constante à la baisse des salaires.

[1] Ceci a été écrit il y a un an. Il est maintenant (juillet 1879) évident qu'une nouvelle période d'activité a commencé, comme je l'ai prédit, et les prix des terrains ont déjà remonté à New-York et à Chicago.

En toute chose, la tendance directe de la civilisation progressant, est d'augmenter la puissance du travail humain pour satisfaire les désirs humains, pour détruire la pauvreté, et pour bannir le besoin et la crainte du besoin. Toutes les choses qui constituent le progrès, toutes les conditions pour lesquelles combattent les communautés progressives, ont pour résultat naturel et direct l'amélioration de la condition matérielle (et par conséquent de la condition intellectuelle et morale) de tous ceux soumis à leur influence. L'accroissement de population, l'accroissement et l'extension des échanges, les découvertes de la science, le progrès de l'invention, l'extension de l'instruction, les progrès du gouvernement, l'amélioration des mœurs considérées comme des forces matérielles, ont tous une tendance directe à accroître la puissance productive du travail, non pas d'un travail particulier, mais de tous les genres de travail; non du travail appliqué à certaines industries, mais à toute l'industrie; car la loi de la production de la richesse en société est la loi du « chacun pour tous, et tous pour chacun. »

Mais le travail ne peut recueillir les bénéfices qu'apportent ainsi les progrès de la civilisation, parce qu'ils sont interceptés. La terre étant nécessaire au travail, et étant soumise au régime de la propriété individuelle, chaque accroissement de la puissance productive du travail ne fait qu'accroître la rente — prix que doit payer le travail pour avoir la permission d'utiliser les forces de la terre; ainsi, tous les avantages gagnés par la marche du progrès vont aux propriétaires de la terre et les salaires n'augmentent pas. Les salaires ne peuvent pas augmenter; car plus le gain du travail est grand, plus grand est le prix que doit donner le travail sur son gain, pour avoir la permission de ne rien gagner du tout. Le simple travailleur n'a donc pas plus intérêt au progrès général de la puissance productive, que n'en a l'esclave cubain à la hausse du prix du sucre. Et de même que la hausse du prix du sucre peut rendre pire la condition de l'esclave cubain, en engageant son maitre à le mener

plus durement, de même la condition du travailleur libre peut être, positivement aussi bien que relativement, changée en mal par l'accroissement de la puissance productive de son travail. Car, que la spéculation, se fondant sur le progrès continu de la rente, escompte l'effet des améliorations futures sur l'accroissement encore plus grand de la rente, et elle produira, là où le progrès normal de la rente ne l'a pas déjà fait, un abaissement des salaires, jusqu'au point où le salaire sera celui d'un esclave, celui qu'il faut juste pour vivre.

Dépouillé ainsi de tous les bénéfices de l'accroissement de la puissance productive, le travail est exposé à certains effets du progrès de la civilisation qui, sans les avantages qui les accompagnent naturellement, sont des maux positifs, et tendent d'eux-mêmes à réduire le travailleur libre à la condition dégradée et désespérée de l'esclave.

Car toutes les améliorations qui ajoutent à la puissance productive à mesure que la civilisation avance, ont pour résultat, ou nécessitent, une plus grande subdivision du travail, et l'efficacité du travail du corps entier des travailleurs s'accroît aux dépens de l'indépendance des éléments constituants. Le travailleur individuel ne connaît et n'accomplit qu'une partie infinitésimale des différentes opérations qui sont nécessaires pour satisfaire les désirs les plus ordinaires. Le produit du travail d'une tribu sauvage est petit, mais chaque membre peut mener une vie indépendante. Il peut bâtir sa propre habitation, creuser son propre canot, faire ses propres vêtements, ses armes, ses outils, ses ornements. Il possède toute la connaissance de la nature qu'a sa tribu, sait quelles productions végétales sont bonnes pour sa nourriture, connaît les habitudes, les ressources des bêtes, oiseaux, poissons et insectes; il peut se diriger d'après le soleil et les étoiles, d'après le côté où se tournent les fleurs ou les mousses sur les arbres; en résumé, il peut satisfaire à tous ses besoins. Il peut être séparé de ses compagnons, et vivre quand même; il possède ainsi une puissance indépendante qui

fait de lui une partie librement contractante dans ses relations avec la communauté dont il est un membre.

Comparez à ce sauvage, le travailleur placé dans les rangs inférieurs de la société, dont la vie se passe à ne produire qu'une seule chose, ou plus souvent, la partie infinitésimale d'une chose, en dehors de la multiplicité des choses qui constituent la richesse de la société et qui satisfont même les besoins les plus primitifs; qui non seulement ne peut pas même faire les outils nécessaires pour son travail, mais souvent travaille avec des outils qu'il ne possède pas, qu'il ne peut jamais espérer posséder. Astreint à un travail plus absorbant et plus continu que celui du sauvage, ne gagnant pas par lui plus que ne gagne le sauvage — les simples nécessités de la vie — il perd l'indépendance du sauvage. Non seulement il ne peut appliquer ses propres forces à la satisfaction directe de ses propres désirs, mais encore il est dans l'impossibilité de les appliquer indirectement à la satisfaction de ses besoins. Il est un simple anneau dans la chaîne immense des producteurs et des consommateurs, n'ayant pas même l'espoir de s'en séparer, l'espoir de se mouvoir à moins que la chaîne ne bouge. Plus sa position est mauvaise dans la société, plus il dépend de la société, plus il devient incapable de rien faire pour lui-même. Le pouvoir même de travailler pour satisfaire ses besoins, n'est pas sous son contrôle, et peut lui être enlevé ou rendu par les actions des autres, ou par des causes générales sur lesquelles il n'a pas plus d'influence qu'il n'en a sur les mouvements du système solaire. On arrive à regarder la malédiction primitive comme une faveur, et les hommes pensent, parlent, crient, font des lois comme si le travail manuel monotone était en lui-même un bien et non un mal, un but et non un moyen. Dans de pareilles circonstances, l'homme perd la qualité essentielle de l'humanité, le pouvoir divin de modifier et de contrôler les conditions. Il devient un esclave, une machine, une marchandise, une chose inférieure, sous quelques rapports, à l'animal.

Je ne suis pas un admirateur sentimental de la vie sauvage. Je ne prends pas mes idées parmi les enfants de la nature de Rousseau, Chateaubriand ou Cooper. J'ai conscience de la pauvreté matérielle et mentale de cette vie, du rang inférieur qu'elle occupe. Je crois que la civilisation est non seulement la destinée naturelle de l'homme, mais l'affranchissement, l'élévation, le raffinement de toutes ses facultés, et je pense que ce n'est que se trouvant dans une disposition d'humeur à envier le bœuf ruminant, que l'homme jouissant des avantages de la civilisation peut considérer avec regret l'état sauvage. Néanmoins, je crois que quiconque ouvre les yeux aux faits, ne peut résister à cette conclusion qu'il y a au cœur de notre civilisation des classes entières d'hommes dont la condition est telle que le sauvage ne voudrait pas échanger sa vie contre la leur. Je crois fermement que si l'on donnait à un homme, au seuil de l'existence, le choix de vivre parmi les Fuégiens, les noirs de l'Australie, les Esquimaux du Cercle Arctique, ou parmi les basses classes d'un pays très civilisé comme la Grande-Bretagne, il ferait un choix bien meilleur en prenant le lot du sauvage. Car ces classes qui, au milieu de la richesse, sont condamnées à la misère, souffrent toutes les privations du sauvage sans avoir comme lui le sentiment de la liberté personnelle; elles sont condamnées à vivre plus étroitement, plus petitement que lui, sans pouvoir développer les mêmes grossières vertus; si leur horizon est plus étendu, ce n'est que pour leur révéler des bonheurs dont elles ne peuvent jouir.

Quelques personnes trouveront que j'exagère, mais c'est qu'elles n'ont jamais souffert elles-mêmes, et que par conséquent elles ne comprennent pas la vraie condition de ces classes que presse l'éperon d'acier de la civilisation moderne. Comme le dit Tocqueville dans une de ses lettres à Mme Swetchine: « Nous devenons si vite indifférents à la pensée d'un besoin que nous ne sentons pas, qu'un mal qui grandit pour le patient, à mesure qu'il dure, devient moindre pour l'observateur par le

fait même de sa durée. » La meilleure preuve peut-être de la justesse de cette observation est que, dans les villes où il y a une classe pauvre et une classe criminelle, où les jeunes filles grelottent en cousant pour avoir du pain, où des enfants vêtus de haillons, et à peine nourris, ont la rue pour demeure, on trouve régulièrement de l'argent pour envoyer des missionnaires aux païens! ce serait risible si ce n'était trop triste. Baal n'étendra plus ses bras hideux; mais, en terre chrétienne, les mères tueront leurs enfants pour l'argent de l'enterrement! Et je défie n'importe qui de produire des récits véridiques de la vie sauvage, égalant les descriptions de dégradation qu'on peut trouver dans les documents officiels de pays très civilisés, dans les rapports des commissions sanitaires, ou dans les enquêtes sur la condition des classes ouvrières pauvres.

La simple théorie que j'ai esquissée (si l'on peut appeler théorie ce qui n'est que la simple constatation des rapports les plus évidents) explique la réunion de la pauvreté et de la richesse, des salaires bas et de la grande puissance productive, de la dégradation et de l'élévation, de l'esclavage virtuel et de la liberté politique. Elle harmonise, en les faisant sortir d'une loi générale et inexorable, des faits qui, sans cela, semblent contradictoires, et donne la preuve de la séquence et de la relation de phénomènes qui autrement sont isolés et contradictoires. Elle explique pourquoi l'intérêt et les salaires sont plus élevés dans les nouvelles communautés que dans les anciennes, bien que la production moyenne de richesse, comme la production totale soit moindre. Elle explique pourquoi les améliorations qui accroissent la puissance productive du travail et du capital n'accroissent nullement leur rétribution. Elle explique ce qu'on appelle ordinairement le conflit du travail et du capital, en prouvant qu'en réalité il y a communauté d'intérêt entre les deux. Elle détruit les dernières erreurs du protectionnisme, tout en montrant pourquoi le libre échange ne profite pas aux classes laborieuses. Elle explique pourquoi la misère augmente avec

l'abondance, pourquoi la richesse tend à former des agrégations de plus en plus grandes. Elle explique le retour périodique des crises industrielles, sans avoir recours aux deux arguments absurdes de « l'excès de production » et « de l'excès de consommation. » Elle explique l'oisiveté forcée d'un nombre considérable d'individus qui voudraient bien être des producteurs, oisiveté qui diminue la force productive des communautés avancées, sans avoir pour cela recours à l'assertion absurde qu'il y a trop peu d'ouvrage à faire, ou qu'il y a trop d'ouvriers pour le faire. Elle explique les effets désastreux qu'a souvent pour les classes ouvrières l'introduction des machines, sans nier les avantages naturels que donne l'usage des machines. Elle explique le vice et la misère qui se révèlent au milieu des populations très denses, sans attribuer aux lois de Celui qui possède toute sagesse et toute bonté, les défectuosités qui n'appartiennent qu'aux lois égoïstes et peu clairvoyantes des hommes.

Cette explication est d'accord avec tous les faits.

Examinez le monde entier aujourd'hui. Dans les pays les plus différents, dans les conditions les plus diverses sous le rapport gouvernemental, industriel, sous celui des tarifs et des prix courants, vous trouverez la misère dans les classes ouvrières; partout où vous trouverez ainsi la misère et la privation au milieu de la richesse, vous verrez que la terre est monopolisée, qu'au lieu d'être considérée comme la propriété commune de tout le peuple, elle est considérée comme la propriété privée d'individus; que, pour que le travail puisse s'en servir, on extorque des gains du travail, des revenus considérables. Considérez le monde entier aujourd'hui, comparant entre eux des pays différents, et vous verrez que ce n'est ni l'abondance du capital, ni la productivité du travail qui font que les salaires sont bas ou hauts; mais bien l'étendue de ce que les accapareurs de la terre peuvent, sous forme de rente, lever en tribut sur les gains du travail. N'est-ce pas un fait notoire, connu même des ignorants, que les nouveaux pays, où la richesse totale est pe-

tite, mais où la terre est bon marché, sont toujours de meilleurs pays pour les classes laborieuses, que les pays riches où la terre est chère? N'est-ce pas là où la terre a relativement peu de valeur que vous trouvez des salaires relativement élevés? Et n'est-ce pas là où la terre a relativement un grand prix que les salaires sont bas? A mesure que la terre augmente de valeur, la pauvreté s'accroît et le paupérisme paraît. Dans les nouvelles colonisations, où la terre est bon marché, vous ne trouverez pas de mendiants, l'inégalité des conditions est très légère. Dans les grandes villes où la terre a tant de valeur qu'on la mesure par pieds, vous trouverez les extrêmes de la pauvreté et du luxe. Cette inégalité des conditions entre les deux extrêmes de l'échelle sociale peut toujours se mesurer par le prix de la terre. La terre à New-York a plus de valeur qu'à San-Francisco; et le citoyen de San-Francisco peut voir à New-York une misère qui le pétrifiera d'horreur. La terre a plus de valeur à Londres qu'à New-York; et à Londres la misère est pire qu'à New-York.

Comparez le même pays à des époques différentes, et vous trouverez le même rapport. A la suite de bien des investigations, Hallam dit qu'il est convaincu que les salaires du travail manuel étaient plus élevés en Angleterre au moyen âge que maintenant. Que cela soit vrai ou non, il est évident que les salaires ne peuvent avoir été moindres qu'aujourd'hui. L'accroissement énorme d'efficacité du travail que l'on estime, même en agriculture, a sept ou huit cents pour cent, et qui est incalculable dans quelques branches de l'industrie, n'a profité qu'à la rente. La rente de la terre cultivée en Angleterre est aujourd'hui, suivant le professeur Rogers, cent vingt fois plus grande, évaluée en argent, qu'elle ne l'était il y a cinquante ans, et quatorze fois plus grande, mesurée en grain; pour la rente des terrains à bâtir et des mines, le progrès est immensément plus grand encore. Suivant le professeur Fawcett, la valeur capitalisée de la rente en Angleterre, monte maintenant à 4,500,000,000 livres, c'est-à-dire qu'un millier d'individus a en Angleterre un droit

réel sur le travail du reste, dont la valeur capitalisée est plus de deux fois aussi grande que le serait la valeur de toute la population si elle était réduite à l'esclavage, et en prenant le prix moyen des nègres du Sud en 1860.

En Belgique, en Flandre, en France, en Allemagne, la rente et le prix de vente de la terre cultivable ont doublé dans les derniers trente ans[1]. En résumé l'accroissement de la puissance de production a partout ajouté à la valeur de la terre; nulle part il n'a ajouté à la valeur du travail; car, bien que les salaires aient pu monter en quelques endroits, cette hausse est évidemment attribuable à d'autres causes. Dans la généralité des endroits ils ont baissé, là où cette baisse était possible, car il y a un minimum au-dessous duquel les travailleurs ne peuvent se reproduire en nombre égal. Et partout les salaires ont baissé en proportion du produit.

On discerne facilement la façon dont la peste noire produisit au XIV^e^ siècle en Angleterre une grande hausse des salaires, en voyant les efforts des propriétaires fonciers pour régler les salaires d'après des statuts. Sans aucun doute la terrible réduction de la population au lieu d'augmenter la puissance effective du travail, le réduisit réellement; mais l'affaiblissement de la compétition pour la culture de la terre réduisit bien plus la rente, et les salaires augmentèrent tellement qu'on en appela à la force et à des lois pénales pour les faire baisser. L'effet contraire suivit la monopolisation de la terre qui eut lieu en Angleterre pendant le règne de Henri VIII, par la fermeture des communaux et le partage des terres ecclésiastiques entre les complaisants et les parasites qui devinrent ainsi la souche de nobles familles. Le résultat fut le même que celui où tend la spéculation en faisant monter les valeurs foncières. Suivant Malthus (qui, dans ses *Principes d'économie politique*, mentionne le fait sans le lier avec les tenures de la terre), pendant

[1] « Les différents systèmes de Fermage, » publiés par le Cobden Club.

le règne d'Henri VII, on aurait acheté pour la moitié d'un boisseau de blé, à peine un peu plus d'un jour de travail ordinaire, tandis qu'à la fin du règne d'Élisabeth on aurait acheté pour la moitié d'un boisseau de blé trois jours de travail ordinaire. J'ai de la peine à croire que la réduction ait été aussi grande que l'indiquerait cette comparaison; mais il est évident, d'après les plaintes portées contre les « vagabonds robustes » et les lois faites pour les supprimer, que les salaires ordinaires furent grandement réduits, et que la misère fut extrême parmi les classes laborieuses. La monopolisation rapide de la terre, l'élévation de la ligne de la rente par la spéculation au-dessus de la ligne normale, produisirent des vagabonds et des pauvres, de la même manière dont nous avons vu les mêmes causes donner récemment les mêmes effets aux États-Unis.

« La terre qu'on louait autrefois pour vingt ou quarante livres par an » dit Hugh Latimer, « se loue maintenant cinquante ou cent. Mon père était cultivateur et n'avait pas de terre à lui; il avait seulement une ferme payant trois ou quatre livres de rente dans les bonnes années, et qu'il labourait si bien qu'il arrivait à entretenir une demi-douzaine d'hommes. Il pouvait élever une centaine de moutons, et ma mère trente vaches; quand on l'appelait pour le service du roi, il pouvait s'équiper, lui et son cheval, et il le faisait. Je me rappelle que je bouclai les harnais l'orsqu'il partit pour Blackheath Field. Il m'envoya à l'école; il maria mes sœurs avec cinq livres de dot, après les avoir élevées pieusement dans la crainte de Dieu. Il donnait l'hospitalité à ses voisins et quelques aumônes aux pauvres. Il faisait tout cela avec la même ferme pour laquelle il paie maintenant soixante livres de rente par an et plus; il ne peut plus rien faire pour son Prince, ni pour lui-même, ni pour ses enfants, ni pour les pauvres auxquels il ne peut même pas offrir de quoi se rafraîchir. »

« C'est de cette façon, » dit Sir Thomas More, parlant de l'élimination des petits fermiers qui caractérise le progrès de la

rente, « qu'il arriva que ces pauvres malheureux, hommes, femmes, époux, orphelins, veuves, parents ayant de petits enfants, chefs de famille plus grands en nombre qu'en richesse, émigrèrent des champs où ils étaient nés, sans savoir où aller. »

Et c'est ainsi que de l'étoffe des Latimer et des More, de l'esprit vigoureux qui au milieu des flammes du bûcher d'Oxford criait « faites l'homme, maître Ridley ! » et de la force mêlée de douceur que la prospérité n'avait pu gâter, ni la hache du bourreau supprimer, sortirent les voleurs et les mendiants, la masse des criminels et des pauvres, qui flétrit les pétales et dévore comme un vers rongeur la racine de la rose d'Angleterre.

Mais c'est comme si nous citions des exemples historiques de l'attraction de la gravitation. Le principe est également universel et aussi évident. La rente *doit* réduire les salaires; ceci est aussi clair que si l'on disait que plus grand est le soustracteur, plus petit est le reste. La rente *réduit en réalité* les salaires; n'importe qui, dans n'importe quelle situation, peut le constater en regardant autour de soi.

La cause qui éleva si soudainement et si considérablement les salaires en Californie en 1849, et en Australie en 1852, n'est nullement mystérieuse. Ce fut la découverte de placers d'or dans des terres n'ayant pas de propriétaires, et ouvertes au travail, qui éleva les salaires des cuisiniers dans les restaurants de San-Francisco, à 500 dollars par mois, et fit que des vaisseaux restaient à l'ancre sans officiers et sans équipages, jusqu'à ce que les propriétaires consentissent à leur donner des salaires qui auraient paru fabuleux dans toute autre partie du monde. Si ces mines s'étaient trouvées sur des terrains ayant des propriétaires, ou si elles avaient été immédiatement monopolisées et avaient rapporté une rente, ce sont les valeurs foncières qui auraient haussé brusquement et non les salaires. Le Comstock a été plus riche que les placers, mais il a été rapidement monopolisé, et c'est seulement grâce à la forte organisation de l'Association des mineurs, et à la crainte des dommages qu'elle

pouvait causer, que les mineurs peuvent gagner quatre dollars par jour pour aller bouillir à deux mille pieds sous terre, où l'on doit leur refouler l'air qu'ils respirent. La richesse du Comstock a ajouté à la rente. Le prix de vente de ces mines s'élève à des centaines de millions, et elles ont produit des fortunes individuelles dont les revenus mensuels ne peuvent être évalués qu'en centaines de milles, si ce n'est en millions. La cause qui a réduit les salaires, en Californie, du maximum des premiers jours, à un niveau presque semblable à celui des salaires dans les États de l'Est, ne renferme également aucun mystère. La productivité du travail n'a pas diminué, au contraire, elle a augmenté, comme je l'ai déjà montré; mais sur ce qu'il produit, le travail doit maintenant payer une rente. Quand les placers superficiels furent épuisés, le travail dut s'attaquer aux mines profondes, et à la terre cultivable, mais la monopolisation de celles-ci étant permise, les hommes se promènent maintenant dans les rues de San-Francisco, prêts à travailler pour presque rien, car les substances et forces naturelles ne sont plus à la libre disposition du travail.

La vérité est évidente par elle-même. Posons cette question à quiconque est capable de suivre un raisonnement:

« Supposons qu'il surgisse dans le canal anglais ou dans la mer germanique une île n'appartenant à personne, sur laquelle le travail ordinaire, sans limite fixée, pourrait gagner dix shellings par jour, et qui resterait sans propriétaire et libre d'accès, comme les communaux qui jadis s'étendaient sur une si grande partie de l'Angleterre. Quel effet cela aurait-il sur les salaires en Angleterre? »

La personne interrogée vous répondra immédiatement que les salaires ordinaires en Angleterre atteindront rapidement dix shellings par jour.

Et en réponse à cette autre question : « Quel effet cela aurait-il sur la rente? » elle répondrait après un moment de réflexion que la rente baisserait nécessairement; et si cette per-

sonne franchissait le second degré de raisonnement, elle vous dirait que la chose arriverait sans qu'une part considérable du travail anglais soit détournée vers les nouvelles ressources naturelles, et sans que les formes et la direction de l'industrie soient bien changées; que les genres de production qui rapporteraient moins au propriétaire et aux travailleurs réunis, que ne rapporterait la nouvelle terre au travail, seraient seuls abandonnés. La grande hausse des salaires se ferait aux dépens de la rente.

Prenez maintenant le même homme, ou un autre, quelque homme d'affaire à tête dure, n'ayant pas de théories, mais sachant comment on gagne de l'argent. Et dites-lui : « Voici un petit village; dans dix ans ce sera une grande ville, dans dix ans le chemin de fer aura remplacé la diligence, la lumière électrique la chandelle; elle renfermera en abondance toutes les machines, toutes les inventions qui multiplient énormément la puissance effective du travail. Dans dix ans l'intérêt sera-t-il plus élevé? »

Il vous dira : « Non! »

« Les salaires du travail moyen seront-ils plus élevés; sera-t-il plus facile à un homme n'ayant rien que son travail, de se créer une vie indépendante? »

Il vous dira : « Non; les salaires du travail moyen ne seront pas plus élevés; au contraire, suivant toutes les chances ils seront plus bas; il ne sera pas plus facile au simple ouvrier de vivre d'une façon indépendante; il y a des chances pour que sa vie soit plus dure. »

« Qu'est-ce qui alors aura haussé? »

« La rente, la valeur de la terre. Allez, achetez vous-même un lot de terrain, et prenez-en possession. »

Et si dans ces circonstances vous suivez cet avis, vous n'avez plus besoin de rien faire. Vous pouvez vous asseoir et fumer votre pipe; vous pouvez vous coucher comme les lazzaroni de Naples ou les leperos du Mexique; vous pouvez monter en ballon ou creuser un trou dans la terre; et sans rien faire, sans

augmenter d'un iota la richesse de la communauté, dans dix ans vous serez riche! Dans la nouvelle cité, vous pourrez avoir une maison luxueuse; mais parmi les constructions publiques, il y aura une maison de refuge.

Dans notre longue investigation nous avons avancé pas à pas vers cette vérité simple : la terre est nécessaire à l'exercice du travail dans la production de la richesse; être maître de la terre, c'est être maître de tous les fruits du travail, sauf de ceux qui permettent au travail d'exister. Nous avons avancé comme en pays ennemi, où l'on doit assurer chaque pas fait en avant, fortifier chaque position, explorer chaque sentier; car, dans son application aux problèmes sociaux et politiques, cette simple vérité est cachée à la grande masse des hommes, en partie par sa simplicité même, en partie par les erreurs très répandues, les habitudes fâcheuses de l'esprit, qui les conduisent à chercher partout, excepté à l'endroit voulu, une explication des maux qui oppriment et menacent le monde civilisé. Et derrière ces erreurs soigneusement élaborées, ces théories qui égarent les esprits, il y a une puissance énergique et active, une puissance qui partout, quelle que soit la forme du gouvernement, décrète des lois et façonne la pensée, la puissance de l'intérêt pécuniaire dominant.

Mais cette vérité est si simple et si claire, que la voir une fois c'est l'admettre pour toujours. Il y a des peintures qui, bien qu'on les ait souvent regardées, ne présentent qu'un labyrinthe confus de lignes ou d'enroulements — un paysage, des arbres, ou quelque chose du même genre — jusqu'au moment où on appelle l'attention sur le fait que ces choses forment un ensemble ou une figure. Le rapport une fois constaté est toujours clair ensuite. Il en est de même pour notre vérité. A la lumière de cette vérité tous les faits sociaux se groupent d'eux-mêmes, suivant l'ordre de leurs rapports, et l'on voit les phénomènes les plus divers sortir d'un seul et grand principe. Ce n'est pas dans les relations du capital et du travail, ce n'est pas dans l'excès de la population sur les moyens de subsistance, qu'il faut chercher

une explication du développement inégal de notre civilisation. La grande cause de l'inégalité dans la distribution de la richesse, c'est l'inégalité dans la possession de la terre. La propriété de la terre est le grand fait fondamental qui détermine en dernier ressort la condition sociale, politique, et par conséquent intellectuelle et morale d'un peuple. Et il doit en être ainsi. Car la terre est l'habitation de l'homme, le magasin dans lequel il doit puiser pour satisfaire tous ses besoins, la matière première que doit transformer le travail pour satisfaire à tous ses désirs; car les produits mêmes de la mer ne peuvent être pris, on ne peut jouir de la lumière du soleil, on ne peut utiliser aucune des forces de la nature, si l'on n'a pas l'usage de la terre et de ses produits. Nous naissons sur la terre, nous vivons d'elle, nous y retournons, nous sommes les enfants du sol comme le brin d'herbe ou la fleur. Enlevez à l'homme tout ce qui appartient à la terre, et il ne sera plus qu'un esprit sans corps. Le progrès matériel ne peut nous débarrasser de notre dépendance de la terre; il ne peut qu'ajouter à notre pouvoir de tirer de la richesse du sol; c'est pourquoi, si la terre est monopolisée, ce progrès peut augmenter à l'infini sans que les salaires augmentent, ou que la condition de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, s'améliore. Il ne fait qu'ajouter à la valeur de la terre et au pouvoir que donne sa possession. Partout, dans tous les temps, parmi tous les peuples, la possession de la terre est la base de l'aristocratie, le fondement des grandes fortunes, la source du pouvoir. Comme le disaient les Brahmines, il y a des siècles :

« *Les fruits de la terre appartiennent à quiconque la possède en un temps quelconque. Les parasols blancs et les éléphants fous d'orgueil sont les fleurs d'une concession de terre.* »

LIVRE VI

LE REMÈDE

Une nouvelle et juste division des biens et des droits de ce monde, devrait être le principal objet de ceux qui conduisent les affaires humaines. — DE TOCQUEVILLE.

Quand on a pour objet d'élever la condition permanente d'un peuple, les petits moyens ne produisent pas seulement de petits effets; ils ne produisent aucun effet. — JOHN STUART MILL.

CHAPITRE PREMIER.

INEFFICACITÉ DES REMÈDES ORDINAIREMENT PROPOSÉS.

En cherchant à sa source la cause de l'accroissement de la pauvreté au milieu de la richesse se développant, nous avons découvert le remède; mais avant d'arriver à cette branche de notre sujet, il est utile de passer en revue les tendances et les remèdes auxquels on fait communément appel. Le remède qu'indiquent nos conclusions est à la fois radical et simple, si radical qu'on n'y aura guère recours que lorsqu'on sera convaincu de l'insuffisance de mesures moins caustiques; si simple que sa réelle efficacité, sa réelle portée, risquent d'être incomprises jusqu'à ce que l'effet de mesures plus compliquées ait été expérimenté.

Les tendances et les mesures auxquelles on fait appel pour diminuer la pauvreté dans les masses, peuvent être divisées en six classes. Je ne veux pas dire par là qu'il y ait autant de partis ou d'écoles de pensée, mais simplement que pour notre

enquête, les opinions prévalentes et les mesures proposées peuvent être ainsi groupées pour être examinées. Des remèdes que, pour plus de commodité ou de clarté, nous considérerons séparément, sont souvent combinés en pensée.

Il y a encore bien des gens qui conservent la croyance commode que le progrès matériel finira par extirper la pauvreté, beaucoup qui considèrent les restrictions prudentes apportées à l'accroissement de population, comme le plus efficace des remèdes; mais nous avons déjà montré ce que ces vues renferment d'erreurs. Examinons maintenant ce que l'on peut espérer :

I. D'une plus grande économie dans le gouvernement.

II. D'une meilleure éducation donnée aux classes ouvrières, de meilleures habitudes de travail et d'épargne.

III. De la coalition des ouvriers pour l'accroissement des salaires.

IV. De la coopération du travail et du capital.

V. De la direction et de l'intervention gouvernementales.

VI. D'une distribution plus générale de la terre.

Sous ces six chefs je crois que nous pouvons passer en revue les principales espérances, les propositions faites pour diminuer la misère sociale, abstraction faite de la mesure simple mais à grande portée que je proposerai.

I. — D'une plus grande économie dans le gouvernement.

Jusqu'à ces derniers temps, les Américains tenaient pour article de foi — croyance partagée par les Européens libéraux — que la pauvreté des classes inférieures dans l'ancien monde, avait pour cause les institutions monarchiques et aristocratiques. Cette croyance a rapidement disparue quand on a vu apparaître aux États-Unis, avec des institutions républicaines, une misère sociale du même genre, sinon de la même intensité, que celle régnant en Europe. Mais on attribue encore souvent cette misère aux immenses fardeaux qu'imposent les gouver-

sements existants — les grands dettes, l'organisation militaire et navale, l'extravagance qui caractérise les législateurs républicains aussi bien que les législateurs monarchiques, et qui caractérise particulièrement l'administration des grandes villes. Il faut ajouter à cela aux États-Unis, les vols impliqués dans le régime protecteur qui, pour trente-cinq cents entrant dans le Trésor, retire un dollar et peut-être quatre ou cinq de la poche du consommateur. Il semble qu'il y ait un lien entre ces immenses sommes enlevées au peuple et les privations des classes inférieures, et après un coup d'œil superficiel il est naturel de supposer qu'une réduction apportée à ces lourdes charges imposées sans utilité, rendrait plus facile la vie du pauvre. Mais quand on examine la question à la lumière des principes économiques déjà exposés, on voit que cette réduction n'aurait pas l'effet voulu. Une réduction faite sur la somme prise sur le produit total par les impôts, équivaudrait simplement à un accroissement dans la puissance de production nette. Elle ajouterait en effet à la puissance productive du travail comme le ferait un accroissement dans la densité de la population, ou une amélioration dans les procédés industriels. Et de même que dans un cas l'avantage qui en résulte profite, et doit profiter, aux propriétaires de la terre en augmentant la rente, de même dans l'autre cas l'avantage serait au profit des propriétaires fonciers.

Sur le produit du travail et du capital, on paie aujourd'hui en Angleterre les intérêts d'une dette énorme, on entretient une Église établie, une famille royale très nombreuse, un grand nombre de possesseurs de sinécures, une grande armée, une grande marine. Supposons la dette reniée, l'Église séparée de l'État, la famille royale gagnant elle-même sa vie, les sinécures supprimées, l'armée licenciée, les officiers et les marins congédiés et les navires vendus. On rendrait ainsi possible une énorme réduction des impôts. On ajouterait beaucoup au produit net restant à diviser entre les éléments de production. Mais ce

serait seulement une addition semblable à celles qu'ont faites constamment depuis longtemps les progrès industriels, et non une grande addition semblable à celle qu'a fait la vapeur dans ces trente dernières années. Et toutes ces additions n'ont pas diminué le paupérisme, elles ont seulement accru la rente, comme le ferait celle-ci. Les propriétaires anglais en recueilleraient tout le bénéfice. Je ne veux pas dire si toutes ces choses pouvaient être faites soudainement, et sans la destruction et les dépenses impliquées dans une révolution, qu'il ne pourrait pas se produire une amélioration temporaire dans la condition des basses classes; mais une semblable révolution, aussi pacifique et aussi soudaine, est manifestement impossible. Et si elle était possible, toute amélioration temporaire serait, par le procédé que nous voyons à l'œuvre aux États-Unis, absorbée en dernier lieu par l'accroissement des valeurs foncières.

Ainsi, aux États-Unis, si nous réduisions les dépenses publiques le plus possible et y faisions face par un impôt sur le revenu, le bénéfice ne pourrait certainement pas être plus grand que celui qu'ont produit les chemins de fer. Il y aurait une somme totale plus forte de richesse entre les mains du peuple, comme il y en a eu une plus grande à la suite de la construction des chemins de fer, mais les mêmes lois inexorables distribueraient cette somme. La condition de ceux qui vivent de leur travail ne serait pas améliorée en définitive.

Les masses commencent à avoir de ceci une vague conscience, et ce fait constitue une des graves difficultés politiques qui enlacent la république américaine. Ceux qui n'ont que leur travail, et surtout les prolétaires des villes, dont le nombre croît tous les jours, se soucient peu des prodigalités du gouvernement, et, en général, sont disposés à les regarder comme une bonne chose « donnant de l'ouvrage » ou « mettant de l'argent en circulation. » Tweed, qui a exploité New-York comme un chef guerilla l'aurait fait d'une ville conquise (et il n'est que le type des nouveaux bandits qui ont saisi le gouvernement de toutes

nes villes), était sans aucun doute très populaire auprès de la majorité des votants, bien que ses vols fussent notoires, et distingués par ses gros diamants et la prodigalité de sa dépense personnelle. Après sa mise en accusation, il fut triomphalement élu au Sénat ; et lorsque, fugitif, il fut repris, des acclamations le saluèrent fréquemment dans son passage de la cour à la prison. Il avait volé au Trésor public plusieurs millions, mais les prolétaires sentaient qu'il ne les avait pas volés eux. Et le verdict de l'économie politique est le même que le leur.

Qu'on me comprenne bien. Je ne dis pas que l'économie gouvernementale n'est pas désirable ; mais simplement que la réduction dans les dépenses du gouvernement ne pourrait avoir aucun effet direct pour extirper la pauvreté et augmenter les salaires, aussi longtemps que la terre sera monopolisée. Bien que ceci soit vrai, cependant, même en vue de l'intérêt des basses classes, on ne doit épargner aucun effort pour supprimer toute dépense inutile. Plus un gouvernement devient complexe et dépensier, plus il devient distinct et indépendant du peuple, plus il est difficile de soumettre à la décision populaire des questions de réelle politique publique. Regardez nos élections aux États-Unis, et ce qu'elles finissent par être. Les problèmes les plus pressants demandent une réponse, mais l'argent est tout dans la politique, les intérêts personnels engagés sont si considérables, que l'on n'accorde que peu d'attention aux plus grandes questions gouvernementales. La moyenne des votants en Amérique a des préjugés, des sentiments de partis, des notions générales d'une certaine espèce, mais ne donne pas plus d'attention aux questions fondamentales de gouvernement qu'un cheval de tramway n'en donne aux profits de la ligne. Si ceci n'était pas vrai, bien des abus criants n'auraient pas duré si longtemps, bien des nouveaux ne seraient pas venus s'ajouter aux anciens. Tout ce qui tend à simplifier le gouvernement, à le rendre économique, tend à le placer sous le contrôle du peuple, et à mettre en première ligne les questions de

réelle importance. Mais ce n'est pas une réduction dans les dépenses gouvernementales qui par elle-même guérira ou mitigera les maux qui naissent de l'inégale répartition de la richesse.

II. — De la diffusion de l'éducation, et des habitudes meilleures de travail et d'économie.

Les classes aisées ont toujours cru que la pauvreté et la souffrance des masses étaient dues à leur manque de travail, de frugalité et d'intelligence. Cette croyance, qui diminue le sentiment de la responsabilité, et flatte en suggérant des idées de supériorité, est peut-être plus générale encore dans les pays comme les États-Unis où tous les hommes sont politiquement égaux, et où, à cause de la nouveauté de la société, la différentiation entre les classes a plutôt lieu entre des individus qu'entre des familles, que dans les pays plus anciens où les lignes de séparation existent depuis plus longtemps et sont plus profondes. Il est naturel que ceux qui peuvent attribuer leur bonne position à l'habileté et la frugalité supérieures qui leur ont donné un point de départ, et à l'intelligence supérieure qui leur a permis de tirer parti des circonstances[1], s'imaginent que ceux qui sont restés pauvres, le sont restés simplement parce qu'ils manquaient de ces qualités.

Mais quiconque a compris les lois de la distribution de la richesse, telles qu'elles ont été exposées dans les chapitres précédents, verra l'erreur enfermée dans cette croyance. L'erreur est semblable à celle que renfermerait l'assertion que dans une course chacun des compétiteurs doit gagner. Quelqu'un doit gagner, c'est parfaitement vrai, mais que chacun le puisse, c'est impossible.

Car aussitôt que la terre acquiert une valeur, les salaires,

[1] Sans parler d'une absence supérieure de conscience, qui est souvent la qualité déterminante qui fait un millionnaire d'un homme qui autrement aurait pu être un pauvre homme.

ainsi que nous l'avons vu, ne dépendent plus du gain réel ou produit du travail, mais de ce qui est laissé au travail, une fois la rente prise sur ce produit ; et, quand la terre est entièrement monopolisée comme elle l'est partout excepté dans les nouvelles contrées, la rente doit forcer les salaires à descendre jusqu'au point où les classes les plus pauvrement payées ont juste ce qui est indispensable pour vivre, minimum fixé par la somme de nécessités et d'aisance que demandent, par habitude, les classes ouvrières pour consentir à maintenir leur nombre au même point. Ceci étant, l'habileté, la frugalité, l'intelligence ne peuvent servir l'individu qu'autant qu'elles sont supérieures au niveau général, de même que dans une course la rapidité ne peut servir le coureur que si elle excède celle des compétiteurs. Si un homme travaille plus, ou avec une adresse ou une intelligence supérieure à l'ordinaire, il dépassera ses compagnons ; mais si la moyenne de l'habileté, de l'adresse ou de l'intelligence est portée au plus haut point, un accroissement d'intensité d'application, n'assurera que le vieux taux des salaires, et celui qui voudra aller plus loin devra travailler encore plus.

Un individu peut économiser de l'argent sur son salaire en vivant comme le faisait le Dr Franklin quand, pendant son apprentissage et ses premières journées d'ouvrier, il résolut de pratiquer le végétarianisme ; et bien des pauvres familles seraient plus aisées si on leur enseignait à préparer les plats à bon marché auxquels Franklin essaya de limiter l'appétit de son employé Keimer, comme condition à son acceptation pour la place de réfutateur des oppositions à la nouvelle religion dont Keimer voulait devenir le prophète[1] ; mais si les classes ouvrières arrivaient à vivre de cette façon, les salaires finiraient par baisser en proportion, et quiconque désirerait avancer par la pratique de l'économie, ou mitiger la pauvreté en prêchant

[1] Franklin raconte avec sa manière inimitable comment Keimer finit par rompre son serment, et, commandant un cochon rôti, invita deux dames amies à dîner avec lui ; mais le porc ayant été apporté avant l'arrivée de la société, Keimer ne put résister à la tentation et le mangea en entier.

l'économie, serait forcé d'inventer quelque manière encore plus économique de maintenir l'union du corps et de l'esprit. Si, dans les conditions existantes, les ouvriers américains arrivaient à adopter la manière de vivre des Chinois, il leur faudrait accepter leurs salaires; ou si les ouvriers anglais se contentaient de la portion de riz et du vêtement élémentaire du Bengalais, le travail serait bientôt aussi mal payé en Angleterre qu'au Bengale. En introduisant la pomme de terre en Irlande, on espérait améliorer la condition des classes pauvres en augmentant la différence entre les salaires qu'elles recevaient et le coût de leur nourriture. La conséquence de cette introduction a été la hausse de la rente, la baisse des salaires, et, à la suite de la maladie de la pomme de terre, les ravages de la famine dans une population qui avait déjà réduit sa moyenne d'aisance si bas que le degré au-dessous, c'était la mort par la faim.

Ainsi, si un individu travaille plus que la moyenne, il augmentera son salaire; mais on ne peut augmenter de la même manière les salaires de tous. Il est notoire que dans les occupations où les heures de travail sont considérables, les salaires ne sont pas plus élevés que dans celles où les heures sont moins nombreuses; généralement au contraire, plus la journée de travail est longue, plus l'ouvrier est dépourvu de ressources; moins il a de temps pour regarder autour de lui et développer d'autres facultés que celles que son travail nécessite, moins il devient capable de changer d'occupation ou de saisir les bonnes occasions qui se présentent. Et ainsi l'individu qui prend sa femme et ses enfants pour l'aider peut accroître son revenu; mais dans les occupations où il est devenu habituel que la femme et les enfants aident au travail, il est connu que le salaire gagné par toute la famille n'excède pas en moyenne celui que gagne le chef de famille dans des travaux où l'usage veut qu'il travaille seul. Le travail d'une famille suisse, appliqué à la fabrication des montres, lutte de bon marché avec les machines américaines.

Les Bohémiens fabricants de cigares à New-York, qui travaillent, hommes, femmes et enfants, dans les chambres des maisons qu'ils ont pris à bail, ont réduit le prix de fabrication du cigare au-dessous de ce que gagnaient les Chinois à San-Francisco.

Ces faits sont bien connus. Ils sont parfaitement constatés par les traités classiques d'économie politique, où cependant on les explique par la théorie de Malthus sur la tendance de la population à augmenter au delà de la limite des moyens de subsistance. La véritable explication, comme je l'ai suffisamment démontré, est dans la tendance de la rente à réduire les salaires.

Quant aux effets de l'éducation, il est peut-être utile d'en dire quelques mots, car on est assez disposé en ce moment à leur attribuer une influence un peu magique. L'éducation ne mérite son nom que lorsqu'elle rend capable un homme d'employer plus efficacement ses facultés naturelles, et c'est ce à quoi faillit le plus souvent ce que nous appelons éducation. Je me rappelle une petite fille qui passait à son école pour assez forte en géographie et en astronomie, et qui était très étonnée de trouver que le terrain, dans la cour de sa mère, était réellement la surface de la terre ; si vous causez avec bien des gradués de collège, vous trouverez que leur science ressemble beaucoup à celle de la petite fille. Ils pensent rarement mieux, souvent plus mal, que ceux qui n'ont jamais été au collège.

Un gentleman, qui avait passé bien des années en Australie et connaissait à fond les habitudes des aborigènes (le Révérend Dr Bleesdale), après avoir donné quelques exemples de leur adresse merveilleuse à se servir de leurs armes et à attraper les oiseaux les plus farouches, me dit une fois : « Je crois que c'est une grande erreur de considérer ces noirs comme des ignorants. Leur savoir est différent du nôtre, mais ils le possèdent en général mieux que nous le nôtre. Sitôt qu'ils commencent à marcher, on leur apprend à jouer avec de petits boumerangs et d'autres armes, à observer et à juger, et lorsqu'ils

sont assez grands pour se tirer d'affaire eux-mêmes, ils en sont parfaitement capables; ils sont, par rapport à la nature de leurs connaissances, ce que nous appellerions des gentlemen accomplis comme éducation, ce que nous ne pourrions pas dire de beaucoup de nos jeunes gens ayant eu tous les avantages d'une bonne éducation et qui, arrivés à l'âge d'homme, sont incapables de rien faire pour eux-mêmes ou pour les autres. »

Que cela soit ou non, il est évident que le développement de l'intelligence, qui est ou devrait être le but de l'éducation, à moins qu'il ne rende les masses capables de découvrir et d'éloigner la cause de l'inégale distribution de la richesse, ne peut avoir d'influence sur les salaires qu'en augmentant l'efficacité du travail. Il a le même effet qu'une augmentation d'adresse ou de travail. Et il ne peut élever les salaires de l'individu qu'en le rendant supérieur aux autres. Quand lire et écrire étaient deux choses rares, un clerc était très respecté et très bien payé; aujourd'hui, la connaissance de la lecture et de l'écriture est devenue si universelle, qu'elle ne donne aucun avantage. Tout le monde sait lire et écrire en Chine, et cependant les salaires y atteignent le minimum possible. La diffusion de l'instruction, à moins qu'elle ne rende les hommes mécontents d'un état de choses qui condamne les producteurs à une vie de souffrance pendant que les non-producteurs vivent dans le luxe, ne peut pas tendre à élever généralement les salaires, ou à améliorer en aucune façon la condition des basses classes, — les piliers de la société, comme les a appelées un sénateur du Sud, — qui doivent s'appuyer sur le sol, à quelque hauteur que doive s'élever la superstructure. Aucun accroissement de la puissance effective du travail ne peut accroître les salaires en général, aussi longtemps que la rente absorbera tout le gain. Ceci n'est pas seulement une déduction de principes. C'est un fait prouvé par l'expérience. Les progrès de la science et de l'invention ont multiplié la puissance effective du travail de plus en plus, sans accroître les salaires. En Angleterre, il y a plus d'un million de

pauvres. Aux États-Unis, les maisons de refuge augmentent et les salaires diminuent.

Il est vrai que plus d'activité et d'adresse, que plus de prudence et d'instruction, sont en général associées à une meilleure condition matérielle des classes ouvrières, mais les faits prouvent que ceci est un effet et non une cause. Partout où la condition matérielle des classes ouvrières a été améliorée, l'amélioration de leurs qualités personnelles a suivi, et partout où cette condition est devenue plus mauvaise, la décroissance de ces qualités a suivi; mais nulle part on ne peut prouver que l'amélioration dans la condition matérielle soit le résultat d'un accroissement d'activité, d'adresse, de prudence ou d'instruction, dans une classe condamnée à lutter pour gagner juste de quoi vivre, bien que ces qualités, une fois acquises (ou plutôt leur concomitant, l'amélioration dans la moyenne de l'aisance), offrent une résistance forte, et dans beaucoup de cas suffisante, à l'abaissement de la condition matérielle.

En réalité, les qualités qui élèvent l'homme au-dessus de l'animal sont superposées à celles qu'il partage avec l'animal, et ce n'est que lorsqu'il est délivré des soucis de sa vie animale, que sa nature intellectuelle et morale peut se développer. Forcez un homme à ne satisfaire que les nécessités de l'existence animale, et il perdra tout stimulant à l'activité, qui engendre l'adresse, et ne fera que ce qu'il est forcé de faire. Faites que sa condition soit telle qu'elle ne pourrait guère être pire, et que rien ne pourrait l'améliorer, il cessera de penser à l'avenir. Enlevez-lui tout loisir, — et loisir ne signifie pas manque de travail, mais l'absence du besoin qui force à un travail ne convenant pas, — et vous ne pourrez pas, même en menant l'enfant à l'école publique et en abonnant l'homme à un journal, le rendre intelligent.

Il est vrai que l'amélioration dans la condition matérielle d'un peuple ou d'une classe peut ne pas se manifester immédiatement par une amélioration mentale et morale. L'accroissement

des salaires peut commencer par produire la paresse et la dissipation. Mais il finira par amener un accroissement d'activité, d'adresse, d'intelligence, d'économie. Des comparaisons entre différents pays, entre différentes classes d'un même pays, entre différentes périodes de la vie d'un même peuple, entre les différentes conditions créées par l'émigration, donneront comme résultat invariable, que les qualités personnelles dont nous avons parlé, apparaissent quand les conditions matérielles sont améliorées et disparaissent quand les conditions matérielles deviennent plus mauvaises. La Pauvreté est le Marais du Désespoir que Bunyan vit dans son rêve, et dans lequel on peut entasser de bons livres sans résultat. Pour que le peuple soit industrieux, adroit, prudent et intelligent, il faut qu'il soit débarrassé du besoin. Si vous voulez que l'esclave montre les vertus de l'homme libre, il faut d'abord que vous l'émancipiez.

III. — De l'union des travailleurs.

Il est évident, d'après les lois de la distribution, précédemment indiquées, que l'union des ouvriers peut élever les salaires, et cela non aux dépens des autres ouvriers, comme on le dit quelquefois, ni aux dépens du capital, comme on le croit généralement; mais en somme aux dépens de la rente. Croire qu'un progrès général des salaires ne peut être assuré par l'union, croire que tout progrès particulier des salaires ainsi obtenu doit réduire les autres salaires ou les profits du capital, ou tous les deux, ce sont des idées qui naissent de la notion erronée que les salaires sont tirés du capital. La fausseté de ces idées est démontrée non seulement par les lois de la distribution telles que nous les avons exposées, mais par l'expérience poussée au point extrême que nous connaissons. Le progrès des salaires dans des commerces particuliers, produit par l'union des travailleurs, et dont il y a plusieurs exemples, n'a nulle part eu pour effet d'abaisser les salaires dans les autres commerces, ou de réduire le taux des profits. Excepté en ce qu'ils peuvent affecter le capital fixe ou les

engagements courants d'un patron, une diminution des salaires peut seulement lui profiter, et un accroissement des salaires lui faire du tort, parce qu'ils lui donnent un avantage ou un désavantage par rapport aux autres patrons. Le patron qui le premier réussit à réduire les salaires de ses ouvriers gagne un avantage sur ses compétiteurs ; celui qui le premier est forcé de payer une augmentation, a un désavantage vis-à-vis de ses compétiteurs; avantage et désavantage qui disparaissent quand tous les patrons sont entrés dans le mouvement de hausse ou de baisse des salaires. Cependant, si le changement dans les salaires affecte ses contrats, ou les marchandises en voie de fabrication, en changeant le coût relatif de la production, il peut y avoir pour lui gain ou perte réels, bien que ce gain et cette perte étant purement relatifs disparaissent quand on considère l'ensemble de la communauté. Et si le changement dans les salaires produit un changement dans la demande relative, il peut rendre plus ou moins profitable le capital sous forme de machines, constructions, etc... Mais en ceci un nouvel équilibre se rétablit vite; car, surtout dans les pays progressifs, le capital immobilisé est seulement un peu moins mobile que le capital circulant. S'il y a trop peu de capital fixé sous une forme quelconque, la tendance du capital à prendre cette forme produit bientôt la somme nécessaire; s'il y en a trop, la cessation de l'accroissement rétablira bientôt le niveau.

Mais si un changement dans le taux des salaires d'une occupation particulière, peut produire un changement dans la demande relative de travail, il peut aussi ne produire aucun changement dans la demande totale. Supposons, par exemple, que l'union des ouvriers employés dans une certaine fabrication, élève les salaires dans un pays, tandis qu'une ligue de patrons réduit les salaires dans la même fabrication dans un autre pays. Si le changement est assez grand, l'importation des objets fabriqués dans le second pays répondra à la demande ou à une partie de la demande du premier pays. Mais évidemment, cet

accroissement dans les importations d'une espèce particulière de choses, nécessitera soit une décroissance correspondante dans les importations d'autres choses, soit un accroissement correspondant dans les exportations. Car c'est seulement avec le produit de son travail et de son capital qu'un pays peut demander, ou peut obtenir, en échange, le produit du travail et du capital d'un autre. L'idée que l'abaissement des salaires peut accroître, ou que l'accroissement des salaires peut diminuer, le commerce d'un pays, est aussi peu fondée que l'idée que la prospérité d'un pays peut être augmentée par des taxes sur les importations, ou diminuée par l'abolition des restrictions apportées au commerce. Si tous les salaires, dans un pays, étaient doublés, ce pays continuerait à exporter et à importer les mêmes choses dans les mêmes proportions; car l'échange est déterminé non par le coût absolu, mais par le coût relatif de la production. Mais si les salaires doublaient dans certaines branches de l'industrie, et n'augmentaient pas du tout ou pas autant dans d'autres; il y aurait un changement dans la proportion des différentes choses importées, mais pas de changement dans le rapport entre les exportations et les importations.

Bien que la plupart des objections faites à l'union des ouvriers, pour l'élévation des salaires, soient ainsi sans fondement, bien que le succès de semblables unions ne puisse réduire les autres salaires ou diminuer les profits du capital, ou faire du tort à la prospérité nationale, cependant, les difficultés semées sur le chemin des unions efficaces d'ouvriers sont si grandes, que le bien qu'elles peuvent accomplir est extrêmement limité et que certains désavantages leur sont inhérents.

Élever les salaires dans une ou plusieurs occupations particulières, ce qui est tout ce à quoi ont jusqu'ici réussi les unions d'ouvriers, c'est évidemment une tâche qu'il est tous les jours plus difficile de remplir. Car plus les salaires d'une industrie particulière sont élevés au-dessus du niveau normal des autres salaires, plus la tendance de les faire redescendre est forte.

Ainsi si une association d'imprimeurs a réussi par une grève à élever le salaire du compositeur de dix pour cent au-dessus du taux normal des autres salaires, la demande et l'offre sont immédiatement influencées. D'un côté il y a une tendance à diminuer la demande des compositeurs; de l'autre, le taux élevé du salaire tend à augmenter le nombre des compositeurs de façon à ce que les plus fortes unions ne puissent empêcher ce double mouvement. Si cet accroissement était de vingt pour cent, ces tendances seraient encore plus fortes; s'il était de cinquante pour cent, elles deviendraient de plus en plus fortes, et ainsi de suite. De sorte que pratiquement, même dans un pays comme l'Angleterre, où les séparations entre les différents métiers sont beaucoup plus nettes et plus difficiles à surmonter que dans un pays comme les États-Unis, ce que les trades-unions, même en se soutenant les unes les autres, peuvent faire pour élever les salaires, est comparativement peu de chose; de plus ce peu est limité à leur propre sphère, et n'affecte pas les couches inférieures des travailleurs non enrégimentés dont la condition est celle qui nécessite le plus d'amélioration et qui détermine en fin de compte l'amélioration des classes qui sont au-dessus d'elles. La seule manière dont les salaires puissent être élevés, d'une façon durable, par cette méthode, serait une organisation générale semblable à celle que poursuivait l'Internationale et qui comprendrait les travailleurs de tous les genres. Mais on doit renoncer à une semblable organisation qui serait pratiquement impossible, car les difficultés d'organisation déjà si grandes dans les métiers élevés et bien payés, deviennent de plus en plus considérables à mesure qu'on descend l'échelle industrielle.

Dans la lutte de patience, qui est la seule méthode que les associations ouvrières ne voulant pas reprendre le travail pour un salaire moindre qu'un minimum fixé, puissent employer pour faire monter les salaires, il ne faut pas oublier quels sont les adversaires réels en lutte. Ce n'est pas le capital et le travail.

Ce sont les ouvriers d'un côté, et les propriétaires de la terre de l'autre. Si la lutte était entre le travail et le capital elle se ferait on des termes plus égaux. Car la puissance du capital pour tenir bon n'est que d'un peu plus grande que celle du travail. Non seulement le capital quand il ne sert pas, ne rapporte rien, mais il perd, car sous presque toutes ses formes il ne peut être entretenu que par une reproduction constante. Mais la terre ne mourra pas de faim comme les travailleurs et ne diminuera pas comme le capital, ses propriétaires peuvent attendre. Cela peut avoir des inconvénients c'est vrai, mais, des inconvénients pour eux, c'est la destruction pour le capital, et la mort pour le travail.

Dans certaines parties de l'Angleterre les ouvriers agricoles essaient aujourd'hui de s'unir pour obtenir une augmentation dans leurs misérables salaires. Si c'était le capital qui recevait la différence énorme entre le produit réel de leur travail et la portion qu'ils en reçoivent, ils n'auraient qu'à se mettre sérieusement en grève pour avoir un succès assuré; car les fermiers qui sont leurs patrons directs, ne peuvent pas plus continuer leur métier sans travail que les travailleurs ne peuvent travailler sans salaires. Mais les fermiers ne peuvent céder beaucoup sans une réduction de la rente; et ainsi c'est entre les propriétaires et les ouvriers que doit s'engager la lutte réelle. Supposons qu'une association se forme, assez complète pour comprendre tous les ouvriers agricoles, et pour empêcher ceux qui le voudraient de travailler à leur place. Les ouvriers refusent de travailler à moins d'une grande hausse des salaires; les fermiers ne peuvent donner cette augmentation que par une réduction considérable de la rente et n'ont qu'un moyen de repousser les demandes des ouvriers, c'est de faire comme eux, de refuser de produire. Si la culture arrive ainsi à un point mort, les propriétaires ne feront que perdre leur rente, pendant que leur terre s'améliorera en restant ainsi en jachère. Mais les ouvriers mourront de faim. Et si tous les ouvriers anglais

s'unissaient dans une grande ligue pour un accroissement général des salaires, la contestation réelle serait la même, et les conditions semblables. Car les salaires ne peuvent s'accroître que par la décroissance de la rente; dans un arrêt général, les propriétaires vivraient tandis que les ouvriers mourraient ou émigreraient. Les propriétaires de la terre en Angleterre sont en vertu de leur propriété, les maîtres de l'Angleterre. Tant est vrai l'adage « à quiconque appartient le sol, à lui aussi en sont les fruits. » Les parasols blancs, et les éléphants fous d'orgueil ont été donnés avec la concession de la terre anglaise, et jamais le peuple ne retrouvera son pouvoir jusqu'à ce que la concession soit annulée. Ce qui est vrai de l'Angleterre l'est du monde entier.

On peut dire qu'il ne se produira jamais un semblable arrêt dans la production. C'est vrai; mais ce n'est vrai que parce jamais il ne se formera une ligue du travail capable de produire cet arrêt. Mais la nature fixe et définie de la terre permet aux propriétaires de s'unir beaucoup plus facilement et plus efficacement que ne peuvent le faire soit les capitalistes soit les ouvriers. L'histoire présente plusieurs exemples de cette facilité. Et la nécessité absolue de l'emploi de la terre, et la certitude dans tous les pays progressifs qu'elle augmentera de valeur, produisent parmi les propriétaires, sans aucune ligue formelle, tous les effets que pourraient produire les associations les mieux combinées et les plus rigoureuses entre les travailleurs ou les capitalistes. Privez un ouvrier d'une occasion de travailler, et il sera bientôt désireux de trouver de l'occupation à n'importe quelle condition, mais quand le flot reculant de la spéculation laisse la valeur foncière nominale au-dessus de sa valeur réelle, quiconque a vécu dans les pays grandissants, sait avec quelle ténacité les propriétaires tiennent bon.

Et, à côté de ces difficultés pratiques, dans l'exécution du projet de forcer par la patience les salaires à monter, il y a dans cette manière de procéder des désavantages inhérents que les

hommes travaillant ne peuvent pas ne pas voir. Je parle sans préjugé, car je suis encore membre honoraire d'une association que j'ai toujours loyalement soutenue quand je travaillais à mon métier. Mais voyez : les moyens par lesquels peut agir une *trade-union* sont nécessairement destructeurs ; son organisation est nécessairement tyrannique. Une grève, qui est le seul moyen par lequel une *trade-union* puisse renforcer ses demandes, est une lutte destructive, assez semblable à celle qu'un excentrique, qu'on appelait le Roi de l'Argent, entreprit dans les premiers jours de San-Francisco, avec un homme qui l'avait insulté bassement, lutte qui consistait à se rendre chacun sur le quai et à jeter alternativement dans la baie vingt dollars, jusqu'à ce que l'un des deux cédât. La lutte de patience qu'implique une grève, est en réalité une guerre à laquelle on l'a souvent comparée, et, comme toute guerre, elle diminue la richesse. Et son organisation doit être tyrannique, comme l'est celle d'une guerre. De même que l'homme qui voudrait combattre pour la liberté doit, quand il entre à l'armée, abandonner sa liberté personnelle, et devenir un simple rouage d'une grande machine, de même il doit en être ainsi pour les ouvriers qui organisent une grève. Ces ligues sont donc nécessairement destructives des choses mêmes que les ouvriers cherchent à gagner par leur intermédiaire, la richesse et la liberté.

Les anciens Hindous avaient une manière de forcer le paiement d'une dette juste que sir Sir Henry Maine rapproche d'une ancienne coutume qu'on trouvait dans les lois des Brehons irlandais. On appelait cela s'asseoir *dharna*, le créancier cherchant à forcer le paiement de sa dette en s'asseyant à la porte du débiteur, et en refusant de manger et de boire jusqu'à ce qu'elle soit acquittée.

La méthode des grèves du travail ressemble à celle-ci. Dans leurs grèves, les ouvriers s'asseyent *dharna*. Mais, dissemblables en cela aux Hindous, ils ne sont pas secondés par le pouvoir de la superstition.

IV. — De la coopération.

Depuis quelque temps, il est de mode de prêcher la coopération comme le remède souverain aux plaintes des classes ouvrières. Mais, malheureusement pour l'efficacité de la coopération comme remède aux maux sociaux, ces maux ainsi que nous l'avons vu, ne naissent pas d'un conflit entre le travail et le capital; et si la coopération était universelle, elle ne pourrait ni élever les salaires, ni soulager la pauvreté. Nous le constaterons facilement.

La coopération revêt deux formes : il y a la coopération pour la consommation, et la coopération pour la production. La coopération pour la consommation, poussée aussi loin que possible c'est-à-dire supprimant les intermédiaires, ne fait que réduire le coût des échanges. C'est tout simplement un moyen d'économiser le travail, et d'éliminer les risques, et son effet sur la distribution ne peut être que semblable à celui des améliorations et des inventions qui ont si puissamment de nos jours abaissé le prix des échanges, les ont facilités, c'est-à-dire ont augmenté la rente. Et la coopération dans la production est simplement le retour à une forme de salaire que l'on trouve encore dans la pêche de la baleine. C'est la substitution des salaires proportionnés à des salaires fixes, substitution dont il y a des exemples accidentels dans presque tous les métiers; ou si la direction est laissée aux ouvriers, et que le capitaliste ne fasse que prendre la part du produit net qui lui revient, c'est simplement le système qui a si largement prévalu en Europe depuis l'Empire Romain, le système de la colonie ou du métayage. Tout ce qu'on demande à la coopération pour la production, c'est de rendre l'ouvrier plus actif et plus industrieux, en d'autres termes d'accroître l'efficacité du travail. Ainsi son effet est semblable à celui de la machine à vapeur, de la machine à éplucher le coton, de la moissonneuse, en un mot de toutes les choses dont se compose

le progrès matériel ; et il ne peut produire que le même résultat, l'accroissement de la rente.

L'importance qu'on attache, dans la littérature économique et semi-économique, à la coopération comme moyen d'augmenter les salaires et de diminuer la pauvreté, est une preuve frappante de l'ignorance des premiers principes économiques que montrent ceux qui traitent des problèmes sociaux. Il est évident qu'elle ne peut avoir cette tendance.

Écartons toutes les difficultés que rencontre dans les conditions présentes, la coopération pour la consommation comme pour la production, et supposons qu'elle ait supplanté les autres méthodes, que les associations coopératives mettent en rapport le producteur et le consommateur, avec le minimum de dépense, suppriment les patrons capitalistes qui paient les salaires fixes dans les mines, fermes, fabriques, et augmentent énormément l'efficacité du travail, qu'arriverait-il? Il arriverait simplement qu'il serait possible de produire la même somme de richesse avec moins de travail, et par conséquent que les propriétaires de la terre, source de toute richesse, pourraient demander une plus grande somme de richesse pour l'emploi de leur terre. Ceci n'est pas une théorie ; c'est une vérité prouvée par l'expérience et par les faits existants. Les progrès dans les méthodes et dans les machines ont le même résultat que poursuit la coopération — la réduction du coût du transport des marchandises chez le consommateur, et l'accroissement d'efficacité du travail ; et c'est sous ces deux rapports que les vieux pays ont l'avantage sur les nouveaux. Mais comme l'expérience le prouve amplement, les améliorations dans les méthodes et le mécanisme de la production et de l'échange ne tendent nullement à l'amélioration de la condition des basses classes, et les salaires sont plus bas et la pauvreté plus profonde là où les échanges se font le plus économiquement possible, et où la production a l'avantage du meilleur mécanisme. Le bénéfice est tout pour la rente.

Mais supposons que l'association coopérative se forme entre

les producteurs et les propriétaires fonciers. Cela reviendrait simplement au paiement de la rente en nature, système employé souvent en Californie et dans les États du Sud où le propriétaire reçoit une part de la récolte. Excepté par la manière de compter, ce système ne diffère pas de celui d'une rente fixe en argent en usage en Angleterre. Appelez-le coopération si cela vous plaît, les conditions de la coopération seront encore déterminées par les lois qui fixent la rente; et partout où la terre est monopolisée, l'accroissement dans la puissance productive donnera simplement aux propriétaires le pouvoir de demander une part plus grande.

Si beaucoup de personnes croient que la coopération est la solution de la « question du travail, » cela vient de ce que là où on l'a essayée, elle a dans beaucoup de cas amélioré d'une façon perceptible, la condition de ceux qui y étaient immédiatement intéressés. Mais cela vient seulement de ce que ces cas sont isolés. De même que l'activité, l'économie ou l'adresse peuvent améliorer la condition des ouvriers qui possèdent ces qualités à un degré supérieur, mais cessent d'avoir cet effet quand le progrès dans ces qualités devient général, de même un avantage spécial dans l'acquisition des objets de consommation, ou une efficacité spéciale donnée à un genre de travail, peuvent assurer des avantages qui seront perdus aussitôt que ces améliorations deviendront assez générales pour affecter les relations générales de la distribution. Et la vérité est que, sauf peut-être en effets éducationnels, la coopération ne produit pas un seul effet général que la compétition ne pourrait pas produire. De même que les magasins à bon marché ont sur les prix un effet similaire à celui des associations coopératives de consommation, de même la compétition dans la production conduit à une organisation des forces et à une division des procédés semblables à celles que produiraient la production coopérative. Si l'accroissement de la puissance productive n'augmente pas la récompense du travail, ce n'est pas à cause de la compétition, mais

parce que la compétition n'a lieu que d'un côté. La terre sans laquelle il ne peut y avoir de production, est monopolisée, et la compétition des producteurs pour son emploi, fait descendre les salaires au minimum, et donne tous les avantages de l'accroissement de puissance productive aux propriétaires sous forme d'accroissement de la rente et de hausse des valeurs foncières. Détruisez ce monopole et la compétition ne pourrait plus exister que pour l'accomplissement du projet que poursuit la coopération — donner à chacun ce qu'il gagne légitimement. Détruisez ce monopole, et l'industrie deviendra la coopération d'égaux.

V. — De la direction et de l'intervention gouvernementales.

Les limites que je désire conserver à ce livre, ne me permettront pas d'examiner en détail les méthodes qu'on propose pour adoucir et détruire la pauvreté par une réglementation gouvernementale et dont les formes extrêmes sont appelées socialistes. Il n'est du reste pas nécessaire de le faire, car les mêmes défauts sont communs à toutes. Le grand défaut, c'est la substitution de la direction gouvernementale à l'action individuelle, l'essai d'assurer par la restriction ce qu'assurerait mieux la liberté. Quant aux vérités impliquées dans les idées socialistes, j'aurai à en dire quelque chose plus tard; mais il est évident que toute idée de réglementation et de restriction est mauvaise en elle-même, et ne doit pas être invoquée s'il se présente une autre manière d'atteindre le même but. Par exemple, pour prendre une des mesures les plus simples et les plus douces, parlons de l'impôt gradué sur le revenu. L'objet que poursuivrait cet impôt, la réduction d'immenses concentrations de richesse, l'obstacle apporté à leur formation, est bon; mais la perception de cet impôt nécessite l'emploi d'un grand nombre d'employés revêtus de pouvoirs inquisiteurs, implique des tentations de corruption, de parjure, et autres moyens d'éluder la

loi, qui engendrent la démoralisation de l'opinion, et qui mettent une prime sur l'indélicatesse, et une taxe sur la conscience, et produit finalement, à mesure que l'impôt produit son effet, un amoindrissement du désir d'accumuler de la richesse, désir qui est une des forces les plus puissantes poussant au progrès industriel. Si les plans compliqués dans lesquels tout est réglé et où chacun a sa place définie, étaient exécutés, nous aurions un état de société ressemblant à celui de l'ancien Pérou, ou à celui que les Jésuites, à leur éternel honneur, ont institué et si longtemps conservé au Paraguay.

Je ne dirai pas qu'un tel état de société ne soit pas meilleur que celui vers lequel nous tendons, car dans l'ancien Pérou, bien que la production se fît dans des conditions très désavantageuses, par l'absence de fer et d'animaux domestiques, on ne connaissait pas le besoin, et les hommes allaient à leurs travaux en chantant. Mais il est inutile de discuter ce point. Le socialisme n'approchant en aucune façon de cette forme sociale, la société moderne n'y atteindra certainement pas. La seule force qui se soit jamais montrée capable d'y atteindre — une foi religieuse définie et forte — fait défaut et devient chaque jour moins puissante. Nous avons dépassé le socialisme de l'état de tribu et ne pouvons y revenir, excepté par un mouvement rétrogade qui impliquerait anarchie et peut-être barbarie. Nos gouvernements se briseraient dans cet essai, ainsi qu'on l'a déjà vu. Au lieu d'une distribution intelligente de devoirs et de gains, nous aurions la distribution romaine de blé de Sicile, et le démagogue deviendrait bientôt un empereur.

L'idée du socialisme est grande et noble; et je suis convaincu qu'elle peut être réalisée, mais on ne fabrique pas un nouvel état de société, il faut qu'il croisse. La société est un organisme, ce n'est pas une machine. Elle ne peut vivre que par la vie individuelle de ses parties. Et c'est par le développement libre et naturel de toutes les parties que sera assurée l'harmonie du tout. Tout ce qui est nécessaire à la régénération sociale est

compris dans la devise de ces patriotes russes qu'on appelle parfois des nihilistes : « Terre et Liberté ! »

VI. — D'un partage plus général de la terre.

Le sentiment que le système de distribution de la terre est en quelque manière lié à la misère sociale, se répand rapidement dans les pays les plus progressifs; mais ce sentiment se manifeste surtout dans des propositions tendant à une division plus générale de la propriété foncière — en Angleterre libre échange de la terre, droit du tenancier, égale division des propriétés entre les héritiers; aux États-Unis, restrictions apportées à l'étendue des propriétés individuelles. On a aussi proposé en Angleterre que l'État achète les grandes propriétés, et aux États-Unis qu'on accorde des concessions d'argent pour permettre l'établissement de colonies sur les terres publiques. Laissons de côté pour l'instant la première de ces propositions, quant à la seconde elle tombe dans la catégorie des mesures déjà examinées. Il n'est pas besoin de raisonnements pour prouver quels abus et quelle démoralisation produiraient les concessions d'argent ou de crédit public.

Comment ce que les écrivains anglais appellent le « libre échange de la terre » — c'est-à-dire la suppression des droits et des restrictions qui pèsent sur les ventes et transferts de terres — pourrait faciliter la division de la propriété foncière, c'est ce que je ne comprends pas, bien que cela puisse peut-être avoir cet effet sur la propriété dans les villes. La suppression des restrictions sur l'achat et la vente, permettrait simplement à la propriété de la terre de revêtir plus rapidement la forme vers laquelle elle tend. Cette tendance en Angleterre pousse à la concentration ainsi que le prouve le fait que, en dépit des difficultés renfermées dans le coût du transfert, la propriété tend constamment à s'y concentrer, et cette tendance est générale, puisqu'on la retrouve aux États-Unis.

Je l'affirme sans hésitation pour les États-Unis, bien que les

statistiques semblent révéler une tendance contraire. Mais on comprend rapidement comment, dans un pays comme les États-Unis, la propriété peut en réalité se concentrer, alors que les tables de recensement montrent plutôt une diminution dans l'étendue moyenne des propriétés. Une petite province formerait une grande ferme, une petite ferme formerait un grand verger, un grand vignoble ou un grand jardin potager, ou un lot de terre, qui ne formerait qu'un petit jardin, serait une grande propriété dans une ville. Ainsi, l'accroissement de la population, qui soumet la terre à un régime de culture de plus en plus intensif, tend naturellement à réduire l'étendue des propriétés par un procédé bien marqué dans les pays nouveaux; mais cela peut s'accorder avec une tendance à la concentration de la propriété de la terre, tendance bien visible, bien que les statistiques qui montrent l'étendue moyenne des propriétés, ne la révèlent pas. Une propriété moyenne d'un acre dans une ville peut prouver une plus grande concentration de propriété qu'une propriété moyenne de 640 acres dans une nouvelle colonie. Si je fais allusion à cela, c'est pour montrer la fausseté des déductions tirées de ces statistiques, dont on fait souvent parade aux États-Unis, pour prouver que le monopole de la terre est un mal qui se guérira de lui-même. Il est évident, au contraire, que le nombre des propriétaires, proportionnellement à la population totale, diminue constamment.

Et l'on voit facilement qu'il y a aux États-Unis et en Grande-Bretagne, une forte tendance à concentrer les terres cultivables. De même qu'en Angleterre et en Irlande, les petites fermes ont été fondues pour en faire de grandes, de même dans la Nouvelle Angleterre, suivant les rapports du *Massachusetts Bureau* des statistiques du travail, l'étendue des fermes augmente. Cette tendance est encore plus visible dans les nouveaux états et territoires. Il y a quelques années, une ferme de 320 acres aurait été, d'après le système de culture pratiqué dans le nord de l'Union, une grande ferme, aussi grande probablement que

ce qu'un homme pouvait cultiver avec avantage. Et maintenant en Californie, il y a des fermes (non des établissements d'élevage) de cinq, dix, vingt, quarante et soixante mille acres; la ferme modèle de Dakota comprend même cent mille acres. La raison est évidente. C'est l'application des machines à l'agriculture, et la tendance générale à la production sur une grande échelle. La même tendance qui a substitué la fabrique avec son armée de machines, aux tisserands indépendants avec leurs métiers à bras, commence à se montrer dans l'agriculture.

L'existence de cette tendance montre deux choses : premièrement que toutes les mesures, qui permettent simplement ou facilitent la plus grande division de la terre, seront inefficaces; deuxièmement que toutes les mesures qui voudront imposer cette division tendront à arrêter la production. Si une grande étendue de terre peut être cultivée à meilleur marché qu'une petite, restreindre la propriété à de petites étendues, ce serait réduire la production totale de richesse, et si ces restrictions sont imposées et produisent leur effet, elles tendront à diminuer la productivité générale du travail et du capital.

Donc l'effort fait pour assurer une division plus juste de la richesse par des restrictions, produira en même temps une diminution dans la somme à diviser. Le projet ressemble assez à celui du singe qui, divisant un fromage entre les chats, égalisait les parts en prenant un morceau de la plus grosse.

Mais cette objection n'est pas la seule qu'on puisse faire à toute proposition de restreindre la propriété de la terre, la seule ayant une force qui augmente avec l'efficacité de la mesure proposée. Il y a une objection dernière et plus sérieuse, c'est que la restriction ne produira pas le résultat, seul digne d'être poursuivi, une division plus juste du produit. Elle ne réduira pas la rente, et par conséquent n'augmentera pas les salaires. Elle pourra rendre plus nombreuses les classes aisées, mais elle n'améliorera pas la condition des basses classes.

Si ce qu'on appelle le *Ulster tenant right* était étendu à toute

la Grande-Bretagne, il y aurait simplement une propriété pour le tenancier, découpée dans la propriété du landlord. La condition du travailleur n'en serait nullement améliorée. Si l'on défendait aux landlords d'augmenter la rente payée par leurs tenanciers, et d'expulser leurs tenanciers tant qu'ils paient la rente, le corps des producteurs ne gagnerait rien à la chose. La rente augmenterait encore, et diminuerait constamment la part du produit allant au travail et au capital. La seule différence serait que les tenanciers des premiers landlords, qui seraient devenus landlords à leur tour, profiteraient de l'augmentation.

Si, par la restriction de l'étendue de terre pouvant être possédée par une seule personne, si, par une réglementation des partages et successions, par des taxes, les quelques milliers de propriétaires de la Grande-Bretagne étaient augmentés de deux ou trois millions, ces deux ou trois millions d'individus seraient les gagnants. Mais le reste de la population ne gagnerait rien. Elle n'aurait pas plus part qu'auparavant aux avantages que donne la propriété de la terre. Et si, ce qui est manifestement impossible, on faisait une égale distribution de la terre entre la population, donnant à chacun une part semblable, si des lois s'opposaient à la tendance à la concentration, et défendaient à chacun de posséder plus que la part assignée, qu'adviendrait-il de l'accroissement de population?

On peut voir ce que produirait une plus grande division de la terre, en observant ce qui se passe dans les provinces de la France et de la Belgique où prévaut la petite propriété. Sans aucun doute cette grande division est meilleure, en somme, et donne une base plus stable à l'État, que la division qui prévaut en Angleterre. Mais il est également clair qu'elle ne fait nullement hausser les salaires, et n'améliore pas la condition de la classe qui ne possède que son travail. Les paysans français et belges pratiquent une économie rigide inconnue à tous les peuples parlant anglais. Et si dans ces deux pays les symptômes de pauvreté et de misère ne sont pas aussi apparents que de

l'autre côté du canal, cela doit être attribué je crois, non seulement à cette grande division de la propriété, mais à un autre fait qui explique la durée de la division de la propriété — c'est que le progrès matériel n'y a pas été aussi rapide.

La population n'y a pas non plus augmenté avec la même rapidité (elle est restée au contraire presque stationnaire), et les progrès dans les méthodes de production n'y ont pas été si grands. Néanmoins, M. de Laveleye, dont toutes les préférences sont pour la petite propriété, et dont le témoignage aura par conséquent plus de poids que celui d'observateurs anglais, qu'on pourrait supposer avoir des préjugés favorables au système de leur propre pays, établit dans ses études sur les *Land systems* de Belgique et de Hollande, imprimées par le Cobden-Club, que la condition du travailleur est, là où la division de la terre est la plus grande, pire qu'elle n'est en Angleterre; et que les fermiers, car le fermage domine, même quand le morcellement est le plus grand, sont taxés au plus haut prix, avec une dureté inconnue en Angleterre et même en Irlande, et que leur émancipation, « loin de les élever dans l'échelle sociale, n'est qu'une source de mortification et d'humiliation pour eux, car ils sont forcés de voter suivant les ordres du propriétaire, au lieu de suivre leurs propres inclinations et convictions. »

Mais en même temps que la subdivision de la terre ne peut ainsi rien faire pour guérir les maux causés par le monopole de la terre, en même temps qu'elle n'élève pas les salaires et n'améliore pas la condition des basses classes, elle tend à empêcher l'adoption de mesures plus efficaces et plus radicales, et à renforcer le système injuste existant, en intéressant un plus grand nombre de gens à son existence. M. de Laveleye en terminant l'étude déjà citée, prêche la grande division de la terre comme le moyen le plus sûr de garantir les grands propriétaires anglais contre quelque chose de plus radical. Bien que dans les districts où la terre est ainsi morcellée, la condition du travailleur soit, suivant lui, pire que dans le reste de l'Europe,

et que le fermier payant une rente soit plus opprimé par son landlord que le tenancier irlandais, cependant, dit M. de Laveleye, « les sentiments hostiles à l'ordre social ne se manifestent pas, » par les raisons suivantes :

« Le tenancier bien qu'opprimé par l'élévation constante des rentes, vit parmi ses égaux, paysans comme lui, qui ont des tenanciers avec lesquels ils agissent, comme le propriétaire agit avec les siens. Son père, son frère, lui-même peut-être, possède quelque chose comme un acre de terre qu'il loue le plus cher possible. Au cabaret, les paysans propriétaires se vanteront de la rente élevée qu'ils tirent de leurs terres, comme ils pourraient se vanter d'avoir vendu très cher leurs porcs ou leurs pommes de terre. Louer le plus cher possible leur semble donc chose toute naturelle, et il ne leur viendra jamais à l'idée que la propriété de la terre soit une mauvaise chose, ou qu'il est fâcheux que les propriétaires forment une classe. L'esprit du paysan propriétaire ne s'arrêtera jamais non plus sur l'idée d'une caste de landlords étant les maîtres, de « tyrans ayant soif de sang, » s'engraissant des sueurs des fermiers appauvris, et ne faisant rien par eux-mêmes; car ceux qui imposent les plus durs marchés, ne sont pas les grands propriétaires eux-mêmes, mais bien ses égaux. Ainsi la distribution d'un nombre de petites propriétés parmi les paysans, forme une espèce de rempart, de sauvegarde pour les grands propriétaires, et la petite propriété peut être appelée sans exagération, le conducteur lumineux qui écarte de la société des dangers qui sans cela produiraient de violentes catastrophes.

« La concentration de la terre entre les mains d'un petit nombre de familles, est une sorte de provocation à une législation nivelante. La position de l'Angleterre, si enviable sous bien des rapports, me semble, de ce côté, pleine de dangers pour l'avenir. »

Il me semble, pour la raison même exprimée par M. de Laveleye, que la position de l'Angleterre est pleine d'espérance.

Abandonnons toute tentative de supprimer les maux créés par le monopole de la terre, en apportant des restrictions à la propriété de la terre. Une distribution égale de la terre est impossible, et toute tentative en ce sens, ne pourrait que mitiger et non guérir les maux, en retardant la guérison. Il n'y a non plus aucun remède digne d'examen, qui ne suive pas la direction naturelle du développement social, et pour ainsi dire, qui ne marche pas avec le courant du temps. La concentration est dans l'ordre du développement, sans aucun doute — concentration des individus dans les grandes villes, concentration des métiers dans les grandes fabriques, concentration des transports par les chemins de fer et lignes de vapeurs, concentrations des opérations agricoles dans de vastes exploitations. Les occupations les plus communes elles-mêmes sont concentrées de la même manière, il y a des corporations de commissionnaires et de porteurs de fardeaux. Tout de notre temps marche vers la concentration. Pour résister à ce mouvement il faudrait supprimer la vapeur et l'électricité, faire qu'elles ne soient plus au service de l'homme.

CHAPITRE II.

LE VRAI REMÈDE.

Nous avons attribué la distribution inégale de la richesse qui est la malédiction et la menace de la civilisation moderne, à l'institution de la propriété privée de la terre. Nous avons vu qu'aussi longtemps que subsistera cette institution, les masses ne pourront bénificier durablement, d'aucun accroissement dans la puissance productive; qu'au contraire tout accroissement tend à augmenter le malheur de leur condition. Sauf l'abolition de la propriété privée de la terre, nous avons examiné tous les remèdes qu'on invoque ordinairement, ou qu'on propose pour

diminuer la pauvreté, amener une meilleure distribution de la richesse, et nous les avons tous trouvés insuffisants ou impraticables.

Il n'y a qu'un moyen d'éloigner le mal, c'est d'éloigner sa cause. La pauvreté devient plus intense à mesure que la richesse augmente, les salaires baissent alors que la puissance productive s'accroit, parce que la terre, qui est la source de toute richesse, et le champ de tout travail, est monopolisée. Pour extirper la pauvreté, pour faire que les salaires soient ce que la justice veut qu'ils soient, c'est-à-dire le gain complet du travailleur, nous devons donc substituer à la propriété individuelle de la terre, la propriété commune. Aucun autre moyen n'atteindra la cause du mal; aucun autre ne laisse le moindre espoir.

Voilà donc le remède à la distribution injuste et inégale de richesse apparente dans notre civilisation moderne, et à tous les maux qui en découlent :

Il faut que la terre devienne propriété commune.

Nous avons atteint cette conclusion à la suite d'un examen des choses, où chaque échelon franchi était vérifié et consolidé. Dans la chaîne du raisonnement il ne manque aucun anneau, et aucun n'est faible. La déduction et l'induction nous ont conduits à la même vérité : l'inégale propriété de la terre engendre nécessairement l'inégale distribution de richesse. Et comme dans la nature des choses, l'inégale propriété de la terre est inséparable de la reconnaissance de la propriété individuelle de la terre, il s'ensuit nécessairement que le seul remède à l'injuste distribution de la richesse, est de rendre la terre propriété commune.

Mais ceci est une vérité qui, dans l'état présent de la société, fera naître l'opposition la plus amère, et qui devra conquérir pied à pied la place qui lui revient. Il est donc nécessaire de répondre aux objections de ceux qui, même en admettant la vérité, la déclareront impraticable.

Nous ferons ainsi subir à nos arguments une nouvelle épreuve contradictoire. De même que nous faisons la preuve de l'addition par la soustraction, et celle de la multiplication par la division, de même en prouvant la suffisance du remède, nous prouverons la correction de nos conclusions sur la cause du mal.

Les lois de l'univers sont harmonieuses. Et si le remède auquel nous avons été conduits, est le vrai remède, il devra être d'accord avec la justice, son application devra être pratique; il devra être d'accord avec les tendances du développement social, et s'harmoniser avec d'autres réformes.

Je me propose de prouver tout cela. Je me propose de répondre à toutes les objections pratiques qui peuvent être faites, et de montrer que non seulement cette simple mesure est d'une application facile, mais qu'elle est suffisante pour remédier à tous les maux qui, à mesure qu'avance le progrès moderne, naissent de l'inégalité de plus en plus grande de distribution de la richesse, et qu'elle substituera l'égalité à l'inégalité, l'abondance au besoin, la justice à l'injustice, la force sociale à la faiblesse sociale, et qu'elle ouvrira la route à une civilisation plus noble et plus grande.

Je me propose donc de montrer que les lois de l'univers ne sont pas en désaccord avec les aspirations naturelles du cœur humain, que le progrès de la société, s'il doit continuer, peut et doit tendre à l'égalité et non à l'inégalité; et que les harmonies économiques prouvent la vérité perçue par l'empereur stoïque:

« *Nous sommes faits pour la coopération comme les pieds, comme les mains, comme les paupières, comme les rangées des dents supérieures et inférieures.* »

LIVRE VII

JUSTICE DU REMÈDE

La justice est un rapport de concordance qui subsiste réellement entre deux choses. Cette relation est toujours la même, quels que soient les êtres qui la considèrent, que ce soit Dieu, ou un ange, ou enfin un homme. — MONTESQUIEU.

CHAPITRE PREMIER.

INJUSTICE DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DE LA TERRE.

Quand on propose d'abolir la propriété privée de la terre, la première question qui naît est celle de la justice. Le sentiment de la justice, bien que souvent faussé de la manière la plus complète par l'habitude, la superstition, et l'égoïsme, est cependant fondamental dans l'esprit humain, et quelque dispute qu'éveillent les passions des hommes, on est sûr de voir le conflit s'envenimer non pas tant à la question « Est-ce sage ? » qu'à la question « Est-ce juste ? »

Cette tendance qu'ont les discussions populaires à prendre une forme éthique, a une cause. Elle naît d'une loi de l'esprit humain; elle repose sur une reconnaissance vague et instinctive de ce qui est probablement la vérité la plus profonde que nous puissions saisir. Ce qui est juste est sage; seul ce qui est juste est supportable. Dans l'échelle étroite des actions individuelles, cette vérité peut souvent se trouver obscurcie, mais dans le champ plus vaste de la vie nationale, elle se dresse partout.

Je m'incline devant cet arbitrage, et j'accepte cette épreuve. Si notre examen des causes qui font des salaires bas et du paupérisme les accompagnements du progrès matériel, nous a conduits à une conclusion correcte, notre enquête supportera d'être transportée du terrain économique au terrain éthique, et prouvera qu'une injustice est la source des maux sociaux. Si elle ne le fait pas, elle sera jugée mauvaise. Si elle le fait elle sera définitivement jugée bonne. Si la propriété privée de la terre est juste, le remède que je propose est faux; si au contraire la propriété privée de la terre est injuste, alors mon remède est le bon.

Qu'est-ce qui constitue la base juste de la propriété? Qu'est-ce qui donne à un homme le droit de dire d'une chose « Elle est à moi? » D'où vient le sentiment qui fait que l'homme reconnaît son droit exclusif contre le reste du monde? N'est-ce pas, primitivement, du droit que l'homme a sur lui-même, sur ses propres facultés, sur les fruits de ses propres efforts? N'est-ce pas ce droit individuel qui naît des faits naturels de l'organisation individuelle et est attesté par eux — le fait que chaque paire particulière de mains obéit à un cerveau particulier et est liée à un estomac particulier; le fait que chaque homme est un tout défini, cohérent, indépendant, — n'est-ce pas tout cela qui seul justifie la propriété individuelle? De même qu'un homme s'appartient à lui-même, de même son travail mis sous une forme concrète, lui appartient.

Et pour cette raison, ce que fait ou produit un homme est sa propriété; il est le maître, contre tout le reste du monde, d'en jouir ou de la détruire, de s'en servir, de l'échanger ou de la donner. Personne ne peut la réclamer à juste titre, et son droit exclusif à en jouir n'implique aucun tort fait à une autre personne. Ainsi à toute chose produite par l'activité humaine, est attaché un titre indiscutable de propriété et de jouissance exclusive, qui est parfaitement d'accord avec la justice, et dont est investi le producteur originel en qui l'a placé la loi natu-

relle. La plume avec laquelle j'écris est légitimement à moi. Aucun autre homme ne peut avec justice la réclamer, car en moi est le titre du producteur qui l'a faite. Elle est devenue mienne, parce qu'elle m'a été transmise par le papetier à qui l'avait transmise l'importateur, qui avait obtenu du fabricant le droit exclusif de la posséder; le fabricant, par les mêmes procédés d'acquisition, avait obtenu les droits de ceux qui extraient le métal du sol, et l'avait transformé en plume. Donc mon droit exclusif à la propriété de la plume naît du droit naturel de l'individu à faire usage de ses propres facultés.

De plus, ceci est non seulement l'unique source originale d'où sortent toutes les idées de propriété exclusive, — comme le prouve la tendance de l'esprit à y revenir quand on met en question l'idée de la propriété exclusive, et la manière dont se développent les relations sociales, — mais encore c'est nécessairement la seule source. Il ne peut y avoir de titre légitime à la propriété d'une chose, si ce titre ne dérive pas de celui du producteur et ne repose pas sur le droit naturel que l'homme a sur lui-même. Il ne peut y avoir d'autre titre légitime, 1°, parce qu'il n'y a pas d'autre droit naturel d'où puisse venir tout autre titre, et 2°, parce que la reconnaissance de tout autre titre n'est pas d'accord avec celui-ci et le détruit même.

1° En effet, quel autre droit, sauf celui de l'homme sur lui-même pourrait exister, d'où pourrait dériver le droit à la possession exclusive d'une chose quelconque? Dans la nature, de quelle autre puissance l'homme est-il revêtu, sauf le pouvoir d'exercer ses propres facultés? Comment pourrait-il agir d'une autre façon sur les choses matérielles ou sur les autres hommes? Paralysez les nerfs moteurs, et l'homme n'aura pas plus d'influence externe ou de pouvoir qu'une bûche ou qu'une pierre. De quelle autre chose donc pourrait venir le droit de posséder ou de diriger les choses? S'il ne vient pas de l'homme lui-même, d'où peut-il venir? La nature ne reconnaît à l'homme le droit de posséder et de contrôler que comme résultat de son activité.

Ce n'est qu'en agissant qu'il peut extraire les trésors qu'elle renferme, soumettre ses forces, les utiliser ou les contrôler. La nature ne fait pas de distinction entre les hommes, elle est pour tous absolument impartiale. Elle ne connaît pas de distinction entre le maître et l'esclave, le roi et le sujet, le saint et le pécheur. Pour elle tous les hommes sont sur le même pied, ils ont des droits égaux. Elle ne reconnaît d'autre prétention que celle du travail, et la reconnaît sans s'occuper du prétendant. Si un pirate étend ses voiles, le vent les gonflera comme il gonflerait celles d'un paisible vaisseau marchand, ou d'une barque de missionnaire; si un roi et un pauvre homme sont jetés par-dessus bord, ni l'un ni l'autre ne pourront conserver la tête hors de l'eau qu'en nageant; les oiseaux ne seront pas plus rapidement tués par le propriétaire du sol que par le braconnier; le poisson ne mordra pas mieux à l'hameçon parce que celui qui tient la ligne est un bon petit garçon allant à l'école du dimanche, ou un mauvais petit garnement qui vagabonde; le grain pousse suivant la préparation du terrain et la qualité de la semence; c'est seulement par le travail qu'on extrait le minerai de la mine; le soleil brille et la pluie tombe également sur le juste et l'injuste. Les lois de la nature sont les lois du Créateur. On n'y trouve écrite la reconnaissance d'aucun droit, excepté celui du travail; et le droit égal de tous les hommes à se servir et à jouir de la nature, à s'adresser à elle par leurs efforts, et à recevoir et à posséder sa récompense, y est franchement et clairement écrit. Donc, comme la nature donne seulement au travail, l'exercice du travail dans la production est le seul titre à la possession exclusive.

2° Ce droit à la propriété qui naît du travail exclut la possibilité de tout autre droit à la propriété. Si un homme a légitimement droit au produit de son travail, personne ne peut avoir un titre quelconque à la possession de choses qui ne sont pas le produit de son travail, ou le produit du travail de quelqu'un d'autre ayant transmis son droit. Si la production donne au

producteur le droit de possession et de jouissance exclusive, il ne peut y avoir légitimement possession ou jouissance exclusive d'une chose n'étant pas la production du travail, et la reconnaissance de la propriété privée de la terre est une injustice. Car on ne peut jouir du droit au produit du travail sans avoir le droit d'user librement des substances et forces offertes par la nature, et admettre le droit de propriété pour ces choses, c'est nier le droit de propriété pour le produit du travail. Quand les non-producteurs peuvent réclamer comme rente une partie de la richesse créée par les producteurs, le droit des producteurs aux fruits de leur travail se trouve nié par là même.

Ce raisonnement est sans issue. Affirmer qu'un homme peut légitimement réclamer la propriété de son propre travail incorporée en des choses matérielles, c'est nier que personne puisse légitimement prétendre à la propriété exclusive du sol. Affirmer la justice de la propriété de la terre, c'est affirmer une prétention qui n'a pas de justification dans la nature, contre une demande fondée sur l'organisation de l'homme et les lois de l'univers matériel.

Ce qui empêche la disparition de l'injustice de la propriété privée de la terre, c'est l'habitude de comprendre toutes les choses soumises à la propriété dans une seule catégorie, ou, si l'on fait entre elles quelques distinctions, de tirer la ligne suivant la manière peu philosophique des légistes, entre la propriété personnelle et la propriété foncière, ou entre les choses mobilières et les choses immobilières. La vraie et réelle distinction est entre les choses qui sont le produit du travail et les choses qui sont offertes gratuitement par la nature; ou, pour adopter les termes de l'économie politique, entre la richesse et la terre.

Ces deux classes de choses sont très différentes en essence et en relations, et les classer ensemble sous le nom de propriété, c'est confondre toute pensée, quand nous arrivons à considérer la justice ou l'injustice, le droit ou le préjudice de la propriété.

Une maison et le terrain sur lequel elle s'appuie sont des

propriétés, parce qu'ils sont soumis à la propriété, et sont classés par les légistes comme propriétés foncières. Cependant les deux choses diffèrent beaucoup en nature et en relations. La maison est le produit du travail humain et appartient à la classe appelée richesse en économie politique. Le terrain est une partie de la nature et appartient à la classe appelée terre en économie politique.

Le caractère essentiel de l'une des classes de choses, est que ces choses sont la forme matérielle du travail, qu'elles sont amenées à l'existence par l'activité humaine, que leur existence ou leur non-existence, leur accroissement ou leur diminution, dépendent de l'homme. Le caractère essentiel de l'autre classe de choses, c'est que ces choses ne sont pas le produit du travail, et existent en dehors de l'activité humaine, en dehors de l'homme; elles sont le champ, le milieu où se trouve l'homme, le magasin où il trouve de quoi satisfaire ses besoins, les matières premières, et les forces, sur lesquelles son travail seul peut agir.

Du moment qu'on admet cette distinction, on constate que la sanction que la justice naturelle donne à l'une des espèces de propriété, est refusée à l'autre; que la justice qui s'attache à la propriété individuelle du produit du travail, implique l'injustice de la propriété individuelle de la terre; que la reconnaissance de l'une place tous les hommes sur un terrain d'égalité, en assurant à chacun la légitime récompense de son travail, et que la reconnaissance de l'autre est la négation des droits égaux de l'homme, permettant à ceux qui ne travaillent pas de prendre la récompense naturelle de ceux qui travaillent.

Quoiqu'on puisse dire en faveur de l'institution de la propriété privée de la terre, il est donc évident qu'on ne peut la défendre si l'on se place au point de vue de la justice.

Le droit égal de tous les hommes à l'usage de la terre est aussi clair que leur droit égal à respirer l'air, c'est un droit proclamé par le fait de leur existence. Car nous ne pouvons supposer

que quelques hommes ont le droit d'être dans ce monde, et que les autres n'ont pas ce droit.

Si nous sommes tous ici-bas par la permission égale du Créateur, nous avons tous un titre égal à la jouissance de sa bienfaisance, un droit égal à l'usage de tout ce que la nature offre avec tant d'impartialité[1]. C'est un droit qui est naturel et inaliénable; c'est un droit qu'apporte chaque homme en naissant, un droit qui, pendant toute la durée de la vie de l'homme, n'est limité que par les droits égaux des autres. Dans la nature il n'y a rien qui ressemble à un fief absolu de la terre. Il n'y a sur la terre aucun pouvoir qui puisse légitimement faire la concession d'une propriété exclusive de la terre. Si tous les hommes existants s'unissaient pour rejeter leurs droits égaux, ils ne pourraient pas rejeter les droits égaux de ceux qui leur succéderont. Car, pour toute chose, que sommes-nous si ce n'est les tenanciers d'un jour? Avons-nous donc fait la terre, pour vouloir déterminer les droits de ceux qui, après nous, seront tenanciers à leur tour? Le Tout-Puissant, qui a créé la terre pour l'homme et l'homme pour la terre, a donné la terre en partage à toutes les générations des enfants des hommes par un décret écrit dans la constitution de toutes choses, décret qu'aucune

[1] En disant que la propriété privée ne peut, en dernière analyse, être justifiée que par la théorie que quelques hommes ont plus de droit que d'autres à l'existence, je ne fais qu'exprimer ce que perçoivent eux-mêmes les défenseurs du système existant. Ce qui a rendu Malthus populaire dans les classes dirigeantes, ce qui a fait que son livre illogique *a été reçu comme une nouvelle révélation*, que *les souverains* lui ont envoyé des décorations, et que l'homme le plus sordide de l'Angleterre a proposé de lui faire une pension, c'est qu'il fournissait une raison plausible à la supposition que quelques-uns ont plus de droit à l'existence que d'autres, — supposition qui est nécessaire à la justification de la propriété privée de la terre, et que Malthus exprime clairement quand il déclare que la tendance de la population est de mettre toujours au monde des êtres humains que la nature refuse de nourrir, et qui par conséquent « n'ont pas le plus petit droit à aucune part du stock existant de choses nécessaires à la vie; » la nature les invite à disparaître et « n'hésite pas à obtenir par la force leur obéissance à ses ordres; » employant pour cela, « la faim et la peste, la guerre et le crime, la mortalité et l'abandon de la vie enfantine, la prostitution et la syphylis. » Et aujourd'hui c'est à cette doctrine de Malthus que doivent avoir recours ceux qui veulent justifier la propriété privée de la terre. On ne peut pas la défendre logiquement d'une autre façon.

action humaine ne peut annuler, qu'aucune prescription ne peut détruire. Que les parchemins soient aussi nombreux que possible, que la possession soit aussi longue que possible, la justice naturelle néanmoins, ne peut reconnaître à un homme aucun droit à la possession et à la jouissance de la terre qui ne soit également le droit de tous ses semblables. Bien que le fils aîné du duc de Westminster ait des titres reconnus par des générations et des générations, cependant le plus pauvre des enfants nés aujourd'hui à Londres, a autant de droit que lui aux vastes propriétés du duc. Bien que le peuple souverain de l'État de New-York ait reconnu les propriétés foncières des Astors, cependant l'enfant le plus chétif venant au monde dans une chambre misérable, est investi à ce moment même d'un droit égal à celui des millionnaires. Et il est volé si on lui dénie ce droit[1].

Nos précédentes conclusions, irrésistibles en elles-mêmes, reçoivent donc de l'épreuve finale et suprême, une approbation nouvelle. Traduites des termes économiques en termes éthiques elles prouvent que c'est une injustice qui est la source des maux qui augmentent à mesure que le progrès matériel grandit.

Les masses d'hommes qui au milieu de l'abondance souffrent de la misère; qui, investies de la liberté politique, sont condamnées aux salaires des esclaves; et à qui les inventions économisant le travail n'apportent aucun soulagement mais semblent plutôt leur voler un privilège, sentent instinctivement « qu'il y a là quelque chose d'injuste. » Et elles ont raison.

Les maux sociaux si répandus, qui, partout oppriment les

[1] Ce droit naturel et inaliénable à l'usage et à la jouissance de la terre est si évident qu'il a été reconnu par des hommes chez qui la force et l'habitude n'avaient pas émoussé les premières perceptions. Pour ne donner qu'un exemple : les colons blancs de la Nouvelle-Zélande trouvèrent eux-mêmes impossible d'obtenir des Maoris ce que ceux-ci considéraient comme une concession complète de la terre, bien qu'une tribu entière ait consenti à la vente ; chaque fois qu'il naissait un enfant parmi eux, ils réclamaient un paiement additionnel, disant qu'ils n'avaient vendu que leurs propres droits, et n'avaient pas vendu les droits de ceux qui n'étaient pas encore nés. Le gouvernement fut obligé d'intervenir et régla la chose en achetant la terre pour un tribut annuel dont chaque enfant en naissant acquérait une part.

hommes pendant que la civilisation progresse, sortent d'une grande injustice primitive, de l'appropriation, comme propriété exclusive de quelques hommes, de la terre sur laquelle et de laquelle tous doivent vivre. De cette injustice fondamentale découlent toutes les injustices qui mettent en danger le développement moderne, qui condamnent le producteur de la richesse à la pauvreté, et nourrissent doucement le non-producteur dans le luxe, qui élèvent la maison où s'entassent les locataires à côté du palais, la maison de débauche à côté de l'église, et qui nous forcent à construire des prisons comme nous ouvrons de nouvelles écoles.

Il n'y a rien d'étrange ni d'inexplicable dans les phénomènes qui embarrassent aujourd'hui le monde. Ce n'est pas parce que le progrès matériel n'est pas en lui-même un bien; ce n'est pas parce que la nature a appelé à l'existence des enfants qu'elle n'a pas de quoi nourrir; ce n'est pas parce que le Créateur a mis dans les lois naturelles une teinte d'injustice contre laquelle se révolte l'esprit humain, que le progrès matériel rapporte des fruits si amers. Ce n'est pas parce que la nature est avare, mais parce que l'homme est injuste, qu'au milieu de notre civilisation très avancée, on voit des hommes mourir de misère. Le vice et la misère, la pauvreté et le paupérisme, ne sont pas les résultats légitimes de l'accroissement de population et du développement industriel; ils ne suivent l'accroissement de population et le développement industriel que parce que la terre est considérée comme propriété privée; ils sont les résultats directs et nécessaires de la violation de la loi suprême de justice, que forme l'acte de donner à quelques hommes la possession exclusive de ce que la nature offre à tous les hommes.

L'admission de la propriété individuelle de la terre est la négation des droits naturels des autres individus — c'est une injustice qui *doit* se montrer dans la distribution non équitable de la richesse. Car, comme le travail ne peut produire sans faire usage de la terre, la négation du droit égal à l'usage de la

terre est nécessairement la négation du droit du travail à son propre produit. Si un homme peut être le maître de la terre sur laquelle les autres doivent travailler, il peut s'approprier le produit de leur travail comme prix de la permission qu'il leur a donnée de travailler. La loi fondamentale de la nature, que la jouissance de la terre par l'homme doit être la conséquence de son travail, est ainsi violée. L'un reçoit sans produire, l'autre produit sans recevoir. L'un s'enrichit injustement, l'autre est volé. Nous avons attribué à cette injustice fondamentale, l'inégale distribution de la richesse qui sépare la société moderne en deux classes, celle du très riche et celle du très pauvre. C'est l'accroissement continu de la rente, — prix que le travail est forcé de payer pour faire usage de la terre — qui spolie la masse de la richesse qu'elle gagne justement pour l'entasser entre les mains du petit nombre qui n'a rien fait pour la gagner.

Pourquoi ceux qui souffrent de cette injustice hésiteraient-ils un moment à la faire disparaître? Qui sont donc les propriétaires pour qu'on leur permette ainsi de moissonner ce qu'ils n'ont pas semé?

Considérons un instant l'absurdité des titres par lesquels nous permettons que le droit à la possession exclusive de la terre soit gravement transmis de John Doe à Richard Roe. En Californie, notre titre vient du gouvernement suprême de Mexico, qui l'a reçu du roi d'Espagne, lequel l'a reçu du Pape quand celui-ci, d'un trait de plume, divisait les terres encore à découvrir, entre les Espagnols et les Portugais, ou si vous l'aimez mieux, ce titre repose sur la conquête. Dans les États de l'Est, les titres remontent aux traités faits avec les Indiens, et ont été concédés par les rois anglais; en Louisiane ils émanent du gouvernement de la France; en Floride du gouvernement de l'Espagne; tandis qu'en Angleterre ils datent de la conquête normande. Partout ils émanent non d'un droit qui oblige, mais de la force qui contraint. Et quand un titre repose sur la force, aucune plainte ne peut être faite quand la force l'annule. Si le peuple, ayant la

puissance, veut annuler ces titres, on ne pourra rien objecter au nom de la justice. Il a existé des hommes qui avaient le pouvoir de prendre ou de donner la possession exclusive de portions de la surface de la terre, mais quand et où a-t-il existé un homme en ayant le droit?

Le droit à la possession exclusive de toute chose produite par l'homme, est clair. Quelque soit le nombre de mains par lesquelles cette chose a passé, le travail humain était au commencement de la chaîne, il y avait un homme qui l'ayant procurée ou produite par ses efforts, avait sur elle un droit évident, à l'exclusion du reste du genre humain, droit qui pouvait justement passer d'une personne à une autre par vente ou par donation. Mais à la fin de quelle suite de conventions ou de concessions peut-on montrer ou supposer un droit semblable sur une partie quelconque de l'univers matériel? On peut montrer un titre original de ce genre donnant droit à la possession d'une amélioration; mais ce titre est pour l'amélioration et non pour la terre elle-même. Si je défriche une forêt, dessèche un marais, ou comble une fondrière, tout ce que je peux justement réclamer, c'est la valeur donnée par ces efforts. Ils ne me donnent pas droit à la terre elle-même, pas d'autre droit qu'à ma part égale à celle de tout autre membre de la communauté dans la valeur qui y est ajoutée par le développement de la communauté.

Mais on dira : il y a des améliorations qui, avec le temps, ne peuvent plus se distinguer de la terre elle-même! Très bien; alors le titre à l'amélioration se mêle au titre à la terre; le droit individuel se perd dans le droit commun. C'est le plus grand qui absorbe le moindre, et non le moindre qui absorbe le grand. La nature ne procède pas de l'homme, mais l'homme de la nature, et c'est dans le sein de la nature que lui et toutes ses œuvres doivent retourner.

On dira encore : comme chaque homme a le droit de se servir et de jouir de la nature, l'homme qui fait usage de la terre doit avoir la permission de s'en servir exclusivement, afin qu'il

puisse recueillir le bénéfice complet de son travail. Mais il n'est pas difficile de déterminer où finit le droit individuel, et où commence le droit commun. La valeur fournit une pierre de touche exacte et délicate, et avec son aide il n'est pas difficile, quelque dense que puisse devenir la population, de déterminer et d'assurer les droits exacts de chacun, les droits égaux de tous. La valeur de la terre, ainsi que nous l'avons vu, est le prix du monopole. Ce n'est pas la productivité absolue, mais la productivité relative de la terre qui détermine sa valeur. Quelles que soient ses qualités intrinsèques, une terre qui n'est pas meilleure qu'une autre terre qu'on peut acquérir pour s'en servir, peut n'avoir pas de valeur. Et la valeur de la terre donne toujours la mesure de la différence entre elle et la meilleure terre qu'on puisse acquérir. Donc, la valeur de la terre exprime sous une forme exacte et tangible le droit de la communauté sur la terre propriété d'un individu ; et la rente exprime la somme exacte que l'individu devrait payer à la communauté pour satisfaire les droits égaux de tous les autres membres de la communauté. Donc, si nous concédons à la priorité de possession l'usage assuré de la terre, en confisquant la rente au profit de la communauté, nous concilions la fixité de tenure qui est nécessaire à l'amélioration, avec la reconnaissance pleine et complète des droits égaux de tous à l'usage de la terre.

Quant à vouloir déduire un droit individuel exclusif et complet à l'usage de la terre, de la priorité d'occupation, c'est se placer sur le terrain le plus absurde sur lequel on puisse défendre la propriété de la terre. La priorité d'occupation donne un titre exclusif et perpétuel à la surface d'un globe sur lequel, dans l'ordre de la nature, des générations sans nombre se sont succédées. Les hommes de la dernière génération avaient-ils quelque droit meilleur à l'usage de ce monde que nous à l'usage de celui-ci? ou les hommes d'il y a cent ans? ou d'il y a mille ans? Les constructeurs de *mounds*, les habitants des cavernes, les contemporains des mastodontes et des chevaux ayant trois

doigts de pied, ou les générations plus anciennes encore, qui vivaient dans un temps si éloigné que nous ne pouvons y penser que comme à des périodes géologiques, se sont-ils succédés sur la terre que nous occupons maintenant pour une si petite durée?

Est-ce que le premier arrivé à un banquet a le droit de retourner toutes les chaises et de dire qu'aucun des autres invités ne partagera la nourriture apprêtée à moins de passer un marché avec lui? Est-ce que l'homme qui le premier présente un billet à la porte d'un théâtre, et entre, acquiert par cette priorité le droit de fermer les portes et d'avoir la représentation pour lui seul? Est-ce que le premier voyageur qui monte dans une voiture de chemin de fer a le droit d'étaler tous ses bagages sur les sièges et de forcer ceux qui viennent après lui à rester debout?

Les cas sont parfaitement analogues. Nous arrivons et nous partons, convives à un banquet toujours ouvert, spectateurs et acteurs d'une représentation où il y a de la place pour tous ceux qui viennent; voyageurs d'une station à une autre, sur un corps céleste qui tourne dans l'espace; nos droits de prise et de possession ne peuvent pas être exclusifs; ils doivent être partout limités par les droits égaux des autres. De même que le voyageur peut dans le wagon s'étendre lui et ses bagages sur autant de sièges qu'il lui plait, jusqu'à ce que d'autres voyageurs arrivent, de même un colon peut prendre et cultiver autant de terre qu'il lui plait, jusqu'à ce que d'autres aient besoin de cette terre — fait qui se montre quand la terre acquiert de la valeur — alors son droit est réduit par les droits égaux des autres, et aucune priorité d'appropriation ne peut lui donner un droit qui contrarierait les droits égaux des autres. Si ceci n'était pas, alors, par la priorité d'appropriation un homme pourrait acquérir, et transmettre à qui il lui plairait, non seulement le droit exclusif à 160 acres, ou à 640 acres, mais à une cité entière, à un État, à un continent.

La reconnaissance du droit individuel à la propriété de la terre, conduit à cette absurdité manifeste, quand on la pousse à ses dernières limites, — que si un homme pouvait concentrer en lui-même les droits individuels à la terre d'un pays, il pourrait en expulser le reste des habitants ; et que s'il pouvait concentrer les droits individuels à toute la surface du globe, lui seul parmi toute la population fourmillante de la terre, aurait le droit de vivre.

Et ce qui arriverait si cette supposition était une réalité, arrive, à une moindre échelle, dans le fait actuel. Les landlords de la Grande-Bretagne à qui des concessions de terre ont donné les « parasols blancs et les éléphants fous d'orgueil, » ont plusieurs fois expulsé de grands districts, la population native, dont les ancêtres vivaient dans le pays depuis un temps immémorial, l'ont forcée à émigrer, à devenir pauvre, ou à mourir de faim. Dans des espaces incultes du nouvel état de Californie on peut voir les cheminées noircies de maisons dont les colons ont été chassés par la force de lois qui ignorent le droit naturel, et de grandes étendues de terres qui pourraient être peuplées, désolées, parce que la reconnaissance de la propriété exclusive a mis entre les mains d'un homme le pouvoir de défendre à ses semblables de faire usage de cette terre. Les propriétaires, comparativement peu nombreux qui détiennent la surface des Iles Britanniques ne feraient que ce que la loi anglaise leur donne le pouvoir de faire, ou ce que beaucoup d'entre eux déjà fait sur une petite échelle, s'ils expulsaient les millions d'Anglais de leurs îles natives. Et cette expulsion par laquelle quelques centaines de mille d'individus en banniraient trente millions de leur pays natal, serait plus frappante, mais ne serait pas plus contraire au droit naturel, que le spectacle que donne aujourd'hui la grande masse du peuple anglais forcée de payer des sommes énormes à un petit nombre d'individus pour avoir le privilège, la permission, de vivre sur la terre, de faire usage de la terre, qu'elle appelle avec tant de tendresse la sienne, que

les Anglais chérissent pour des souvenirs délicats et glorieux, et pour laquelle leur devoir, si besoin en est, est de verser leur sang et de donner leur vie.

Je ne parle que des Iles Britanniques, parce que, la propriété foncière y étant plus concentrée, elles offrent un exemple plus frappant de ce qu'implique nécessairement la propriété privée de la terre. « Les fruits du sol appartiennent à celui qui le possède en un temps quelconque; » cette vérité devient de plus en plus apparente à mesure que la population devient plus dense et que l'invention et le perfectionnement ajoutent à la puissance productive; mais partout c'est une vérité, aussi bien dans nos nouveaux États que dans les Iles Britanniques ou sur les bords de l'Indus.

CHAPITRE II.

L'ASSERVISSEMENT DES TRAVAILLEURS EST LE RÉSULTAT DERNIER DE LA PROPRIÉTÉ DE LA TERRE.

Si l'esclavage personnel est injuste, la propriété privée de la terre l'est également.

Car, les circonstances étant ce qu'elles peuvent être, la propriété de la terre produira toujours la propriété des hommes, à un degré mesuré par la nécessité (réelle ou artificielle) de l'usage de la terre. Ceci n'est que l'exposé, sous une forme différente, de la loi de la rente.

Et quand cette nécessité est absolue, quand il faut ou mourir de faim ou faire usage de la terre, alors l'esclavage des hommes, compris dans la possession de la terre, devient absolu.

Placez une centaine d'hommes dans une île dont ils ne peuvent pas s'évader; que vous fassiez de l'un de ces hommes le maître absolu des quatre-vingt-dix-neuf autres, ou que vous le fassiez le propriétaire absolu du sol de l'île, cela ne fera aucune différence pour lui ou pour eux.

Dans un cas comme dans l'autre un homme sera maitre de quatre-vingt-dix-neuf autres, son pouvoir sur eux étant même de vie et de mort, car en leur refusant la permission de vivre sur l'ile, il les forcerait à se précipiter à la mer.

Sur une plus large échelle, et à travers des relations plus complexes, la même cause doit opérer de la même manière et avoir le même résultat, un résultat final, l'asservissement des travailleurs, apparaissant à mesure que la pression devient plus forte, et les force à vivre des terres qui sont considérées comme la propriété exclusive de quelques-uns. Prenez un pays où le sol est divisé entre un nombre de propriétaires au lieu d'être entre les mains d'un seul, et dans lequel, comme dans la production moderne, le capitaliste est distinct du travailleur, et où les fabriques et le commerce, dans toutes leurs branches, ont été séparés de l'agriculture. Bien que moins directes et moins évidentes, les relations entre les possesseurs du sol et les travailleurs tendront, avec l'accroissement de population et les améliorations industrielles, à la même autorité absolue d'un côté, et à la même impuissance abjecte de l'autre, comme pour l'ile que nous supposions. La rente progressera pendant que les salaires baisseront. Du produit total, le propriétaire prendra une part de plus en plus grande, le travailleur une part de plus en plus petite. A mesure que l'émigration vers les terres meilleur marché deviendra difficile ou impossible, les travailleurs, quelque soit le produit de leurs efforts, seront réduits à ce qui est juste nécesssaire pour vivre, et la compétition entre eux les forcera à accepter une condition qui sera virtuellement celle de l'esclavage, bien qu'elle soit décorée des titres et des insignes de la liberté.

Il n'y a rien d'étrange dans le fait que, en dépit de l'énorme accroissement de puissance productive dont ce siècle a été témoin, et qui continue, les salaires du travail dans les couches les plus basses et les plus étendues de l'industrie tendent partout à égaler les salaires de l'esclavage, à être juste assez pour

maintenir les ouvriers en état de travailler. Car la propriété de la terre sur laquelle et de laquelle un homme doit vivre, est virtuellement la possession de l'homme lui-même, et en reconnaissant le droit de quelques individus à l'usage exclusif et à la jouissance de la terre, nous condamnons d'autres individus à l'esclavage, aussi pleinement que si nous en avions formellement fait des propriétés mobilières.

Dans une forme plus simple de société, où la production consiste principalement dans l'application directe du travail au sol, l'esclavage qui résulte nécessairement de la permission accordée à quelques-uns de posséder exclusivement la terre de laquelle tous doivent vivre, se manifeste nettement sous forme d'ilotisme, de servage, d'esclavage.

L'escavage personnel a eu pour origine la capture des prisonniers de guerre, et bien qu'il ait existé jusqu'à un certain point dans toutes les parties du globe, son aire a été peu étendue, ses effets ordinaires, si on la compare aux formes d'esclavage qui ont eu pour origine l'appropriation de la terre. Aucun peuple n'a jamais été réduit à l'esclavage personnel par des hommes de sa propre race, aucun peuple même n'a été entièrement réduit à l'esclavage à la suite d'une conquête. L'asservissement général du grand nombre par le petit, que nous trouvons partout où la société a atteint un certain développement, est le résultat de l'appropriation de la terre comme propriété individuelle. C'est la propriété du sol qui donne partout la propriété des hommes qui vivent dessus. C'est un esclavage de ce genre qu'attestent les pyramides et les monuments énormes de l'Égypte, et dont nous avons peut-être conservé une tradition vague dans l'histoire biblique de la famine durant laquelle Pharaon acheta les terres au peuple. C'est à un esclavage de ce genre que, dans le crépuscule de l'histoire, les conquérants de la Grèce réduisirent les habitants primitifs de la péninsule, les transformant en Ilotes en leur faisant payer une rente pour leurs terres. C'est la formation des *latifundia*, ou grandes propriétés foncières, qui

changea la population de l'ancienne Italie, fit d'une race de hardis agriculteurs, dont les robustes vertus conquirent le monde, une race d'esclaves rampants; c'est l'appropriation de la terre par leurs chefs qui transforma graduellement les descendants des guerriers Gaulois, Teutons et Huns libres et égaux, en colons et en vilains, les bourgeois indépendants des villages Slavons en paysans grossiers de la Russie, en serfs de la Pologne; qui institua la féodalité chinoise et japonaise aussi bien que celle d'Europe, et qui fit des hauts chefs de la Polynésie les maitres absolus de leurs compatriotes. Comment il se fit que les pasteurs et les guerriers Aryens qui, ainsi que nous le montre la philologie comparée, descendent du lieu de naïssance commun aux races indo-germaniques, et qui s'établirent dans les terres basses de l'Inde, sont devenus les Hindous suppliants et rampants, le vers sanscrit déjà cité nous l'explique. Les parasols blancs et les éléphants fous d'orgueil du Rajah hindou sont les fleurs de concessions de terre. Et si nous pouvions trouver la clef des archives des civilisations depuis longtemps ensevelies et qui reposent dans les ruines gigantesques du Yucatan et du Guatémala, nous racontant l'orgueil de la classe dirigeante, et le travail non payé auquel étaient condamnées les masses, nous lirions, selon toute probalité, l'histoire de l'esclavage imposé au peuple par l'appropriation de la terre par le petit nombre, nouvel exemple de cette vérité universelle que ceux qui possèdent la terre sont les maîtres des hommes qui y habitent.

La relation nécessaire entre le travail et la terre, le pouvoir absolu que la possession de la terre donne sur les hommes qui ne peuvent vivre qu'en en faisant usage, expliquent ce qui autrement est inexplicable — la croissance et la persistance d'institutions, de mœurs, et d'idées si profondément contraires au sentiment naturel de liberté et d'égalité.

Quand l'idée de la propriété individuelle, qui s'attache si justement et si naturellement aux choses produites par l'homme, est étendue à la terre, tout le reste est une simple affaire de

développement. Le plus fort et le plus adroit acquiert facilement une part supérieure dans cette espèce de propriété, qu'on peut avoir, non en produisant, mais par appropriation, et en devenant seigneur de la terre, on devient nécessairement seigneur de ses semblables. La possession de la terre est la base de l'aristocratie. Ce n'était pas la noblesse qui donnait la terre, c'était la terre qui donnait la noblesse. Tous les immenses privilèges de la noblesse de l'Europe du moyen âge venaient de sa position comme maîtresse du sol. Le simple principe de la propriété du sol produisit d'un côté le seigneur, de l'autre le vassal, l'un ayant tous les droits, l'autre n'en ayant aucun. Le droit du seigneur a la possession du sol une fois reconnu et conservé, ceux qui vivaient sur ces terres ne pouvaient le faire que suivant les conditions dictées par lui. Les mœurs et les habitudes firent que ces conditions comprenaient des services et servitudes aussi bien que des rentes en nature ou en argent; mais la chose esentielle qui forçait d'accepter ces conditions, c'était la possession de la terre. Ce pouvoir existe partout ou existe la propriété de la terre et se dégage partout où la compétition pour l'usage de la terre est assez grande pour permettre au landlord de dicter lui-même ses conditions. Le propriétaire anglais d'aujourd'hui a, par la loi qui reconnaît son droit exclusif à la terre, essentiellement la même puissance qu'avait son prédécesseur, le baron féodal. Il peut exiger la rente en services ou servitudes. Il peut forcer ses tenanciers à s'habiller d'une certaine façon, à professer une certaine religion, à envoyer leurs enfants à une école particulière, à soumettre leurs différents à sa décision, à tomber à genoux quand il leur parle, à le suivre vêtus de sa livrée, à lui livrer l'honneur de leurs femmes, s'ils ne veulent pas quitter sa terre. Il peut, en résumé, demander tout ce qu'accepteront les hommes pour vivre sur sa terre, et la loi ne peut pas l'en empêcher à moins qu'elle ne tempère son droit de propriété, par égard pour ceux qui voudraient que ce droit prît la forme d'un libre contrat, ou d'un acte volontaire. Et

les landlords anglais ont exercé leurs droits comme ils le voulaient, suivant les mœurs des temps. Après avoir éludé pour eux-mêmes l'obligation de pourvoir à la défense du pays, ils n'ont pas réclamé longtemps de leurs tenanciers le service militaire, et aujourd'hui la possession de la richesse et du pouvoir ne se manifestant plus par la quantité énorme de serviteurs, ils n'ont plus requis le service personnel. Mais ils surveillent ordinairement les votes de leurs fermiers, et les dirigent dans une foule de petites choses. Ce « père en Dieu justement révéré, » l'évêque Lord Plunkett, expulsa un certain nombre de ses pauvres tenanciers irlandais parce qu'ils ne voulaient pas envoyer leurs enfants aux écoles protestantes du dimanche; des crimes bien plus sombres sont attribués au comte de Leitrim auquel Némésis tarda si longtemps d'envoyer le billet d'un assassin; pendant que, sur les froids conseils de la passion, on abattait cottage après cottage, des familles et des familles étaient jetées sur les grandes routes. Le principe qui rend ceci possible est le même qui, dans des temps plus grossiers et un état social plus simple, asservit les masses, et creusa un fossé si profond entre le noble et le paysan. Là où le paysan fut fait serf, ce fut simplement en lui défendant de quitter la terre sur laquelle il était né, en produisant ainsi artificiellement la condition que nous avons supposée exister sur l'île. Dans les pays peu peuplés il est nécessaire de produire l'esclavage absolu, mais dans les pays très peuplés, la compétition peut produire les mêmes effets. Entre la condition du paysan irlandais forcé de payer une rente et celle du serf russe, l'avantage devait être pour beaucoup de choses du côté du serf. Le serf ne meurt pas de faim.

Comme je crois l'avoir suffisamment prouvé, c'est la même cause qui, à toutes les époques, a dégradé et asservi les classes ouvrières, et qui agit aujourd'hui dans le monde civilisé. Partout on accorde la liberté personnelle, c'est-à-dire la liberté de se mouvoir; on ne trouve aucun vestige d'inégalité légale et

politique aux États-Unis, et très peu dans les contrées civilisées les plus arriérées. Mais la grande cause d'inégalité reste et se manifeste dans la distribution inégale de la richesse. L'essence de l'esclavage, c'est que dans cet état le maître prend au travailleur tout ce qu'il produit, sauf ce qui est nécessaire pour entretenir une existence animale, et c'est à ce minimum que tendent manifestement les salaires du travail libre, dans les conditions actuelles. Quelque soit l'accroissement de la puissance productive, la rente tend constamment à absorber le gain, et plus que le gain.

Ainsi la condition des masses dans tous les pays civilisés est, ou tend à devenir, celle de l'esclavage virtuel sous l'apparence de la liberté. Et il est probable que ce genre d'esclavage est le plus cruel et le plus impitoyable. Car le travailleur est volé du produit de son travail et forcé de travailler pour gagner seulement de quoi vivre; mais ceux qui lui fixent sa tâche, au lieu d'être des êtres humains, assument la forme de nécessités impérieuses. Ceux auxquels il remet son travail et dont il reçoit son salaire, ont souvent un maître à leur tour; le contact entre les ouvriers et ceux qui bénéficient en dernier lieu de leur travail, n'existe plus, l'individualité disparaît. La responsabilité directe du maître pour l'esclave, responsabilité qui exerce une influence bienfaisante sur la grande majorité des hommes, n'existe pas; ce n'est pas un homme qui semble conduire un autre au travail incessant et mal récompensé, mais « les lois inévitables de l'offre et de la demande, » pour lesquelles personne n'est particulièrement responsable. Les maximes de Caton le Censeur — maximes qui paraissaient odieuses même dans un âge de cruauté et d'esclavage universel — et d'après lesquelles après avoir tiré d'un esclave tout le travail possible, celui-ci n'avait plus qu'à mourir, sont devenues la règle commune; on a même perdu l'intérêt égoïste qui engageait le maître à tenir compte du confort et du bien-être de son esclave. Le travail est devenu une marchandise, et le travailleur une machine. Il n'y a plus de maîtres ni d'esclaves, plus

de possesseurs et de possédés, mais seulement des acheteurs et des vendeurs. Le marchandage du marché a pris la place de tout autre sentiment.

Quand les propriétaires d'esclaves du Sud considéraient la condition du pauvre travaillant librement dans les pays civilisés les plus avancés, il n'est pas étonnant qu'ils se soient persuadés facilement de la divinité de l'institution de l'esclavage. Sans aucun doute les esclaves cultivateurs du Sud étaient, dans l'ensemble, mieux nourris, mieux logés, mieux vêtus ; ils avaient moins de soucis et plus de jouissances que les ouvriers cultivateurs de l'Angleterre; et même en visitant des cités du Nord, les propriétaires d'esclaves pouvaient voir et entendre des choses qui auraient été impossibles dans ce qu'ils appelaient leur organisation du travail. Dans les États du Sud, pendant les jours d'esclavage, le maître qui aurait forcé ses nègres à travailler et à vivre comme sont forcées de le faire des classes entières de femmes et d'hommes blancs dans les pays de liberté, aurait été jugé infâme, et si l'opinion publique ne l'avait pas contraint de changer de conduite, son propre intérêt à l'entretien de la santé et de la force de ses esclaves l'y auraient forcé. Mais à Londres, New-York, Boston, parmi des gens qui auraient donné et qui donneraient encore de l'argent et leur sang pour affranchir des esclaves, dans ces villes où personne ne peut maltraiter une bête en public sans être arrêté et puni, on peut voir des enfants déguenillés et affamés errer dans les rues par le temps le plus froid, et dans des galetas malpropres, dans des caves malsaines, des femmes travailler pour un salaire qui ne leur donne même pas de quoi se nourrir et se chauffer. Est-il étonnant que, pour les esclavagistes du Sud, la demande de l'abolition de l'esclavage parut le cri de l'hypocrisie?

Et maintenant que l'esclavage est aboli, les planteurs du Sud trouvent qu'ils n'ont eu à subir aucune perte. La possession de la terre sur laquelle doivent vivre les hommes libres leur donne pratiquement autant de pouvoir sur le travail qu'auparavant;

tandis qu'ils sont délivrés d'une responsabité souvent coûteuse. Si les nègres ne veulent pas se soumettre à leurs conditions, ils ont l'alternative de l'émigration, et on commence à constater un grand mouvement en ce sens; mais comme la population a augmenté et que la terre devient chère, les planteurs recevront proportionnellement une plus grande part du gain de leurs ouvriers qu'ils n'en recevaient lors de l'existence de l'esclavage, et les ouvriers une part moins grande — car les esclaves recevaient toujours au moins de quoi s'entretenir en bonne santé physique, tandis que dans des pays comme l'Angleterre, il y a des classes entières d'ouvriers qui ne reçoivent pas même cela [1].

Les influences qui, partout où il y a des relations personnelles entre le maître et l'esclave, modifient l'esclavage personnel et empêchent le maître d'exercer jusqu'à ses dernières limites son pouvoir sur l'esclave, se sont montrées dans les formes grossières du servage qui caractérisent les périodes primitives du développement de l'Europe; et aidées par la religion, peut-être aussi par l'intérêt égoïste du seigneur, fixées par les coutumes, ces influences ont limité ce que le possesseur de la terre pouvait extorquer du serf ou du paysan; de sorte que la compétition d'hommes sans moyens d'existence, luttant les uns contre les autres pour obtenir ces moyens d'existence, n'a pu nulle part se déployer complètement, ni donner tous ses funestes résultats de dépravation et de dégradation. Les ilotes de la Grèce, les métayers de l'Italie, les serfs de la Russie et de la Pologne, les paysans de l'Europe féodale, donnaient à leurs seigneurs une portion fixe soit de leur produit, soit de leur travail, et en général, en dehors de cela, n'étaient pas opprimés. Mais les influences qui arrêtèrent ainsi et modifièrent la puissance d'extorsion du seigneur, et qui font qu'aujourd'hui encore dans quelques grandes

[1] Un des agitateurs anti-esclavagistes (Col. J. A. Collins), dans une visite en Angleterre, fit une conférence dans une grande cité manufacturière écossaise, et indiqua, ainsi qu'il était d'usage aux États-Unis, la ration que fixaient les codes de quelques États comme le minimum de nourriture d'un esclave. Mais il s'aperçut rapidement que beaucoup de ses auditeurs n'en avaient même pas autant.

propriétés le landlord et sa famille croient de leur devoir d'envoyer des remèdes et des douceurs aux malades et aux infirmes, de veiller au bien-être des paysans, comme le planteur veillait au bien-être de ses nègres, ces influences se sont perdues avec la forme plus raffinée et moins évidente qu'a pris le servage dans les procédés plus compliqués de la production moderne, qui séparent si profondément, par tant d'échelons intermédiaires, l'individu qui travaille de celui qui profite de ce travail, et qui font que les relations entre les membres des deux classes ne sont ni directes ni particulières, mais indirectes et générales. Dans la société moderne, la compétition a libre jeu pour forcer l'ouvrier à donner tout ce qu'il peut, et on peut voir, par la condition des basses classes dans les centres de richesse et d'industrie, avec quelle puissance terrifiante elle agit. Si la condition des basses classes n'est pas encore plus générale, c'est qu'une grande étendue de terres fertiles se trouvait en Amérique et a ouvert un débouché à la population s'accroissant, non seulement des États-Unis, mais encore des vieux pays de l'Europe; — dans un pays, l'Irlande, l'émigration a été si grande qu'elle a réduit la population actuelle de l'île. Mais ce canal de dérivation n'existera pas toujours. Il est déjà presque fermé, et, lorsqu'il le sera tout à fait, la lutte deviendra de plus en plus dure.

Ce n'est pas sans raison que la sage corneille du Ramayana, la corneille Bushanda, « qui avait vécu dans toutes les parties de l'univers et connaissait tous les événements depuis les commencements du temps, » déclare que, bien que le mépris des avantages de ce monde soit nécessaire à la suprême félicité, la pauvreté est cependant la peine la plus vive qu'il soit possible d'infliger. La pauvreté à laquelle, la civilisation avançant, sont condamnées de grandes masses d'hommes, n'est pas la suppression des distractions et des tentations que les sages ont cherchée et que les philosophes ont vantée : c'est un esclavage dégradant et abrutissant, qui abaisse la nature la plus élevée, détruit les sentiments les plus délicats, et conduit l'homme par

sa souffrance à agir comme ne le feraient pas des bêtes. C'est dans cette pauvreté qui détruit toutes les qualités spéciales de l'homme et de la femme, qui enlève à l'enfance l'innocence et la joie, que vivent les classes ouvrières conduites par une force qui agit sur elles comme une machine impitoyable et irrésistible. Le manufacturier de Boston qui paie les jeunes filles qu'il emploie deux cents l'heure, peut les plaindre, mais, comme elles, il est gouverné par la loi de compétition, il ne peut les payer davantage et faire ses affaires, car le commerce n'est pas mené par le sentiment. Et ainsi, à travers toutes les gradations intermédiaires, jusqu'à ceux qui reçoivent les gains du travail sous forme de rente, sans rien donner en retour, ce sont les lois inexorables de l'offre et de la demande, — puissance avec laquelle il ne faut pas plus se disputer qu'avec les vents et les marées, — qui semblent précipiter les basses classes dans l'esclavage du besoin.

Mais en réalité, la cause qui a produit et doit toujours produire l'esclavage, c'est la monopolisation par quelques-uns de ce que la nature offre à tous.

Notre liberté de parade impliquera nécessairement l'esclavage, aussi longtemps que nous reconnaîtrons la propriété privée de la terre. Jusqu'à ce que cette propriété soit abolie, les déclarations d'indépendance, et les actes d'émancipation seront vains. Aussi longtemps qu'un homme pourra réclamer la propriété exclusive de la terre dont d'autres hommes doivent vivre, l'esclavage existera, et croîtra, et augmentera à mesure que le progrès matériel s'accroîtra !

C'est ce qui arrive dans notre monde civilisé, ainsi que nous l'avons prouvé dans nos chapitres antérieurs. La propriété privée de la terre est la meule inférieure. Le progrès matériel est la meule supérieure. Les classes ouvrières sont broyées entre les deux avec une force de plus en plus grande.

CHAPITRE III.

DROIT DES PROPRIÉTAIRES A UNE COMPENSATION.

En réalité, il n'y a pas moyen d'échapper à cette vérité : il n'y a et il ne peut y avoir aucun titre à la possession exclusive du sol, et la propriété privée de la terre est une injustice pure, hardie et énorme, comme l'esclavage personnel.

La majorité des hommes dans les communautés civilisées ne reconnaissent pas cette vérité, simplement parce qu'ils ne réfléchissent pas. Pour eux, tout ce qui est, est juste, bien qu'on en ait souvent fait remarquer l'injustice, et en général ils sont prêts à crucifier ceux qui attaquent les choses existantes.

Mais il est impossible d'étudier l'économie politique, même comme on l'enseigne aujourd'hui, ou de penser à la production et à la distribution de la richesse, sans voir que la propriété de la terre diffère essentiellement de la propriété des choses produites par l'homme, et que, au point de vue de la justice abstraite, rien ne la justifie.

C'est ce qu'admettent expressément ou tacitement tous les ouvrages importants d'économie politique, mais en général d'une manière vague, par admission ou omission. On détourne le plus souvent l'attention de cette vérité, comme un professeur parlant de morale dans un pays esclavagiste l'aurait fait, au lieu d'examiner soigneusement les droits naturels de l'homme, et on accepte sans commentaire la propriété de la terre, comme un fait existant ; ou l'on suppose qu'elle est nécessaire à l'usage convenable de la terre et à l'existence de l'état civilisé.

L'examen que nous avons fait subir aux faits a prouvé d'une manière concluante que la propriété privée ne peut être justifiée si l'on se place sur le terrain d'utilité, que, au contraire,

elle est la grande cause à laquelle il faut attribuer la pauvreté, la misère, la dégradation, les plaies sociales, la faiblesse politique qui se montrent si menaçantes au milieu du progrès de la civilisation. L'utilité se joint donc à la justice pour demander que nous l'abolissions.

Quand l'intérêt et la justice s'unissent ainsi pour demander l'abolition d'une institution qui n'a pas de fondement plus solide qu'une simple réglementation municipale, quelle raison d'hésiter peut-il y avoir?

La considération qui semble causer cette hésitation, même de la part de ceux qui voient clairement que de droit la terre est propriété commune, est celle-ci : on a permis si longtemps que la terre soit considérée comme propriété privée, qu'en abolissant cette habitude on ferait tort à ceux qui ont cru pouvoir baser leurs calculs sur sa durée ; en permettant de posséder la terre comme si la chose était juste, on commettrait, en rétablissant les droits communs, une injustice envers ceux qui ont acheté la terre avec ce qui était sans aucun doute leur légitime propriété. Donc on soutient que, si nous abolissons la propriété privée de la terre, la justice demande que nous donnions une compensation complète à ceux qui possèdent aujourd'hui des terres, de même que le gouvernement anglais, en abolissant la vente et l'achat des commissions militaires, se sentit obligé de donner une compensation à ceux qui avaient des commissions, qui les avaient achetées dans la croyance qu'ils pourraient les vendre, de même que le gouvernement anglais abolissant l'esclavage dans ses colonies des Indes occidentales, paya 100 millions de dollars aux propriétaires d'esclaves.

Herbert Spencer lui-même, après avoir clairement démontré dans ses *Social statics* que tout titre par lequel on réclame la possession exclusive de la terre n'a pas de valeur, appuie cette idée de compensation (ce qui me sembble être une inconséquence) en déclarant que l'estimation juste et la liquidation des droits des propriétaires actuels « qui, soit par leurs propres

actes, soit par les actes de leurs ancêtres, ont donné pour leurs propriétés des équivalents en richesse honnêtement gagnée, » sera « un des problèmes les plus compliqués qu'aura un jour à résoudre la société. »

C'est cette idée qui a donné naissance à la proposition, qui trouve des avocats en Angleterre, que le gouvernement devra acheter à son prix de marché la propriété de la terre du pays, et c'est cette idée qui a conduit John Stuart Mill, bien qu'il perçût clairement l'injustice essentielle de la propriété privée de la terre, à défendre, non pas le rachat total de la terre, mais le rachat des avantages ajoutés dans l'avenir. Son plan était qu'on fît une estimation juste et même large de la valeur de marché de toutes les terres du royaume, et que les futures augmentations à cette valeur qui ne seraient pas dues aux améliorations du propriétaire, soient prises par l'État.

Pour ne rien dire des difficultés pratiques que suppose un tel plan, son défaut inhérent, essentiel, outre l'extension des fonctions du gouvernement et la corruption par là engendrée, reposerait dans l'impossibilité de combler par un compromis quelconque la différence radicale entre le juste et l'injuste. Tant qu'on aura égard aux intérêts des propriétaires, on nuira aux intérêts et aux droits généraux, et si les propriétaires ne doivent rien perdre de leurs privilèges spéciaux, le peuple dans son ensemble ne gagnera rien. Acheter les droits de propriété individuelle ce serait simplement donner aux propriétaires, sous une autre forme, un droit du même genre et de la même valeur, que celui que leur donne actuellement la possession de la terre; ce serait lever pour eux, par des impôts, la même part du gain du travail et du capital qu'ils s'approprient maintenant par la rente. Leur avantage injuste serait conservé, et le désavantage injuste des non-propriétaires également. Certainement il y aurait gain pour le peuple en général quand le progrès de la rente ferait que la somme prise par les propriétaires avec le système actuel, serait plus grande que l'intérêt donné sur le

prix de vente de la terre aux taux actuels, mais ce ne serait qu'un gain futur; et en attendant, non seulement le peuple ne se trouverait pas soulagé, mais le fardeau imposé au travail et au capital au profit des propriétaires actuels se trouverait très alourdi. Car un des éléments de la valeur actuelle du marché de la terre, c'est l'espérance d'un accroissement futur de valeur, *et ainsi, acheter les terres au prix du marché et payer* l'intérêt de l'argent d'achat, ce serait mettre sur le dos des producteurs non seulement le paiement de la rente actuelle, mais le paiement de la rente espérée par la spéculation. Ou, pour mettre ceci sous une autre forme: la terre serait achetée à un prix calculé sur un taux plus bas que le taux ordinaire de l'intérêt (car l'accroissement futur des valeurs foncières rend toujours le prix de marché de la terre beaucoup plus élevé que le prix de n'importe quelle autre chose donnant le même revenu actuellement), et l'intérêt de l'argent d'achat se paierait au taux ordinaire. Donc, non seulement on devrait payer aux propriétaires tout ce que la terre leur rapporte actuellement, mais encore beaucoup plus. En réalité l'État passerait avec les propriétaires actuels un bail perpétuel en leur payant une rente de beaucoup plus forte que celle qu'ils reçoivent maintenant. Pour le moment l'État deviendrait simplement l'agent des propriétaires recueillant leurs rentes, et devrait leur payer non seulement ce qu'ils recevaient, mais beaucoup plus.

Le plan de M. Mill pour nationaliser le futur « accroissement non mérité de valeur de la terre » en fixant la valeur de marché actuelle de toutes les terres, et en rendant l'État propriétaire de l'accroissement futur de valeur, n'augmenterait pas l'injustice de la distribution actuelle de richesse, mais n'y remédierait pas non plus. L'accroissement spéculatif de la rente cesserait, et dans l'avenir le peuple, en général, gagnerait la différence entre l'accroissement de la rente et la somme à laquelle aurait été estimé l'accroissement en fixant la valeur présente de la terre dont naturellement la valeur future, comme la

valeur présente, est un élément. Mais il laisserait, pour l'avenir, une classe en possession de l'énorme avantage qu'elle a maintenant sur les autres. Tout ce qu'on peut dire de ce plan, c'est qu'il vaut peut-être mieux que rien.

On peut parler de plans aussi inefficaces et aussi impraticables là où toute autre proposition plus efficace ne pourrait pas être conçue pour le moment, et leur discussion est le signe que l'extrémité du coin de la vérité commence à pénétrer dans les esprits. Dans la bouche des hommes, la justice se fait humble quand elle commence à protester contre une injustice consacrée par le temps, et nous, les nations parlant anglais, nous portons encore le collier de l'esclavage saxon, nous avons été élevées dans le respect superstitieux des « droits » des propriétaires fonciers, comme l'étaient les anciens Égyptiens à l'égard du crocodile. Mais, quand les temps sont mûrs, les idées se développent, parfois d'abord sous une forme insignifiante. Un jour les députés du Tiers-État se couvrirent quand le roi mit son chapeau. Peu de temps après, la tête du fils de Saint-Louis roulait sur l'échafaud. Le mouvement anti-esclavagiste commença aux États-Unis, par des discours où l'on parlait de donner une compensation aux propriétaires d'esclaves, mais quand quatre millions d'esclaves furent émancipés, les propriétaires ne reçurent aucune compensation et n'en réclamèrent aucune. Et quand le peuple de pays comme l'Angleterre et les États-Unis sera suffisamment convaincu de l'injustice et des désavantages de la propriété individuelle de la terre, pour essayer de la nationaliser, il sera bien près de la nationaliser par un moyen plus direct et plus facile que par l'achat. Il ne songera plus à donner une compensation aux propriétaires de la terre.

Toute inquiétude au sujet des propriétaires de la terre est également injuste. On ne peut expliquer qu'un homme comme John Stuart Mill ait attaché tant d'importance à la question de compensation, et ait simplement prôné la confiscation du futur accroissement de la rente, qu'en se rappelant qu'il acceptait la

théorie courante selon laquelle les salaires sortent du capital et la population tend toujours à dépasser les moyens de subsistance. C'est ce qui l'a rendu aveugle aux effets complets de l'appropriation privée de la terre. Il voyait que « le droit du propriétaire est entièrement subordonné à la politique générale de l'État, » et que « lorsque la propriété privée de la terre n'est pas utile, elle est injuste[1], » mais embarrassé par la doctrine de Malthus, il attribue expressément, dans un paragraphe que j'ai déjà cité, le besoin et la souffrance qu'il voyait autour de lui « à l'avarice de la nature et non à l'injustice de l'homme, » et c'est ainsi que pour lui nationaliser la terre était relativement de peu d'importance pour la suppression du paupérisme et de la misère, but qui ne pouvait être atteint qu'en apprenant aux hommes à réprimer un instinct naturel. Grand et pur comme il était, cœur chaud et esprit noble, il ne vit jamais la véritable harmonie des lois économiques, ni comment d'une grande injustice fondamentale découlent le besoin et la misère, le vice et la honte. Autrement il n'aurait jamais écrit ces mots : « La terre de l'Irlande, la terre de tout pays, appartient au peuple de ce pays. Les individus appelés propriétaires n'ont, au point de vue de la morale et de la justice, aucun droit à autre chose qu'à la rente, ou compensation pour sa valeur de vente. »

Au nom du Prophète — bagatelles ! Si la terre d'un pays appartient au peuple de ce pays, quel droit, au nom de la morale et de la justice, ont à la rente les individus appelés propriétaires ? Si la terre appartient au peuple, pourquoi, au nom de la morale et de la justice, le peuple paierait-il la valeur de vente de ce qui lui appartient ?

Herbert Spencer dit : « Si nous avions à faire avec ceux qui ont originellement volé son héritage à la race humaine, nous pourrions en finir rapidement[2]. » Pourquoi n'en finirions-nous pas, n'importe comment ? Car ce vol n'est pas comme le vol d'un

[1] *Principes d'Économie Politique.* Livre I, chap. II, sect. 6.
[2] *Social Statics,* p. 142 de l'édition anglaise.

cheval ou d'une somme d'argent, qui cesse avec l'acte. C'est un vol continu, qui se fait chaque jour, à chaque heure. Ce n'est pas du produit du passé qu'est tirée la rente; c'est du produit du présent. C'est un impôt levé constamment et continuellement sur le travail. Chaque coup de marteau, de pique, ou de navette, chaque battement de la machine à vapeur, paie son tribut. Cet impôt prend le gain d'hommes qui risquent leur vie sous terre, ou sur les lames blanchissantes de la mer, la juste récompense du capitaliste, et les fruits de l'effort patient de l'inventeur; il arrache les petits enfants du jeu et de l'école, et les force à travailler avant que leurs os soient formés et leurs muscles développés; il vole la chaleur à ceux qui ont froid; la nourriture à ceux qui ont faim; les médicaments à ceux qui sont malades; la paix à ceux qui sont inquiets. Il abaisse, abrutit et aigrit. Il presse des familles de huit et dix personnes dans une chambre malpropre; il fait errer comme des troupes de pourceaux les filles et les garçons; il remplit les cabarets de ceux qui sont mal chez eux; il fait de garçons qui pourraient devenir des hommes utiles, des candidats à la prison et au pénitencier; il remplit les maisons de débauche de filles qui auraient pu connaître les joies pures de la maternité; il envoie toutes les mauvaises passions rôder dans la société, comme un hiver rigoureux envoie les loups rôder autour des hommes; il obscurcit la foi dans l'âme humaine, et sur l'image d'un créateur juste, miséricordieux, il jette le voile d'un destin dur, aveugle et cruel!

Ce n'est pas simplement un vol dans le passé; c'est un vol dans le présent, un vol qui prive de leur droit de naissance les enfants qui viennent maintenant au monde! Pourquoi hésiterions-nous à détruire un pareil système? Parce que j'ai été volé hier, et avant-hier, et le jour d'avant, est-ce une raison pour que je supporte d'être volé aujourd'hui et demain? est-ce une raison pour que j'en conclue que le voleur a acquis le droit de me voler?

Si la terre appartient au peuple, pourquoi continuer à per-

mettre aux propriétaires de prendre la rente, ou compenser d'une manière quelconque la perte de cette rente? Considérez ce qu'est la rente. Elle ne naît pas spontanément de la terre; elle n'est due à aucune chose faite par le propriétaire. Elle représente une valeur créée par toute la communauté. Que les propriétaires aient, si vous voulez, tout ce que leur donnerait la possession de la terre en l'absence du reste de la communauté. Mais la rente, création de toute la communauté, appartient nécessairement à toute la communauté.

Soumettez le droit des propriétaires à l'épreuve des maximes de la loi commune qui déterminent les droits de l'homme vis à vis de l'homme. La loi commune, nous dit-on, est la perfection de la raison, et certainement les propriétaires ne peuvent se plaindre de sa décision car elle a été construite par et pour les propriétaires. Eh bien, que donne la loi au possesseur innocent quand la terre, pour laquelle il a donné son argent, est jugée appartenir légitimement à un autre? Rien du tout. Qu'il ait acheté de bonne foi, cela ne lui donne aucun droit de réclamer. La loi ne s'occupe pas de la « question compliquée des compensations » pour l'acheteur innocent. La loi ne dit pas comme John Stuart Mill : « La terre appartient à A, donc B qui a pensé qu'il en était le possesseur n'a droit qu'à la rente, ou compensation pour sa valeur de marché. » Car ce serait vraiment comme cette décision fameuse à propos d'un esclave fugitif, et d'après laquelle on disait que la cour avait donné la loi au Nord et le nègre au Sud. La loi dit simplement : « La terre appartient à A, que le magistrat chargé de la faire exécuter mette A en possession de son bien! » Elle ne donne aucun droit à l'acheteur innocent d'un titre illégitime, elle ne lui alloue aucune compensation. Et non seulement cela, mais elle lui prend toutes les améliorations qu'il a faites de bonne foi sur la terre. Vous pouvez avoir donné un prix élevé de la terre, avoir fait tous vos efforts pour vous assurer que le titre est bon; vous pouvez l'avoir possédée sans contestation pendant des années, sans avoir pensé

une fois à la possibilité d'un autre titulaire; vous pouvez l'avoir fertilisée par votre travail, y avoir construit une demeure luxueuse ayant plus de valeur que la terre elle-même, ou une modeste maison que vous avez entourée de figuiers et de vignes et où vous comptez finir vos jours; et malgré cela si Quirk, Gammon et Snap peuvent découvrir un vice de rédaction dans vos parchemins, ou quelque héritier oublié qui n'a jamais rêvé à ses droits, on peut vous enlever non seulement la terre, mais toutes les améliorations que vous aurez pu y faire. Et ce n'est pas tout. Suivant la loi commune, quand vous avez rendu la terre et abandonné toutes vos améliorations on peut vous demander compte des profits que vous avez tirés de la terre pendant que vous la possédiez.

Si maintenant nous appliquons à la cause du peuple *versus* les propriétaires, les mêmes maximes de justice que les propriétaires ont érigées en lois, et que les cours américaines et anglaises appliquent tous les jours dans les différents entre un homme et un autre, non seulement nous ne penserons pas à donner pour la terre une compensation quelconque aux propriétaires, mais nous leur prendrons toutes les améliorations et tout ce qu'ils pourront posséder en outre.

Mais je ne propose pas, et je ne crois pas que quelqu'un d'autre proposera jamais d'aller si loin. Si le peuple recouvre la propriété de la terre, ce sera suffisant. Que les propriétaires conservent sans crainte leurs améliorations et leurs biens personnels.

Et cette mesure de justice n'opprimera, ne fera tort, à aucune classe. La grande cause de la distribution actuelle inégale de la richesse, avec la souffrance, la dégradation, la ruine qu'elle entraîne, sera balayée. Les propriétaires eux-mêmes auront leur part du gain général. Le gain des grands propriétaires eux-mêmes sera réel. Le gain des petits propriétaires sera énorme. Car en accueillant la justice, les hommes accueilleront l'amour. La Paix et l'Abondance les suivront apportant leurs dons non à quelques-uns mais à tous.

Nous verrons plus tard combien ceci est vrai.

Si dans ce chapitre j'ai parlé de justice et d'utilité comme si la justice était une chose et l'utilité une autre, c'est seulement afin de répondre aux objections de ceux qui parlent ainsi. L'utilité la plus haute et la plus vraie est dans la justice.

CHAPITRE IV.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DE LA TERRE, AU POINT DE VUE HISTORIQUE.

Ce qui, plus que toute autre chose, empêche la destruction de l'injustice essentielle de la propriété privée de la terre, et s'oppose à la prise en considération sérieuse de toute proposition tendant à l'abolir, c'est l'habitude mentale qui fait que toute chose ayant longtemps existé semble naturelle et nécessaire.

Nous avons tellement l'habitude de considérer la terre comme propriété privée, nos lois, nos mœurs, nos coutumes la reconnaissent si bien comme telle, que la majorité des gens ne songe pas à mettre la chose en doute, mais regarde la propriété comme nécessaire à l'usage de la terre. On ne conçoit pas, il ne vient même pas à l'esprit de concevoir, une société existant ou possible sans que la terre soit soumise à la propriété privée. Le premier pas vers la culture ou l'amélioration de la terre semble être l'appropriation, et il semble que la terre appartient à l'homme comme lui appartiennent une maison, du bétail, des marchandises, qu'il a aussi pleinement droit de la vendre, de la léguer, de la donner, de l'échanger. La « sainteté de la propriété » a été prêchée si constamment et si efficacement, surtout par ces « conservateurs de l'ancien barbarisme » comme Voltaire appelait les légistes, que bien des gens regardent la

propriété privée de la terre comme la base même de la civilisation, et, si l'on suggère l'idée de la transformation de la terre en propriété commune, considèrent cette idée comme une fantaisie chimérique, qui n'a jamais été et ne sera jamais réalisée, ou comme une proposition tendant à renverser la société de sa base et à la ramener à la barbarie.

S'il était vrai que la terre ait toujours été considérée comme propriété privée, cela ne prouverait pas la justice ou la nécessité de la considérer toujours comme telle, pas plus que l'existence universelle de l'esclavage, qu'on a pu jadis affirmer, ne prouvait la justice ou la nécessité de faire de la chair et du sang humain une propriété.

Il n'y a pas longtemps, la monarchie semblait universelle, et non seulement les rois, mais encore la majorité de leurs sujets, croyaient réellement qu'aucun pays ne pouvait subsister sans un roi. Cependant, pour ne rien dire de l'Amérique, la France aujourd'hui se passe d'un roi; la reine d'Angleterre et impératrice des Indes, gouverne autant ses royaumes que la figure de bois à l'avant d'un vaisseau dirige sa course, et les autres têtes couronnées de l'Europe sont, métaphoriquement parlant, assises sur des barils de nitro-glycérine.

Il y a un peu plus de cent ans, l'évêque Butler, l'auteur de la fameuse *Analogie*, déclarait qu'un « gouvernement civil, sans une religion d'État, est un projet chimérique dont il n'y a pas d'exemple. » En disant qu'il n'y en avait pas d'exemple, il avait raison. En ce temps, il n'existait pas et il n'aurait pas été facile de nommer un gouvernement sans une religion d'État quelconque; cependant, aux États-Unis, nous avons depuis prouvé, par un siècle de pratique, qu'un gouvernement civil peut exister sans une religion d'État.

Si la terre avait toujours et partout été considérée comme propriété privée, cela ne prouverait déjà pas qu'elle doive toujours l'être; mais de plus, ce n'est *pas* vrai. Au contraire, le droit commun à la terre a partout été primitivement reconnu,

et la propriété privée n'est partout née que comme résultat d'une usurpation. Les perceptions primaires et persistantes de l'humanité enseignent que tous ont un droit égal à la terre, et l'opinion que la propriété privée de la terre est nécessaire à la société est un produit de l'ignorance ne regardant pas au delà des environnants immédiats — une idée de formation comparativement moderne, aussi artificielle, aussi peu fondée que celle du droit divin des rois.

Les observations des voyageurs, les recherches des historiens critiques, qui depuis peu de temps, ont tant fait pour reconstruire l'histoire oubliée des peuples, les travaux d'hommes comme Sir Henri Maine, Émile de Laveleye, le professeur Nasse de Bonn, et d'autres, sur le développement des institutions, prouvent que partout où la société humaine s'est formée, on a reconnu le droit commun des hommes à l'usage de la terre, et que nulle part on n'a adopté librement la propriété individuelle sans limite. Au point de vue historique, comme au point de vue moral, la propriété privée de la terre est un vol. Elle n'est nulle part née d'un contrat; elle ne peut nulle part être attribuée à des idées de justice ou d'utilité; elle est partout née de la guerre, de la conquête, et de l'usage égoïste que les habiles ont fait de la superstition et de la loi.

Partout où nous pouvons retrouver les traces de l'histoire primitive de la Société, que ce soit en Asie, en Europe, en Afrique, en Amérique ou en Océanie, la terre a toujours été considérée, comme elle doit l'être d'après les relations nécessaires que la vie humaine a avec elle, comme propriété commune, tous les hommes y ayant des droits égaux. C'est-à-dire que tous les membres de la communauté (tous les citoyens dirions-nous) ont des droits égaux à l'usage et à la jouissance de la terre de la communauté. Cette reconnaissance du droit commun à la terre n'empêche pas la pleine reconnaissance du droit particulier et exclusif aux choses qui sont le résultat du travail; ce droit ne fut pas abandonné quand le développement

de l'agriculture eut imposé la nécessité de reconnaître la possession exclusive de la terre, afin d'assurer la jouissance exclusive des résultats du travail dépensé en la cultivant. La division de la terre entre les unités industrielles, familles, familles groupées, ou individus, ne se fit qu'autant que cela était nécessaire, les pâturages et les forêts étant conservés comme biens communs, et l'égalité pour les terres cultivables étant assurée, soit par une nouvelle division périodique, comme parmi les races teutoniques, soit par la prohibition de l'aliénation, comme dans la loi mosaïque.

Cette organisation primitive subsiste encore, sous une forme plus ou moins pure, dans les villages et communautés de l'Inde, de la Russie, dans les pays encore slavons ou soumis, jusqu'à ces derniers temps, à la loi turque; dans les cantons montagneux de la Suisse, parmi les Kabyles du nord de l'Afrique, et les Kaffirs du sud; parmi la population native de Java, et les Aborigènes de la Nouvelle-Zélande, c'est-à-dire là où les influences extérieures n'ont pas altéré la forme de l'organisation sociale primitive. Cette forme a partout existé, ainsi que l'ont prouvé abondamment les recherches récentes de bien des savants et des observateurs indépendants; ces recherches sont résumées de la façon la plus complète (à ma connaissance) dans les *Systèmes de fermages dans les différents pays*, publiés par le Cobden-Club, et dans la *Propriété primitive*, de M. de Laveleye; je renvoie à ces ouvrages le lecteur désireux de connaître cette vérité dans tous ses détails.

« Dans toutes les sociétés primitives, » dit M. de Laveleye, à la suite de recherches n'ayant laissé inexplorée aucune partie du monde, « dans toutes les sociétés primitives, le sol était la propriété commune de la tribu, et était sujet à la distribution périodique entre les familles, de façon à ce que toutes pussent vivre de leur travail, comme la nature l'a ordonné. L'aisance de chacun était ainsi proportionnée à son énergie et à son intelligence; personne, à aucun degré, n'était privé des moyens de

subsistance, et l'inégalité augmentant d'une génération à l'autre, ne pouvait se produire. »

Si la conclusion de M. de Laveleye est juste, et elle l'est, il n'y a pas de doute, comment, dira-t-on, la terre est-elle devenue si généralement propriété privée?

Les causes qui ont opéré pour supplanter cette idée originale du droit égal à l'usage de la terre par l'idée des droits exclusifs et inégaux, peuvent, je crois, se retrouver partout, vaguement, mais sûrement. Ce sont partout les mêmes qui ont conduit à la négation des droits personnels égaux et à l'établissement de classes privilégiées.

Ces causes peuvent se résumer dans la concentration du pouvoir dans les mains de chefs, et d'une classe militaire, résultat de l'état de guerre, qui leur permit de monopoliser les terres communes; dans l'effet de la conquête, réduisant le peuple conquis à un état d'esclavage, divisant ses terres entre les conquérants, et donnant des parts disproportionnées aux chefs; dans la différentiation et l'influence d'une classe sacerdotale, la différentiation et l'influence d'une classe de légistes professionnels dont les intérêts étaient servis par la substitution de la propriété exclusive de la terre, à la propriété commune[1] — l'inégalité une fois produite tendant toujours à devenir plus grande grâce à la loi d'attraction.

Ce fut la lutte entre cette idée de droits égaux au sol, et la tendance à le monopoliser par la possession individuelle, qui causa les conflits internes de la Grèce et de Rome; c'est le frein opposé à cette tendance — en Grèce par des institutions comme celles de Lycurgue et de Solon, et à Rome par la loi Licinienne, et les divisions subséquentes de la terre — qui donna à ces deux pays leurs jours de force et de gloire; et c'est le triomphe final de cette tendance qui fut fatal à tous deux. Les grandes pro-

[1] L'influence des légistes a été très marquée en Europe, sur le continent et en Angleterre, elle a détruit tous les vestiges de l'acienne tenure, en lui substituant l'idée de la loi romaine, la propriété personnelle.

priétés ruinèrent la Grèce, comme plus tard « les grandes propriétés ruinèrent l'Italie[1], » et comme le sol, en dépit des avertissements de grands législateurs et de grands hommes d'État, passa finalement entre les mains d'un petit nombre, la population diminua, l'art déclina, l'intelligence fut énervée, et la race dans laquelle l'humanité avait atteint son plus splendide développement, s'avilit et se déshonora de plus en plus.

L'idée de la propriété individuelle et absolue de la terre, que la civilisation moderne tient de Rome, atteignit donc son complet développement dans les temps historiques. Quand la future maîtresse du monde révéla pour la première fois son existence, chaque citoyen avait sa petite pièce de terre, qui était inaliénable, et le domaine général, « la terre à blé qui était de droit public » était livrée à l'usage commun, sans doute par des règles et des coutumes qui assuraient l'égalité, comme pour la marche teutonique, et la commune Suisse. C'est sur ce domaine public, constamment agrandi par la conquête, que les familles patriciennes arrivèrent à tailler leurs grandes propriétés. Ces grandes propriétés, le grand attirant le moindre, finirent, malgré les oppositions temporaires, les lois, les nouvelles divisions, par englober toutes les petites propriétés qui s'ajoutèrent ainsi aux *latifundia* des très riches, pendant que leurs propriétaires étaient forcés de devenir esclaves, ou de devenir des colons payant une rente, ou étaient conduits dans des provinces étrangères nouvellement conquises, où l'on donnait la terre aux vétérans des légions; ou bien encore arrivaient à la métropole grossir le nombre des prolétaires qui n'avaient rien à vendre que leurs voix.

Le Césarisme se transformant bientôt en un despotisme effréné et tout oriental, fut le résultat politique inévitable de cet état de choses, et l'empire, même lorsqu'il embrassait le monde, n'était préservé de la dissolution que par la vie plus saine des

[1] Latifundia perdidere Italiam. — PLINE.

frontières, où la terre avait été partagée entre les colons militaires, où les usages primitifs survécurent plus longtemps. Mais les *latifundia* qui avaient dévoré la force de l'Italie, se répandirent constamment, couvrant la surface de la Sicile, de l'Afrique, de l'Espagne, de la Gaule, de grandes propriétés cultivées par des esclaves ou des fermiers. Les vertus solides, nées de l'indépendance personnelle, s'éteignirent, une agriculture épuisante appauvrit l'âme, les bêtes sauvages remplacèrent les hommes, jusqu'à ce que, à la fin, avec une force nourrie dans l'égalité, les barbares vinrent tout envahir; Rome périt; et il ne resta que des ruines d'une civilisation si fière.

C'est ainsi qu'arriva cette chose étonnante, qui, au temps de la grandeur de Rome, aurait semblé aussi impossible qu'il nous semble à nous que les Comanches et les Têtes-Plates puissent conquérir les États-Unis, ou que les Lapons puissent désoler l'Europe. On doit chercher la cause fondamentale de cette ruine dans la tenure de la terre. D'un côté la négation du droit commun à la terre a eu pour résultat la décadence; de l'autre l'égalité a produit la force.

« La liberté, » dit M. de Laveleye (Propriété Primitive, p. 116 de l'édition anglaise), « la liberté et par conséquent la possession d'une part non divisée de propriété commune, à laquelle avait droit le chef de chaque famille dans le clan, étaient des droits essentiels dans le village germain. Ce système d'égalité absolue imprima un caractère remarquable à l'individu, ce qui explique comment de petites bandes de barbares firent la conquêtes de l'empire romain, en dépit de son administration habile, de sa parfaite centralisation, de sa loi civile qui a conservé le nom de raison écrite. »

Une autre cause fut que le grand empire était atteint au cœur. « Rome périt » dit le professeur Seeley, « parce que la moisson des hommes fit défaut. »

Dans ses leçons sur l'*Histoire de la civilisation en Europe*, et plus complètement dans ses leçons sur l'*Histoire de la civi-*

lisation en France, M. Guizot a vivement décrit le chaos qui suivit en Europe la chute de l'Empire romain — chaos qui, suivant son expression, « portait toutes choses dans son sein, » et dont est lentement sortie la structure de la société moderne. C'est une peinture qui ne peut être résumée en quelques lignes, mais il suffit de dire que le résultat de cette introduction d'une vie rude mais vigoureuse dans la société romaine, fut une désorganisation de la société germaine comme de la société romaine, un mélange de l'idée des droits communs au sol avec l'idée de la propriété exclusive, qui vécut dans ces provinces de l'empire d'Orient ensuite envahies par les Turcs. Le système féodal, si rapidement adopté et si répandu, fut le résultat d'un semblable mélange; mais côte à côte du système féodal, une organisation plus primitive, fonée sur les droits communs des cultivateurs, prit racine ou revécut, et elle a laissé des traces par toute l'Europe. L'organisation primitive qui assignait des parts égales de terre cultivée, et l'usage des terres non cultivées, et qui existait dans l'ancienne Italie comme dans l'Angleterre saxonne, s'est maintenue sous l'absolutisme et le servage en Russie, sous l'oppression musulmane en Serbie, a été balayée mais non entièrement détruite dans l'Inde, par les invasions successives, et les siècles d'oppression.

Le système féodal qui n'est pas particulier à l'Europe, mais semble être le résultat naturel de la conquête d'un pays colonisé par une race où l'égalité et l'individualisme étaient encore forts, admettait nettement, au moins en théorie, que la terre appartient à la société en général, et non à l'individu. Rude produit d'un âge où la force défendait le droit autant qu'elle a jamais pu le défendre (car l'idée de droit est indéracinable de l'esprit humain, et doit se manifester même dans une association de pirates et de voleurs), le système féodal n'admettait cependant pour personne le droit exclusif et sans contrôle à la terre. Le fief était par essence un dépôt, et à la jouissance se joignait une obligation. Le souverain, qui au point de vue théorique représentait le pou-

voir et les droits collectifs du peuple entier, était au point de vue féodal le seul possesseur absolu de la terre. Et, bien que la terre fût concédée à un propriétaire individuel, cependant des devoirs étaient impliqués dans sa possession, devoirs par lesquels celui qui avait la jouissance des revenus de la terre était supposé rendre à la richesse publique un équivalent des bénéfices qu'il recevait de la délégation du droit commun.

Dans le régime féodal les terres de la couronne payaient les dépenses publiques qui sont maintenant comprises dans la liste civile; les terres ecclésiastiques défrayaient les dépenses du culte et de l'instruction, des soins à donner aux malades et aux malheureux, et entretenaient une classe d'hommes qui étaient supposés se dévouer au bien public, et qui s'y dévouaient pour la plupart sans aucun doute; enfin les tenures militaires pourvoyaient à la défense publique. Dans l'obligation où était le tenancier militaire d'apporter sur le champ de bataille telle force qu'on lui demandait, dans l'aide qu'il devait donner quand le fils aîné du souverain était fait chevalier, quand sa fille se mariait, ou quand le souverain lui-même était fait prisonnier de guerre, il y avait une reconnaissance grossière et inefficace, mais enfin une reconnaissance du fait, évident pour tous les hommes, que la terre est une propriété commune et non individuelle.

Le contrôle du possesseur de la terre allouée ne s'étendit pas d'abord au delà de sa propre vie. Bien que le principe de succession eût rapidement remplacé le principe de sélection, comme cela doit toujours être quand le pouvoir est concentré, cependant la loi féodale ordonnait qu'il y eût toujours un représentant du fief, capable de remplir les devoirs comme de recevoir les bénéfices qui étaient annexés à une grande propriété, devoirs et bénéfices qui n'étaient pas laissés au caprice individuel, mais rigoureusement déterminés d'avance. De là la tutelle et autres institutions féodales. Le droit d'aînesse, et sa conséquence, la substitution, n'étaient pas à l'origine les absurdités qu'ils sont devenus.

La base du système féodal était la propriété absolue de la terre, idée que les barbares acquirent rapidement au milieu de la population conquise à laquelle cette idée était familière; mais au-dessus de cela, la féodalité jeta un droit supérieur, et le procédé de l'inféodation consistait à mettre la domination individuelle dans la subordination de la domination supérieure qui représentait la grande communauté ou la nation. Ses unités étaient les propriétaires qui, en vertu de leur propriété, étaient seigneurs absolus sur leurs domaines, et qui y accomplissaient leur office de protecteurs que M. Taine a décrit avec tant de pittoresque, bien qu'avec des couleurs trop vives, dans son chapitre d'ouverture de son *Ancien Régime*. L'œuvre de la féodalité fut de lier ces unités pour en former des nations, et de subordonner les pouvoirs et les droits des seigneurs individuels de la terre, aux pouvoirs et aux droits de la société collective représentée par le suzerain ou roi.

Donc la féodalité, dans sa naissance et son développement, fut le triomphe de l'idée du droit commun à la terre, changeant la tenure absolue en tenure conditionnelle, en imposant des obligations particulières en retour du privilège de la réception de la rente. Et en même temps le pouvoir de la propriété de la terre était tranché par en dessous, le fermage à volonté des cultivateurs du sol se changeant généralement en fermage par coutume, et la rente que le seigneur pouvait arracher au paysan devenant fixe et certaine.

Et au milieu de l'organisation féodale restèrent ou naquirent des communautés de cultivateurs plus ou moins soumises aux droits féodaux, qui cultivaient la terre comme une propriété commune; et, bien que les seigneurs, là, où et quand ils en avaient le pouvoir, réclamassent tout ce qu'ils jugeaient digne d'être réclamé, cependant l'idée d'un droit commun était assez forte pour être attachée par la coutume à une portion considérable de la terre. Les communs, dans les temps féodaux, ont dû s'étendre sur une grande partie de la surface de bien des contrées eu-

ropéennes. Car en France (bien que l'appropriation de ces terres par l'aristocratie, occasionnellement entravée par un édit royal, ait commencé plusieurs siècles avant la Révolution, et que la Révolution et le Premier Empire aient vendu et distribué beaucoup de ces terres), les communs ou terres communales montent encore, suivant M. de Laveleye, au chiffre de 4,000,000 hectares, ou 9,884,400 acres. L'étendue des communaux en Angleterre pendant la féodalité peut être déduite de ce fait que, bien que l'aristocratie foncière ait commencé dès le règne de Henri VII à enclore les terres, cependant il est établi que plus de 7,660,413 acres de terres communales furent appropriés par des actes passés de 1710 à 1843, et 600,000 acres depuis 1845; et on estime qu'il y a encore 2,000,000 acres de communaux en Angleterre, dans les parties les moins bonnes naturellement.

En plus de ces terres communes il a existé en France jusqu'à la Révolution, et dans certaines parties de l'Espagne jusqu'à nos jours, une coutume ayant toute la force d'une loi, d'après laquelle les terres cultivées, après la moisson, devenaient communes pour le pâturage et le passage, jusqu'au moment où le temps venait de les cultiver à nouveau; dans certains endroits, il existait même une coutume d'après laquelle n'importe qui avait le droit d'aller sur le terrain que son propriétaire négligeait de cultiver, et de l'ensemencer, d'y moissonner en toute sécurité. Et si l'on fumait la terre avant cette première récolte, on acquérait le droit d'en semer une seconde sans que le propriétaire pût s'y opposer.

Ce n'est pas seulement la commune suisse, la marche danoise, le village serbe et russe; ce ne sont pas seulement les longs sillons qui, sur la terre anglaise, maintenant propriété exclusive d'individus, permettent encore à l'antiquaire de retrouver les grands champs qui dans l'ancien temps étaient consacrés à un roulement triennal de moissons, et où les villageois avaient chacun une part égale; ce n'est pas seulement l'évidence que des savants méticuleux ont tiré de vieux documents,

mais les institutions mêmes par lesquelles la civilisation moderne s'est développée qui prouvent l'universalité et la longue persistance de la reconnaissance du droit commun à l'usage de la terre.

Il y a encore dans nos corps de lois des restes qui ont perdu leur signification, mais qui, comme les restes des anciens communs de l'Angleterre, prouvent la vérité de ce que j'avance. La doctrine (que l'on retrouve aussi dans la loi de Mahomet) qui faisait du souverain, au point de vue théorique, le seul possesseur absolu de la terre, est uniquement née de la reconnaissance du souverain comme le représentant des droits collectifs du peuple; le droit d'aînesse et la substitution qui existent encore en Angleterre et qui ont existé dans quelques états américains il y a une centaine d'années, ne sont que des formes altérées de ce qui fut jadis le produit de la conception de la terre comme propriété commune. La distinction même faite par la terminologie légale entre la propriété immobilière et la propriété personnelle, n'est qu'un reste de la distinction primitive entre ce qu'on regardait à l'origine comme la propriété commune, et ce qu'on a toujours considéré, d'après sa nature, comme la propriété particulière de l'individu. Et les soins, les formalités qui accompagnent encore le transfert de la terre, ne sont que les restes aujourd'hui inutiles et dépourvus de sens, du consentement cérémonieux, et plus général, qui était autrefois nécessaire pour transférer des droits qu'on regardait comme appartenant, non à un membre, mais à tous les membres d'une famille ou d'une tribu.

La marche générale du développement de la civilisation moderne depuis la période féodale a toujours tendu à la destruction de ces idées primaires et naturelles sur la propriété collective du sol. Bien que cela puisse sembler un paradoxe, il est cependant vrai qu'à mesure que la liberté sortait des liens féodaux, il se développait une tendance à traiter la terre comme une forme de propriété impliquant l'asservissement des classes

ouvrières, tendance qui domine partout dans le monde civilisé aujourd'hui, dont la pression égale celle d'un joug de fer, qui ne peut être combattue par aucune extension des pouvoirs politiques ou de la liberté personnelle, et que les économistes prennent à tort pour la pression des lois naturelles, et les ouvriers pour les oppressions du capital.

Il est clair qu'aujourd'hui en Angleterre, le droit du peuple entier au sol de son pays natal, est beaucoup moins bien reconnu qu'au temps de la féodalité. Une plus petite partie du peuple possède la terre, et son droit de propriété est beaucoup plus absolu. Les communs, autrefois si étendus, et qui contribuaient si largement à l'indépendance et à l'entretien des basses classes, ont été pris par la propriété individuelle, sauf dans quelques parties peu étendues et où la terre était de mauvaise qualité; les grands biens de l'Église, qui étaient bien par essence des propriétés publiques consacrées au bien public, ont été enlevées à cette institution pour enrichir des particuliers; les devoirs des tenanciers militaires ont été abolis, et l'impôt nécessaire pour entretenir l'armée et pour payer l'intérêt d'une dette énorme accumulée par les guerres successives, a été réparti sur tout le peuple sous forme de taxes sur les nécessités et les agréments de la vie. Les terres de la couronne ont passé en grande partie entre les mains des particuliers, et pour entretenir toute la famille royale et tous les petits princes qui y entrent par des mariages, l'ouvrier anglais doit donner quelque chose en payant son bock de bière ou sa pipe de tabac. Le propriétaire rural, le *yeoman* anglais, la race robuste qui gagna Crécy, Poitiers et Azincourt, est éteinte comme l'est le mastodonte. L'Écossais faisant parti d'un clan, dont le droit au sol de ses collines natales était aussi indiscuté que celui de son chef, a été expulsé pour faire place aux pâtures à moutons, ou aux parcs à chevreuils du descendant de ce chef; le droit de la tribu de l'Irlandais s'est changé en tenure à volonté. Trente mille hommes ont le pouvoir légal d'expulser toute la population des

cinq sixièmes des Iles Britanniques, et la grande majorité du peuple anglais n'a pas d'autre droit au sol de son pays natal que le droit de marcher dans les rues ou sur les routes. On peut bien lui appliquer ces mots d'un tribun romain : « *Hommes de Rome,* » disait Tibérius Gracchus, « *Hommes de Rome, on vous appelle les maîtres du monde, et cependant vous n'avez pas droit à un pied carré de son sol! Les bêtes sauvages ont leurs repaires, mais les soldats de l'Italie n'ont que l'eau et l'air!* »

Le résultat a peut-être été plus marqué en Angleterre qu'ailleurs, mais on peut observer partout la même tendance, ce sont les circonstances qui, en Angleterre, lui ont permis de se développer plus rapidement.

La raison qui fait que l'extension de l'idée de liberté personnelle a été suivie de l'extension de l'idée de la propriété privée de la terre, c'est que, à mesure que la civilisation progressait, les formes plus grossières de suprématie liée à la propriété de la terre étaient oubliées, ou abolies, ou devenaient moins apparentes, l'attention était détournée des formes les plus insidieuses, mais les plus efficaces, et les propriétaires arrivaient ainsi facilement à mettre la propriété de la terre sur la même base que l'autre propriété.

La croissance du pouvoir national, soit sous la forme de royauté, soit sous forme de gouvernement parlementaire, enleva aux grands seigneurs leur puissance individuelle, leur importance, leurs droits de juridiction, leur pouvoir sur les personnes, il réprima ainsi les abus criants, comme le développement de l'impérialisme romain réprima les cruautés les plus révoltantes de l'esclavage. La désintégration des grandes propriétés féodales, jusqu'au moment où se fit fortement sentir la tendance à la concentration naissant de la tendance moderne à produire sur une large échelle, eut pour résultat d'accroître le nombre des propriétaires, et d'abolir les contraintes par lesquelles les propriétaires, quand la population était disséminée, essayaient de forcer les travailleurs à rester sur leur terre, et

contribua à détourner l'attention de l'injustice essentielle impliquée dans la propriété privée de la terre; en même temps, les progrès constants des idées tirées de la loi romaine, qui a été la grande mine, le grand magasin de la jurisprudence moderne, tendaient à niveler la distinction naturelle entre la propriété de la terre et la propriété des autres choses. Donc, avec l'extension de la liberté personnelle, arriva l'extension de la propriété individuelle de la terre.

Le pouvoir politique des barons ne fut pas non plus détruit par la révolte des classes qui devaient sentir nettement l'injustice de la propriété de la terre. De semblables révoltes eurent lieu à plusieurs reprises, mais elles furent toujours réprimées avec de terribles cruautés. Ce qui brisa la puissance des barons, ce fut le développement de classes ouvrières et commerçantes pour lesquelles, entre les salaires et la rente, il n'y avait pas la même relation évidente. Ces classes se développèrent sous un système de guilds, de corporations fermées, qui, comme je l'ai précédemment expliqué en traitant des associations et des monopoles commerciaux, parurent se défendre quelque peu contre l'opération de la loi générale des salaires, et qui se conservaient plus aisément qu'aujourd'hui, où l'amélioration dans les moyens de transport et la diffusion de l'éducation primaire et des nouvelles courantes, rendent tous les jours la population plus mobile. Ces classes ne voyaient pas, et ne voient pas encore, que la tenure de la terre est le fait fondamental qui doit déterminer en dernier ressort les conditions de la vie industrielle, sociale et politique. Et ainsi, la tendance a été d'assimiler l'idée de la propriété de la terre à l'idée de la propriété des choses de production humaine, et on a même fait sur ce point des pas en arrière qui ont été pris et salués pour des pas en avant. L'Assemblée Constituante française, en 1789, croyait balayer un reste de tyrannie en abolissant la dîme, en établissant un impôt général pour l'entretien du clergé. L'abbé Siéyès était seul à dire que l'Assemblée faisait simplement remise aux

propriétaires d'une taxe qui était une des conditions de leur possession de la terre, pour l'imposer au travail de la nation. Mais ce fut en vain qu'il le dit. L'abbé Siéyès étant un ecclésiastique, on pensa qu'il défendait les intérêts de son ordre, alors qu'en réalité, il défendait les droits de l'homme. Dans ces dîmes, le peuple français aurait pu conserver un important revenu public qui n'aurait pas pris un centime aux salaires du travail ou aux profits du capital.

De même, l'abolition des tenures militaires, en Angleterre, par le Long Parlement, ratifiée après l'avènement de Charles II, et qui eut pour résultat l'appropriation de revenus publics par les propriétaires féodaux, et la suppression de la condition à laquelle les propriétaires tenaient la propriété commune, fut longtemps considérée, et l'est encore dans les livres de loi, comme un des triomphes de l'esprit de liberté. Et cependant, cette abolition est la source de la dette immense et des lourds impôts de l'Angleterre. Si la forme de ces devoirs féodaux avait été simplement changée, mieux adaptée aux temps, jamais les guerres anglaises n'auraient augmenté la dette d'une livre, et le travail et le capital de l'Angleterre n'auraient jamais été taxés d'un centime pour l'entretien de l'armée. Tout cela serait venu de la rente que les propriétaires, depuis ce temps, se sont appropriée — de la taxe que la possession de la terre lève sur les gains du travail et du capital. Les propriétaires de l'Angleterre ont reçu leurs terres à la condition de fournir, même dans les temps de la conquête normande où la population était très clair-semée, au besoin soixante mille cavaliers parfaitement équipés[1], et de payer certains accessoires, certaines amendes qui absorbaient une partie considérable de la rente. Ce serait probablement être au-dessous de la vérité que d'estimer la va-

[1] André Bissett, dans la *Force des Nations*. Londres, 1859, livre suggestif dans lequel il appelait l'attention du peuple anglais sur la mesure par laquelle les propriétaires évitèrent le paiement de leur rente à la nation, conteste l'assertion de Blackstone, disant que le service d'un chevalier n'était que de quarante jours, et soutient qu'il durait tant que cela était nécessaire.

leur pécuniaire de ces différents services et obligations à la moitié de la rente de la terre. Si on s'en était tenu à ce genre de contrat avec les propriétaires, si on n'avait permis l'appropriation de la terre qu'à ces conditions, le revenu tiré de la terre anglaise par la nation dépasserait aujourd'hui de plusieurs millions les revenus publics complets du Royaume-Uni. L'Angleterre aujourd'hui connaîtrait le libre échange absolu. Il n'aurait pas été nécessaire d'établir des droits de douane, l'excise, de faire payer patente, d'imposer le revenu; et malgré cela on aurait fait face à toutes les dépenses actuelles, et il serait resté un important surplus à consacrer à n'importe qu'elle institution tendant au bien-être du peuple entier.

En revenant sur le passé, partout où il y a une lumière pour nous guider, nous voyons que dans leurs premières perceptions, tous les peuples ont reconnu la propriété commune de la terre, et que la propriété privée est une usurpation, une création de la force et de la ruse.

Comme l'a dit M^me^ de Stael « La liberté est vieille. » On trouve toujours la justice, quand on cherche dans les anciens souvenirs.

CHAPITRE V.

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE AUX ÉTATS-UNIS.

Dans les périodes primitives nous trouvons que la terre est toujours considérée comme propriété commune. Et quand nous passons de ces temps reculés à notre propre époque, nous voyons que les idées naturelles sont les mêmes, et que lorsque nous sommes placés dans des circonstances affaiblissant l'effet de l'éducation et de l'habitude, nous reconnaissons instinctivement l'égalité du droit de tous aux libéralités de la nature.

La découverte de l'or en Californie amena dans ce pays des

hommes qui avaient été habitués à considérer la terre comme justement soumise à la propriété individuelle, et dont probablement pas un sur mille n'avait jamais pensé à faire une distinction entre la propriété de la terre et la propriété de toute autre chose. Mais pour la première fois dans l'histoire de la race anglo-saxonne, ces hommes se trouvèrent en contact avec une terre dont on pouvait tirer de l'or simplement en la lavant.

Si la terre qu'ils allaient ainsi exploiter avait été une terre cultivable, ou à pâture, ou une terre forestière, d'une richesse particulière; si cette terre avait tiré de sa situation au point de vue des intérêts commerciaux une valeur particulière; si on avait considéré la force motrice de ses rivières, ou même les mines de charbon, de fer, de plomb qu'elle renferme, ces hommes lui auraient appliqué le système auquel ils étaient accoutumés, et la terre devenue propriété privée aurait été partagée en vastes domaines, comme l'ont été, sans aucune protestation digne de ce nom, les terres *pueblo* de San-Francisco (celles qui en réalité avaient la plus grande valeur dans l'État) que la loi Espagnole avait mises de côté pour fournir des demeures aux futurs résidents de cette ville. Mais la nouveauté du cas rompit les idées habituelles, rejeta les hommes vers leurs idées primitives; et d'un commun accord, il fut déclaré que la terre renfermant de l'or resterait propriété commune, que personne ne pourrait en prendre plus qu'il n'en pouvait réellement exploiter, ni la conserver plus que le temps où il l'exploiterait. Cette idée de justice naturelle fut reconnue par le gouvernement général et les cours, et tant que l'exploitation des placers eut de l'importance, on ne fit aucun essai pour contrarier ce retour aux idées primitives. Le titre à la terre resta au gouvernement, et aucun individu ne put acquérir plus que ce qu'il possédait. Dans chaque district les mineurs fixaient la quantité de terrain que pouvait prendre un individu, et la somme de travail qui devait être dépensée pour constituer l'usage de la

terre. Si ce travail n'était pas fait, n'importe qui pouvait s'établir à nouveau sur le terrain.

Ainsi personne n'avait la permission d'accaparer ou de renfermer les ressources naturelles. On reconnaissait le travail comme le créateur de la richesse, on lui assurait le champ libre, et sa pleine récompense. Ce système n'aurait pas assuré la complète égalité des droits avec les conditions qui dominent dans la plupart des pays; mais avec les conditions qui existaient là, et qui existent encore — une population disséminée, un pays inexploré, et une occupation qui était une sorte de loterie, il assurait une justice suffisante. L'un pouvait tomber sur un dépôt extraordinairement riche, l'autre pouvait attendre vainement des mois et des années, mais tous avaient des chances égales. Personne n'avait la permission de prendre plus que sa part dans les bontés du Créateur. L'idée essentielle des règlements miniers était d'empêcher les accaparements et le monopole. Les lois des mines du Mexique sont fondées sur le même principe; il a été également adopté en Australie, dans la Colombie anglaise, dans les champs de diamants de l'Afrique du Sud, car il correspond à l'idée naturelle de la justice.

Avec la décadence des placers de la Californie, l'idée ordinaire de la propriété privée finit par prévaloir par l'adoption d'une loi permettant d'acquérir les terres à minerai. Le seul effet fut de fermer l'accès des forces et substances naturelles, de donner au possesseur d'un terrain minier le pouvoir de dire que personne autre ne pouvait faire usage de ce qu'il aimait mieux lui-même ne pas employer. Et dans bien des cas, un terrain minier est ainsi retiré de l'usage dans un but de spéculation, comme on soustrait à l'usage des lots à bâtir de valeur, et des terres cultivables. Mais en empêchant ainsi l'usage, en tendant à la terre renfermant des richesses minérales le même principe de propriété privée qui marque la tenure des autres terres, on n'a rien fait pour la sécurité des améliorations. Les plus grandes dépenses de capital pour ouvrir et développer les

miues — dépenses qui montent parfois à des millions de dollars — ont été faites sur des titres de possession.

Si les circonstances qui entouraient les premiers colons anglais dans l'Amérique du Nord avaient été telles qu'elles aient attiré leur attention *de novo* sur la question de la propriété de la terre, ils seraient, sans aucun doute, revenus aux premiers principes, comme ils sont revenus aux premiers principes en matière de gouvernement; et la propriété individuelle de la terre aurait été rejetée comme l'aristocratie et la monarchie l'ont été. Mais comme dans le pays dont ils venaient, ce système ne s'était pas encore complètement développé, ni ses effets complètement fait sentir, le fait d'avoir dans la nouvelle contrée un immense continent à coloniser, prévint toute question sur la justice et la politique de la propriété privée de la terre. Car dans un nouveau pays l'égalité semble suffisamment assurée si l'on empêche que quelqu'un prenne la terre à l'exclusion des autres colons.

Au premier abord on ne semble faire aucun mal en traitant cette terre comme une propriété absolue. Il y a assez de terre laissée pour ceux qui veulent la prendre, et l'on ne sent pas encore l'esclavage qui sort nécessairement, dans une période plus tardive du développement, de la possession individuelle de la terre.

Dans la Virginie et le Sud, où la colonisation eut un caractère aristocratique, le complément naturel des grandes propriétés qui se partagèrent la terre, fut introduit sous la forme d'esclaves nègres. Mais les premiers colons de la Nouvelle Angleterre divisèrent la terre comme, douze siècles auparavant, leurs ancêtres avaient divisé la terre de la Bretagne, donnant à chaque chef de famille son lot de ville et son lot à cultiver, pendant qu'au delà restait la terre commune libre. Pour ce qui regardait les grands propriétaires que les rois anglais essayèrent de créer par lettres patentes, les colons virent assez nettement l'injustice de cet essai de monopole, et aucun de ces

propriétaires ne prit une grosse part de leurs concessions; mais l'abondance de la terre empêche l'attention de se fixer sur le monopole que la possession individuelle de la terre, même lorsque les propriétés sont petites, doit impliquer quand la terre devient rare. Et c'est ainsi que la grande république du monde moderne a adopté au début de sa carrière une institution qui a ruiné les républiques de l'antiquité : c'est ainsi que le peuple qui proclame les droits inaliénables de tous les hommes à la vie, à la liberté, à la poursuite du bonheur, a accepté sans hésitation un principe qui, en niant les droits égaux et inaliénables au sol, niait finalement les droits égaux à la vie et à la liberté; c'est ainsi que le peuple qui, au prix d'une guerre sanglante, a aboli l'esclavage personnel, permet cependant à une forme plus dangereuse et plus générale de l'esclavage, de s'implanter chez lui.

Le continent semblait si grand, l'aire sur laquelle la population pouvait se répandre semblait si vaste, que familiarisés par l'habitude avec l'idée de la propriété privée de la terre, nous n'avons pas compris son injustice essentielle. Car non seulement ce fonds de terre non cultivée, a empêché qu'on ne sente l'effet complet de l'appropriation privée, même dans les districts les plus anciens, mais il a de plus empêché de voir l'injustice de la permission donnée à un homme de prendre plus de terre qu'il ne pouvait en cultiver afin de forcer ceux qui en avaient besoin de lui payer le privilège de l'usage, puisque d'autres à leur tour pouvaient obtenir également plus que leur part en allant plus loin. Bien plus, les fortunes qui sont sorties de l'appropriation de la terre, qui ont donc été bien réellement formées des taxes levées sur les salaires du travail, ont semblé être et ont été déclarées être le prix du travail. Dans tous les nouveaux États, et même le plus souvent dans les anciens, notre aristocratie foncière en est encore à sa première génération. Ceux qui ont bénéficié de l'accroissement de valeur de la terre avaient pour la plupart débuté dans la vie sans un

sou. Leurs grandes fortunes dont beaucoup sont évaluées à plusieurs millions, leur semblent à eux et à beaucoup d'autres, être la meilleure preuve de la justice des arrangements sociaux qui récompensent ainsi la prudence, la prévoyance, le travail, l'économie; en réalité ces fortunes ne sont que les gains du monopole, et sont nécessairement faites aux dépens du travail. Mais le fait que ceux qui s'enrichissent ainsi ont débuté comme ouvriers, cache la vérité, et le sentiment qui fait que chaque preneur de billet de loterie se réjouit en imagination de la valeur des lots, a empêché le pauvre lui-même de se révolter contre un système qui permettait ainsi à bien des hommes pauvres de devenir riches.

En résumé le peuple américain n'a pas vu l'injustice essentielle de la propriété privée de la terre, parce qu'il n'en avait pas encore senti tous les effets. Ce domaine public — la vaste étendue de terre encore à réduire à la possession privée, les communs immenses, vers lesquels se tournaient toujours les yeux des énergiques — a été le grand fait, qui, depuis le jour où les premiers colons débarquèrent sur la côte de l'Atlantique, a formé notre caractère national, et coloré notre pensée nationale. Ce caractère ne nous vient pas de ce que nous avons évité une aristocratie titrée et aboli le droit d'aînesse; de ce que nous élisons tous nos officiers depuis le directeur de l'école jusqu'au président; de ce que nos lois sont faites au nom du peuple au lieu de l'être au nom d'un prince; de ce que l'État ne connaît pas de religion, et de ce que nos juges ne portent pas de perruques; de ce que nous avons évité les maux que les orateurs populaires ont l'habitude de stigmatiser comme les effets des despotismes de l'ancien monde. L'intelligence générale, le bien-être général, l'activité de l'esprit d'invention, la faculté d'adaptation et d'assimilation, l'esprit d'indépendance et de liberté, l'énergie et la confiance en l'avenir, qui ont distingué notre nation, ne sont pas des causes mais des résultats sortis de la terre libre. Ce domaine public a été la force qui a changé le paysan en

ropéen économe et sans ambition en ce fermier de l'Ouest qui est si confiant en lui-même ; il a donné un sentiment de liberté même à l'habitant des cités populeuses, et a fait naître l'espérance même pour ceux qui n'ont jamais pensé à s'y réfugier. En Europe, l'enfant du peuple lorsqu'il arrive à l'âge d'homme trouve au banquet de la vie tous les sièges marqués « retenus, » et il doit lutter avec ses compagnons pour ramasser les miettes qui tombent, sans avoir seulement une chance sur mille de gagner, soit par la force, soit par la ruse, un siège. En Amérique, quelle que soit sa condition, il a toujours le sentiment que le domaine public est derrière lui ; et la connaissance de ce fait, agissant et réagissant, a pénétré notre vie nationale tout entière, lui donnant la générosité et l'indépendance, l'élasticité et l'ambition. Tout ce dont nous sommes fiers dans le caractère américain ; tout ce qui fait nos conditions d'existence et nos institutions meilleures que celles des vieux pays, nous pouvons l'attribuer au fait que la terre a été bon marché aux États-Unis, que les terres nouvelles étaient ouvertes à l'émigrant.

Mais voilà que nous avons atteint le Pacifique. Nous ne pouvons pas aller plus loin à l'ouest, et la population augmentant ne peut maintenant que se répandre au nord et au sud et remplir ce qui a été traversé. Au nord, elle remplit déjà la vallée de la Rivière Rouge, débordant dans celle de la Saskatchewan, et dans le territoire de Washington ; au sud, elle couvre le Texas occidental, et envahit les vallées arables du Nouveau-Mexique et d'Arizona.

La République est entrée dans une nouvelle période, période où le monopole de la terre fera sentir rapidement ses effets. Le grand fait qui a été si puissant a cessé d'être. Le domaine public a presque entièrement disparu, dans quelques années, l'influence de son existence, déjà si diminuée, sera détruite. Je ne veux pas dire qu'il n'y aura plus de domaine public. Car, pendant longtemps encore, des millions d'acres de terres publiques seront portés sur les livres du *Land departement*. Mais on doit

se rappeler que la meilleure partie du continent au point de vue agricole, est déjà occupée, et que c'est la terre la plus pauvre qui reste. On doit se rappeler que ce qui reste renferme les grandes étendues montagneuses, les déserts stériles, les hauts plateaux, bons seulement à faire des pâturages. Et l'on doit se rappeler que beaucoup de ces terres qui figurent sur les livres comme ouvertes à la colonisation, sont des terres non inspectées, qui ont été appropriées ou louées, ce qu'on ne sait que lorsque ces terres sont soumises à l'inspection. La Californie figure sur les livres du *Land department* comme le plus grand domaine de l'État, renfermant près de 100,000,000 acres de terre publique, quelque chose comme un douzième du domaine public entier. Et, cependant, cette même étendue est si bien occupée par des concessions de chemin de fer, ou par des établissements du genre de ceux dont je viens de parler; ou consiste en montagnes incultivables ou en plaines qu'il faudrait irriguer; ou bien encore est tellement monopolisée par des locations qui commandent l'eau, qu'en fait, il est difficile de désigner à l'émigrant une partie quelconque de l'État où il pourrait prendre une ferme, sur laquelle il pourrait travailler et faire vivre une famille; si bien que souvent l'émigrant, fatigué de chercher cette ferme, finit par acheter de la terre ou par la prendre à ferme. Ce n'est pas que la terre soit réellement rare en Californie, car, avec son autonomie, la Californie aura un jour une population égale à celle de la France, mais l'appropriation a été plus vite que le colon, et s'arrange pour garder l'avance sur lui.

Il y a douze ou quinze ans, feu le sénateur Ben Wade de l'Ohio a dit, dans un discours au Sénat des États-Unis, qu'à la fin de ce siècle, chaque acre de terre cultivable ordinaire aux États-Unis, vaudrait 50 dollars d'or. Il est déjà clair, que s'il se trompait en quelque chose, c'était en fixant une date trop éloignée. Dans les vingt et une années qui restent encore à passer pour atteindre la fin de ce siècle, si notre population

continue à augmenter dans les mêmes proportions que depuis la fondation de notre République, en en exceptant la période de la guerre civile, notre population de quarante-cinq millions environ, augmentera de sept millions sur les chiffres donnés par le recensement de 1870.

Il n'y a pas à mettre en doute la capacité des États-Unis pour supporter une pareille population, et des centaines de millions d'hommes en plus, et avec une organisation sociale convenable, pour les entretenir dans une aisance plus grande; mais en regard d'un tel accroissement de population, que reste-t-il du domaine public encore libre? Pratiquement, il cessera bientôt d'exister. Il se passera longtemps avant qu'il soit tout entier employé, mais très rapidement tout ce dont l'homme peut tirer quelque chose, aura un possesseur.

Mais les mauvais effets de cette appropriation par quelques-uns de la terre de tout un peuple, n'attendront pas la disparition finale de la terre publique pour se faire sentir. Il n'est pas nécessaire de les chercher dans l'avenir, nous pouvons les observer dès maintenant. Ils ont grandi avec nous et augmentent encore.

Nous labourons de nouveaux champs, nous ouvrons de nouvelles mines, nous fondons de nouvelles villes; nous ajoutons découverte sur découverte, nous utilisons invention après invention; nous construisons des écoles et dotons des collèges; et malgré cela il ne devient pas plus facile à la masse de notre peuple, de gagner de quoi vivre. Au contraire, cela devient plus difficile. La classe riche devient de plus en plus riche; mais la classe pauvre est de plus en plus dépendante. Le fossé qui sépare celui qui emploie de celui qui est employé, se creuse davantage; les contrastes sociaux sont plus grands; la voiture blasonnée apparaît en même temps que l'enfant mourant de faim. Nous commençons à prendre l'habitude de parler des classes ouvrières et des classes qui possèdent; les mendiants deviennent si communs que là où autrefois on regardait comme

un crime presque semblable à un vol, le refus d'un repas à celui qui en demandait un, la porte aujourd'hui est barricadée, le chien détaché, et qu'on fait contre les vagabonds des lois qui rappellent celles d'Henri VIII.

Nous nous appelons nous-mêmes le peuple le plus progressiste de la terre. Mais quelle sera la fin de notre progrès, si les fruits que nous recueillons aujourd'hui sur la route sont ceux-là?

Ils sont les résultats de la propriété privée de la terre — les effets d'une cause qui doit agir avec une force toujours croissante. Ce n'est pas que les travailleurs aient augmenté plus rapidement que le capital; ce n'est pas que la population dépasse les moyens de subsistance; ce n'est pas que les machines aient rendu « l'ouvrage rare; » ce n'est pas qu'il y ait un réel antagonisme entre le travail et le capital; c'est simplement que la terre a acpuis plus de valeur; que les conditions auxquelles le travail peut obtenir l'accès des substances et forces naturelles qui lui permettent seules de produire, deviennent de plus en plus dures. Le domaine public se resserre, diminue. La propriété de la terre se concentre. Le nombre de nos compatriotes qui n'ont pas de droit légal à la terre sur laquelle ils vivent, devient constamment plus grand.

Le *World* de New-York dit: « Un propriétaire ne résidant pas, comme en Irlande, commence à devenir la caractéristique de grands districts agricoles de la Nouvelle-Angleterre, propriétaire, ajoutant chaque année à la valeur nominale des fermes tenues à bail; augmentant chaque année la rente demandée, et dégradant le caractère des tenanciers. » Et la *Nation* faisant allusion au même pays, dit: « accroissement de la valeur nominale de la terre, rentes plus élevées, de moins en moins de fermes occupées par leurs propriétaires; un produit diminuant; des salaires plus bas; une population plus ignorante; un nombre croissant de femmes employées à des travaux extérieurs pénibles (signe le plus sûr d'une civilisation déclinante); et

une décadence croissante dans la manière de cultiver — voilà ce que beaucoup de faits forcent absolument à constater. »

On observe la même tendance dans les nouveaux États où les grandes étendues mises en culture rappellent les *latifundia* qui ruinèrent l'ancienne Italie. En Californie, une grande partie des fermes paient la rente chaque année, suivant des taux qui varient entre le quart ou la moitié de la récolte.

Les temps plus durs, les salaires plus bas, la pauvreté augmentant, que l'on observe aux États-Unis, ne sont que les résultats des lois naturelles que nous avons exposées, lois aussi universelles et aussi irrésistibles que la loi de gravitation. Nous n'avons pas établi la République, quand, en face des principautés et des puissances, nous avons lancé la déclaration des droits inaliénables de l'homme; nous n'établirons jamais la République tant que nous ne porterons pas dans la pratique cette déclaration, en assurant à l'enfant le plus pauvre naissant parmi nous, un droit égal à son sol natal! Nous n'avons pas aboli l'esclavage quand nous avons ratifié le Quatorzième Amendement; pour abolir l'esclavage, il faut que nous abolissions la propriété privée de la terre! A moins que nous revenions aux premiers principes, à moins que nous reconnaissions les perceptions naturelles d'équité, à moins que nous reconnaissions le droit égal de tous à la terre, nos institutions libres ne serviront de rien; nos écoles communes n'auront pas de résultat; nos découvertes et nos inventions ne feront qu'accroître la force qui écrase les masses.

LIVRE VIII

APPLICATION DU REMÈDE

Pourquoi hésiter ? Vous êtes des hommes faits,
Avec la volonté de Dieu implantée en vous, et du courage
Si vous osez seulement le montrer. Jamais encore on ne l'a voulu,
Mais trouvez quelque moyen de l'accomplir.
Car jamais la fortune ne refuse de servir celui qui ose.
Devons-nous, en présence de cette cruelle injustice,
Dans ce moment suprême entre tous,
Demeurer tremblants, abattus, quand, par un coup hardi,
.3 millions d'hommes gémissants pourraient être libres ?
Et ce coup serait si juste, si vraiment bienfaisant,
Il donnerait tant de bonheur à l'homme,
Que tous les anges applaudiraient à l'acte.

E. .. Taylor.

CHAPITRE PREMIER.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DE LA TERRE EST INCOMPATIBLE AVEC LE MEILLEUR EMPLOI DE LA TERRE.

Il est né de la tendance à confondre l'accidentel avec l'essentiel, une erreur, erreur que les légistes ont tout fait pour répandre, et que les économistes ont acceptée, sans chercher à l'exposer, et qui consiste à croire que la propriété privée de la terre est nécessaire au bon emploi de la terre, et que refaire de la terre une propriété commune, ce serait détruire la civilisation et revenir à la barbarie.

Cette erreur ressemble beaucoup à l'idée qui, suivant Charles Lamb, a si longtemps prévalu parmi les Chinois, après que l'odeur du porc rôti eût été accidentellement découverte dans

l'incendie de la hutte de Ho-Ti, et d'après laquelle, faire cuire un porc, c'était nécessairement mettre le feu à une maison. Mais, bien que dans sa charmante dissertation, Lamb demandât qu'il naquit un sage, pour enseigner au peuple qu'on peut rôtir un porc sans brûler les maisons, il n'est pas besoin d'un sage pour voir ce qui est nécessaire à l'amélioration de la terre : ce n'est pas la propriété absolue de la terre, mais la sécurité pour les améliorations. Ceci est évident, pour quiconque regarde autour de soi. Puisque, il n'est pas plus nécessaire de rendre un homme le propriétaire exclusif et absolu de la terre, pour lui permettre de l'améliorer, qu'il n'est nécessaire de brûler une maison pour faire rôtir un porc ; puisque faire de la terre une propriété privée, c'est un moyen aussi grossier, ruineux et incertain d'assurer son amélioration, que l'incendie d'une maison est un moyen grossier, ruineux et incertain de faire rôtir un porc, nous n'avons pas pour persister dans notre erreur l'excuse qu'avaient les Chinois de Lamb pour persister dans la leur. Avant qu'un sage ait inventé le gril grossier (qui, suivant Lamb, a précédé la broche et le four), personne ne connaissait une autre manière de faire cuire un porc, qu'en brûlant une maison. Mais, parmi nous, rien n'est plus commun que de voir la terre améliorée par ceux qui ne la possèdent pas. La majorité des terres de la Grande-Bretagne est cultivée par des fermiers, et la majorité des constructions de Londres, repose sur un terrain loué à bail ; et aux États-Unis, le même système prévaut partout plus ou moins. Ainsi, il est très ordinaire de voir l'usage séparé de la possession.

Est-ce que toutes ces terres ne seraient pas aussi bien cultivées si la rente allait à l'État ou à la municipalité, qu'elles le sont maintenant que la rente va aux individus? Si l'on n'admettait pas la propriété privée de la terre, si toutes les terres étaient occupées de cette façon, l'occupant ou l'exploitant payant une rente à l'État, la terre ne serait-elle pas cultivée et améliorée aussi bien et aussi sûrement qu'aujourd'hui? Il ne peut y avoir

à ces questions qu'une réponse : la terre serait naturellement aussi bien exploitée. Donc la reprise de la terre comme propriété privée n'empêcherait nullement le bon usage et l'amélioration de la terre.

Ce qui est nécessaire à l'usage de la terre ce n'est pas sa possession privée, c'est la sécurité pour les améliorations. Il n'est pas nécessaire de dire à un homme, « cette terre est à vous, » pour l'engager à la cultiver ou à l'améliorer. Il est seulement nécessaire de lui dire, « tout ce que votre travail ou votre capital produira sur cette terre est à vous. » Donnez à un homme l'assurance qu'il moissonnera, et il sèmera ; assurez-lui la possession de la maison dont il a besoin, et il la construira. La moisson et la maison sont les récompenses naturelles du travail. C'est en vue de la moisson que l'homme sème ; c'est pour posséder une maison que l'homme construit. La propriété de la terre n'a rien à voir avec cela.

C'est pour obtenir cette assurance, qu'au commencement de la période féodale, beaucoup de petits propriétaires firent l'abandon de la propriété de leurs terres à un chef militaire, les recevant ensuite en fief ou en dépôt, s'agenouillant tête nue devant le seigneur, les mains dans ses mains et jurant de le servir de leur vie, de leurs membres, avec honneur. On trouve des exemples semblables d'abandon de la possession de la terre, en échange de sécurité dans son emploi, en Turquie où une exemption particulière de l'impôt et des extorsions, s'attache au *vakouf* ou terres ecclésiastiques, et où l'on voit souvent un propriétaire vendre sa terre à une mosquée pour un prix nominal à condition qu'il restera comme fermier sur sa terre, en payant une rente fixée.

Ce n'est pas la magie de la possession, comme le dit Arthur Young, qui a changé les sables de la Flandre en champs féconds. C'est la magie de la sécurité du travail. Cette sécurité peut être obtenue par d'autres moyens que celui qui consiste à faire de la terre une propriété privée, de même qu'on peut obtenir la

chaleur nécessaire pour rôtir un porc, autrement qu'en brûlant une maison. La simple promesse que fit un landlord irlandais de ne réclamer pendant vingt ans, comme rente, aucune part du produit de leurs cultures, engagea les paysans irlandais à changer en jardins une montagne dénudée; sur la simple garantie d'une rente foncière fixe pour un nombre d'années, les bâtiments les plus luxueux de villes comme Londres et New-Yorck s'élèvent sur un terrain loué à bail. Si nous donnons à ceux qui améliorent la terre une garantie suffisante, nous pouvons en toute sécurité abolir la propriété privée de la terre.

La reconnaissance complète des droits communs à la terre ne contredit nullement la reconnaissance complète du droit individuel aux améliorations et aux produits. Deux hommes peuvent posséder un vaisseau sans le couper en deux. La propriété d'un chemin de fer peut être divisée en cent mille parts, et les trains courir sur les rails avec autant de précision que s'il n'y avait qu'un seul propriétaire. A Londres il s'est formé des compagnies pour posséder et administrer des propriétés foncières. Tout peut se passer comme aujourd'hui, quand bien même le droit commun à la terre serait reconnu, et que la rente formerait le revenu public. Il y a au centre de San-Francisco un lot de terrain auquel le peuple de la cité a des droits communs reconnus par la loi. Ce lot n'est pas divisé en parcelles infinitésimales, ou inoccupé. Il est couvert de belles constructions, propriétés privées d'individus qui sont là parfaitement tranquilles. La seule différence entre ce lot et ceux qui l'environnent, c'est que la rente de l'un va au fonds de l'école commune, tandis que la rente des autres va dans les poches des particuliers. Qui est-ce qui empêche que la terre de tout le pays soit possédée de la même façon par le peuple de tout le pays?

Il serait difficile de choisir une portion du territoire des États-Unis, où les conditions que l'on considère généralement comme nécessitant la réduction de la terre à la propriété privée, existent à un plus haut degré que sur les petites îles de Saint-Pierre

et Saint-Paul, dans l'archipel Aléoutien, acquises de la Russie par l'achat d'Alaska. Ce sont sur ces îles que s'accouplent les phoques, animaux si timides et si prudents, qu'à la moindre frayeur ils quittent leur refuge accoutumé pour n'y jamais revenir. Pour empêcher la destruction complète de ces animaux qui, pour l'homme, donnent seuls une valeur aux îles, non seulement il faut éviter de tuer les femelles et leurs petits, mais encore de faire aucun bruit, de décharger un pistolet ou de laisser aboyer un chien. Les hommes chargés de les tuer ne doivent pas être pressés, mais marcher tranquillement, au milieu des phoques qui longent la grève rocheuse, jusqu'à ce que les timides animaux si gauches sur terre, mais si gracieux dans l'eau, ne montrent plus d'autre signe de peur que de s'écarter paresseusement du chemin. Alors ceux qu'on peut tuer sans nuire à la réserve de l'avenir, sont soigneusement séparés et doucement conduits à l'intérieur des terres, hors de la vue et de l'ouïe du troupeau, et on les assomme. Ouvrir ce genre de pêche à quiconque voudrait tuer, — et ce serait alors l'intérêt de chacun de tuer autant de phoques que possible, sans s'occuper de l'avenir, — ce serait détruire en peu de temps tous les phoques de l'endroit, comme ont été détruits dans d'autres océans, d'autres genres de pêches. Mais il n'est pas nécessaire de faire de ces îles une propriété privée. Bien que pour des raisons beaucoup moins importantes, le grand domaine public du peuple américain ait été transformé en propriété privée aussi vite que possible, ces îles ont été louées au domaine public 317,500 dollars par an [1], pas beaucoup moins probablement qu'elles ont pu être vendues au temps de l'achat d'Alaska. Elles ont déjà rapporté deux millions et demi au Trésor national, et elles sont encore, avec leur valeur non altérée (car sous l'administration soigneuse de l'*Alaska fur Company*, les phoques augmentent plu-

[1] La rente fixée pour l'allocation à l'*Alaska Fur Company* est de 55,000 dollars par an, avec un paiement de 2 dollars 62 1/2 pour chaque peau, ce qui fait pour les 100,000 peaux, nombre fixé, 262,500 dollars, rente totale 317,500 dollars.

tût qu'ils ne diminuent), la propriété commune du peuple des États-Unis.

La reconnaissance de la propriété privée de la terre est si peu nécessaire au bon usage de la terre, que c'est le contraire qui est vrai. En traitant la terre comme propriété privée on entrave son bon emploi. Si la terre était traitée comme une propriété publique, elle serait exploitée et améliorée aussitôt que cela serait nécessaire pour son usage ou son amélioration, tandis que si on la traite comme propriété privée, le possesseur individuel a la permission d'empêcher les autres d'employer ou d'améliorer ce qu'il ne peut ou ne veut employer ou améliorer lui-même. Quand un titre de possession est disputé, la terre la meilleure reste sans être améliorée pendant des années; dans plusieurs parties de l'Angleterre l'amélioration des terres est arrêtée par la substitution, ceux qui les amélioreraient n'ayant aucune garantie; et de larges espaces de terrain qui, s'ils étaient propriété publique, seraient couverts de constructions et de récoltes, sont laissés en friche pour satisfaire le caprice du propriétaire. Dans les parties des États-Unis où la colonisation est la plus serrée, il y a assez de terre pour nourrir trois ou quatre fois notre population actuelle, mais cette terre reste improductive parce que ses propriétaires la conservent en vue de prix plus élevés et les émigrants sont forcés d'aller au delà de cette terre non cultivée, pour chercher des places où leur travail sera beaucoup moins productif. Dans toutes les villes on peut voir des lots de terrain inoccupés pour la même raison. Si le bon usage de la terre est la pierre de touche, la propriété privée de la terre est alors condamnée comme elle est condamnée par toute autre considération. C'est un moyen aussi ruineux et aussi incertain d'assurer le bon usage de la terre, que de brûler des maisons pour rôtir des porcs.

CHAPITRE II.

COMMENT LES DROITS ÉGAUX A LA TERRE PEUVENT ÊTRE AFFIRMÉS ET GARANTIS.

Nous avons attribué le besoin et la souffrance qui dominent partout parmi les classes ouvrières, les crises industrielles périodiques, la stagnation du capital, la tendance des salaires à baisser jusqu'au point où l'ouvrier meurt de faim, toutes choses qui se font sentir avec plus ou moins de force à mesure que le progrès matériel avance, au fait que la terre sur laquelle et de laquelle tous doivent vivre, est la propriété exclusive de quelques-uns.

Nous avons vu qu'il n'y a pas de remède possible à ces maux autres que l'abolition de leur cause; nous avons vu qu'au point de vue de la justice on ne peut défendre la propriété privée de la terre, qu'au contraire elle est condamnée comme la négation du droit naturel, qu'elle renverse la loi de la nature en faisant qu'à mesure que le développement social avance, des masses d'hommes sont condamnés à l'esclavage le plus dur et le plus dégradant.

Nous avons pesé chaque objection, nous avons vu que ni l'équité, ni l'utilité ne nous empêchent de faire de la terre une propriété commune en confisquant la rente.

Mais il reste une question de méthode. Comment ferons-nous cette transformation?

Nous satisferions la loi de la justice, nous satisferions toutes les exigences économiques, en abolissant d'un seul coup tous les titres privés, en déclarant toute la terre propriété publique, en la louant au plus offrant, à des conditions qui garantiraient de la façon la plus sacrée le droit privé aux améliorations.

Nous assurerions ainsi, dans un état plus complexe de société,

la même égalité de droits qui, dans un état plus simple, était assurée par un partage égal des terres; et en donnant l'usage de la terre à celui qui pourrait en retirer le plus, nous assurerions la plus grande production.

Ce projet, bien loin d'être une fantaisie sauvage et impraticable, a été accepté (avec la seule différence d'une compensation aux propriétaires actuels, concession irréfléchie, qui serait sans doute retirée après réflexion) par un penseur éminent, par Herbert Spencer, qui écrit ce qui suit (*Social Statics*, chap. IX, sect. VIII) :

« Une telle doctrine s'accorde avec l'état le plus élevé de civilisation; elle peut être mise en pratique sans entraîner pour cela la communauté des biens, et sans causer une révolution bien sérieuse dans les arrangements existants. Le changement demandé serait seulement un changement de propriétaires. La propriété séparée se fondrait dans la grande propriété indivise du public. Au lieu d'être en la possession d'individus, le pays serait possédé par une grande corporation — la société. Au lieu de louer des acres de terrain à un propriétaire isolé, le fermier les louerait à la nation. Au lieu de payer sa rente à l'agent de sir John ou de sa Grâce, il la paierait à un agent, à un délégué de la communauté. Les intendants seraient des officiers publics au lieu d'être des employés privés, et la jouissance par bail serait la seule manière de louer la terre. Un état de choses ainsi ordonné serait en parfaite harmonie avec la loi morale. Tous les hommes seraient également propriétaires, tous les hommes seraient également libres de devenir tenanciers... Donc, avec un tel système, la terre pourrait être occupée et cultivée en restant soumise à la loi de la liberté égale. »

Mais ce plan, bien que parfaitement réalisable, ne me semble pas le meilleur. Ou plutôt je propose d'accomplir la même chose d'une manière plus simple, plus facile, plus tranquille, que celle qui consisterait à d'abord confisquer toutes les terres, puis à les remettre aux plus offrants.

Pour faire cela il faudrait inutilement heurter les coutumes et habitudes actuelles de la pensée, ce qui est toujours à éviter.

Pour faire cela, il faudrait inutilement étendre le mécanisme gouvernemental, ce qui est à éviter.

C'est un axiome de gouvernement, compris et appliqué par les fondateurs heureux de tyrannie, que c'est en conservant les vieilles formes qu'on accomplit les plus grands changements. Nous, qui voulons être des hommes libres, nous devons prendre en considération cette vérité. C'est la méthode naturelle. Quand la nature voulait faire un type d'ordre plus élevé, elle prenait un type inférieur et le développait. Ceci est également la loi du développement social. Travaillons d'après cette loi. En ayant pour nous le courant nous pouvons glisser vite et loin. En l'ayant contre nous, la lutte est pénible et le progrès lent.

Je ne propose ni d'acheter ni de confisquer la propriété privée de la terre. L'un serait injuste; l'autre serait inutile. Que les individus qui maintenant possèdent, conservent, si cela leur est nécessaire, la possession de ce qu'ils appellent *leur terre*. Qu'ils continuent à l'appeler *leur* terre. Qu'ils l'achètent et qu'ils la vendent, qu'ils la lèguent ou la divisent. Nous pourrons leur laisser l'enveloppe si nous prenons l'amande. *Il n'est pas nécessaire de confisquer la terre; il est seulement nécessaire de confisquer la rente.*

Et pour prendre la rente pour des usages publics, il n'est pas non plus nécessaire que l'État s'embarrasse de la location des terres, et assume les chances du favoritisme, de la connivence, de la corruption qui pourraient en résulter. Il n'est pas nécessaire de créer aucun nouveau rouage administratif. Le mécanisme existe déjà. Au lieu de l'augmenter, tout ce que nous avons à faire c'est de le simplifier et de le réduire. En laissant aux propriétaires tant pour cent de la rente, ce qui serait probablement moins que le coût et la perte occasionnés par la perception de la rente par l'État, et en se servant du mé-

canisme existant, nous pourrions sans bruit ni choc, affirmer le droit commun à la terre, en prenant la rente pour les besoins publics.

Nous prenons déjà une partie minime de la rente par des impôts. Nous n'avons qu'à faire quelques changements dans nos modes de taxation pour la prendre tout entière.

Donc, ce que je propose comme le remède simple mais souverain, qui élèvera les salaires, augmentera les profits du capital, détruira le paupérisme, abolira la pauvreté, donnera un emploi rémunérateur à celui qui en désirera, donnera libre carrière aux facultés humaines, diminuera le crime, élèvera la morale, le goût et l'intelligence, purifiera le gouvernement, et portera la civilisation à des hauteurs plus nobles encore, c'est — *d'approprier la rente par des impôts.*

De cette manière l'État pourra devenir le landlord universel, sans s'appeler lui-même ainsi, et sans assumer aucune fonction nouvelle. Dans la forme, la propriété de la terre restera ce qu'elle est maintenant. Aucun propriétaire ne sera dépossédé; on n'aura besoin de formuler aucune restriction à la quantité de terre que pourra posséder chacun. Car la rente étant prise par des taxes par l'État, la terre, sous quelque nom qu'elle soit possédée, et n'importe sa division, sera réellement propriété commune, et chaque membre de la communauté aura sa part aux avantages de la propriété.

Maintenant, comme la taxe de la rente, ou des valeurs foncières, doit nécessairement être augmentée en même temps que nous abolissons les autres taxes, nous pouvons donner à la proposition une forme pratique et dire :

Abolissons tous les impôts, sauf celui sur les valeurs foncières.

Comme nous l'avons vu, au commencement de la civilisation la valeur de la terre n'est rien, mais à mesure que la société se développe par l'accroissement de la population et le progrès de l'industrie, cette valeur devient de plus en plus grande. Dans

tous les pays civilisés, même les plus nouveaux, la valeur de la terre, prise dans son ensemble, est suffisante pour supporter les dépenses complètes du gouvernement. Dans les pays les plus développés, elle est plus que suffisante. Donc il ne sera pas suffisant de mettre simplement tous les impôts sur la valeur de la terre. Il sera nécessaire, là où la rente excède les revenus gouvernementaux actuels, d'augmenter d'une manière commensurable la somme demandée en impôts, et de continuer cette augmentation à mesure que la société et la rente progresseront. Mais ceci est si naturel et si facile à faire qu'on peut le considérer comme impliqué, ou au moins sous-entendu, dans la proposition de mettre toutes les taxes sur les valeurs foncières. C'est le premier pas à faire sur le terrain où doit être engagée la lutte pratique. Quand le lièvre est pris et tué, sa cuisson suit naturellement. Quand le droit commun à la terre est si bien reconnu que tous les impôts sont abolis sauf ceux qui tombent sur la rente, la collecte des revenus publics laissée aux propriétaires particuliers, n'est pas loin de revenir à l'État.

L'expérience m'a appris (car voilà plusieurs années que j'essaie de populariser cette proposition) que partout où l'idée de concentrer toutes les taxes sur les valeurs foncières, est considérée avec un peu d'attention, elle fait invariablement son chemin, mais que les classes qui en retireraient le plus grand bénéfice, voient rarement, dès le commencement, ou au bout d'un certain temps, la pleine signification et la portée de la proposition. Il est difficile pour les ouvriers de laisser de côté l'idée qu'il y a un réel antagonisme entre le capital et le travail. Il est difficile d'enlever aux petits fermiers et aux petits propriétaires résidents, l'idée que mettre toutes les taxes sur la valeur de la terre, ce serait les taxer injustement. Il est difficile pour ces deux classes, de rejeter l'idée qu'exempter le capital de toute taxe ce serait faire le riche plus riche et le pauvre plus pauvre. Ces idées naissent d'une pensée confuse. Mais derrière l'ignorance et le préjugé il y a un intérêt puissant qui a jus-

qu'ici dominé la littérature, l'éducation et l'opinion. Une grande injustice meurt toujours difficilement et la grande injustice qui dans tous les pays civilisés condamne des masses d'hommes à la pauvreté et au besoin, ne disparaîtra pas sans une lutte difficile.

Je ne crois pas que le lecteur qui m'a suivi jusqu'ici soit accessible aux idées qui précèdent ; mais puisque toute discussion populaire doit avoir pour sujet le concret plutôt que l'abstrait, qu'il me soit permis de demander au lecteur de me suivre plus loin encore, afin que nous puissions soumettre le remède que j'ai proposé à l'épreuve des règles acceptées de l'impôt. Nous pourrons par là envisager la question sous bien des aspects qui sans cela nous échapperaient.

CHAPITRE III.

ÉPREUVE DE LA PROPOSITION PAR LES RÈGLES DE L'IMPÔT.

La meilleure taxe pouvant fournir les revenus publics est évidemment celle qui est la plus conforme aux conditions suivantes :

1. Porter aussi légèrement que possible sur la production, afin d'arrêter le moins possible l'accroissement du fonds général qui doit fournir la taxe et soutenir la population.

2. Être facilement et économiquement recueillie, et aussi directement que possible de celui qui doit payer en dernier lieu, afin de prendre au peuple aussi peu que possible en plus de ce qui revient à l'État.

3. Être certaine, afin de donner moins d'occasions de tyrannie ou de corruption de la part des officiers, et moins de tentations aux contribuables d'enfreindre ou de tourner la loi.

4. Porter également, afin qu'aucun citoyen n'ait un avantage ou un désavantage en comparaison des autres.

Examinons quelle forme d'impôt s'accorde le mieux avec ces conditions. Quelle qu'elle soit, ce sera évidemment la meilleure manière de lever les revenus publics.

I. — Effet des impôts sur la production.

Tous les impôts doivent évidemment venir du produit de la terre et du travail, puisque la richesse n'a pas d'autre source que l'union de l'activité humaine avec les forces et les substances de la nature. Mais la manière dont une même somme d'impôt est répartie, peut affecter très différemment la production de la richesse. La taxe qui amoindrit la récompense du producteur, doit nécessairement diminuer la force du stimulant à la production; la taxe qui pèse sur l'acte de production, ou sur l'usage de l'un des trois facteurs de la production décourage nécessairement la production. Ainsi les impôts qui diminuent les gains du travailleur, ou les revenus du capitaliste, tendent à rendre l'un moins travailleur et moins intelligent, l'autre moins disposé à épargner et à placer. La taxe qui pèse sur les procédés de production, oppose un obstacle artificiel à la création de la richesse. La taxe qui pèse sur le travail en tant qu'il se fait, sur la richesse en tant que richesse employée comme capital, sur la terre en tant que terre cultivée, tendra évidemment à décourager la production beaucoup plus puissamment que ne le ferait une taxe rapportant la même somme et levée sur les ouvriers, qu'ils travaillent ou qu'ils jouent, sur la richesse, qu'elle soit employée productivement ou improductivement, ou sur la terre, qu'elle soit cultivée ou laissée en friche.

Le mode d'imposition est, de fait, presque aussi important que la somme. De même qu'un petit fardeau mal placé peut gêner beaucoup un cheval qui porterait facilement un fardeau beaucoup plus considérable bien placé, de même un peuple peut être appauvri dans son pouvoir de produire la richesse détruite par l'impôt, tandis que cet impôt, s'il était levé d'une autre

manière, serait facilement supporté. Un impôt sur les dattiers, inventé par Mohammed Ali, fit que les fellahs égyptiens coupèrent leurs arbres, mais une taxe double imposée sur la terre n'aurait pas produit le même résultat. La taxe de dix pour cent mise sur toutes les ventes par le duc d'Albe dans les Pays-Bas, aurait arrêté, si elle avait été conservée, tout échange, tout en rapportant peu.

Mais nous n'avons pas besoin de donner plus d'exemples étrangers à notre pays. La production de la richesse est bien amoindrie aux États-Unis par les taxes qui portent sur la façon dont elle se produit. La construction des navires où nous excellions a été entièrement supprimée en ce qui concerne le commerce étranger, et bien des branches de production et d'échange ont été sérieusement atteintes par des taxes qui détournent l'industrie de formes plus productives pour l'appliquer à des formes moins productives.

Cet arrêt de la production suit d'une façon caractéristique, à un degré plus ou moins grand, l'application de toutes les taxes par lesquelles sont levés les revenus des gouvernements modernes. Toutes les taxes sur les manufactures, sur le commerce, sur le capital, produisent cet arrêt. Leur tendance est la même que celle de la taxe de Mohammed Ali sur les dattiers, bien que leur effet puisse être moins visible.

Toutes les taxes du même genre ont une tendance à réduire la production de la richesse, et on ne devrait donc jamais y avoir recours quand il est possible de lever de l'argent par des taxes qui n'arrêtent pas la production. Cela devient possible quand la société se développe et que la richesse s'accumule. Les impôts qui pèsent sur l'ostentation mettent simplement dans le Trésor public ce qui autrement serait dépensé en vaine parade pour l'amour de la parade; et les impôts sur les testaments des riches n'auraient probablement que peu d'effet pour arrêter le désir de l'accumulation qui, lorsqu'il s'est emparé d'un homme, devient une passion aveugle. Mais la grande catégorie des taxes

dont peut être tiré le revenu public, sans entraver la production, ce sont les impôts sur les monopoles, car le profit du monopole est en lui-même une taxe levée sur la production, et le taxer, c'est simplement faire entrer dans les coffres publics ce que la production doit toujours payer.

Il y a parmi nous différentes sortes de monopoles. Il y a par exemple les monopoles temporaires créés par les patentes et les lois sur la propriété littéraire. Il serait extrêmement injuste et maladroit de les taxer, car ils ne sont que la reconnaissance du droit du travail à ses productions non tangibles, et constituent la récompense de l'invention et du travail littéraire ou scientifique. Il y a également les monopoles onéreux, auxquels j'ai fait allusion dans le chapitre IV du livre III, et qui résultent de l'agrégation des capitaux dans les affaires qui sont de la nature des monopoles. Mais comme il serait extrêmement difficile, sinon impossible, de lever des taxes par une loi générale, de façon à ce qu'elles pèsent exclusivement sur les revenus de semblables monopoles, et ne se transforment pas en taxes sur la production ou sur l'échange, il vaudrait beaucoup mieux que ces monopoles soient abolis. Ils naissent en grande partie de défectuosités législatives; par exemple, si les marchands de San-Francisco sont forcés de payer plus pour les marchandises envoyées directement de New-York à San-Francisco par la voie de l'Isthme, qu'il ne faut payer pour les envoyer par bateau de New-York à Liverpool ou à Southampton puis de là à San-Francisco, la raison dernière en est dans les lois « protectionistes » qui font qu'il est si coûteux de construire des steamers américains, et qui empêchent les steamers étrangers de faire le transport des marchandises entre les ports américains. La raison qui fait que les résidents de l'État de Nevada sont forcés de payer autant, que leurs marchandises viennent de l'Est, ou qu'elles soient portées à San-Francisco, puis ramenées, c'est que l'autorité qui empêche les extorsions de la part des charretiers de louage, ne s'exerce pas sur une compagnie

de chemin de fer. Et l'on peut dire généralement que les affaires qui par leur nature sont des monopoles, font à proprement parler, partie des fonctions de l'État, et devraient être exercées par l'État. Le gouvernement, par la même raison, devrait transmettre les messages télégraphiques, comme les lettres; et les chemins de fer, appartenir au public comme les routes communes.

Mais tous les autres monopoles ne sont rien, en étendue, en comparaison du monopole de la terre. Et la valeur foncière exprimant un monopole pur et simple, elle est sous tous les rapports bonne à taxer. C'est-à-dire que, pendant que la valeur d'un chemin de fer, ou d'une ligne télégraphique, le prix du gaz ou d'un médicament breveté, peuvent exprimer le prix du monopole, ils sont aussi l'expression de l'effort du travail ou du capital, tandis que la valeur de la terre, ou la rente économique, comme nous l'avons vu, n'est nullement fait d'un de ces facteurs, et n'exprime rien que l'avantage de l'appropriation. Les taxes levées sur la valeur de la terre ne peuvent, au plus petit degré, arrêter la production, à moins qu'elles n'excèdent la rente, ou la valeur de la terre prise annuellement, car, différentes en cela des taxes sur les marchandises, sur l'échange, ou sur le capital, elles ne pèsent pas sur la production. La valeur de la terre n'exprime pas la récompense de la production, comme le fait la valeur des moissons, du bétail, ou des constructions, ou de toutes les choses qui sont comprises sous le nom de propriété personnelle, et améliorations. Elle exprime la valeur d'échange du monopole. Elle n'est dans aucun cas la création de l'individu qui possède la terre; elle est créée par la croissance de la communauté. Donc la communauté peut la prendre tout entière sans diminuer aucunement le stimulant à l'amélioration, ou la production de la richesse. On peut imposer la terre jusqu'à ce que toute la rente soit prise par l'État, sans réduire le salaire du travail ou le profit du capital; sans augmenter d'un centime le prix d'une seule marchandise, sans rendre en aucune façon la production plus difficile.

Bien plus. Non seulement les impôts sur les valeurs foncières n'arrêtent pas la production comme le font la plupart des autres taxes, mais ils tendent à augmenter la production en détruisant la rente de spéculation. On peut voir comment la rente de spéculation arrête la production, non seulement par la terre ayant de la valeur et soustraite à la culture, mais par les paroxysmes de crise industrielle qui, ayant pour origine la hausse de spéculation des valeurs foncières, se propagent sur tout le monde civilisé, paralysant partout l'industrie, et causant plus de ruine et probablement plus de souffrance que n'en causerait une guerre générale. Les impôts qui prendraient la rente pour des usages publics, éviteraient tout cela! car si la taxe de la terre égalait presque la rente qu'elle produit, personne ne pourrait offrir de la prendre alors qu'on ne la cultiverait pas; et en conséquence, la terre qui ne serait pas employée resterait ouverte à ceux qui voudraient en faire usage. La colonisation serait plus serrée et, en conséquence, le travail et le capital pourraient produire plus avec le même effort. L'intrus au ratelier, qui, dans ce pays surtout, ruine la puissance productive, serait étranglé.

Par son effet sur la distribution, la confiscation de la rente pour les usages publics, stimulerait avec plus de force encore la production de la richesse. Mais nous parlerons plus tard de ce côté de la question. Il est suffisamment évident que par rapport à la production, l'impôt sur la valeur de la terre est le meilleur impôt qu'on puisse établir. Imposez les fabriques et vous arrêtez la fabrication; imposez les améliorations et vous arrêtez les améliorations; imposez le commerce, et vous empêcherez l'échange; imposez le capital et vous le bannirez. Mais vous pouvez prendre par l'impôt toute la rente de la terre, et le seul effet de cette mesure sera de stimuler l'industrie, d'ouvrir de nouveaux débouchés au capital, et d'augmenter la production de la richesse.

II. — Facilité et économie de la Perception.

A l'exception peut-être de certaines licences, et de certains droits de timbre, qui peuvent en quelque sorte se percevoir d'eux-mêmes, mais qui ne forment qu'une fraction minime du revenu, l'impôt sur les valeurs foncières peut être perçu plus facilement et plus économiquement que tout autre. Car la terre ne peut être ni cachée ni enlevée; on peut rapidement fixer sa valeur, et l'imposition une fois fixée, il ne faut plus qu'un recenseur pour en faire la perception.

Et comme sous tous les systèmes fiscaux, une partie du revenu public provient de taxes sur la terre, et que les rouages de ce genre de perception existent, et peuvent tout aussi bien fonctionner pour l'ensemble que pour la partie, le coût de la perception du revenu obtenu par d'autres taxes pourrait être entièrement économisé en substituant la taxe sur les valeurs foncières aux taxes sur les autres valeurs. On peut se faire une idée de l'énorme économie ainsi réalisée en pensant à la horde d'officiers employés aujourd'hui à recueillir les impôts.

Cette économie réduirait largement la différence entre ce que les impôts coûtent au peuple et ce qu'ils rapportent, mais la substitution à tous les autres impôts d'un impôt sur les valeurs foncières, réduirait cette différence d'une façon plus importante encore.

Un impôt sur les valeurs foncières n'ajoute pas aux prix, et est par conséquent directement payé par les personnes sur lesquelles il pèse; au lieu que toutes les taxes sur des choses en quantité non fixée, augmentent les prix, et dans le cours de l'échange, sont transportées du vendeur à l'acheteur, augmentant dans cette marche. Si nous mettons une taxe sur l'argent prêté, comme nous avons souvent essayé de le faire, le prêteur mettra la taxe à la charge de l'emprunteur, et l'emprunteur devra la payer ou n'obtiendra pas de prêt. Si l'emprunteur met

l'argent dans ses affaires, il fera, à son tour, payer la taxe par les chalands, car sans cela ses affaires ne seraient pas profitables. Si nous mettons une taxe sur les constructions, ceux qui usent de ces constructions doivent finalement payer la taxe, car la construction de maisons cesserait si la rente fournie par ces maisons n'était pas assez élevée pour donner un profit ordinaire et pour payer la taxe. Si nous imposons les marchandises manufacturées ou importées, le fabricant ou l'importateur chargeront le prix des marchandises vendues au courtier, le courtier le prix des marchandises vendues au détaillant, et le détaillant le prix des choses achetées par le consommateur. Et alors le consommateur, sur lequel pèsera, en fin de compte, la taxe, devra non seulement payer le montant de l'impôt, mais encore un profit sur ce montant, à quiconque l'aura avancé, car chaque vendeur réclame aussi bien un profit sur le capital qu'il a avancé en payant la taxe, qu'un profit sur le capital qu'il a avancé en payant les marchandises. Les cigares de Manille coûtent, quand ils sont achetés à l'importateur à San-Francisco 70 dollars le mille, sur cette comme il y a 14 dollars pour le prix des cigares apportés dans le port, et 56 dollars pour les droits de douane. Mais le commerçant qui achète ces cigares pour les revendre doit calculer son profit non sur les 14 dollars prix réels des cigares, mais sur les 70 dollars, coût du cigare plus les droits d'entrée. De cette manière toutes les taxes qui s'ajoutent aux prix sont transférées de main en main, augmentant dans ce mouvement, jusqu'à ce qu'elles tombent finalement sur les consommateurs, qui paient ainsi beaucoup plus que ne reçoit le gouvernement. De plus les taxes élèvent le prix en augmentant le coût de la production et en arrêtant l'offre. Mais la terre n'est pas une chose de production humaine, et les impôts sur la rente de la terre ne peuvent arrêter la production. Donc, bien qu'une taxe sur la rente force les propriétaires à payer plus, elle ne leur donne aucun pouvoir d'obtenir plus pour l'usage de la terre, parce qu'elle ne tend en aucune façon à ré-

...ire l'offre de la terre. Au contraire, en forçant ceux qui re-...nent la terre par spéculation, à la vendre ou à la laisser pour ...qu'ils peuvent en recevoir, la taxe sur les valeurs foncières ...d à accroître la compétition entre les propriétaires, et à ré-...ire ainsi le prix de la terre.

Ainsi, à tous les points de vue, un impôt sur la terre est l'im-...t le plus économique par lequel on puisse obtenir un grand ...enu, par lequel le gouvernement puisse obtenir le revenu net ...plus considérable par rapport à la somme prise au peuple.

III. — Certitude de l'Impôt.

La certitude est un élément important de l'imposition, car de ...me que la perception d'une taxe dépend de la diligence et de ...probité des receveurs, et de l'esprit public, et de l'honnêteté ...ceux qui la paient, de même sont offertes d'un côté des oc-...sions d'arbitraire et de corruption, et de l'autre des occasions ...défaites et de fraudes.

Les méthodes par lesquelles sont perçues le gros de nos taxes ...nt condamnées à ce point de vue, sinon à d'autres. Les grosses ...rruptions et fraudes occasionnées aux États-Unis par l'impôt ...r le whisky et le tabac, sont bien connues; les évaluations ...jours trop basses de la Douane, les rentrées ridiculement ...exactes de l'impôt sur le revenu, et l'impossibilité absolue ...avoir quelque chose ressemblant à une juste évaluation de la ...opriété personnelle, sont des faits notoires. La perte maté-...elle qu'occasionnent de telles taxes, la somme additionnelle ...'elles font certainement payer au peuple en plus de la somme ...l'impôt, et qui n'est pas reçue par le gouvernement, est très ...ande. Quand, à l'époque où régnait en Angleterre le système ...lecteur, ses côtes étaient bordées d'une armée d'hommes ...ayant d'empêcher la contrebande, et d'une autre armée ...ommes essayant de faire la contrebande, il est évident que ...tretien de ces deux armées devait retomber sur le travail

et sur le capital; et que les dépenses et les profits des contre- handiers, de même que la paie et les pourboires des douaniers formaient une taxe levée sur l'industrie, en plus de la taxe reçue par le gouvernement. Et de même tous les pots-de-vin donnés à ceux qui répartissent l'impôt et aux douaniers; toutes les sommes données pour élire des officiers faciles, pour se procurer des actes et des décisions pour échapper à l'impôt; tous les modes coûteux de transport ou de fabrication évitant de payer les droits; toutes les dépenses d'agent de police, d'espion de procédures légales, de punitions, pesant non seulement sur le gouvernement mais sur ceux qui sont poursuivis, sont aussi bien pris que les taxes sur le fonds général de richesse, sans rien ajouter au revenu.

Et cependant ceci n'est encore que la moindre partie de la dépense. Les taxes qui manquent de l'élément de la certitude ont une terrible influence sur la morale. Nos lois sur le budget dans leur ensemble, peuvent bien être appelées : « Lois pour encourager la corruption des officiers publics, pour supprimer l'honnêteté et exciter la fraude, pour primer le parjure et la subornation du parjure, et pour séparer l'idée de loi de l'idée de justice. » C'est là leur vrai caractère, et elles accomplissent admirablement leur œuvre. Un serment de douane est devenu un mot connu; nos répartiteurs de l'impôt jurent régulièrement d'imposer toute propriété suivant sa valeur pleine, véritable et négociable, et en général n'en font rien; des hommes qui s'enorgueillissent de leur honneur personnel et commercial corrompent les percepteurs et leur font de faux rapports; et l'on a sans cesse devant les yeux le spectacle démoralisant d'une même cour jugeant un jour un meurtrier et le lendemain un vendeur de lumettes de contrebande!

Ces modes d'impôts sont si incertains et si démoralisants que la commission de New-York, composée de David A. Wells, d'Edward Dodge et de Georges W. Cuyler, qui étudia la question des impôts dans l'État proposa de substituer à la plupart des taxes

ires que l'impôt foncier, une taxe arbitraire sur chaque individu, estimée sur la valeur de rente du local habité.

Mais il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une répartition bitraire de l'impôt. La taxe sur les valeurs foncières qui est moins arbitraire de toutes les taxes, possède au plus haut gré l'élément de la certitude. Elle peut être répartie et perçue ec une précision qui participe du caractère immuable et impossible à cacher de la terre elle-même. Les taxes levées sur terre peuvent être perçues jusqu'au dernier centime, et bien e la répartition de l'impôt foncier soit aujourd'hui souvent égale, la répartition de l'impôt sur la propriété personnelle est en plus inégale, et ces inégalités dans la répartition de l'impôt r la terre naissent en grande partie de ce que l'on taxe les éliorations avec la terre, et de la démoralisation qui, venant s causes déjà citées, affecte le système entier de l'impôt. Si sles impôts étaient placés sur les valeurs foncières, en dehors s améliorations, le système de taxation serait si simple et si ir, l'attention publique se fixerait si facilement, que l'évaation de l'impôt pourrait être et serait faite avec la même certude que le prix qu'un vendeur recevrait d'un lot de terrain ait être déterminé par un expert.

IV. — L'égalité devant l'impôt.

La règle d'Adam Smith est que « les sujets de chaque État oivent contribuer à entretenir le gouvernement, autant que ssible d'après leurs fortunes respectives; c'est-à-dire suivant revenu dont ils jouissent respectivement sous la protection l'État. » Chaque taxe, continue-t-il, qui ne pèse que sur la nte, ou seulement sur les salaires, ou seulement sur l'intérêt nécessairement inégale. L'idée générale que chacun devrait yer des impôts suivant ses moyens, ou en proportion de son venu, est bien d'accord avec cette règle, bien que nos systmes de tout taxer essaient vainement de l'appliquer.

Mais en tenant compte des difficultés insurmontables que

présenterait cette manière de taxer chacun suivant ses moyen
il est évident qu'on ne peut pas atteindre la justice de cette ma
nière.

Voilà, par exemple, deux hommes ayant des revenus égaux
l'un ayant une famille nombreuse, et l'autre n'ayant personn
à nourrir que lui-même. Les taxes indirectes tomberont tr
inégalement sur ces deux hommes, parce que l'un ne peut p
éviter les impôts sur la nourriture, les vêtements, etc., con
sommés par sa famille, tandis que l'autre ne fait que payer l
impôts sur les objets qu'il consomme lui-même. Mais supposo
que les impôts soient levés directement, et que chacun paie
même somme. Là encore il y aura une injustice. Le revenu d
l'un est chargé de nourrir six, huit ou dix personnes; le reven
de l'autre n'a qu'à entretenir une seule personne. Et, à moi
qu'on ne pousse la doctrine de Malthus à ce point extrême o
l'on considère l'élevage d'un nouveau citoyen comme nuisant
l'État, il y a là une grosse injustice.

Mais on peut dire qu'il y a là une difficulté insurmontable
que c'est la nature elle-même qui fait naître les hommes sa
ressources et charge leurs parents de les nourrir, donnant
ceux-ci en échange, du plaisir et de grandes récompense
Très bien, revenons à la nature et lisons dans sa loi les man
dats de la justice.

La nature donne au travail et au travail seul. Dans un jar
din de l'Éden même, l'homme mourrait de faim sans l'activit
humaine. Voici deux hommes ayant des revenus égaux, ceu
de l'un venant de l'exercice de son travail, ceux de l'autre ve
nant de la rente de la terre. Est-il juste qu'ils contribuent éga
lement aux dépenses de l'État? Évidemment non. Le revenu d
l'un représente la richesse qu'il crée et qu'il ajoute à la richess
générale de l'État; le revenu de l'autre représente simplemen
la richesse qu'il prend au stock général sans rien donner e
retour. Le droit de l'un à la jouissance de son revenu repos
sur la garantie de la nature, qui donne de la richesse au tra

ail; le droit de l'autre à la jouissance de son revenu est un imple droit fictif, création d'une réglementation municipale, ui est inconnu et non reconnu de la nature. Le père auquel on it qu'avec son travail il doit élever ses enfants, doit acquiescer ar tel est le décret naturel; mais il peut demander avec jus- ce qu'on n'enlève pas un centime au revenu gagné par son avail, aussi longtemps qu'il reste un centime des revenus qui nt les gains du monopole des substances et forces que la na- re offre impartialement à tous, et auxquels ses enfants ont, r droit de naissance, droit à une part égale.

Adam Smith dit des revenus qu'on en a « la jouissance sous protection de l'État; » et c'est le terrain sur lequel on se ace généralement pour insister sur l'imposition égale de toutes s espèces de propriété — elles sont également protégées par l'État. La base de cette idée est évidemment que la jouissance e la propriété est rendue possible par l'État, qu'il y a une va- ur créée et maintenue par la communauté, valeur à laquelle a doit justement faire appel pour parer aux dépenses de la mmunauté. De quelles valeurs ceci est-il vrai? Seulement de valeur foncière. Celle-ci ne nait que lorsque la communauté st formée, et dissemblable en cela des autres valeurs, elle croit ec la communauté. Elle existe seulement si la communauté iste. Éparpillez à nouveau la plus grande communauté, et la rre qui aujourd'hui a tant de valeur, n'aura plus aucune va- ur. La valeur de la terre monte avec chaque accroissement population; elle tombe avec chaque diminution. Ceci n'est ai que des choses qui, comme la propriété de la terre, sont r nature des monopoles.

L'impôt sur les valeurs foncières est donc le plus juste et le lus équitable des impôts. Il pèse seulement sur ceux qui reçoi- ent de la société un avantage particulier et de valeur, et sur ux en proportion de l'avantage qu'ils reçoivent. C'est la prise r la communauté, pour l'usage de la communauté, de cette aleur qui est la création de la communauté. C'est l'application

de la propriété commune à des usages communs. Quand toute la rente sera prise par l'impôt pour les besoins de la communauté, l'égalité ordonnée par la nature sera atteinte. Aucun citoyen n'aura d'avantage sur un autre sauf celui que lui donnera son travail, son adresse, son intelligence; et chacun obtiendra ce qu'il gagne vraiment. Alors seulement le travail recevra sa pleine récompense, et le capital son revenu naturel.

CHAPITRE IV.

LE POUR ET LE CONTRE.

Les principes dont nous avons tiré la conclusion que l'impôt sur les valeurs foncières ou rente est la meilleure manière de lever les revenus publics, ont été admis expressément ou tacitement par tous les économistes faisant autorité, depuis la détermination de la nature et de la loi de la rente.

Ricardo dit (chap. X) : « un impôt sur la rente tomberait entièrement sur les landlords, et ne pourrait être transféré à aucune classe de consommateurs, » car il « laisserait inaltérée la différence entre le produit obtenu de la terre cultivée la moins productive, et le produit obtenu de la terre de n'importe quelle autre qualité... Une taxe sur la rente ne découragerait pas de cultiver de nouvelles terres, car ces terres ne paieraient pas de rente et ne seraient pas taxées. »

Mac Culloch (note XXIV de la *Richesse des nations*) déclare « qu'au point de vue pratique les impôts sur la rente sont parmi les plus injustes et les plus impolitiques qui puissent être imaginés, » mais il ne fait cette affirmation qu'en se plaçant sur le terrain de l'impossibilité pratique de distinguer pour l'imposition entre la somme payée pour l'usage du sol et celle payée en considération du capital dépensé sur la terre. Mais en suppo-

sant qu'on puisse effectuer cette séparation, il admet que la somme payée aux landlords pour l'usage des facultés naturelles du sol pourrait être entièrement absorbée par une taxe, sans que les landlords aient le droit ou le pouvoir de rejeter sur personne autre une portion quelconque du fardeau, et sans que le prix du produit en soit affecté.

Non seulement John Stuart Mill admet tout ceci, mais il professe expressément la convenance et la justice d'un impôt particulier sur la rente, demandant quel droit ont les landlords à l'accès de richesses qui leur viennent du progrès général de la société, sans qu'il y ait travail, ou risque, ou économie de leur part; et, bien qu'il désapprouve expressément l'opposition à leurs droits sur la valeur présente de la terre, il propose de prendre tout l'accroissement futur comme appartenant de droit à la société.

Mme Fawcett, dans son petit abrégé des œuvres de son mari, intitulé *Économie politique pour les commençants*, dit: «L'impôt sur la terre, qu'il soit fort ou faible, participe de la nature d'une rente payée par le propriétaire de la terre à l'État. Dans une grande partie de l'Inde la terre appartient au gouvernement et l'impôt sur la terre est ainsi une rente payée directement à l'État. On peut facilement voir la perfection économique de ce système de tenure. »

En réalité, que la rente doive, au point de vue de l'utilité comme à celui de la justice, être soumise à un impôt particulier, c'est compris dans la théorie acceptée de la rente, et peut être trouvé en germe dans les ouvrages de tous les économistes qui ont accepté la loi de Ricardo. Si ces principes n'ont pas été poussés jusqu'à leurs conclusions nécessaires, comme je l'ai fait, cela vient évidemment de ce qu'on ne voulait ni compromettre ni attaquer les intérêts énormes impliqués dans la propriété privée de la terre, et de ce que des théories fausses sur les salaires et la cause de la pauvreté dominent la pensée économique.

Mais il y a une école d'économistes qui ont clairement perçu

ce qui est évident pour les perceptions naturelles des hommes non influencés par l'habitude, que les revenus de la propriété commune — la terre — doivent servir aux besoins communs. Les Économistes français du siècle dernier, et à leur tête Quesnay et Turgot, ont proposé exactement ce que je propose, que tous les impôts soient abolis sauf un impôt sur les valeurs foncières. Comme je ne connais les doctrines de Quesnay et de ses disciples que de seconde main, par l'intermédiaire des écrivains anglais, je suis incapable de dire jusqu'à quel point ses idées particulières sur l'agriculture considérée comme le seul détournement productif, etc., sont des conceptions erronées, ou de simples particularités de terminologie. Mais je suis certain, d'après la proposition dans laquelle est résumée sa théorie, qu'il a vu la relation fondamentale qui existe entre la terre et le travail, relation qu'on a perdue de vue depuis, et qu'il est arrivé à la vérité pratique, bien que peut-être par une suite de raisonnements exprimés d'une manière défectueuse. La cause qui laisse entre les mains du landlord un « produit net, » n'a pas été mieux expliquée par les Physiocrates que l'aspiration d'une pompe n'était expliquée par la supposition que la nature a horreur du vide; mais le fait, avec ses relations pratiques avec l'économie sociale, était reconnu par eux, et ils voyaient probablement aussi clairement que moi, le bénéfice qui résulterait de la parfaite liberté donnée à l'industrie et au commerce par la substitution d'une taxe sur la rente à tous les impôts qui embarrassent et entravent l'application du travail. Une des choses les plus à regretter dans la Révolution française c'est l'anéantissement des idées des Économistes, juste au moment où elles étaiens adoptées par les classes intelligentes, et allaient probablement influencer la législation fiscale.

Sans rien connaître de Quesnay et de ses doctrines, j'ai atteint la même conclusion pratique en suivant une route inattaquable, et je l'ai appuyée sur des principes qui ne peuvent pas être mis en question par l'économie politique reconnue.

La seule objection à la taxe sur la rente ou sur les valeurs foncières qu'on puisse rencontrer dans les ouvrages classiques d'économie politique, reconnait les avantages de cette taxe et est celle-ci : à cause de la difficulté de séparation, en taxant la rente, on peut taxer autre chose. Mac Culloch par exemple, déclare que l'impôt sur la rente de la terre serait impolitique et injuste parce que le revenu reçu pour les facultés inhérentes et naturelles au sol ne peut être nettement distingué du revenu reçu pour les améliorations qui seraient ainsi entravées. Macaulay dit quelque part que si l'admission de l'attraction de la gravitation était hostile à quelque intérêt pécuniaire considérable, les arguments contre la gravitation ne manqueraient pas; voilà une vérité dont l'objection citée plus haut est un exemple. Car en admettant qu'il est impossible de séparer invariablement la valeur de la terre de la valeur des améliorations, pourquoi cette nécessité de continuer à taxer *quelques* améliorations, serait-elle une raison de continuer à taxer *toutes* les améliorations? Si c'est décourager la production que de taxer les valeurs que le travail et le capital ont intimement combinées avec celle de la terre, quel découragement bien plus grand doit se produire quand on taxe non seulement ces valeurs, mais toutes les valeurs nettement distinctes que créent le travail et le capital?

Mais en réalité la valeur de la terre peut toujours être facilement distinguée de la valeur des améliorations. Dans les pays comme les États-Unis, il y a beaucoup de bonnes terres qui n'ont jamais été améliorées; et dans plusieurs des États la valeur de la terre et la valeur des améliorations sont généralement estimées séparément par les répartiteurs de l'impôt, bien que réunies ensuite sous le terme de valeur foncière. Là où la terre a été occupée de temps immémoriaux, il n'y a aucune difficulté à déterminer la valeur de la terre nue, car souvent la terre appartient à une personne et les constructions à une autre; et quand il survient un incendie et que les améliorations sont détruites, la terre possède encore une valeur claire et dé-

finie. Dans les pays les plus anciens du monde, la séparation n'est pas plus difficile si elle se borne à mettre d'un côté la valeur des améliorations nettement distinctes, faites dans une période de durée modérée, et fussent-elles détruites, et de l'autre la valeur de la terre. Il est évident que c'est tout ce que la justice et la politique réclament. La précision absolue est impossible dans n'importe quel système, et vouloir séparer tout ce que la race humaine a fait de tout ce que la nature a primitivement fourni, serait aussi absurde qu'impraticable. Un marais drainé ou une colline nivelée par les Romains constituent aujourd'hui une partie des avantages naturels de la Grande-Bretagne aussi bien que si ce travail avait été fait par un tremblement de terre ou par un glacier. Le fait qu'après un certain laps de temps, la valeur de telles améliorations permanentes serait considérée comme s'étant fondue avec la valeur de la terre, et serait taxée en conséquence, ne pourrait avoir aucun effet empêchant de telles améliorations, car de semblables travaux sont souvent entrepris sur un bail de quelques années. Le fait est que chaque génération construit et améliore pour elle-même, et non pour un avenir éloigné. Et de plus, le fait est que chaque génération est l'héritière, non seulement des facultés naturelles de la terre, mais de tout ce qui reste de l'œuvre des générations passées.

On peut cependant faire une objection d'un genre très différent. On peut dire que là où la diffusion du pouvoir politique existe, il est très désirable que les impôts pèsent non sur une seule classe comme celle des propriétaires, mais sur toutes, afin que tous ceux qui exercent le pouvoir politique aient un intérêt personnel à faire le pouvoir économique. L'imposition et la représentation, dira-t-on, ne peuvent être séparées.

Mais, quelque désirable que cela puisse être de combiner la puissance politique et la conscience des fardeaux publics, le système présent n'assure certainement pas cette combinaison. Les impôts indirects sont en grande partie levés sur ceux qui

paient peu de chose ou rien consciemment. Aux États-Unis il se forme rapidement une classe qui non seulement ne s'intéresse pas aux impôts, mais encore ne s'occupe pas de savoir si le gouvernement est bon. Dans nos grandes villes, les élections sont en grande partie déterminées non par des considérations d'intérêt public, mais par des influences semblables à celles qui déterminaient les élections à Rome quand les masses eurent cessé d'avoir d'autre souci que celui du pain et du cirque.

La substitution d'une seule taxe sur la terre, aux nombreuses taxes maintenant imposées, aurait pour effet d'amoindrir à peine le nombre de ceux qui paient consciemment l'impôt, car la division des terres aujourd'hui gardées par spéculation, augmenterait beaucoup le nombre des propriétaires. Mais cette substitution égaliserait la distribution de la richesse de façon à élever le plus pauvre au-dessus de cette condition d'abjecte pauvreté dans laquelle les considérations publiques n'ont pas de poids; elle détruirait en même temps ces fortunes excessives qui amènent leurs possesseurs à se désintéresser des choses du gouvernement. Les classes dangereuses au point de vue politique sont les classes très riches et les classes très pauvres. Ce ne sont pas les impôts qu'il est conscient de payer qui donnent à un homme un pied dans le pays, un intérêt dans son gouvernement; mais bien le sentiment qu'il est une part intégrale de la communauté; que la prospérité de la communauté est sa prospérité, et son malheur, sa honte. Que le citoyen ait seulement ce sentiment; qu'il soit entouré des influences qui naissent d'une maison confortable, et la communauté pourra compter sur lui, sur sa vie même. Les hommes ne votent pas patriotiquement, pas plus qu'ils ne se battent patriotiquement, à cause de la manière dont ils paient leurs impôts. Tout ce qui tendra au bien-être, à l'indépendance de la condition matérielle des masses, améliorera et élèvera l'esprit public, rendra plus intelligent et plus vertueux le pouvoir gouvernant suprême.

Mais on peut demander : si l'impôt sur la terre est une ma-

nière si avantageuse d'obtenir le revenu public, comment se fait-il que tous les gouvernements aient recours à tant d'autres taxes ?

La réponse est aisée à faire : l'impôt sur les valeurs foncières est le seul de quelque importance qui ne se divise pas lui-même. Il tombe sur les propriétaires du sol, qui ne peuvent en aucune manière le faire ensuite peser sur quelqu'un d'autre. Une classe nombreuse et puissante est donc directement intéressée à empêcher l'imposition des valeurs foncières et à substituer à cet impôt, pour la formation du revenu nécessaire, les taxes sur d'autres choses ; tout comme les propriétaires anglais, il y a deux siècles, réussirent à établir une excise qui tombait sur les consommateurs, à la place des redevances féodales qui ne tombaient que sur eux.

Un intérêt puissant et défini s'oppose donc à l'imposition des valeurs foncières ; tandis que rien ne s'oppose spécialement aux autres taxes auxquelles ont si largement recours les gouvernements modernes. Les hommes d'État ont exercé leur adresse à inventer des systèmes d'imposition absorbant les salaires du travail et les profits du capital, comme on raconte que le vampire suce jusqu'à la mort le sang de sa victime. Presque toutes les taxes sont en définitive payées par un être indéterminé, le consommateur ; et il les paie d'une manière qui n'attire pas son attention sur ce fait qu'il paie un impôt, il les paie par si petites portions, d'une manière si insidieuse, qu'il ne le remarque pas, et n'est pas dans le cas de s'en plaindre efficacement. Ceux qui paient directement une somme au percepteur sont intéressés, non seulement à ne pas s'opposer à une taxe dont ils se débarrassent si facilement, mais encore très souvent à la soutenir, parce qu'il y a de puissants intérêts qui profitent ou espèrent profiter, de l'accroissement des prix qu'amènent ces taxes.

Presque toutes les taxes qui pèsent aujourd'hui sur le peuple des États-Unis ont été établies plutôt en vue d'intérêts privés

que pour augmenter les revenus publics, et le grand obstacle à la simplification des impôts, ce sont ces intérêts privés, dont les représentants assiègent la tribune chaque fois qu'on propose une réduction d'impôt, afin de veiller à ce que les taxes dont ils profitent ne soient pas réduites. L'adoption d'un tarif protecteur aux États-Unis a été due à ces influences, et non à l'acceptation, sur leurs propres mérites, de théories absurdes de protection. Le revenu considérable qu'a rendu nécessaire la guerre civile, a été l'occasion inespérée saisie par ces intérêts spéciaux, et on a empilé les taxes sur tout ce qu'il était possible d'imposer, non pas tant pour augmenter les recettes, que pour permettre à une classe particulière de participer aux avantages de la perception de l'impôt, et d'empêcher l'impôt. Et depuis la guerre, ces intéressés ont constitué le grand obstacle à la réduction des impôts; ce sont les taxes qui coûtent le moins au peuple qu'on trouve plus faciles à abolir que les taxes qui coûtent le plus au peuple. C'est ainsi que les gouvernements populaires eux-mêmes, dont le principe avoué est d'assurer le plus grand bien du plus grand nombre, servent, dans une partie très importante de leurs fonctions, à assurer le bien douteux d'un petit nombre, au prix d'un grand mal pour le grand nombre.

Les taxes sur les patentes sont en général favorisées par ceux qui les supportent, parce qu'elles tendent à empêcher d'entrer dans les affaires; les impôts sur les manufactures sont souvent bien vus des fabricants, pour la même raison, comme nous l'avons vu par l'opposition des distillateurs à la réduction de la taxe sur le whisky; les droits sur les importations tendent non seulement à donner à certains producteurs des avantages spéciaux, mais à accroître le bénéfice des importateurs ou des marchands qui ont de grands stocks en main; et ainsi, pour tous ces genres d'impôts, il y a des intérêts particuliers capables de s'organiser rapidement et de se concerter pour agir, qui favorisent l'établissement de l'impôt, tandis que lorsqu'il

s'agit d'établir un impôt sur la terre on rencontre des intérêts puissants qui forment une opposition menaçante et résistante.

Mais si la vérité que j'essaie de rendre claire était comprise par les masses, il est facile de voir qu'une union de forces politiques, assez puissante pour mettre la vérité en pratique, deviendrait vite possible.

LIVRE IX

LES EFFETS DU REMÈDE

Je ne sais pas jouer d'un instrument à cordes; mais je puis vous dire comment d'un petit village on fait une grande et glorieuse cité. — THÉMISTOCLE.

Au lieu de l'épine poussera le sapin; au lieu de la broussaille poussera le myrte.

Et ils construiront des maisons et ils les habiteront; et ils planteront la vigne et en mangeront les fruits. Ils ne bâtiront pas pour que d'autres habitent; ils ne planteront pas pour que d'autres mangent. — ISAÏE.

CHAPITRE PREMIER.

EFFET DU REMÈDE SUR LA PRODUCTION DE LA RICHESSE.

Mirabeau l'aîné, nous dit-on, trouvait que la proposition de Quesnay de substituer une seule taxe sur la rente (*l'impôt unique*) à toutes les autres taxes, était une découverte aussi utile que l'invention de l'écriture, ou la substitution de la monnaie au troc.

A quiconque réfléchit ce dire paraîtra le produit d'une grande pénétration d'esprit plutôt que celui de l'extravagance. Les avantages qu'on gagnerait en substituant aux nombreux impôts qui forment aujourd'hui le revenu public, une seule taxe levée sur la valeur de la terre, paraîtront de plus en plus considérables à mesure qu'on les considérera. Toutes les charges qui pèsent aujourd'hui sur l'industrie et entravent le commerce, une fois détruites, la production de la richesse prendra un essor inconnu jusqu'ici. Cet essor amènera une augmen-

tation dans la valeur de la terre, nouveau surplus que la société pourra prendre pour des usages généraux. Et, débarrassée des difficultés qui accompagnent la perception des impôts qui engendrent . . corruption et rendent la législation le jouet des intérêts spéciaux, la société pourrait assumer des fonctions que la complexité croissante de la vie rend désirable qu'elle assume, mais que la vue de la démoralisation politique du système actuel faisait rejeter par les hommes sérieux.

Considérons l'effet sur la production de la richesse.

Abolir les impôts qui, agissant et réagissant, entravent la marche des rouages de l'échange, et pèsent sur toutes les formes de l'industrie, ce serait comme si on enlevait un poids énorme de sur les forces productives. Animés d'une énergie nouvelle, la production et le commerce se trouveraient stimulés jusque dans leurs branches les plus éloignées. La méthode actuelle d'imposition agit sur le commerce comme des montagnes et des déserts artificiels; il en coûte plus pour faire traverser une maison de douane à des marchandises que pour les porter autour du monde. L'impôt opère sur l'énergie, le travail, l'adresse, l'économie, comme le ferait une amende mise sur ces qualités. Si j'ai durement travaillé et si je me suis construit une bonne maison pendant que mon voisin se contentait d'une bicoque, le percepteur vient ensuite annuellement mettre une amende sur mon énergie et mon travail, en me taxant plus que mon voisin. Si j'ai économisé pendant qu'il gaspillait je suis mis à l'amende pendant qu'il est exempt. Si un homme construit un vaisseau nous lui faisons payer sa témérité, comme s'il avait fait tort à l'État; si l'on ouvre un chemin de fer, le percepteur arrive comme si c'était une chose pouvant nuire au public; si l'on élève une manufacture nous prélevons annuellement une somme qui finirait par faire un joli profit. Nous disons que nous manquons de capitaux, mais si quelqu'un en accumule ou en apporte parmi nous, nous le chargeons d'impôts comme si nous lui accordions un privilège. Nous punissons par une taxe

l'homme qui couvre de moissons des champs dénudés; nous mettons une amende sur celui qui monte une machine, et sur celui qui dessèche un marais. Ceux qui ont essayé de suivre notre système d'imposition à travers toutes ses ramifications, comprennent seuls combien ces impôts pèsent lourdement sur la production, car, comme je l'ai déjà dit, la part la plus lourde de ces impôts est celle qui a pour effet la hausse des prix. Il est évident que par leur nature ces taxes sont parentes de la taxe du pacha égyptien sur les dattiers. Si elles n'ont pas pour résultat de faire couper les arbres, du moins elles découragent la plantation.

Abolir ces taxes ce serait enlever le poids énorme qui pèse sur l'industrie productive. L'aiguille de la couturière comme la grande manufacture; le cheval de voiture comme la locomotive; le bâteau pêcheur comme le bateau à vapeur; la charrue du fermier et le stock du marchand, seraient également libres d'impôt. Tous seraient libres de fabriquer ou d'économiser, d'acheter ou de vendre, sans être obligés de payer des amendes, et sans être ennuyés par les receveurs de l'impôt. Au lieu de dire au producteur, comme on le fait maintenant, « plus vous ajoutez à la richesse générale plus vous serez imposé! » l'État dirait au producteur, « soyez aussi travailleur, aussi économe, aussi entreprenant que vous le voulez, vous aurez votre pleine récompense! On ne vous mettra pas à l'amende si vous faites pousser deux brins d'herbe là où il n'en poussait qu'un auparavant; vous ne serez pas taxé pour avoir ajouté à la richesse générale. »

Et la communauté ne gagnera-t-elle pas en refusant ainsi de tuer la poule aux œufs d'or; en s'abstenant de museler le bœuf qui fait pousser le blé; en laissant au travail, à l'économie, à l'adresse, leur récompense naturelle et intacte? Car il y a aussi pour la communauté une récompense naturelle. La loi de la société est chacun pour tous, aussi bien que tous pour chacun. Personne ne peut garder pour soi le bien qu'on fait,

pas plus qu'on ne peut garder le mal. Chaque entreprise productive, à côté de ce qu'elle rapporte à qui l'a menée à bien, rapporte aux autres des avantages collatéraux. Si un homme plante un arbre fruitier, son gain sera la récolte des fruits en leur temps et saison. Mais en plus de son gain il y a un gain pour toute la communauté. D'autres que le possesseur bénéficient de l'augmentation de la provision de fruits ; les oiseaux que l'arbre abrite volent au loin ; la pluie qu'il aide à attirer ne tombe pas seulement sur lui ; et il apporte à l'œil qui le contemple de loin le sentiment de la beauté. Et il en est ainsi de toute chose. La construction d'une maison, d'un vaisseau, d'une fabrique, d'un chemin de fer, profite à d'autres qu'à ceux qui en tirent un profit direct. La nature se moque de l'avare. Il est comme l'écureuil qui enterre ses noix et s'abstient de les déterrer. Elles germent et deviennent des arbres. La momie est enveloppée de linges fins, trempés dans des essences précieuses. Des milliers d'années après le Bédouin allume son feu avec ces débris humains, ou bien ils engendrent la vapeur qui entraîne le voyageur ; ou bien encore ils passent entre des mains étrangères pour satisfaire la curiosité d'une autre race. L'abeille remplit de miel l'arbre creux, et l'ours ou l'homme le recueillent.

La communauté peut bien laisser au producteur individuel tout ce qui l'engage à l'activité ; elle peut bien laisser au travailleur la pleine récompense de son travail, et au capitaliste le revenu complet de son capital. Car plus le travail et le capital produiront, plus la richesse commune à laquelle tous ont part, grandira. Et c'est par la valeur ou rente de la terre qu'est exprimé d'une manière nette et concrète ce gain général. C'est là le fonds que l'État peut prendre tout en laissant au travail et au capital leur pleine récompense. Ce fonds augmentera avec l'accroissement de l'activité productive.

Et enlever ainsi à la production et à l'échange le fardeau de l'impôt pour le mettre sur la valeur ou rente de la terre ne sera pas seulement donner un nouveau stimulus à la production de

la richesse; ce sera lui ouvrir de nouvelles voies. Car avec un pareil système personne ne se souciera d'avoir de la terre, si ce n'est pour la cultiver, et les terres, aujourd'hui retirées de l'usage, se trouveront partout rendues à la culture et à l'amélioration.

Le prix de vente de la terre baissera; la spéculation sur la terre recevra son coup de mort; la monopolisation de la terre n'existera plus. Des millions et des millions d'acres dont les colons sont aujourd'hui éloignés par les prix élevés, seront abandonnés par leurs propriétaires actuels ou vendus aux colons à des conditions nominales. Et cela n'aura pas lieu seulement sur les frontières, mais encore dans des districts que l'on considère comme bien colonisés. A cent milles de San-Francisco on trouvera par ce moyen assez de terre pour nourrir, même avec les modes actuels de culture, une population agricole égale à celle qui est maintenant disséminée depuis la frontière de l'Orégon jusqu'à celle du Mexique — une distance de 800 milles. Cela est vrai de beaucoup des États de l'Ouest, et même des États plus anciens de l'Est, car même dans l'État de New-York et en Pensylvanie la population est encore rare en comparaison de ce que pourrait nourrir la terre. Et même dans l'Angleterre où la population est si dense, une semblable mesure rendrait à la culture bien des centaines et des milliers d'acres qui servent aujourd'hui de parcs privés, de réserve pour les cerfs ou la chasse.

Car le simple fait de placer toutes les taxes sur la rente aurait pour effet de mettre la terre à l'enchère et de la donner à celui qui paierait la rente la plus élevée à l'État. La demande de la terre fixe sa valeur, et par conséquent, si les impôts étaient placés de façon à absorber presque complètement cette valeur, l'homme qui voudrait posséder la terre sans la cultiver, aurait à payer presque la valeur qu'elle représenterait pour celui qui a besoin de la cultiver.

Et l'on doit se rappeler que ceci s'appliquerait non seulement

à la terre cultivable, mais à toutes les terres. La terre renfermant des minerais serait également ouverte à l'usage; et au cœur d'une ville, personne ne pourrait empêcher la terre d'être employée d'une manière profitable, ni sur la frontière demander plus que ne justifierait l'usage auquel elle pourrait servir. Partout où la terre a atteint une valeur, l'impôt au lieu d'opérer comme maintenant ainsi qu'une amende sur les améliorations, opérerait pour forcer l'amélioration. Quiconque planterait un verger, ou ensemencerait un champ, ou construirait une maison, une fabrique, quelque coûteux que cela fût, n'aurait pas à payer davantage en impôts, que s'il conservait inculte le même espace de terrain. L'accapareur de terre cultivable serait autant imposé que si sa terre était couverte de maisons, de granges, de moissons et de magasins. Le possesseur d'un lot inoccupé dans une ville, paierait autant pour avoir le privilège de tenir ce lot hors de la disposition des autres jusqu'au moment où il s'en servirait, que son voisin qui a une belle maison érigée sur son lot. Cela coûterait autant de garder une série de mauvaises baraques sur une terre de valeur, que d'avoir un grand hôtel ou de grands magasins remplis de marchandises de prix.

Ainsi serait supprimée la prime que doit payer le travail là où il est le plus productif avant même d'être exercé. Le fermier n'aurait plus à donner la moitié de sa fortune, ou à hypothéquer son travail pour des années, afin d'obtenir de la terre à cultiver; le constructeur d'un palais dans une ville n'aurait pas à débourser autant pour un petit lot de terrain que pour la maison qu'il élève dessus; la compagnie qui se propose de créer une manufacture n'aurait pas à dépenser une grande partie de son capital pour l'achat du terrain. Et ce qu'on paierait chaque année à l'État tiendrait la place de toutes les taxes qu'on lève aujourd'hui sur les améliorations, les machines et les marchandises en stock.

Considérons l'effet d'un pareil changement sur le marché du

travail. La compétition ne serait plus d'un seul côté comme maintenant. Au lieu que les ouvriers luttent entre eux pour avoir du travail, faisant, par leur compétition, baisser les salaires jusqu'au point où ils fournissent à peine de quoi vivre, ce serait les patrons qui partout lutteraient pour avoir des ouvriers, et les salaires monteraient et deviendraient les vrais gains du travail. Car sur le marché du travail serait entré le plus grand de tous les compétiteurs pour l'occupation du travail, un compétiteur dont la demande ne pourrait être satisfaite que lorsque le besoin le serait, la demande du travail lui-même. Les patrons n'auraient pas seulement à lutter contre les autres patrons, tous sentant le stimulus d'un commerce plus considérable et de profits plus grands; mais contre la capacité des ouvriers à devenir leurs propres patrons grâce aux substances et aux forces naturelles mises à leur portée par la taxe empêchant toute monopolisation.

Une fois la nature ainsi ouverte au travail, une fois le capital et les améliorations exemptés de l'impôt, et le commerce débarrassé de ses entraves, il deviendrait impossible de voir des hommes de bonne volonté incapables d'échanger leur travail contre les choses dont le manque les fait souffrir; les crises périodiques qui paralysent l'industrie cesseraient; tous les rouages de la production seraient mis en mouvement; la demande resterait en paix avec l'offre et l'offre avec la demande; le commerce s'étendrait dans toutes les directions, et chaque bras augmenterait la richesse.

CHAPITRE II.

DE L'EFFET DU REMÈDE SUR LA DISTRIBUTION ET PAR LÀ SUR LA PRODUCTION.

Quelque grands qu'ils apparaissent déjà, les avantages du remplacement de toutes les charges publiques par un impôt sur la valeur de la terre, ne seront pourtant complètement appréciés que lorsque nous aurons considéré l'effet du changement sur la distribution de la richesse.

En remontant à la cause de l'inégale distribution de richesse qui apparaît dans tous les pays civilisés avec une tendance à augmenter d'inégalité à mesure qu'avance le progrès matériel, nous avons trouvé cette cause dans ce fait que, à mesure que la civilisation progresse, la possession de la terre, maintenant entre des mains privées, donne un pouvoir de plus en plus grand de s'approprier la richesse produite par le travail et par le capital.

Donc, délivrer le travail et le capital de tout impôt direct ou indirect, et jeter le fardeau sur la rente, ce serait, une partie de la rente étant seu absorbée, neutraliser cette tendance à l'inégalité, et, si la rente entière était absorbée, ce serait détruire totalement l'inégalité. La rente au lieu d'être la cause de l'inégalité, serait alors la cause de l'égalité. Le travail et le capital recueilleraient le produit complet, moins cette portion prise par l'État comme impôt sur les valeurs foncières, portion qui servirait à des usages publics et qui serait également distribuée en bénéfices publics.

C'est-à-dire que la richesse produite dans chaque communauté serait divisée en deux parties. L'une serait distribuée sous forme de salaires et d'intérêt entre les producteurs individuels, suivant la part que chacun aurait pris dans l'œuvre de

la production, l'autre irait à la communauté dans son ensemble, pour être distribuée en bienfaits publics à tous ses membres. Chacun aurait à cette dernière une part égale, le faible comme le fort, le jeune enfant comme le vieil homme décrépit, l'estropié, le boiteux, l'aveugle comme le vigoureux. Et ce ne serait que justice, car, alors que la première part représente le résultat de l'effort individuel dans la production, la seconde représente l'accroissement de pouvoir par lequel la communauté, dans son ensemble, aide les individus.

Ainsi comme le progrès matériel tend à accroître la rente; si la rente était prise par la communauté pour des usages publics, la cause même qui tend aujourd'hui à produire l'inégalité à mesure qu'avance le progrès matériel, produirait alors une égalité de plus en plus grande. Pour bien comprendre cet effet, revenons sur les principes déjà exposés.

Nous avons vu que les salaires et l'intérêt doivent partout être fixés par la ligne de la rente ou limite de culture, c'est-à-dire par la récompense que le travail et le capital peuvent s'assurer sur une terre pour laquelle on ne paie pas de rente; nous avons vu que la somme totale de richesse que recevront le travail et le capital réunis dans la production, sera la somme de richesse produite (ou plutôt, si nous tenons compte des impôts, la somme nette) moins ce qui est pris comme rente.

Nous avons vu que le progrès matériel, tel qu'il marche aujourd'hui, est accompagné d'une tendance double à l'accroissement de la rente. Ces deux tendances produisent un accroissement de la part de richesse produite qui va à la rente, et une diminution de la part prise comme salaires et intérêt. Mais la première, ou tendance naturelle, qui résulte des lois du développement social, a pour effet d'accroître la rente considérée comme une quantité, sans réduire les salaires et l'intérêt en tant que quantités, en les laissant même s'accroître quantativement. L'autre tendance, qui résulte de l'appropriation injuste de la terre par la propriété privée, a pour effet d'accroître la

rente comme quantité en réduisant les salaires et l'intérêt en tant que quantités.

Il est donc évident que prendre la rente par un impôt pour des usages publics, ce qui abolirait virtuellement la propriété privée de la terre, ce serait détruire la tendance à une décroissance absolue des salaires et de l'intérêt, en détruisant la monopolisation de la terre par la spéculation et la hausse de spéculation de la rente. Ce serait largement accroître les salaires et l'intérêt par la liberté donnée d'exploiter des terres aujourd'hui monopolisées, et par la réduction du prix de la terre. Le travail et le capital gagneraient ainsi non seulement ce qui leur est enlevé par les impôts, mais ce que laisserait libre la baisse positive de la rente due à la baisse des valeurs foncières de spéculation. Il s'établirait un nouvel équilibre dans lequel le taux des salaires et de l'intérêt serait beaucoup plus élevé que maintenant.

Mais une fois ce nouvel équilibre établi, de nouveaux progrès de puissance productive (et le progrès en ce sens se trouverait très accéléré) auraient pour résultat un accroissement de la rente, non pas aux dépens des salaires et de l'intérêt, mais à cause de nouveaux gains dans la production, qui, la rente étant prise par la communauté pour des usages publics, s'accroîtrait au profit de chaque membre de la communauté. Ainsi, à mesure qu'avancerait le progrès matériel, la condition des masses s'améliorerait constamment. Ce n'est pas seulement une classe qui deviendrait plus riche, mais toutes les classes; ce n'est pas seulement une classe qui aurait plus que le nécessaire, qui jouirait des agréments et élégances de la vie, mais toutes. Car l'accroissement de puissance productive qui accompagne l'accroissement de population, chaque nouvelle découverte dans les arts producteurs, chaque nouvelle invention économisant le travail, chaque extension et chaque facilitation des échanges, ne peut être monopolisé par personne. Cette part du bénéfice qui n'accroît pas directement la récompense

du travail et du capital, irait à l'État, c'est-à-dire à toute la communauté. Aux énormes avantages, matériels et intellectuels, que donne une population dense, s'ajouteraient la liberté et l'égalité qu'on ne peut aujourd'hui trouver que dans les nouveaux districts très peu peuplés.

Et considérez combien cette égalisation dans la distribution de la richesse agirait sur la production, empêchant partout la décadence, accroissant partout la force.

S'il était possible d'exprimer par des chiffres la perte pécuniaire directe que supporte la société à cause des arrangements sociaux défectueux qui condamnent des classes entières à la pauvreté et au vice, l'évaluation serait effrayante. L'Angleterre soutient par la charité officielle un million de pauvres; la ville de New-York seule dépense plus de sept millions de dollars par an dans le même but. Mais ce que dépensent ainsi l'État, les sociétés charitables ou la charité privée, ne serait rien dans le total général des pertes. Les gains du travail dissipés; les habitudes d'imprévoyance et de paresse engendrées; les pertes pécuniaires (pour ne voir que celles-là) dont donnent l'idée les statistiques effrayantes de mortalité, surtout de mortalité infantile parmi les classes pauvres; la ruine qu'entraînent les cabarets de bas étage qui augmentent à mesure que la pauvreté s'accentue; les dommages causés par la vermine de la société, née de la pauvreté et de la privation : voleurs, prostitués, mendiants; l'argent dépensé à garder contre ces derniers la société, c'est de tout cela qu'est composée la somme que la distribution actuelle, injuste et inégale, de la richesse, prend sur la somme totale dont la société devrait jouir, étant donnés les moyens actuels de production. Et notre énumération n'est pas complète. L'ignorance et le vice, le libertinage et l'immoralité engendrés par l'inégalité dans la distribution de la richesse, se manifestent encore dans la stupidité et la corruption du gouvernement; et le gaspillage des revenus publics, et le gaspillage encore plus grand impliqué dans les abus que l'on trouve dans toutes les fonctions

et pouvoirs publics en sont encore les légitimes conséquences.

Mais l'augmentation des salaires, et l'ouverture de nouvelles sources d'occupation qui résulteraient de l'appropriation de la rente pour des usages publics, n'arrêteraient pas simplement cette ruine et ne déchargeraient pas seulement la société des pertes énormes : le travail acquerrait une puissance nouvelle. Ce n'est que constater une vérité évidente que de dire que le travail est plus productif là où les salaires sont plus élevés. Le travail pauvrement payé est du travail inefficace, et cela dans le monde entier.

La différence d'efficacité du travail dans les districts agricoles de l'Angleterre où le taux des salaires n'est pas le même; la différence notée par Brassy entre le travail des ouvriers anglais les mieux payés et celui fait par les ouvriers les plus mal payés du continent; la différence évidente que l'on a pu constater aux États-Unis entre le travail de l'esclave et celui de l'homme libre; la différence qu'atteste le nombre étonnant d'ouvriers et de serviteurs nécessaires dans l'Inde ou en Chine pour faire la moindre chose, est universellement la même. L'efficacité du travail augmente toujours avec les salaires habituels du travail, car les salaires élevés indiquent un accroissement dans le respect de soi-même, l'intelligence, l'espérance et l'énergie. L'homme n'est pas une machine, qui fait tant, et pas plus; il n'est pas un animal dont les facultés peuvent atteindre un certain point, mais non le dépasser. C'est l'intelligence et non le système musculaire qui est le grand agent de production. La force physique qui se développe dans l'homme est une des plus faibles de la nature; mais c'est pour l'intelligence humaine que coulent les courants irrésistibles de la nature; la matière docile se plie à la volonté de l'homme. Accroître l'aisance, le loisir, l'indépendance des masses, c'est accroître leur intelligence; c'est mettre le cerveau à même d'aider la main; c'est entraîner dans le travail commun de la vie la faculté qui mesure les animalcules et détermine les orbites des étoiles!

Qui peut dire à quelles puissances infinies pourrait s'élever la faculté productrice de richesse du travail grâce à des arrangements sociaux donnant aux producteurs de la richesse leur part complète dans ses avantages et ses jouissances! Avec les procédés actuels le gain serait simplement incalculable; mais avec la hausse des salaires, l'invention et l'utilisation de procédés meilleurs et de machines feraient facilement de grands progrès. Si les récoltes de grains se font encore à la faucille dans la Russie du Sud, si l'on y bat encore au fléau, c'est simplement parce que les salaires y sont très bas. Les inventions américaines, l'aptitude américaine à trouver des procédés et des machines économisant le travail, sont le résultat des salaires relativement élevés qui ont existé aux États-Unis. Si nos producteurs avaient été condamnés à la rétribution infime du fellah égyptien ou du coolie chinois, nous en serions encore à puiser l'eau avec nos bras, et à transporter les marchandises à dos d'hommes. L'accroissement de récompense du travail et du capital stimulera encore davantage l'invention, et hâtera l'adoption de procédés meilleurs, et ceux-ci sembleront, ce qu'ils sont en réalité, des biens purs. Les malheureux effets sur la condition des classes ouvrières, des machines économisant le travail, effets qu'on constate souvent aujourd'hui, et qui, en dépit de tout raisonnement, font que bien des gens regardent les machines comme un mal et non comme un bien, disparaîtraient alors. Chaque nouvelle force soumise au service de l'homme améliorerait la condition de tous. Et de l'intelligence générale, et de l'activité mentale naissant de cette amélioration générale de condition, sortiraient de nouveaux développements de puissance que nous ne pouvons même pas entrevoir.

Mais je ne nie pas, et je ne désire pas perdre de vue le fait que, en empêchant ainsi le gaspillage et en ajoutant à l'efficacité du travail, l'égalisation dans la distribution de la richesse résultant du simple système d'imposition que je propose, diminuerait l'intensité de la poursuite de la richesse. Il me semble

que dans un état de société où personne ne craindrait la pauvreté, personne non plus ne désirerait la grande richesse, personne du moins ne prendrait la même peine qu'aujourd'hui pour l'acquérir. Car certainement le spectacle d'hommes ayant seulement quelques années à vivre, et vivant comme des esclaves pour mourir riches, est en lui-même si peu naturel et si absurde que, dans un état de société où la suppression de la crainte du besoin aurait dissipé l'admiration envieuse avec laquelle les masses considèrent aujourd'hui les possessions des grands riches, quiconque travaillerait pour acquérir plus que ce dont il aurait l'usage, serait montré du doigt comme nous montrerions aujourd'hui un homme qui se serait couvert la tête d'une demi-douzaine de chapeaux, ou qui marcherait en plein soleil, par une grande chaleur, avec son pardessus. Quand chacun sera sûr d'être capable de gagner suffisamment, personne ne se souciera de se transformer en bête de somme.

Et quand cet aiguillon à la production aura disparu, pourrons-nous nous en passer? Quel qu'ait été son rôle dans une phase plus primitive de développement, nous n'en avons plus besoin aujourd'hui. Les dangers qui menacent notre civilisation ne viennent pas de la faiblesse du stimulant à la production; ce dont elle souffre, et ce dont elle mourra, si on ne lui applique pas un remède, c'est de la distribution inégale!

La disparition de cet aiguillon, considéré seulement comme point de départ de la production, ne sera pas non plus une perte pure. Car la production totale est grandement réduite par cette avidité avec laquelle on poursuit la richesse, c'est un des faits bien connus de la société moderne. Et si ce désir insensé de devenir riche à n'importe quel prix diminuait, l'activité intellectuelle, aujourd'hui consacrée à amasser des richesses, serait transportée dans des sphères plus hautes et plus utiles.

CHAPITRE III.

EFFET DU REMÈDE SUR LES INDIVIDUS ET LES CLASSES.

Quand on propose pour la première fois de mettre tous les impôts sur la valeur de la terre et de confisquer ainsi la rente, tous les propriétaires doivent prendre l'alarme et ne pas manquer de faire appel aux petits propriétaires en leur disant que la proposition est faite pour leur voler une propriété péniblement gagnée. Mais un moment de réflexion montrera que la mesure s'impose d'elle-même à ceux dont les intérêts comme propriétaires n'excèdent pas les intérêts comme travailleurs, ou capitalistes, ou les deux réunis. Et un examen plus complet montrera de plus que, bien que les grands propriétaires puissent perdre relativement au changement, cependant, même pour eux, il y aura un gain absolu. Car l'accroissement de production sera si grand que le travail et le capital gagneront beaucoup plus que ne perdra la propriété privée de la terre, et que la communauté entière, comprenant les propriétaires fonciers eux-mêmes, partagera ces gains, et les gains beaucoup plus grands impliqués dans une meilleure condition sociale.

Dans un précédent chapitre j'ai examiné la question de ce qui était dû aux propriétaires actuels, et j'ai montré qu'ils n'avaient droit à aucune compensation. Mais nous pouvons repousser toute idée de compensation, en nous plaçant à un autre point de vue. Il ne leur sera fait en réalité aucun tort.

Il est naturellement évident que le changement que je propose profitera largement à tous ceux qui vivent de leurs salaires, qu'ils leur soient payés pour un travail intellectuel ou manuel, et qu'il s'agisse d'ouvriers, de mécaniciens, ou d'hommes ayant n'importe quelle profession. Il est également évident que le changement profitera à tous ceux qui vivent en partie de leurs

salaires, en partie des gains de leurs capitaux, entrepositaires, marchands, manufacturiers, producteurs, patrons, entrepreneurs, commerçants de toutes sortes, depuis le colporteur et le charretier jusqu'au propriétaire d'un chemin de fer ou d'un bateau; il est également évident qu'il augmentera les revenus de ceux dont les revenus sont tirés des gains du capital, ou de placements autres que les placements en terre, sauf peut-être les possesseurs de titres de créances gouvernementales et autres placements à taux fixe d'intérêt, probablement dépréciés comme valeurs de vente à cause de la hausse générale du taux de l'intérêt, bien que rapportant toujours le même revenu.

Prenons le cas du propriétaire demeurant chez lui, de l'ouvrier, du marchand, de l'homme ayant une profession libérale, qui s'est assuré une maison et un lot de terrain, et qui pense avec satisfaction à ce lieu dont sa famille ne pourra être chassée à sa mort. Il ne sera fait aucun mal à cet homme; au contraire il gagnera au changement. La valeur de vente de son lot diminuera, elle disparaîtra même complètement au point de vue théorique. Mais son utilité pour lui-même ne disparaîtra pas. Ce lot servira ses desseins aussi bien qu'auparavant. Car, comme la valeur de tous les autres lots diminuera, ou disparaîtra dans la même proportion, il conservera la même assurance qu'il avait auparavant de posséder un lot. C'est-à-dire qu'il ne subira une perte que si l'on considère les choses à ce point de vue: l'homme qui achète une paire de bottes fait une perte si ensuite le prix des bottes baisse. Ses bottes lui seront tout aussi utiles et la paire de bottes qu'il achètera ensuite sera meilleur marché. Ainsi pour le propriétaire d'une demeure, son lot lui sera aussi utile; et s'il voulait l'agrandir ou en acquérir d'autres pour ses enfants, il serait, sous le rapport des lots, un gagnant. Et il gagnerait encore à d'autres points de vue. Il aurait une taxe plus forte à payer pour son terrain, mais il serait débarrassé de tout impôt sur sa maison ou ses améliorations, sur ses vêtements et objets de propriété personnelle, sur tout ce

que lui et sa famille mangent et boivent, tandis que ses gains seraient considérablement augmentés grâce à la hausse des salaires, à l'occupation constante et à la plus grande activité du travail. Sa seule perte serait s'il voulait vendre son lot sans en acheter un autre, et cette perte serait alors peu de chose comparée au gain.

Et de même pour le fermier. Je ne parle pas des fermiers qui ne mettent jamais la main à la charrue, qui cultivent des milliers d'acres et jouissent de revenus semblables à ceux qu'avaient les riches planteurs du Sud avant la guerre; mais des fermiers qui travaillent, et qui constituent aux États-Unis une classe considérable, hommes ayant leurs propres petites fermes qu'ils cultivent avec l'aide de leurs fils, et peut-être de quelque valet loué, et qu'on appellerait en Europe des paysans propriétaires. Quelque paradoxal que cela puisse sembler au premier abord à ces hommes, ce sont eux qui, plus que toutes les classes au-dessus de celle du simple ouvrier, ont le plus à gagner à ce changement qui placerait toutes les taxes sur la valeur de la terre. Ils sentent généralement qu'ils ne gagnent pas en rapport de leur dur labeur, bien qu'ils ne puissent peut-être pas dire pourquoi. Le fait est que les impôts, tels qu'ils existent aujourd'hui, pèsent sur eux particulièrement. Toutes leurs améliorations sont taxées : maisons, granges, haies, moissons, provisions. Leur propriété personnelle ne peut être cachée ou dépréciée, comme l'est souvent la propriété personnelle de valeur plus considérable qui est concentrée dans les villes. Non seulement leur propriété personnelle et leurs améliorations sont soumises à des taxes auxquelles échappent les propriétaires de terres non exploitées, mais leur terre est en général taxée plus fortement que la terre tenue par spéculation, simplement parce qu'elle est améliorée. Mais de plus, toutes les taxes imposées sur les marchandises, et surtout les taxes qui, comme nos droits protecteurs, sont imposées dans le but d'élever le prix des marchandises, tombent sans adoucissement sur le fermier. Car dans un

pays comme les États-Unis, qui exportent des produits agricoles, le fermier ne peut pas être protégé. Qui que ce soit qui gagne, il doit perdre. Il y a quelques années, la Ligue libre-échangiste de New-York publia une nomenclature des différents objets de première nécessité avec les droits imposés par les tarifs, et quelques lignes rédigées à peu près de cette façon : « Le fermier se lève le matin et met ses pantalons taxés de 40 pour cent, ses bottes taxées de 30 pour cent, et allume sa bougie avec une allumette taxée de 200 pour cent, » et ainsi de suite, suivant le fermier à travers sa journée et à travers sa vie jusqu'au moment où, tué par l'impôt, il est descendu dans son tombeau avec une corde payant 45 pour cent d'impôt. Ce n'est là qu'une illustration pittoresque de la manière dont pèsent en définitive les taxes. Le fermier gagnerait beaucoup à la substitution d'une seule taxe sur la valeur de la terre à toutes ces taxes, car l'imposition des valeurs foncières pèserait surtout, non sur les districts agricoles où la valeur de la terre est relativement faible, mais sur les villes où la valeur de la terre est relativement élevée; tandis que les taxes sur la propriété personnelle et sur les améliorations pèsent autant sur la campagne que sur les villes. Et dans les districts peu peuplés, le fermier n'aurait presque à payer aucune taxe. Car les impôts étant levés sur la valeur de la terre nue, pèseraient autant sur les terres non améliorées que sur les terres améliorées. Acre pour acre, la ferme améliorée et cultivée avec ses constructions, ses vergers, ses moissons, ses réserves, pourrait n'être pas plus taxée qu'une terre non cultivée de qualité égale. Le résultat serait que les valeurs de spéculation ne pourraient pas monter, et que les fermes cultivées et améliorées n'auraient pas de taxe à payer tant que le pays aux environs ne serait pas bien exploité. De fait, quelque paradoxal que cela puisse leur paraître, l'effet de l'impôt unique sur la terre serait de délivrer de toute taxe les fermiers travaillant le plus dûrement.

Mais on ne voit le grand gain du fermier travaillant que lors-

qu'on considère l'effet du remède sur la distribution de la population. La destruction des valeurs foncières de spéculation tendrait à éparpiller la population là où elle est trop dense et à la concentrer là où elle est trop éparse, à substituer à la maison louée la maison entourée de jardins, et à coloniser complètement les districts agricoles avant de forcer les gens à s'isoler pour trouver des terres. Le peuple des villes aurait donc par là plus de l'air pur et du soleil de la campagne, le peuple de la campagne plus des économies et de la vie sociale de la ville. Si, comme il n'y a pas de doute, l'application des machines à l'agriculture tend à agrandir les champs, la population agricole reprendra la forme primitive et se groupera en villages. La vie du fermier ordinaire est aujourd'hui inutilement lugubre. Non seulement il est obligé de travailler de bonne heure et tard, mais il est privé, par l'éparpillement de la population, des jouissances, des avantages, des facilités pour l'éducation, et des occasions de développement intellectuel et social, qui viennent du contact plus intime de l'homme avec l'homme. Il serait beaucoup mieux pour lui, sous tous ces rapports, et son travail serait beaucoup plus productif, si lui et ceux qui l'environnent ne détenaient pas plus de terre qu'ils n'ont besoin d'en cultiver [1]. Et ses enfants, à mesure qu'ils grandiraient, ne seraient pas si entraînés à chercher les excitations des villes, ni forcés de tant s'éloigner pour trouver une ferme. Leurs moyens d'existence seraient entre leurs mains et chez eux.

En résumé, le fermier travaillant est à la fois un ouvrier et un capitaliste, aussi bien qu'un propriétaire, et c'est par son

[1] A côté de l'énorme accroissement de puissance productive du travail qui résulterait d'une meilleure répartition de la population, il y aurait aussi une économie semblable dans la puissance productive de la terre. La concentration de la population dans les villes, population nourrie par la culture épuisante de grandes surfaces peu peuplées, produit littéralement la perte dans la mer de nombreux éléments de fertilité. On peut voir combien ce gaspillage est grand par les calculs qui ont été faits sur les eaux d'égout de nos grandes villes, et son résultat pratique est la diminution de productivité de la culture sur de grandes étendues. Dans des parties considérables des États-Unis nous épuisons rapidement nos terres.

travail et son capital qu'il se crée des moyens d'existence. Sa perte serait nominale, son gain serait réel et grand.

A des degrés différents, ceci est également vrai de tous les propriétaires de terre. Bien des propriétaires fonciers sont des ouvriers d'une espèce ou d'une autre. Et il serait difficile de trouver un propriétaire foncier non ouvrier, qui ne serait pas aussi un capitaliste; car, règle générale, plus le propriétaire est grand, plus le capitaliste l'est aussi. Cela est si vrai qu'ordinairement on confond les deux qualités. Donc, si mettre toutes les taxes sur la valeur de la terre cela réduisait largement toutes les grandes fortunes, cela ne laisserait cependant jamais l'homme riche sans ressources. Le duc de Westminster qui possède une partie considérable du site de Londres, est probablement le plus riche propriétaire du monde. Prendre tous ses revenus fonciers par un impôt ce serait donc réduire largement ses énormes revenus, mais lui laisserait encore toutes ses maisons et leurs revenus, et sans aucun doute de grandes propriétés personnelles sous d'autres formes. Il aurait donc encore tout ce dont il pourrait jouir, et en jouirait dans un état meilleur de société.

Les Astor de New-York resteraient aussi très riches. Et c'est ainsi, je crois, qu'on verra que cette mesure ne rendra plus pauvres que ceux qu'on pourrait appauvrir encore plus sans leur faire de tort réellement. Elle détruira les grandes fortunes, mais n'appauvrira personne.

Non seulement la richesse sera grandement accrue ; elle sera de plus également distribuée. Je ne veux pas dire que chaque individu aura la même somme de richesse. Il ne peut y avoir de distribution égale tant qu'il y aura des individus différents ayant des facultés et des désirs différents. Mais je veux dire que la richesse sera distribuée suivant le degré de travail, d'adresse, de science, de prudence qu'aura déployé chacun pour ajouter au stock commun. La grande cause qui concentre la richesse entre les mains de ceux qui ne produisent pas et l'enlève des mains de ceux qui travaillent, disparaîtrait. Les inégalités qui

continueraient d'exister seraient celles de la nature, et non les inégalités artificielles produites par la négation de la loi naturelle. Le non-producteur ne pourrait plus passer sa vie dans le luxe pendant que le producteur ne peut que gagner les choses indispensables à l'existence animale.

Le monopole de la terre une fois détruit, les grandes fortunes ne seraient plus à craindre. Car alors les richesses des individus consisteraient en richesses proprement dites, qui sont les produits du travail, qui tendent constamment à se disperser; car je suppose que les dettes nationales ne survivraient pas longtemps à l'abolition du système qui les a fait naître. Toute crainte des grandes fortunes serait éloignée, car lorsque chacun reçoit ce qu'il gagne réellement, personne ne peut recevoir plus qu'il n'a gagné réellement. Combien y a-t-il d'hommes gagnant vraiment un million de dollars?

CHAPITRE IV.

DES CHANGEMENTS QUI SURVIENDRAIENT DANS L'ORGANISATION ET LA VIE SOCIALES.

Nous n'avons à nous occuper que des principes généraux. Il y a des questions de détail, celle par exemple de la division des revenus entre les gouvernements locaux et généraux, qui seront soulevées par l'application de ces principes, mais il n'est pas nécessaire de les discuter. Une fois les principes établis, les détails seront peu de chose comme application.

Il faudrait également trop de temps pour énumérer tous les changements qui seraient faits ou deviendraient possibles à la suite d'une transformation dans les fondements mêmes de la société; qu'il me soit pourtant permis d'attirer l'attention sur quelques points importants.

Il faut noter d'abord la grande simplicité qui deviendrait pos-

sible dans le gouvernement. Percevoir les impôts, empêcher et punir les fraudes, enregistrer et contrôler les revenus tirés de tant de sources distinctes, tout cela forme aujourd'hui les trois quarts et peut-être les sept huitièmes des occupations du gouvernement, outre le maintien de l'ordre, l'entretien de l'armée et l'administration de la justice. Un réseau énorme et compliqué de mécanisme gouvernemental serait ainsi supprimé.

On retrouverait la même économie dans l'administration de la justice. Beaucoup des affaires civiles de nos cours naissent de disputes sur la possession de la terre. Ces disputes cesseraient quand on reconnaîtrait tacitement l'État comme le seul propriétaire de la terre, et quand tous les occupants seraient simplement des tenanciers payant une rente. L'augmentation de moralité, conséquence de la cessation du besoin, tendrait à la diminution des autres affaires civiles, diminution qui serait de plus hâtée par l'adoption de la proposition de Bentham, si pleine de sens commun, pour la suppression de toutes les lois sur le recouvrement des dettes, et les sanctions des contrats privés. L'élévation des salaires, l'ouverture de voies où tout le monde pourrait gagner une vie facile et confortable, diminueraient de suite et élimineraient de la société, les voleurs, les escrocs, et autres criminels qui naissent de la distribution inégale de la richesse. Ainsi l'administration de la loi criminelle avec tout ce qu'elle comporte, sergents de ville, agents spéciaux, prisons, pénitenciers, cesserait, comme l'administration de la loi civile, d'épuiser la force vitale et l'attention de la société. Nous serions débarrassés non seulement de beaucoup de juges, baillis, clercs, et gardiens de prison, mais encore d'une foule d'hommes de loi qui vivent aujourd'hui aux dépens des producteurs ; et le talent maintenant dépensé en subtilités légales, s'occuperait de poursuites plus élevées.

Les fonctions législatives, judiciaires et exécutives du gouvernement se trouveraient donc par là beaucoup simplifiées. Je ne crois pas non plus que les dettes publiques et les armées per-

manentes qui sont historiquement parlant les produits du changement des tenures féodales en tenures allodiales, dureraient longtemps après le retour à la vieille idée que la terre d'un pays est la propriété commune du peuple de ce pays. Les dettes seraient rapidement acquittées par un impôt qui n'amoindrirait pas les salaires du travail, n'entraverait pas la production; et les armées permanentes, grâce à l'accroissement de l'intelligence et de l'indépendance des masses (et peut-être avec l'aide des progrès de l'invention qui sont en train de révolutionner l'art militaire), disparaîtraient également rapidement.

La société approcherait ainsi de l'idéal démocratique de Jefferson, de la terre promise d'Herbert Spencer, de l'abolition du gouvernement, mais seulement du gouvernement en tant que puissance dirigeante et répressive. Il deviendrait possible en même temps et au même degré de réaliser le rêve du socialisme. Toute cette simplification et cette abrogation des fonctions actuelles du gouvernement rendraient possible au gouvernement d'assumer d'autres fonctions qu'il ne peut plus ne pas admettre. Le gouvernement se chargerait de la transmission des dépêches par télégraphe, aussi bien que par la poste, il construirait et administrerait des chemins de fer, comme il ouvre et entretient les routes communes. Une fois les fonctions actuelles simplifiées et réduites, il pourrait assumer ces autres fonctions, sans danger et sans effort, et sous la surveillance de l'attention publique, aujourd'hui distraite. L'impôt sur les valeurs foncières fournirait un grand surplus pour les progrès matériels qui se feraient avec une rapidité accélérée et accroîtraient constamment la rente. Ce revenu naissant de la propriété commune serait employé au profit commun, comme l'étaient les revenus de Sparte.

Nous n'établirions pas des repas communs, ils seraient inutiles; mais nous pourrions établir des bains publics, des musées, des bibliothèques, des jardins, des cabinets de lecture, des salles de musique et de danse, des théâtres, des universités, des

écoles techniques, des galeries de tir, des terrains pour les jeux, des gymnases, etc. La chaleur, la lumière, la force motrice, pourraient être conduites à travers nos rues, les dépenses étant faites sur les revenus publics; nos routes pourraient être bordées d'arbres fruitiers; les inventeurs récompensés, les investigations scientifiques subventionnées; de mille manières enfin les revenus publics pourraient être employés au bénéfice du public. Nous atteindrions l'idéal des socialistes, mais non par la répression gouvernementale. Le gouvernement changerait de caractère et deviendrait l'administration d'une grande société coopérative. Il deviendrait simplement l'agent qui administrerait la propriété commune pour le bien commun.

Ceci semble-t-il impraticable? Considérez un moment les grands changements qui seraient opérés dans la vie sociale par la mesure qui assurerait au travail sa pleine récompense, qui bannirait la misère et la crainte de la misère, et donnerait au plus humble la liberté de se développer suivant une symétrie naturelle.

En pensant aux différents systèmes d'organisation sociale, on est porté à croire que l'avidité est la plus forte des passions humaines, qu'un système administratif ne peut être fondé sûrement que sur cette idée : la peur d'une punition est nécessaire pour que les hommes restent honnêtes, et les intérêts égoïstes sont toujours plus forts que les intérêts généraux. Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité.

D'où naît ce désir du gain que les hommes satisfont en foulant aux pieds tout ce qui est pur et noble; auquel ils sacrifient les ambitions les plus hautes de la vie; qui convertit la politesse en un mensonge, le patriotisme en une honte, la religion en hypocrisie; qui fait si souvent de la civilisation un état de guerre où les armes sont la ruse et la fraude?

Ne vient-il pas de l'existence de la misère? Carlyle dit quelque part que la pauvreté est l'enfer que craignent le plus les Anglais modernes. Et il a raison. La pauvreté est l'enfer toujours béant

et impitoyable qui est ouvert sous la société. Et c'est bien un enfer. Jamais les Vedas ne disent plus vrai que lorsque la sage corneille Bushanda dit au porte étendard de Vishnou que la peine la plus aiguë est la pauvreté. Car la pauvreté n'est pas uniquement faite de privation ; elle est encore faite de honte, de dégradation ; elle comporte la brûlure, comme avec un fer rouge, des parties les plus sensibles de notre nature morale ou mentale ; la négation des impulsions les plus fortes et des affections les plus douces ; la suppression violente des nerfs les plus essentiels à la vie. Vous aimez votre femme, vous aimez vos enfants ; mais ne serait-il pas plus facile de les voir mourir que de les voir réduits à ce degré de misère dans lequel des classes entières vivent dans des communautés très civilisées ? La plus forte des passions animales est celle qui nous attache à la vie, mais on voit chaque jour dans les sociétés civilisées des hommes s'empoisonner ou se tirer un coup de pistolet par crainte de la pauvreté ; et pour un qui le fait, il y en a probablement cent qui en ont le désir, mais en sont empêchés par une horreur instinctive, par des considérations religieuses, ou par des liens de famille.

Il est naturel que les hommes fassent tous leurs efforts pour échapper à cet enfer de la pauvreté. A l'impulsion des sentiments poussant à la conservation personnelle et à la jouissance, joignez des sentiments plus nobles, et l'amour aussi bien que la crainte poussent à la lutte. Bien des hommes feront une chose basse, déshonnête ou injuste, dans leur effort pour placer au-dessus du besoin ou de la crainte du besoin, mère, femme ou enfant.

Et en dehors de cette condition des choses naît une opinion publique qui enrôle, comme force impulsive dans la lutte pour prendre et pour garder, un des ressorts les plus forts de l'activité humaine, le plus fort peut-être chez beaucoup. Le désir de l'approbation, le sentiment qui nous pousse à gagner le respect, l'admiration ou la sympathie de nos semblables, est ins-

tinctif et universel. Quoiqu'il soit caché parfois dans les manifestations les plus anormales, on peut cependant partout l'apercevoir. Il est aussi puissant auprès du sauvage qu'auprès du membre le plus cultivé d'une société très policée; il se montre avec la première lueur de l'intelligence et s'éteint avec le dernier battement de cœur. Il triomphe de l'amour du bien-être, du sentiment de la souffrance, de la crainte de la mort. Il dicte les actions les plus triviales comme les plus importantes.

L'enfant qui commence à marcher ou à parler fera de plus grands efforts si ses petites malices attirent l'attention et le rire; un maître du monde mourant se fera apporter sa robe de cérémonie pour finir comme il convient à un roi; les mères chinoises déforment les pieds de leurs filles; les femmes européennes sacrifient leur propre bien-être et celui de leurs enfants à de semblables décrets de la mode; le Polynésien, afin de pouvoir exciter l'admiration par ses beaux tatouages, se tiendra tranquille pendant qu'on lui laboure la chair avec des dents de requins; l'Indien de l'Amérique du Nord, lié au poteau de supplice, supportera sans un soupir les tortures les plus affreuses, et, afin d'être respecté et admiré comme un grand brave, excitera ceux qui le tourmentent à commettre de nouvelles cruautés. Et c'est ce sentiment qui donne de l'espoir à l'abandonné, qui entretient la lampe de l'étudiant pâle, qui pousse les hommes à lutter, à travailler et à mourir. C'est lui qui a élevé les pyramides et brûlé le temple d'Éphèse.

Les hommes admirent ce qu'ils désirent. Le port sûr paraît bien doux à celui qui affronte l'orage; la nourriture à l'affamé, les boissons à celui qui a soif, la chaleur à celui qui grelotte, le repos à celui qui est las, la force à celui qui est faible, la science à celui qui a été privé de culture intellectuelle. Et c'est ainsi que l'éperon de la misère ou de la peur de la misère fait que l'homme admire par dessus tout la possession des richesses, et que devenir riche c'est être respecté, admiré et influent. Gagnez de l'argent, honnêtement si vous le pouvez, mais à tout prix

gagnez de l'argent ! Voilà la leçon que la société répète chaque jour, à chaque heure, aux oreilles de ses membres. Les hommes admirent instinctivement la vertu et la vérité, mais l'aiguillon du besoin et de la crainte du besoin leur fait encore plus admirer la richesse et sympathiser avec celui qui possède une fortune. Il est bien d'être honnête et juste, et les hommes le recommandent ; mais celui qui, par la fraude et l'injustice, gagne un million de dollars, sera plus admiré et plus respecté, aura plus d'influence, plus de lèvres et d'yeux, sinon de cœurs, à son service, que celui qui a refusé ce million. Ce dernier pourra avoir sa récompense plus tard ; il peut savoir que son nom est écrit dans le Livre de la Vie et qu'il recevra la robe blanche et la palme de la victoire contre la tentation ; mais le premier a sa récompense dès maintenant. Son nom est écrit dans la liste de nos « riches concitoyens ; » il est courtisé par les hommes et flatté par les femmes ; il a la meilleure place à l'église et la considération spéciale de l'éloquent clergyman qui prêche au nom du Christ l'Évangile du riche, et transforme en une fleur du langage oriental, la sévère métaphore du chameau et du trou de l'aiguille. Il peut être le patron des artistes et le Mécène des hommes de lettres ; peut gagner à la conversation des hommes intelligents, être poli par le frottement des raffinés. Ses aumônes peuvent nourrir le pauvre, aider celui qui lutte, apporter un rayon de soleil dans des lieux désolés ; de nobles institutions publiques peuvent, après sa mort, rappeler son nom et sa gloire. Ce n'est pas sous forme d'un monstre hideux, avec des cornes et une queue, que Satan tente les enfants des hommes, mais sous forme d'un ange de lumière. Il ne promet pas seulement les royaumes du monde, mais des principautés morales et intellectuelles. Il ne fait pas seulement appel aux appétits animaux, mais aux désirs qui s'agitent dans l'homme parce qu'il est plus qu'un animal.

Regardez ces misérables qu'on voit dans toutes les communautés, comme Bunyan vit leur type dans sa vision, et qui,

longtemps après avoir accumulé assez de richesses pour satisfaire tous les désirs, continuent à travailler, projetant, s'efforçant d'ajouter richesses sur richesses. C'est le désir « d'être quelque chose » et même souvent le désir de faire quelque chose de noble et de généreux, qui les a lancés dans la carrière pour gagner de l'argent. Et ce qui les y fait rester longtemps après avoir satisfait tout besoin, ce qui fait naître en eux cette avidité insatiable, ce n'est pas seulement la force tyrannique de l'habitude, mais les satisfactions plus subtiles que donne la possession de la richesse, le sentiment du pouvoir et de l'influence, le sentiment d'être admiré et respecté, le sentiment que leur richesse ne les élève pas seulement au-dessus du besoin, mais fait d'eux des hommes importants dans la communauté où ils vivent. C'est cela qui fait que l'homme riche a tant de peine à se séparer de son argent, et qu'il désire tant en gagner plus.

Contre des tentations qui font ainsi appel aux impulsions les plus fortes de notre nature, les sanctions de la loi et les préceptes de la religion ne peuvent avoir que peu d'effet; et s'il est une chose étonnante, ce n'est pas que les hommes soient égoïstes, mais bien qu'ils ne le soient pas plus. Que dans les circonstances actuelles les hommes ne soient pas plus avides, plus infidèles, plus égoïstes qu'ils ne le sont, cela prouve encore la bonté de la nature humaine, l'abondance des sources d'où naissent les qualités morales. Nous avons tous une mère; beaucoup de nous ont des enfants; et c'est ainsi que la sincérité, la pureté et le dévouement ne peuvent jamais être entièrement bannis du monde, quelque mauvaise que soit l'organisation sociale.

Mais tout ce qui est puissant pour le mal peut être rendu puissant pour le bien. Le changement que j'ai proposé détruirait les conditions qui détournent de la bonne voie des impulsions bienfaisantes en elles-mêmes, et transformerait les forces qui tendent aujourd'hui à décomposer la société, en forces tendant à l'unir et à la purifier.

Donnez au travail le champ libre et sa rétribution complète;

prenez pour le bénéfice de toute la communauté ce fonds que crée la croissance de la communauté, et la misère et la crainte de la misère disparaîtront. L'essor de la production sera débarrassé de toute entrave, et l'accroissement énorme de richesse donnera au plus pauvre un grand bien-être. Les hommes ne lutteront plus pour trouver du travail, pas plus qu'ils ne luttent pour trouver de l'air à respirer; ils n'auront pas plus besoin de s'inquiéter des nécessités physiques que ne s'inquiètent les lys des champs. Les progrès de la science et de l'invention, la diffusion des connaissances, apporteront à tous leurs bienfaits.

Avec cette abolition du besoin et de la crainte du besoin, l'admiration pour la richesse diminuerait, et les hommes chercheraient le respect et l'approbation de leurs concitoyens par d'autres moyens que par l'acquisition et l'étalage de la richesse. On apporterait de cette façon à l'administration des affaires publiques et des fonds communs, l'habileté, l'attention, la fidélité et l'intégrité dont on ne fait preuve aujourd'hui que pour veiller aux intérêts privés; et on pourrait, pour le compte du public, exécuter des travaux, chemins de fer, éclairage, non seulement plus économiquement et plus efficacement qu'ils ne le sont aujourd'hui avec le système de l'association des capitaux, mais encore aussi économiquement et aussi efficacement que cela serait possible sous le régime de la propriété unique. Le prix des jeux Olympiques qui excitait les efforts les plus ardents de toute la Grèce, n'était qu'une couronne d'olivier sauvage; pour un morceau de ruban les hommes ont accompli et accompliront des actes qu'on n'aurait jamais obtenu d'eux avec de l'argent.

La philosophie qui compte l'égoïsme comme le motif principal de l'activité humaine, n'est pas clairvoyante. Elle est aveugle sur des faits dont le monde est plein. Elle ne voit pas le présent et ne lit pas bien dans le passé. Si vous voulez faire agir les hommes à quoi ferez-vous appel? Non à leur bourse, mais à leur patriotisme; non à l'égoïsme, mais à la sympathie. L'intérêt personnel est une force mécanique, puissante il est vrai, ca-

pable de donner des résultats considérables. Mais il y a dans la nature humaine ce qu'on peut comparer à une force chimique; qui mêle, fusionne et domine tout; à qui rien ne semble impossible. « L'homme donnerait tout ce qu'il a pour conserver la vie, » voilà ce que dit l'intérêt personnel. Mais pour obéir à des impulsions plus élevées, les hommes donneront même leur vie.

Ce n'est pas l'égoïsme qui enrichit les annales de tous les peuples de héros et de saints. Ce n'est pas l'égoïsme qui, à chaque page de l'histoire du monde, éclate tout à coup en manifestations splendides et nobles, ou éclaire doucement des vies bienfaisantes. Ce n'est pas l'égoïsme qui conduisit Gautama loin de sa demeure royale, ou fit prendre l'épée à la vierge d'Orléans; ce n'est pas lui qui a soutenu les Trois Cents aux Thermopyles ou enfoncé la lance dans le sein de Winkelried, qui a enchaîné Vincent de Paul au banc des galériens, ou qui, pendant la famine indienne soutint le courage d'enfants mourant de faim pour porter d'autres petits plus faibles jusqu'aux points où l'on distribuait des secours ! Qu'on l'appelle religion, patriotisme, sympathie, humanité, amour de Dieu, ou n'importe quoi encore, il y a là une force plus grande que celle de l'égoïsme; une force qui est l'électricité du monde moral; une force à côté de laquelle toutes les autres sont faibles. Partout où l'homme a vécu elle a manifesté son pouvoir, et aujourd'hui comme toujours, le monde en est plein. Il est à plaindre l'homme qui ne l'a jamais vue ou sentie. Regardez autour de vous ! Parmi les hommes et les femmes ordinaires, au milieu des soucis et de la lutte de la vie de chaque jour, au milieu des querelles de la rue bruyante, et de la malpropreté qu'accompagne la misère, partout l'ombre est éclairée par la lueur tremblante de ses flammes. Celui qui ne l'a pas vue a marché les yeux fermés. Celui qui regarde peut voir, comme dit Plutarque, que « l'âme a en elle-même un principe de bonté, et est née pour aimer, aussi bien que pour percevoir, penser ou se souvenir. »

Et cette force des forces — qui aujourd'hui s'évanouit ou prend des formes perverties — nous devons l'employer à affermir, à reconstituer, à ennoblir la société, comme nous employons aujourd'hui les forces physiques qui autrefois ne semblaient être que des pouvoirs destructeurs. Tout ce que nous avons à faire pour cela, c'est de donner carrière et liberté à cette force. L'injustice qui produit l'inégalité; l'injustice qui fait qu'au milieu de l'abondance des hommes sont torturés par le besoin ou par la crainte du besoin; qui les empêche de se développer physiquement, les dégrade intellectuellement, détruit en eux toute moralité, empêche seule le développement social harmonieux. Car « tout ce qui vient des dieux est plein de prévoyance. Nous sommes faits pour la coopération — comme les pieds, les mains, les sourcils, comme la rangée supérieure et l'inférieure des dents. »

Il y a des gens dans la tête desquels il n'entrera jamais l'idée qu'il pourrait y avoir un état de société meilleur que celui qui existe; ils s'imaginent que la conception d'une société d'où l'avarice serait bannie, où les prisons seraient vides, où les intérêts personnels seraient subordonnés aux intérêts généraux, et où personne ne chercherait à voler ou à opprimer son voisin, n'est que l'utopie de rêveurs peu pratiques que méprisent cordialement ces hommes au cerveau pratique qui s'enorgueillissent de reconnaître les faits tels qu'ils sont. Mais ces hommes — bien que quelques-uns d'entre eux écrivent des livres, quelques-uns occupent des chaires d'université, quelques-uns des chaires ecclésiastiques — ne réfléchissent pas. S'ils avaient l'habitude de dîner dans un de ces restaurants comme on en trouve dans les bas quartiers de Londres et de Paris, où les couteaux et les fourchettes sont rivés aux tables, ils croiraient que c'est la disposition naturelle, indéracinable, chez l'homme, d'enlever le couteau et la fourchette avec lesquels il mange.

Prenez une compagnie d'hommes et de femmes bien nés, dînant ensemble. Il n'y a là ni lutte pour la nourriture, ni essai

de la part de quelqu'un de prendre plus que son voisin, ni essai de vol. Au contraire chacun est anxieux de servir son voisin avant soi-même; d'offrir aux autres ce qu'il y a de meilleur et non de le prendre pour soi ; et si l'un des convives montrait la plus petite disposition à faire passer la satisfaction de ses propres appétits avant celle des autres, ou à jouer le rôle de glouton ou de filou, le mépris social et l'ostracisme dont on l'accablerait, montreraient vite combien l'opinion publique réprouve une semblable conduite.

Tout cela est si ordinaire qu'on ne le remarque pas, et que cela semble être l'état naturel des choses. Et cependant il n'est pas plus naturel que ces hommes ne soient pas avides de nourriture, qu'ils ne le soient pas de richesse. Ils *sont* avides de nourriture quand ils ne sont pas sûrs qu'il y aura une distribution équitable et complète assurant assez à chacun. Mais quand ils sont sûrs que la distribution sera suffisante, ils cessent d'être avides de nourriture. Et c'est ainsi que dans la société telle qu'elle est constituée à présent, les hommes sont avides de richesse parce que les conditions de la distribution sont tellement injustes que, au lieu que chacun soit sûr d'avoir assez, beaucoup sont certains d'être condamnés au besoin. Ce sont les mauvais arrangements sociaux actuels qui sont la cause de cette course à la richesse où l'on foule aux pieds toutes les considérations de justice, de bonté, de religion et de sentiment; dans laquelle les hommes oublient leurs propres âmes, et luttent jusqu'au bord même du tombeau pour ce qu'ils ne peuvent pas emporter au delà. Mais une distribution équitable de richesse, qui exemperait chacun de la crainte du besoin détruirait l'avidité de la richesse, de même qu'a été détruite dans la société polie l'avidité de nourriture.

Sur les vaisseaux encombrés des premières lignes californiennes, il y avait souvent une différence marquée entre les manières des passagers de seconde classe et ceux des cabines de première. Les deux classes étaient abondamment pourvues

de nourriture ; mais pour la deuxième, aucun règlement ne dirigeait le service, et les repas étaient souvent de vraies batailles. Dans les premières, au contraire, chacun avait sa place désignée d'avance, personne ne craignait de manquer, et on n'y voyait aucune trace de lutte. La différence n'était pas dans le caractère des gens, mais simplement dans le fait. Les passagers de première transportés en seconde auraient participé à cette lutte d'avidité, et les passagers de seconde transportés en première seraient devenus immédiatement polis et pleins de décorum. La même différence se montrerait dans la société en général si la distribution actuelle injuste de richesse était remplacée par une juste distribution.

Considérons ce fait d'une société cultivée et raffinée, dans laquelle toutes les passions grossières sont tenues en échec, non par la force, non par la loi, mais par l'opinion publique et le désir mutuel d'être agréable. Si ceci est possible pour une partie d'une communauté, cela est possible pour toute la communauté. Il y a des états de société dans lesquels chacun doit être armé, doit se tenir prêt à défendre d'une main ferme sa personne et sa propriété. Si nous avons dépassé cet état là, nous pouvons progresser davantage.

Mais, dira-t-on, bannir la misère et la crainte du besoin, ce serait détruire le stimulus à l'activité ; les hommes deviendraient de purs paresseux, et un tel état de bien-être général serait la mort du progrès. C'était l'argument des vieux propriétaires d'esclaves que les hommes ne pouvaient être conduits au travail qu'avec le fouet. Rien n'est plus faux.

Le besoin pourrait être banni, mais le désir resterait. L'homme est l'animal non satisfait. Il ne fait que commencer son exploration, et l'univers est ouvert devant lui. Chaque pas qu'il fait ouvre de nouveaux horizons et allume de nouveaux désirs. Il est l'animal constructeur ; il bâtit, il améliore, il invente, il rassemble, et plus la chose qu'il fait est grande, plus il désire en faire une plus grande encore. Il est plus qu'un animal. Quel

que soit l'intelligence qui respire à travers le monde, c'est à sa ressemblance qu'est fait l'homme. Le vapeur conduit par ses machines palpitantes à travers les mers, est en espèce, sinon en degré, une création comme la baleine qui nage autour de lui. Qu'est-ce que le télescope et le microscope, sinon des yeux supplémentaires que l'homme a faits pour lui-même; les douces étoffes et les belles couleurs dont se parent nos femmes ne répondent-elles pas au plumage que la nature donne à l'oiseau? L'homme doit faire quelque chose ou s'imaginer qu'il fait quelque chose, car en lui palpite l'impulsion créatrice.

Aussitôt qu'un enfant peut commander à ses muscles, il commence à faire des pâtés de sable ou à habiller une poupée; ses jeux ne sont que l'imitation du travail de ses aînés, son penchant à la destruction naît du désir de faire quelque chose, de la satisfaction qu'il ressent à faire quelque chose. La poursuite du plaisir uniquement pour l'amour du plaisir n'existe pas. Nos amusements ne nous amusent que parce qu'ils nous apprennent, ou nous stimulent à apprendre, à faire quelque chose. Du moment qu'ils cessent de faire appel à nos facultés scrutatrices ou constructives, ils cessent de nous amuser. Ce serait gâter le plaisir du lecteur d'un roman que de lui dire comment juste finit l'histoire; c'est seulement la chance et l'adresse qu'implique le jeu qui engage le joueur de cartes à « tuer le temps » en battant des morceaux de carton. Les frivolités luxueuses de Versailles n'étaient possibles que parce que le roi pensait qu'il gouvernait un royaume et que les courtisans venaient y chercher de nouveaux honneurs et de nouvelles pensions. Les gens qui mènent ce qu'on appelle une vie de mode et de plaisir doivent avoir quelque autre objet en vue ou ils mourraient d'ennui; ils ne supportent cette vie que parce qu'ils s'imaginent gagner une position, se faire des amis, préparer des chances de réussite à leurs enfants. Enfermez un homme, refusez lui toute occupation, et il mourra, ou deviendra fou.

Ce n'est pas le travail en lui-même qui répugne à l'homme;

ce n'est pas la nécessité naturelle de l'activité qui est pénible.

C'est seulement le travail qui ne produit rien, l'effort dont on ne peut pas voir les résultats. Travailler toujours et ne gagner cependant que les choses indispensables à la vie, c'est vraiment dûr; c'est comme la punition infernale qui consiste à forcer un homme à pomper ou à être noyé, à marcher dans un moulin à marches ou à être écrasé. Mais délivré de ces nécessités, l'homme n'en travaillerait que plus et mieux, car alors il travaillerait selon son inclination; il ferait vraiment quelque chose pour lui-même et pour les autres. La vie de Humboldt a-t-elle été une vie de paresseux? Est-ce que Franklin ne trouva pas d'occupation quand il se retira des affaires ayant assez pour vivre? Herbert Spencer est-il un oisif? Michel-Ange peignait-il pour gagner sa nourriture et ses vêtements?

Le fait est que le travail qui améliore la condition de l'humanité, qui étend ses connaissances, augmente sa puissance, enrichit la littérature et élève la pensée, n'est pas fait pour assurer la vie matérielle. Ce travail n'est pas le travail d'esclaves conduits à leur tâche par le fouet du maître ou par les besoins animaux. C'est le travail d'hommes qui l'accomplissent pour lui-même, et non parce qu'ils gagneront de quoi manger, boire, porter, dépenser davantage. Dans un état de société où le besoin serait aboli, la somme du travail de ce genre serait considérablement augmentée.

Je suis porté à croire que le résultat de la confiscation de la rente que j'ai proposée, serait, là où de gros capitaux sont nécessaires, l'organisation du travail sous la forme coopérative, puisque la diffusion plus égale de la richesse unirait le capitaliste et le travailleur dans la même personne. Mais que cela doive ou ne doive pas être, cela a peu d'importance. La dure fatigue du travail routinier disparaîtrait. Les salaires seraient trop élevés et les occasions de travailler trop nombreuses, pour forcer n'importe quel homme à réprimer et à détruire les meilleures de ses facultés, et toujours le cerveau aiderait la main.

Les travaux les plus durs deviendraient légers, et la tendance de la production moderne à la subdivision n'impliquerait pas la monotonie ni la concentration abrutissante des facultés sur un seul point; mais bien au contraire le changement et des alternatives d'occupations intellectuelles et manuelles. Et non seulement on utiliserait alors les forces productives aujourd'hui gaspillées, non seulement nos connaissances encore imparfaitement appliquées seraient mieux utilisées, mais de l'activité mentale et manuelle stimulée, résulterait, dans les méthodes de production, un progrès que nous ne pouvons imaginer.

Car c'est le gaspillage des forces mentales qui dépasse tous les gaspillages compris dans la constitution actuelle de la société. Les forces qui concourent au progrès de la civilisation sont si peu de chose, comparées aux forces qui ne se révèlent pas! Les penseurs, les inventeurs, les organisateurs sont si peu nombreux comparés à la grande masse des hommes! Et cependant il naît beaucoup d'hommes qui pourraient être tout cela; ce sont les conditions qui ne permettent qu'à un petit nombre de développer leurs facultés. Il y a parmi les hommes une diversité infinie d'aptitudes et d'inclinations, comme il y a une diversité infinie de structures physiques à ce point que dans un million d'hommes il n'y en a pas deux qui se ressemblent. Mais l'observation et la réflexion me portent à croire que les différences de facultés naturelles ne sont pas si grandes que les différences de stature ou de force physique. Lisez la vie des grands hommes et voyez comme il s'en est fallu de peu qu'on n'entendit jamais parler d'eux. Si César était né d'une famille de prolétaires; si Napoléon était né quelques années plus tôt, si Colomb était entré dans l'Église au lieu d'entrer dans la marine, si Shakespeare était devenu apprenti savetier ou ramoneur, si le destin avait assigné à Sir Isaac Newton l'éducation et le travail d'un paysan, si le Dr Adam Smith était né dans un district houiller, ou si Herbert Spencer avait été forcé de gagner sa vie comme ouvrier dans une fabrique, que seraient devenus leurs talents?

Mais, dira-t-on, il y aurait eu d'autres César, Napoléon, Colomb, Shakespeare, Newton, Smith ou Spencer. C'est vrai. Et cela montre combien la nature humaine est prolifique. De même que dans le royaume des abeilles, la simple ouvrière est transformée en reine, s'il en est besoin, de même, si les circonstances favorisent son développement, celui qui autrement aurait passé pour un homme ordinaire, peut devenir un héros ou un chef, un inventeur ou un professeur, un sage ou un saint. Le semeur a jeté si loin la semence, la force germinatrice est si forte, qu'elle promet des bourgeons et des fleurs. Mais gare au terrain rocailleux, et aux oiseaux, et à l'ivraie! Pour un qui atteint sa croissance complète, combien sont étouffés ou déformés!

La volonté qui est en nous est le fait suprême de la conscience; et cependant nous ne pouvons lui attribuer que bien peu de ce qu'il y a de meilleur en nous, de nos connaissances, de ce qui fait notre position et même notre caractère; tandis que nous devons attribuer beaucoup aux influences qui nous ont formés. Quel est l'homme sage, instruit, discret, ou fort, qui ne pourrait pas, comme l'Empereur stoïque, remercier les dieux de ce que celui-ci ou celui-là, et cet autre, lui ont donné de bons exemples, suggéré de nobles pensées, de ce que d'heureuses circonstances se sont présentées à lui? Quel est celui qui, fixant les yeux sur lui-même, a atteint le milieu de la vie, sans avoir répété quelquefois la pensée de cet Anglais pieux qui, lorsqu'il voyait passer les criminels allant aux galères, disait: « Sans la grâce de Dieu, c'est là que j'allais. » Que l'hérédité est peu de chose comparée aux circonstances! Cet homme, disons-nous, est le résultat de mille années de progrès européen, cet autre, celui de mille années de pétrification chinoise; cependant, placez un enfant au cœur de la Chine, et, sauf l'inclinaison des yeux et la couleur des cheveux, le Caucasien grandira comme ceux qui l'entourent, se servira du même langage, ayant les mêmes pensées, montrant les mêmes goûts. Changez lady Vere de Vere dans son berceau

avec un enfant des rues, et croyez-vous que le sang d'une centaine de comtes vous donnera une femme raffinée et cultivée?

Éloigner le besoin et la crainte du besoin, donner à toutes les classes des loisirs, du bien-être, de l'indépendance, les convenances et les raffinements de la vie, les occasions de développement mental et moral, ce serait comme introduire l'eau dans le désert. L'étendue stérile se revêtirait de verdure, et les lieux désolés d'où la vie semblait bannie seraient bientôt couverts de l'ombre des arbres et animés du chant des oiseaux. Des talents aujourd'hui cachés, des vertus inconnues se révèleraient et rendraient la vie plus riche, plus complète, plus heureuse et plus noble. Car parmi tous les hommes qui gaspillent leurs forces dans la lutte pour devenir riches, parmi tous ceux qui, dans les fabriques, sont de vraies machines, ou qui, par nécessité, doivent bêcher ou labourer; parmi ces enfants qui croissent dans la saleté, le vice et l'ignorance, il y a des facultés de premier ordre, des talents splendides. Ils n'ont besoin que de l'occasion pour se manifester.

Considérez ce que deviendrait une société où tous auraient cette occasion. Que l'imagination peigne la scène, qui serait trop brillante pour être décrite avec des mots. Considérez l'élévation morale, l'activité intellectuelle, la vie sociale. Considérez comment, par un millier d'actions et de réactions, les membres de chaque communauté sont liés les uns aux autres, et combien, dans l'état actuel des choses, les quelques fortunés qui sont au sommet de la pyramide sociale doivent souffrir, quand même ils ne le savent pas, de la misère, de l'ignorance, de la dégradation qui sont au-dessous d'eux. Considérez toutes ces choses, et dites-moi alors si le changement que je propose ne profiterait pas à tous, même au plus grand des propriétaires? Ne serait-il pas plus tranquille sur l'avenir de ses enfants, en les laissant sans un sou dans un tel état de société, qu'en leur laissant la plus grande fortune dans la société où nous sommes? Si un tel état de société existait en quelque lieu, n'achèterait-il

pas bon marché son entrée dans ce lieu en abandonnant toutes ses possessions?

J'ai suivi jusqu'à leur source la faiblesse et la maladie sociale. J'ai montré le remède. J'ai couvert chaque point, j'ai réfuté chaque objection. Mais les problèmes que nous avons étudiés, quelque grands qu'ils soient, se fondent dans des problèmes plus grands encore, dans les problèmes les plus considérables que puisse saisir l'esprit humain. Je demande au lecteur qui m'a déjà suivi si loin, de me suivre dans des régions plus élevées et plus lointaines encore. Mais je lui demande de se rappeler que je ne puis traiter à fond ces nouvelles questions dans l'espace limité dont je dispose. Je ne puis que lui suggérer quelques pensées qui pourront peut-être lui servir de fondement pour une étude plus complète.

LIVRE X

LA LOI DU PROGRÈS HUMAIN

Que ce qui est sombre en moi
S'illumine; que ce qui est abattu soit élevé et soutenu;
Afin qu'au sommet de cette grande discussion
Je puisse affirmer la Providence éternelle
Et justifier auprès des hommes les voies de Dieu.
MILTON.

CHAPITRE PREMIER.

LA THÉORIE COURANTE DU PROGRÈS HUMAIN. SON INSUFFISANCE.

Si les conclusions auxquelles nous sommes arrivés sont justes, elles doivent être comprises dans une généralisation plus large.

Recommençons donc notre enquête en partant d'un point de vue plus élevé, d'où nous pouvons embrasser un horizon plus vaste.

Quelle est la loi du progrès humain?

Si je n'avais pas le désir de compléter ce que j'ai dit auparavant, voilà une question que j'hésiterais à résoudre dans l'espace limité que je puis maintenant y consacrer, car elle implique, directement ou indirectement, quelques-uns des problèmes les plus élevés auxquels l'homme puisse s'attaquer. Mais il y a une question qui se présente d'elle-même. Les conclusions que nous avons formulées sont-elles oui ou non d'accord avec la grande loi qui gouverne le développement humain?

Quelle est cette loi? Nous devons trouver la réponse à notre

question; car la philosophie courante, bien qu'elle reconnaisse nettement l'existence d'une telle loi, n'en donne pas plus un exposé satisfaisant que l'économie politique courante n'explique la persistance de la misère au milieu de l'accroissement de richesse.

Autant que possible tenons-nous en au terrain ferme des faits. Il n'est pas nécessaire de chercher si l'homme est ou n'est pas graduellement sorti d'un animal. Quelque intime que soit le lien entre les questions qui s'occupent de l'homme tel que nous le connaissons, et les questions qui traitent de sa genèse, ce sont seulement les premières qui peuvent jeter de la lumière sur les dernières. L'induction ne peut pas procéder de l'inconnu au connu. C'est seulement des faits que nous percevons que nous pouvons inférer qu'est-ce qui a précédé la perception.

Quelle que soit l'origine de l'homme, tout ce que nous savons de lui a rapport à son état actuel d'homme. Nous ne pouvons trouver sa trace ni son souvenir dans une condition plus basse que celle des sauvages d'aujourd'hui. Quel que soit le pont qu'il a dû traverser pour franchir l'abime qui le sépare maintenant de la brute, il n'en reste aucun vestige. Entre les sauvages les plus bas que nous connaissons, et les animaux les plus élevés, il y a une différence non seulement de degré, mais d'espèce. Les animaux inférieurs accomplissent des actes, manifestent des émotions semblables à ceux des hommes; mais l'homme, quelque bas que soit sa place dans l'échelle de l'humanité, n'a jamais encore été trouvé dépourvu d'une chose dont les animaux ne montrent pas la moindre trace, — d'une chose nettement reconnaissable bien que presque indéfinissable, — de la faculté d'amélioration, qui fait de lui l'animal progressiste.

Le castor construit une digue, l'oiseau un nid et l'abeille une cellule; mais la digue du castor, le nid de l'oiseau et la cellule de l'abeille sont toujours construits sur le même modèle, tandis que la maison de l'homme passe de la hutte grossière de feuillages et de branches, à la magnifique demeure satisfaisant toutes les exigences actuelles. Le chien peut jusqu'à un certain

point lier la cause à l'effet, et on peut lui enseigner quelques tours; mais sous ce rapport, ses capacités n'ont en rien augmenté, depuis les siècles qu'il est l'associé de l'homme inventant et améliorant; et le chien de la civilisation n'est en rien plus accompli ou plus intelligent que le chien du sauvage errant. Nous ne connaissons aucun animal qui se serve de vêtements, qui cuise sa nourriture, qui se fasse des outils ou des armes, qui élève les autres animaux qu'il désire manger, ou qui ait un langage articulé. Tandis qu'on n'a pas encore trouvé, ou entendu parler, sauf dans la fable, d'hommes n'ayant pas fait toutes ces choses. C'est-à-dire que l'homme, partout où nous le connaissons, manifeste son pouvoir d'ajouter à ce que la nature a fait pour lui, ce qu'il fait pour lui-même; et de fait, les facultés physiques de l'homme sont si inférieures, que dans aucune partie du monde, sauf peut-être dans quelques petites îles du Pacifique, il ne pourrait se maintenir s'il n'avait pas cette faculté.

Partout et dans tous les temps l'homme manifeste cette faculté, partout et dans tous les temps dont nous avons connaissance, il en fait usage. Mais cet usage varie beaucoup en degré. Entre le canot grossier et le bateau à vapeur, entre le boomrang et le fusil à répétition, entre l'idole de bois grossièrement taillée et le marbre vivant de l'art grec, entre les connaissances du sauvage et la science moderne, entre l'Indien sauvage et le colon blanc, entre la femme hottentote et la belle des sociétés policées, il y a une énorme différence.

Les différents degrés auxquels cette faculté est employée, ne peuvent être attribués à des différences de capacité originelle — les peuples les plus civilisés aujourd'hui étaient des sauvages dans les temps historiques, et nous trouvons les plus grandes différences entre les peuples de même famille. On ne peut pas non plus attribuer entièrement ces différences au milieu physique, — les berceaux de la science et des arts sont aujourd'hui, dans beaucoup de cas, occupés par des barbares, et en peu d'an-

nées de grandes villes s'élèvent sur les terrains de chasse de tribus sauvages. Toutes ces différences sont évidemment liées au développement social. En dehors peut-être des rudiments mêmes de la civilisation, l'homme ne peut se développer que s'il vit avec ses semblables. Donc, nous résumons sous le terme de civilisation toutes ces améliorations dans les facultés et la condition de l'homme. Les hommes avancent quand ils deviennent civilisés, ou apprennent à coopérer en société.

Quelle est la loi de ce progrès? Par quel principe commun pouvons-nous expliquer les différents degrés de civilisation où sont arrivées différentes communautés? En quoi consistent essentiellement les progrès de la civilisation, de façon à ce que nous puissions dire des différents arrangements sociaux, ceux-là favorisent ces progrès, et ceux-là ne les favorisent pas; ou expliquer pourquoi une institution ou une condition qui, pendant un temps, fera avancer la civilisation, pourra, à une autre époque la retarder?

On croit généralement aujourd'hui que le progrès de la civilisation est un développement ou une évolution, dans le cours duquel les facultés de l'homme sont augmentées et ses qualités améliorées par l'opération de causes similaires à celles qu'on cite pour expliquer la genèse des espèces, c'est-à-dire la survivance du plus fort, et la transmission des qualités acquises.

Que la civilisation soit une évolution — c'est-à-dire suivant les paroles d'Herbert Spencer, un progrès d'une homogénéité indéfinie, incohérente, à une hétérogénéité définie, cohérente — cela ne fait pas de doute; mais cela n'explique pas ou n'identifie pas les causes qui l'avancent ou la retardent. Jusqu'à quel point la grande généralisation de Spencer, qui cherche à expliquer tous les phénomènes avec les termes de matière et de force, peut-elle, bien comprise, renfermer toutes ces causes, je suis incapable de le dire; mais, telle qu'elle est scientifiquement exposée, la philosophie de l'évolution, ou bien n'a pas encore abordé nettement cette question, ou bien a donné naissance, ou

plutôt a donné de la cohérence, à une opinion qui n'est pas d'accord avec les faits.

L'explication vulgaire du progrès est, je crois, assez semblable à l'idée naturellement conçue par le faiseur d'argent, des causes de la distribution inégale de richesse. Sa théorie, s'il en a une, est que l'argent est abondamment produit par ceux qui en ont la volonté et la capacité, et que c'est l'ignorance, la paresse, ou la prodigalité qui font la différence entre le riche et le pauvre. De même, l'explication courante des différences de civilisation fait appel aux différences de capacité. Les races civilisées sont les races supérieures, et le progrès de la civilisation est en raison de cette supériorité; de même, dans l'opinion du peuple anglais, les victoires anglaises étaient dues à la supériorité naturelle des Anglais sur les Français mangeurs de grenouilles; de même, jusqu'à ces derniers temps, dans l'opinion du peuple américain, le gouvernement populaire, l'activité d'invention, la grande moyenne de confort, étaient dus à la plus grande « activité de la nation Yankee. »

Et, de même que les doctrines économico-politiques, que nous avons réfutées au commencement, s'harmonisaient avec l'opinion commune des hommes qui voient les capitalistes payant les salaires, et la compétition réduisant les salaires ; de même que la théorie de Malthus s'harmonise avec les préjugés existant chez le riche comme chez le pauvre; de même l'explication du progrès par une amélioration graduelle d'une race s'harmonise avec l'opinion vulgaire qui explique par des différences de race les différences de civilisction. Elle a donné de la cohérence, a formulé scientifiquement les opinions qui existaient auparavant. Sa propagation merveilleuse, depuis le temps où Darwin pour la première fois alarma le monde avec son *Origine des Espèces*, n'a pas tant été une conquête qu'une assimilation.

L'opinion qui domine aujourd'hui le monde de la pensée est celle-ci : la lutte pour l'existence, en proportion de son intensité, force les hommes à de nouveaux efforts, à de nouvelles

inventions ; le progrès et la faculté de progresser sont fixés par la transmission héréditaire, et augmentés par la tendance de l'individu le mieux adapté aux circonstances, ou de l'individu le mieux amélioré, à survivre et à se propager parmi les individus, et par la tendance de la tribu, de la nation, ou de la race la mieux adaptée ou la mieux améliorée, à survivre dans la lutte entre les sociétés. Les différences entre l'homme et les animaux, et les différences dans les progrès relatifs des hommes sont aujourd'hui expliquées par cette théorie avec autant d'assurance, et presque aussi généralement, qu'on les expliquait autrefois par la théorie d'une création spéciale et d'une intervention divine.

Le résultat pratique de cette théorie est une sorte de fatalisme plein d'espérances, dont la littérature courante est pleine [1]. D'après cette opinion, le progrès est le résultat de forces qui travaillent lentement, constamment, impitoyablement, à l'élévation de l'homme. La guerre, l'esclavage, la tyrannie, la superstition, la famine, la peste, la misère qui corrompent la civilisation moderne, sont les causes impulsives qui mènent l'homme plus loin, en éliminant les types inférieurs et en conservant les supérieurs; et la transmission héréditaire est la force par laquelle sont fixés les progrès, et les progrès passés préparent la voie à de nouveaux progrès. L'individu est le résultat de changements imprimés sur une longue série d'individus passés et perpétués par eux, et l'organisation sociale reçoit sa forme des individus dont elle est composée. Ainsi, pendant que

[1] C'est sous la forme demi-scientifique ou populaire qu'on peut peut-être voir ce sentiment exprimé d'une manière complète parce qu'elle est franche ; dans *Le Martyre de l'homme*, par exemple, dont l'auteur Winwood Read, est un écrivain d'une singulière vivacité et puissance. Le livre est en réalité une histoire du progrès, ou plutôt une monographie de ses causes et de ses méthodes, et mérite bien une lecture pour ses tableaux vivants, quelqu'opinion qu'on ait sur la capacité de l'auteur pour les généralisations philosophiques. Le lien entre le sujet et le titre est indiqué par la conclusion : « J'ai donné à l'histoire universelle un titre étrange, mais vrai — le Martyre de l'humanité. A chaque génération la race humaine a été torturée afin que ses enfants puissent profiter de ses malheurs. Notre propre prospérité est fondée sur les souffrances du passé. Est-il donc injuste que nous souffrions aussi au profit de ceux qui nous succéderont? »

cette théorie est, comme le dit Herbert Spencer[1] « radicale à un degré dépassant tout ce qu'a conçu le radicalisme courant, » tant qu'elle concerne les changements dans la nature même de l'homme; elle est en même temps « conservatrice à un degré dépassant tout ce qu'a conçu l'esprit conservateur ordinaire, » en ce qu'elle affirme qu'aucun changement ne peut se produire, sauf ces changements lents, dans les natures des hommes. Les philosophes peuvent enseigner que cette doctrine n'affaiblit pas le devoir d'essayer de réformer les abus, comme les théologiens qui prêchent la prédestination insistent sur le devoir de tous de lutter pour le salut; mais telle qu'elle est comprise en général, elle a pour résultat le fatalisme « agissons comme nous le pouvons, les moulins des dieux tournent sans tenir compte de notre aide ou de notre résistance. » Je ne fais allusion à ceci que pour donner un exemple de ce que je crois être l'opinion qui se répand aujourd'hui et envahit la pensée générale; et afin que, dans la recherche de la vérité, on ne permette à aucun de ses effets d'influencer l'esprit. Voilà donc ce que je crois être l'opinion courante sur la civilisation : elle est le résultat de forces, opérant de la manière indiquée, qui changent lentement le caractère, améliorent et élèvent les facultés de l'homme; la différence entre l'homme civilisé et le sauvage est produite par une longue éducation de la race, qui s'est définitivement fixée dans l'organisation mentale; et ce progrès tend à augmenter et à produire une civilisation de plus en plus haute. Nous avons atteint un point tel, que le progrès nous semble tout naturel, et que nous regardons en avant avec confiance les progrès plus grands de la génération à venir, — quelques-uns d'entre nous croyant même que le progrès de la science donnera finalement à l'homme l'immortalité, et lui permettra de faire le tour des planètes et des étoiles fixes, et de fabriquer à la fin pour lui-même des soleils et des systèmes[2].

[1] *L'étude de la Sociologie.* — Conclusion.

[2] Winwood Read : *Martyre de l'homme.*

Mais, sans s'élever jusqu'aux étoiles, du moment que cette théorie du progrès, qui nous semble si naturelle, à nous qui sommes dans une civilisation avançant, est mise en face du monde entier, elle se heurte contre un fait considérable, — contre les civilisations fixes, pétrifiées. Aujourd'hui, la majorité de la race humaine n'a aucune idée du progrès; la majorité de la race humaine regarde (comme le faisaient encore, il y a quelques générations, nos ancêtres) le passé comme le temps de la perfection humaine. La différence entre le sauvage et l'homme civilisé peut être expliquée d'après la théorie courante en disant que le premier est encore si imparfaitement développé que ce progrès est encore à peine apparent: mais comment, avec la théorie que le progrès humain est le résultat de l'œuvre des causes générales et continues, pouvons-nous expliquer les civilisations qui ont avancé jusqu'à un certain point, puis se sont arrêtées? On ne peut pas dire de l'Hindou et du Chinois, comme du sauvage, que notre supériorité est le résultat d'une éducation plus longue; que nous sommes les hommes faits de la nature, tandis qu'ils en sont les enfants. Les Hindous et les Chinois étaient des civilisés alors que nous étions des sauvages. Ils avaient de grandes cités, des gouvernements organisés et puissants, des littératures, des philosophies, des manières polies, un travail très divisé, un grand commerce, une industrie développée, alors que nos ancêtres n'étaient que des barbares errants, vivant dans des huttes et des tentes de peau, aussi peu avancés que les sauvages américains. Mais alors que nous avons progressé de cet état sauvage jusqu'à la civilisation du dix-neuvième siècle, ils sont restés stationnaires. Si le progrès est le résultat de lois fixes, inévitables et éternelles, qui poussent les hommes en avant, comment expliquerons-nous cet arrêt?

Un des meilleurs interprètes populaires de la philosophie de l'évolution, Walter Bagehot *(Physics and Politics)* admet la valeur de cette objection, et essaie d'y répondre comme il suit: la première chose nécessaire pour civiliser l'homme, c'est de

l'apprivoiser ; de l'amener à vivre avec ses pareils, et soumis à la loi ; de là la formation d'un corps ou « gâteau » de lois et de coutumes, fortifié et étendu par la sélection naturelle, la tribu ou la nation ayant reconnu des obligations entre ses membres aura un avantage sur celles qui n'ont pas de lois. Ce corps de coutumes et de lois devient ensuite trop serré et trop dur pour permettre de nouveaux progrès, qui ne peuvent avoir lieu que si certaines circonstances font naître la discussion, et permettent ainsi la liberté et la mobilité nécessaires au progrès.

Cette explication qu'offre M. Bagehot avec une certaine hésitation, ne subsiste je crois qu'aux dépens de la théorie générale. Mais la chose ne vaut pas la peine d'être discutée, car cette explication va manifestement contre les faits.

Cette tendance à la pétrification dont parle M. Bagehot se serait manifestée à une période très primitive du développement, et presque tous les exemples qu'on en donne sont tirés de la vie sauvage ou à demi-sauvage. Au lieu de cela, ces civilisations arrêtées ont avancé pendant longtemps, avant leur arrêt. Il a dû exister un temps où elles étaient très avancées en comparaison de l'état sauvage, et où elles étaient encore plastiques, libres, et progressaient. Ces civilisations pétrifiées s'arrêtèrent à un point à peine inférieur, et souvent supérieur, à la civilisation européenne du seizième ou au moins du quinzième siècle. Jusqu'à ce point il y a donc dû avoir des discussions, on a dû saluer les nouveautés, déployer une activité mentale dans tous les sens. Ces pays ont eu des architectes qui ont porté l'art de la construction, nécessairement par une série d'innovations ou d'améliorations, à un point très élevé ; des constructeurs de navires qui par le même procédé, à la suite d'innovations successives, ont produit des vaisseaux aussi bons que les vaisseaux de guerre de Henri VIII ; des inventeurs qui se sont arrêtés sur la limite même de nos inventions les plus importantes, et qui peuvent même nous apprendre encore quelque chose ; des ingénieurs qui ont dirigé de grands travaux d'irrigation et construit des

canaux navigables; des écoles rivales de philosophie, et des idées religieuses en opposition les unes avec les autres. Une grande religion, ressemblant sous beaucoup de rapports au christianisme, est née dans l'Inde, a remplacé la vieille religion, a passé en Chine, débordant sur ce pays, puis a été remplacée à son tour dans son berceau, comme l'a été le christianisme. Il y avait donc là de la vie, et une vie active, et des innovations qui en engendraient d'autres, longtemps après que les hommes eussent appris à vivre ensemble. De plus, l'Inde et la Chine ont toutes les deux reçu l'infusion d'une vie nouvelle par des races conquérantes ayant des mœurs et des modes de pensée différents.

La civilisation la plus immobile que nous connaissions est celle de l'Égypte, où l'art lui-même avait fini par prendre une forme conventionnelle et inflexible. Mais nous savons qu'avant cette période d'immobilité il a dû y avoir une période d'activité et de vigueur, une civilisation fraîchement développée, et s'étendant, car autrement les arts et les sciences n'auraient jamais pu atteindre l'élévation où ils étaient arrivés. Et des fouilles récentes ont ramené à la lumière, outre l'Égypte que nous connaissions, une Égypte nouvelle, plus ancienne encore, avec des statues et des sculptures qui, au lieu du type rigide et consacré, rayonnent de vie et d'expression et qui, en montrant un art vivant, ardent, naturel, libre, sont les indices sûrs d'une vie active et progressive. Il doit en avoir été de même de toutes les civilisations aujourd'hui stationnaires.

Mais ce n'est pas seulement ces civilisations pétrifiées que n'explique pas la théorie courante du progrès. Non seulement les hommes se sont avancés jusqu'à un point donné dans la voie du progrès, puis se sont arrêtés; mais les hommes ont été bien loin dans cette voie du progrès, puis ils ont retourné en arrière. Ce n'est pas seulement un cas isolé qui contredit ainsi la théorie, *c'est la règle universelle*. Chaque civilisation qu'a vu naître ce monde a eu sa période de croissance vigoureuse, puis sa

période d'arrêt et de stagnation ; son déclin et sa chute. De toutes les civilisations qui sont nées, puis ont fleuri, il ne reste aujourd'hui que celles qui ont été arrêtées et la nôtre, qui n'est pas encore aussi vieille que l'étaient les pyramides quand Abraham les contemplait — puisque derrière les pyramides étaient vingt siècles historiques.

Que notre civilisation ait une base plus large, soit d'un type plus élevé, avance plus rapidement et plus loin que n'importe quelle autre civilisation précédente, cela est incontestablement vrai ; mais sous ce rapport elle est à peine plus en avance sur la civilisation gréco-romaine que ne l'était celle-ci sur la civilisation asiatique ; et si elle l'est, cela ne prouve rien quant à sa durée et à son progrès futur, à moins qu'on prouve qu'elle est supérieure sur les points qui ont causé la ruine finale de ses prédécesseurs. La théorie courante ne suppose pas cela.

En réalité rien n'explique moins les faits de l'histoire universelle que cette théorie qui fait de la civilisation le résultat de la sélection naturelle opérant pour améliorer et élever les facultés de l'homme ; car cela peut résulter de la balance inégale des forces impulsives et résistantes. Que la civilisation ait commencé en différents temps, en différents lieux, et ait progressé inégalement, cela n'est pas en contradiction avec cette théorie ; mais que le progrès partout commençant (car même parmi les tribus les plus inférieures on admet qu'il y a eu quelques progrès) n'ait été nulle part continu mais se soit partout arrêté ou ait rétrogradé, voilà qui *est* complètement en désaccord avec l'explication. Car si le progrès opère en fixant une amélioration dans la nature de l'homme, et en produisant ainsi un progrès subséquent, bien qu'il puisse y avoir une interruption accidentelle, cependant, la règle générale devrait être que le progrès est continu — que le progrès conduit au progrès, et qu'une civilisation amène une civilisation plus élevée.

Non seulement la règle générale, mais la *règle universelle*, est le contraire même de ceci. La terre est la tombe des em-

pires morts, non moins que celle des hommes morts. Au lieu qu'un progrès conduise les hommes à des progrès plus grands, chaque civilisation qui, en son temps, a été vigoureuse et progressive comme la nôtre, en est arrivée à s'arrêter d'elle-même. Maintes et maintes fois déjà, l'art a décliné, la science a sombré, la puissance a faibli, la population est devenue plus rare, jusqu'à ce qu'un peuple ayant construit de grands temples et des cités puissantes, détourné des rivières et percé des montagnes, cultivé la terre comme un jardin, et introduit les raffinements les plus exquis dans les affaires minutieuses de la vie, ait décliné au point de n'être plus qu'une tribu barbare ayant même perdu la mémoire de ce qu'avaient fait ses ancêtres, et regardant les fragments, restes de leur grandeur, comme l'œuvre des génies, ou d'une race puissante d'avant le déluge. Cela est si vrai, que lorsque nous pensons au passé, cette décadence semble la loi inexorable à laquelle nous n'avons pas plus espoir d'échapper, que le jeune homme qui « sent la vie circuler dans tous ses membres, » ne peut espérer échapper à la dissolution qui est le destin commun de tous. « O Rome, cela aussi sera un jour ton destin ! » disait Scipion en pleurant sur les ruines de Carthage, et le tableau fait par Macaulay de l'habitant de la Nouvelle-Zélande flânant sur une arche brisée du pont de Londres, fait appel à l'imagination de ceux mêmes qui voient des villes naître dans le désert, et qui aident à fonder de nouveaux empires. Et c'est ainsi que lorsque nous érigeons un monument public, nous faisons un trou dans la plus grande pierre d'angle et que nous y scellons soigneusement quelque souvenir de l'événement, en vue du temps où nos œuvres seront des ruines et où nous-mêmes aurons disparu.

Cette alternative de progrès et de décadence de la civilisation, cette rétrogression qui suit toujours la progression, est-elle ou n'est-elle pas le mouvement rhythmique d'une course ascendante (et je crois, bien que je ne veuille pas soulever la question, qu'il serait beaucoup plus difficile qu'on ne le suppose

généralement, de prouver l'affirmative) cela n'a aucune importance; car la théorie courante, dans l'un et l'autre cas, est réfutée. Des civilisations sont mortes sans laisser de trace, et des progrès péniblement faits ont été pour toujours perdus pour la race; mais, même si l'on admettait que chaque progrès a rendu possible un nouveau progrès, et que chaque civilisation a passé la torche à une civilisation plus complète, la théorie qui fait avancer la civilisation par des changements opérés dans la nature de l'homme, n'expliquerait encore pas les faits; car dans chaque cas, ce n'est pas la race instruite et modifiée héréditairement par la vieille civilisation qui en commence une nouvelle, mais bien une race fraîche sortant d'un niveau inférieur. Ce sont les barbares d'une époque qui sont les hommes civilisés d'une autre, et ont à leur tour des barbares pour successeurs. Car toujours les hommes placés sous les influences de la civilisation après s'être d'abord améliorés, ont ensuite dégénéré. L'homme civilisé d'aujourd'hui est immensément supérieur au non civilisé; mais il en a toujours été de même, dans les époques de vigueur, pour l'homme civilisé des civilisations mortes. Les vices, les corruptions, l'énervement des civilisations, se sont toujours montrés, passé un certain point de progrès. Chaque civilisation balayée par les barbares a péri en réalité, de sa décadence intérieure.

Ce fait universel, du moment qu'il est reconnu, détruit la théorie du progrès par transmission héréditaire. En regardant l'histoire du monde on voit que la ligne du plus grand progrès ne coïncide nulle part, au bout d'un certain temps, avec une ligne d'hérédité. En suivant une ligne particulière d'hérédité, la rétrogression semble toujours suivre le progrès.

Devons-nous dire qu'il y a une vie nationale ou de la race, comme il y a une vie individuelle — que chaque aggrégat social a une certaine somme d'énergie qui une fois dépensée est suivie nécessairement de décadence. C'est là une vieille idée très répandue jadis, qui a encore beaucoup de partisans, et que

l'on voit sans cesse percer maladroitement dans les écrits des interprètes de la philosophie de l'évolution. En réalité je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas l'exprimer avec les termes de matière et de mouvement de manière à en faire une généralisation dans le genre de celle de l'évolution. Car en considérant ses individus comme des atomes, la croissance de la société est « une intégration de matière accompagnée d'une dissipation de mouvement, pendant laquelle la matière passe d'une homogénéité indéfinie, incohérente, à une hétérogénéité définie, cohérente, et pendant laquelle aussi le mouvement retenu subit une transformation analogue [1]. » Et c'est ainsi qu'on peut établir une analogie entre la vie d'une société et la vie d'un système solaire en s'appuyant sur l'hypothèse nébulaire. De même que la chaleur et la lumière du soleil sont produites par l'aggrégation des atomes développant du mouvement, qui cesse finalement quand les atomes arrivent à un état d'équilibre ou de repos, et qu'un état d'immobilité s'ensuit, lequel ne peut être rompu que par l'intervention de forces extérieures qui renversent le procédé de l'évolution, et produisent une intégration de mouvement et une dissipation de matière sous forme de gaz, pour développer à nouveau le mouvement par sa condensation; de même on peut dire que l'aggrégation des individus dans une communauté développe une force qui produit la lumière et la chaleur de la civilisation; mais quand ce mouvement cesse, et que les éléments composants, les individus, sont arrivés à un état d'équilibre, prenant leurs places fixes, la pétrification se produit, et la rupture de cet état, la diffusion causée par une incursion de barbares, est nécessaire pour que le mouvement recommence et produise une nouvelle civilisation.

Mais les analogies sont dangereuses. Elles déguisent souvent ou cachent la vérité. Et en général elles sont superficielles. Une communauté, puisque ses membres se reproduisent cons-

[1] Définition de l'évolution donnée par Herbert Spencer dans ses *Premiers Principes*.

tamment avec toute la vigueur de l'enfance, ne peut pas devenir vieille, comme le fait l'homme, par le déclin de ses forces. Puisque sa force totale doit être la somme des forces des individus qui en sont les éléments composants, une communauté ne peut pas perdre sa force vitale à moins que les forces vitales de ses éléments ne soient affaiblies.

Cependant, dans l'analogie ordinaire qui rapproche la vie d'une nation de celle d'un individu, et dans celle que j'ai supposée, se cache l'admission d'une vérité évidente — les obstacles qui forcent à la fin le progrès à s'arrêter, sont élevés par la marche même du progrès; ce qui a détruit toutes les civilisations antérieures, ce sont les conditions produites par le développement de la civilisation elle-même.

Voilà la vérité qu'ignore la philosophie courante; et cependant c'est une vérité évidente. Toute théorie de progrès humain, pour être sérieuse, doit en tenir compte.

CHAPITRE II.

DES DIFFÉRENCES DE CIVILISATION. — LEURS CAUSES.

En essayant de découvrir la loi du progrès humain, la première chose à faire c'est de déterminer la nature essentielle de ces différences que nous appelons des différences de civilisation.

Nous avons déjà vu que la philosophie ordinaire qui attribue le progrès social à des changements opérés dans la nature de l'homme, ne s'accorde pas avec les faits historiques. Et nous pouvons également voir que les différences entre les communautés, considérées à différents degrés de civilisation, ne peuvent être attribuées à des différences innées entre les individus qui composent ces communautés. Il y a des différences naturelles, c'est vrai, la transmission héréditaire existe, c'est encore vrai

mais on ne peut expliquer par elles les grandes différences qu'il y a entre les hommes dans des états différents de société. L'influence de l'hérédité à laquelle il est de mode d'attribuer tant de choses, n'est rien, comparée aux influences qui forment l'homme après son entrée dans le monde. Qu'est-ce qui se transforme plus en habitude que le langage, qui non seulement devient une contraction automatique des muscles, mais encore le médium de la pensée ? Qu'est-ce qui persiste plus longtemps et prouve plus rapidement une nationalité ? Et cependant nous ne sommes nés avec aucune pré-disposition pour une langue quelconque. Notre langue maternelle n'est notre langue maternelle que parce que nous l'avons apprise dans notre enfance. Un enfant, bien que ses ancêtres aient pensé et parlé dans une langue pendant de longues générations, apprendra avec autant de facilité n'importe quelle autre langue qu'on lui parlera. Et il en est de même des autres particularités nationales ou locales. Elles semblent être du ressort de l'éducation et de l'habitude, et non de la transmission. Les cas d'enfants blancs capturés très jeunes par les Indiens et élevés dans leurs wigwams le prouvent bien. Ils sont devenus de vrais Indiens. Et il doit en être de même, je crois, pour les enfants volés par les Bohémiens.

Si cela n'est pas aussi vrai d'enfants d'indiens ou d'autres races distinctes, enlevés par les blancs, cela vient je crois de ce que ces enfants n'ont jamais été complètement traités comme des enfants blancs. Un professeur ayant enseigné dans une école d'enfants de couleur m'a dit une fois que, jusqu'à l'âge de dix ou douze ans, ces enfants paraissaient réellement plus brillants, et apprenaient plus rapidement que les enfants blancs, mais qu'après cet âge ils devenaient lourds et nonchalents. Il pensait que cela prouve une infériorité innée de race, et je le croyais comme lui à cette époque. Mais j'ai entendu ensuite un gentleman nègre très intelligent (l'évêque Hillery), faire incidemment une remarque qui me semble expliquer suffisamment le cas. « Nos enfants, » disait-il, « quand ils sont jeunes, sont aussi brillants

que les enfants blancs et apprennent aussi vite. Mais aussitôt qu'ils deviennent assez grands pour apprécier leur situation — pour comprendre qu'on les regarde comme appartenant à une race inférieure — et pour voir qu'ils ne peuvent pas espérer devenir autre chose que cuisiniers ou serviteurs, ils perdent leur ambition et cessent de travailler. » Et il aurait pu ajouter qu'étant les enfants de parents pauvres, peu cultivés et sans ambition, ils sont encouragés dans cette voie par les influences domestiques. Car je crois que l'observation prouve que, pendant la première partie de l'éducation, les enfants de parents ignorants sont tout aussi intelligents que les enfants de parents instruits mais que plus tard ce sont les enfants de parents instruits qui progressent et font des hommes et des femmes intelligents. La raison est facile à trouver. Pour les choses élémentaires qu'ils n'apprennent qu'à l'école, ils sont tous sur un pied d'égalité, mais quand les études deviennent plus complexes, l'enfant qui, à la maison, a l'habitude de parler un bon anglais, d'entendre une conversation intelligente, de trouver des livres, de faire des questions qui sont satisfaites, etc., a un avantage indiscutable.

On peut voir la même chose plus tard dans la vie. Prenez un homme qui s'est élevé par lui-même hors des rangs des travailleurs ordinaires; à mesure qu'il se trouve en contact avec des hommes cultivés et des hommes d'affaires, il devient plus intelligent et plus policé. Prenez deux frères, fils de parents pauvres, élevés dans la même maison, et de la même manière. L'un est placé dans un commerce grossier et ne s'élève jamais au-dessus de la nécessité de gagner sa vie par un rude travail journalier; l'autre commence par vagabonder, puis reçoit un jour une impulsion qui l'engage dans une autre voie, et il finit par devenir un légiste, un marchand, ou un politicien. A quarante ou cinquante ans le contraste entre eux deux sera frappant, et l'observateur superficiel attribuera la différence aux dispositions naturelles plus élevées de l'un, qui lui ont permis

de se pousser en avant. Mais on trouvera la même différence frappante entre les manières et l'intelligence de deux sœurs dont l'une, mariée a un homme pauvre, a une vie absorbée par les petits soins du ménage et dépourvue d'occasions de développement, et dont l'autre a épousé un homme dont la situation lui donne l'occasion de voir une société cultivée, et de développer son goût et son intelligence. On peut observer de la même manière la marche inverse. Le dicton : « Les mauvaises liaisons corrompent les bonnes manières » n'est que l'expression de la loi générale que le caractère de l'homme est profondément modifié par les circonstances et les influences extérieures.

Je me rappelle avoir vu une fois dans un port du Brésil un nègre habillé avec la prétention évidente d'être à la dernière mode, mais qui n'avait ni bas ni souliers. Un des matelots avec qui j'étais, et qui avait passé plusieurs années à faire la traite des esclaves, avait pour théorie que le nègre n'est pas un homme mais une sorte de singe, et il montrait le nègre habillé comme preuve de sa théorie, soutenant qu'il n'est pas naturel à un nègre de porter des souliers et qu'à l'état sauvage il ne porterait aucun vêtement. Mais j'appris après qu'il était de mode ici qu'un nègre ne portât pas de souliers, comme il est de mode en Angleterre qu'un sommelier correctement habillé ne porte pas de bijoux (malgré cela j'ai vu depuis des blancs, libres de s'habiller comme ils l'entendaient, se conduire avec autant de sans-gêne que l'esclave brésilien). Bien des faits cités pour prouver la transmission héréditaire n'ont en réalité pas plus de valeur que celui avancé par le matelot darwiniste.

On dit, par exemple, pour prouver la transmission héréditaire, qu'un grand nombre de criminels et de pauvres de New-York descendent de familles, pauvres depuis plusieurs générations. Mais cela ne prouve rien de semblable quand on explique mieux les faits. Les pauvres élèveront des pauvres, même si les enfants ne sont pas les leurs, de même que le contact des criminels fera des criminels d'enfants nés de parents vertueux.

Apprendre à compter sur la charité, c'est nécessairement perdre le respect de soi-même et l'indépendance qui font qu'on a confiance en soi quand la lutte est dure. Cela est si vrai que la charité, c'est bien connu, a pour effet d'augmenter la demande de charité, et qu'on peut se demander si la charité publique et les aumônes privées ne font pas, sous ce rapport, autant de mal que de bien. Il en est de même de la disposition qu'ont les enfants à montrer les mêmes sentiments, goûts, préjugés ou talents que leurs parents. Ils prennent ces dispositions, comme ils s'imprègnent des habitudes de leurs compagnons habituels. Et l'exception confirme la règle comme le prouvent les dégoûts et les antipathies.

Il y a encore une influence cachée à laquelle, je crois, on doit attribuer bien des choses qu'on attribue ordinairement à l'atavisme, influence semblable à celle qui fait que l'enfant qui lit un roman d'aventure, désire être pirate. J'ai connu un homme dans les veines duquel coulait le sang de chefs indiens. Il avait l'habitude de me raconter les traditions transmises par son grand-père et m'aidait à comprendre ce qui est difficile à concevoir pour un blanc — les habitudes de pensée d'un Indien, la soif de sang de l'Indien, patient mais ardent, sur le sentier de la guerre, la force d'âme déployée par l'Indien attaché au poteau du supplice. A la manière dont il appuyait sur tout cela j'étais certain que dans certaines circonstances, cet homme parfaitement élevé et civilisé, aurait pu accomplir des choses qu'on aurait attribué à son sang d'indien; tandis qu'en réalité l'influence de son imagination, s'échauffant au récit des actions de ses ancêtres, aurait parfaitement suffi à les expliquer [1].

Dans n'importe quelle grande communauté, nous pouvons

[1] Wordsworth, dans sa Chanson pour la Fête du Château de Brougham, a fait allusion, sous une forme très poétique, à cette influence :

Les armures qui rouillent dans ses *halls*
Réveillent le sang de Clifford;
« Soumets l'Écossais! » s'écrie la lance;
« Porte-moi au cœur de la France! »
Suggère le bouclier.

observer entre les classes et les groupes, des différences du même genre que celles qui existent entre les communautés que nous considérons comme différant en civilisation — différences de savoir, de coutumes, de goûts, de langage — qui dans leurs extrêmes, se montrent entre des gens d'une même race, vivant dans le même pays, différences parfois aussi grandes que celles qui existent entre des communautés civilisées et sauvages. De même que dans les communautés existant simultanément aujourd'hui on peut trouver tous les degrés de développement social, de même dans un même pays, dans une même ville, on peut trouver, vivant côte à côte, des groupes montrant de semblables différences. Dans des pays comme l'Allemagne et l'Angleterre, des enfants de même race nés et élevés au même endroit grandiront parlant différemment, ayant des croyances diverses suivant des coutumes différentes, montrant des goûts différents; et même aux États-Unis, quoique à un moindre degré, on trouve des différences du même genre entre différents cercles ou groupes.

Mais ces différences ne sont certainement pas innées. Aucun enfant ne naît méthodiste ou catholique, prononçant ou ne prononçant pas la lettre *h*. Toutes ces différences qui distinguent différents groupes viennent de l'association avec ces groupes.

Les Janissaires étaient recrutés parmi de jeunes enfants nés de parents chrétiens et enlevés dans un âge tendre; et cependant ils n'en étaient pas moins de fanatiques musulmans et n'en montraient pas moins tous les traits des Turcs; les Jésuites et d'autres ordres font preuve d'un caractère distinct, qui n'est certainement pas perpétué par la transmission héréditaire; et même des associations comme des écoles, des régiments, dont les éléments ne demeurent que peu de temps et changent constamment, montrent des traits caractéristiques, qui sont les résultats d'impressions mentales perpétuées par l'association.

C'est ce corps de traditions, de croyances, de coutumes, de lois, d'habitudes et d'associations, qui se forme dans chaque communauté, et qui environne chaque individu — « cet envi-

ronnant super-organique» — comme l'appelle Herbert Spencer, qui, tel que je le conçois, est le grand élément déterminant du caractère national. C'est lui, plus que la transmission héréditaire, qui fait que l'Anglais diffère du Français, l'Allemand de l'Italien, l'Américain du Chinois, et l'homme civilisé de l'homme sauvage. C'est par lui que le caractère national est conservé, étendu ou altéré.

Dans de certaines limites (ou, si vous l'aimez mieux, sans limites en elle-même), la transmission héréditaire peut développer ou altérer des qualités, mais cela est plus vrai au point de vue physique qu'au point de vue mental, et plus vrai des animaux que de l'homme physique. Des déductions tirées de l'élevage des pigeons et du bétail ne peuvent s'appliquer à l'homme, et la raison en est claire. La vie de l'homme, même dans l'état le plus primitif, est infiniment plus complexe. Il est constamment soumis à un nombre infiniment plus grand d'influences, au milieu desquelles l'influence de l'hérédité se fait de moins en moins prépondérante. Une race d'hommes ne manifestant pas une activité mentale plus grande que celle des animaux — d'hommes ne faisant que manger, boire, dormir et se propager — pourrait, je n'en doute pas, à la suite de soins et d'une sélection dans les mariages, et avec le temps, montrer une aussi grande diversité de formes et de caractères qu'en ont produits dans les animaux domestiques des moyens similaires. Mais de tels hommes n'existent pas; et dans les hommes tels qu'ils sont, les influences mentales, agissant par l'esprit sur le corps, contrarieraient sans cesse le procédé. Vous ne pouvez engraisser un homme dont l'esprit est actif en l'enfermant et en le nourrissant, comme vous engraisseriez un porc. Selon toutes les probabilités, les hommes sont sur la terre depuis plus longtemps que beaucoup d'espèces d'animaux. Ils ont été séparés les uns des autres par des différences de climat qui produisent les différences les plus marquées entre les animaux, et cependant les différences physiques entre les différentes races

d'hommes sont à peine plus grandes que la différence qu'il y a entre les chevaux noirs et les chevaux blancs — elles ne sont certainement pas aussi grandes que celles qu'il y a entre certains chiens, par exemple entre les différentes variétés de terriers ou d'épagneuls. Et même ces différences physiques entre les races d'hommes n'ont été produites, disent ceux qui les attribuent à la sélection naturelle et à la transmission héréditaire, que lorsque l'homme se rapprochait plus de l'animal, c'est-à-dire lorsque son intelligence était moins développée.

Et si cela est vrai de la constitution physique de l'homme, combien cela ne doit-il pas être plus vrai encore de sa constitution mentale? Toutes les parties de notre corps, nous les apportons avec nous dans le monde; mais l'esprit se développe après notre naissance.

Il y a pour chaque organisme un point de son développement où l'on ne peut dire que par ce qui l'environne, s'il sera poisson, reptile, singe ou homme. Il en est de même pour l'enfant nouveau-né; l'esprit qui n'est pas encore éveillé à la conscience et à la force, sera-t-il anglais ou allemand, américain ou chinois, esprit d'un homme civilisé ou d'un sauvage, cela dépend entièrement du milieu social dans lequel il est placé.

Prenez un nombre d'enfants nés de parents très civilisés, et transportez-les dans un pays inhabité. Supposez qu'ils soient nourris par quelque moyen miraculeux jusqu'à l'âge où ils peuvent se tirer d'affaire, qu'aurez-vous? Des sauvages plus ignorants que tous ceux que nous connaissons. Ils auront à découvrir le feu, à inventer les outils et les armes les plus rudimentaires, à former une langue. Ils auront à lutter pour arriver à posséder les connaissances très simples des races inférieures, et, comme l'enfant qui apprend à marcher, se heurteront et tomberont souvent en route. Avec le temps ils arriveront, je n'en doute pas, à les posséder, car la faculté d'atteindre ces connaissances existe à l'état latent dans l'esprit humain, de même que la faculté de marcher est latente dans la constitution physique

de l'homme; mais je ne crois pas qu'ils y arrivent mieux ou plus mal, plus vite ou plus lentement, que des enfants de parents barbares placés dans les mêmes conditions. Etant données même les aptitudes intellectuelles les plus remarquables qu'aient jamais manifestées les individus les plus exceptionnels, que pourrait être l'humanité si une génération était séparée de la suivante par un intervalle de temps même assez court. Un seul intervalle de ce genre réduirait l'humanité, non à la sauvagerie, mais à une condition telle, que la sauvagerie, comme nous la connaissons, semblerait la civilisation.

Et, inversement, supposez qu'on puisse, sans que les mères le sachent (car pour que l'expérience soit complète, ce serait là une condition nécessaire) substituer un nombre d'enfants sauvages à un nombre d'enfants civilisés, croyez-vous, qu'une fois grands, on s'apercevrait de la chose? Quiconque a été mêlé à différents peuples et à différentes classes, répondra non, je pense. La grande leçon à tirer de cela, c'est que « la nature humaine est la nature humaine par tout le monde. » Et c'est une leçon qu'on peut apprendre dans une bibliothèque. Je ne parle pas tant des récits des voyageurs, car les histoires de sauvages écrites par des gens civilisés ressemblent souvent à celles que les sauvages pourraient écrire sur nous s'ils nous faisaient de rapides visites, et écrivaient des livres ensuite; mais de ces mementos de la vie et de la pensée d'autres temps et d'autres peuples, qui, traduits en notre langage actuel, sont comme les reflets de nos propres vies et de nos propres pensées. Le sentiment qu'ils inspirent est celui de la similarité essentielle des hommes. « Voilà, » dit Emmanuel Deutsch, « voilà la fin de toute recherche historique ou artistique: *Ils étaient semblables à ce que nous sommes.* »

Il y a un peuple qu'on trouve dans toutes les parties du monde et qui fournit un exemple des particularités dues à la transmission héréditaire, et des particularités dues à la transmission par association. Les Juifs ont conservé la pureté de leur sang plus

scrupuleusement et pendant plus longtemps qu'aucune race européenne ; et cependant je suis porté à croire qu'on ne peut attribuer à cette pureté du sang que leur physionomie, qui est beaucoup moins marquée qu'on ne le suppose ordinairement, comme le verra quiconque prendra la peine de les observer. Bien qu'ils se soient toujours mariés entre eux, les Juifs ont partout été modifiés par le milieu où ils se trouvaient, les Juifs anglais, russes, polonais, allemands, orientaux différant autant entre eux, sous beaucoup de rapports, que les individus de ces différents peuples. Cependant ils ont quelque chose de commun, et ont partout conservé leur individualité. Il y a à cela une raison évidente. C'est la religion hébraïque — et certainement la religion n'est pas transmise par la génération, mais par l'association — qui a partout conservé aux Hébreux leur caractère distinctif. Cette religion de laquelle les enfants tiennent, non pas comme ils tiennent leurs caractéristiques physiques, mais par les préceptes et l'association, est non seulement exclusive dans ses enseignements, mais a produit, en engendrant le soupçon et la haine, une puissante pression extérieure qui, plus encore que ses préceptes, a partout réussi à constituer une communauté juive dans la communauté générale. C'est ainsi qu'a été formé et conservé un certain milieu particulier qui leur a donné un caractère distinctif. Les mariages entre Juifs ont été l'effet et non la cause de ceci. Ce que la persécution, qui hésitait à enlever les enfants Juifs à leurs parents et à les placer dans un autre milieu, n'a pu accomplir, la diminution d'intensité des croyances religieuses l'accomplira, comme on le voit déjà aux États-Unis, où la distinction entre Juifs et Gentils s'efface rapidement.

Et il me semble que l'influence de ce milieu social explique ce qu'on prend souvent pour une preuve des différences de race — la difficulté qu'éprouvent les races peu civilisées à recevoir une civilisation plus développée, et la manière dont quelques-unes se fondent devant elle. Tant qu'un milieu social persiste,

ceux qui y sont soumis peuvent difficilement ou ne peuvent pas en accepter un autre.

Le caractère chinois est un caractère fixe comme il y en a peu. Cependant les Chinois en Californie prennent aux Américains leur manière de travailler, de commercer, d'employer des machines, etc., avec une facilité qui prouve qu'ils ne manquent ni de souplesse, ni de capacités naturelles. S'ils ne changent pas sous d'autres rapports, c'est que le milieu chinois persiste et les entoure encore. Venant de la Chine, ils aspirent à y retourner et vivent là dans une petite Chine qu'ils se sont créée, comme les Anglais dans l'Inde se sont faits une petite Angleterre. Non seulement nous cherchons naturellement à nous associer à ceux qui partagent nos particularités, ce qui fait qu'un langage, une religion, des mœurs, tendent à persister là où les individus ne sont pas absolument isolés; mais ces différences provoquent une pression extérieure qui pousse à s'associer ainsi.

Ces principes évidents expliquent pleinement tous les phénomènes qui se produisent quand deux civilisations parvenues à des degrés différents se rencontrent. Par exemple, comme l'a prouvé la philologie comparée, l'Hindou est de la même race que l'Anglais son conquérant, et des exemples individuels ont montré que s'il pouvait être placé complètement et exclusivement dans un milieu anglais (ce qui ne pourrait avoir lieu, ainsi que je l'ai déjà dit, qu'en plaçant des enfants dans des familles anglaises de façon à ce que ni eux quand ils grandissent, ni ceux qui les entourent, n'aient conscience de quelque distinction) une seule génération suffirait pour implanter complètement chez lui la civilisation européenne. Mais le progrès des idées et des habitudes anglaises dans l'Inde doit être nécessairement très lent parce qu'elles ont à lutter constamment contre un tissu d'idées et d'habitudes perpétuées à travers une immense population, et intimement liées à chaque acte de la vie.

M. Bagehot *(Physics and Politics)* essaie d'expliquer pourquoi les barbares disparaissent devant notre civilisation, alors

qu'ils résistaient aux civilisations anciennes, en supposant que les progrès de la civilisation nous ont donné des constitutions physiques plus résistantes. Après avoir fait allusion à ce fait que dans les écrivains classiques on ne trouve aucune plainte à propos des barbares, mais que partout le barbare supportait le contact du Romain, et que le Romain s'alliait lui-même au barbare, il dit :

« Dans la première année de l'ère chrétienne les sauvages ressemblaient beaucoup à ce qu'ils étaient au XVIII^e^ siècle ; et s'ils ont résisté au contact des anciens civilisés et s'ils ne peuvent nous résister, c'est probablement que notre race est plus résistante que l'ancienne ; car nous avons à supporter et devons supporter des maux plus grands que ceux que les anciens portaient avec eux. Nous pouvons peut-être nous servir du sauvage immuable pour mesurer la vigueur de constitution de ceux avec lesquels il est mis en contact. »

M. Bagehot n'essaie pas d'expliquer pourquoi, il y a dix-huit siècles, la civilisation ne donnait pas comme aujourd'hui à ses enfants un avantage relatif sur les barbares. Mais il est inutile de pousser plus loin l'enquête à ce propos, ni de faire remarquer que rien ne prouve que la constitution humaine ait été améliorée en quoi que ce soit. Pour quiconque a vu de quelle manière notre civilisation affecte les races inférieures, l'explication apparaîtra plus simple, mais moins flatteuse.

Ce n'est pas parce que nos constitutions sont plus résistantes que celles des sauvages que les maladies, qui ne sont pas nuisibles pour nous, sont pour eux des causes de mort certaine. C'est que nous connaissons et avons les moyens de soigner ces maladies, tandis qu'ils n'ont ni la science, ni les moyens. Les mêmes maladies, que l'écume de la civilisation qui flotte à ses limites, inocule au sauvage, seraient aussi nuisibles aux hommes civilisés, s'ils ne savaient rien de mieux pour les traiter que de les laisser se passer, qu'elles le sont pour le sauvage qui, dans son ignorance n'a qu'à les laisser passer ; et de fait, elles nous ont

été aussi nuisibles tant que nous n'avons pas su les traiter. De plus l'effet du choc de la civilisation contre la barbarie est d'affaiblir la puissance du sauvage sans le mettre dans les conditions qui donnent de la force à l'homme civilisé. Pendant que ses habitudes et ses mœurs tendent encore à persister, et persistent aussi longtemps que possible, les conditions auxquelles elles étaient adaptées sont forcément changées. Il est comme un chasseur dans un pays dépouillé de gibier; comme un guerrier privé de ses armes et appelé à plaider sur des questions de droit. Il ne se trouve pas seulement placé entre deux civilisations, mais, comme le dit M. Bagehot à propos des métis européens dans l'Inde, entre deux morales, et il apprend les vices de la civilisation sans en connaître les vertus. Il perd ses moyens accoutumés de subsistance, il perd le respect de lui-même, et toute moralité; il se dégrade et disparaît. Les misérables créatures qu'on voit errant autour des villes frontières ou des stations de chemin de fer, prêtes à demander, à voler, à entreprendre le commerce le plus bas, ne sont pas les vrais représentants des Indiens tels qu'ils étaient avant que les blancs les eussent chassés de leurs terrains de chasse. Ils ont perdu la force et les vertus de leur ancienne condition, sans gagner celles d'une condition plus haute. De fait, la civilisation qui repousse l'homme rouge ne fait preuve d'aucune vertu. Pour l'Anglo-Saxon de la frontière, l'aborigène n'a aucun droit que le blanc soit tenu de respecter. L'Indien est appauvri, méconnu, trompé, maltraité. Il disparaît, comme nous disparaîtrions dans des conditions semblables. Il s'évanouit devant la civilisation comme les Bretons devenus romains s'évanouissaient devant la barbarie des Saxons.

La vraie raison pour laquelle on ne trouve dans les écrivains classiques aucune plainte contre les barbares, et pour laquelle, au contraire, la civilisation romaine s'assimila la barbarie au lieu de la détruire, doit être, je crois, cherchée non seulement dans ce fait que la civilisation ancienne était moins loin de la

barbarie qu'elle rencontrait, mais encore dans ce fait qu'elle était moins étendue que ne l'est la nôtre. Elle était portée en avant non par une armée de colons, mais par la conquête qui réduisait simplement la nouvelle province à la soumission, et lui laissait le plus souvent son organisation sociale et politique, de sorte que l'assimilation se faisait peu à peu sans brisement. C'est un peu de cette manière que la civilisation du Japon semble aujourd'hui se fondre dans la civilisation européenne.

En Amérique, l'Anglo-Saxon a exterminé l'Indien au lieu de le civiliser, simplement parce qu'il n'a pas transporté l'Indien dans son milieu, ou parce que le contact du blanc n'avait rien qui pût engager l'Indien ou lui permît de changer assez rapidement sa manière de penser et ses mœurs, pour se faire aux nouvelles conditions créées par la proximité de nouveaux et puissants voisins. Aucun obstacle inné n'empêche ces races non civilisées de recevoir notre civilisation, des exemples individuels l'ont prouvé maintes fois. Et de même, les Jésuites au Paraguay, les Franciscains en Californie, et les missionnaires protestants dans quelques îles du Pacifique, l'ont encore prouvé, tant que leurs expériences ont été permises.

La supposition d'une amélioration physique de la race dans un temps quelconque de notre connaissance ne repose sur aucune preuve, et pour le temps dont parle M. Bagehot, elle est absolument contraire à la vérité. Nous savons par les statues classiques, par les fardeaux portés et par les marches faites par les soldats antiques, par les souvenirs des courses et des exercices de gymnastique, que la race depuis deux mille ans ne s'est améliorée ni comme taille, ni comme force. Mais la supposition d'une amélioration mentale qu'on a présentée avec plus de confiance encore, et plus généralement, est encore plus absurde. La civilisation moderne peut-elle présenter comme poètes, artistes, architectes, philosophes, rhéteurs, hommes d'État ou soldats, des individus montrant des facultés mentales supérieures à celles des anciens? Il est inutile de rappeler des

noms; tout écolier les sait. Quand nous cherchons des modèles ou des personnifications d'une grande puissance intellectuelle, c'est dans l'antiquité que nous les trouvons, et si, pour un moment, nous pouvons imaginer la possibilité de ce que soutient la plus vieille et la plus répandue des croyances — cette croyance que Lessing déclarait être sous ce rapport la plus probablement vraie, bien qu'il l'acceptât en se plaçant au point de vue métaphysique — et supposer qu'Homère ou Virgile, Démosthène ou Cicéron, Alexandre, Annibal ou César, Platon ou Lucrèce, Euclide ou Aristote, rentrent dans la vie au dix-neuvième siècle, pouvons-nous croire qu'ils se montreraient en quelque chose inférieurs aux hommes d'aujourd'hui? Et même si, depuis l'âge classique, nous prenons une période quelconque, fût-elle des plus sombres, n'y trouverons-nous pas des hommes qui, étant donnés les conditions et le degré de la science à leur époque, montrèrent des facultés mentales aussi développées que celles des hommes actuels? Et parmi les races les moins avancées ne trouvons-nous pas aujourd'hui, partout où s'arrête notre attention, des hommes qui, dans les conditions où ils se trouvent, font preuve de qualités mentales aussi grandes que celles que peut montrer la civilisation? Est-ce que l'invention des voies ferrées, venant à l'époque où elle a eu lieu, prouve une plus grande puissance d'invention que l'invention de la brouette, quand les brouettes n'existaient pas ? Nous, les enfants de la civilisation moderne, nous nous trouvons très élevés au-dessus de ceux qui nous ont précédés et au-dessus des races moins avancées, nos contemporaines. Mais c'est parce que nous sommes au sommet d'une pyramide, et non parce que nous sommes plus grands. Ce que les siècles ont fait pour nous, ce n'est pas d'accroître notre stature, mais d'élever un édifice sur lequel nous pouvons mettre les pieds.

Qu'il me soit permis de le répéter : je ne veux pas dire que tous les hommes possèdent les mêmes capacités, ou sont mentalement semblables, pas plus que je ne veux soutenir qu'ils sont

physiquement pareils. Parmi les millions d'hommes qui ont passé sur la terre, il n'y en a probablement jamais eu deux physiquement ou mentalement identiques. Je ne veux pas dire non plus qu'il n'y a pas de différences aussi clairement marquées dans les familles d'esprits que de différences nettement marquées dans les races considérées au point de vue physique. Je ne nie pas l'influence de l'hérédité pour la transmission de particularités intellectuelles comme pour celle des particularités corporelles. Mais il y a néanmoins, à mon avis, une mesure commune, une symétrie naturelle de l'esprit comme du corps, vers laquelle tendent à revenir les déviations elles-mêmes. Les conditions dans lesquelles nous nous trouvons peuvent produire des difformités semblables à celles que produisent les Têtes-Plates en comprimant la tête de leurs enfants, ou les Chinois en bandant les pieds de leurs filles. Mais de même que les enfants des Têtes-Plates continuent à naître avec des têtes ordinairement conformées, et les enfants Chinois avec des pieds ordinaires, de même la nature semble toujours revenir au type mental normal. Un enfant n'hérite pas plus de la science de son père qu'il n'hérite de son œil de verre ou de sa jambe artificielle ; l'enfant des parents les plus ignorants peut devenir un pionnier de la science, un des maîtres de la pensée humaine.

Mais voilà le grand fait qui nous concerne : les différences entre les individus des communautés à différents lieux, et à différentes époques, que nous appellons des différences de civilisation, ne sont pas des différences inhérentes aux individus, mais des différences inhérentes à la société ; elles ne résultent pas, comme le soutient Herbert Spencer, de différences dans les unités ; mais elles résultent des conditions où se trouvent ces unités dans la société. En résumé, je crois que l'explication des différences entre les communautés est celle-ci : chaque société, petite ou grande, se tresse naturellement à elle-même un tissu de connaissances, de croyances, de langage, de goûts, d'institutions et de lois. C'est dans ce tissu, filé par chaque société (ou plutôt dans

ces tissus, car chaque communauté au-dessus des plus simples, est composée de petites sociétés qui s'enveloppent et s'entrelacent les unes les autres), c'est dans ce tissu que l'individu est reçu à sa naissance et qu'il vit jusqu'à sa mort. C'est entouré par lui que l'esprit se développe et reçoit son empreinte particulière. C'est de cette manière que les coutumes, les religions, les préjugés, les goûts, les langages, se forment et se perpétuent. C'est de cette façon que se transmettent l'habileté, la science, que les découvertes d'une époque deviennent le stock commun de l'époque suivante. Bien que ce soit là souvent un obstacle sérieux au progrès, c'est là aussi ce qui rend le progrès possible. C'est ce qui permet à n'importe quel écolier de notre temps d'apprendre en quelques heures, sur l'univers, plus que n'en savait Ptolémée; ce qui place le savant le plus lourd bien au-dessus du niveau atteint par l'esprit gigantesque d'Aristote. Ce tissu est pour la race ce que la mémoire est pour l'individu. Nos arts merveilleux, notre science si étendue, nos inventions étonnantes, tout cela nous arrive par lui.

Le progrès humain avance à mesure que les pas en avant faits par une génération sont assurés, deviennent la propriété commune de la suivante, et le point de départ de nouveaux progrès.

CHAPITRE III.

LA LOI DU PROGRÈS HUMAIN.

Quelle est donc la loi du progrès humain, la loi d'après laquelle avancent les civilisations?

Elle doit expliquer clairement, nettement, et non par des généralités vagues, ou des analogies superficielles, pourquoi, bien que l'humanité ait dû commencer à progresser, suivant toutes probabilités, avec les mêmes capacités et en même temps, il

existe aujourd'hui de si grandes différences dans le développement social. Elle doit expliquer l'arrêt des civilisations, la décadence et la ruine des civilisations ; les faits généraux qui accompagnent la naissance d'une civilisation ; et la force de pétrification ou d'énervement qu'a toujours engendrée le progrès de la civilisation. Elle doit expliquer la rétrogression aussi bien que la progression ; les différences entre le caractère général des civilisations asiatiques et européennes ; la différence entre la civilisation classique et la civilisation moderne ; les différents degrés où arrive le progrès ; et ces éclats, ces élans, ces arrêts du progrès qui sont si marqués. Et c'est ainsi qu'elle doit nous montrer les conditions essentielles du progrès, et les arrangements sociaux qui l'avancent ou le retardent.

La loi n'est pas difficile à découvrir. Nous n'avons qu'à regarder pour la voir. Je ne prétends pas lui donner une précision scientifique, mais simplement la montrer.

Les stimulants au progrès sont les désirs inhérents à la nature humaine — le désir de satisfaire les besoins de la nature animale, les besoins de la nature intellectuelle, les besoins de la nature sympathique ; le désir d'être, de connaître et de faire — désirs qui ne peuvent être satisfaits parce qu'ils croissent à mesure qu'on les nourrit.

L'esprit est l'instrument grâce auquel l'homme progresse, grâce auquel chaque progrès se trouve fixé pour servir de point de départ à de nouveaux progrès. Bien que l'homme ne puisse, par la réflexion, ajouter une coudée à sa taille, il peut, par la réflexion, étendre sa connaissance de l'univers, la puissance qu'il a sur lui, et cela presque à l'infini, d'après ce que nous pouvons juger. La courte durée de la vie humaine ne permet à l'individu que d'aller à une petite distance, mais bien que chaque génération ne puisse que peu de chose, cependant les générations se succédant en ajoutant toujours au gain des précédentes, peuvent graduellement élever l'état de l'humanité, comme le font les polypes du corail, élevant, génération après

génération, un édifice qui monte graduellement du fond de la mer.

Les facultés mentales sont donc le moteur du progrès, et les hommes tendent à progresser en raison de la force intellectuelle dépensée dans la progression de la force consacrée à l'extension de la science, à l'amélioration des méthodes et des conditions sociales.

La puissance mentale est une quantité fixe, c'est-à-dire qu'il y a une limite au travail que peut accomplir un homme avec son esprit, comme il y en a une au travail qu'il peut faire avec son corps; donc la force intellectuelle qui peut être consacrée au progrès est seulement celle qui reste après la dépense nécessaire pour des travaux n'ayant aucun rapport avec le progrès.

Ces travaux qui ne profitent pas au progrès peuvent être divisés en deux classes : les uns servent à l'entretien de l'existence, des conditions sociales, à la conservation des progrès déjà effectués; les autres comprennent les luttes et les préparatifs qu'exige la guerre, et toutes les dépenses de force mentale, faites en cherchant à satisfaire son désir aux dépens des autres, et en résistant à des agressions du même genre.

Comparons la société à un bateau. Son progrès à travers la mer ne dépendra pas de l'exercice de son équipage, mais de l'effort fait pour le pousser en avant. Cet effort sera diminué par toute autre dépense de force, ou par toute dépense de force faite par l'équipage en se disputant ou en faisant aller le bateau dans tous les sens.

Comme à l'état solitaire l'homme applique toutes ses facultés à conserver son existence, et que la force intellectuelle ne se trouve libre de s'appliquer à des usages plus nobles que lorsque les hommes sont associés en communautés, qui permettent la division du travail et toutes les économies qui résultent de la coopération de tous les membres, l'association est la première condition essentielle du progrès. Le progrès ne devient possible que lorsque les hommes s'associent dans un but paci-

tique, et plus l'association est vaste et serrée, plus les améliorations sont faciles. Et comme la dépense inutile de puissance mentale qui se fait dans les conflits devient plus ou moins grande suivant que la loi morale qui accorde à chacun l'égalité des droits est ignorée ou reconnue, l'égalité (ou la justice) est la seconde condition essentielle du progrès.

Ainsi l'association dans l'égalité est la loi du progrès. L'association permet aux facultés mentales de s'appliquer au développement du progrès, et l'égalité (ou justice, ou liberté, car ces termes signifient ici la même chose, la reconnaissance de la loi morale) empêche que ces facultés se perdent dans des luttes sans fruit.

Voilà la loi du progrès qui expliquera toutes les diversités, tous les progrès, tous les arrêts, tous les mouvements rétrogrades. Les hommes tendent au progrès à mesure qu'ils se rapprochent les uns des autres, et, par la coopération, accroissent la somme de force intellectuelle pouvant être consacrée au progrès; mais sitôt que les luttes commencent, ou que l'association fait naître l'inégalité de condition et de puissance, cette tendance au progrès diminue, est arrêtée, et finalement détruite.

Étant donnée la disposition innée au progrès, il est évident que le développement social ira vite ou doucement, s'arrêtera ou rétrogradera, suivant la résistance qu'il rencontrera. En général ces obstacles au développement peuvent, par rapport à la société elle-même, être classés en externes et en internes — les premiers opérant avec une force plus grande dans les civilisations primitives, les seconds devenant plus importants dans les civilisations plus développées.

L'homme est sociable de sa nature. Il n'est pas besoin de le capturer et de le dompter pour l'engager à vivre avec ses semblables. Sa profonde faiblesse quand il entre dans le monde, et le temps très long qu'il lui faut pour acquérir toute sa maturité, nécessitent l'existence de la famille; laquelle, comme nous pouvons le remarquer, est plus large et plus forte dans ses ex-

tensions, parmi les peuples ignorants que parmi les peuples cultivés. Les premières sociétés sont des familles qui deviennent des tribus conservant encore le souvenir des relations du sang, et prétendant même, lorsqu'elles sont devenues de grandes nations, avoir une descendance commune.

Étant donnés des êtres de cette espèce, placés sur un globe aussi divers d'aspect et de climats qu'est le nôtre, il est évident que, même avec une disposition égale, et un élan primitif égal, le développement social doit être très différent. Le premier obstacle opposé à l'association doit venir des conditions physiques, et comme elles varient grandement avec la localité, des différences correspondantes doivent exister dans le progrès social. La rapidité du progrès, et la facilité avec laquelle les hommes vivent les uns à côté des autres, dépendra largement, — les sciences n'étant encore qu'à l'état rudimentaire et les moyens de subsistance consistant surtout en ce qu'offre spontanément la nature, — du climat, du sol, de la configuration physique. Là où il faut une nourriture abondante, et des vêtements chauds; où la terre semble pauvre et avare; où la vie exubérante des forêts tropicales se moque des efforts de l'homme barbare pour la dominer; où les montagnes, le désert, des bras de mer, isolent et séparent les hommes; l'association, et la puissance de développement qu'elle produit, ne peuvent d'abord que se former lentement. Mais dans les plaines fertiles des climats chauds, où l'homme peut vivre en dépensant moins de force sur une surface moins grande, les hommes peuvent se rapprocher, et l'intelligence s'appliquer de suite plus complètement à la production des améliorations. C'est pourquoi la civilisation naît naturellement dans les grandes vallées et les plaines, où nous trouvons ses premiers monuments.

Mais ces diversités de conditions physiques, ne produisent pas simplement des diversités dans le développement social, mais en produisant des diversités dans le développement social, elles créent dans l'homme lui-même un obstacle, ou plutôt une

force contraire, au progrès. Quand les familles ou les tribus sont séparées les unes des autres, les sentiments sociaux cessent d'opérer entre elles, et alors naissent des différences de langage, de coutume, de tradition, de religion, dans tout ce tissu en somme, que chaque communauté, petite ou grande, file constamment. Avec ces différences croissent les préjugés, les haines, le contact amène des querelles, les agressions engendrent les agressions, les injustices provoquent la vengeance[1]. Et c'est ainsi qu'entre ces communautés naît le sentiment d'Ismaël et l'esprit de Caïn, que la guerre devient l'état chronique et naturel des relations entre les sociétés, et que les forces de l'homme s'épuisent dans l'attaque et la défense, dans les meurtres, la destruction de la richesse, ou dans les préparatifs belliqueux. Les tarifs protecteurs et les armées permanentes d'aujourd'hui prouvent combien ces hostilités persistent longtemps; la difficulté de conclure un traité international sur la propriété littéraire montre combien on a de la peine à détruire cette idée que voler un étranger ce n'est pas commettre un vol. Pouvons-nous nous étonner des hostilités perpétuelles des tribus et des clans? Pouvons-nous nous étonner de ce que, au temps où chaque communauté était isolée des autres, et où, sans être influencée par les autres, elle filait séparément son tissu formant le milieu social auquel aucun individu ne peut échapper, la guerre était la règle, et la paix l'exception? « Ils étaient alors comme nous sommes nous-mêmes. »

[1] L'ignorance engendre facilement le mépris et la haine; il nous semble tout naturel de considérer une différence de manière, de coutumes, de religion, etc., comme la preuve de l'infériorité de ceux qui diffèrent de nous, de railler ceux qui s'émancipent à un degré quelconque des préjugés ordinaires, qui se mêlent à différentes classes; c'est ce que nous voyons chaque jour dans la société civilisée. En religion, par exemple, on trouve le même esprit dans l'hymne où il est dit : « J'aimerais mieux être Baptiste et avoir la figure brillante — Que d'être méthodiste, et de manquer toujours de grâce. » Comme le disait un évêque anglais : « Ce qui est hétérodoxie pour moi est orthodoxie pour un autre. » La tendance universelle, au contraire, est de classer tout ce qui est à côté de l'orthodoxie et de l'hétérodoxie, en paganisme et en athéisme. Et à propos de n'importe quelle divergence d'opinion, on retrouve la même tendance.

La guerre est la négation de l'association. La séparation des hommes en tribus diverses, en augmentant les occasions de guerre, empêche le progrès; tandis que dans les pays où le nombre des individus peut augmenter considérablement sans que la séparation soit nécessaire, la civilisation gagne l'avantage de l'exemption des guerres entre tribus, même lorsque la communauté dans son ensemble porte la guerre au delà de ses frontières. Ainsi là où la résistance de la nature à l'association étroite des hommes est peu de chose, la force contraire de la guerre est également moins puissante; et dans les plaines fertiles où commence la civilisation, elle peut atteindre un grand développement alors que les tribus éparpillées sont encore barbares. Donc, quand de petites communautés isolées sont en luttes perpétuelles qui empêchent tout progrès, le premier pas à faire vers la civilisation, c'est qu'une tribu conquérante acquière la suprématie et unisse les autres en une société plus grande jouissant de la paix intérieure. Quand cette association pacifique est rompue, soit par un assaut extérieur, soit par des dissensions intestines, le progrès cesse et la décadence commence.

Mais ce n'est pas seulement la conquête qui a produit l'association, et, par la libération des facultés mentales absorbées dans la lutte, la civilisation. Si les diversités de climat, de sol, de configuration du sol, ont d'abord séparé les hommes, elles ont aussi encouragé le commerce. Et le commerce, qui est en lui-même une forme d'association ou de coopération, provoque la civilisation non seulement directement, mais encore en produisant des intérêts qui sont ennemis de la guerre, et en chassant l'ignorance qui est la mère féconde des préjugés et des haines.

Et de même pour la religion. Bien que les formes qu'elle a revêtues et les haines qu'elle a soulevées, aient souvent divisé les hommes et produit la guerre, elle a cependant été, en d'autres temps, le promoteur de l'association. Un culte commun a souvent, comme dans la Grèce, adouci la guerre, et fourni la base

de l'union, et c'est du triomphe du christianisme sur les barbares de l'Europe qu'est sortie la civilisation moderne. Si l'Église n'avait pas existé quand l'Empire romain tomba en ruines, l'Europe, privée de tout lien d'association, serait tombée dans un état à peine supérieur à celui des Indiens de l'Amérique du Nord; on n'aurait reçu la civilisation qu'avec un caractère asiatique, par les hordes conquérantes auxquelles une religion née dans les déserts de l'Arabie avait donné la force, en unissant des tribus séparées depuis un temps immémorial, puis en débordant en entraînant dans l'association d'une foi commune une grande partie de la race humaine.

En considérant ce que nous connaissons de l'histoire du monde, nous voyons la civilisation naissant là où les hommes sont réunis en sociétés, et disparaissant partout où l'association est rompue. C'est ainsi que la civilisation romaine répandue sur l'Europe par une conquête qui assurait la paix intérieure, fut détruite par les incursions des nations du nord qui brisèrent la société en fragments sans lien; et le progrès qui a amené notre civilisation moderne, est né lorsque le système féodal recommença à associer les hommes en plus grandes communautés, lorsque la suprématie spirituelle de Rome unit les communautés comme l'avaient fait autrefois ses légions. Quand les liens féodaux devinrent des autonomies nationales, quand le christianisme eut travaillé à améliorer les mœurs, répandu les connaissances qu'il avait cachées dans les mauvais jours, resserré les liens d'une union pacifique dans son organisation pénétrant tout, et enseigné l'association avec ses ordres religieux, un progrès plus grand devint possible, et il se produisit, marchant avec une force de plus en plus grande à mesure que les hommes s'associaient plus étroitement.

Mais nous ne comprendrons jamais la marche de la civilisation et les phénomènes variés que présente son histoire si nous ne tenons pas compte de ce que je puis appeler les résistances internes, ou forces contraires, qui naissent au cœur de la so-

ciété en progrès, et qui peuvent seules expliquer comment la civilisation une fois en voie de développement peut s'arrêter d'elle-même, ou être détruite par les barbares.

La force mentale qui est le moteur du progrès social, est libérée par l'association qui est (on devrait peut-être l'appeler ainsi) une intégration. La société devient plus complexe; ses membres plus dépendants les uns des autres. Les occupations et les fonctions se spécialisent. Les peuples, au lieu d'errer, se fixent. Au lieu que chaque homme essaie de subvenir à tous ses besoins, les différents commerces et industries se séparent, un homme devient adroit à faire une chose, un autre à en faire une autre. De même pour la science qui tend constamment à devenir plus vaste que ce qu'un homme peut embrasser, qui se divise, et que différents individus étudient et accroissent. De même pour les cérémonies religieuses qui passent entre les mains d'un corps d'hommes consacrés spécialement à leur accomplissement; de même pour le maintien de l'ordre, l'administration de la justice, la perception des droits publics, la direction des armées, etc., qui deviennent les fonctions d'un gouvernement organisé. En résumé, pour employer les mots avec lesquels Herbert Spencer a défini l'évolution, le développement de la société, en relation avec les individus qui la composent, est le passage d'une homogénéité indéfinie, incohérente, à une hétérogénéité définie, cohérente. Plus le degré de développement est inférieur, plus la société ressemble à l'un de ces organismes animaux inférieurs qui sont sans organes ou sans membres, et dont on peut retrancher une partie sans qu'ils cessent de vivre. Plus le degré de développement social est élevé, plus la société ressemble à l'un de ces organismes supérieurs dans lesquels les fonctions sont spécialisées, et les membres dépendant les uns des autres, quant à la vie de l'animal.

Cette intégration, cette spécialisation des fonctions et des forces, à mesure qu'elle se produit dans la société, est accompagnée, probablement en vertu d'une des lois les plus profondes

de la nature humaine, d'une tendance constante à l'inégalité. Je ne veux pas dire que l'inégalité est le résultat nécessaire du développement social, mais qu'elle tend toujours à accompagner le développement social si avec celui-ci ne se produisent pas des changements dans l'organisation sociale, assurant l'égalité dans les nouvelles conditions que fait naître le développement. Je veux dire, pour parler ainsi, que l'enveloppe de lois, de coutumes, d'institutions politiques que chaque société tisse pour elle-même, tend constamment à devenir trop étroite à mesure que la société progresse. Je veux dire que l'homme, à mesure qu'il avance, passe par un labyrinthe, dans lequel, s'il marche droit devant lui, il s'égarera infailliblement, et à travers lequel la raison et la justice peuvent seules le guider constamment vers le chemin ascendant.

Car pendant que l'intégration qui accompagne le développement tend en elle-même à laisser aux facultés mentales toute liberté de travailler pour le progrès, il y a, grâce à l'accroissement du nombre des individus et de la complexité de l'organisation sociale, une tendance contraire conduisant à un état d'inégalité, qui ruine la force mentale, à mesure qu'elle augmente, et produit un arrêt dans la marche du progrès.

Exprimer sous sa forme la plus haute la loi qui opère en développant avec le progrès la force qui arrête le progrès, ce serait, il me semble, approcher de la solution d'un problème plus important que celui de la genèse du monde matériel — le problème de la genèse du mal. Qu'il me soit permis de me contenter moi-même en expliquant de quelle manière naissent, à mesure que la société se développe, des tendances qui arrêtent ce développement.

Il y a deux qualités de la nature humaine qu'il serait bon, cependant, de ne pas perdre de vue. L'une est la puissance de l'habitude — la tendance à continuer à faire les choses de la même manière; l'autre est la possibilité de la décadence mentale et morale. L'effet de la première sur le développement so-

cial, c'est la conservation de lois, de coutumes, de méthodes, longtemps après qu'elles ont perdu leur utilité originale, et l'effet de l'autre est de permettre la croissance d'institutions et de modes de pensée contre lesquels se révoltent instinctivement les perceptions normales de l'homme.

Le développement de la société tend non seulement à rendre chacun plus dépendant de tous et à amoindrir l'influence des individus, même sur leurs propres conditions, comparée à l'influence de la société; mais encore l'association ou l'intégration, a pour effet la naissance d'une puissance collective qui est distincte de la somme des forces individuelles. On peut trouver de tous côtés des analogies (ou plutôt peut-être des exemples de la même loi). A mesure que les organismes animaux augmentent de complexité, il se forme au-dessus de la vie et de la force des parties, une vie et une force du tout formant un ensemble; au-dessus de la capacité pour les mouvements involontaires, la capacité pour les mouvements volontaires. Les actions et les impulsions d'hommes réunis sont différentes, on l'a souvent observé, de celles des individus isolés dans les mêmes circonstances. Les qualités de combat d'un régiment peuvent être très différentes de celles des soldats pris individuellement. Les exemples sont inutiles. Dans nos recherches sur la nature et la naissance de la rente, nous avons rencontré tous les faits auxquels je fais allusion. Là où la population est rare, la terre n'a pas de valeur; lorsque les hommes se réunissent, la valeur de la terre apparaît, valeur très distincte des valeurs produites par l'effort individuel; valeur qui naît de l'association, qui augmente quand l'association devient plus grande, et disparaît quand l'association est rompue. Et la même chose est également vraie de la puissance qui existe sous une autre forme que celles qu'on exprime généralement avec le terme de richesse.

Quand la société grandit, la disposition à garder les anciens arrangements sociaux tend à concentrer cette puissance collective, lorsqu'elle naît, entre les mains d'une partie de la commu-

nauté; et cette distribution inégale de richesse et de puissance concordant avec le progrès de la société, tend à produire une inégalité plus grande, puisque l'hostilité grandit avec ce qui la nourrit, et que l'idée de la justice est flétrie par la tolérance habituelle de l'injustice.

C'est de cette manière que le régime patriarcal peut facilement se transformer en monarchie héréditaire, dans laquelle le roi est un dieu sur la terre, et les masses de simples esclaves de son caprice. Il est naturel que le père soit la tête dirigeante de la famille, et qu'à sa mort, son fils aîné étant le membre le plus âgé et le plus expérimenté de la petite communauté, lui succède dans sa suprématie. Mais continuer cet arrangement quand la famille s'étend, c'est donner le pouvoir à une lignée particulière, et le pouvoir ainsi donné continue nécessairement à augmenter, à mesure que la famille commune devient de plus en plus nombreuse, et que la puissance de la communauté s'accroît. Le chef de la famille devient un roi héréditaire, qui finit par se regarder et que les autres regardent, comme ayant des droits supérieurs. Avec la croissance de la puissance collective comparée à la puissance de l'individu, sa puissance de punition et de récompense augmente, et avec elle les stimulants de la flatterie et de la crainte, et finalement, si rien ne vient troubler ce mouvement, on voit une nation ramper au pied d'un trône, et une centaine de mille hommes travailler pendant cinquante ans pour préparer une tombe à l'un de leurs semblables, mortel comme eux.

De même le chef guerrier d'une petite troupe de sauvages n'est qu'un des leurs qu'ils suivent comme le plus brave et le plus prudent. Mais quand de grandes sociétés en arrivent aux mains, le choix personnel devient plus difficile, une obéissance aveugle plus nécessaire, et, des nécessités mêmes de la guerre quand elle est faite sur une large échelle, sort le pouvoir absolu.

De même pour la spécialisation des fonctions. Il y a un gain manifeste de puissance productive quand le progrès social a

atteint le point où chaque producteur n'est plus exposé à être dérangé de son travail pour aller se battre, et qu'une force militaire spéciale est chargée de ce soin ; mais cela tend inévitablement à la concentration du pouvoir entre les mains de la classe militaire ou de ses chefs. La conservation de l'ordre intérieur, l'administration de la justice, la construction et l'entretien de travaux publics, et surtout les pratiques de religion, tout tend de la même manière à passer entre les mains de classes spéciales qui sont disposées à amplifier leurs fonctions et à étendre leur pouvoir.

Mais la grande cause de l'inégalité c'est le monopole naturel que donne la possession de la terre. Il semble que les hommes considèrent toujours primitivement la terre comme propriété commune ; mais le régime qui résulte de cette idée, — les partages annuels, la culture en commun, — ne peut exister qu'à des époques primitives. L'idée de la propriété qui naît naturellement pour les choses de production humaine, est facilement transférée à la terre, et une institution qui, lorsque la population est clairsemée, assure à celui qui améliore et qui travaille, la pleine récompense de son labeur, dépouille finalement le producteur de son salaire lorsque la population devient plus dense et que naît la rente. De plus l'appropriation de la rente pour les besoins publics, qui est le seul moyen par lequel, lorsque le développement social a atteint un certain point, la terre peut rester propriété commune, devient, quand le pouvoir politique et religieux passe entre les mains d'une classe, la propriété de la terre par cette classe, et le reste de la communauté n'est plus composé que de tenanciers. Et les guerres et les conquêtes qui tendent à la concentration du pouvoir politique et à l'institution de l'esclavage, ont pour résultat naturel, là où le développement social a donné une valeur à la terre, l'appropriation du sol. Une classe dominante, qui concentre le pouvoir dans ses mains, concentre bientôt pareillement la propriété de la terre. Cette classe recevra de grandes parties de la terre conquise que

les habitants primitifs continueront à habiter comme tenanciers ou serfs, et le domaine public, ou terres communes, qui dans la marche naturelle du développement social existent pendant un certain temps dans tous les pays (et qui permettent l'établissement du système primitif de culture du village, en pâtures et bois), sont bientôt toutes acquises comme nous le montrent des exemples modernes. Et l'inégalité une fois établie, la propriété de la terre tend à se concentrer à mesure qu'avance le développement social.

J'essaie simplement en ce moment de faire ressortir ce fait que, en même temps que la société se développe, l'inégalité tend à s'établir, et non pas de montrer la séquence particulière qui doit nécessairement varier suivant les conditions. Mais ce fait capital rend compréhensible tous les phénomènes de pétrification et de décadence. La distribution inégale de la puissance et de la richesse, qui accompagne l'intégration des hommes en société, tend à arrêter et finalement à contre-balancer la force qui améliore et fait progresser la société. D'un côté la masse dans la communauté est obligée d'appliquer son intelligence simplement à subvenir à ses besoins. De l'autre côté la force mentale est dépensée à conserver et à accroître le système d'inégalité, par le luxe, l'ostentation et la guerre. Une communauté divisée en une classe qui gouverne et une classe qui est gouvernée, peut « construire comme des géants, et finir comme des bijoutiers; » mais ce seront des monuments de l'orgueil impitoyable, et de la vanité pure, ou d'une religion qui au lieu de remplir son office en élevant l'homme, serait devenue l'instrument du despotisme. L'invention peut continuer pendant un certain temps; mais ce sera l'esprit d'invention tourné vers les raffinements du luxe, et non vers les inventions qui diminuent le fardeau du travail et accroissent la puissance de production. Dans les temples ou chez les médecins on peut encore cultiver la science; mais on la cachera comme une chose secrète, et celui qui osera élever la pensée commune, ou améliorer la condition

commune, sera considéré comme un dangereux innovateur. Car l'inégalité tend à amoindrir la part de puissance mentale consacrée au progrès, et à rendre l'homme contraire au progrès. On connaît trop bien combien est puissante la disposition à conserver les vieilles méthodes parmi les classes restées ignorantes à cause de la nécessité de travailler pour gagner les seuls moyens d'existence; d'un autre côté, l'esprit conservateur des classes auxquelles les arrangements sociaux existants donnent des avantages spéciaux, est également apparent. Cette tendance à résister à l'innovation, même lorsqu'elle est un progrès, s'observe dans toute organisation spéciale — qu'il s'agisse de religion, de loi, de médecine, de science, ou d'association de commerce, et elle devient très forte quand l'organisation est fermée. Une corporation formée a toujours une animosité instinctive contre les innovations et les innovateurs, animosité qui n'est que l'expression de la peur instinctive qu'un changement puisse renverser les barrières qui séparent les privilégiés du troupeau commun, et lui voler ainsi leur importance et leur pouvoir; elle est toujours disposée à garder soigneusement sa science ou son adresse spéciales.

C'est de cette manière que la pétrification succède au progrès. L'accroissement de l'inégalité force nécessairement le progrès à s'arrêter, et s'il persiste ou provoque des réactions inutiles, cet accroissement empiète même sur la force mentale nécessaire à la subsistance, et la décadence commence.

Voilà les principes qui rendent intelligibles l'histoire de la civilisation.

Dans les localités où le climat, le sol, la configuration physique tendent le moins à séparer les hommes, quand leur nombre augmente, et où, en conséquence, sont nées les premières civilisations, les résistances internes au progrès se sont naturellement développées d'une manière plus régulière et plus complète que là où des communautés plus petites, s'étant diversifiées lors de leur séparation, se sont réunies beaucoup plus tard. Voilà,

à mon avis, ce qui explique les caractères distinctifs des civilisations primitives comparées aux civilisations européennes plus récentes. Des communautés homogènes se développant du premier jet, sans conflit entre les coutumes, les lois, les religions, doivent montrer une bien plus grande uniformité. Les forces de concentration et de conservation doivent toutes opérer en même temps. Des chefs rivaux ne se disputent pas la suprématie, se faisant contre-poids les uns les autres, des diversités de croyance ne tiennent pas en échec l'influence cléricale. La puissance politique et religieuse, la richesse et la science tendent à se concentrer dans les mêmes lieux. Les mêmes causes qui produisent le roi héréditaire ou le prêtre héréditaire, tendent aussi à produire l'artisan héréditaire, et à séparer la société en castes. La force qui, grâce à l'association, est libre de se consacrer au progrès, se trouve ainsi gaspillée, et des barrières entravant le progrès futur s'élèvent graduellement. Le surplus d'énergie des masses est dépensé dans la construction de temples, de palais et de pyramides, à satisfaire l'orgueil et le luxe de leurs maîtres; et s'il naît parmi les classes oisives une disposition à favoriser le progrès, elle est immédiatement détruite par la crainte des innovations. La société qui s'est formée de cette manière doit à la fin s'arrêter pénétrée d'un esprit de conservation qui empêche tout progrès ultérieur.

La durée de cet état de complète pétrification, une fois qu'il est atteint, semble dépendre de causes extérieures, des liens de fer du milieu social qui empêchent la désintégration aussi bien que le progrès. Une communauté arrivée à cet état, est facilement conquise, car le peuple y est habitué à une obéissance passive dans une vie de travail sans espoir. Si les conquérants prennent simplement la place des classes dirigeantes, comme l'ont fait les Hyksos en Égypte et les Tartares en Chine, les choses iront après comme avant. S'ils ravagent et détruisent des palais et des temples, il ne reste plus que des ruines, la population s'éclaircit, la science et les arts disparaissent.

La civilisation européenne diffère en caractère des civilisations du type de la civilisation égyptienne, parce qu'elle n'est pas née de l'association d'un peuple homogène se développant dès le commencement, ou du moins pendant longtemps, dans les mêmes conditions, mais de l'association de peuples qui, lorsqu'ils étaient séparés, avaient acquis des caractéristiques sociaux distinctifs, et dont les organisations plus réduites avaient longtemps empêché le pouvoir et la richesse de se concentrer sur le même point. La configuration physique de la péninsule grecque est telle qu'elle devait séparer dès l'origine un peuple en un nombre de petites communautés. Lorsque ces petites républiques, et ces petits royaumes cessèrent de gaspiller leurs forces dans la guerre, et que la coopération pacifique du commerce se fut étendue, la lumière de la civilisation les éclaira. Mais le principe d'association ne fut jamais assez fort pour sauver les Grecs des guerres intérieures, et quand la conquête mit fin à ce genre de guerre, la tendance à l'inégalité qu'avaient combattue par divers moyens les sages et les politiques de la Grèce, suivit librement son cours, produisit ses résultats habituels, et la valeur grecque, et l'art, et la littérature, devinrent des choses du passé. Et de même dans la naissance, l'expansion, le déclin et la chute de la civilisation romaine, on peut trouver à l'œuvre ces deux principes d'association et d'égalité, dont la combinaison produit le progrès.

Naissant de l'association d'agriculteurs indépendants et de libres citoyens de l'Italie, et recevant une vigueur nouvelle par les conquêtes qui mettaient en relation des nations hostiles, la puissance romaine donna la paix au monde. Mais la tendance à l'inégalité entravant dès le début les progrès réels, augmenta à mesure que s'étendit la civilisation romaine. La civilisation romaine ne se pétrifia pas comme aurait fait une civilisation homogène où les liens très forts de la coutume et de la superstition enserrent le peuple, mais le protègent aussi sans doute, ou entretient au moins la paix entre les gouvernants et les gou-

vernés; elle se corrompit, déclina, et tomba. Longtemps avant que les Goths et les Vandales eussent brisé le cordon de ses légions, même au moment où elle reculait ses frontières, Rome était atteinte au cœur. Les grandes propriétés ont ruiné l'Italie. L'inégalité a détruit la force et la vigueur du monde romain. Le gouvernement devint du despotisme, que l'assassinat même ne pouvait tempérer; le patriotisme se changea en servilité; les vices les plus hideux s'étalèrent au grand jour; la littérature s'égara dans les subtilités; la science fut oubliée; des régions fertiles se changèrent en désert sans avoir été ravagées par la guerre — partout l'inégalité produisit la ruine politique, mentale, morale et matérielle. La barbarie qui envahit Rome ne venait pas tant du dehors que du dedans. Elle était le résultat nécessaire d'un système qui avait substitué des esclaves et des colons aux cultivateurs indépendants de l'Italie, et découpé les provinces en propriétés des familles sénatoriales.

La civilisation moderne doit sa supériorité à la croissance de l'égalité concurremment à celle de l'association. Deux grandes causes ont contribué à ce développement — la division du pouvoir concentré en une quantité de petits centres, division due à l'invasion des peuples du Nord, et l'influence du christianisme. Sans la première cause on n'aurait connu que la pétrification de l'Empire d'Orient, où l'Église et l'État étaient intimement unis et où la perte de la puissance extérieure n'apporta aucun soulagement à la tyrannie intérieure. Sans la seconde on n'aurait connu que la barbarie sans le principe d'association et de progrès. Les petits chefs et les seigneurs féodaux qui partout s'emparèrent de la souveraineté locale, se tinrent l'un l'autre en échec. Les cités italiennes recouvrèrent leur ancienne liberté, des villes libres furent fondées, les franchises municipales prirent naissance, et les serfs acquirent des droits au sol qu'ils cultivaient. Le levain des idées teutoniques d'égalité fermenta dans la société désorganisée. Et bien que la société fût divisée en un nombre immense de fragments séparés, cependant

l'idée d'une association plus intime resta toujours présente — elle existait dans les souvenirs d'un empire universel; elle existait dans les prétentions d'une église niverselle.

Bien que le Christianisme s'altérât en pénétrant dans une société corrompue; bien qu'il prît des dieux païens dans son panthéon, des formes païennes dans son rituel, et des idées païennes dans son credo; cependant il n'oublia jamais complètement son idée essentielle de l'égalité des hommes. Deux choses eurent aussi, à leur moment, une heureuse influence sur la civilisation, c'est l'établissement de la papauté et le célibat des prêtres. La première empêcha le pouvoir spirituel de se concentrer entre les mêmes mains que le pouvoir temporel; la seconde empêcha la formation d'une caste sacerdotale pendant une période où tout pouvoir tendait à prendre une forme héréditaire.

Par ses efforts pour l'abolition de l'esclavage; par sa Trève de Dieu; par ses ordres monastiques; par ses conciles qui unissaient les nations et ses édits qui commandaient sans tenir compte des frontières politiques; par l'infériorité de naissance de ceux aux mains desquels elle plaçait un signe devant lesquels s'agenouillaient les plus fiers; par ses évêques qui par la consécration devenaient les pairs des plus nobles; par son « serviteur des serviteurs, » comme l'appelait son titre officiel, qui, en vertu de l'anneau d'un simple pêcheur, réclamait le droit d'être l'arbitre des nations, et dont l'étrier était tenu par des rois; l'Église, malgré tout a était le promoteur de l'association, la protectrice de l'égalité entre les hommes; et c'est par l'Église elle-même qu'a été nourri un esprit qui, quand elle eut accompli son premier travail d'association et d'émancipation — quand les liens qu'elle avait tissés furent devenus forts, et que ses enseignements se fussent répandus dans le monde — brisa les chaînes avec lesquelles elle aurait voulu attacher l'esprit humain, et fit crouler son organisation dans une partie de l'Europe.

La naissance et le développement de la civilisation européenne

est un sujet trop vaste et trop complexe pour être envisagé complètement dans quelques paragraphes; mais dans tous ses détails comme dans ses traits principaux, il est un exemple de la vérité que le progrès se fait à mesure que la société se rapproche davantage d'une association intime et d'une grande égalité. Civilisation et coopération sont synonymes. L'union et la liberté sont les facteurs de la civilisation. La grande extension de l'association, non seulement dans la formation de communautés plus considérables et plus denses, mais dans l'augmentation du commerce et des échanges nombreux qui lient des communautés, même très éloignées les unes avec les autres; la formation d'une loi internationale et municipale; les progrès dans la sécurité de la propriété et des personnes, dans la liberté individuelle, et tendant au gouvernement démocratique, progrès, en résumé, menant à la reconnaissance des droits égaux de tous à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur — voilà ce qui fait que notre civilisation moderne est beaucoup plus grande et plus noble que celles qu'elle a remplacées. Voilà ce qui a donné à l'intelligence la liberté de déchirer le voile de l'ignorance qui cachait à la connaissance de l'homme le monde entier sauf une petite partie; de mesurer le mouvement des sphères qui roulent dans l'espace, de voir la vie, le mouvement dans une goutte d'eau; ce qui nous a ouvert l'antichambre des mystères de la nature, nous a permis de lire les secrets d'un passé depuis longtemps enseveli; qui a mis au service de l'homme des forces physiques auprès desquelles nos efforts sont chétifs; qui a augmenté la force productive par un millier de grandes inventions.

Il est de mode dans la littérature courante envahie, comme je l'ai déjà dit, par le fatalisme, de répéter que la guerre et l'esclavage sont des moyens de progrès. Mais la guerre, qui est l'opposé de l'association, ne peut aider au progrès que quand elle prévient de nouvelles guerres, et brise des barrières antisociales qui sont elles-mêmes une guerre passive.

Quant à l'esclavage, je ne vois pas comment il a pu aider à établir la liberté, et la liberté, synonyme d'égalité, est, depuis l'époque de l'état le plus grossier où l'on puisse imaginer l'homme, le stimulus et la condition du progrès. L'idée d'Auguste Comte que l'institution de l'esclavage détruisit le cannibalisme est aussi bizarre que la notion facétieuse d'Élie sur la manière dont l'humanité acquit du goût pour le porc rôti. Elle suppose qu'un penchant qu'on n'a jamais trouvé développé chez l'homme, sauf dans les conditions les moins naturelles — le besoin le plus affreux, ou les superstitions les plus barbares[1] — est une impulsion originale, et que l'homme a, lui qui à l'état sauvage le plus complet est encore le plus élevé de tous les animaux, des appétits naturels que les bêtes les plus nobles ne montrent pas. Il en est de même pour l'idée que l'esclavage fut le premier pas vers la civilisation parce qu'il donna aux possesseurs d'esclaves des loisirs pour progresser.

L'esclavage n'a jamais aidé et n'a jamais pu aider au progrès. Que la communauté ne soit composée que d'un seul maître et d'un seul esclave, ou qu'elle soit composée de plusieurs milliers de maîtres et de plusieurs millions d'esclaves, l'esclavage indique nécessairement le gaspillage de la puissance humaine; car non seulement le travail esclave est moins productif que le travail libre, mais la puissance des maîtres est gaspillée puisqu'elle se dépense à garder et à surveiller les esclaves au lieu de s'appliquer à ce qui pourrait produire le progrès. Depuis le commencement jusqu'à la fin, l'esclavage, comme toute autre négation de l'égalité naturelle des hommes, a ralenti et empêché le progrès. Le progrès cesse en raison de l'importance du rôle que joue l'esclavage dans une organisation sociale. L'universalité de l'esclavage dans le monde ancien est sans doute la raison

[1] Les sauvages des îles Sandwich rendent honneur à leurs bons chefs en mangeant leurs corps. Ils ne voudraient pas toucher à leurs chefs mauvais ou tyranniques. Les sauvages de la Nouvelle-Zélande se figurent qu'en mangeant leurs ennemis ils acquièrent de la force et du courage. C'est l'idée qui semble être l'origine générale de l'habitude de manger les prisonniers de guerre.

pour laquelle l'activité mentale qui donna tant de poli à la littérature et aux arts, ne produisit jamais une de ces grandes découvertes et inventions qui distinguent la civilisation moderne. Un peuple ayant des esclaves n'a jamais été un peuple inventif. Dans une communauté entretenant des esclaves, les hautes classes peuvent devenir luxueuses et polies ; mais jamais inventives. Tout ce qui dégrade le travailleur et lui enlève le fruit de son travail étouffe l'esprit d'invention et empêche l'utilisation des inventions et découvertes même lorsqu'elles sont faites. La liberté seule a la puissance de faire éclore les génies en la possession desquels sont les trésors de la terre et les forces invisibles de l'air.

La loi du progrès humain, qu'est-elle, si ce n'est la loi morale ? Quand l'organisation sociale encourage la justice, quand l'égalité des droits des hommes est reconnue, quand chacun a une liberté parfaite limitée seulement par la liberté égale des autres, alors la civilisation doit progresser. Quand ces conditions ne sont pas remplies, la civilisation doit s'arrêter puis reculer. L'économie politique et la science sociale ne peuvent donner aucun enseignement qui ne soit pas appuyé sur les simples vérités prêchées à de pauvres pêcheurs et à des paysans juifs par Celui qui fut crucifié il y a dix-huit siècles — sur les simples vérités qui, sous les apparences trompeuses créées par l'égoïsme et la superstition, semblent soutenir toute religion qui s'est jamais efforcée de répondre aux besoins spirituels de l'homme.

CHAPITRE IV.

COMMENT LA CIVILISATION MODERNE PEUT DÉCLINER.

La conclusion à laquelle nous sommes arrivés est complètement en harmonie avec les conclusions antérieures.

Cette manière d'envisager la loi du progrès humain met non

seulement les lois de l'économie politique que nous avons étudiées, sous la sanction d'une loi plus haute — peut-être la plus élevée que puisse saisir nos esprits — mais elle prouve que la mesure que j'ai proposée, qui ferait de la terre la propriété commune, donnerait une impulsion considérable à la civilisation, tandis que son refus pourrait entraîner la décadence. Une civilisation comme la nôtre doit avancer ou reculer; elle ne peut pas rester stationnaire. Elle n'est pas semblable à ces civilisations homogènes qui, en Égypte, par exemple, moulèrent les hommes dans la place qu'ils occupaient, et les rendirent pareils aux briques composant les pyramides. Elle ressemble beaucoup plus à la civilisation dont elle est sortie, et dont la naissance et la chute occupent les temps historiques.

On est aujourd'hui disposé à railler tous ceux qui expriment l'opinion que nous ne sommes nullement en voie de progrès et que l'esprit de notre temps ressemble à celui qui inspire l'édit proposé par un ministre flatteur à l'empereur Chinois qui brûlait les anciens livres — « Que tous ceux qui oseraient parler du She et du Shoo seraient mis à mort; que ceux qui feraient mention du passé afin de blâmer le présent seraient mis à mort avec leurs parents. »

Il est cependant évident qu'il y a eu des temps de décadence, comme il y a eu des temps de progrès; et il est de plus évident que ces époques de décadence ne pouvaient pas au premier abord être généralement reconnues.

Il aurait été bien téméraire celui qui, au temps où Auguste changeait la Rome de briques en une Rome de marbre, quand la richesse et la magnificence augmentaient, quand les mœurs se raffinaient, que le langage se polissait, et que la littérature atteignait sa plus grande splendeur, aurait déclaré que Rome entrait dans sa période de décadence. Et cependant cela aurait été vrai.

Et pour quiconque sait regarder, notre civilisation progressant en apparence plus rapidement que jamais, est menacée

par la même cause qui transforma le progrès romain en décadence.

Ce qui a détruit toute civilisation antérieure, c'est la tendance à la distribution inégale de richesse et de puissance. Cette même tendance, opérant aujourd'hui avec une force beaucoup plus grande, se retrouve dans notre civilisation, dans toute communauté progressive, et avec une intensité d'autant plus grande que la communauté progresse davantage. Les salaires et l'intérêt tendent constamment à baisser, la rente à monter, le riche à devenir plus riche, le pauvre à devenir plus misérable et plus désespéré, et la classe moyenne à disparaître.

J'ai remonté à la cause même de cette tendance. J'ai montré par quels moyens simples on peut éloigner cette cause. Je désire maintenant montrer *comment*, si l'on n'emploie pas ces moyens, le progrès peut se changer en décadence, la civilisation moderne en barbarie, comme l'ont fait les civilisations précédentes. Il est utile de montrer *comment* ceci peut arriver, parce que beaucoup de gens, incapables de voir comment le progrès peut se changer en décadence, considèrent cette transformation comme impossible. Gibbon par exemple, croyait que la civilisation moderne serait indestructible parce qu'il n'y aurait pas de barbares pour l'envahir; et il y a une idée très répandue, c'est que l'invention de l'imprimerie a tellement multiplié les livres qu'elle empêche la possibilité même de la destruction de la science.

Les conditions du progrès social, d'après la loi que nous avons formulée, sont l'association et l'égalité. Depuis les temps où nous pouvons apercevoir les premières lueurs de la civilisation, dans les ténèbres qui suivirent la chute de l'Empire d'Occident, le progrès moderne a généralement tendu à l'égalité politique et légale — à l'abolition de l'esclavage; à l'abrogation de l'état; à l'abolition des privilèges héréditaires; à la substitution du gouvernement parlementaire au gouvernement arbitraire; au droit de s'en rapporter à soi seul pour les matières de religion;

à la sécurité plus égale des personnes et des propriétés de bas en haut, du faible au fort; à la plus grande liberté de mouvement et d'occupation, de parole et de presse. L'histoire de la civilisation moderne est l'histoire des progrès en ce sens — des luttes et des triomphes de la liberté personnelle, politique et religieuse. Et la loi se trouve bien attestée par ce fait que lorsque cette tendance se manifestait, la civilisation progressait, et que lorsqu'elle était réprimée la civilisation était arrêtée.

L'œuvre de cette tendance s'est manifestée avec une pleine liberté dans la République Américaine où les droits politiques et légaux sont absolument égaux, et où, grâce au système de roulement dans les emplois, la bureaucratie n'a pu se développer; où toutes les croyances religieuses et tous les athéismes se trouvent sur le même pied; où chaque garçon peut espérer devenir Président, où chaque homme a une voix égale dans les affaires publiques, et où chaque occupant d'un emploi public dépend immédiatement d'un vote populaire. Cette tendance a encore quelques victoires à remporter en Angleterre, pour l'extension du suffrage, et la destruction des vestiges de la monarchie, de l'aristocratie, des privilèges ecclésiastiques; elle a encore bien du chemin à faire parcourir à des pays comme l'Allemagne et la Russie où le droit divin est quelque chose de plus qu'une simple fiction légale. Mais elle prévaut partout et pour que l'Europe soit entièrement républicaine, ce n'est plus qu'une question de temps, ou peut-être d'accident. Les États-Unis sont donc sous ce rapport la plus avancée de toutes les grandes nations, dans une voie où toutes avancent; et c'est aux États-Unis que nous pouvons voir exactement l'effet de cette tendance à la liberté personnelle et politique.

Le premier effet de la tendance à l'égalité politique a été une distribution plus égale de la richesse et du pouvoir, car alors que la population est comparativement éparpillée, l'inégalité dans la distribution de la richesse est principalement causée par l'inégalité des droits personnels, et c'est seulement lorsque le

progrès matériel se fait sentir que la tendance à l'inégalité impliquée dans la réduction de la terre à la propriété personnelle, apparaît fortement. Mais il est aujourd'hui évident que l'égalité politique absolue ne réprime pas par elle-même la tendance à l'inégalité impliquée dans la possession privée de la terre, et il est de plus évident que l'égalité politique coexistant avec une tendance toujours plus puissante à la distribution inégale de la richesse, doit finir par engendrer soit le despotisme d'une tyrannie organisée, soit le despotisme de l'anarchie.

Pour changer un gouvernement républicain en un gouvernement despotique de l'espèce la plus basse et la plus brutale, il n'est pas nécessaire de changer formellement sa constitution, ou d'abandonner les élections populaires. C'est plusieurs siècles après César que le maître absolu du monde romain prétendit gouverner autrement que par l'autorité d'un sénat qui tremblait devant lui.

Mais les formes ne sont rien quand la substance n'est plus, et les formes de gouvernement populaire sont facilement vides de la substance de la liberté. Les extrêmes se touchent, et un gouvernement de suffrage universel et d'égalité théorique peut, dans certaines conditions qui forcent le changement, devenir facilement un gouvernement despotique. Car alors le despotisme avance au nom et avec la puissance du peuple. Une fois la source seule du pouvoir assurée, tout le reste l'est également. Il n'y a pas de classe non affranchie à laquelle on puisse faire appel, il n'y a pas d'ordres privilégiés qui, en défendant leurs propres droits, puissent défendre les droits de tous. Il n'y a pas de digue pour arrêter le flot, pas d'éminence pour bâtir au-dessus. Ce furent des barons armés, conduits par un archevêque mitré, qui mirent un frein à la puissance d'un Plantagenet avec la Grande Charte; ce furent les classes moyennes qui jadis brisèrent l'orgueil des Stuarts; une simple aristocratie d'argent ne lattera jamais alors qu'elle peut espérer corrompre un tyran.

Et quand la disparité des conditions augmente, il devient fa-

cile, grâce au suffrage universel, de s'emparer du pouvoir, car le pouvoir se trouve davantage entre les mains de ceux qui ne se sentent pas directement intéressés à la direction du gouvernement; qui, torturés par le besoin et abrutis par la pauvreté, sont prêts à vendre leurs votes au plus offrant, ou à suivre le démagogue qui crie le plus fort; ou qui, aigris par l'oppression, regardent un gouvernement tyrannique et dissolu avec la satisfaction que pouvaient ressentir les prolétaires et les esclaves de Rome quand ils voyaient un Caligula ou un Néron décimer les riches patriciens. Étant donnée une communauté ayant des institutions républicaines dans laquelle une classe est trop riche pour être dépouillée de son luxe, de quelque manière que soient administrées les affaires publiques, et une autre est si pauvre, que quelques dollars un jour d'élection ont plus d'influence que toutes les considérations abstraites; et dans laquelle le petit nombre vit dans la richesse, et le grand nombre dans le mécontentement d'un état de choses auquel il ne connaît pas de remède, le pouvoir doit tomber dans les mains des agioteurs qui l'achètent et le vendent, comme les Prétoriens vendaient la pourpre romaine, ou dans les mains de démagogues qui le manieront un certain temps avant d'être remplacés par de pires démagogues.

Là où existe quelque chose ressemblant à une distribution égale de richesse, c'est-à-dire là où le patriotisme, la vertu et l'intelligence sont très répandus, plus le gouvernement est démocratique, meilleur il est; mais là où il y a de grandes inégalités dans la distribution de la richesse, plus le gouvernement est démocratique, plus il est mauvais; car bien que la démocratie corrompue ne soit pas en elle-même pire que l'aristocratie corrompue, cependant ses effets sur le caractère national sont plus funestes. Donner le suffrage à des vagabonds, à des pauvres, à des hommes pour qui la chance du travail est une grâce, à des hommes qui doivent mendier, voler, ou mourir de faim, c'est appeler la destruction. Mettre le pouvoir politique

entre les mains d'hommes aigris et dégradés par la pauvreté, c'est attacher des tisons allumés à des renards et les lâcher au milieu des récoltes; c'est aveugler Samson et enlacer ses bras aux piliers de la vie nationale.

Les accidents de la succession héréditaire, ou du choix laissé au sort (moyen accepté par quelques républiques anciennes), peuvent parfois donner le pouvoir au juste et au sage; mais dans une démocratie corrompue, la tendance est toujours de donner le pouvoir au pire. L'honnêteté et le patriotisme sont vaincus par l'impudence. Le meilleur végète dans les bas-fonds, le pire s'élève jusqu'au sommet, et l'homme vil n'est évincé que par celui qui l'est davantage. Et comme le caractère national doit graduellement s'assimiler les qualités qui gagnent le pouvoir, et par conséquent le respect, la démoralisation se produit rapidement, changeant, comme nous l'a montré maintes et maintes fois le panorama de l'histoire, des races d'hommes libres en races d'esclaves.

Comme en Angleterre au siècle dernier, quand le Parlement n'était qu'une corporation fermée de l'aristocratie, une oligarchie corrompue, bien séparée des masses, peut exister sans avoir grande influence sur le caractère national, parce que dans ce cas le pouvoir est associé dans l'esprit populaire, avec d'autres choses que la corruption. Mais là où il n'y a pas de distinctions héréditaires, et où l'on voit souvent les hommes s'élever eux-mêmes par leurs vices de la condition la plus basse à la richesse et au pouvoir, la tolérance de ces vices finit par se changer en admiration. Un gouvernement démocratique corrompu doit finir par corrompre le peuple, et quand un peuple est corrompu, il n'y a pour lui aucun espoir de guérison. La vie déserte ce peuple, la carcasse seule demeure; et il ne reste plus au destin qu'à l'ensevelir sans bruit.

Cette transformation du gouvernement populaire en un despotisme de l'espèce la plus vile et la plus dégradante, qui est le résultat inévitable de la distribution inégale de la richesse, ne

doit pas être considérée comme une chose appartenant à un avenir éloigné. Elle a déjà commencé aux États-Unis, et s'accomplit rapidement sous nos propres yeux. Nos corps législatifs sont tous les jours plus inférieurs; les hommes capables et probes sont forcés de fuir la politique et l'art de l'agioteur est compté pour beaucoup plus que la réputation de l'homme d'État; on vote avec une indifférence toujours plus grande, la puissance de l'argent augmente; il est difficile d'éveiller chez le peuple le sentiment que des réformes sont nécessaires, et plus difficile de les accomplir; les différences politiques ne sont plus des différences de principe, et les idées abstraites perdent leur empire; les partis sont dominés parce qu'on appellerait dans un gouvernement général, des oligarchies ou une dictature; voilà bien tous les signes de la décadence politique.

Le type du développement moderne c'est la grande ville. C'est là qu'on trouve la grande richesse et la grande pauvreté. Et c'est là que le gouvernement populaire a le plus évidemment fait banqueroute. Dans toutes les grandes cités américaines il y a aujourd'hui une classe dirigeante aussi nettement constituée que dans les pays les plus aristocratiques du monde. Ses membres portent la puissance dans leurs poches, dirigent les élections, distribuent les offices qu'ils ont marchandé entre eux, et, bien qu'ils ne travaillent pas, portent les plus beaux vêtements et dépensent de l'argent avec prodigalité. Ils sont puissants, les ambitieux doivent les courtiser, on doit éviter leur vengeance. Qui sont ces hommes? Des hommes sages, bons, instruits, qui ont gagné la confiance de leurs concitoyens par la pureté de leur vie, par l'éclat de leurs talents, par leur probité dans les emplois publics, par leur étude approfondie des problèmes gouvernementaux? Non; ce sont des joueurs, de beaux parleurs, des férailleurs, ou pire, qui ont fait un métier du contrôle des votes, de la vente et de l'achat des offices et des actes officiels. Ils sont pour ces villes ce que les prétoriens étaient pour Rome en décadence. Celui qui veut porter la pourpre, s'asseoir sur la chaise

curule, ou faire porter devant lui les faisceaux, doit envoyer des messagers à leurs camps, leur faire des dons et des promesses. C'est par ces hommes que les riches corporations, et les intérêts pécuniaires puissants peuvent remplir le Sénat et les cours de justice de leurs créatures. Ce sont ces hommes qui font les directeurs d'école, les inspecteurs, assesseurs, magistrats, députés au Congrès. Il y a à cause d'eux bien des districts électoraux où des hommes comme George Washington, Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, ne pourraient pas plus arriver au plus petit emploi législatif, que, dans l'ancien régime, un paysan ne pouvait arriver à être maréchal de France. Leur caractère même serait la plus grande opposition à leur nomination.

En théorie nous sommes des démocrates absolus. La proposition de sacrifier un porc dans le temple aurait à peine excité une horreur et une indignation plus grande dans l'ancienne Jérusalem, que parmi nous la proposition de conférer une distinction de rang à nos citoyens les plus éminents. Mais ne se forme-t-il pas parmi nous une classe ayant toute la puissance d'une aristocratie sans en avoir les vertus? Nous avons de simples citoyens qui gouvernent des milliers de milles de voies ferrées, des millions d'acres de terre, les moyens de subsistance d'un grand nombre d'hommes; qui nomment les gouverneurs d'États souverains comme ils nomment leurs commis, choisissent des sénateurs comme ils nomment des fondés de pouvoir, et dont la volonté a force de loi comme jadis celle des rois de France tenant leurs lits de justice. Les courants cachés de notre époque semblent nous ramener les anciennes conditions auxquelles nous rêvions d'avoir échappé. Le développement des classes ouvrières et commerciales détruisit graduellement la féodalité après que son organisation fut devenue si complète que les hommes concevaient le ciel comme organisé sur une base féodale, et classaient la première et la seconde personne de la trinité en suzerain et en tenancier en chef. Mais aujourd'hui le développement des manufactures et du commerce, agissant sur

une organisation sociale dans laquelle la terre est propriété privée, force chaque travailleur de chercher un maître, de même que le peu de sécurité des temps qui suivirent la chute de l'empire romain, força chaque homme libre à chercher un seigneur. Rien ne semble pouvoir échapper à cette tendance. L'industrie tend partout à assumer une forme dans laquelle un seul est maître et beaucoup servent. Et quand un individu est le maître, et que les autres servent, le maître domine les autres même pour des choses comme les votes. De même que le landlord anglais fait voter ses tenanciers, de même le manufacturier américain fait voter ses ouvriers.

Il n'y a pas à s'y tromper, les fondements mêmes de la société sont sapés sous nos propres yeux, pendant que nous nous demandons *comment* il pourrait se faire qu'une civilisation comme la nôtre, avec ses chemins de fer, ses journaux, ses télégraphes électriques, soit détruite. Pendant que la littérature vit de la croyance que nous avons laissé et que nous laisserons toujours l'état sauvage de plus en plus loin derrière nous, des indices prouvent qu'actuellement nous retournons vers la barbarie. Qu'il me soit permis de citer des exemples : un des traits caractéristiques de la barbarie, c'est le peu de respect pour les droits de la personne et de la propriété. On cite comme preuve de la barbarie de nos ancêtres anglo-saxons et de la supériorité de notre civilisation, le fait que nos ancêtres imposaient au meurtrier, comme punition, une amende proportionnée à la condition de la victime, tandis que notre loi ne connaît pas de distinction de rang, et protège l'inférieur comme le supérieur, le pauvre comme le riche par la punition égale du meurtre. De même on donne comme preuve concluante de l'état grossier que nous avons laissé si loin en arrière, le fait que la piraterie, le vol, la traite des esclaves, étaient autrefois considérés comme des occupations légitimes.

Mais en réalité, en dépit de nos lois, quiconque a assez d'argent et désire tuer un autre homme, peut aller dans n'importe

lequel de nos grands centres de population et d'affaires, et satisfaire son désir, et se livrer lui-même à la justice, sans courir d'autre risque, cent fois contre une, que d'encourir une punition consistant en un emprisonnement temporaire et une somme d'argent proportionnée à sa propre richesse et à la richesse et à la position de l'homme tué. Son argent sera payé, non à la famille de l'homme tué, qui a perdu son protecteur ; non à l'État qui a perdu un citoyen ; mais aux hommes de loi qui savent obtenir des délais, trouver des témoins, mettre les juges en désaccord.

Et ainsi, si un homme vole assez, il peut être sûr que sa peine ne consistera pratiquement qu'en la perte d'une partie du produit de son vol ; et s'il vole assez pour gagner une fortune, il sera félicité par ses connaissances comme jadis on félicitait le Vitiking qui revenait d'une croisière heureuse. Même s'il vole ceux qui avaient mis leur confiance en lui ; s'il vole la veuve et l'orphelin ; pourvu qu'il vole assez, il pourra en sûreté faire parade en plein jour de sa richesse.

La tendance en ce sens est tous les jours plus forte. Elle se montre avec puissance là où les inégalités dans la distribution de la richesse sont les plus grandes, et augmente avec elles. Si ce n'est pas là un retour vers la barbarie, qu'est-ce ? Ces attentats à la justice ne sont que des exemples de la débilité de notre mécanisme légal, dans chaque branche. On commence à entendre dire souvent qu'il vaudrait mieux revenir aux premiers principes et abolir la loi, car alors, pour se défendre soi-même, on formerait des comités de surveillance, et on rendrait soi-même la justice. Est-ce là un indice de progrès ou de décadence ?

Et chacun peut se rendre compte de ce que j'avance. Bien que nous ne le disions pas ouvertement, la foi générale en les institutions républicaines s'affaiblit, là même où elles ont atteint leur complet développement. La foi confiante dans le républicanisme n'est plus, comme autrefois, la source de bonheurs nationaux. Les hommes sérieux commencent à voir ses dangers, sans voir comment les éviter, à accepter l'opinion de Macaulay, et à

rejeter celle de Jefferson [1]. Et le peuple s'habitue à la corruption croissante. La croissance aux États-Unis du sentiment qu'il ne peut pas y avoir un honnête homme dans les emplois publics, et que s'il y en a un il est bien fou de l'être, est un signe politique de bien mauvais augure. Il prouve que le peuple lui-même commence à être corrompu. Donc aux États-Unis aujourd'hui, le gouvernement républicain descend la pente qu'il doit inévitablement suivre dans des conditions causant la distribution inégale de la richesse.

Et pour quiconque réfléchit, il n'est pas difficile de voir où nous conduit cette pente. Quand la corruption devient chronique; quand il n'y a plus d'esprit public; quand les traditions d'honneur, de vertu, de patriotisme, disparaissent; quand la loi est méprisée et qu'on n'espère rien des réformes; alors sont engendrées, dans les masses se corrompant, des forces volcaniques, qui éclatent et brisent tout quand ce que l'on croit un accident, leur ouvre une issue. Des hommes forts et sans scrupules naissent avec l'occasion, deviennent les représentants des désirs aveugles ou des passions forcenées du peuple, et brisent les formes que la vie a abandonnées. L'épée devient encore une fois plus forte que la plume, et dans le tourbillon destructeur, des périodes où dominent la force brutale et la frénésie sauvage, alternent avec des périodes de léthargie, pendant que la civilisation décline toujours.

Je parle des États-Unis, parce que les États-Unis sont la plus avancée de toutes les grandes nations. Que dirons-nous de l'Europe où les digues des anciennes lois et coutumes contiennent les eaux envahissantes, et où les armées permanentes pèsent sur les soupapes de sûreté bien que le feu souterrain devienne de plus en plus ardent? L'Europe marche vers la république sous des conditions que n'admet pas le vrai républicanisme, sous des conditions qui substituent à la figure auguste et calme de la Liberté, la pétroleuse et la guillotine!

[1] Voyez la lettre de Macaulay à Randall, le biographe de Jefferson.

D'où viendront les nouveaux barbares? Allez dans les quartiers misérables des grandes villes, et vous verrez, dès aujourd'hui, leurs hordes assemblées! Comment le savoir pourra-t-il disparaître? Les hommes cesseront de lire, et les livres serviront à allumer les feux et à faire des cartouches!

C'est effrayant de penser combien notre civilisation laissera peu de traces, si elle doit passer par l'agonie qui a accompagné le déclin de toutes les civilisations précédentes. Le papier ne résistera pas comme le parchemin; nos constructions et nos monuments les plus massifs ne peuvent être comparés, comme solidité, avec les temples taillés dans le roc, et les édifices gigantesques des vieilles civilisations [1]. Et l'invention nous a donné non seulement la machine à vapeur, mais la presse à imprimer, le pétrole, la nitro-glycérine, et la dynamite.

Insinuer aujourd'hui que notre civilisation peut tendre au déclin, cela semble venir d'un esprit sauvagement pessimiste. Les tendances spéciales que j'ai indiquées sont évidentes pour tous les hommes qui réfléchissent, mais chez la majorité des hommes qui réfléchissent, comme chez les masses, la croyance au progrès réel est encore très profonde et très forte, croyance fondamentale qui n'admet pas l'ombre d'un doute.

Et cependant ce déclin est réellement proche, les choses se passent comme elles le doivent nécessairement, partout où le progrès se change graduellement en décadence. Car dans le développement social, comme dans tout autre, le mouvement tend à persister en lignes droites; il est donc très difficile, là où antérieurement il y a eu progrès, de constater le déclin, même lorsqu'il est nettement commencé; on est presque irrésistiblement entraîné à croire que le mouvement en avant qui a été un progrès et qui continue, est encore un progrès. Le tissu de croyances, de coutumes, de lois, d'institutions, et d'habi-

[1] Il me paraît instructif de faire remarquer quelle idée fausse on se ferait de notre civilisation d'après les monuments funéraires et religieux de notre temps, monuments qui sont tout ce qui nous reste pour nous faire une idée des civilisations ensevelies.

tudes de pensée, que file constamment chaque communauté et qui produit dans l'individu qui en est environné toutes les différences de caractère national, n'est jamais défilé. C'est-à-dire que, dans la décadence de la civilisation, les communautés ne repassent jamais par le chemin où elles ont déjà passé. Par exemple, la décadence de la civilisation, telle qu'elle se manifeste dans le gouvernement, ne nous ramènera jamais du républicanisme à la monarchie constitutionnelle, et de là au régime féodal; elle nous conduira à l'empire et à l'anarchie. Au point de vue religieux, elle ne nous ramènera pas à la foi de nos ancêtres, au Protestantisme, ou au Catholicisme, mais nous conduira à de nouvelles formes de la superstition, dont le Mormonisme, ou toute autre religion en « isme » encore plus grossière peut donner une idée vague. Au point de vue de la science, elle ne nous mènera pas à Bacon, mais plutôt vers les savants chinois.

Et il est facile de voir combien le mouvement rétrograde d'une civilisation, succédant à une période de progrès, peut être si lent qu'il n'attire pas à temps l'attention; comment même, la décadence doit nécessairement être prise par la majorité des hommes pour le progrès. Il y a par exemple une grande différence entre l'art grec de la période classique, et celui du bas empire, cependant le changement a été accompagné, ou plutôt causé, par un changement de goût. Les artistes qui suivirent le plus vivement ce changement de goût furent regardés de leur temps comme des artistes supérieurs. Et de même en littérature. En devenant plus fade, plus puérile, plus alambiquée, elle obéissait au goût dégénéré qui considérait la faiblesse croissante comme une force et une beauté croissante. L'écrivain vraiment bon n'aurait pas trouvé de lecteurs; il aurait paru rude, sec, ou triste. Et c'est ainsi que le drame dut décliner; non pas parce qu'on manquait de bonnes pièces, mais parce que le goût régnant était de plus en plus celui d'une classe moins cultivée qui, naturellement, trouvait que ce qu'elle admirait

était ce qu'il y avait de mieux. Et de même pour la religion : les superstitions qu'y ajoutait un peuple superstitieux étaient regardées par lui comme des améliorations. Et c'est ainsi qu'à mesure que la décadence avance, le retour à la barbarie, là où on ne le considère pas en lui-même comme un progrès, semble un jour nécessaire pour répondre aux exigences du temps.

Par exemple, le fouet, comme punition de certains délits, a été récemment rétabli en Angleterre, et a de chauds partisans de ce côté de l'Atlantique. Je n'exprime aucune opinion sur la question de savoir si le fouet vaut mieux ou non que l'emprisonnement comme punition de certains crimes. Je signale seulement ce fait parce qu'il montre comment un accroissement dans le nombre des crimes, et dans la difficulté d'entretenir les prisonniers (deux tendances évidentes aujourd'hui), peut conduire à un retour complet à la cruauté physique des codes barbares. C'est ainsi qu'on peut finir par réclamer comme une amélioration nécessaire de la loi criminelle, l'emploi de la torture dans les instructions judiciaires, tel qu'on le pratiquait dans le déclin de la civilisation romaine.

Il n'est pas nécessaire de chercher ici si dans les courants actuels de l'opinion et du goût il y a des indices de décadence ; mais il y a beaucoup de faits sur lesquels on ne peut disputer, et qui concourent à montrer que notre civilisation a atteint une période critique, et que, à moins qu'on ne reparte à nouveau dans la direction de l'égalité sociale, le dix-neuvième siècle pourra marquer dans l'avenir l'apogée de cette civilisation. Ces crises industrielles, qui causent autant de ruines et de souffrances que des famines ou des guerres, sont comme les malaises et les souffrances qui précèdent la paralysie. Il est partout évident que la tendance à l'inégalité, qui est le résultat nécessaire du progrès matériel quand la terre est monopolisée, ne peut se manifester plus longtemps sans conduire notre civilisation dans ce sentier incliné qu'il est si facile de prendre et si difficile d'abandonner. Partout l'intensité croissante de la lutte pour

la vie, la nécessité croissante de tendre tous ses nerfs pour ne pas être renversé et foulé aux pieds dans la course à la richesse, drainent les forces qui accomplissent et conservent les progrès. Dans chaque pays civilisé le paupérisme, le crime, la folie, les suicides augmentent. Dans chaque pays civilisé nous voyons augmenter les maladies venant des nerfs surmenés, d'une nourriture insuffisante, de logements malsains, d'occupations malsaines et monotones, du travail prématuré des enfants, des travaux et des crimes que la pauvreté impose aux femmes. Dans les pays les plus civilisés, la confiance qu'on avait en l'amélioration de la vie, qui s'était graduellement formée depuis quelques siècles, et qui avait atteint sa plus grande force dans le premier quart de notre siècle, semble diminuer aujourd'hui [1].

Ce ne sont pas là les signes d'une civilisation en progrès. C'est une civilisation qui, dans ses courants cachés, commence déjà à rétrograder. Quand dans une baie ou une rivière, la marée passe du flux au reflux, ce n'est pas tout d'un coup; mais ici elle va toujours en avant bien que là elle ait commencé à se retirer. Quand le soleil passe le méridien, on ne peut l'affirmer que par la manière dont sont projetées les ombres courtes; car la chaleur du jour augmente encore. Mais de même qu'il est sûr que la marée encore montante va bientôt redescendre; de même qu'il est sû. que le soleil déclinant, la nuit approche, de même il est sûr que, bien que la science augmente encore, et qu'on fasse de nouvelles inventions, qu'on colonise de nouveaux pays et que les villes s'étendent, la civilisation a pourtant commencé à décliner quand, en proportion de la population, nous avons dû construire plus de prisons, plus de refuges, plus d'asiles d'aliénés. Ce n'est pas du sommet à la base que meurt la société, c'est de la base au sommet.

[1] Les statistiques qui prouvent tous ces faits ont été réunies dans un volume intitulé : *Deterioration and Race Education*, par Samuel Royce, et qui a été très répandu par le vénérable Peter Cooper, de New-York. Ce qui est assez étrange, c'est que le seul remède proposé par M. Royce, c'est l'établissement d'écoles dans le genre des Kindergarten.

Mais il y a des preuves plus palpables que toutes celles que peuvent donner les statistiques des tendances à la décadence de la civilisation. Il y a un sentiment de désappointement vague, mais général; les classes ouvrières sont plus aigries que jamais; on a partout le sentiment de l'instabilité et de la menace d'une révolution. Si ces sentiments étaient accompagnés d'une idée nette du remède à chercher, ce ne serait là qu'un signe heureux; mais ce n'est pas. Bien que le maître d'école ait voyagé quelque temps, la faculté générale de relier l'effet à la cause ne paraît nullement augmentée. C'est ce que montre bien le retour au protectionisme et d'autres illusions gouvernementales condamnées depuis longtemps [1]. Le libre penseur philosophique lui-même ne peut pas observer le grand changement qui s'opère en ce moment dans le monde civilisé à propos des idées religieuses, sans sentir que ce fait important peut avoir des effets considérables que l'avenir seul verra se développer. Car ce qui s'accomplit ce n'est pas un changement dans la forme de la religion, mais la négation et la destruction des idées d'où sort la religion. Le christianisme ne se débarrasse pas simplement de superstitions, il est atteint mortellement à sa racine dans l'esprit du peuple; de même les vieux paganismes mouraient quand le christianisme fit son apparition dans le monde. Et rien ne paraît pour prendre sa place. Les idées fondamentales d'un créateur intelligent et d'une vie future, s'effacent rapidement de l'esprit populaire. Qu'on se dispute si ceci est ou n'est pas un progrès, il n'en est pas moins vrai que l'importance du rôle que la religion a joué dans le monde prouve l'importance du changement qui s'effectue. A moins que la nature humaine n'ait soudainement changé sur un point que l'histoire générale de notre race montre des plus caractéristiques de l'homme, on peut pré-

[1] Au point de vue de la science de l'homme d'État, par exemple, des principes fondamentaux et de l'adaptation des moyens aux fins, la Constitution des États-Unis adoptée il y a un siècle, est bien supérieure aux dernières Constitutions d'État, dont la plus récente, celle de la Californie, est un chef-d'œuvre de bousillage.

dire qu'il se prépare de grands mouvements et de grandes réactions. De semblables états de pensée ont jadis toujours marqué les périodes de transition. Sur une moins grande échelle, et moins profondément (car je crois que quiconque observera les courants de notre littérature, et abordera ce sujet avec les hommes qu'il rencontrera, verra que c'est sous terre et non à la surface qu'agissent aujourd'hui les idées matérialistes), le même état de pensée a précédé la Révolution française. Mais la grande ressemblance du naufrage des idées religieuses actuelles, est avec celui que l'on trouve dans la période où l'ancienne civilisation commença à passer de la splendeur au déclin. Quel changement arrive-t-il, voilà ce qu'aucun mortel ne peut dire, mais tous les hommes qui réfléchissent commencent à sentir que quelque grand changement doit survenir. Le monde civilisé tremble, prêt à commencer quelque grand mouvement. Il nous mènera en avant et ouvrira la voie à des progrès que nous n'avons même pas rêvés, ou nous fera redescendre une pente qui nous ramènera à la barbarie.

CHAPITRE V.

LA VÉRITÉ PRIMORDIALE.

Dans l'espace nécessairement très restreint qui était consacré à la dernière partie de notre enquête, j'ai été obligé d'omettre bien des choses dont j'aurais voulu parler, ou de parler brièvement de ce qu'il aurait été utile d'exposer d'une manière complète.

Néanmoins il est maintenant au moins évident que la vérité à laquelle nous a conduits notre étude faite au point de vue économique et politique, est également évidente dans la naissance et la chute des nations, dans la croissance et la décadence des civilisations, et s'accorde avec ces idées de relation

et de séquence profondément enracinées en nous, et que nous appelons les perceptions morales. Nous avons donc assuré à nos conclusions la plus grande certitude, la sanction la plus haute possible.

Cette vérité renferme à la fois une menace et une promesse. Elle montre que les maux naissant de la distribution injuste et inégale de la richesse, qui deviennent de plus en plus apparents à mesure que se développe la civilisation moderne, ne sont pas des incidents de progrès, mais des tendances qui doivent finir par forcer le progrès de s'arrêter; qu'ils ne se guériront pas d'eux-mêmes, mais au contraire, à moins qu'on éloigne leur cause, qu'ils deviendront de plus en plus considérables jusqu'au moment où ils nous ramèneront à la barbarie par le chemin suivi par toutes les civilisations antérieures. Mais elle montre aussi que ces maux ne sont pas imposés par les lois naturelles; qu'ils naissent seulement de mauvais arrangements sociaux ne tenant pas compte des lois naturelles, et qu'en éloignant leur cause, nous pouvons donner une nouvelle et forte impulsion au progrès.

La pauvreté qui, au milieu de l'abondance, fait souffrir et abrutit les hommes, et tous les maux divers qui en découlent, naît de la négation de la justice. En permettant la monopolisation des richesses que la nature offre généreusement à tous, nous avons oublié la loi fondamentale de la justice, car autant que nous pouvons en juger, quand nous observons les choses dans leur ensemble, la justice semble être la loi suprême de l'univers. Mais en chassant du monde cette injustice, et en affirmant les droits de tous les hommes aux richesses naturelles, nous nous conformerons à la loi, nous ferons disparaître la grande cause de l'inégalité contraire à la nature, dans la distribution de la richesse et de la puissance; nous abolirons la pauvreté; nous dompterons les passions impitoyables de l'avarice; nous tarirons les sources du vice et de la misère; nous allumerons dans les endroits plongés dans les ténèbres de l'igno-

rance, le flambeau de la science; nous donnerons une nouvelle vigueur à l'esprit d'invention, et une impulsion plus vive aux découvertes; nous substituerons la force politique à la faiblesse politique; nous rendrons la tyrannie et l'anarchie impossibles.

La réforme que j'ai proposée s'accorde avec ce qui est désirable politiquement, socialement ou moralement. Ce sont là les qualités d'une vraie réforme, car elle rendra toutes les autres réformes faciles. C'est l'application de la lettre et de l'esprit de la vérité exprimée dans la Déclaration de l'Indépendance — la vérité évidente en elle-même qui est le cœur et l'âme de la déclaration — « *Que tous les hommes sont créés égaux; qu'ils sont pourvus par leur Créateur de certains droits inaliénables; parmi lesquels le droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur!* »

Ces droits ne sont pas reconnus quand le droit égal à la terre — sur laquelle et par laquelle seulement les hommes peuvent vivre ne l'est pas. L'égalité des droits politiques ne compense pas la négation du droit aux richesses de la nature. La liberté politique, quand on refuse de reconnaître le droit égal à la terre, devient simplement, à mesure que la population et les inventions augmentent, la liberté de se faire concurrence pour les emplois et de travailler pour des salaires dérisoires. Voilà la vérité que nous avons ignorée. Et c'est ainsi que les mendiants ont envahi nos rues, et les vagabonds nos routes; et que la pauvreté fait des esclaves d'hommes que nous appelons des souverains politiques; et que la misère engendre une ignorance que ne peuvent dissiper nos écoles; et que les citoyens votent comme le leur ordonnent leurs maîtres; et que le démagogue usurpe la place de l'homme d'État; et que l'argent pèse dans les balances de la justice; et que dans les positions élevées on trouve des hommes qui ne font même pas à la vertu civique le compliment de l'hypocrisie; et que les pilliers de la république, que nous croyons si forts, plient déjà sous la tension trop considérable.

Nous honorons la Liberté de nom et de forme. Nous lui éle-

vons des statues et chantons ses louanges. Mais nous n'avons pas eu pleine confiance en elle. Et ses demandes croissent avec notre développement. Elle ne veut pas qu'on la serve à moitié !

Liberté ! Ce mot est fait pour enchanter les oreilles et non pour les obséder, mêlé à de vaines vanteries. Car la liberté signifie justice, et la justice est la loi naturelle — la loi de santé, de symétrie et de force, de fraternité et de coopération.

Ceux qui croient que la liberté a rempli son rôle quand elle a aboli les privilèges héréditaires et donné à tous le droit de voter, qu'elle n'a rien de plus à voir dans les affaires de la vie de chaque jour, n'ont pas vu sa réelle grandeur — pour eux, les poètes qui l'ont chantée sont des rapsodes, ses martyrs des fous ! Le soleil est le seigneur de la vie comme de la lumière ; ses rayons percent les nuages, et entretiennent toute croissance et tout mouvement et font sortir de ce qui, sans cela, ne serait qu'une masse froide et inerte, l'infinie diversité des êtres et de la beauté ; ce que le soleil fait pour la terre, la liberté le fait pour l'humanité. Ce n'est pas pour une abstraction que les hommes ont travaillé et sont morts, que dans tous les âges se sont montrés les témoins de la Liberté, et ont souffert les martyrs de la Liberté.

Nous parlons de la Liberté comme d'une chose distincte de la vertu, de la richesse, de la science, de l'invention, de la vigueur nationale et de l'indépendance nationale. Mais la Liberté est la source, la mère, la condition nécessaire de toutes ces autres choses. Elle est à la vertu ce que la lumière est à la couleur ; à la richesse ce que les rayons du soleil sont aux semences ; à la science, ce que les yeux sont à la vue. Elle est le génie de l'invention, le système musculaire de la vie nationale, l'esprit de l'indépendance nationale. Là où croît la Liberté, croissent également les vertus, la richesse, la science ; l'esprit d'invention multiplie les forces humaines ; la nation libre s'élève au-dessus de ses voisines comme Saül au-dessus de ses frères, plus grande et plus belle. Là où s'efface la Liberté les vertus disparaissent, la richesse diminue, la science tombe dans l'oubli, l'esprit d'in-

vention s'éteint, et les empires, jadis puissants par les armes et par les arts, deviennent la proie facile de barbares plus libres.

Le soleil de la Liberté n'a fait briller sur nous que quelques rayons à demi-voilés, qui sont cependant les causes de tous progrès.

La Liberté brilla une fois pour une race d'esclaves courbés sous le fouet des Égyptiens, et les conduisit hors de la maison de servitude. Elle les endurcit dans le désert et en fit une race de conquérants. Le libre esprit de la loi mosaïque enleva ses penseurs sur les hauteurs où ils entrevirent l'unité de Dieu, et inspira à ses poëtes un style qui est encore aujourd'hui l'expression des plus hautes élévations de pensée. La Liberté commença à poindre sur la côte phénicienne et des vaisseaux passèrent les colonnes d'Hercule pour explorer la mer inconnue. Elle éclaira partiellement la Grèce, et le marbre revêtit les formes de la beauté idéale, les mots devinrent les instruments de la pensée la plus subtile, et les armées puissantes du grand roi vinrent se briser contre les milices peu nombreuses des libres cités, comme la lame contre le rocher. Elle se montra ensuite dans les fermes de quatre acres des agriculteurs italiens, et un pouvoir né de sa force conquit le monde. Elle jaillit des boucliers des guerriers germains, et Auguste pleura ses légions. Dans la nuit qui suivit alors son éclipse, ses rayons obliques tombèrent de nouveau sur des cités libres, et la science perdue revécut, la civilisation moderne commença; un monde nouveau fut découvert; et à mesure que grandit la liberté, les arts, la richesse, la puissance, la science et les raffinements grandirent avec elle. Nous pouvons lire la même vérité dans l'histoire de toutes les nations. C'est la force née de la grande Charte qui gagna Crécy et Azincourt. C'est la renaissance de la Liberté après le despotisme des Tudors qui fit la gloire du règne d'Élisabeth. C'est l'esprit qui a conduit un tyran couronné à l'échafaud qui a planté chez nous la semence d'un arbre puissant. C'est la force de l'ancienne liberté qui, au moment où elle gagna l'unité, fit de l'Es-

pagne la plus puissante nation du monde pour tomber au dernier degré de faiblesse quand la tyrannie remplaça la liberté. Voyez en France toute vigueur intellectuelle s'affaissant sous la tyrannie du XVII^e^ siècle pour reprendre toute sa splendeur lorsque la liberté renaît au XVIII^e^, et fondant sur l'affranchissement des paysans français dans la grande Révolution, cette puissance étonnante qui de notre temps a résisté aux défaites.

N'aurons-nous pas confiance en elle?

De notre temps, comme dans les époques précédentes, rampent des forces insidieuses qui, produisant l'inégalité, détruisent la Liberté. Les nuages s'amoncellent à l'horizon. La Liberté nous appelle à nouveau. Nous devons la suivre plus loin; nous devons nous confier entièrement à elle. Nous devons l'accepter complètement, ou elle nous abandonnera. Ce n'est pas assez que les hommes puissent voter; ce n'est pas assez qu'ils soient théoriquement égaux devant la loi. Ils doivent avoir la liberté de profiter des richesses naturelles et des moyens d'existence; ils doivent être sur des termes égaux par rapport aux générosités de la nature. Sinon, la Liberté retirera sa lumière! Sinon les ténèbres reviendront, et les forces mêmes qu'a développées le progrès deviendront des forces destructives. C'est la loi universelle. C'est la leçon des siècles. La société ne peut durer que si ses fondations s'appuient sur la justice.

Notre organisation sociale première est une injustice. En permettant à un homme de posséder la terre sur laquelle et de laquelle d'autres hommes doivent vivre, nous avons fait de ces hommes les esclaves du premier, à un degré qui augmente à mesure que se développe le progrès matériel. C'est par une alchimie subtile, par des moyens dont on ne se rend pas compte, que sont soutirés aux masses dans tous les pays civilisés, les fruits de leur dur travail; on établit un esclavage plus dur et plus irrémédiable que celui qu'on a détruit; on fait sortir le despotisme politique de la liberté politique, et bientôt les institutions démocratiques sombrent dans l'anarchie.

Voilà ce qui change les bienfaits du progrès matériel en malheurs. Voilà ce qui entasse des êtres humains dans des caves malsaines ou dans des maisons malpropres; qui remplit les prisons de malfaiteurs; qui pique les hommes de l'aiguillon du besoin et les consume d'envie; qui dérobe aux femmes leur grâce et leur beauté; qui enlève aux petits enfants la joie et l'innocence du matin de la vie.

Une civilisation ainsi fondée ne peut durer. Les lois éternelles de l'univers le défendent. Les ruines des empires morts attestent et le témoin qui est au fond de chaque âme affirme que cela ne peut pas être. C'est quelque chose de plus grand que la bonté, quelque chose de plus auguste que la charité, c'est la justice elle-même qui nous demande de réparer cette injustice; la justice dont on ne peut pas nier l'existence; qu'on ne peut pas mettre de côté; la justice qui porte l'épée avec les balances. Parerons-nous le coup avec des liturgies et des prières? Éloignerons-nous les décrets de la loi immuable en élevant des églises quand les enfants affamés se lamentent et que les mères fatiguées pleurent?

C'est blasphémer que d'attribuer, même avec le langage de la prière, aux décrets inscrutables de la Providence les souffrances et les vices qui viennent de la pauvreté; que de lever vers le Père de tous des mains jointes et de lui laisser la responsabilité de la misère et des crimes de nos grandes cités. Nous dégradons l'Éternel. Nous médisons du Juste.

Un homme miséricordieux aurait mieux ordonné le monde; un homme juste écraserait du pied une fourmillère aussi vénimeuse! Ce n'est pas le Tout-Puissant, mais nous qui sommes responsables des vices et de la misère qui fermentent au milieu de notre civilisation. Le Créateur a fait pleuvoir ses dons sur nous, plus qu'il n'en fallait pour chacun. Mais, comme le font les porcs en cherchant leur nourriture, nous les avons foulés aux pieds dans la boue, pendant que nous nous déchirions les uns les autres!

Aujourd'hui, dans tous les centres de civilisation, le besoin et la souffrance sont assez grands pour atteindre au cœur quiconque ne ferme pas les yeux, et n'a pas des nerfs d'acier. Oserons-nous nous tourner vers le Créateur et lui demander de les adoucir? En supposant que la prière soit entendue et qu'un ordre de celui qui a créé l'univers, anime le soleil d'une force plus grande; qu'une nouvelle vertu remplisse l'air, et une nouvelle vigueur le sol; que deux brins d'herbe poussent là où aujourd'hui un seul croit; et que la semence qui rapporte cinquante maintenant rapporte alors cent; la pauvreté s'en trouvera-t-elle diminuée et le besoin détruit? Évidemment non! Le bénéfice recueilli ne serait que temporaire. Les nouvelles richesses du monde matériel ne pourraient être utilisées que par la terre. Et la terre étant propriété privée, les classes qui monopolisent aujourd'hui les bienfaits du Créateur, monopoliseraient également ces nouveaux bienfaits. Les propriétaires fonciers profiteraient seuls de la chose. Les rentes augmenteraient, mais les salaires descendraient toujours vers le point où l'ouvrier n'a qu'à mourir de faim.

Et ceci n'est pas une simple déduction de l'économie politique; c'est un fait expérimental. Nous le connaissons parce que nous l'avons vu. De notre temps même, devant nos propres yeux, la puissance qui est au-dessus de tout, et dans tout, et partout; la puissance dont l'univers entier n'est que la manifestation; la puissance qui fait toute chose et sans laquelle rien de ce qui est fait, n'est fait, a augmenté les choses dont l'homme peut jouir, aussi réellement que si la fertilité de la nature avait été augmentée. Il vint à l'esprit de celui-ci l'idée de soumettre la vapeur pour le service de l'homme. A l'oreille d'un autre fut soufflé le secret qui force l'éclair à porter un message tout autour du monde. De tous côtés les lois de la matière nous ont été révélées; dans chaque branche industrielle nous avons à notre service des bras de fer et des doigts d'acier qui ont sur la production de la richesse exactement le même effet qu'un

accroissement dans la fertilité de la nature. Quel a été le résultat de toutes ces nouveautés? Simplement que les propriétaires de la terre ont recueilli tout le bénéfice. Les découvertes et les inventions merveilleuses de notre siècle n'ont ni augmenté les salaires, ni allégé le travail. Elles ont simplement rendu le petit nombre plus riche, le grand nombre plus pauvre!

Se peut-il que les dons du Créateur soient impunément aussi mal employés? Est-ce donc une chose de peu d'importance que le travail soit privé de son gain, pendant que ceux qui profitent de ce gain roulent dans le luxe, que le grand nombre souffre de la misère, pendant que le petit nombre est gorgé de tout? Étudiez l'histoire, et à chaque page vous y lirez que de telles injustices ne restent pas impunies; que la Némésis qui suit l'injustice n'hésite jamais, n'est jamais endormie! Regardez autour de vous. Cet état de choses peut-il durer? Pouvons-nous seulement dire « Après nous le déluge! » Non; les pilliers de l'État tremblent dès maintenant, et les fondements même de la société sont ébranlés par les forces qui les minent. La lutte qui doit amener la renaissance ou la ruine, est prête à s'engager, si elle n'est pas déjà commencée.

L'arrêt est déjà prononcé! Avec la vapeur et l'électricité, et les nouvelles puissances nées du progrès, des forces sont entrées dans le monde qui nous pousserons plus haut ou nous renverseront, comme ont été détruites nations après nations, civilisations après civilisations. C'est l'illusion qui précède la destruction qui nous fait voir dans l'agitation populaire, dans la fièvre du monde civilisé, l'effet passager de causes éphémères. Entre les idées démocratiques et l'organisation aristocratique de la société il y a une opposition indestructible. Le conflit est visible aux États-Unis comme en Europe. Nous ne pouvons continuer à permettre aux hommes de voter en les forçant à vagabonder. Nous ne pouvons continuer à instruire les garçons et les filles dans nos écoles publiques, et à leur refuser ensuite le droit de gagner de quoi vivre convenablement. Nous ne pouvons conti-

nuer à parler des droits inaliénables de l'homme, et lui refuser le droit inaliénable aux largesses du Créateur. Même aujourd'hui, le vin nouveau commence à fermenter dans les vieilles bouteilles, et les forces élémentaires s'assemblent pour la lutte.

Mais si, pendant qu'il en est encore temps, nous revenons à la Justice, nous lui obéissons, si nous avons confiance en la Liberté, les dangers qui nous menacent disparaîtront, et les forces aujourd'hui nos ennemies, deviendront les agents du progrès. Pensons aux forces maintenant gaspillées, aux champs infinis de la science encore inexplorés; aux inventions possibles dont celles de notre siècle ne peuvent que nous donner une idée vague. Une fois la misère détruite; une fois l'avidité du gain changée en de plus nobles passions; une fois la fraternité née de l'égalité mise à la place de la jalousie et de la crainte qui excitent aujourd'hui les hommes les uns contre les autres; une fois l'intelligence délivrée de ses chaînes, grâce à des conditions d'existence assurant au plus humble l'aisance et le loisir; qui peut mesurer à quelle hauteur s'élévera notre civilisation? Les mots manquent pour rendre la pensée! C'est l'Age d'or que les poètes ont chanté et dont les prophètes ont parlé avec de splendides métaphores! C'est la vision glorieuse qui a toujours hanté l'homme de ses rayons d'une splendeur incertaine. C'est ce qu'a vu à Patmos celui qui s'est éteint dans une extase. C'est l'apogée du Christianisme — la Cité de Dieu sur la terre, avec ses murs de jaspe et ses portes de perles! C'est le règne du Prince de la Paix!

CONCLUSION

On ne trouve dans la vie des nations aucune trace
Du soleil prédit il y a si longtemps;
Le canon parle à la place du maître,
Le siècle est dégoûté de travail et d'or,
Et les espérances plus élevées s'évanouissent, et les souvenirs s'effacent;
Dans les foyers et sur les autels les feux sont éteints;
Mais cette foi vigoureuse n'a pas vécu en vain,
Et c'est tout ce que nous dit notre observateur.

FRANCES BROWN.

LE PROBLÈME DE LA VIE INDIVIDUELLE

Ma tâche est achevée.

Et cependant la pensée monte plus haut encore. Les problèmes que nous avons étudiés nous conduisent à un problème plus élevé et plus profond. Derrière les problèmes de la vie sociale, il y a le problème de la vie individuelle. Je trouve impossible de penser aux uns sans penser à l'autre, et je crois qu'il en sera de même pour tous ceux qui, lisant mon livre, ont suivi ma pensée. Car, ainsi que l'a dit Guizot, « quand l'histoire de la civilisation est complète, quand il n'y a plus rien à dire sur notre existence présente, l'homme se demande inévitablement si tout est épuisé, s'il a atteint la fin de toutes choses. »

Ce problème, je ne puis le discuter en ce moment. J'en parle seulement parce que la pensée qui, pendant que j'écrivais ce livre, s'est imposée à moi peut également s'imposer à ceux qui le liront; car, quelque soit son destin, il sera lu par quelques hommes qui, au fond de leurs cœurs ont pris la croix de la nouvelle croisade. Cette pensée leur viendra sans que je la leur suggère, mais nous sommes plus sûrs que nous voyons une étoile quand nous savons que d'autres la voient aussi.

La vérité que j'ai essayé de montrer clairement, ne sera pas facilement acceptée. Sans cela elle l'aurait été il y a longtemps. Sans cela elle n'aurait jamais été voilée. Mais elle trouvera des amis parmi ceux qui travailleront, qui souffriront pour elle, et même, si cela est nécessaire, qui mourront pour elle. Tel est le pouvoir de la vérité.

Prévaudra-t-elle à la fin? En dernier lieu, oui. Mais de notre temps, ou dans un temps où l'on gardera encore quelque souvenir de nous, qui peut le dire?

Pour l'homme qui, voyant le besoin et la misère, l'ignorance et l'abrutissement causés par des institutions sociales injustes, s'emploie lui-même, avec toute la force dont il est capable, à vouloir les redresser, il n'y a que désappointement et amertume. Il en a été ainsi dans l'ancien temps. Il en est de même aujourd'hui. Mais la pensée la plus amère qui vient quelquefois même au meilleur et au plus brave, c'est celle de l'inutilité de l'effort, et du sacrifice. Il est donné à bien peu de voir croître la semence jetée, ou même de savoir avec certitude qu'elle croîtra.

Ne déguisons rien. Bien des fois déjà on a levé dans le monde l'étendard de la Vérité et de la Justice. Bien des fois il a été foulé aux pieds dans le sang répandu pour lui. Si les forces opposées à la Vérité étaient faibles, comment l'Erreur aurait-elle si longtemps prévalu? Si la Justice n'avait qu'à lever la main pour faire fuir l'injustice, comment les plaintes des opprimés se font-elles toujours entendre?

Mais pour ceux qui voient la Vérité et voudraient la suivre; pour ceux qui reconnaissent la Justice et voudraient combattre pour elle, le succès n'est pas tout. Le succès! Mais la Fausseté et l'Injustice le donnent souvent. La Vérité et la Justice n'ont-elles donc pas à donner quelque chose étant leur propriété de droit — leur appartenant par essence et non par accident?

Elles ont ce quelque chose et quiconque a connu leur exaltation le sait bien. Mais parfois les nuages descendent. C'est une triste lecture que celle des vies des hommes qui ont fait

quelque chose pour leurs semblables. A Socrate ils ont donné la ciguë; ils ont tué Gracchus à coups de bâton et de pierres; ils ont crucifié le plus grand et le plus pur de tous. Et ceux-là sont les grands martyrs. Aujourd'hui les prisons russes sont pleines, et de longues processions d'hommes et de femmes qui, sans leur ardent patriotisme, auraient pu vivre dans l'aisance et le luxe, se dirigent vers la Sibérie où ils seront des morts vivants. Et combien, dans la pénurie et le besoin, dans l'abandon et le mépris, sans même connaître la sympathie ou la pitié qui leur auraient été si douces, combien sont morts, martyrs inconnus, dans tous les pays! Nous pouvons nous en rendre compte par nos propres yeux.

Mais voyons-nous tout?

En écrivant mes yeux sont tombés sur un journal où était racontée brièvement, d'après un document semi-officiel, l'exécution de trois nihilistes à Kieff — un sujet prussien Brandtner, un inconnu se donnant le nom d'Antonoff, et un noble appelé Ossinsky. Au pied du gibet on leur permit de s'embrasser. « Alors l'exécuteur coupa la corde, les médecins déclarèrent que les victimes étaient mortes, les corps furent enterrés au pied de l'échafaud, et les nihilistes furent abandonnés à l'éternel oubli. » C'est ainsi que finissait le récit.

Je ne le crois pas. Non; pas à l'oubli!

J'ai suivi dans cette enquête la marche de ma propre pensée. Quand je la commençai dans mon esprit, je n'avais aucune théorie à prouver, aucune conclusion à présenter. J'avais seulement compris l'étendue de la misère d'une grande ville, ce spectacle m'attirait, me tourmentait; il ne me laissa de repos que lorsque je me mis à étudier quelles étaient les causes de la misère, comment on pourrait la guérir.

De cette enquête est sorti pour moi quelque chose que je ne pensais pas y trouver, la renaissance d'une foi perdue.

L'espérance d'une vie future est naturelle et profonde. Elle se développe avec le développement intellectuel, et personne ne l'a peut être mieux ressentie que ceux qui les premiers virent combien l'univers était grand, combien étaient vastes les horizons que chaque progrès de la science ouvrent devant nous — horizons ne demandant rien moins, pour être explorés, que l'éternité. Mais dans l'atmosphère mentale de notre époque, pour la grande majorité des hommes qui ne se soumettent plus à de simples croyances, il semble impossible de considérer ces espérances autrement que comme un espoir vain et enfantin, né de l'égoïsme de l'homme, qui n'a aucun fondement, aucune garantie, qui est même en contradiction avec les données de la science positive.

Et quand nous arrivons à analyser et à chercher les idées qui ont ainsi détruit l'espoir d'une vie future, nous trouvons qu'elles ont leur source non dans les révélations de la science physique, mais dans certains enseignements de la science politique et sociale, enseignements qui ont eu dans toutes les directions une profonde influence. Elles ont leurs racines dans ces doctrines : il y a une tendance à la production exagérée des êtres humains par rapport aux moyens de subsistance; le vice et la misère sont les résultats des lois naturelles, et les moyens par lesquels se fait le progrès; le progrès humain est le résultat d'un lent développement de la race. Ces théories, qui ont été généralement acceptées comme des vérités prouvées, font ce que la science physique ne fait pas, elles réduisent l'individu à un rôle insignifiant; elles détruisent l'idée qu'il pourrait y avoir dans l'ordonnance de l'univers une certaine considération pour son existence, ou une reconnaissance quelconque de ce que nous appelons les qualités morales.

Il est difficile de concilier l'idée de l'immortalité de l'homme avec l'idée que la nature prodigue les vies humaines, et appelle constamment à la vie des êtres alors qu'il n'y a pas de place pour eux sur la terre. Il est impossible de concilier l'idée d'un

Créateur intelligent et bon avec la croyance que la misère et la dégradation qui sont le lot d'une si grande partie de la race humaine, résultent de ses lois; tandis que l'idée que l'homme, mentalement et physiquement, est le résultat de lentes modifications perpétuées par l'hérédité, suggère d'une manière irrésistible l'idée que c'est la vie de la race et non la vie de l'individu, qui est l'objet de l'existence humaine. Et c'est ainsi que s'est évanouie pour beaucoup de nous, et que s'évanouit encore pour un plus grand nombre, cette croyance qui, dans les batailles et les malheurs de la vie, offre le plus grand appui, la consolation la plus profonde.

Dans l'enquête que nous venons de faire, nous avons justement rencontré ces doctrines et nous avons découvert leur erreur. Nous avons vu que la population ne tend pas à augmenter plus vite que les moyens de subsistance; nous avons vu que la dépense inutile des forces de l'homme, que le luxe de souffrances d'une vie humaine, ne sont pas imposés par des lois naturelles, mais viennent de l'ignorance et de l'égoïsme des hommes qui refusent de se conformer aux lois naturelles; nous avons vu que le progrès humain ne se fait pas par une altération de la nature des hommes; mais qu'au contraire, généralement parlant, il semble que cette nature soit toujours la même.

Le cauchemar qui banissait du monde moderne la croyance en une vie future se trouve ainsi détruit. Ce n'est pas que toutes les difficultés disparaissent en même temps — car de quelque côté que nous nous tournions, nous arrivons toujours à ce que nous ne pouvons pas comprendre; mais les difficultés qui semblaient concluantes et insurmontables sont détruites. Et l'espoir renaît.

Mais ce n'est pas tout.

On a dit que l'économie politique était une science sinistre; en effet, telle qu'on l'enseigne couramment, c'est une science désespérée et désespérante. Mais, comme nous l'avons déjà vu, ce n'est ainsi que parce qu'elle a été abaissée et enchaînée, que

ses vérités ont été désunies, qu'on a méconnu ses harmonies, que le mot qu'elle devait prononcer a été retiré, et que ses protestations contre l'injustice se sont changées en proclamations d'injustice. Dégagez-là, comme j'ai essayé de le faire, de ses entraves, et l'économie politique, dans sa propre symétrie, sera rayonnante d'espérance.

Car, convenablement comprises, les lois qui gouvernent la production et la distribution de la richesse montrent que le besoin et l'injustice que renferme l'état social actuel, ne sont pas nécessaires ; mais au contraire, qu'un état social où la pauvreté serait inconnue, et où toutes les bonnes qualités et les facultés élevées de l'homme auraient l'occasion de se développer complètement, est parfaitement possible.

De plus, quand nous voyons que le développement social n'est gouverné ni par une Providence spéciale ni par un destin sans pitié, mais par une loi à la fois immuable et bienfaisante, quand nous voyons que la volonté humaine est un facteur important, et que les hommes, dans leur ensemble, font leur condition, quand nous voyons que la loi économique et la loi morale sont une en essence, et que la vérité que saisit l'intellect après un pénible effort n'est que la vérité que le sens moral découvre rapidement par intuition, un flot de lumière se répand sur le problème de la vie individuelle. Ces vies de millions innombrables d'hommes semblables à nous, qui ont passé et passent encore sur notre terre, avec leurs joies et leurs chagrins, leurs travaux et leurs luttes, leurs aspirations et leurs craintes, leurs fortes perceptions des choses, leurs sentiments communs qui forment la base des croyances les plus diverses — ces petites vies ne nous semblent plus autant une dépense vaine et dépourvue de signification.

Le grand fait que prouve la science dans toutes ses branches, c'est l'universalité de la loi. Partout où il peut l'étudier, que ce soit dans la chute d'une pomme ou dans la révolution des soleils binaires, l'astronome constate l'œuvre de la même loi, qui

opère dans les plus petites divisions de l'espace que nous puissions observer, comme dans les distances incommensurables que sa science l'habitue à concevoir. De ce qui est au delà de son télescope, sort un corps mouvant qui bientôt disparaît. L'astronome ignore la loi de ce corps. Se dira-t-il qu'elle est une exception? Non, bien au contraire, il se dira qu'il n'a vu qu'une partie de son orbite; qu'au delà de la portée de son télescope, la loi agit comme à sa portée. Il fait ses calculs, et l'événement prouve leur excellence, bien des siècles plus tard.

Si nous retraçons les lois qui gouvernent la vie humaine dans la société, nous trouvons qu'elles sont toujours les mêmes, dans la plus grande comme dans la plus petite des communautés. Nous trouvons que ce qui nous semble, à première vue, être des divergences et des exceptions, ne sont que les manifestations diverses des mêmes principes. Et nous voyons que partout où nous pouvons l'étudier, la loi sociale se conforme à la loi morale, se confond avec elle; que dans la vie d'une communauté la justice porte infailliblement en elle sa récompense et l'injustice sa punition. Nous ne voyons pas cela dans la vie individuelle. Si nous considérons seulement la vie individuelle, nous ne pouvons voir que les lois de l'univers aient le plus petit rapport avec le bon ou le mauvais, le juste ou l'injuste[1]. Dirons-nous donc que la loi qui est manifeste dans la vie sociale n'est pas vraie pour la vie individuelle? Cette assertion ne serait pas scientifique. Nous n'en dirions pas autant de n'importe quelle autre chose. Ne devrions-nous pas plutôt dire que cela prouve simplement que nous ne voyons pas l'ensemble de la vie individuelle?

[1] Ne trompons point nos enfants. Et cela simplement pour la raison donnée par Platon, que lorsqu'il viennent à écarter ce que nous leur avons dit comme une fable pieuse, ils peuvent aussi mettre de côté ce que nous avons dit comme la vérité. Les vertus qui ont rapport à soi-même amènent généralement leur récompense. Un marchand ou un voleur, s'il est sobre, prudent, fidèle dans ses promesses, fera mieux ses affaires; mais pour les vertus qui n'ont pas rapport à soi-même :

« Cela semble une histoire du monde des esprits,
« Quand quelqu'un obtient ce qu'il mérite,
« Ou mérite ce qu'il obtient. »

Les lois de l'économie politique, comme les faits et rapports de la nature physique, s'harmonisent avec ce qui semble être la loi du développement mental — un progrès non pas nécessaire et involontaire, mais un progrès dans lequel la volonté humaine joue le rôle de force initiale. Mais dans la vie, telle que nous la connaissons, le développement mental ne peut pas aller bien loin. L'esprit commence à peine à s'éveiller alors que les forces physiques commencent à décliner, il ne devient imparfaitement conscient du vaste champ qui s'ouvre devant lui, ne commence à apprendre à appliquer sa force, à reconnaître les relations entre les choses, à étendre ses sympathies, que lorsqu'il disparaît, avec la mort du corps. A moins qu'il n'y ait là quelque chose de plus, il semble que ce soit un défaut de construction, un insuccès. Qu'il s'agisse d'un Humbolt ou d'un Herschel, d'un Moïse ou d'un Josué, ou d'une de ces âmes patientes et douces qui dans un cercle étroit mènent une vie radieuse, il semble, que si l'intelligence et le caractère ici-bas développés ne peuvent continuer à progresser plus loin, la vie est une chose sans but, incompatible avec ce que nous pouvons voir de la séquence ininterrompue de l'univers.

Par une loi fondamentale de notre intelligence — loi sur laquelle, en réalité, l'économie politique appuie toutes ses déductions — nous ne pouvons concevoir un moyen sans une fin; un mécanisme sans objet. Le soutien et l'emploi de l'intelligence qui est en l'homme fournit ce but et cet objet à toute la nature, à la partie du moins avec laquelle nous sommes en contact en ce monde. Mais à moins que l'homme lui-même puisse s'élever jusqu'à quelque chose de plus élevé, son existence est inintelligible. La nécessité métaphysique est si forte que ceux qui refusent à l'individu quelque chose de plus que cette vie, sont forcés de transférer l'idée de perfectibilité à la race. Mais ainsi que nous l'avons vu (et l'argumentation aurait pu être plus complète), rien ne peut prouver une amélioration sensible de la race. Le progrès humain n'est pas l'amélioration de la nature humaine.

Les progrès qui constituent la civilisation ne sont pas fixés dans la constitution de l'homme, mais dans la constitution de la société. Ils ne sont donc ni fixes ni permanents, ils peuvent se perdre, ils tendent même constamment à se perdre. Bien plus, si la vie humaine ne continue pas au delà de ce que nous voyons ici-bas, nous nous trouvons, par rapport à la race, en face de la même difficulté que pour l'individu. Car il est certain que la race doit mourir, comme il est certain que l'individu doit mourir. Nous savons qu'il y a eu des conditions géologiques dans lesquelles la vie humaine était impossible sur la terre. Nous savons qu'elles doivent se reproduire. Même maintenant, la terre tournant sur son orbite déterminé, son bonnet de glace s'épaissit au nord, et le temps approche graduellement, où ses glaciers s'étendront à nouveau, où les mers australes monteront vers le nord, ensevelissant les centres actuels de civilisation au fond des océans, comme sont peut-être aujourd'hui ensevelies des civilisations aussi développées que la nôtre. Et au delà de ces périodes, la science aperçoit une terre morte, un soleil éteint, une époque où le système solaire, après bien des chocs, se résoudra en une forme gazeuse pour commencer à nouveau des changements incommensurables.

Quelle est donc la signification de la vie, de la vie absolument et inévitablement limitée par la mort? Elle ne me semble intelligible que considérée comme l'avenue, le vestibule d'une autre vie. Et les faits qui la remplissent ne sont explicables, à mon avis, que par une théorie ne pouvant être exprimée qu'avec des mythes et des symboles, et qu'expriment sous une forme quelconque les mythes et les symboles dans lesquels les hommes de tous les temps ont essayé de peindre leurs perceptions les plus profondes.

Les écrits des hommes qui ont existé et sont morts — la Bible, le Zend Avestas, les Vedas, les Dhammapadas, le Koran; les doctrines ésotériques des vieilles philosophies, les théories ca-

chées sous une enveloppe religieuse grossière, les dogmes des Conciles œcuméniques, les prédications des hommes comme Foxe, Wesley, Savonarole, les traditions des Indiens rouges, et les croyances des sauvages noirs, ont un centre, un cœur commun ; quelque chose comme l'interprétation diverse et altérée d'une vérité primaire. Et de la chaine de raisonnements que nous avons suivie, semble vaguement sortir une lueur de ce qu'ont vaguement vu tous ces hommes, lueur incertaine indiquant des relations suprêmes, tentative d'explication tombant fatalement dans le symbole et l'allégorie : un jardin dans lequel se trouvent les arbres du bien et du mal ; une vigne où il y a à faire le travail du maitre : un passage de la vie de derrière à la vie d'au delà : une épreuve et une lutte dont nous ne pouvons voir la fin.

Regardez autour de vous, aujourd'hui.

Ici, encore dans notre société civilisée, les vieilles allégories ont une signification, les vieux mythes se trouvent vrais. Le sentier du devoir conduit encore souvent dans la vallée de la mort, chrétien et fidèle marchent à travers les rues de la foire aux vanités, et sur l'armure de Grand-cœur retentissent des coups nombreux. Ormuzd combat toujours contre Ahriman — le Prince de la Lumière contre les Puissances des Ténèbres. Les clairons appellent encore au combat ceux qui veulent les entendre.

Comme ils sonnent, comme ils appellent, jusqu'à ce que les cœurs qui les écoutent s'enflamment ! Le monde a besoin d'âmes fortes et entreprenantes. La beauté est encore dans les fers, et des roues de fer écrasent le bien, le vrai et le beau qui pourraient sortir des vies humaines.

Il viendra un temps, en un lieu quelconque, où ceux qui combattent avec Ormuzd, bien qu'ils ne se connaissent pas les uns les autres, seront appelés et passés en revue.

Bien que la Vérité et le Droit semblent souvent vaincus, nous ne pouvons l'affirmer parce que nous ne voyons pas l'ensemble complet des choses. Comment pourrions-nous tout voir ? Nous

ne pouvons même pas connaître tout ce qui passe ici-bas. Les vibrations de la matière qui nous donnent les sensations de lumière et de couleur, ne sont plus distinctes pour nous quand elles dépassent un certain point. Nous n'avons connaissance des sons que lorsqu'ils appartiennent à une échelle très limitée. Les animaux eux-mêmes ont des sens que nous n'avons pas. Comparée au système solaire, notre terre n'est qu'un point imperceptible; et le système solaire lui-même, n'est plus rien en face des profondeurs étoilées. Dirons-nous que ce qui passe devant *nos* yeux et disparaît, passe dans l'oubli? Non, pas dans l'oubli. Au delà de la portée de notre vue, les lois éternelles doivent conserver leur empire.

L'espoir qui naît au cœur de toutes les religions! Les poètes l'ont chanté, sa vérité fait palpiter le cœur de chaque homme. Voilà, suivant Plutarque, ce qu'ont dit dans tous les temps et dans toutes les langues, les hommes au cœur pur, et à la vue perçante, qui, se trouvant sur les sommets de la pensée et regardant l'océan sombre, ont entrevu la terre, au loin:

Les âmes des hommes, environnées ici-bas de corps et de passions, n'ont de communication avec Dieu que par la conception qu'elles peuvent atteindre par le moyen de la philosophie seulement, comme dans une espèce de rêve obscur. Mais quand elles sont délivrées de leur corps, et emportées dans la région inconnue, invisible, et pure, ce Dieu est alors leur chef et leur roi; là elles dépendent entièrement de lui, le contemplent sans fatigue, elles aiment passionnément cette beauté qui ne peut être exprimée par les hommes.

FIN.

ERRATUM

Page 349, à l'avant-dernière ligne, *au lieu de :* « conservateurs de l'ancien barbarisme »

***Lire :* « conservateurs de l'ancienne barbarie »**

